



JICA 2014

AGENCE JAPONAISE DE COOPÉRATION INTERNATIONALE

RAPPORT ANNUEL



La JICA en un clin d'œil

Les contributions de la JICA en quelques chiffres



Une contribution de 60 ans à la coopération internationale

L'année 2014 marque le 60^e anniversaire de la coopération internationale et de l'aide publique au développement (APD) du Japon. La JICA a contribué à renforcer les capacités des systèmes nationaux et des populations dans les nations en développement, en améliorant les infrastructures et en formant les ressources humaines afin de soutenir le développement, aussi bien du point de vue matériel qu'institutionnel.

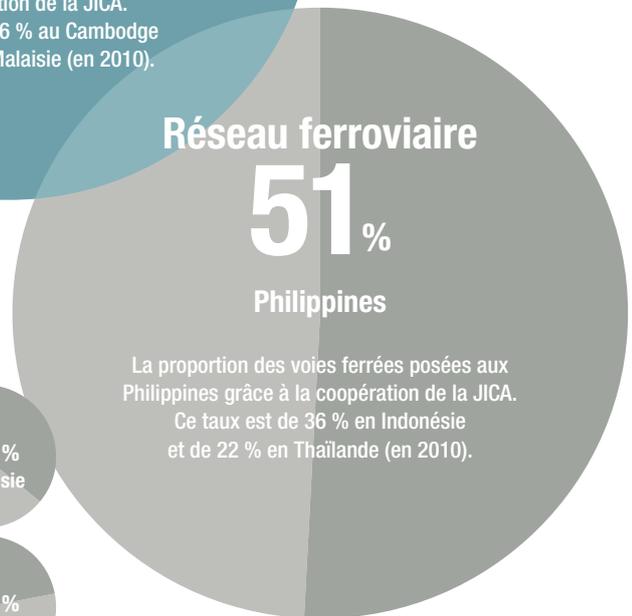
Nous aimerions ici présenter les contributions de la JICA au développement des infrastructures et des ressources humaines dans la région de l'ANASE, qui a toujours compté parmi les zones prioritaires de la coopération de la JICA.

Articles connexes

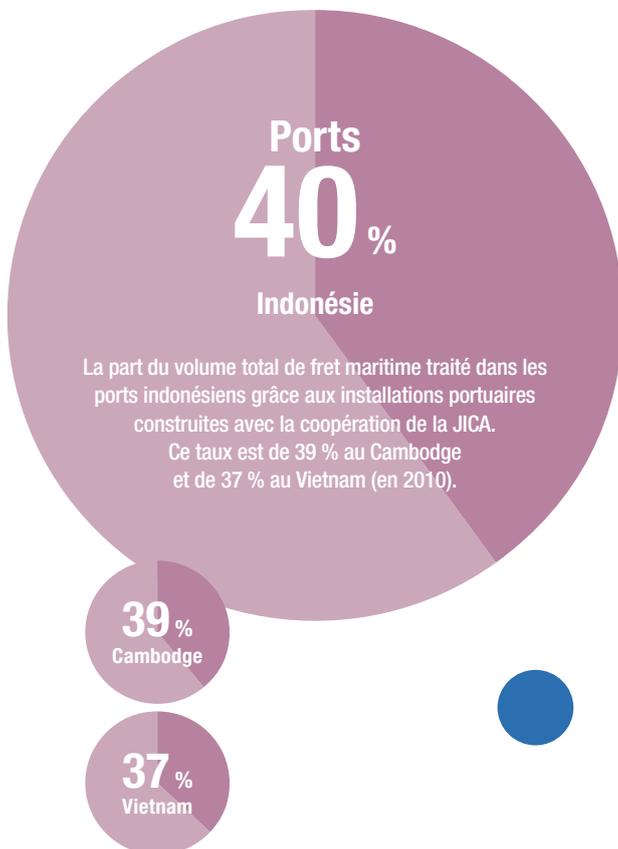
Interview du président de la JICA
Pages 6-10



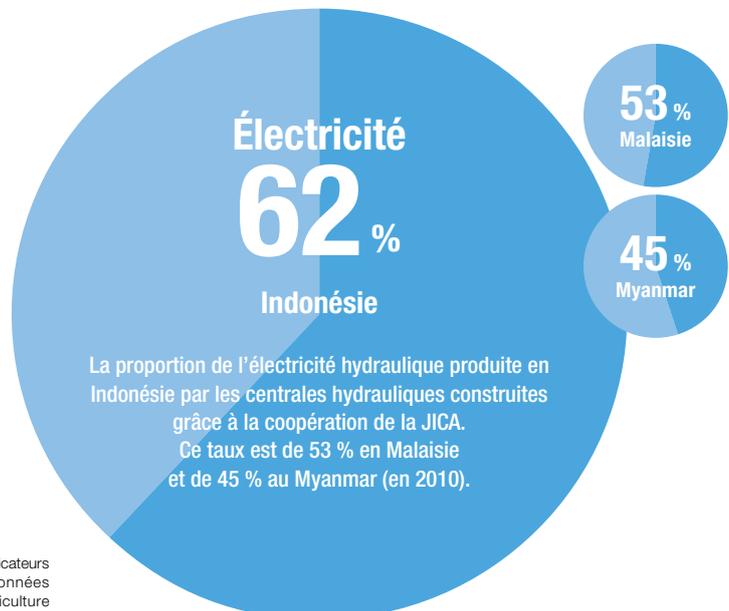
La proportion de passagers aériens au Vietnam passés par un aéroport construit grâce à la coopération de la JICA. Ce taux est de 76 % au Cambodge et de 62 % en Malaisie (en 2010).



La proportion des voies ferrées posées aux Philippines grâce à la coopération de la JICA. Ce taux est de 36 % en Indonésie et de 22 % en Thaïlande (en 2010).



La part du volume total de fret maritime traité dans les ports indonésiens grâce aux installations portuaires construites avec la coopération de la JICA. Ce taux est de 39 % au Cambodge et de 37 % au Vietnam (en 2010).



La proportion de l'électricité hydraulique produite en Indonésie par les centrales hydrauliques construites grâce à la coopération de la JICA. Ce taux est de 53 % en Malaisie et de 45 % au Myanmar (en 2010).

Contribution aux OMD

Les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), notamment la réduction de moitié du nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté en 15 ans, entre 2000 et 2015, sont des objectifs partagés par la communauté internationale. Voici quelques-unes des contributions majeures de la JICA jusqu'en 2013, deux ans avant la date cible de 2015.

Articles
connexes

Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)
Pages 62-63

Experts
envoyés

136 500

Le total cumulé d'experts envoyés pour assurer une coopération technique dans les pays en développement (en 2013).

Participants à
une formation

538 000

Le total cumulé de participants à une formation de la JICA ; parmi eux, 314 000 ont suivi des cours au Japon. De nombreux participants appartenaient à des organisations administratives de pays en développement, et plus de 300 d'entre eux occupaient des postes à responsabilité en tant que ministre ou vice-ministre (en 2013).

Volontaires
envoyés

46 000

Le total cumulé de volontaires de la JICA détachés dans 96 pays (en 2013).

Objectif 1
Réduire l'extrême pauvreté
et la faim

2,15 millions d'hectares

La superficie des terres nouvellement irriguées avec la coopération de la JICA. Cela équivaut à 10 fois la surface de la métropole de Tokyo. (Total des zones irriguées dans le cadre des projets de coopération évalués sur la période 2000-2012)

Objectif 2
Assurer l'éducation primaire
pour tous

11 500 écoles

Le nombre d'écoles primaires et secondaires construites, avec 83 000 salles de classe. Environ 4,12 millions d'élèves étudient dans ces écoles (résultats pour les exercices 1990 à 2012). À ce jour, la coopération dans le domaine de l'éducation a été déployée dans 144 pays. Parmi eux, 92 ont bénéficié d'une coopération pour l'enseignement des mathématiques et des sciences (total cumulé jusqu'en 2012).

Objectif 4
Réduire la mortalité infantile

40,4 millions de doses

Le nombre de vaccins administrés pour des maladies, telles que la rougeole ou la poliomyélite, figurant parmi les priorités décidées durant l'exercice 2013.

FAITS MARQUANTS 2013

Les thèmes clés de l'exercice 2013



Signature d'accords de prêts d'APD pour un montant total de 51 milliards de JPY.

Mai-juin 2013 Soutenir les changements au Myanmar, la dernière frontière de l'Asie

Les premiers prêts d'APD depuis 25 ans

La JICA a apporté son aide en appui aux efforts de changement du gouvernement du Myanmar par la mise en œuvre intégrée de plusieurs projets d'APD. En mai 2013, Shinzo Abe a effectué une visite officielle au Myanmar, la première visite d'un premier ministre japonais en 36 ans. Il a annoncé à cette occasion l'octroi d'une aide concertée du gouvernement et du secteur privé japonais. En juin, des prêts d'APD ont été accordés à trois projets pour la première fois en 25 ans. La JICA entend poursuivre son aide pour que la population du Myanmar puisse profiter des bénéfices de ces changements.

Articles connexes Rapport annuel → pages 25, 104 (Étude de cas), 129 (Étude de cas)
Site internet de la JICA (en anglais) → News & Features > Press Releases > June 7, 2013



Session plénière de la cinquième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique.

Juin 2013 Cinquième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique à Yokohama

Renforcer l'aide pour un développement inclusif et dynamique

La cinquième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD V) a eu lieu à Yokohama du 1^{er} au 3 juin. À cette occasion, la déclaration de Yokohama 2013 et le plan d'action de Yokohama 2013-2017, qui présentent les grandes orientations du développement de l'Afrique pour les cinq prochaines années, ont été dévoilés. La JICA, en tant que principale agence chargée de la mise en œuvre des engagements pris par le Japon lors de la TICAD V, apportera une aide en faveur d'un développement inclusif et dynamique en Afrique en se basant sur les trois piliers que sont une économie robuste et durable, une société inclusive et résiliente, et la paix et la stabilité.

Articles connexes Rapport annuel → page 50
Site internet de la JICA → Actualités > Communiqués de presse > 31 mai et 3 juin 2013



Le métro souterrain est devenu le moyen de transport privilégié des Stambouliotes avec près de 1,5 million de voyageurs par jour.

Articles connexes Rapport annuel → page 61 (Étude de cas)
Site internet de la JICA → Actualités > Communiqués de presse > 30 octobre 2013/ Nouvelles du terrain > 24 janvier 2014

Site internet de la JICA <http://www.jica.go.jp/french/>

Octobre 2013 Ouverture du tunnel du métro sous le Bosphore

Grâce à la technologie japonaise, le tunnel souterrain traversant le Bosphore, rêve de la Turquie depuis 150 ans, est devenu réalité

En présence du premier ministre et du président turcs de l'époque, MM. Gül et Erdogan, ainsi que du premier ministre japonais Shinzo Abe, une cérémonie d'inauguration a été organisée pour le 90^e anniversaire de l'établissement de la République de Turquie, en octobre 2013. Cette cérémonie marquait l'aboutissement d'un projet de prêt d'APD en appui à la construction d'un métro reliant la partie orientale (l'Asie) et occidentale (l'Europe) d'Istanbul à travers le Bosphore. Des technologies japonaises avancées ont été mobilisées pour construire le tunnel immergé le plus profond du monde, 60 mètres en dessous du niveau de la mer. La traversée du détroit, qui prenait auparavant près de 30 minutes par ferry, est aujourd'hui réduite à 4 minutes avec l'ouverture du métro. Cela devrait également permettre une réduction des embouteillages et de la pollution atmosphérique chroniques causés, entre autres sources, par les gaz d'échappement des voitures.



Novembre 2013

Aide aux Philippines, frappées par le typhon Haiyan

Assurer une coopération diverse en tirant parti des expériences du grand séisme de l'est du Japon

L'équipe du Secours d'urgence du Japon a fourni une aide diverse, notamment par l'envoi d'équipes médicales, aux Philippines, frappées par le typhon Haiyan en novembre 2013. En se basant sur les expériences acquises lors du grand séisme de l'est du Japon, l'équipe a agi de manière proactive en organisant des visites médicales dans les villages affectés où les secours avaient du mal à parvenir. Des appareils de radiographie et d'autres équipements d'examen apportés du Japon ont également été utilisés par d'autres équipes étrangères, offrant ainsi un soutien essentiel aux activités médicales sur le terrain. En outre, la JICA a fourni du matériel de secours d'urgence tel que des tentes, des générateurs, des purificateurs d'eau et de l'eau, et envoyé des équipes d'experts pour éliminer le pétrole déversé des bateaux échoués, mener des recherches, réaliser des rapports et effectuer des suggestions pour un rétablissement rapide. La JICA apportera une aide continue pour la reconstruction et participera au rétablissement des Philippines et au renforcement des capacités pour la réduction du risque de catastrophe.

Les spécificités de l'aide japonaise : le personnel de santé des équipes du Secours d'urgence du Japon essaie de se mettre à la place des victimes lorsqu'il effectue des examens médicaux.

Articles connexes

Rapport annuel ➔ pages 23, 115 (Étude de cas), 129 (Étude de cas)
Site internet de la JICA ➔ Actualités > Nouvelles du terrain > 10 janvier 2014



Le symposium spécial « L'avenir de l'Asie » : « ANASE 2025 – Vision et défis futurs pour l'ANASE » co-organisé par la JICA et Nikkei Inc.

Décembre 2013

Des liens de 40 ans entre le Japon et l'ANASE

Vers le renforcement du partenariat et une meilleure unité au sein de l'ANASE

L'année 2013 marque le 40^e anniversaire de l'amitié et de la coopération entre l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) et le Japon. Le sommet commémoratif ANASE-Japon a eu lieu en décembre. À cette occasion, le gouvernement japonais a annoncé la fourniture de 2 000 milliards de yens d'APD au cours des cinq prochaines années en appui aux initiatives de l'ANASE, notamment le renforcement de la connectivité et la réduction des inégalités de développement au sein de la région dans la perspective de l'établissement de la communauté de l'ANASE en 2015. La JICA a organisé des événements commémoratifs dans divers pays et villes de la région. Le premier jour du sommet, la JICA a co-organisé un symposium spécial sur « L'avenir de l'Asie » intitulé « ANASE 2025 – Vision et défis futurs pour l'ANASE » et le « Symposium pour une croissance sobre en carbone et efficace au sein de l'ANASE » où les défis identifiés grâce à une simulation sur le long terme et d'autres études ont été présentés et où les participants, appartenant notamment aux pays de l'ANASE, ont pu avoir des discussions animées.

Articles connexes

Rapport annuel ➔ page 20
Site internet de la JICA ➔ Actualités > Nouvelles du terrain > 14 janvier 2014



À la JICA Global Plaza, on peut se familiariser avec la réalité des pays en développement par des expositions faisant appel à la vue, à l'ouïe et au toucher. (Photo : Tomohito Ishigo)

Renforcer la participation des citoyens dans la coopération internationale

Plus de dix ans ont passé depuis le début du programme de partenariat de la JICA / Plus d'un million de personnes ont visité la JICA Global Plaza

Le programme de partenariat de la JICA est un programme de coopération technique mis en œuvre en collaboration avec des partenaires japonais, notamment des ONG, pour apporter une coopération minutieuse et attentive à un niveau local susceptible d'être délaissé par les projets mis en œuvre par les gouvernements. À l'occasion du 10^e anniversaire du programme, la JICA entend renforcer les partenariats avec diverses organisations, notamment non gouvernementales, et réfléchir sur les futures orientations pour parvenir à une collaboration efficace.

Plus d'un million de personnes ont visité la JICA Global Plaza créée en 2006 pour accueillir les citoyens souhaitant s'engager dans la coopération internationale. Le programme de partenariat est l'une des modalités de cet engagement. De nombreux visiteurs ont approfondi leurs connaissances grâce à l'espace d'expérience mondiale virtuelle (Virtual Global Experience Area), où est présentée la réalité des pays en développement et de la coopération internationale.

Table des matières

La JICA en un clin d'œil	1
FAITS MARQUANTS 2013	2
Table des matières	4

Objectifs et aperçu des programmes

L'APD du Japon	12
Aperçu des programmes de la JICA	15
Feuille de route de la JICA	18

Interview du président de la JICA, Akihiko Tanaka

60 ans de coopération internationale

—Contributions de la JICA.....6



La République dominicaine (Photo : Koji Sato)

Initiatives concrètes

Activités et initiatives par région

Asie du Sud-Est et Pacifique	
■ Message du directeur général	20
Asie du Sud-Est	21
Pacifique	27
Asie de l'Est et Asie centrale	
■ Message de la directrice générale	30
Asie de l'Est	31
Asie centrale et Caucase	33
Asie du Sud	
■ Message du directeur général	36
Asie du Sud	37
Amérique latine et Caraïbes	
■ Message du directeur général	42
Amérique Centrale et Caraïbes	43
Amérique du Sud	46
Afrique	
■ Message du directeur général	50
Afrique	51
Moyen-Orient et Afrique du Nord, Europe	
■ Message de la directrice générale	56
Moyen-Orient et Afrique du Nord	57
Europe	60

Chiffres et cartes du rapport annuel 2014 de la JICA

1. Le présent rapport annuel résume les activités de la JICA lors de l'exercice 2013 (du 1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014).
2. Les chiffres cités dans le rapport sont ceux de l'exercice mentionné ci-dessus dans le cas de la JICA et ceux de l'année civile 2013 (du 1^{er} janvier au 31 décembre 2013) dans le cas de l'APD. Certains chiffres affichent des valeurs provisoires et peuvent varier en fonction de la période et de la méthode de calcul.
3. Toutes les sommes indiquées avec un signe dollar (\$) font référence à des montants en USD et sont calculées selon un taux de change de 1,00 USD = 97,6 JPY (taux de change du Comité d'aide au développement [CAD] en 2013).
4. Toutes les cartes du rapport sont approximatives. Les frontières nationales faisant l'objet d'un conflit ou dont la limitation n'est pas claire sont indiquées pour des raisons de lisibilité.

Photos de couverture :

Bhoutan : Un expert de la JICA pour le développement agricole s'occupe des cultures dans une station expérimentale agricole. (Photo : Kazuyoshi Nomachi)

Mali : Des enfants étudient dans une école primaire construite grâce à un don japonais. [Photo : Kenshiro Imamura]

Vietnam : Le pont Nhat Tan (pont de l'amitié Vietnam-Japon) en construction dans la banlieue de Hanoi grâce à un prêt d'APD (Photo : Satoshi Takahashi)

Indonésie : Vaccination contre la polio (Photo : Kenshiro Imamura).

Activités et initiatives par thème de développement

Objectifs du Millénaire pour le développement	62
Infrastructures et consolidation de la paix	
■ Message du directeur général	64
Égalité des sexes et développement	65
Réduction de la pauvreté	67
Consolidation de la paix	69
Développement urbain et régional	71
Transports.....	72
Technologies de l'information et des communications (TIC)	74
Développement des ressources humaines	
■ Message du directeur général	76
Éducation	77
Sécurité sociale	79
Santé	80
Environnement mondial	
■ Message du directeur général	82
Protection de la nature	83
Gestion de l'environnement	84
Eau et assainissement	85
Réduction du risque de catastrophe	87
Changement climatique	88
Développement rural	
■ Message du directeur général	90
Développement agricole et rural	91
Pêche	94
Développement industriel et politiques publiques	
■ Message du directeur général	96
Développement du secteur privé.....	97
Énergie et mines	100
Gouvernance	102

Autres activités et initiatives

Partenariats public-privé	104
Partenariats avec le secteur privé japonais	106
Programmes des volontaires japonais ..	108
Partenariats avec les ONG et autres organisations	110
Coopération scientifique et technologique sur les questions mondiales	112
Secours d'urgence en cas de catastrophe ..	114
Recherche	116
Renforcement des partenariats de développement.....	118

Réponse au grand séisme de l'est du Japon au cours des trois années depuis mars 2011	120
--	-----

Modalités de la coopération/ Opérations, gestion et évaluation

Modalités de la coopération

Coopération technique	122
Programmes de formation et de dialogue de la JICA	124
Prêts d'APD et financement des investissements du secteur privé	126
Dons	128
Suivi	130

Opérations, gestion et évaluation

Évaluation des opérations	131
Lignes directrices pour les considérations environnementales et sociales	132
Gestion du risque financier et d'investissement	135
Gestion de la sécurité et de la sûreté ...	136
Diffusion de l'information	137

Informations et données chiffrées

Histoire de la JICA	138
Organigramme	140
Budget	141
Bureaux au Japon et à l'étranger	142
Glossaire	144
Index des études de cas	146
Données chiffrées	147

60 ans de coopération internationale—Contributions de la JICA

Vers une coopération internationale source de dynamisme pour le monde et le Japon

2014 marque le 60^e anniversaire de la coopération internationale et de l'aide publique au développement (APD) japonaises ; il s'agit bien entendu d'une année décisive pour la JICA, chargée de la mise en œuvre de l'APD japonaise. L'APD, l'un des outils diplomatiques les plus importants dont le Japon dispose, a eu à plusieurs égards un impact positif sur les pays et régions en développement partout dans le monde. L'APD a également été utile pour construire des relations de long terme et mutuellement bénéfiques entre le Japon et les pays partenaires.

Conscient de ce contexte historique depuis que j'ai pris mes fonctions de président de la JICA en avril 2012, j'ai engagé le personnel de l'Agence à mener une coopération internationale qui dynamise non seulement les pays en développement, mais aussi le Japon. J'ai visité plus de 40 pays, la plupart d'entre eux en développement, où j'ai pu constater avec satisfaction les progrès accomplis sur les projets en cours et discuter avec les populations des pays partenaires.

Dans mon message au personnel de l'Agence pour l'année 2014, j'ai souligné l'importance d'« une mise en œuvre dynamique de nos opérations ». Le dynamisme est essentiel pour nos activités, mais il l'est également pour nos partenariats avec l'ensemble des acteurs : le secteur privé, les universités, les ONG, les gouvernements locaux et de nombreux autres partenaires. J'aimerais renforcer ces liens de manière aussi flexible que possible et mener des opérations avec dynamisme pour tirer pleinement parti de la collaboration avec nos partenaires et continuer de relever les défis des pays en développement.

Pour réaliser la vision de la JICA d'un « développement inclusif et dynamique », nous sommes prêts à poursuivre la coopération avec l'ensemble de nos partenaires. Merci pour votre compréhension et votre soutien aux activités de la JICA.

田中州秀

Akihiko Tanaka
Président

Agence japonaise de coopération internationale (JICA)

Q1 Rétrospectivement, comment voyez-vous les 60 années de coopération internationale du Japon ?

L'APD japonaise est passée par différents stades. Ses 60 années d'histoire peuvent être divisées en trois parties correspondant au rôle et à la place du Japon au sein de la communauté internationale durant ces périodes.

La première correspond au rétablissement et à la reconstruction d'après-guerre, des années 1950 jusqu'au milieu des années 1970. Au cours du processus de règlement de la seconde guerre mondiale, le Japon a rejoint en 1954 le plan de Colombo, une organisation internationale dont l'objectif est de promouvoir le développement économique et social ainsi que d'améliorer le niveau de vie des pays membres de la région Asie-Pacifique, et il a commencé ses premiers projets de coopération technique par la formation de participants étrangers et l'envoi d'experts. Le Japon a accordé son premier prêt d'APD à l'Inde en 1958.

Parallèlement aux réparations après-guerre du Japon pour le Myanmar (Birmanie à l'époque), les Philippines, le Vietnam du Sud et l'Indonésie, l'APD a joué un rôle important en montrant que le Japon devenait un membre responsable de la communauté internationale. Le Japon a par exemple construit le barrage hydroélectrique de Baluchaung, au Myanmar, et participé au développement du bassin du fleuve Brantas, en Indonésie, dans le cadre des réparations d'après-guerre pour ces pays. Par la suite, le Japon a élaboré et mis en œuvre divers projets d'APD dans de nombreux pays d'Asie ; certains pour le suivi des projets de réparation. Ces projets étant mis en œuvre par des entreprises japonaises, ils ont contribué au rétablissement du secteur privé et de l'économie du Japon.

La deuxième période s'étend sur 20 ans, du milieu des années 1970 au milieu des années 1990. À l'issue de la forte croissance économique des années 1960, le Japon est devenu une puissance économique majeure. Alors que le système international connaissait une série de crises, notamment le « choc Nixon » de 1971 et la crise pétrolière de 1973, et que certains pays se plaignaient des « frictions » causées par les exportations japonaises dans plusieurs secteurs, le Japon s'est trouvé contraint d'agir sur la scène internationale.

L'APD est devenue un des moyens privilégiés permettant au Japon d'assurer ses responsabilités internationales. En 1978, le premier ministre Takeo Fukuda a annoncé son intention de doubler l'APD en trois ans. Le Japon a augmenté son APD tout au long des années 1980, devenant en 1989 le premier pourvoyeur mondial d'APD, devant les États-Unis ; et ce jusqu'en 2000 (à l'exception de l'année 1990).

La troisième période s'étend du milieu des années 1990 à nos jours. À la fin de la guerre froide, marquée par des événements spectaculaires comme la chute du mur de Berlin et la dissolution de l'Union soviétique, le Japon a dû redéfinir son rôle sur la scène internationale dans cette nouvelle ère.

La mondialisation économique s'accélérait rapidement et un nombre croissant de pays s'engageaient sur la voie de la démocratisation. Simultanément, les conflits prolongés, en particulier les conflits internes et les guerres civiles, se poursuivaient dans diverses régions du monde, occasionnant un grand nombre de réfugiés et de déplacés internes. Les problèmes de portée mondiale, comme le changement climatique, sont devenus de plus en plus prégnants.

De toute évidence, l'APD était un outil fondamental permettant au Japon de coopérer avec la communauté internationale pour faire face à ces défis. Pour orienter l'APD

L'APD a joué un rôle important en montrant que le Japon devenait un membre responsable de la communauté internationale.

Points clés de la coopération internationale japonaise

	Au Japon	Dans le monde	
	1950	Lancement du plan de Colombo	
Première période	1954	Adhésion au plan de Colombo. Début de l'aide publique au développement japonaise.	
	1956	Adhésion aux Nations unies.	
	1958	Début des prêts japonais d'APD.	
	1961	Création du Fonds de coopération économique à l'étranger (OECF). ¹	Création de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)
	1964	Adhésion à l'OCDE.	
	1965	Établissement des Volontaires japonais pour la coopération à l'étranger	
	1973	Première crise pétrolière	
	1974	Création de l'Agence japonaise de coopération internationale	
Deuxième période	1976	Fin du paiement des réparations de la deuxième guerre mondiale.	
	1978	Annnonce de la première cible à moyen terme de l'APD : doublement de l'APD en trois ans.	
	1979	Début des opérations japonaises de secours d'urgence.	
	1989	L'APD du Japon surpasse celle des États-Unis pour devenir la première au monde. → L'APD japonaise est la plus importante du monde de 1991 à 2000.	
	1990		Guerre du Golfe
	1992	Formulation de la Charte de l'APD.	
	1997	Élaboration d'un plan d'aide à grande échelle de 30 milliards USD pour l'Asie du Sud-Est	← Crise financière asiatique
	1999	Création de la Banque japonaise pour la coopération internationale (JBIC). ²	
	2000		Établissement des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).
	Troisième période	2001	Renforcement de l'aide à la reconstruction pour l'Afghanistan et l'Irak.
2003		Révision de la Charte de l'APD. → La « sécurité humaine » et la « consolidation de la paix » deviennent des concepts clés.	
2004		Soutien continu à la restauration et au rétablissement dans les zones affectées	← Séisme et tsunami dans l'océan Indien
2008		La JICA devient la plus grande institution d'aide bilatérale au développement du monde fournissant une coopération technique, des prêts et des dons d'une manière intégrée. ³	
2011		Grand séisme de l'est du Japon → Le Japon devient le plus grand pays bénéficiaire du monde.	
	2014	60 ^e anniversaire de l'APD du Japon	

1 Ancienne organisation de la JICA, (JBIC à l'époque) chargée de l'octroi des prêts (prêts japonais d'APD et financement des investissements du secteur privé).
 2 Ancienne organisation de la JICA (JBIC à l'époque) née de la fusion de l'OECF et de la Banque d'import-export du Japon.
 3 La nouvelle JICA est née d'une fusion de l'ancienne JICA, de la division chargée de la coopération économique à l'étranger de la JBIC (octroi des prêts) et d'une partie de l'aide sous forme de dons gérée par le ministère des Affaires étrangères.

dans cette nouvelle ère, le gouvernement japonais s'est attelé à l'élaboration de la première Charte de l'APD en 1992. Le concept fondamental adopté par le Japon durant les années 1990 a été celui de « sécurité humaine ».

La « sécurité humaine » est le concept fondamental adopté par le Japon durant les années 1990.

Basée sur l'idée que la paix et la stabilité ne sont possibles que si chaque individu se trouve dans la capacité d'assurer sa dignité et de se libérer de la peur et du besoin, la sécurité humaine a pour ambition de placer les personnes au centre des projets et des programmes d'APD du Japon.

Le personnel de la JICA est entré dans des pays comme l'Afghanistan et l'Irak pour commencer une aide au rétablissement immédiatement après la fin des conflits. En 2003, la Charte de l'APD a été révisée pour prendre en compte les changements intervenus depuis 1992 et intégrer la « sécurité humaine » comme un concept fondateur.

Au cours des dix dernières années, la croissance économique des pays en développement est devenue plus marquée ; l'Afrique subsaharienne notamment, a connu une certaine croissance. Le secteur privé joue un rôle important dans le développement de ces pays. Cependant, les inégalités économiques et les vulnérabilités sociales subsistent, y compris dans de nombreux pays à revenu intermédiaire ; la pauvreté extrême existe encore, non seulement dans les pays à faible

revenu, mais aussi dans les pays à revenu intermédiaire.

Le 60^e anniversaire de la coopération internationale du Japon met donc la JICA face à un défi colossal, à savoir trouver comment utiliser ses expériences passées pour affronter des problèmes de plus en plus complexes et comment coopérer avec divers acteurs – entreprises, ONG, gouvernements locaux, universités et organismes de recherche.

Q2 Quelles ont été les forces et les traits caractéristiques de la coopération internationale du Japon et de la JICA au cours de ces 60 années ?

Le Japon est l'un des rares pays ayant octroyé une APD alors qu'il recevait encore de l'aide. En se basant sur notre expérience de bénéficiaire de l'aide, nous nous sommes efforcés de partager avec nos partenaires ce qui a marché durant le processus de reconstruction du Japon. Nous avons acquis la conviction que l'esprit d'« auto-assistance » est essentiel à tout processus de coopération internationale. Nous avons également compris l'importance de travailler ensemble et de trouver des solutions avec les populations des pays partenaires au cours de ce processus. Ici, l'élément humain est crucial. La caractéristique commune de tous les projets qui ont réussi – le développement du bassin du fleuve Brantas, le barrage hydroélectrique de Baluchaung, le développement des cerrados au Brésil ou du littoral oriental en Thaïlande, etc. – est d'avoir trouvé la bonne combinaison entre un mode de financement (prêts d'APD et dons) et le développement des ressources humaines par la coopération technique.

L'autre conviction à laquelle nous sommes arrivés à travers nos expériences de reconstruction est que la croissance économique est essentielle pour réduire la pauvreté. Afin de réduire la pauvreté et de prévenir sa résurgence, nous devons parvenir à une croissance de qualité en améliorant les infrastructures matérielles et immatérielles, notamment en formant des ressources humaines et en créant des institutions socio-juridiques



Lorsque le gouvernement thaïlandais développait son littoral oriental dans les années 1980, le Japon a répondu en apportant une aide sous forme d'études de développement et de prêts d'APD pour des infrastructures telles que des ports, des parcs industriels, des routes et des barrages. Cette région est devenue une zone industrielle majeure qui joue un rôle clé dans le développement de la Thaïlande. La photo ci-dessus représente le port de Laem Chabang, construit avec un prêt japonais d'APD et qui accueille aujourd'hui la majorité du trafic de conteneurs thaïlandais. La photo de gauche représente le port à l'époque où Laem Chabang n'était qu'un simple village de pêcheurs, dans les années 1980. (Photo : Yasutami Shimomura)



efficaces et efficaces. Nous constatons avec satisfaction que ce type de coopération internationale fonctionne bien en Asie de l'Est et du Sud-Est, des régions qui sont parvenues à une croissance économique durable et à une réduction significative de la pauvreté.

En d'autres mots, les interactions entre les peuples se trouvent au cœur de la coopération internationale japonaise. Au cours de ces 60 années, en envoyant 136 500 experts et 46 000 volontaires dans les pays en développement et en accueillant 310 000 participants étrangers dans nos programmes de formation au Japon, nous avons établi des relations de confiance mutuelle avec les pays partenaires et contribué à la fois au développement humain et à la construction de la nation.

Q3 Quelles sont les initiatives qui vous ont le plus marqué parmi les projets mis en œuvre durant l'exercice 2013 ?

L'exercice 2013 a été une année fondamentale. En se basant sur nos 60 années d'expérience et en anticipant les perspectives mondiales pour les 20 prochaines années, nous avons redoublé d'efforts pour terminer certains projets importants et en commencer de nouveaux.

En voici quelques exemples. En Turquie, le tunnel et son métro sous le Bosphore ont été inaugurés en octobre 2013. Ce sont deux exemples de développement d'infrastructures de haute qualité avec des technologies japonaises de pointe et d'une coopération devenue indispensable pour faire face aux défis de l'étalement urbain et du changement climatique. Le métro permet d'atténuer les embouteillages et de réduire la pollution atmosphérique ainsi que les émissions de gaz à effet de serre.

En juin, la cinquième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD V) a eu lieu à Yokohama. La JICA ainsi que l'ensemble des participants ont affirmé la nécessité d'améliorer les infrastructures et de développer les corridors de croissance régionaux couvrant plusieurs pays pour pérenniser la croissance économique rapide de l'Afrique. Simultanément, il est important de promouvoir les industries qui ne dépendent pas des ressources naturelles pour réduire la pauvreté. Dans ce contexte, en particulier dans le domaine de l'agriculture, les participants se sont mis d'accord sur deux actions : 1) poursuivre la Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique (CARD), une initiative visant à doubler la production rizicole, et 2) diffuser dans d'autres pays africains le projet d'autonomisation des petits exploitants horticoles (SHEP), qui a donné de bons résultats au Kenya, afin de renforcer les capacités des femmes dans l'agriculture.

De plus, en 2013, deux défis majeurs sur lesquels nous allons continuer de travailler ont émergé.

Le premier est la réduction du risque de catastrophe. Le terrible typhon qui a touché les Philippines en novembre a causé des dégâts colossaux.

En commençant par l'envoi d'une équipe médicale



En 2013, deux défis majeurs sur lesquels nous allons continuer de travailler ont émergé : la réduction du risque de catastrophe et la consolidation de la paix.

du Secours d'urgence du Japon, la JICA a fourni une aide rapide pour la restauration et la reconstruction des zones touchées, et nous travaillons actuellement dans une perspective de moyen et long termes avec la philosophie du « Reconstruire mieux » pour créer une société plus résiliente aux catastrophes. En mars 2015, la troisième conférence mondiale des Nations unies sur la prévention des catastrophes naturelles aura lieu à Sendai, au Japon. Je crois que la construction de sociétés résilientes aux catastrophes et aux calamités sera cruciale pour les années à venir.

L'autre défi a été celui de la consolidation de la paix. À Mindanao, aux Philippines, à la fin du mois de mars 2014, le gouvernement philippin et le Front moro islamique de libération ont signé un accord de paix global et se sont mis d'accord sur la création d'une nouvelle entité politique. Je crois que l'aide constante de la JICA a joué un rôle clé dans ce cheminement vers la paix. Par ailleurs, nous regrettons fortement l'éclatement d'un conflit civil juste avant la mise en œuvre de travaux importants au Soudan du Sud, où nous menons des projets de manière proactive. Mais nous comptons bien reprendre la coopération dès le retour de la paix. Au cours du printemps 2014, nous avons dû revoir nos activités à la baisse en Afghanistan à cause de la situation instable liée aux élections présidentielles, mais nous avons l'intention de poursuivre notre coopération tout en étant attentifs à la situation en matière de sécurité.

Articles connexes

Projet de tunnel ferroviaire sous le Bosphore en Turquie – page 61 (Étude de cas)

Articles connexes

Aide à Mindanao, aux Philippines – page 69 (Étude de cas)

Articles connexes

Aide aux zones touchées par le typhon aux Philippines – pages 23, 115 (Étude de cas), 129 (Étude de cas).



Le séminaire pour la consolidation de la paix à Mindanao a eu lieu du 23 au 25 juin 2014 à Hiroshima, une ville ayant une forte portée symbolique. Il a réuni (de gauche à droite) Kamarulzaman Askandar, professeur à l'Université Sains Malaysia ; Al-Hajj Murad Ebrahim, président du Front moro islamique de libération (FML) ; Hidehiko Yuzaki, gouverneur de la préfecture d'Hiroshima ; Albert F. Del Rosario, secrétaire du département des Affaires étrangères des Philippines ; Benigno Aquino III, président des Philippines ; Akihiko Tanaka, président de la JICA ; Teresita Quintos-Deles, secrétaire du Bureau du conseiller présidentiel pour le processus de paix ; Miriam Coronel-Ferrer, négociatrice en chef du gouvernement philippin ; et Mohagher Iqbal, négociateur en chef du FML.

Q4 Quel type de coopération internationale la JICA entend-elle mener pour répondre aux divers besoins et problèmes de l'APD à l'avenir ?

Alors que la communauté internationale discute du programme de développement pour l'après-2015, nous débattons au Japon de la révision de la Charte de l'APD. En réponse à ces tendances, en tant qu'organisme de développement global chargé de la mise en œuvre de l'APD, la JICA va pleinement tirer parti de ses expériences, connaissances et capacités pour analyser les situations des pays partenaires afin de mener une coopération plus efficace et efficiente tout en étant plus transparente et en diffusant plus d'informations sur ses résultats, aussi bien au Japon qu'à l'étranger.

Le Japon a souligné l'importance de l'appropriation des pays partenaires et du soutien à la croissance économique pour réduire la pauvreté. Et aujourd'hui, cette philosophie japonaise de la coopération est largement partagée par la communauté internationale. La JICA continuera d'assurer sa mission avec confiance tout en utilisant son expérience et ses connaissances.

On voit aujourd'hui émerger de nombreux problèmes communs aux pays développés et en développement. Il est non



En Afghanistan, sur une route communautaire asphaltée grâce à une aide de la JICA.

seulement fondamental d'affronter ces problèmes ensemble, mais cela sera aussi mutuellement bénéfique pour le Japon et nos partenaires de développement ; c'est précisément la signification que je donne à une « coopération internationale qui dynamise le Japon en dynamisant le monde ».

C'est un cercle vertueux ou positif — où notre coopération dynamise les pays partenaires et les populations qui travaillent de concert avec nous — insufflant de l'énergie au Japon. En d'autres termes, lorsque notre coopération stimule diverses activités économiques dans un pays partenaire, le Japon est stimulé par ses échanges avec ce pays. Cela développe le marché du pays partenaire, ce qui soutient l'économie japonaise. Lorsque notre coopération contribue à la consolidation de la paix, les Japonais bénéficient également de la paix et de la sécurité. À long terme, les connaissances, les expériences de terrain et les irremplaçables échanges sur le plan humain acquis à travers la coopération internationale participeront à l'amélioration de la société japonaise.

La JICA s'engage à mener une coopération internationale qui dynamise le monde et le Japon tout en restant proche des populations des pays en développement.

La JICA mène
une coopération internationale
qui dynamise le monde et
le Japon tout en restant proche des
populations des pays en développement.



Afghanistan : Une femme travaillant dans une fabrique de tapis (Photo : Sayad Jan Sabawoon)

Objectifs et aperçu des programmes

L'APD du Japon.....	12
Aperçu des programmes de la JICA.....	15
Feuille de route de la JICA	18

L'APD du Japon

● Qu'est-ce que l'APD ?

Il s'agit de la coopération apportée par divers organismes et entités, dont les gouvernements, institutions internationales, organisations non gouvernementales (ONG) et entreprises privées, en appui au développement économique et social des pays en développement. L'aide publique au développement (APD) désigne l'aide technique et financière apportée par les gouvernements aux pays en développement dans le cadre de cette coopération.

● Les catégories d'APD

Schématiquement, l'APD se répartit en deux catégories : l'aide bilatérale et l'aide multilatérale. Cette dernière comprend les financements et les contributions octroyés aux organisations internationales, alors que l'aide bilatérale est fournie sous trois formes : la coopération technique, les prêts et les dons. D'autres programmes d'aide bilatérale prévoient en outre l'envoi de volontaires.

● Mise en œuvre intégrée des mécanismes d'aide de la JICA

Ces dernières années, les pays industrialisés d'Europe et d'Amérique du Nord ont utilisé l'APD comme un moyen de lutter plus efficacement contre les problèmes mondiaux, tels que le changement climatique et la réduction de la pauvreté. Par ailleurs, de nouveaux donateurs, dont la Chine et la Corée du Sud, sont apparus. À l'inverse, un contexte économique et budgétaire difficile a contraint le Japon de réduire le montant de son APD.

Face à la situation internationale et à l'afflux de réformes administratives internes, le gouvernement japonais a entrepris des réformes destinées à renforcer les stratégies politiques d'APD et les systèmes de mise en œuvre dans l'objectif d'améliorer encore la qualité de son APD. Dans le cadre notamment d'une rationalisation des organismes d'exécution de l'APD, la division des Opérations économiques de la Banque japonaise pour la coopération internationale (JBIC) et l'aide sous forme de dons du ministère des Affaires étrangères (MAE) (hormis l'aide relevant de la politique diplomatique, directement supervisée par le ministère) ont été transférées à l'Agence, donnant naissance à la « Nouvelle JICA », le 1^{er} octobre 2008. Cette rationalisation a permis de regrouper les trois mécanismes d'aide au sein d'une même organisation et d'améliorer l'efficacité et la performance des activités de la JICA.

Ces trois mécanismes d'aide sont décrits ci-après.

L'aide bilatérale

► La coopération technique

La coopération technique fait appel à la technologie, au savoir-faire et à l'expérience du Japon pour former les ressources humaines appelées à jouer un rôle clé dans l'évolution socioéconomique des pays en développement. De plus, en planifiant conjointement avec les pays partenaires des programmes d'aide répondant aux besoins locaux, la coopération technique permet de développer et de perfectionner des technologies adaptées aux conditions de chaque pays, tout en rehaussant le niveau technologique général et en mettant en place de nouveaux cadres institutionnels et organisationnels. Les pays partenaires peuvent ainsi développer leurs capacités à résoudre les problèmes et parvenir à la croissance économique. La coopération technique comprend la formation d'homologues des pays partenaires, l'envoi d'experts, la fourniture d'équipements et la réalisation d'études destinées à soutenir l'élaboration de politiques et la planification de projets de travaux publics (coopération technique pour la planification du développement).

► Les prêts

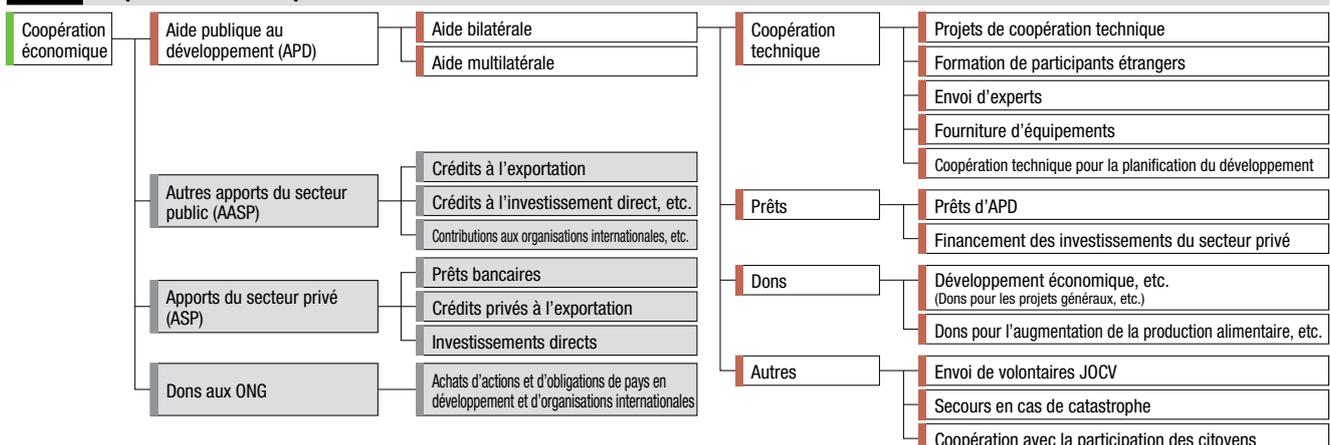
Les prêts soutiennent les efforts des pays en développement pour parvenir à la croissance en leur fournissant les capitaux nécessaires à long terme et à des taux d'intérêt bien inférieurs à ceux du marché. Les formes principales de cette aide sont les prêts d'APD et le programme de financement des investissements du secteur privé (PSIF). Comparés à la coopération technique ou aux dons, les prêts d'APD permettent des financements plus importants et sont donc surtout utilisés pour la construction d'infrastructures de base de grande envergure dans les pays en développement.

Les prêts d'APD doivent être intégralement remboursés mais cela incite le pays bénéficiaire à se concentrer sur l'importance et la priorité des projets, et à faire des efforts pour affecter et utiliser les fonds de manière aussi efficace que possible.

► Les dons

Les dons, qui constituent un apport de fonds destinés à promouvoir le développement socioéconomique, sont une aide financière sans obligation de remboursement. Dans les pays en développement à faible revenu, les dons sont généralement utilisés pour construire des

Figure 1 Coopération économique et APD



infrastructures socioéconomiques telles que des hôpitaux et des ponts, ainsi que pour promouvoir l'éducation, les programmes de lutte contre le VIH/sida, les soins de santé infantile et les activités environnementales, ce qui contribue directement à l'amélioration du niveau de vie.

Les dons sont classés en différentes catégories selon le contenu de l'aide : les dons pour les projets généraux ; les dons hors projet ; les dons pour les projets de sécurité humaine au niveau local ; les dons pour les projets d'ONG japonaises ; les dons pour le développement des ressources humaines (bourses d'étude) ; les dons pour la coopération antiterroriste et le renforcement de la sécurité ; les dons pour la prévention des catastrophes et la reconstruction ; les dons pour l'autonomisation communautaire ; les dons pour la pêche ; les dons pour la culture (dons généraux pour la culture et dons pour les projets culturels au niveau local) ; les dons d'urgence ; les dons alimentaires ; les dons pour l'environnement et la lutte contre le changement climatique ; les dons pour les stratégies de réduction de la pauvreté ; et les dons pour la prévention des conflits et la consolidation de la paix [→ voir page 128 pour la partie mise en œuvre par la JICA].

● Les financements et contributions aux organisations internationales via l'aide multilatérale

L'aide multilatérale est une aide indirecte aux pays en développement sous la forme de financements ou de dons aux

organisations internationales. Les contributions sont versées aux agences spécialisées des Nations unies, dont le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), et les financements sont alloués aux banques multilatérales de développement (BMD), dont la Banque mondiale, l'Association internationale de développement (AID, appelée aussi « deuxième Banque mondiale ») et la Banque asiatique de développement (BASD).

● Les tendances de l'aide au développement à l'échelle internationale

Comme l'illustrent les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) [→ voir pages 62 et 63], l'une des tendances récentes a été l'accélération de la mise en place d'objectifs communs par la communauté internationale, où différents pays et organisations coordonnent leur aide pour atteindre ces objectifs. Si auparavant, la coopération et la coordination de l'aide portaient sur des projets individuels, ces dernières années l'aide au développement met davantage l'accent sur l'appropriation des pays partenaires, dont les plans de développement et les priorités sont soutenus conjointement par les pays donateurs et les agences d'aide, qui travaillent ensemble à l'atteinte des objectifs de développement de ces pays.

Figure 2 L'APD japonaise en 2013 (par type d'aide : valeurs provisoires)

Type d'aide (année civile 2013)		Millions USD			Milliards JPY			Parts en % APD totale
		Versements	Versements durant l'année précédente	Variation 2012/2013 (%)	Versements	Versements durant l'année précédente	Variation 2012/2013 (%)	
APD	Décaissements d'APD							
	Dons	7 120,60	3 118,31	128,3	694,906	248,884	179,2	60,7
	Réduction de la dette	4 020,86	4,69	85 550,8	392,400	0,375	104 628,3	34,3
	Dons par le biais d'organisations internationales	1 725,17	1 395,19	23,7	168,361	111,355	51,2	14,7
	Dons excluant ce qui précède	1 374,57	1 718,43	-20,0	134,145	137,154	-2,2	11,7
	Dons (hors Europe de l'Est et pays affranchis de l'APD)	7 120,60	3 117,46	128,4	694,906	248,816	179,3	60,4
	Réduction de la dette	4 020,86	4,69	85 550,8	392,400	0,375	104 628,3	34,1
	Dons par le biais d'organisations internationales	1 725,17	1 395,19	23,7	168,361	111,355	51,2	14,6
	Dons excluant ce qui précède	1 374,57	1 717,58	-20,0	134,145	137,086	-2,1	11,7
	Coopération technique*	2 922,89	3 656,56	-20,1	285,248	291,843	-2,3	24,9
	Coopération technique (hors Europe de l'Est et pays affranchis de l'APD)	2 917,60	3 641,07	-19,9	284,732	290,607	-2,0	24,8
	Total des dons	10 043,49	6 774,87	48,2	980,154	540,727	81,3	85,7
	Total des dons (hors Europe de l'Est et pays affranchis de l'APD)	10 038,20	6 758,54	48,5	979,638	539,423	81,6	85,2
	Prêts d'APD et autres crédits	-1 289,99	-423,20	-204,8	-125,891	-33,777	-272,7	-11,0
	(Prêts d'APD et autres crédits, réduction de la dette exclue)	545,93	-418,63	230,4	53,278	-33,412	259,5	
	(Valeur des prêts versés)	9 748,31	7 740,16	25,9	951,348	617,770	54,0	
	(Valeur des prêts remboursés)	11 038,30	8 163,36	35,2	1 077,239	651,547	65,3	
	(Valeur des prêts remboursés, réduction de la dette exclue)	9 202,38	8 158,79	12,8	898,070	651,182	37,9	
	Prêts d'APD et autres crédits (hors Europe de l'Est et pays affranchis de l'APD)	-1 224,09	-356,33	-243,5	-119,460	-28,440	-320,0	-10,4
	(Prêts d'APD et autres crédits, réduction de la dette exclue)	611,83	-351,75	273,9	59,709	-28,075	312,7	
	(Valeur des prêts versés)	9 721,31	7 701,33	26,2	948,712	614,671	54,3	
	(Valeur des prêts remboursés)	10 945,40	8 057,65	35,8	1 068,173	643,110	66,1	
	(Valeur des prêts remboursés, réduction de la dette exclue)	9 109,48	8 053,08	13,1	889,003	642,745	38,3	
	APD bilatérale globale	8 753,50	6 351,67	37,8	854,263	506,950	68,5	74,7
	APD bilatérale globale (hors Europe de l'Est et pays affranchis de l'APD)	8 814,11	6 402,21	37,7	860,178	510,983	68,3	74,8
	Contributions et financement aux organisations multilatérales	2 972,00	4 202,30	-29,3	290,040	335,401	-13,5	25,2
	APD nette globale	11 725,50	10 553,97	11,1	1 144,303	842,351	35,8	100,0
APD nette globale (hors Europe de l'Est et pays affranchis de l'APD)	11 786,11	10 604,51	11,1	1 150,218	846,384	35,9	100,0	
APD brute globale	22 763,80	18 717,33	21,6	2 221,542	1 493,898	48,7		
APD brute globale (hors Europe de l'Est et pays affranchis de l'APD)	22 731,51	18 662,16	21,8	2 218,391	1 489,494	48,9		
Revenu national brut (RNB) nominal pour chaque catégorie (1 milliard USD, 1 milliard JPY)	5 083,61	6 124,54	-17,0	496 114,20	488 821,90	1,5		
Pourcentage du RNB	0,23	0,17		0,23	0,17			
Pourcentage du RNB (hors Europe de l'Est et pays affranchis de l'APD)	0,23	0,17		0,23	0,17			

Notes : 1. Les 14 pays affranchis de l'APD qui ont bénéficié de l'aide sont les suivants : Hong Kong, Singapour, Brunei, Bahreïn, Koweït, Oman, Qatar, Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Barbade, Trinité-et-Tobago, Polynésie française, Nouvelle Calédonie et Croatie.

2. Taux de conversion défini par le CAD pour 2013 : 1 USD = 97,5910 JPY (dépréciation de 17,7774 par rapport à 2011)

3. Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.

4. La réduction de la dette inclut les renoncements à des prêts d'APD et des réductions de la dette liée à des obligations gagées, mais exclut le report des remboursements.

5. Auparavant, les dons effectués via les organisations internationales étaient traités comme des « Contributions et financements aux organisations multilatérales ». Mais, depuis 2006, ils sont traités comme des « Dons » lorsque les pays bénéficiaires sont identifiés au moment de la contribution.

6. Depuis 2011, les dons aux projets d'ONG sont compris dans les « Dons » des pays bénéficiaires.

* La coopération technique comprend les dépenses administratives et de développement de l'éducation.

Les bailleurs de fonds doivent donc adapter leur aide aux priorités définies dans les stratégies de développement des pays partenaires.

● Répartition de l'APD japonaise

Les décaissements nets d'APD réalisés par le Japon en 2013 se décomposent à hauteur d'environ 8 814,11 millions USD (environ 860,2 milliards JPY) en aide bilatérale (hors Europe de l'Est et pays affranchis de l'aide) et pour 2 972 millions USD (environ 290 milliards JPY) en contributions et financements aux organisations internationales. L'APD totale du Japon a atteint près de 11 786,11 millions USD, soit une hausse de 11,1 % (35,9 % pour 1 150,2 milliards JPY) par rapport à l'exercice 2012. Ce montant classe le Japon au quatrième rang des États membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, après les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Allemagne.

En 1989, le Japon est devenu le premier bailleur mondial d'APD, devançant les États-Unis qui occupaient jusqu'alors cette place. Le Japon est demeuré en tête du classement des pays membres du CAD pendant dix ans, de 1991 à 2000. Cependant, l'aide japonaise a chuté en 2001 et, hormis un sursaut notable en 2005, son déclin s'est amorcé progressivement. Les contributions japonaises ont toutefois augmenté en 2013 par rapport à l'exercice précédent, après des années de baisse.

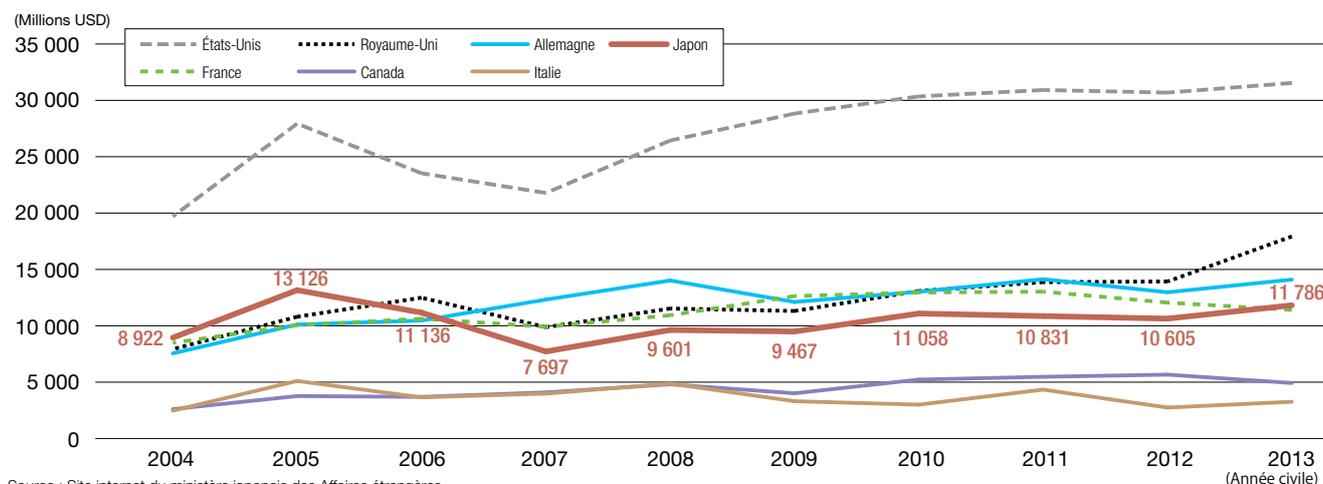
Avec un ratio APD/PNB de 0,23 %, le Japon se situe à la 18^e place parmi les 28 pays membres du CAD.

Figure 5 Aperçu du budget d'APD du MOFA pour l'exercice 2013 (Milliards JPY)

	Exercice 2013		Exercice 2014	
	Budget	Variation 2013/2014	Budget	Variation 2013/2014
Budget du gouvernement	557,3	-0,7 %	550,2	-1,3 %
Budget du ministère	421,2	0,7 %	423,0	0,4 %
Dons	164,2	1,6 %	166,7	1,5 %
Subventions de gestion (Compte général)	146,9	1,1 %	150,3	2,3 %
Contributions et donations	49,9	-2,5 %	43,1	-13,8 %
Aide pour les activités de soutien	60,1	0,4 %	63,0	4,8 %

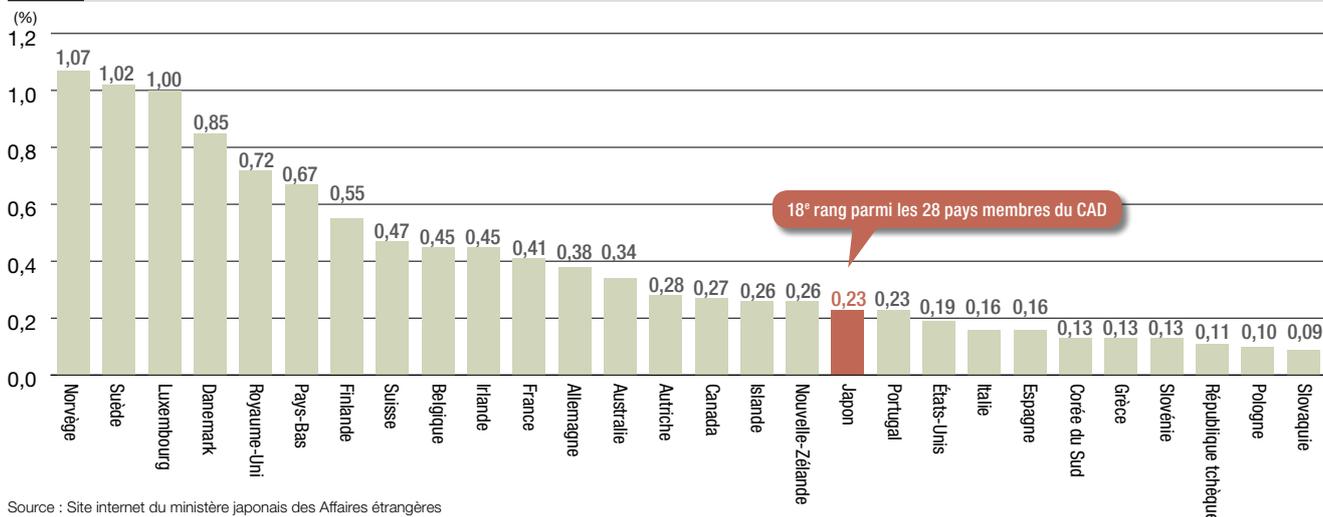
Source : Site internet du ministère japonais des Affaires étrangères

Figure 3 Évolution de l'APD des principaux membres du CAD (Versements nets)



Source : Site internet du ministère japonais des Affaires étrangères

Figure 4 Rapport APD/RNB des membres du CAD



Source : Site internet du ministère japonais des Affaires étrangères

Aperçu des programmes de la JICA

Lors de l'exercice 2013, la JICA a concentré ses programmes d'aide sur le soutien à la croissance économique ; la contribution à la consolidation de la paix et à la sécurité humaine ; la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et l'aide à l'Afrique ; les partenariats public-privé et l'utilisation des connaissances japonaises ; et la contribution à la stratégie diplomatique du Japon.

Aperçu des activités de la JICA pour l'exercice 2013

● Décaissements d'APD du Japon et activités de la JICA

Le total (provisoire) des décaissements de l'APD japonaise a atteint 22 763,80 millions USD (2 221,5 milliards JPY) en 2013, y compris l'aide à l'Europe de l'Est et aux pays affranchis de l'aide, et les apports à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). Les dons représentent 7 120,60 millions USD (694,9 milliards JPY), la coopération technique 2 922,89 millions USD (285,2 milliards JPY) et les prêts 9 748,31 millions USD (951,3 milliards JPY).

S'agissant des décaissements de la JICA durant l'exercice 2013 (figures 6 et 7), la coopération technique représente 177,3 milliards JPY, soit une augmentation de 5,7 % par rapport à l'exercice précédent. Quant à l'aide sous forme de dons, dont la mise en œuvre lui est confiée depuis octobre 2008, la JICA a réalisé 166 projets à hauteur d'environ 115,8 milliards JPY (montant des accords de dons). Le total des prêts d'APD décaissés s'est élevé à 749,5 milliards JPY répartis entre 51 pays et une organisation. Le montant total des décaissements au titre du financement des investissements du secteur privé a atteint 270 millions JPY accordés à deux organisations.

Les figures 8 à 10 montrent l'évolution du volume des programmes de coopération technique, de prêts et de dons de la JICA durant les 10 dernières années.

Au cours de l'exercice 2013, les dépenses de coopération technique se sont élevées à 177,3 milliards JPY, soit une augmentation de 5,7 % par rapport à 2012.

Figure 6 Décaissements par programme de la JICA (Milliards JPY)

	Exercice 2013	Exercice 2012
Coopération technique *1	177,3	167,8
Formation de participants étrangers	17,6	17,0
Experts	65,3	56,8
Membres de missions d'étude	38,5	36,7
Fourniture d'équipements	4,1	5,3
JOCV	7,7	8,3
Autres volontaires	3,4	3,4
Autres	40,7	40,3
Prêts *2	749,8	864,6
Dons *3	115,8	141,6

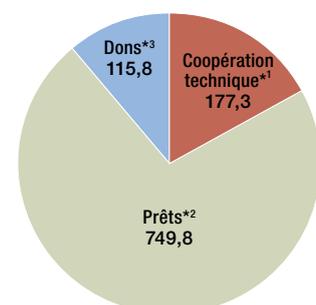
Notes : Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.

*1 Inclut les dépenses liées à l'envoi de volontaires et d'autre nature.

*2 Montant versé durant l'exercice.

*3 Montant des accords de dons. Pour les projets qui s'étendent sur plusieurs exercices, le montant maximum autorisé pour chaque exercice est comptabilisé pour cet exercice.

Figure 7 Répartition des opérations de la JICA (exercice 2013)



*1 Dépenses de coopération technique hors dépenses de gestion

*2 Montants des prêts versés

*3 Montant des accords de dons conclus. Pour les projets qui s'étendent sur plusieurs exercices, le montant maximum autorisé pour chaque exercice est comptabilisé pour cet exercice.

Figure 8 Dépenses de coopération technique sur les 10 derniers exercices (Milliards JPY)

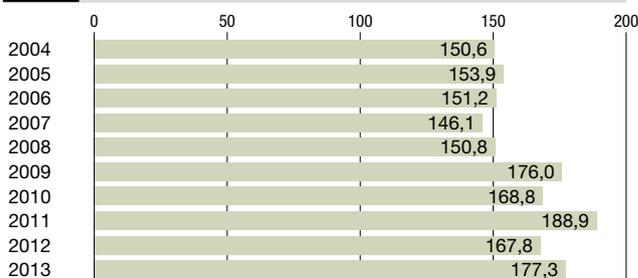
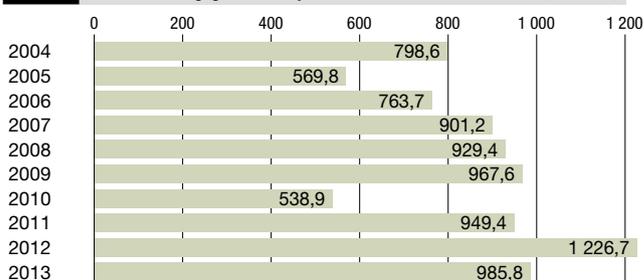
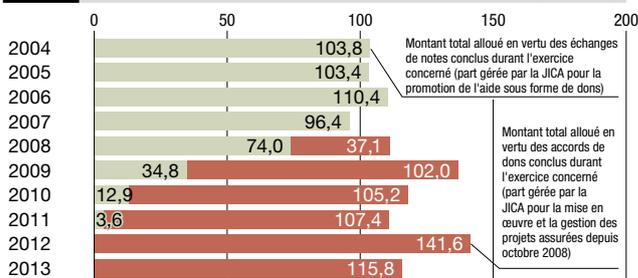


Figure 9 Montant des engagements de prêts sur les 10 derniers exercices (Milliards JPY)



Remarque : Total des prêts d'APD et du financement des investissements du secteur privé

Figure 10 Montant des dons sur les 10 derniers exercices (Milliards JPY)



Remarque : Jusqu'à l'exercice 2007, la JICA était chargée de la promotion de l'aide sous forme de dons. Depuis octobre 2008, la JICA assure également la gestion d'une partie des projets de dons du Japon.

Les montants engagés au titre des prêts ont diminué de 19,6 % par rapport à l'exercice précédent et atteint 985,8 milliards JPY en 2013. Le volume des dons enregistré également une diminution de 18,2 %, totalisant 115,8 milliards JPY.

● Répartition des décaissements par région

La figure 11 montre la répartition de la coopération technique, des prêts et des dons par région pour l'exercice 2013.

Pour la coopération technique, les décaissements sont répartis par ordre décroissant, entre l'Asie, à hauteur de 36,7 %, l'Afrique, à hauteur de 23,6 %, et l'Amérique du Nord et l'Amérique latine, à hauteur de 8,4 %. Les 21,8 % de la rubrique « Autres » représentent les décaissements pour les institutions internationales et les projets multi-pays ou multi-régions.

Pour les nouveaux prêts, la part des engagements pour l'Asie est de 79,6 %, contre 7,2 % pour le Moyen-Orient et 5,3 % pour l'Afrique.

La part de l'Asie reste considérablement élevée, à l'instar de l'exercice précédent.

En ce qui concerne les dons, l'Afrique représente 43,3 %, l'Asie 43,0 % et l'Amérique du Nord et l'Amérique latine 6,7 %. De même que pour l'exercice 2012, l'Afrique et l'Asie absorbent la plus large part des dons.

● Répartition des décaissements par secteur

La figure 12 montre la répartition de l'aide par secteur pour l'exercice 2013.

Pour la coopération technique, les décaissements sont répartis par ordre décroissant entre les secteurs suivants : 27,7 % pour les secteurs autres, 18,8 % pour les travaux et services publics, 14,5 % pour l'agriculture, les forêts et la pêche, et 14,1 % pour la planification et l'administration.

Les prêts ont en grande partie, soit 57,5 %, été affectés à des projets dans le secteur des transports, notamment voies ferrées, routes et ports. Viennent ensuite les prêts de soutien à la balance des paiements, etc., à hauteur de 13,4 %, et les prêts pour les services sociaux, notamment l'approvisionnement en eau et l'assainissement, l'éducation, et la santé

et la médecine publiques, à hauteur de 12,6 %.

La plus grande part des dons a été consacrée aux travaux et services publics avec 56,0 %, suivis par les ressources humaines avec 11,7 % et la santé et les soins médicaux avec 10,6 %.

● Évolution du nombre de participants à la coopération technique

Pour l'exercice 2013, les nouvelles ressources humaines participant aux différentes formes de coopération technique de la JICA se répartissent comme suit : 22 240 participants à des formations techniques, 10 359 experts, 8 615 membres de missions d'étude, 1 081 volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) et 337 autres volontaires. À ce jour, la JICA a accueilli 538 107 participants à des formations techniques (période fiscale 1954-2013) et envoyé à l'étranger 136 498 experts (période fiscale 1955-2013), 252 718 membres de missions d'étude (période fiscale 1957-2013) et 39 375 JOCV (période fiscale 1965-2013).

La figure 13 montre l'évolution du nombre de participants aux différentes formes de coopération technique depuis l'exercice 2004.

Figure 11 Répartition de l'aide par région

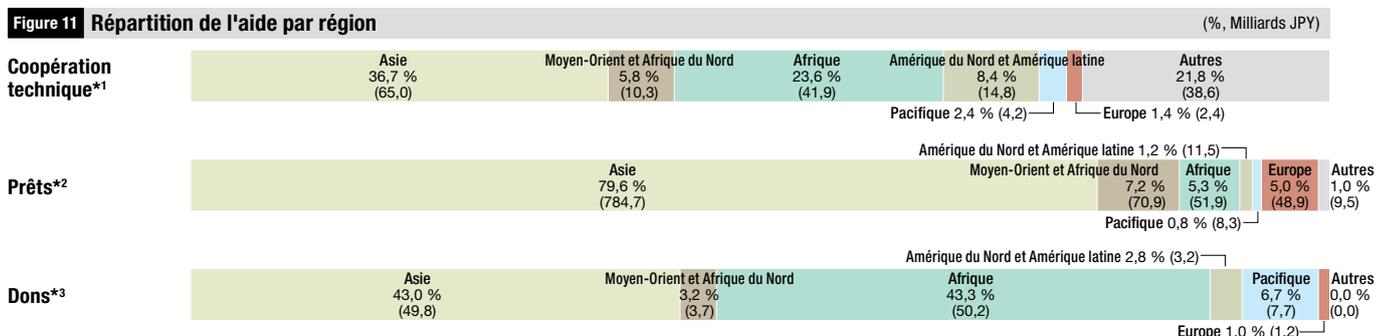
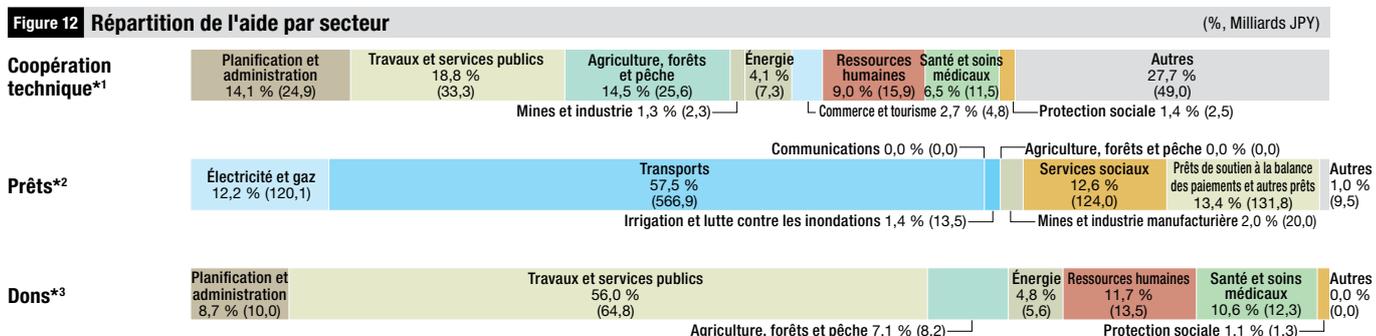


Figure 12 Répartition de l'aide par secteur

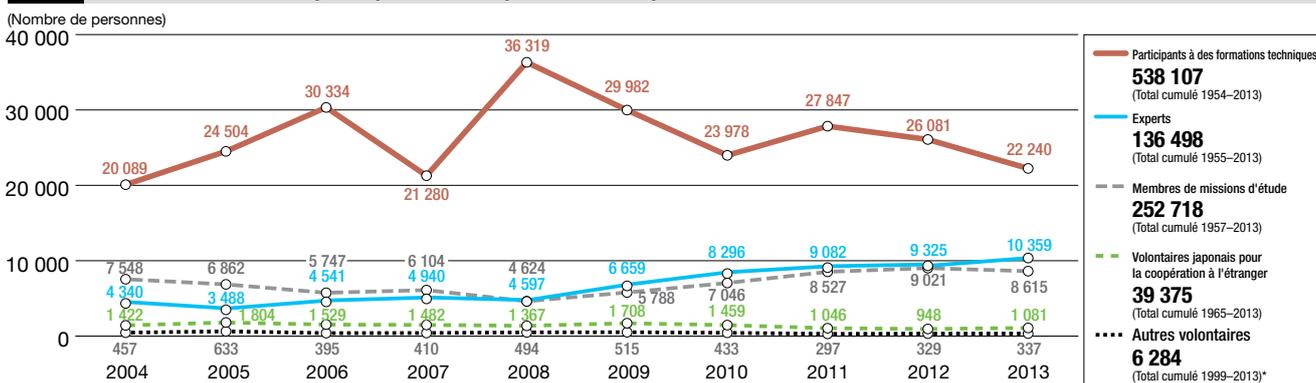


*1 Inclut les dépenses liées à l'envoi de volontaires et d'équipes du Secours d'urgence du Japon.

*2 Montant total des engagements de prêts d'APD et de financement des investissements du secteur privé.

*3 Montant des accords de dons conclus. Pour les projets qui s'étendent sur plusieurs exercices, le montant maximum autorisé pour chaque exercice est comptabilisé pour cet exercice.

Figure 13 Évolution du nombre de participants à la coopération technique



* Inclut les volontaires seniors, les volontaires seniors auprès des communautés japonaises à l'étranger, les volontaires des Nations unies et les jeunes volontaires japonais pour le développement à l'étranger, données qui jusqu'à l'exercice 1998 étaient réparties dans les autres types de coopération. Le soutien au programme d'émigration a pris fin durant l'exercice 1995. Le total cumulé sur la période 1952-1995 est de 73 437.

Aperçu des états financiers**● Compte général****1. Aperçu du bilan**

Pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2014, le montant total des actifs s'élève à 222 925 millions JPY, soit une hausse de 29 095 millions JPY par rapport à l'exercice précédent. Cette progression est essentiellement imputable à une augmentation de 6 345 millions JPY des liquidités et dépôts bancaires et à une hausse de 20 000 millions JPY des titres négociables. Le montant total des passifs s'élève à 168 547 millions JPY, soit une hausse de 31 440 millions JPY par rapport à l'exercice précédent. Cette progression s'explique principalement par une augmentation de 9 108 millions JPY des passifs liés aux subventions de fonctionnement, et par une hausse de 19 089 millions JPY des fonds pour les projets de dons.

(millions JPY)

Actifs	Montant	Passifs	Montant
Actifs à court terme		Passifs à court terme	
Liquidités et dépôts bancaires	54 695	Passifs liés aux subventions de fonctionnement	31 732
Titres négociables	100 000	Fonds pour les projets de dons	115 082
Autres	19 272	Autres	18 993
Actifs immobilisés		Passifs immobilisés	
Immobilisations corporelles	46 077	Comptes de contrepartie d'actifs	2 099
Immobilisations incorporelles	5	Autres	641
Placements et autres actifs	2 876		
		Total des passifs	168 547
		Actifs nets	
		Capital	
		Investissements du gouvernement	66 701
		Gain en capital	- 16 507
		Bénéfices non distribués	4 185
		Total des actifs nets	54 378
Total des actifs	222 925	Total des actifs et des passifs nets	222 925

2. Aperçu du compte de résultat

Pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2014, le montant total des dépenses ordinaires s'élève à 234 337 millions JPY, soit une diminution de 7 910 millions JPY par rapport à l'exercice précédent. Ce recul s'explique principalement par une baisse de 11 195 millions JPY des dépenses pour les programmes de dons par rapport à l'exercice précédent. Le montant total des recettes ordinaires s'élève à 232 411 millions JPY, soit une augmentation de 5 865 millions JPY par rapport à l'exercice précédent. Cette progression est principalement due à une hausse de 17 058 millions JPY des recettes des subventions de fonctionnement.

(millions JPY)

	Montant
Dépenses ordinaires (A)	234 337
Dépenses de fonctionnement	225 623
Dépenses pour les projets de coopération technique	75 659
Dépenses pour la coopération avec la participation du public	14 683
Dépenses pour la promotion de l'aide	13 804
Dépenses pour le soutien opérationnel	27 743
Dépenses pour les programmes de dons	85 423
Autres	8 311
Frais généraux administratifs	8 676
Charges financières	27
Autres	11
Recettes ordinaires (B)	232 411
Recettes des subventions de fonctionnement	143 523
Recettes des programmes de dons	85 423
Autres	3 466
Pertes extraordinaires (C)	32
Bénéfices extraordinaires (D)	7
Réaffectation des fonds de réserve reportés des objectifs à moyen terme précédents (E)	3 894
Total des bénéfices pour l'exercice en cours (B-A-C+D+E)	1 943

● Compte financier et d'investissement**1. Aperçu du bilan**

Pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2014, le montant total des actifs s'élève à 11 153 848 millions JPY, soit une augmentation de 24 349 millions JPY par rapport à l'exercice précédent. Cette progression s'explique principalement par une hausse de 48 400 millions JPY des prêts. Le montant total des passifs s'élève à 2 156 396 millions JPY, soit une baisse de 161 224 millions JPY par rapport à l'exercice précédent. Ce recul s'explique principalement par une diminution de 197 709 millions JPY des emprunts au fonds gouvernemental pour le programme budgétaire d'investissements et de prêts.

(millions JPY)

Actifs	Montant	Passifs	Montant
Actifs à court terme		Passifs à court terme	
Prêts	11 068 669	Emprunts au fonds gouvernemental pour le programme budgétaire d'investissements et de prêts	275 876
Provisions pour les pertes liées aux prêts	-142 613	Autres	46 345
Autres	128 745	Passifs immobilisés	
Actifs immobilisés		Obligations	320 000
Immobilisations corporelles	8 902	Emprunts au fonds gouvernemental pour le programme budgétaire d'investissements et de prêts	1 506 086
Immobilisations incorporelles	0	Autres	8 089
Placements et autres actifs		Total des passifs	2 156 396
Réclamations en cas de faillite, réhabilitation et autres	68 575	Actifs nets	
Provisions pour les pertes liées aux prêts	-46 566	Capital	
Autres	68 137	Investissements du gouvernement	7 765 398
		Bénéfices non distribués	
		Fonds de réserve	1 129 789
		Autres	125 569
		Évaluation et écarts de conversion	(23 303)
		Total des actifs nets	8 997 452
Total des actifs	11 153 848	Total des actifs et des passifs nets	11 153 848

Remarque : Les chiffres étant arrondis au million, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.

2. Aperçu du compte de résultat

Pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2014, le montant total des bénéfices s'élève à 125 569 millions JPY, soit une augmentation de 32 071 millions JPY par rapport à l'exercice précédent. Cette progression est due à une baisse de 4 355 millions JPY des recettes ordinaires qui s'élèvent à 217 847 millions JPY, et à une diminution de 36 425 millions JPY des dépenses ordinaires qui atteignent 92 278 millions JPY. Cela s'explique par un recul de 5 996 millions JPY des intérêts sur les prêts dans les recettes ordinaires et par l'absence de provisions pour les pertes éventuelles, qui étaient de 20 196 millions JPY lors de l'exercice précédent, dans les dépenses ordinaires.

(millions JPY)

	Montant
Dépenses ordinaires (A)	92 278
Dépenses liées aux activités de coopération en matière de financement et d'investissement	92 278
Intérêts sur les obligations et les effets	4 950
Intérêts sur les emprunts	27 388
Intérêts sur les swaps de taux d'intérêt	10 147
Dépenses pour les opérations de consignation	21 278
Dépenses administratives et de fonctionnement	12 669
Provisions pour les pertes éventuelles	7 755
Autres	8 090
Recettes ordinaires (B)	217 847
Recettes des activités de coopération en matière de financement et d'investissement	217 419
Intérêts sur les prêts	178 962
Dividendes sur les placements	24 430
Reprise de provisions pour les pertes éventuelles	10 877
Autres	3 150
Autres	428
Pertes extraordinaires (C)	1
Bénéfices extraordinaires (D)	0
Total des bénéfices pour l'exercice en cours (B-A-C+D)	125 569

Feuille de route de la JICA

Trajectoire des activités de développement de la JICA pour l'exercice 2014

1. Aide aux pays émergents et en développement pour une croissance commune avec le Japon

- La JICA contribuera à la croissance des pays émergents et en développement, notamment par le développement des infrastructures économiques, le soutien aux entreprises privées locales, le renforcement des systèmes juridiques et le développement des ressources humaines. Ce faisant, la JICA apportera une aide attentive aux populations socialement vulnérables, notamment aux pauvres, aux personnes handicapées et aux personnes âgées afin de réduire les inégalités. Simultanément, la JICA s'efforcera de réduire les inégalités en développant les opportunités d'éducation, en renforçant les systèmes de sécurité sociale et en dynamisant les zones rurales.
- La JICA entend mettre en place un certain nombre d'initiatives conformément à la stratégie d'exportation des systèmes d'infrastructures, notamment (1) la promotion des partenariats public-privé pour renforcer la compétitivité internationale, (2) l'identification et l'aide à la formation des entreprises, des gouvernements locaux et des ressources humaines aptes à stimuler l'exportation des infrastructures, (3) la promotion des normes japonaises comme normes internationales basées sur des technologies et des connaissances avancées, et (4) le soutien à la participation dans le domaine des infrastructures qui deviendront de nouvelles frontières pour les entreprises.

2. Promotion de la sécurité humaine et de la consolidation de la paix

- Afin de réaliser les OMD et d'aider les États fragiles, la JICA apportera son soutien aux populations pauvres et dans des domaines tels que les soins de santé à l'échelle internationale, l'éducation et l'eau. Pour contribuer à la sécurité humaine, la JICA va également renforcer son soutien à la stratégie pour une diplomatie de la santé mondiale et à la couverture santé universelle, et offrir une assistance régulière aux Philippines, et à d'autres pays frappés par des catastrophes, par des actions de secours d'urgence, de reconstruction après une catastrophe et de réduction du risque de catastrophe.
- En se basant sur une évaluation minutieuse de la situation des pays, et plus particulièrement des conditions de sécurité, la JICA apportera une aide opportune pour la consolidation de la paix, notamment en Afghanistan, en Irak, en Palestine, au Soudan du Sud, dans la Corne de l'Afrique, dans les pays environnant le Sahel, aux minorités ethniques du Myanmar, dans la région de Mindanao, aux Philippines, et aux pays voisins de la Syrie.
- La JICA mènera diverses initiatives afin d'établir et de promouvoir des valeurs telles que la démocratie et l'État de droit, notamment par le renforcement des capacités des médias.

3. Initiatives de coopération internationale et tendances de l'aide internationale

- La JICA coopérera de manière proactive avec la communauté internationale sur le programme de développement de l'après-2015, et

poursuivra sa contribution pour la réalisation des OMD actuels.

- Afin de contribuer aux discussions sur l'établissement d'un nouveau cadre international de lutte contre le changement climatique pour l'après-2020 réunissant tous les pays, la JICA soutiendra les efforts d'atténuation et d'adaptation au changement climatique des pays en développement, en accord avec la stratégie diplomatique proactive de lutte contre le changement climatique.
- La JICA promouvra l'intégration de la gestion du risque de catastrophe et contribuera à l'établissement de communautés résilientes et d'un développement urbain durable dans le cadre du programme de développement de l'après-2015, de la troisième conférence mondiale des Nations unies sur la prévention des catastrophes naturelles, qui aura lieu au Japon en 2015, ainsi que de la suite du cadre d'action de Hyogo.
- La JICA étendra sa collaboration avec des partenaires internationaux et suivra les discussions sur la redéfinition de l'APD et des fonds de développement.

4. Promotion de la collaboration du secteur privé et collaboration au niveau national

- Afin de soutenir proactivement les activités du secteur privé qui contribueront au développement, la JICA va s'employer à établir et renforcer résolument les projets apportant une aide directe aux entreprises du secteur privé, notamment l'appui au développement des PME à l'étranger, le financement des investissements du secteur privé, l'aide aux infrastructures par des partenariats public-privé (PPP), la promotion des activités à la base de la pyramide (BoP). L'Agence encouragera également les projets dans le cadre du programme de collaboration avec le secteur privé pour la diffusion des technologies japonaises et du programme des volontaires à l'étranger avec la collaboration du secteur privé.
- La JICA renforcera son soutien aux activités internationales des gouvernements locaux japonais et à leurs efforts de dynamisation de leurs communautés par le renforcement de la participation aux activités d'APD, notamment aux programmes de partenariat et aux projets de coopération technique de la JICA, ainsi qu'aux programmes de formation technique.
- La JICA offrira une aide témoignant du soft power japonais, notamment de ses connaissances et expériences en matière de développement accumulées par les industries, les gouvernements, les universités et la société civile du Japon. Pour ce faire, la JICA identifiera les forces motrices parmi les ONG, la société civile, les gouvernements locaux, les entreprises privées, les universités et autres entités, et elle encouragera la collaboration entre ces forces.

5. Soutien à l'autonomisation et à l'implication sociale des femmes dans les pays en développement

- En se basant sur les politiques du gouvernement japonais ayant trait à la place des femmes dans l'aide aux pays en développement, la JICA soutiendra les politiques et les systèmes favorisant l'égalité des sexes, la formulation et la mise en œuvre de projets dont les femmes sont les principales bénéficiaires, et elle intégrera une perspective de genre dans le processus de formulation des projets dans l'ensemble des secteurs et cibles de son action.



Mozambique : Des femmes avec du bois de chauffage sur la tête rentrent chez elles à toute hâte. (Photo : Hiromi Nagakura)

Initiatives concrètes

Activités et initiatives par région

Asie du Sud-Est et Pacifique	20
Asie du Sud-Est	21
Pacifique	27
Asie de l'Est et Asie centrale	30
Asie de l'Est	31
Asie centrale et Caucase	33
Asie du Sud	36
Asie du Sud	37
Amérique latine et Caraïbes	42
Amérique Centrale et Caraïbes	43
Amérique du Sud	46
Afrique	50
Afrique	51
Moyen-Orient et Afrique du Nord, Europe	56
Moyen-Orient et Afrique du Nord	57
Europe	60

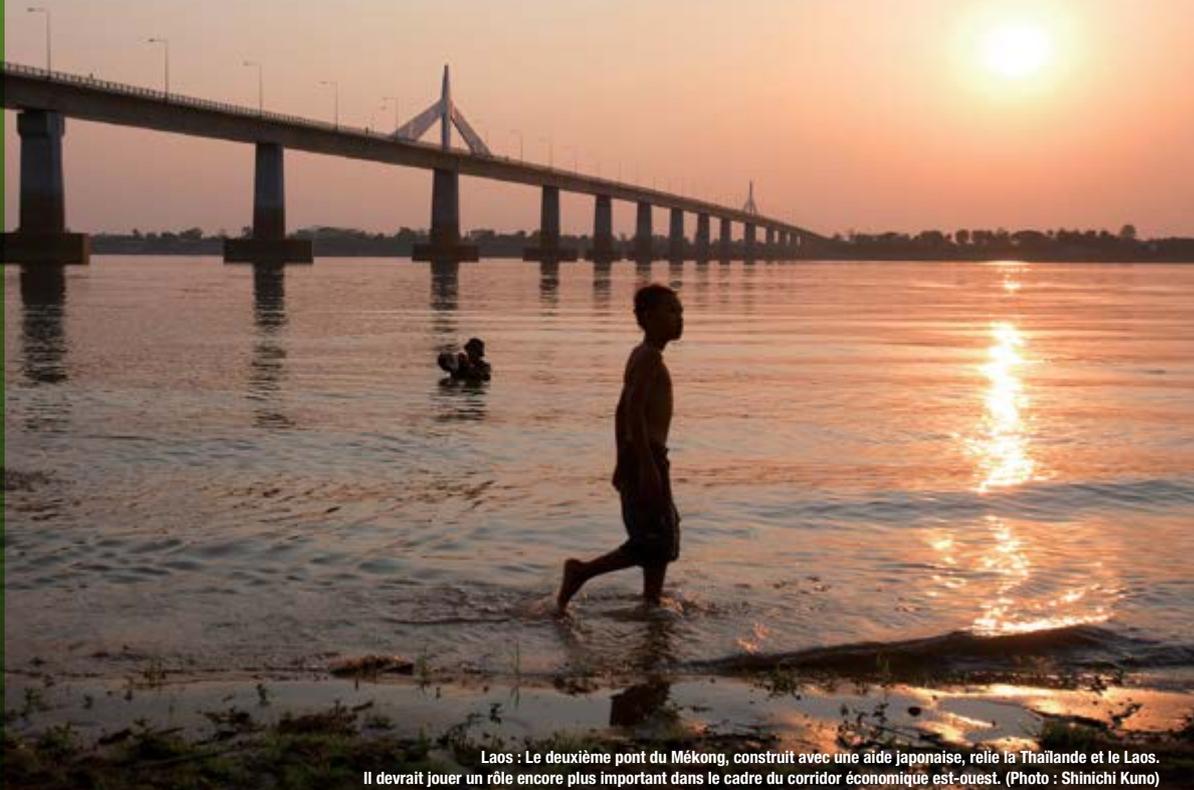
Activités et initiatives par thème de développement

Objectifs du Millénaire pour le développement	62
Infrastructures et consolidation de la paix ..	64
Égalité des sexes et développement	65
Réduction de la pauvreté	67
Consolidation de la paix	69
Développement urbain et régional	71
Transports	72
Technologies de l'information et des communications (TIC).....	74
Développement des ressources humaines	76
Éducation	77
Sécurité sociale	79
Santé	80
Environnement mondial	82
Protection de la nature	83
Gestion de l'environnement	84
Eau et assainissement	85
Réduction du risque de catastrophe	87
Changement climatique	88
Développement rural	90
Développement agricole et rural	91
Pêche	94
Développement industriel et politiques publiques	96
Développement du secteur privé.....	97
Énergie et mines	100
Gouvernance	102

Autres activités et initiatives

Partenariats public-privé.....	104
Partenariats avec le secteur privé japonais.....	106
Programmes des volontaires japonais....	108
Partenariats avec les ONG et autres organisations.....	110
Coopération scientifique et technologique sur les questions mondiales	112
Secours d'urgence en cas de catastrophe	114
Recherche	116
Renforcement des partenariats de développement.....	118

Réponse au grand séisme de l'est du Japon au cours des trois années depuis mars 2011..... 120



Laos : Le deuxième pont du Mékong, construit avec une aide japonaise, relie la Thaïlande et le Laos. Il devrait jouer un rôle encore plus important dans le cadre du corridor économique est-ouest. (Photo : Shinichi Kuno)

Message du directeur général

Renforcement de la croissance et contribution aux défis régionaux communs



Hidetoshi Irigaki Directeur général Département de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique

L'année 2013 marque le 40^e anniversaire de l'amitié et de la coopération entre l'ANASE et le Japon. Pour célébrer cet événement, le sommet commémoratif ANASE-Japon a été organisé à Tokyo. Lors de ce sommet, le gouvernement japonais a annoncé la fourniture de 2 000 milliards de yens d'APD au cours des cinq prochaines années, notamment pour le développement des infrastructures en appui au renforcement de la connectivité et pour l'atténuation des inégalités au niveau national dans les pays de l'ANASE, ce qui permettra d'approfondir les liens entre le Japon et ces pays. Étant donné l'importance croissante de la région Pacifique, la JICA poursuivra également sa coopération pour le renforcement de la croissance dans cette région. La JICA déploie des efforts constants pour relever les défis de la région de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique dans son ensemble.

Un examen rétrospectif de 2013 fait apparaître plusieurs événements importants. Premièrement, le sommet commémoratif ANASE-Japon a été organisé pour célébrer le 40^e anniversaire de l'amitié et de la coopération entre l'ANASE et le Japon, et diverses mesures de coopération du gouvernement japonais pour les pays de l'ANASE ont été annoncées à cette occasion. La JICA a non seulement saisi cette opportunité pour organiser un événement visant à discuter de l'avenir de l'ANASE, mais elle a également commencé la préparation des projets d'APD annoncés lors de la réunion en se concentrant sur les secteurs liés aux infrastructures.

Deuxièmement, lorsque le typhon Haiyan a touché les Philippines en novembre 2013, faisant sur son passage des dégâts colossaux, la JICA a apporté une aide continue avec toutes les ressources qu'elle avait à sa disposition, de l'aide d'urgence juste après la tempête à l'assistance technique et financière pour accompagner les premières mesures de rétablissement et de reconstruction ; une aide qui se poursuit encore aujourd'hui.

Toujours aux Philippines, l'accord de paix global sur le Bangsamoro a été signé en mars 2014. La longue implication de la JICA dans le processus de consolidation de la paix à Mindanao a joué un rôle certain dans le succès des négociations.

Par ailleurs, dans la région de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique, qui entretient des relations étroites avec le Japon et où la coopération réunit divers partenaires tels que des entreprises privées, des universités et des organismes à but non lucratif, la JICA coopère

également avec ces divers partenaires à travers des initiatives telles que le Partenariat pour la recherche scientifique et technologique pour le développement durable (SATREPS) et une APD mobilisant les technologies des petites et moyennes entreprises japonaises. L'annonce en juillet de la production d'un anticorps contre la dengue grâce aux recherches menées en collaboration avec des universités au Japon et en Thaïlande dans le cadre de l'initiative SATREPS est un des résultats symboliques forts de cet engagement.

La région de l'Asie du Sud-Est revêt une dimension clé pour la stratégie d'exportation des infrastructures du gouvernement japonais. Par exemple, nous souhaitons stimuler les exportations d'infrastructures et les investissements en soutenant le projet de zone urbaine prioritaire de Jakarta pour l'investissement et l'industrie en Indonésie à travers des collaborations public-privé dans les deux pays.

Parallèlement à ces projets, lors de l'exercice 2014, la JICA souhaite apporter une aide efficace en réagissant rapidement aux diverses politiques de notre gouvernement, notamment pour la réduction du risque de catastrophe, la sécurité maritime, l'État de droit, la santé à l'échelle mondiale, et le soutien à l'autonomisation des femmes.

Nous célébrons en 2014 le 60^e anniversaire de l'APD japonaise. L'établissement de la communauté de l'ANASE et la réunion des dirigeants des îles du Pacifique sont prévus pour 2015. Dans la continuité de la longue histoire de l'APD japonaise, la JICA espère que cette année sera l'occasion de nouvelles avancées spectaculaires.

Asie du Sud-Est

Coopération stratégique entre le Japon et l'Asie du Sud-Est pour une prospérité partagée

L'année 2013 marque le 40^e anniversaire de l'amitié et de la coopération entre l'ANASE et le Japon, et de nombreux événements commémoratifs ont été organisés à cette occasion. L'Asie du Sud-Est, avec une population de 620 millions d'habitants, fait l'objet d'attentes de plus en plus grandes en tant que centre de la croissance économique mondiale. La région entretient des relations politiques, économiques et sociales étroites avec le Japon et elle revêt à ce titre une importance stratégique. La diminution des droits de douane et la libéralisation des secteurs des services et des investissements devraient se poursuivre dans la région avec l'établissement de la communauté de l'ANASE en 2015 comme ligne d'horizon.

Dans la perspective de cet événement, la JICA assure une coopération visant à surmonter les défis de développement dans les pays d'Asie du Sud-Est et elle soutient le renforcement de la connectivité au sein de la région et avec le Japon, le développement des infrastructures et la réduction des écarts de développement dans la région.

Stratégies clés de l'aide

Soutien au renforcement de la connectivité de l'ANASE et à la réduction des écarts de développement, faire face à divers défis en mobilisant les connaissances et expériences japonaises

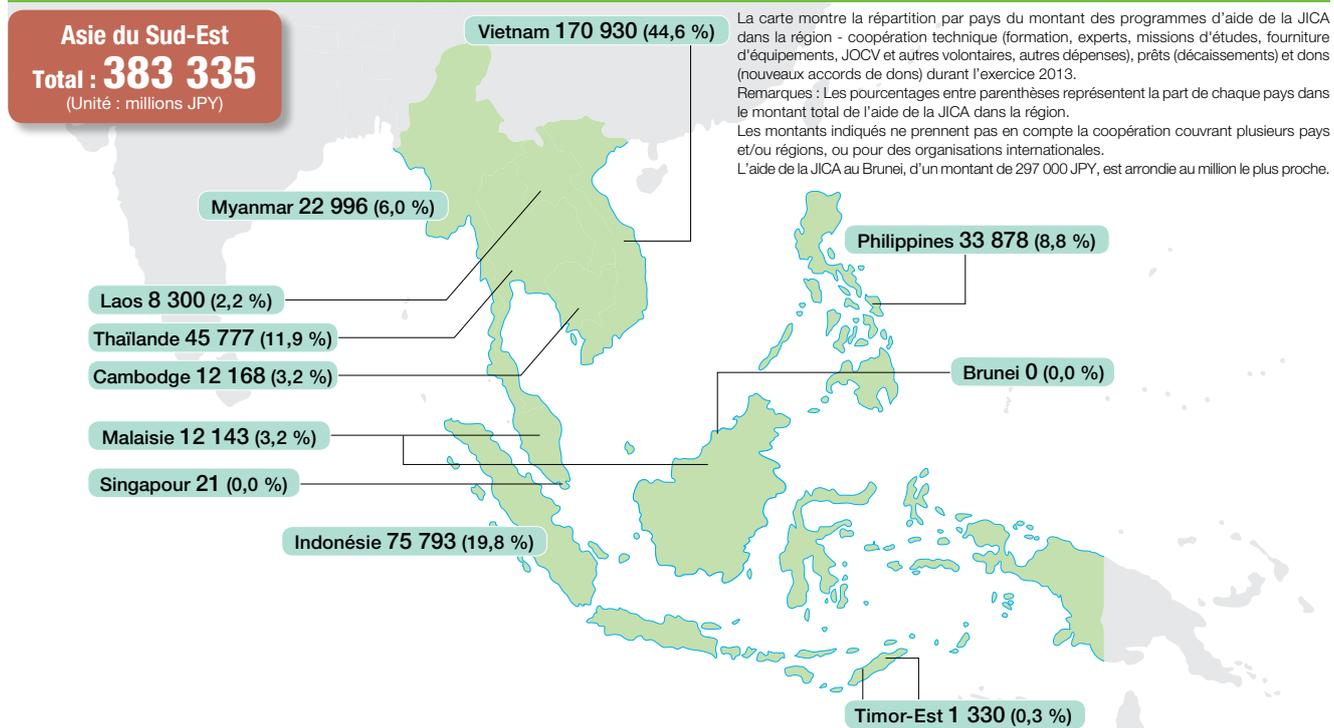
La JICA apporte une aide pour le développement des infrastructures matérielles et immatérielles et la réduction des écarts de développement dans la région de l'Asie du Sud-Est et au niveau national afin que les pays puissent parvenir à une croissance économique durable. L'Agence assure également une coopération dans divers domaines tels que la prévention des catastrophes, la sécurité maritime, l'État de droit, la santé, l'autonomisation des femmes et la résolution des conflits en utilisant le savoir, la technologie et l'expérience japonaises.

La JICA poursuit ses activités afin que le Japon et l'Asie du Sud-Est puissent prospérer ensemble en répondant aux besoins et aux demandes en pleine mutation qui accompagnent le développement économique et les changements sociaux.

● Soutien au renforcement de la connectivité de l'ANASE et au développement des infrastructures

Afin que les pays de l'ANASE puissent se développer et former la communauté de l'ANASE, il sera nécessaire de renforcer la « connectivité » au sein de l'ANASE, entre l'ANASE et le Japon, et entre l'ANASE et le monde, aussi bien d'un point de vue matériel qu'institutionnel. Dans la perspective de la communauté de l'ANASE, les pays fondateurs (Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande) devront atteindre un niveau de sophistication supérieur du commerce, des investissements et de la logistique. Il est nécessaire pour ces pays d'encourager les industries à forte valeur ajoutée afin de soutenir la croissance et d'éviter le piège du revenu moyen¹. Les nouveaux pays membres de l'ANASE (Cambodge, Laos,

Programmes de la JICA en Asie du Sud-Est (exercice 2013)



Myanmar et Vietnam) doivent également parvenir à une forte croissance économique et améliorer le niveau de vie de leur population tout en tirant parti des bénéfices de la communauté de l'ANASE.

Dans les secteurs clés de la connectivité de l'ANASE, la JICA agit au niveau des politiques et de la planification tout en assurant une coopération individuelle sur des projets de développement des infrastructures et des institutions visant à améliorer le climat de l'investissement et les systèmes juridiques, entre autres.

Mais la demande en matière d'infrastructures en Asie du Sud-Est est gigantesque, c'est pourquoi elle nécessite des fonds publics, mais aussi la mise en place de partenariats public-privé (PPP) et la mobilisation d'autres ressources du secteur privé. La JICA déploie une aide pour l'établissement des institutions nécessaires à la promotion des projets en PPP et soutient le financement privé du développement tout en participant à l'édification et au renforcement des activités du secteur privé à travers des partenariats plus étroits avec les entreprises, notamment des PME.

● Soutien à la réduction des écarts de développement

En Asie du Sud-Est, les écarts de développement au sein de la région et les inégalités de revenu au niveau national posent encore des défis importants. Ces écarts et ces disparités pourraient nuire à l'unité et à la solidarité de l'ANASE et éventuellement mener à l'instabilité politique dans les pays. C'est pourquoi la réduction des écarts de développement et des inégalités est nécessaire pour que la région parvienne à une croissance durable.

La JICA apporte un soutien pour l'éducation de base, la gouvernance, les soins de santé, l'agriculture, l'approvisionnement en eau et d'autres domaines, en particulier pour les pays ayant rejoint l'ANASE le plus récemment. Ses autres activités comprennent un soutien aux minorités ethniques au Myanmar et le renforcement des capacités des institutions gouvernementales à Mindanao, où un accord de paix global a été signé.

Au Myanmar, qui a accompli des progrès notables en matière de démocratisation et de libéralisation économique depuis 2011, la JICA apporte une aide pour (1) l'amélioration du niveau de vie de la population, (2) la mise à niveau des capacités de la population et l'établissement d'institutions, et (3) la promotion d'une croissance économique durable.

● Faire face à divers défis en mobilisant les connaissances et expériences japonaises

Les mesures de prévention des catastrophes sont importantes en Asie du Sud-Est, où les catastrophes naturelles sont fréquentes, non seulement pour des raisons humaines, mais aussi pour le maintien de la croissance économique. En plus d'apporter une aide humanitaire au moment de la catastrophe et de participer au rétablissement et à la reconstruction, la JICA met l'accent sur la prévention des catastrophes et les mesures prises en amont, notamment pour l'évaluation des risques associés aux catastrophes naturelles, l'organisation de la préparation et des plans de réponse aux catastrophes, et l'établissement de systèmes d'alerte précoces en utilisant les connaissances et les expériences japonaises. En outre, du point de vue financier, la JICA accorde des prêts pour répondre aux besoins financiers après une catastrophe et elle envisage l'introduction d'une assurance contre les catastrophes.

De plus, en encourageant la collaboration avec la société civile, les gouvernements locaux, les acteurs privés, les universités et d'autres partenaires, la JICA apporte son aide en mobilisant les technologies et les expériences japonaises pour répondre à des problèmes émergents en tant que pays confronté à des défis similaires, comme le vieillissement de

la population, dans un passé récent. Les nouveaux problèmes deviennent manifestes, comme ils le sont au Japon, en particulier dans les pays fondateurs de l'ANASE, et ils changent la nature des besoins d'aide de la JICA. Pour répondre à ces nouveaux besoins, la JICA mène des études sur les systèmes de sécurité sociale en Indonésie, la réduction des inégalités en Thaïlande et le vieillissement démographique en Malaisie. La JICA envisage également de prendre des mesures pour faire face aux nouveaux problèmes de la région, tels que les soins et la protection sociale des personnes âgées et la maintenance des infrastructures.

De même, la JICA assure une coopération sur la question régionale du renforcement des capacités de sécurité maritime, ainsi que sur les priorités définies par le gouvernement japonais telles que l'autonomisation des femmes et la santé au niveau mondial.

Tour d'horizon des pays et enjeux prioritaires

● Indonésie

En 2013, le taux de croissance du PIB réel de l'Indonésie a ralenti légèrement à un taux de 5,8 %, mais il devrait se maintenir à un niveau élevé à moyen terme (RNB par habitant de 3 580 USD en 2013). Pour maintenir une croissance économique stable, l'Indonésie doit améliorer le climat de l'investissement en assurant le développement des infrastructures en appui aux activités économiques.

Il est fondamental de combler ce manque au niveau des infrastructures, notamment de réduire les embouteillages et d'améliorer l'approvisionnement électrique, dans la zone métropolitaine de Jakarta qui est le moteur de l'économie indonésienne. C'est pourquoi la JICA a soutenu le « schéma directeur pour l'établissement d'une zone urbaine prioritaire (ZUP) pour l'investissement et l'industrie dans la région de JABODETABEK », en intégrant les contributions du secteur privé. Le schéma a été approuvé en octobre 2012 au niveau ministériel, au Japon et en Indonésie, et la JICA s'efforce aujourd'hui d'accélérer l'élaboration et la mise en œuvre des projets identifiés dans le schéma directeur.

¹ Situation dans laquelle un pays qui a surmonté la pauvreté et atteint un niveau de revenu intermédiaire perd sa compétitivité à cause, entre autres raisons, de la hausse des salaires.



Cérémonie d'inauguration des travaux de la ligne nord-sud (prêt d'APD) du système de transport en commun rapide de Jakarta qui devrait permettre de réduire les embouteillages dans la capitale.

Avec l'importance grandissante du développement des infrastructures par les partenariats public-privé (PPP), la JICA a initié en 2011 son premier projet de coopération technique en Indonésie visant à améliorer les capacités et le cadre de réglementation des PPP du gouvernement [→ voir l'étude de cas ci-dessous].

De plus, la coopération de la JICA comprend un soutien pour répondre aux défis internationaux et régionaux tels que le changement climatique, et l'émergence de l'Indonésie en tant que pays donateur.

● Philippines

En dépit du ralentissement de l'économie mondiale et des dommages à grande échelle causés par le typhon Haiyan (baptisé Yolanda aux Philippines), l'économie des Philippines a maintenu une forte croissance en 2013 soutenue par une consommation élevée des ménages et d'autres éléments, ce qui a permis au pays d'atteindre un taux de croissance du PIB réel de 7,2 % (RNB par habitant de 3 270 USD en 2013). Mais le pays doit encore résoudre de nombreux problèmes qui pourraient entraver une croissance durable tels que le climat d'investissement défavorable, la vulnérabilité aux catastrophes et le manque d'emplois.

La coopération de la JICA aux Philippines se concentre sur les domaines prioritaires suivants : (1) parvenir à une croissance économique durable par la promotion des investissements ; (2) surmonter les vulnérabilités du pays ; et (3) établir la paix dans les zones affectées par un conflit à Mindanao [→ voir l'étude de cas page 69].

Pour lutter contre les vulnérabilités, la JICA a participé aux premiers efforts de réponse à la catastrophe causée par le typhon Haiyan, qui a frappé le centre des Philippines en novembre 2013. La JICA a envoyé une équipe du Secours d'urgence du Japon (JDR) avant de proposer une aide pour le

rétablissement et la reconstruction sous le concept du « Mieux reconstruire », en tirant parti des connaissances et des technologies japonaises [→ voir les études de cas pages 115, 127 et 129].

Par ailleurs, pour soutenir un développement durable dans le Grand Manille, l'une des futures mégapoles mondiales, la JICA a soutenu la création d'une « Feuille de route pour le développement des infrastructures de transport dans le Grand Manille et ses environs » (feuille de route pour le Grand Manille). La JICA fait des propositions pour développer les zones le long d'un axe nord-sud afin d'atténuer les embouteillages, de réduire le risque de catastrophe, d'établir des systèmes de transport fluides et de diminuer le coût social des transports et la pollution atmosphérique, entre autres mesures.

● Thaïlande

Avec un RNB par habitant de 5 370 USD en 2013, la Thaïlande a rejoint les rangs des pays à revenu intermédiaire supérieur. Cependant, de nombreux problèmes restent à résoudre pour atteindre un développement économique et social durable : rendre les industries plus compétitives ; prendre des mesures pour faire face au vieillissement démographique ; lutter contre les problèmes environnementaux et le changement climatique ; et venir en aide aux personnes socialement vulnérables. En outre, la région de l'ANASE est confrontée à plusieurs problèmes communs tels que le renforcement de la connectivité et la réduction des écarts de développement.

Les activités de coopération de la JICA en Thaïlande portent sur trois domaines prioritaires : (1) développer durablement l'économie et faire face aux défis posés par une société en pleine maturation ; (2) répondre aux problèmes communs aux autres pays de l'ANASE ; et (3) promouvoir la coopération vers les pays situés en dehors de la région de l'ANASE.

Étude de cas **Indonésie : Projet de renforcement du réseau PPP**

Soutien au cadre et au renforcement des capacités pour les projets d'infrastructures en PPP

En 2011, la JICA a lancé un projet triennal de coopération technique en Indonésie, le premier à fournir une aide pour l'établissement d'un cadre et le renforcement des capacités afin de formuler des initiatives de partenariats public-privé (PPP).

Vers la formulation et la mise en œuvre de projets individuels

Dans le cadre de son plan de développement de moyen à long terme, le gouvernement indonésien prévoit de mettre en œuvre des projets d'infrastructures utilisant les ressources du secteur privé à hauteur d'environ 30 % des investissements

d'infrastructure. La mise en œuvre de projets par le secteur privé nécessite un climat propice aux investissements, c'est pourquoi le gouvernement a travaillé sur l'établissement de systèmes liés aux PPP, notamment de garantie des prêts par le secteur public.

Cependant, jusqu'à présent, les autorités publiques n'ont pas été en mesure de formuler des projets en PPP inspirant suffisamment confiance aux entités privées pour que ces dernières puissent prendre des décisions d'investissement. Dans ce contexte, le projet de la JICA encourage deux approches qui sont (1) le renforcement d'une agence spécialisée dans les PPP avec un processus décisionnel ascendant et (2) la formulation de projets modèles. Concrètement, avec les institutions gouvernementales, la JICA a contribué à l'autonomisation d'un organisme interministériel par

l'établissement d'une agence, tout en menant des projets modèles en PPP dans le domaine de l'eau et de l'électricité et en élaborant des mécanismes de préparation des projets¹ pour augmenter l'attrait financier des projets².

Ces mesures ont permis d'améliorer le cadre organisationnel et institutionnel, notamment d'amender les règlements présidentiels liés aux exigences des PPP et aux procédures d'appel d'offres. En outre, les résultats de cette coopération ont été compilés dans le « Manuel sur les PPP en Indonésie », et des séminaires ont été organisés sur ce thème à Jakarta. Ces succès ont été très appréciés du gouvernement indonésien.

« Le mécanisme de soutien à la zone urbaine prioritaire (ZUP) », un nouveau projet de coopération technique visant à formuler et mettre en œuvre des projets individuels, a été lancé en 2014. La JICA entend poursuivre son soutien à la mise en œuvre de projets de ZUP encouragés par les gouvernements japonais et indonésien.

1. Travaux de préparation pour la formulation de projets en PPP intégrant des aides et garanties financières du gouvernement.

2. Degré de maturité du projet jusqu'au niveau d'éligibilité au financement en PPP.



Réunion du comité de pilotage pour la promotion des PPP en Indonésie.

La JICA apporte une coopération pour répondre aux problèmes rencontrés par la Thaïlande en tant que pays à revenu intermédiaire supérieur, notamment pour renforcer les capacités de recherche grâce aux activités conjointes d'universités et d'instituts de recherche au Japon et en Thaïlande, dans le domaine de la sécurité alimentaire, de l'environnement et de l'énergie ; pour réduire les polluants environnementaux en utilisant l'expérience et les connaissances japonaises ; et pour améliorer les services sociaux et les soins de santé pour les personnes âgées. Concernant les problèmes communs à la région de l'ANASE, la JICA assure une coopération (1) par des formations dans les pays voisins en collaboration avec des institutions thaïlandaises avec lesquelles la JICA a travaillé par le passé, et (2) par des mesures de lutte contre les trafics d'êtres humains transfrontaliers avec les organisations thaïlandaises concernées.

● Cambodge

Malgré les progrès notables de l'économie du Cambodge, le pays continue d'accuser un retard par rapport aux autres pays de l'ANASE, avec un RNB par habitant de 950 USD en 2013 et un taux de pauvreté d'environ 19,8 % en 2011.

En amont de l'intégration de l'ANASE, la JICA déploie une aide dans trois domaines prioritaires afin de parvenir à la croissance économique et réduire la pauvreté : (1) consolider les bases économiques, (2) promouvoir le développement social et (3) renforcer la gouvernance.

Récemment, le Cambodge a intensifié sa participation à un réseau de production dans le cadre de la division internationale du travail au sein de la région de l'ANASE. Dans ce contexte, on peut dire que le Cambodge a atteint un stade où il doit développer son économie par la diversification et la modernisation de ses industries. Par ailleurs, les investissements étrangers,

notamment des entreprises japonaises, sont en rapide augmentation au Cambodge, en particulier dans le secteur manufacturier. La JICA participe au renforcement de la connectivité et au développement économique, non seulement au Cambodge mais dans l'ensemble de la région, en soutenant le renforcement du corridor économique méridional qui relie Ho-Chi-Minh-Ville, au Vietnam, à Bangkok, en Thaïlande, par la construction du pont de Neak Loeung et l'amélioration des routes n° 1 et n° 5.

Cependant, de fortes disparités de revenu subsistent entre les zones urbaines et rurales. Dans les zones rurales, des améliorations sont à apporter d'urgence dans des secteurs tels que les soins de santé et l'approvisionnement en eau. La JICA encourage l'amélioration des aspects fondamentaux de la qualité de la vie en soutenant les ressources humaines impliquées dans les soins de santé maternels et infantiles et en fournissant un accès à une eau salubre [→ voir l'étude de cas ci-dessous].

● Laos

Le PIB du Laos a augmenté avec constance à un taux annuel de 7 à 8 % alors que le pays est en bonne voie pour quitter les rangs des pays les moins avancés et atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), avec un RNB par habitant de 1 460 USD en 2013.

La JICA assure une coopération pour jeter les bases d'une croissance économique comme moteur du développement durable et autonome du pays et de la réalisation des OMD. En détail, la JICA concentre sa coopération sur les domaines prioritaires suivants : (1) développer les infrastructures économiques et sociales ; (2) développer l'agriculture et protéger les forêts ; (3) améliorer l'environnement éducatif et développer les ressources humaines ; et (4) améliorer les services de santé. La JICA agit également sur des problèmes intersectoriels tels que l'élimination des munitions non explosées.

Étude de cas

Cambodge : Projet de renforcement des capacités des systèmes urbains d'approvisionnement en eau (phase 3)

Renforcement des capacités de gestion des services de l'eau au niveau provincial

La JICA fournit une aide constante en appui au développement des ressources humaines pour la distribution d'eau au Cambodge. L'amélioration des capacités techniques a été pendant longtemps une priorité majeure mais, en 2012, la JICA a commencé à réaliser des projets axés sur la gestion de l'approvisionnement en eau.

Mettre l'accent sur la conversion en entreprise publique

La guerre civile a fortement détérioré les installations d'approvisionnement en eau au Cambodge. Pour faire face à cette situation, le gouvernement japonais et la JICA ont participé à la création de plans de renforcement de l'approvisionnement en eau et apporté une aide financière pour l'amélioration des installations. Parallèlement, le projet de renforcement des capacités des systèmes urbains d'approvisionnement en eau a été lancé en 2003. Dans la phase 1 du projet, la JICA a participé au renforcement des capacités d'exploitation et de maintenance des installations de la Régie des eaux de Phnom Penh et, dans la phase 2, des services de l'eau des huit provinces ciblées (TPWs pour

« Targeted provincial waterworks »).

Des techniciens ont été formés et l'exploitation des systèmes d'approvisionnement en eau a été rendue possible, dans une certaine mesure, grâce à cette coopération. Cependant, de nombreux TPWs ne maîtrisent pas encore bien les revenus et coûts opérationnels, c'est pourquoi la JICA a étendu son aide au renforcement des capacités de gestion de huit TPWs, en 2012, lors de la phase 3 du projet.

Anticipant l'autonomie financière de chaque TPW en tant qu'entité publique, le projet cherche à améliorer les services d'approvisionnement en eau par une gestion durable et stable à travers une aide au renforcement des capacités pour la formulation et la mise en œuvre de plans d'activité à moyen terme sur le financement, la gestion de la clientèle et des installations, et le renforcement



Le conseiller principal (à gauche), est un expert japonais chargé de former les membres des TPWs aux pratiques de préparation et de gestion des informations essentielles telles que les états financiers.

organisationnel, entre autres aspects.

Dans cette coopération, les membres de la Régie des eaux de Phnom Penh, homologue de la JICA lors de la phase 1, agissent en tant que spécialistes locaux pour soutenir les activités du projet au niveau des TPWs. Les ressources humaines formées lors de projets précédents permettent une bonne mise en œuvre du projet.

→ Vidéo connexe : Projet d'approvisionnement en eau de la JICA—Cambodge 2012, réalisation de la JICA (en japonais) <http://www.youtube.com/watch?v=ixHcnOnSIWs>

Les opportunités d'investissement offertes par le Laos font depuis peu l'objet d'une attention accrue. Savannakhet est particulièrement attractive, et elle attire les investissements des entreprises japonaises en raison de sa situation géographique sur le corridor est-ouest reliant le Vietnam, le Laos et la Thaïlande. Pour contribuer à la création d'un climat propice aux investissements, la JICA assure une coopération sous forme de dons et de prêts pour l'établissement du corridor est-ouest, ainsi qu'une coopération technique pour les aspects institutionnels. La JICA propose également une coopération visant à renforcer la connectivité du Laos avec les pays voisins, comme en témoigne le prêt d'APD en appui à l'extension du terminal international et à la construction d'un nouveau terminal pour les vols intérieurs à l'aéroport international de Vientiane en 2013 [→ voir l'étude de cas ci-dessous].

● Myanmar

Au Myanmar, où la nouvelle administration en place depuis mars 2011 a mis en œuvre des réformes pour la démocratisation et la réconciliation nationale, la croissance économique devrait dépasser le taux annuel de 6 %. Simultanément, le pays doit faire face à de nombreux défis, dont le développement des infrastructures et l'établissement de systèmes juridiques.

Pour soutenir les réformes entreprises par le gouvernement du Myanmar, la JICA déploie une aide axée sur trois domaines, conformément à la politique de coopération économique du gouvernement japonais. Premièrement, l'aide a pour objectif l'amélioration du niveau de vie de la population du Myanmar. Cela comprend une aide aux minorités ethniques, au développement des zones rurales, aux populations pauvres et à l'amélioration des soins de santé. Le premier prêt d'APD au Myanmar en 25 ans a été accordé en juin

2013 pour l'amélioration des infrastructures de base (routes, électricité et approvisionnement en eau) dans les zones rurales. Deuxièmement, l'aide se concentre sur le développement des systèmes et des institutions qui soutiennent l'économie et la société. Cela comprend l'aide aux réformes économiques sous forme de recommandations sur les politiques et de développement des capacités des décideurs dans les domaines de l'économie et de la finance ; une aide pour le commerce, l'investissement et la croissance des PME ; ainsi que des mesures pour l'agriculture et le développement rural, et l'établissement de systèmes juridiques. Le Centre Myanmar-Japon pour le développement des ressources humaines a ouvert ses portes en août 2013 et commencé à former des ressources humaines dans le secteur de l'industrie. Le troisième volet de l'aide porte sur l'amélioration des infrastructures et des systèmes liés nécessaires à un développement économique durable. L'aide de la JICA comprend l'élaboration de schémas directeurs pour le développement du Grand Rangoun et des secteurs majeurs, ainsi qu'une coopération technique et financière pour les transports, notamment ferroviaires, les communications, l'approvisionnement en eau et l'électricité.

● Vietnam

Le Vietnam est parvenu à une croissance économique stable grâce aux réformes et à la politique d'ouverture, baptisée « Doi Moi », avec un RNB par habitant de 1 730 USD en 2013 et un taux de croissance annuel du PIB réel de 5 à 6 % ces dernières années. Simultanément, les niveaux de revenu des zones rurales, où vit près de 70 % de la population, sont encore faibles, et les inégalités régionales continuent de se creuser.

L'année 2013 a marqué le 40^e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre le Japon et les gouvernements des deux

Étude de cas

Laos : Projet d'extension du terminal de l'aéroport international de Vientiane

Prêt d'APD en appui au développement de la principale porte d'entrée au Laos

L'aéroport international de Vientiane est la principale porte d'entrée au Laos et un centre important d'activités économiques, notamment pour le tourisme international. La JICA a signé un accord de prêt d'APD pour le projet d'extension du terminal de l'aéroport international de Vientiane, en janvier 2014, en vue de répondre à l'augmentation rapide du nombre de passagers aériens due à la récente croissance économique du Laos.

Un nombre de passagers annuel près de deux fois plus important que la capacité du terminal

Au Laos, seul pays enclavé de l'ANASE dont 80 % du territoire se trouve en zone montagneuse, le transport aérien est indispensable pour les activités économiques, notamment le transport

de marchandises et de voyageurs à destination et en provenance des pays voisins, ainsi que pour la promotion du tourisme international.

Par le passé, le Japon a apporté une aide à l'aéroport international de Vientiane pour la construction du terminal international, l'installation d'un système de contrôle du trafic aérien et pour d'autres améliorations, principalement financées par des dons.

Mais en 2012, le nombre de passagers transitant par le terminal international a atteint environ le double de la capacité annuelle prévue au moment de la construction, en 1995. Cette surexploitation des installations a imposé la réalisation de travaux d'agrandissement urgents. Les pics de fréquentation liés au

nombre croissant de vols sont devenus par ailleurs préoccupants et de nouveaux défis émergent.

La capacité d'accueil des nouvelles compagnies aériennes, par exemple, a atteint presque ses limites, le terminal manquant d'espace pour héberger les comptoirs et autres bureaux. Le terminal destiné aux vols intérieurs a été construit il y a plus de 50 ans, et son état de dégradation atteste un besoin urgent de reconstruction.

Le projet a pour ambition de faire face au nombre croissant de passagers et d'améliorer la facilité d'utilisation, l'efficacité et la sécurité de l'aéroport en agrandissant le terminal international et en construisant un nouveau terminal pour les vols intérieurs.

Par ailleurs, un concept d'« éco-aéroport », visant à réduire le fardeau environnemental des opérations aéroportuaires, sera introduit dans les installations du nouveau terminal pour créer un mode de transport respectueux de l'environnement utilisant des technologies propres et sobres en énergie.

Ce projet devrait améliorer la fonctionnalité de l'aéroport international de Vientiane, porte d'entrée au Laos, et contribuer à la croissance économique du pays.



Vue actuelle de l'aéroport international de Vientiane.

pays se sont accordés sur l'intensification des relations bilatérales dans le cadre d'un « partenariat stratégique étendu ». Le Vietnam est devenu un pays important, non seulement au regard de la stratégie d'exportation des systèmes d'infrastructures du gouvernement japonais, mais aussi pour les investissements directs à l'étranger (IDE) du secteur privé. Les entreprises japonaises se sont implantées au Vietnam, attirées par un marché de 90 millions de consommateurs et par la réserve abondante d'une main-d'œuvre appliquée. Les relations de coopération mutuelle entre les universités et les collectivités locales se poursuivent.

Dans le cadre de son programme national, le Vietnam s'est fixé pour objectif principal de devenir un pays industrialisé d'ici 2020. Trois éléments seront décisifs pour y parvenir : le développement institutionnel, le développement des ressources humaines et celui des infrastructures. C'est pourquoi la JICA assure une coopération à plusieurs niveaux centrée sur (1) l'accélération de la croissance et le renforcement de la compétitivité ; (2) la lutte contre les vulnérabilités pour un développement inclusif, et (3) la bonne gouvernance. En dehors de l'aide existante pour le développement des infrastructures et le renforcement des fonctions judiciaires et administratives, la JICA se concentre plus particulièrement sur les réformes des entreprises d'État et l'élimination des prêts improductifs dans le secteur bancaire qui pourraient constituer un obstacle à la croissance économique. En matière de réduction des inégalités entre les zones rurales et urbaines, la JICA soutient le développement de chaînes de valeurs pour les produits agricoles, de la production à la transformation, puis à la vente.

● Timor-Est

Au Timor-Est, qui a obtenu son indépendance en 2002, la transition de la reconstruction vers le développement est en cours. Bien que le RNB par habitant ait atteint 3 580 USD en 2013 et que la croissance économique soit stable, le fait est que la majorité des revenus nationaux dépendent du pétrole et du gaz naturel. Parmi les problèmes les plus urgents figurent la diversification de l'industrie et la création d'opportunités d'emploi afin de réduire la dépendance vis-à-vis des ressources naturelles. Pour ce faire, il est fondamental de développer les ressources humaines.

La JICA a mis au point trois programmes de coopération portant sur : (1) l'établissement des bases nécessaires à la promotion des activités économiques, (2) l'agriculture et le développement rural, et (3) le renforcement des capacités du gouvernement et du secteur public. Concrètement, les activités comprennent le développement des infrastructures de transport telles que les routes ; le développement des ressources humaines dans le domaine de l'ingénierie ; la coopération technique et les recommandations politiques pour promouvoir l'agriculture ; et la coopération technique pour le développement des capacités du gouvernement à élaborer et à mettre en œuvre des plans de développement.

● Malaisie

En mars 2010, le gouvernement de la Malaisie a annoncé un nouveau modèle économique et, aujourd'hui, il redouble d'efforts pour rejoindre les rangs des pays développés d'ici 2020. On considère que le RNB des pays développés se situe entre 15 000 et 20 000 USD ; le RNB par habitant de la Malaisie était de 10 400 USD en 2013. Plusieurs problèmes doivent être résolus afin de réaliser cet objectif : parvenir à une économie à forte valeur ajoutée ; harmoniser le développement et la protection environnementale ; et protéger les personnes socialement vulnérables.

La coopération de la JICA en Malaisie se concentre sur trois axes prioritaires : (1) soutenir un développement équilibré vers l'accession du statut de pays à haut revenu ; (2) résoudre les problèmes communs à



Cérémonie de remise des diplômes dans le cadre du projet de financement des prêts pour l'enseignement supérieur (HELP), un programme permettant à des étudiants malaisiens de filières scientifiques de venir étudier au Japon.

la région de l'Asie du Sud-Est ; et (3) mettre en œuvre le partenariat de développement Japon-Malaisie au-delà de la région de l'Asie du Sud-Est.

La JICA mène des projets dans les domaines suivants : le développement de ressources humaines industrielles disposant de hautes compétences technologiques ; l'enseignement supérieur pour l'utilisation des hautes technologies scientifiques ; le développement des infrastructures ; la protection des personnes socialement vulnérables, notamment des personnes handicapées ; et la coopération pour la protection de l'environnement, notamment pour les mesures de lutte contre le changement climatique [➔ voir l'étude de cas page 85]. La JICA soutient également la résolution des problèmes régionaux d'amélioration de la connectivité de l'ANASE dans le domaine des douanes, de la sécurité maritime et des maladies infectieuses, ainsi que la coopération Sud-Sud entre l'ANASE et les pays africains et les pays islamiques.

● Singapour

Singapour, qui s'est « affranchi » de l'APD du Japon depuis l'exercice 1998, et la JICA coopèrent en tant que partenaires pour assurer 10 à 15 sessions de formation par an, principalement pour d'autres pays de l'ANASE, dans le cadre du programme de partenariat Japon-Singapour (JSP) et JSP21 depuis 1994. Depuis lors et jusqu'à l'exercice 2013, 340 sessions de cours ont été organisées pour 5 923 participants issus de 95 pays. Les cours dispensés dans le cadre du JSP touchent de nombreux domaines ; certains sont organisés dans la perspective prochaine de l'établissement de la communauté de l'ANASE en 2015, notamment sur les droits de propriété intellectuelle et les opérations douanières afin d'accélérer la connectivité de l'ANASE. D'autres cours sont destinés aux membres les plus récents de l'ANASE (Cambodge, Laos, Myanmar et Vietnam) pour contribuer à réduire les inégalités au sein de la région. Il existe également des cours pour les petits États insulaires en développement, le Timor-Est et la Palestine.

Pacifique

Une coopération centrée sur les défis liés à la petite taille, l'isolement et l'éloignement des pays insulaires

Les pays de la région du Pacifique partagent plusieurs caractéristiques. Ils ont des marchés intérieurs restreints à cause d'une superficie et d'une population réduites (petite taille), ils sont constitués de nombreuses îles séparées par de vastes étendues d'océan (isolement) et ils ont un accès limité aux marchés internationaux (éloignement). De plus, la région est vulnérable aux catastrophes naturelles et aux effets du changement climatique ainsi qu'aux dégradations environnementales liées à la modernisation. En outre, les pays insulaires du Pacifique sont très peu résilients face aux crises économiques et notamment aux fortes augmentations des prix du carburant et de l'alimentation.

La JICA assure une coopération variée pour répondre aux problèmes prioritaires de chaque pays. La JICA déploie également une coopération à l'échelle régionale pour répondre aux problèmes communs tels que la gestion du risque de catastrophe, la lutte contre le changement climatique et la protection de l'environnement.

Stratégies clés de l'aide

Fournir une coopération efficace en utilisant les connaissances et l'expérience du Japon

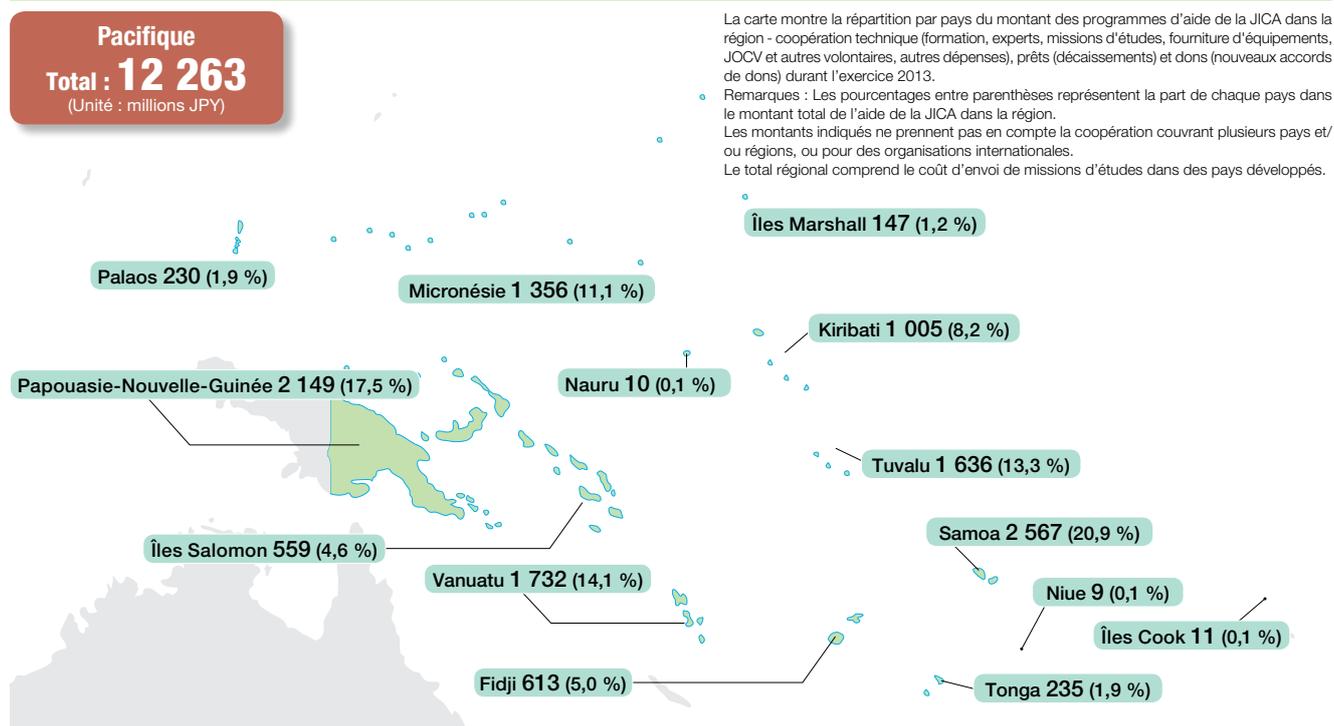
La JICA apporte une aide aux pays suivants : îles Fidji, Samoa, Tonga, Tuvalu, îles Cook, Niue, Nauru (dans la région polynésienne) Papouasie-Nouvelle-Guinée, îles Salomon, Vanuatu (dans la région mélanésienne), Kiribati, îles Marshall, Micronésie et Palaos (dans la région micronésienne). Ces pays de langues différentes ont également une culture et des coutumes spécifiques propres à chacun d'entre eux.

Les pays insulaires du Pacifique avaient des modes de vie traditionnels et autosuffisants. Mais avec les influences économiques et culturelles modernes, leur structure économique est devenue dépendante des importations ; ce qui a occasionné des déficits chroniques de leur balance commerciale. Ces pays doivent également faire face à des problèmes environnementaux, comme la dégradation des écosystèmes, liés à l'urbanisation et à la pollution environnementale.

De plus, ces petites îles bénéficient rarement des services sociaux de base, notamment d'éducation et de santé, et les infrastructures de transport reliant les îles et les pays restent insuffisantes. Ces problèmes posent un obstacle au développement socioéconomique et à l'autosuffisance.

La JICA assure une coopération à l'échelle régionale auprès de ces États insulaires afin de répondre aux problèmes communs. L'approche de la JICA implique dans ce cas l'envoi d'experts dans les pays qui jouent des rôles clés pour créer des modèles de développement adaptés aux besoins communs à la région. Ces modèles sont ensuite diffusés dans les pays voisins, notamment dans le cadre de programmes de formation pour les pays tiers. Conformément à la déclaration effectuée lors de la sixième réunion des dirigeants des îles du Pacifique (PALM6) qui a eu

Programmes de la JICA dans le Pacifique (exercice 2013)



lieu en mai 2012 à Okinawa, la JICA assure également une coopération en mettant à profit les connaissances et expériences japonaises, notamment l'expérience d'Okinawa, pour surmonter les problèmes spécifiques aux territoires insulaires.

Enjeux et actions prioritaires

● Protection de l'environnement

La gestion des déchets constitue un problème commun à l'ensemble des petites îles du Pacifique. Depuis 2011, la JICA, en coopération avec le Secrétariat du programme régional océanique de l'environnement (PROE)¹, offre un soutien à 11 pays de la région pour établir des systèmes durables de gestion des déchets et former des ressources humaines. Une coopération est assurée au niveau régional et national pour la mise en œuvre de la stratégie de gestion des déchets solides de la région du Pacifique pour 2010-2015, un objectif régional commun. En menant ces actions, la JICA participe à la réduction de l'impact de l'activité humaine sur l'environnement, notamment par l'élimination des déchets solides, et elle favorise la création d'une société saine fondée sur un cycle rationnel des matériaux.

En ce qui concerne les océans bordant ces îles, les populations du Pacifique sont fortement dépendantes des écosystèmes des récifs coralliens pour plusieurs raisons, notamment en tant que ressources maritimes et touristiques et pour la prévention des catastrophes. Cependant, ces dernières années, les écosystèmes côtiers ont été dégradés à cause d'un ensemble de facteurs, dont la surpêche, la pollution environnementale due au développement des zones côtières et l'impact du changement climatique. La JICA et la Direction de la pêche du Vanuatu ont mené une coopération technique pour parvenir à une gestion durable des ressources côtières. En Micronésie, le Centre international des récifs coralliens des Palaos sert de base au projet de coopération technique de la JICA visant à améliorer les capacités de recherche sur les écosystèmes des récifs coralliens et à les gérer de manière durable. Le projet est mis en œuvre conjointement par l'Université des Ryukyu et l'Agence japonaise des sciences et de la technologie (JST).

● Gestion du risque de catastrophe et changement climatique

Les pays insulaires du Pacifique sont fortement vulnérables aux catastrophes naturelles telles que les cyclones, les inondations, les séismes



Homologue participant à la gestion durable des ressources côtières au Vanuatu.



Établissement d'une installation d'observation météorologique aux Samoa grâce à un don.

et les tsunamis. En raison du grand nombre d'îles isolées et du manque de communication et de transport, il est difficile de diffuser des bulletins d'alerte et de fournir de l'aide d'urgence aux habitants.

La JICA combine la coopération technique, les dons et d'autres types de coopération afin de mieux préparer la région aux catastrophes naturelles. L'un des aspects spécifiques de cette coopération consiste à renforcer les capacités en matière d'observation météorologique et de diffusion de bulletins de prévision et d'alerte. La JICA organise des programmes de formation au Service météorologique national des Fidji pour des experts de tous les pays de la région et elle développe des installations d'observation météorologique aux Samoa. À Tuvalu et dans les îles Salomon, des réseaux de radiodiffusion d'informations sur les catastrophes ont été établis afin de donner aux habitants un accès rapide à l'information. Aux Fidji et dans les îles Salomon, la JICA offre une coopération technique permettant aux habitants d'évacuer en bon ordre en fonction des informations fournies. Dans l'ensemble, la JICA déploie une coopération diversifiée pour la prévention des catastrophes dans la région.

Les pays insulaires de la région du Pacifique sont également vulnérables à l'impact du changement climatique. Tuvalu et d'autres pays composés d'atolls de faible altitude sont particulièrement exposés à la montée du niveau de la mer et aux autres phénomènes associés au changement climatique. Avec la coopération de l'Université de Tokyo et de la JST, la JICA déploie une coopération scientifique et technologique pour la recherche sur les éco-technologies aptes à identifier les mécanismes biogéniques par lesquels les récifs coralliens et les foraminifères influent sur la production, les mouvements et l'accumulation de sable.

● Transports maritimes

Les pays de la région du Pacifique, constitués d'îles séparées par de vastes étendues d'océan, ont un besoin critique de transports maritimes pour les déplacements des habitants et du fret. En matière d'accès à l'éducation et aux services médicaux, les transports maritimes sont réellement vitaux pour ces pays. À ce jour, la JICA a apporté une aide sous forme de dons pour la réhabilitation des ports et la fourniture de navires de passagers et de marchandises en Micronésie, aux îles Marshall, à Samoa, Tuvalu, Tonga et dans d'autres pays de la région. En juin 2012, la JICA a signé son premier accord de prêt d'APD avec le Vanuatu pour la construction d'un quai international à Port Vila.

¹ PROE : Organisation internationale régionale régissant les politiques environnementales et constituée de 21 pays insulaires du Pacifique, de l'Australie, de la France, de la Nouvelle-Zélande et des États-Unis.

● Services sociaux

De nombreux pays insulaires du Pacifique ne disposant pas de systèmes d'approvisionnement et de stockage adéquats pour mettre en œuvre des programmes de vaccination sûrs, il est nécessaire d'établir une « chaîne du froid » pour fournir des vaccins en toute sécurité. Dans cet objectif, en 2004, la JICA s'est engagée auprès de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à assurer une coopération dans le cadre du projet de renforcement du programme de vaccination dans la région du Pacifique (PIPS). Depuis, la JICA contribue à la diffusion de technologies et au développement des ressources humaines liées à la gestion des projets d'immunisation et aux vaccins dans la région du Pacifique.

Dans les zones et les îles isolées, l'accès limité à l'enseignement constitue un problème sérieux. La JICA assure une coopération pour mettre à profit la télévision, la radio, les réseaux de communication satellite, ainsi que d'autres méthodes, afin d'augmenter les possibilités d'éducation et améliorer la qualité de l'enseignement. À travers des dons et la coopération technique, la JICA participe à l'établissement d'un Centre des technologies de l'information et des communications (TIC) et à la formation du personnel des TIC de l'Université du Pacifique Sud (sur le campus principal aux Fidji), créée par 12 pays de la région. Entre autres exemples, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, où le taux de scolarisation dans l'enseignement primaire est faible, la JICA a construit un Centre national pour l'éducation et les médias et assuré une aide pour l'élaboration de programmes éducatifs. Une aide a également été mise en œuvre pour dispenser, par la télévision, des cours modèles dans des écoles élémentaires et des collèges d'autres régions du pays.



Cérémonie d'inauguration d'un ferry fourni aux îles Marshall.

Étude de cas

Région Pacifique : Efforts d'introduction d'énergies renouvelables dans les pays insulaires

Soutien aux aspects matériels et institutionnels en réponse aux besoins

Les pays insulaires du Pacifique redoublent d'efforts pour introduire des énergies renouvelables permettant d'atténuer le changement climatique et de faire face à l'augmentation du prix du carburant nécessaire à la production d'énergie. La JICA apporte une aide adaptée aux besoins et à la situation de chaque pays.

Début du soutien aux aspects institutionnels

La politique énergétique des îles Marshall fixe pour objectif le remplacement de 20 % de sa consommation par des énergies renouvelables d'ici 2020. Parallèlement aux dons, notamment pour l'installation d'une centrale électrique solaire, la JICA apporte aussi un soutien technique comprenant la

consolidation et le développement du système juridique et l'amélioration des technologies de conception. Ces aspects institutionnels sont nécessaires pour introduire l'énergie solaire dans le système de production à travers une coopération technique/étude de développement intitulée « projet de formulation d'un système d'approvisionnement énergétique autonome » initiée en 2013.

Utilisation de technologies japonaises avancées

Le gouvernement des îles Tonga a commencé à introduire des énergies renouvelables. Cependant, l'introduction massive d'énergies soumises à de fortes variations, notamment l'énergie éolienne et solaire, pose un problème de stabilisation de la production. Cela dégrade également la qualité de l'énergie à cause des variations de fréquence du système énergétique. Dans le cadre du projet d'introduction d'un système de micro-réseaux avec

des énergies renouvelables pour la feuille de route énergétique des Tonga, la JICA vise à stabiliser le système énergétique en soutenant le développement d'équipements de contrôle des micro-réseaux et de stabilisation du système énergétique par l'utilisation de technologies avancées.

Formation des ressources humaines fondée sur une base institutionnelle solide

À travers le projet d'introduction d'énergies propres par un système de production d'énergie solaire, la JICA a installé des panneaux solaires dans les bâtiments du gouvernement fédéral et du College of Micronesia.

Par ailleurs, la JICA a envoyé des ingénieurs auprès des autorités locales chargées de la gestion énergétique et des institutions d'enseignement supérieur pour fournir quatre programmes de formation sur l'installation, la gestion et la maintenance des installations, ainsi que sur la préparation de manuels. L'introduction des systèmes, notamment dans ses composantes institutionnelles, peut renforcer les capacités du personnel, contribuant à la maintenance et à la gestion appropriées des systèmes, notamment sur l'accumulation des données de production et sur les inspections périodiques.

Les systèmes sont également utilisés pour l'éducation environnementale au College of Micronesia.



Installations de panneaux solaires en Micronésie.



Mongolie : La centrale thermique n° 4 d'Oulan-Bator dispose de la plus forte capacité de production d'électricité du pays. Le Japon apporte une aide constante à cette centrale depuis 1992.

Message de la directrice générale

Une aide adaptée aux besoins de chaque pays pour faire de 2014 l'« année de l'Asie centrale »



Kae Yanagisawa Directrice générale Département de l'Asie centrale, de l'Est, et du Caucase

En 2013, les relations entre le Japon et la Mongolie se sont approfondies grâce à la visite du premier ministre Shinzo Abe en Mongolie, en mars, et celle du premier ministre mongol Norov Altankhuyag au Japon, en septembre.

En 2014, la JICA s'emploiera à formuler de nouveaux projets en Asie centrale et à susciter l'intérêt des entreprises privées et de la population japonaises pour la région en tirant parti de la réunion bisannuelle des ministres des Affaires étrangères du « Dialogue Asie centrale plus Japon ».

La construction du nouvel aéroport international d'Oulan-Bator, le principal projet de prêt d'APD en Mongolie, a enfin commencé en 2013. Les travaux préparatoires à la nouvelle coopération pour le développement des ressources humaines dans le domaine de l'enseignement de l'ingénierie ont également démarré en 2013. C'est dans ce contexte qu'un nouveau projet de prêt d'APD a été signé en mars 2014, avec l'objectif de jeter les bases nécessaires à la Mongolie pour devenir un pays à revenu intermédiaire supérieur. Le projet se compose de plusieurs volets notamment des « programmes de jumelage » où les universités japonaises prennent en compte les crédits délivrés par les universités mongoles. Un autre volet permet en outre aux professeurs mongoles de préparer un master ou un doctorat dans une université japonaise.

Simultanément, en Asie centrale, un accord de prêt d'APD pour la modernisation d'une centrale thermique a été signé en Ouzbékistan. Au Kirghizistan, la coopération est entrée dans une nouvelle phase avec les travaux préparatoires à une éventuelle reprise des prêts d'APD.

Après l'effondrement de l'Union soviétique et 23 ans d'indépendance, les disparités régionales se sont creusées dans la région de l'Asie centrale et du Caucase. Tandis que les pays disposant de ressources abondantes, comme le Kazakhstan, l'Azerbaïdjan et le Turkménistan ont enregistré

une croissance économique rapide au cours de la dernière décennie, les niveaux de revenu sont restés faibles dans les pays qui manquent de ressources tels que le Kirghizistan et le Tadjikistan. Dans ces pays, il est nécessaire d'apporter une aide constante en appui à la croissance économique.

En 2014, la JICA lancera un nouveau projet de coopération technique sur l'exploitation et la gestion du nouvel aéroport international mongol précité, parallèlement au projet de prêt d'APD. Par ailleurs, la JICA soutiendra l'amélioration de la gouvernance en Mongolie à travers la promotion des petites et moyennes entreprises (PME) et des partenariats public-privé (PPP). De plus, en tirant parti de la réunion des ministres des Affaires étrangères du « Dialogue Asie centrale plus Japon » qui aura lieu au Kirghizistan en juillet 2014, la JICA s'emploiera à susciter l'intérêt des entreprises privées et de la population japonaises pour l'Asie centrale et à faire de 2014 l'« année de l'Asie centrale ».

En ce qui concerne la Chine, la JICA se basera sur l'expérience et le savoir-faire accumulés lors de précédents projets de coopération pour déterminer les domaines de l'aide à venir. L'accent sera mis notamment sur les problèmes transfrontaliers tels que la pollution atmosphérique et les maladies infectieuses, qui préoccupent le Japon et la Chine tout en ayant un impact direct sur le Japon.

Asie de l'Est

Renforcement des partenariats stratégiques pour une relation mutuellement bénéfique

L'Asie de l'Est est constituée de la Chine, un pays qui doit faire face à de nombreux problèmes, notamment environnementaux, liés à sa forte croissance économique, et de la Mongolie, qui connaît un développement rapide soutenu par des ressources minérales abondantes. Le développement sain et durable de ces pays revêt une importance croissante pour le Japon comme pour le reste du monde.

La coopération de la JICA dans la région contribue au renforcement de relations économiques à la fois réciproques et mutuellement bénéfiques avec la Chine et la Mongolie.

Stratégies clés de l'aide

Soutenir la stabilité régionale et une croissance saine et durable

Tour d'horizon des pays et enjeux prioritaires

● Chine

La Chine a non seulement réussi à développer son économie, mais elle est également parvenue à renforcer son niveau technologique. Dans une certaine mesure, l'APD a déjà joué son rôle d'aide au développement pour la Chine ; c'est pourquoi il a été mis un terme aux contributions de la JICA sous forme de prêts et de dons.

Dans cette situation, et conformément aux politiques du gouvernement japonais, la JICA assure une coopération relative aux défis communs aux deux pays. Cela comprend notamment des mesures contre les problèmes liés à la pollution transfrontalière, aux maladies infectieuses et à la sécurité alimentaire.

Le projet de contrôle intégral des émissions d'oxyde d'azote dans l'atmosphère fait partie des principaux projets menés sur ces problèmes

prioritaires. En se basant sur l'expérience du Japon en matière de pollution, le projet s'attache à trouver des moyens de réduire les émissions d'oxyde d'azote dont les particules ont un diamètre inférieur à 2,5 microns (PM2,5) et qui, mélangées aux particules en suspension dans l'air, sont particulièrement nocives pour la santé. À cette fin, le projet étudie les mesures techniques, les politiques publiques et les systèmes, et diffuse l'utilisation de technologies et de méthodes de contrôle pratiques.

● Mongolie

La coopération de la JICA s'articule autour des trois domaines mentionnés dans la politique d'aide à la Mongolie annoncée en avril 2012. (1) Développement durable du secteur minier et renforcement de la gouvernance : Établir les systèmes et former le personnel pour parvenir au développement durable des ressources minérales, l'élément clé du progrès économique de la Mongolie, et établir des systèmes pour assurer la bonne

Programmes de la JICA en Asie de l'Est (exercice 2013)

Asie de l'Est
Total : **41 521**
(Unité : millions JPY)



La carte montre la répartition par pays du montant des programmes d'aide de la JICA dans la région - coopération technique (formation, experts, missions d'études, fourniture d'équipements, JOCV et autres volontaires, autres dépenses), prêts (décaissements) et dons (nouveaux accords de dons) durant l'exercice 2013. Remarques : Les pourcentages entre parenthèses représentent la part de chaque pays dans le montant total de l'aide de la JICA dans la région. Les montants indiqués ne prennent pas en compte la coopération couvrant plusieurs pays et/ou régions, ou pour des organisations internationales.

gestion des revenus issus des ressources naturelles.

(2) Soutien à une croissance inclusive : Créer des emplois en priorité dans les PME et les micro entreprises pour diversifier les activités industrielles, et améliorer les services sociaux de base.

(3) Renforcement des capacités et des fonctions d'Oulan-Bator comme pôle urbain : Améliorer les infrastructures de la ville, et mettre à niveau les capacités d'urbanisation et de gestion [→ voir l'étude de cas page 72].

Les principaux projets mis en œuvre dans la région pour répondre aux enjeux prioritaires sont les suivants :

Projet de construction du nouvel aéroport international d'Oulan-Bator : La construction d'un nouvel aéroport à Oulan-Bator améliorera la sécurité et la fiabilité de l'accès aérien à la capitale tout en offrant une commodité accrue aux voyageurs, contribuant ainsi au développement économique de la Mongolie. La JICA assure également une coopération technique pour

l'établissement de systèmes de gestion et de maintenance efficaces en prévision de la mise en service de l'aéroport.

Projet de renforcement des capacités des entrepreneurs par le Centre Mongolie-Japon pour le développement des ressources humaines : À travers ce projet, la JICA organise des cours de perfectionnement professionnel via le Centre Mongolie-Japon pour le développement des ressources humaines, construit grâce à un don japonais, afin de former des individus qui joueront des rôles clés dans la création d'une économie de marché. Le centre propose des cours de commerce et offre une aide aux PME et aux micro entreprises. Le centre fournit également des informations utiles aux entreprises japonaises.

Étude de cas

Mongolie : Projet de développement des capacités pour lutter contre la pollution de l'air à Oulan-Bator

Aider Oulan-Bator à retrouver un air propre

La ville d'Oulan-Bator est la deuxième ville la plus polluée du monde selon une étude de l'OMS. Les habitants souffrent de cette pollution atmosphérique et il est urgent d'agir. Afin de renforcer les moyens d'Oulan-Bator pour faire face à la pollution de l'air, la JICA met en œuvre un projet de coopération technique visant à améliorer les capacités du secteur public, notamment des agences municipales et nationales, sur les aspects techniques et administratifs de la lutte contre la pollution de l'air qui exigent un haut niveau d'expertise.

La pollution de l'air de la capitale de la Mongolie, Oulan-Bator, où les températures peuvent descendre jusqu'à - 30 ou - 40 °C, a plusieurs sources, notamment la combustion de grandes quantités de charbon dans les chaudières et poêles servant au chauffage, indispensable à la vie quotidienne, ainsi que les émissions de vieilles centrales de cogénération au charbon vétustes et des automobiles.

Au début de ce projet, l'ampleur et les sources d'émission de la pollution, la manière dont ces sources affectaient la pollution atmosphérique dans son ensemble et les mesures nécessaires pour faire face à ce problème faisaient l'objet de connaissances très limitées.

Évaluation et contrôle de la pollution de l'air

C'est dans ce contexte que la JICA, à la demande du gouvernement mongol, a commencé à déployer un ensemble complet d'actions, en mars 2010, dans le

cadre d'un projet visant à résoudre ce problème. Pour promouvoir des mesures efficaces de lutte contre la pollution de l'air, la JICA a commencé par améliorer les capacités technologiques et administratives des institutions mongoles pour mesurer les émissions des principales sources de pollution, évaluer leur impact sur la qualité de l'air et réduire les émissions dans la ville.

Concrètement, la JICA a apporté une aide pour mesurer les émissions de gaz des chaudières à charbon afin d'obtenir des données fiables permettant une prise de décision rationnelle, pour le développement d'un inventaire des émissions, et pour le fonctionnement d'un modèle de simulation de dispersion atmosphérique nécessitant un haut niveau d'expertise. Ainsi, les données collectées directement par les agences mongoles ont permis progressivement au gouvernement d'avoir une image plus claire de la contribution de chaque source à la pollution et d'envisager des mesures concrètes de lutte contre



Mesure des émissions de gaz dans les cheminées.

les émissions. Ce processus a donné des résultats tangibles puisque le conseil municipal d'Oulan-Bator a approuvé la mise en œuvre de plusieurs mesures basées sur les diagnostics techniques des sources d'émissions réalisés avec l'aide de la JICA.

La JICA a également mis l'accent sur le développement des institutions et des ressources humaines. Elle a établi un système d'enregistrement des chaudières permettant au gouvernement et au secteur privé de coordonner leur action en vue de réduire les émissions, et elle a mis en place un cadre de coopération pour les agences gouvernementales, le secteur privé, les universités et les associations professionnelles qui préparent des mesures de lutte contre la pollution de l'air.

Par ailleurs, parallèlement à un strict contrôle réglementaire des sources d'émissions de la part du gouvernement, une amélioration notable de la qualité de l'air nécessitera un ensemble varié de mesures, notamment des investissements en capitaux et des améliorations technologiques parmi les acteurs privés responsables de la pollution, mais aussi l'amélioration ou le changement de carburant, notamment en délaissant le charbon brut au profit de combustibles plus propres. Enfin, les mesures d'aménagement du territoire, de développement des infrastructures et d'investissement seront cruciales, parallèlement à l'élaboration des stratégies et politiques nécessaires. Retrouver un air propre à Oulan-Bator nécessitera une mise en œuvre constante de ces mesures par la population mongole en se basant sur une approche scientifique et technologique des faits. À cette fin, la JICA continuera d'assurer une coopération visant à stimuler la capacité de la Mongolie à lutter contre la pollution de l'air.



L'une des principales sources de pollution atmosphérique : les émissions d'une centrale de cogénération d'électricité et de chauffage.

Asie centrale et Caucase

Une région aux nombreuses ressources naturelles, ouverte sur l'Asie et l'Europe et qui attire l'attention du monde

La région de l'Asie centrale et du Caucase, qui correspond à peu près au centre du continent eurasiatique, est constituée de cinq pays d'Asie centrale – le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan – et de trois pays du Caucase – l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie – qui ont obtenu leur indépendance de l'ex-Union soviétique en 1991.

Avec l'augmentation des disparités économiques dans l'ensemble de la région, parvenir à un développement équilibré en Asie centrale et dans le Caucase est un important enjeu mondial. En outre, l'Afghanistan, qui est encore instable, est situé à proximité.

Stratégies clés de l'aide Soutenir la coopération intrarégionale pour garantir un développement économique stable

Dans cette région, la JICA se concentre sur la coopération intrarégionale et la promotion de la démocratie et de l'économie de marché. Les priorités de la coopération sont : (1) les programmes pour l'amélioration des infrastructures d'électricité et de transport en Asie centrale et (2) les programmes de renforcement de l'économie de marché par la stimulation du secteur privé.

des centrales thermiques ; (2) le soutien au développement des ressources humaines et à la mise en place de systèmes propices au développement du secteur privé par la formation de ressources humaines pour les entreprises et d'autres mesures par le biais du Centre Japon-Ouzbékistan pour le développement des ressources humaines ; et (3) une coopération dans les domaines prioritaires du renforcement des associations d'usagers de l'eau et de l'amélioration de la gestion des ressources hydriques, facteurs d'augmentation des revenus dans les zones rurales, et pour l'extension et l'amélioration de la santé et l'éducation.

Tour d'horizon des pays et enjeux prioritaires

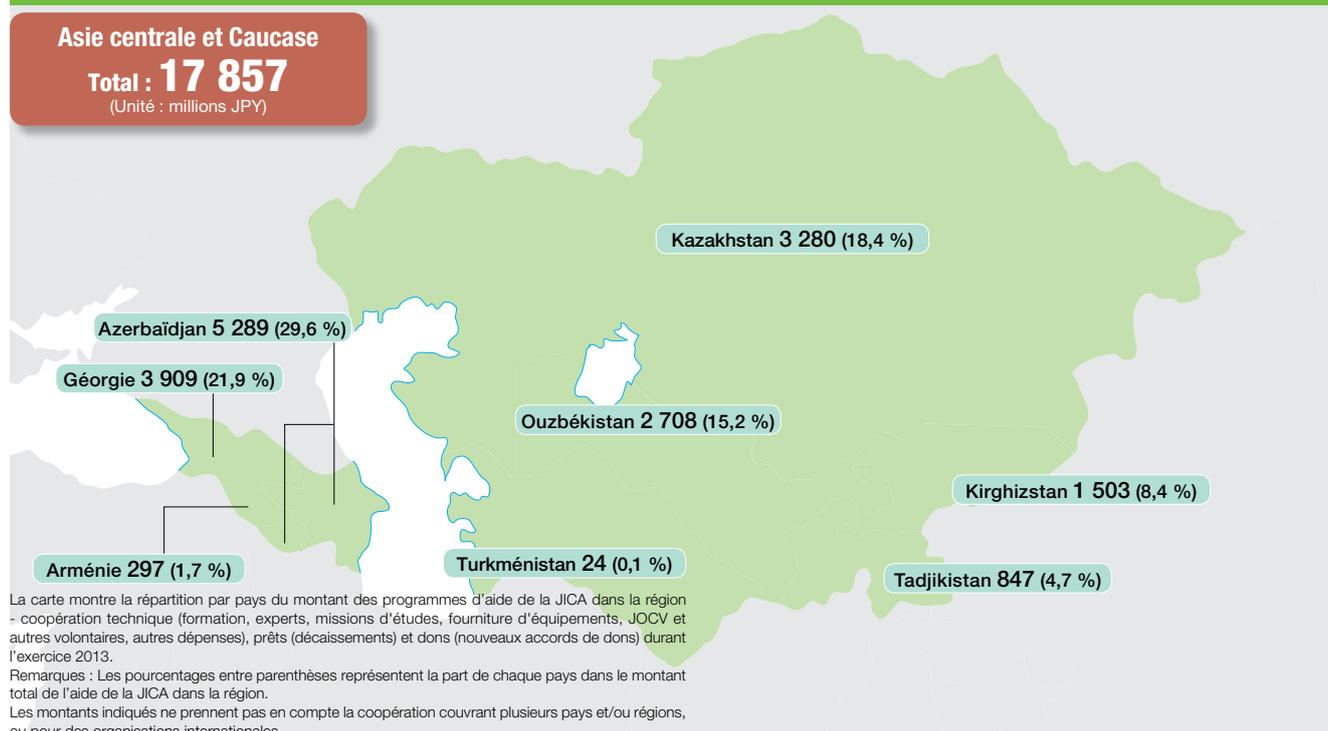
● Ouzbékistan

L'Ouzbékistan maintient une forte croissance économique soutenue par les prix élevés des ressources naturelles comme le gaz naturel et l'or. Pour garantir le développement constant et solide du pays, la JICA soutient trois secteurs : (1) l'amélioration et l'établissement de l'infrastructure économique pour le secteur de l'électricité et du transport, notamment la modernisation

● Kazakhstan

Doté de ressources naturelles abondantes, notamment des deuxièmes réserves mondiales d'uranium, le Kazakhstan cherche à modifier une structure économique dépendante des ressources naturelles et poursuit la diversification de son industrie pour atteindre une croissance économique durable et équilibrée. Le Kazakhstan jouit d'un niveau de développement

Programmes de la JICA en Asie centrale et dans le Caucase (exercice 2013)



économique élevé, et la JICA sélectionne et met en œuvre des projets où les connaissances et les technologies japonaises peuvent être mises à profit tout en cherchant à renforcer les relations d'affaires entre le Kazakhstan et le Japon. Concrètement, la JICA apporte une aide pour le développement des ressources humaines dans des domaines comme la prévention et la gestion des catastrophes, la conservation énergétique, et la gestion de la production et de la qualité.

● Tadjikistan

Pays voisin de l'Afghanistan, le Tadjikistan est situé à la frontière de l'Asie centrale et de l'Asie du Sud-Ouest. Depuis la fin de la guerre civile qui a suivi son indépendance de l'ex-Union soviétique, le pays s'efforce de parvenir à une stabilité économique et sociale tout en entreprenant des réformes structurelles. La politique de base de la JICA consiste à aider le pays à sortir de la pauvreté et à assurer une transition vers la croissance en jetant les bases d'une croissance économique durable grâce à la correction des inégalités de niveau de vie et la construction d'infrastructures. Les domaines prioritaires de la JICA comprennent (1) l'amélioration du développement rural, notamment les services sociaux fondamentaux dans la province de Khatlon, à la frontière avec l'Afghanistan, et (2) l'établissement de petites infrastructures de production d'électricité au carrefour de l'Asie centrale et de l'Asie du Sud-Ouest.

● Kirghizstan

Après son indépendance de l'ex-Union soviétique, la République kirghize a été l'un des premiers pays de la région à s'orienter activement vers l'économie de marché. Cependant, en tant que pays montagneux disposant de peu de ressources naturelles d'importance, mis à part l'or, le Kirghizstan n'a pas réussi à atteindre une croissance économique stable. L'aide de la JICA vise « le développement économique et l'éradication de la pauvreté par le renforcement de la compétitivité des exportations et la promotion des entreprises ». Dans cette optique, la JICA concentre son action sur (1) la construction des infrastructures de transport et (2) le développement de l'agriculture et des entreprises. Ainsi, la JICA soutient l'amélioration des routes et des ponts, le renforcement de la capacité d'administration et de maintenance des routes, le projet « Un village, un produit » [→ voir l'étude de cas page 99], l'élaboration des politiques agricoles et le développement des ressources humaines dans le secteur des affaires à travers le Centre Japon pour le développement des ressources humaines.

● Turkménistan

Le Turkménistan a renforcé ses liens avec les États-Unis, l'Europe et les pays voisins, et son économie a été soutenue par de grandes réserves de gaz naturel. La coopération de la JICA se concentre principalement sur l'aide au développement économique et social par des formations

Étude de cas

Tadjikistan : Étude pour la culture durable des plantes médicinales, étude préparatoire pour les activités BoP sur la culture de la réglisse

Créer des opportunités d'affaires à travers la culture de la réglisse, une plante précieuse

Les plantes constituent des ressources naturelles précieuses pour le Tadjikistan, où les réserves de pétrole et de gaz naturel sont rares. Elles peuvent même potentiellement donner naissance à un nouveau secteur industriel. La JICA apporte une aide pour la culture des plantes selon deux approches : la recherche botanique et le modèle économique.

Menacées de disparition en raison d'une cueillette excessive

En Asie centrale, le Tadjikistan a la réputation de bénéficier d'un environnement naturel riche. Les ressources hydriques abondantes favorisent la croissance d'une grande variété de plantes, notamment des plantes précieuses qui poussent à l'état sauvage. La réglisse, en particulier, est utilisée dans divers médicaments à base de plantes et elle fait l'objet d'une forte demande partout dans le monde. Mais sa valeur en tant que plante

médicinale n'étant pas reconnue au Tadjikistan, elle n'est pas cultivée à grande échelle.

Par ailleurs, plusieurs plantes précieuses, dont la réglisse, sont menacées de disparition en raison d'une cueillette excessive. La JICA soutient les recherches sur la culture des plantes au Tadjikistan depuis 2012. Un chercheur du département de pharmacie de l'Université de médecine d'Iwate a été envoyé au Tadjikistan, et une étude conjointe avec des chercheurs locaux a été menée sur les conditions de croissance et de culture de la flore



Séance d'information sur la culture de la réglisse pour un groupe d'agriculteurs.

sauvage, l'analyse des évaluations qualitatives, et les variétés recommandées de plantes comme la réglisse.

Améliorer les revenus des agriculteurs

En plus de soutenir la recherche botanique, la JICA fournit aussi une aide à une entreprise qui souhaite créer une activité BoP basée sur la culture de la réglisse.

Ce soutien à Cokey Co., Ltd., un fabricant de matériel médical, visant à créer un marché pour la culture de la réglisse tout en améliorant les revenus des agriculteurs locaux, a commencé en mars 2013. À travers le personnel de cette entreprise, la JICA apporte une aide pour la création d'un modèle économique, l'organisation des agriculteurs, la fourniture de conseils techniques et les essais de culture de la réglisse, entre autres activités. Les opportunités d'emploi et les niveaux de revenu des agriculteurs devraient s'améliorer grâce à la vente de réglisse à Cokey par un groupe d'agriculteurs qui louent des équipements agricoles spéciaux et bénéficient de conseils techniques. Le projet devrait continuer d'évoluer.



Des agricultrices récoltent de la réglisse sauvage dont les racines séchées sont utilisées pour fabriquer des médicaments.

qui permettent aux responsables gouvernementaux d'apprendre des expériences japonaises. Des formations sont assurées dans les domaines du transport, de la santé, du développement agricole et de la promotion des petites et moyennes entreprises (PME). Un accord de coopération technique a été signé entre les gouvernements du Japon et du Turkménistan en septembre 2013, et il devrait faciliter la bonne mise en œuvre des futurs projets de coopération technique.

● Azerbaïdjan

Grâce à de grandes réserves de pétrole et de gaz naturel, l'Azerbaïdjan a acquis une envergure internationale en tant que pays exportateur de ressources naturelles vers les pays voisins et l'Europe. Il n'en reste pas moins que le pays doit diversifier ses industries pour parvenir à un développement économique durable. Consciente que le renouvellement des infrastructures économiques et sociales et le développement des ressources humaines en appui au développement industriel sont indispensables au maintien de la croissance économique, la JICA apporte une aide pour la construction d'une centrale énergétique près de la capitale, Bakou ; pour la construction de systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans les villes provinciales ; et pour la formation destinée au renforcement des services publics.

● Arménie

Point de passage entre l'Asie centrale, la région de la mer Caspienne et l'Europe, l'Arménie a entamé un processus actif de démocratisation et de transition vers une économie de marché, depuis son indépendance de l'ex-Union soviétique. Étant donné le délabrement des infrastructures construites durant l'ère soviétique et le fait que le pays se trouve dans une zone sismique, l'Arménie doit développer ses infrastructures et renforcer ses mesures de réduction des catastrophes. Ainsi, la JICA concentre son aide sur les infrastructures économiques, le développement rural et le renforcement des mesures de prévention des catastrophes, en s'appuyant sur une politique de base visant à parvenir à une croissance économique équilibrée et durable en Arménie [→ voir l'étude de cas ci-dessous].

● Géorgie

Située au carrefour de l'Asie et de l'Europe, la Géorgie acquiert une importance accrue comme pays de transit pour l'exportation du pétrole et du gaz de la mer Caspienne vers l'Europe. Les problèmes de la Géorgie sont donc centrés sur les moyens de tirer parti de sa position géostratégique pour développer le secteur du commerce et du transport et encourager les exportations. La JICA accorde la priorité à la construction des infrastructures économiques et sociales et au développement des ressources humaines comme bases du développement économique.

Étude de cas **Arménie : Projet d'évaluation et de planification de la gestion du risque sismique**

Utiliser la technologie japonaise pour contribuer à la réduction des dégâts dus aux séismes dans la capitale

L'Arménie est un pays montagneux à risque sismique élevé qui a subi les dégâts de tremblements de terre répétés. La JICA assure une coopération pour la réduction des dommages causés par les séismes dans la capitale, Erevan, où réside un tiers de la population nationale, en mobilisant les connaissances et les technologies acquises par le Japon à travers les différents séismes qu'il a connus.

Une administration de la prévention des catastrophes basée sur l'évaluation du risque

La bonne évaluation des catastrophes est une étape fondamentale pour la prévention et la réduction des dommages sismiques. Avec le ministère des Situations d'urgence et le Bureau national d'études pour la protection sismique, la JICA a évalué les risques sismiques et analysé l'échelle des tremblements de terre en se basant sur l'étude des failles actives, l'état des

sols et les caractéristiques géologiques d'Erevan. Une carte des risques sismiques a ensuite été établie en se basant sur une estimation des dommages en termes de vies humaines, de bâtiments et d'infrastructures. Ces différents scénarios ont été utilisés pour élaborer un plan de gestion du risque pour la ville d'Erevan. Il se décompose en trois étapes : prévention des catastrophes, mesures d'urgence, et restauration et reconstruction.

Parallèlement à l'établissement du plan, la JICA s'est attachée à renforcer la sensibilisation des habitants par une éducation aux catastrophes, afin que les personnes puissent évacuer en bon ordre en cas de catastrophe. Ces mesures se sont inspirées des enseignements tirés du grand séisme de l'est du Japon.

La JICA a également participé à la mise en place d'un système permettant à la population de comprendre et de réduire les risques en agissant de manière appropriée au moment de la catastrophe. Cela a abouti à l'installation du système d'affichage direct de la distribution de l'intensité sismique aux services



Des débats animés ont eu lieu lors des réunions hebdomadaires des principaux acteurs du projet.

de secours arméniens du ministère des Situations d'urgence, conçu pour communiquer rapidement les informations relatives aux catastrophes aux agences concernées en cas de séisme. Cette solution visible promeut le partage et l'utilisation d'informations sur les séismes et elle devrait encourager la coopération pour la prévention des catastrophes entre le gouvernement arménien et les agences concernées.

Début de la coopération pour la gestion des glissements de terrain

Lors de l'exercice 2014, le projet de coopération technique pour la gestion des glissements de terrain en République d'Arménie, portant sur l'ensemble du territoire national, a été lancé. De nombreux glissements de terrain se produisent dans ce pays montagneux. Le projet prévoit la création et la diffusion d'un plan de gestion complet et de plusieurs lignes directrices sur les glissements de terrain, ainsi que l'élaboration des lois et règlements pour la mise en œuvre des mesures nécessaires. La JICA poursuivra ses efforts de prévention des catastrophes en Arménie en tirant parti des technologies et du savoir-faire japonais dans ce domaine.



La technique de surveillance dans les tranchées, permettant d'étudier les failles actives, est transférée aux membres du Bureau national d'études pour la protection sismique.



Inde : La station de métro Kashmere Gate, à Delhi, construite grâce à un prêt d'APD, fourmille constamment de passagers. (Photo : Shinichi Kuno)

Message du directeur général

Le réveil de l'Asie du Sud et son immense potentiel



Toru Arai Directeur général Département de l'Asie du Sud

Près d'1,3 milliard de personnes dans le monde vivent avec moins de 1,25 USD par jour, et une grande partie d'entre elles, 500 millions, vit en Asie du Sud. Pour réduire la proportion de pauvres, il est important d'encourager la croissance économique et d'intensifier les efforts de réduction de la pauvreté. Pour le Japon, l'Asie du Sud est à la fois géographiquement et psychologiquement plus éloignée que l'Asie du Sud-Est, mais la jeunesse de sa population et sa main-d'œuvre abondante en font une région attractive. La JICA mène diverses actions visant à optimiser ce potentiel, notamment par un soutien à la dynamisation des activités économiques du secteur privé.

En Asie du Sud, pour accélérer la croissance économique et la réduction de la pauvreté, les initiatives de la JICA se concentrent sur le renforcement de la gouvernance, l'amélioration de l'accès aux services sociaux tels que l'éducation et les soins de santé, et sur le développement de divers types d'infrastructures.

Pour faire face au grand défi que représente la création d'emplois pour une jeunesse nombreuse, la JICA estime qu'il est nécessaire de stimuler des activités économiques aptes à attirer les investissements étrangers, notamment ceux du Japon.

En Inde par exemple, la construction d'un corridor dédié au fret a commencé avec un prêt d'APD ; il apportera un soutien logistique pour la concrétisation du concept de corridor industriel Delhi-Mumbai. Une étude est menée dans la zone située entre Chennai et Bangalore, au sud de l'Inde, une région qui affiche une forte croissance économique, en vue de la réalisation d'un autre projet de corridor industriel.

Au Sri Lanka, une aide renforcée est fournie pour le développement global du secteur des transports dans la zone métropolitaine de la capitale, ainsi que pour le secteur de l'énergie électrique.

Par rapport à l'Asie du Sud-Est, l'Asie du Sud effectue

moins de transactions économiques intrarégionales. La JICA a commencé en 2013 une étude sur les possibilités de coopération transfrontalière, notamment en améliorant sa compréhension de la formation de la chaîne d'approvisionnement. La JICA estime que la dynamisation des activités économiques du secteur privé, à travers des initiatives telles que le développement de corridors industriels transfrontaliers, plus particulièrement entre l'Inde et le Bangladesh, bénéficiera aux économies des pays concernés, aux pays voisins, mais aussi au Japon.

Simultanément, la JICA poursuivra son aide dans des domaines tels que l'éducation et la santé, en prêtant une attention particulière aux populations pauvres. De nombreux projets de coopération dans ces domaines bénéficient aux femmes. La formulation et la mise en œuvre de projets se concentrant sur les problèmes liés au genre seront renforcées lors de l'exercice 2014.

Enfin, en Afghanistan, où 12 années se sont écoulées depuis la reprise de l'aide en 2002, on constate une augmentation modérée mais stable des revenus malgré l'instabilité de la situation. La JICA continuera de participer à la reconstruction de l'Afghanistan à travers diverses actions tout en étant extrêmement vigilante aux mesures de sécurité.

Asie du Sud

Coopération pour une croissance à long terme intégrant la diversité de la région

L'Asie du Sud, qui comprend l'Inde, le Bhoutan, l'Afghanistan, le Pakistan, le Sri Lanka, les Maldives, le Bangladesh et le Népal, est à peu près aussi étendue que l'Europe pour une population d'1,6 milliard d'habitants représentant un quart de la population mondiale. Située au centre des voies maritimes reliant l'Asie de l'Est et du Sud-Est d'une part et le Moyen-Orient et l'Afrique d'autre part, la région jouit d'une position géopolitique et stratégique clé et elle est une plateforme d'échanges économiques avec les autres régions. Les pays de la région présentent une grande diversité religieuse, ethnique, culturelle et linguistique. C'est aussi une région en proie à l'instabilité, notamment à cause des disparités de revenu et des conflits.

Il est vital pour l'ensemble du continent asiatique, notamment le Japon, d'assurer la stabilité économique et sociale ainsi que les progrès en Asie du Sud. La JICA déploie une coopération variée et adaptée aux besoins de chaque pays et elle entend relever les défis transrégionaux et transnationaux.

Stratégies clés de l'aide

• Soutien à la croissance durable et à la dynamisation de l'économie du secteur privé • Soutien à la consolidation de la paix et à la reconstruction • Développement inclusif et réduction de la pauvreté • Mesures environnementales et de lutte contre le changement climatique

Les programmes d'aide de la JICA en Asie du Sud s'articulent autour de quatre domaines prioritaires :

1. Soutien à la croissance durable et à la dynamisation de l'économie du secteur privé

La JICA fournit une aide aux pays émergents d'Asie du Sud bénéficiant d'une croissance économique notable qu'elle ambitionne de pérenniser par un soutien au développement des transports, à l'énergie électrique, aux systèmes d'assainissement, et à d'autres infrastructures qui forment la base de la croissance. De plus, les entreprises japonaises s'intéressent de plus en plus à l'Inde, au Bangladesh et à d'autres pays d'Asie du Sud en raison de leur croissance économique rapide. En tenant compte des stratégies de croissance du gouvernement japonais, la JICA renforce également la coopération pour promouvoir les collaborations

avec le secteur privé.

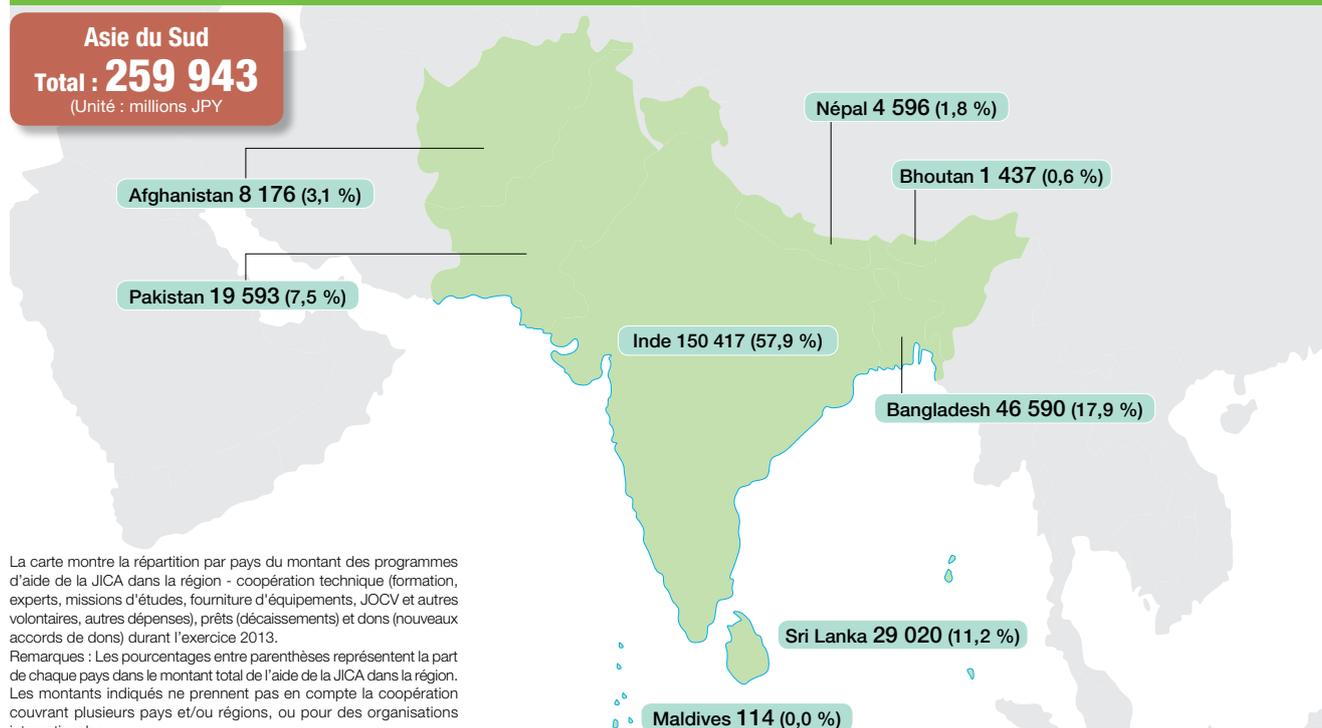
2. Soutien à la consolidation de la paix et à la reconstruction

La JICA contribue à la paix et à la stabilité à différents niveaux dans la région de l'Asie du Sud. Des programmes sont en cours en Afghanistan et au Pakistan, ainsi qu'au Sri Lanka qui passe du stade de la reconstruction à celui du développement après 30 années de conflit interne qui ont pris fin en mai 2009. La JICA est également active au Népal, qui établit actuellement un gouvernement en vertu d'une nouvelle constitution.

3. Développement inclusif et réduction de la pauvreté

La pauvreté est un problème commun à tous les pays d'Asie du Sud.

Programmes de la JICA en Asie du Sud (exercice 2013)



La carte montre la répartition par pays du montant des programmes d'aide de la JICA dans la région - coopération technique (formation, experts, missions d'études, fourniture d'équipements, JOCV et autres volontaires, autres dépenses), prêts (décaissements) et dons (nouveaux accords de dons) durant l'exercice 2013.

Remarques : Les pourcentages entre parenthèses représentent la part de chaque pays dans le montant total de l'aide de la JICA dans la région. Les montants indiqués ne prennent pas en compte la coopération couvrant plusieurs pays et/ou régions, ou pour des organisations internationales.

La région compte près de 500 millions de pauvres, soit plus qu'en Afrique subsaharienne. Les inégalités entre les sexes restent un problème sérieux dans la région et certains pays d'Asie du Sud risquent de ne pas atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). La JICA prend en compte les segments sociaux vulnérables et démunis de population lorsqu'elle planifie son aide pour mettre en place les infrastructures formant la base de la croissance économique et pour la santé, l'éducation, l'agriculture, le développement rural et d'autres domaines. L'Agence redouble d'efforts pour encourager un développement inclusif et, à travers ces activités, réduire de manière constante le nombre de pauvres dans la région. La JICA déploie également une aide sur les questions de genre, notamment pour améliorer le statut ou l'autonomisation sociale des femmes.

4. Mesures environnementales et de lutte contre le changement climatique

Le Pakistan, le Sri Lanka, le Bangladesh et d'autres pays d'Asie du Sud sont fortement vulnérables aux cyclones, inondations, séismes et autres désastres causés par le changement climatique et les catastrophes naturelles. De plus, l'Asie du Sud est fondamentale au regard de la préservation de la biodiversité au niveau mondial. C'est pourquoi la coopération de la JICA porte sur les mesures environnementales et de lutte contre le changement climatique.

Tour d'horizon des pays et enjeux prioritaires

● Inde

Avec une population qui a dépassé la barre des 1,2 milliard d'habitants en 2010 et un PIB à parité de pouvoir d'achat au troisième rang mondial depuis trois ans, l'Inde est devenue un acteur incontournable sur la scène internationale. Les relations entre le Japon et l'Inde se sont progressivement renforcées, comme en témoignent la visite de l'empereur et de l'impératrice du Japon en Inde en novembre

et décembre 2013, ainsi que le sommet Japon-Inde, qui a eu lieu à New Delhi et Tokyo en janvier et septembre 2014, respectivement.

Pour parvenir au taux de croissance annuel de 8 % pendant le 12^e plan quinquennal (2012-2017), le gouvernement de l'Inde estime à 1 000 milliards USD le montant des investissements nécessaires au développement des infrastructures qui serviront de base à l'industrie. Dans cette optique, des projets conjoints entre l'Inde et le Japon, tels que le corridor industriel Delhi-Mumbai¹ ou le corridor industriel Chennai-Bangalore², ont été promus, ainsi que d'autres projets individuels dans le secteur des transports et de l'électricité.

En dépit d'une croissance impressionnante, 400 millions de personnes, soit 32,7 % de la population en 2010, vivent avec moins de 1,25 USD par jour. L'Inde est le pays ayant la population pauvre la plus importante du monde. Lors de l'exercice 2013, la JICA a signé un accord de don pour le « projet d'amélioration de l'institut pour la santé infantile et de l'hôpital pour enfants d'Egmore, Chennai, Tamil Nadu, en Inde », pour s'attaquer au problème urgent de l'amélioration de la qualité des services sanitaires et sociaux pour les personnes disposant de faibles revenus.

Parallèlement à sa croissance économique, l'Inde a fait la preuve de son importance en tant que centre vital des chaînes d'approvisionnement en Asie du Sud, une situation qui impose d'assurer la connectivité avec les pays d'Asie du Sud-Est à un moment où l'Inde renforce son interdépendance économique avec cette région. L'« enquête de collecte de données sur la coopération transfrontalière en Asie du Sud » constitue un exemple de renforcement de la coopération entre le Japon et l'Inde. À travers cette enquête, la JICA a étudié les infrastructures logistiques et de transport dans les zones frontalières en Inde.

1. Projet de développement régional conjoint entre le Japon et l'Inde visant à construire un corridor dédié au fret entre Delhi et Mumbai, par un prêt japonais d'APD, et à développer les infrastructures telles que les parcs industriels, les bases logistiques, les centrales énergétiques, les routes, les ports, les résidences et les installations commerciales le long des voies ferrées, principalement par des investissements privés.
2. Projet conjoint entre le Japon et l'Inde visant à établir un plan global de développement régional dans la zone en pleine expansion située entre Chennai et Bangalore, pour prendre la suite du corridor industriel Delhi-Mumbai.

Étude de cas

Inde : Programme de promotion des investissements dans l'État du Tamil Nadu

Améliorer le climat de l'investissement afin de promouvoir les apports directs des investisseurs étrangers, notamment des entreprises japonaises

En Inde, pays peuplé de plus d'1,2 milliard d'habitants qui connaît une croissance économique rapide, la JICA soutient un développement économique constant par une amélioration du climat de l'investissement en se basant sur les demandes des entreprises japonaises.

Un prêt d'APD en appui aux politiques

L'Inde revêt une importance fondamentale pour le Japon. De fait, son PIB à parité de pouvoir d'achat a déjà dépassé celui du Japon, et l'Inde est aujourd'hui la troisième puissance économique mondiale. Le nombre d'entreprises japonaises implantées en Inde et plus particulièrement dans l'État du Tamil Nadu, au sud du pays, progresse rapidement grâce aux avantages qu'offre cet État, notamment sa position par rapport aux voies maritimes vers la région de l'Asie du Sud-Est, une main-d'œuvre nombreuse et des politiques constantes visant à attirer les investisseurs étrangers.

Mais le sous-développement des infrastructures aptes à accueillir ces investissements reste

problématique. Le rapport de la Banque mondiale « Doing Business 2013 », mesurant les réglementations favorables et défavorables de l'activité commerciale, place le pays au 132^e rang sur 185 ; soit à un niveau inférieur à celui de l'ensemble de ses voisins en Asie du Sud. Les entreprises japonaises implantées dans l'État du Tamil Nadu envoient chaque année au gouvernement local des suggestions pour l'amélioration des infrastructures, notamment des règlements relatifs aux investissements, des routes, ainsi que des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

C'est dans ce contexte que la JICA a signé en novembre 2013 un accord de prêt d'APD avec le gouvernement indien pour le programme de promotion



Une réunion du Comité de surveillance du programme de promotion des investissements dans l'État du Tamil Nadu.

des investissements dans l'État du Tamil Nadu. Il s'agit d'un prêt-programme dont les décaissements varient en fonction des efforts mis en œuvre par l'État du Tamil Nadu pour améliorer le climat de l'investissement, notamment au niveau des institutions et des infrastructures qui font l'objet d'une forte demande des investisseurs étrangers, y compris des entreprises japonaises.

Avec le gouvernement du Tamil Nadu, la JICA encourage l'amélioration du climat de l'investissement et le développement des infrastructures par une surveillance périodique conjointe de l'état de mise en œuvre des politiques.

● Bhoutan

Le Bhoutan est un pays enclavé avec une population d'environ 700 000 habitants situé sur le versant oriental de la chaîne himalayenne. Le pays est connu pour son attachement au concept de bonheur national brut (BNB). Ce concept vise la création d'une société qui ne valorise pas uniquement la croissance économique, mais aussi le bien-être de sa population. De 2008 à 2012, le taux de croissance du PIB du Bhoutan s'est situé à un niveau moyen de 8 %. Ce niveau élevé de croissance se basait sur une forte production d'hydroélectricité alimentée par les ressources hydriques abondantes du pays. Par ailleurs, plusieurs défis sont apparus ces dernières années, notamment des problèmes d'environnement urbain liés à l'urbanisation rapide, la création d'emplois, les disparités régionales et la vulnérabilité des bases économiques.

En se fondant sur les domaines prioritaires du gouvernement du Bhoutan, le programme d'aide de la JICA s'articule autour de quatre secteurs. (1) développement agricole et rural, (2) développement de l'infrastructure économique, (3) développement social, et (4) renforcement de la gouvernance.

● Afghanistan

Pour ses opérations en Afghanistan, la JICA réalise des projets qui contribuent à la croissance économique, notamment à la création d'emplois et à stabiliser les conditions de vie de la population tout en prenant des mesures de sécurité maximales compte tenu de la situation sécuritaire instable. En collaborant étroitement avec le gouvernement afghan, la JICA apporte une aide dans deux domaines prioritaires : le développement des infrastructures, principalement dans la zone métropolitaine de Kaboul ; et le développement agricole et rural.

Dans la zone métropolitaine de Kaboul, le développement des infrastructures sociales et économiques, notamment les routes et l'électricité, la construction d'une nouvelle ville dans le district de Dehsabz, et le redéveloppement de Kaboul ont été menés à bien, et la formulation d'autres projets portant notamment sur des autoroutes, les ressources hydriques et d'autres infrastructures, est en cours.

Pour le développement agricole et rural, la JICA déploie une aide destinée au renforcement des fonctions et des capacités administratives, au développement des ressources humaines, au développement et à la gestion des ressources hydriques, et à l'amélioration de la productivité agricole, entre autres activités.

Par ailleurs, la JICA met en œuvre le projet de promotion et d'amélioration de la capacité de l'Afghanistan à atteindre un développement efficace (PEACE). Le projet permet à près de 500 participants d'aller étudier dans des établissements d'enseignement supérieur japonais pour développer des ressources humaines à moyen et long terme dans des domaines prioritaires tels que le développement des infrastructures et de l'agriculture. La JICA collabore également étroitement avec des organisations internationales comme le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) et des ONG internationales comme la Fondation Aga Khan afin d'apporter une aide dans les zones difficiles à atteindre.

● Pakistan

Le Pakistan est le 6^e pays le plus peuplé au monde avec environ 180 millions d'habitants. Depuis les attaques terroristes du 11 septembre 2001, le rôle du Pakistan pour le maintien de la paix, notamment en Afghanistan, a été mis en avant. Ainsi, la communauté internationale estime que le développement stable et durable du pays est fondamental. Sa main-d'œuvre abondante pourrait être une force motrice de la croissance économique et le Pakistan dispose d'un grand potentiel en tant que marché économique émergent. Cependant, la croissance économique a été ralentie ces dernières années à cause de la situation politique et sécuritaire instable ainsi que de facteurs macroéconomiques défavorables. De plus, le pays doit faire face à divers problèmes de développement, notamment l'importante proportion de pauvres dans la population, près d'un Pakistanais sur quatre.

Par conséquent, l'aide de la JICA pour le Pakistan est centrée autour de trois thèmes : (1) améliorer l'infrastructure économique ; (2) parvenir à la sécurité humaine et améliorer l'infrastructure sociale ; et (3) assurer la stabilisation et le développement équilibré des zones frontalières entre

Étude de cas

Pakistan : Projet de promotion d'une production de fruits à valeur ajoutée à Gilgit-Baltistan

Valoriser la production de fruits à travers les relations Pakistan-Japon

La JICA soutient la vente et la valorisation de fruits, notamment d'abricots, pour atténuer la pauvreté dans les zones rurales du Pakistan.

Des produits vendus dans des grandes enseignes japonaises

Dans la région de Gilgit-Baltistan, située au nord du Pakistan et entourée de montagnes de plus de 7 000 mètres, l'horticulture, facilitée par les eaux de fonte et la douceur du climat, est très répandue. Cependant, à cause du manque d'expertise, notamment en matière de transformation et de commercialisation, une grande partie des récoltes est perdue ou vendue à bas prix sur les marchés locaux. La valorisation de ces fruits peut atténuer la pauvreté des ménages ruraux.

Pour le projet de promotion d'une production de fruits à valeur ajoutée à Gilgit-Baltistan, la JICA a choisi les abricots et les pommes comme produits

cibles pour leur fort potentiel de valorisation en se basant sur des recherches menées au préalable, et elle fournit des conseils techniques sur la culture, la sélection, la dessiccation, ou encore sur l'emballage, le développement de marché et l'image de marque.

Les résultats concrets de cette coopération sont visibles les uns après les autres, et se traduisent par des augmentations de revenus pour les agriculteurs. Les ventes tests de pommes dont le processus de sélection et d'emballage a été amélioré ont permis de quasiment doubler les prix sur les marchés de fruits et légumes d'Islamabad. Par ailleurs, les abricots séchés préparés avec des méthodes de récolte et de transformation



Un prototype de dessiccateur d'abricots fabriqué avec des matériaux locaux. Des améliorations sont apportées à ce modèle pour permettre aux agriculteurs de produire des abricots secs, propres et beaux, en peu de temps dans leur jardin.

plus élaborées sont vendus non seulement sur les marchés pakistanais, mais également dans des grandes surfaces et des magasins biologiques au Japon. Les prix ont parfois doublé par rapport à une période récente.

À travers ce projet, les relations Pakistan-Japon ont permis d'améliorer la productivité, de valoriser les produits horticoles et de réduire la pauvreté des ménages ruraux au Pakistan.

le Pakistan et l'Afghanistan. La JICA s'attache en priorité à remédier à la pénurie d'énergie qui entrave l'activité économique et à permettre à l'industrie manufacturière nationale de fabriquer des produits à valeur ajoutée. Dans d'autres domaines, la JICA renforce les mesures de lutte contre la poliomyélite et les programmes d'immunisation en combinant la coopération technique et les dons dans un seul programme. L'Agence construit également des infrastructures et établit des cadres pour les systèmes d'approvisionnement en eau et d'égout dans les zones urbaines. En outre, en tirant parti de l'expérience du Japon, l'un des pays les plus exposés aux catastrophes, la JICA a aidé le Pakistan à élaborer son plan national de gestion des catastrophes et elle déploie une aide pour le mettre en œuvre rapidement.

● Sri Lanka

Au Sri Lanka, près de 20 millions de personnes vivent sur une superficie correspondant à peu près à 80 % de l'île japonaise d'Hokkaido. En 2009, au terme d'un conflit de 30 ans, la reconstruction post-conflit est devenue le moteur de la croissance économique. Le Sri Lanka maintient un taux de croissance du PIB réel élevé de 7,3 %, et son RNB par habitant a atteint 2 920 USD en 2012 ; le classant au rang des pays à revenu intermédiaire.

Le gouvernement du Sri Lanka, qui a pour ambition de promouvoir simultanément le développement économique et la reconstruction, s'est fixé pour objectif d'atteindre un RNB par habitant de 4 000 USD d'ici 2016. À cette fin, le gouvernement prévoit d'augmenter les investissements du secteur privé en améliorant les infrastructures, notamment de transport et d'électricité. Le gouvernement met également en œuvre des mesures pour atténuer les disparités de revenu entre les zones urbaines et rurales.

En se basant sur les besoins de développement du Sri Lanka pour décongestionner le trafic routier croissant dans la capitale, Colombo, la JICA a signé un accord de prêt d'APD pour le projet de construction d'un nouveau pont sur la rivière Kelani, lors de l'exercice 2013. La

JICA participe au renforcement du réseau de transport pour la région métropolitaine de Colombo à travers la formulation d'un schéma directeur sur les transports urbains et l'introduction d'un système de contrôle du trafic autoroutier. D'autres projets portent sur l'amélioration des systèmes d'approvisionnement en électricité, en eau et d'assainissement ; la gestion des catastrophes ; et sur le renforcement de la productivité agricole par l'amélioration de la chaîne d'approvisionnement des semences de légumes dans les zones rurales.

● Maldives

Archipel constitué de 1 190 petites îles, les Maldives ont une population de seulement 340 000 habitants (en 2012). C'est pourquoi il est difficile de mener des programmes complets de développement social. L'économie est basée sur les secteurs du tourisme et de la pêche, qui représentent ensemble près de 40 % du PIB national, ce qui la rend très vulnérable aux chocs externes.

En prenant en compte la situation particulière des Maldives, la JICA déploie une coopération dans des domaines qui contribuent au développement socioéconomique ainsi qu'à la stabilité et à l'amélioration de la vie de la population (notamment l'adaptation au changement climatique). Les volontaires de la JICA apportent une aide dans des domaines tels que l'éducation et le développement des jeunes. En outre, la JICA assure une aide pour l'installation de systèmes d'énergie propre.

● Bangladesh

Avec 150 millions d'habitants, le Bangladesh a la huitième population du monde et grâce au développement des industries du textile et du vêtement, le pays a réussi à maintenir un taux de croissance économique moyen de 6 % au cours des dix dernières années. Fort de sa réserve abondante de main-d'œuvre à bas coût et du nombre important de consommateurs potentiels, le Bangladesh est depuis peu considéré comme un marché prometteur et une destination privilégiée pour les investissements.

Étude de cas

Sri Lanka : Programme de gestion du changement climatique et des catastrophes

Utiliser les connaissances et l'expérience du Japon en matière de prévention des catastrophes

Le Sri Lanka est sous la menace constante des catastrophes naturelles, telles que les inondations et les glissements de terrain, qui occasionnent des coûts matériels et humains colossaux. Par ailleurs, les dépenses liées à la restauration et à la reconstruction après les catastrophes imposent un lourd fardeau à l'économie. Afin que le pays devienne résilient aux catastrophes, la JICA s'emploie à construire des systèmes de prévention et à soutenir le renforcement des capacités de gestion des catastrophes.

Soutenir le renforcement des capacités de gestion des catastrophes

Plus de 30 000 personnes ont été tuées au Sri Lanka par le tsunami qui a frappé l'océan Indien, après le séisme de Sumatra-Andaman de décembre 2004. En 2005, avec la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement, la JICA a mené une étude conjointe d'évaluation des besoins afin d'évaluer les premiers besoins des communautés affectées par un tsunami pour la reconstruction et le rétablissement de moyen à long terme après la période des secours. Depuis 2011, la JICA met en œuvre le projet de réhabilitation d'urgence en cas de catastrophe naturelle afin de reconstruire les infrastructures lourdement endommagées par les inondations, telles

que les routes et les installations d'irrigation.

Auparavant, le gouvernement du Sri Lanka se concentrait plus spécifiquement sur le rétablissement, mais après les épreuves imposées par le tsunami de l'océan Indien, il a cherché à développer sa capacité de prévention des catastrophes. Le gouvernement a adopté en mai 2005 une loi sur la gestion des catastrophes qui prévoit un cadre juridique complet couvrant la prévention, le rétablissement et la réhabilitation (notamment les secours d'urgence, la restauration et la reconstruction), pour face aux catastrophes naturelles et au changement climatique.

Les connaissances et expériences du Japon en matière de gestion des catastrophes ont été utilisées afin de préparer les mesures de prévention



Formation aux évacuations en cas de tsunami menée dans le cadre du projet.

au Sri Lanka. Avec le projet de renforcement des capacités de gestion des catastrophes adaptable au changement climatique (2010-2013), la JICA a aidé le gouvernement du Sri Lanka à établir des modèles de prévention des catastrophes auprès des autorités gouvernementales concernées, et elle a planifié des mesures visant à renforcer les capacités de gestion des catastrophes de moyen à long terme.

Parallèlement à la coopération technique pour les mesures de lutte contre les glissements de terrain et à l'amélioration des systèmes d'observation météorologique, de prévision et d'alerte, la JICA continuera de renforcer les capacités de gestion des catastrophes du Sri Lanka à travers le projet de prêt d'APD pour la protection du réseau routier national contre les glissements de terrain.

Cependant, les infrastructures de base du pays sont totalement inadaptées, notamment dans les domaines des transports, de l'électricité, des systèmes d'approvisionnement en eau et d'égout, ce qui entrave le développement. Le Bangladesh est également fortement exposé aux catastrophes naturelles comme les cyclones, les inondations et les séismes. La réduction de la pauvreté est un défi colossal, car c'est un phénomène qui touche un tiers de la population, soit près de 50 millions de personnes.

La JICA apporte une aide pour accélérer la croissance économique et surmonter les vulnérabilités de la société. L'objectif final de l'aide de la JICA est de parvenir à une croissance économique durable et de faire reculer la pauvreté au Bangladesh.

En ce qui concerne la croissance économique, la JICA poursuit une coopération pour la construction d'infrastructures, notamment d'électricité et de transport. L'aide de la JICA comprend le développement d'un réseau ferroviaire urbain afin de réduire les embouteillages chroniques dans la capitale, Dhaka, la mise en place d'un système de transport entre Dhaka et Chittagong et le développement de centrales électriques. Durant l'exercice 2013, la JICA a signé un accord de don pour le projet d'amélioration des systèmes de sûreté et de sécurité aéroportuaires et elle contribue au renforcement de la sécurité des transports aériens.

Afin de surmonter les vulnérabilités de la société bangladaise, la JICA offre une aide pour renforcer les capacités du pays face aux catastrophes naturelles telles que les cyclones, les séismes et les inondations. En plus de ces mesures, la JICA poursuit ses efforts pour améliorer l'éducation de base et les soins de santé maternelle et infantile. De plus, la JICA soutient la construction d'infrastructures dans les zones rurales délaissées, le développement des ressources humaines dans la fonction publique, le renforcement de la gouvernance dans les administrations locales et les mesures de lutte contre la corruption.

● Népal

Dépourvu d'accès à la mer, coincé entre les deux géants asiatiques

que sont la Chine et l'Inde, le Népal est l'un des pays les plus pauvres d'Asie du Sud. Sa géographie et son climat sont très variés, le pays étant situé dans l'Himalaya, qui culmine à 8 000 mètres au nord, et dans des plaines dont l'altitude ne dépasse pas 60 mètres au sud.

La guerre civile, déclarée officiellement en 1996 par le parti communiste du Népal (maoïste), a duré dix ans. Depuis la signature d'un accord de paix global en novembre 2006, le processus de paix progresse de manière constante. La seconde assemblée constituante du Népal a été élue, en novembre 2013, pour élaborer une nouvelle constitution, et un nouveau gouvernement a été établi. Plusieurs conférences économiques ont été organisées sous l'impulsion de ce nouveau gouvernement, notamment le sommet économique du Népal, et des plans ont été mis en place afin de poursuivre le développement dans des domaines à fort potentiel, tels que l'agriculture, l'hydroélectricité et le tourisme. Par contre, en plus de l'inadaptation des infrastructures et des problèmes de pauvreté, les inégalités liées au genre et à l'appartenance ethnique ainsi que d'autres problèmes de fond sont des sujets de préoccupation.

L'aide de la JICA, dont l'objectif est d'atteindre une croissance économique équitable et durable, porte sur le développement des infrastructures, la consolidation de la paix et la transition graduelle vers un état démocratique, ainsi que sur la réduction de la pauvreté dans les zones rurales. Parmi les projets d'infrastructure, la construction de la route de Sindhuli longue de 160 kilomètres, symbole de l'aide japonaise au Népal et bénéficiaire de l'aide de la JICA depuis 1996, devrait être achevée en mars 2015 [→ voir l'étude de cas ci-dessous]. L'Agence a également octroyé un prêt d'APD pour la construction d'une centrale hydroélectrique.

En ce qui concerne la démocratisation et la réduction de la pauvreté, la JICA apporte une aide pour le développement du système juridique et le renforcement des capacités de l'administration publique ainsi que pour le développement de l'agriculture, l'éducation et la santé.

Étude de cas Népal : Projet de construction de la route de Sindhuli

Fin de la construction d'une route de 160 km après 20 ans de travaux ; au-delà de ce projet, nous espérons redonner le sourire à la population

À travers la construction d'une route au Népal, la JICA contribue à la dynamisation de l'économie nationale ainsi qu'à l'amélioration des moyens de subsistance de la population qui vit le long de la route.

Fin de la construction prévue pour mars 2015

Le Népal est un pays enclavé situé entre la Chine et l'Inde. La capitale, Katmandou, étant située au centre du pays, les routes qui permettent le transport des produits agricoles de la plaine du Terai, à la frontière avec l'Inde au sud, ainsi que les importations d'Inde, forment l'infrastructure la plus importante du Népal et le pilier de son économie.

Cependant, le trafic important entre Katmandou et le Terai ne reposait que sur une seule route nationale, et le transport de marchandises était souvent interrompu par des glissements de terrain durant la saison des pluies, à cause du blocage des routes. Afin d'améliorer cette situation, la route de Sindhuli a bénéficié de travaux de rénovation grâce à un don du Japon.

La route est longue de 160 kilomètres, ce qui équivalait à la distance entre Tokyo et Shizuoka. Ce

projet de construction, commencé en 1995, a surmonté de nombreuses difficultés, notamment des glissements de terrain et des inondations causés par des pluies torrentielles ainsi que des interruptions de travaux durant des périodes de troubles publics liés à une situation politique instable provoquée par les activités des maoïstes. Aujourd'hui, on estime que la route devrait être terminée en mars 2015.

La construction de la route de Sindhuli a apporté des changements notables dans la population vivant le long de la route et dont le nombre est estimé à 1,17 million. Les réactions des riverains sont très positives. Par exemple, leurs revenus ont augmenté grâce à la rapidité du transport, par camion, des denrées alimentaires telles que les légumes, les fruits et le lait, alors qu'elles étaient auparavant transportées à pied et pouvaient être endommagées. La population est moins inquiète, car les ambulances peuvent maintenant pénétrer dans les

villages, et plus d'enfants se rendent à l'école grâce au bus.

Après ce projet de construction, un nouveau projet de promotion de l'agriculture commerciale sera bientôt lancé ; il permettra d'augmenter les revenus des personnes vivant le long de la route, et nous espérons ainsi leur redonner le sourire.



La seconde section de la route de Sindhuli serpente sur le versant pentu de la montagne. La technologie japonaise, un pays dont les reliefs sont similaires à ceux du Népal, a joué un rôle décisif. (Crédit photo : Nippon Koei Co. Ltd.)



Mexique : Parallèlement à la croissance économique, il est nécessaire de prendre en compte l'importance grandissante de l'industrie en appui au secteur manufacturier. (Photo : Kenshiro Imamura)

Message du directeur général

Unir les forces des secteurs public et privé japonais pour renforcer les résultats du développement

Takeshi Takano Directeur général Département de l'Amérique latine et des Caraïbes



L'année 2013 a vu une progression solide des partenariats entre les secteurs public et privé japonais afin d'optimiser l'impact du développement pour chacun des piliers de l'aide à l'Amérique latine et aux Caraïbes (ALC). La coupe du monde de la FIFA 2014 a attiré l'attention du Japon sur le Brésil tout en suscitant de l'intérêt pour le reste de la région. La visite officielle du premier ministre Shinzo Abe dans la région en 2014, la première visite d'un chef de gouvernement japonais depuis une décennie, témoigne d'une volonté de renforcement des liens entre le Japon et l'ALC. La JICA continuera de contribuer au développement de la région et de renforcer ses liens avec le Japon.

Au cours de l'exercice 2013, nos actions dans le domaine de l'énergie ont fortement progressé. La JICA a collaboré avec la Banque interaméricaine de développement (BID) sur des projets portant sur la production d'énergie géothermique et hydroélectrique, les énergies renouvelables ou encore la conservation énergétique, en Amérique Centrale et aux Caraïbes, dans le cadre d'un accord de cofinancement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique (CORE). En réponse aux demandes importantes dans ce domaine, le financement CORE a été porté à 1 milliard USD, le montant maximal autorisé pour les prêts d'APD de la JICA. Simultanément, il y a eu une forte progression du nombre de pays éligibles au mécanisme CORE. En novembre 2013, la JICA a signé un accord de coopération avec le Costa Rica sur la construction de plusieurs centrales géothermiques dans le cadre des projets CORE. Des études sur la production d'énergie géothermique sont en cours au Guatemala et au Nicaragua, et des projets portant sur des domaines similaires sont envisagés en Équateur et au Pérou.

La JICA apporte à l'ALC, région exposée aux catastrophes naturelles telles que les séismes, les tsunamis, les inondations et les coulées de boue, un soutien appuyé à la réduction des catastrophes et aux efforts de rétablissement. En 2013, un accord de prêt sur un crédit stand-by d'urgence pour le rétablissement urgent, un nouveau mécanisme financier de réponse aux besoins en capitaux en cas de catastrophes, a été conclu avec le Pérou.

D'autres accords similaires sont en cours de négociation avec le Salvador. Dans le domaine du développement des ressources humaines pour la réduction des catastrophes et le rétablissement, la JICA va s'associer avec des institutions chiliennes pour assurer une coopération triangulaire dans le cadre du programme de partenariat Japon-Chili.

L'ALC accuse un retard de développement des infrastructures par rapport aux facteurs sociaux résultant de la croissance économique, tels que la progression des classes moyennes, l'avènement d'une société dépendante de l'automobile et la concentration des populations dans les villes. Pour atténuer les embouteillages et la pollution atmosphérique, la JICA s'efforce de mettre à profit les technologies japonaises en matière de transports urbains et de « villes intelligentes ». Dans le domaine de l'industrie, la JICA apporte une aide à l'industrie manufacturière et au développement des ressources humaines au Mexique. Une approche similaire sera également adoptée en Amérique du Sud.

L'établissement de partenariats entre le secteur privé et les gouvernements locaux japonais est essentiel pour ces questions liées à l'industrie. En 2013, la JICA a invité au Japon des décideurs politiques issus de diverses institutions de pays partenaires pour visiter des entités privées et publiques. Les résultats obtenus par ces activités peuvent être mesurés par la meilleure compréhension que les pays partenaires ont pu acquérir des technologies et systèmes les plus récents.

Amérique Centrale et Caraïbes

Promotion d'une coopération au développement efficace

Si les pays d'Amérique Centrale et des Caraïbes¹ ont de nombreux points communs tels que la langue et la culture, leurs besoins n'en restent pas moins diversifiés en fonction de la taille et la situation socioéconomique de chacun d'entre eux.

Tout en prenant en considération le contexte unique de chaque pays ainsi que les initiatives de coopération régionale et intrarégionale pour surmonter les problèmes de développement, la JICA soutient le développement durable de la région en accordant la priorité aux trois domaines suivants : (1) le développement des infrastructures pour sortir du piège du revenu moyen² ; (2) la réponse aux problèmes mondiaux ; et (3) la réduction des disparités dans une perspective de sécurité humaine.

Stratégies clés de l'aide

Améliorer l'infrastructure économique, résoudre les problèmes mondiaux et atténuer les disparités socioéconomiques

L'Amérique Centrale a été sévèrement touchée par des conflits armés qui ont duré plus de dix ans à compter de la fin des années 1970. Avec l'arrêt des conflits et les progrès des négociations de paix dans les années 1990, la démocratie a commencé à prendre racine dans la région. Aujourd'hui, la plupart des pays d'Amérique Centrale sont parvenus à une croissance économique stable. Les Caraïbes connaissent aussi un certain niveau de croissance économique, soutenu principalement par l'industrie du tourisme et les transferts de fonds des migrants résidant aux États-Unis.

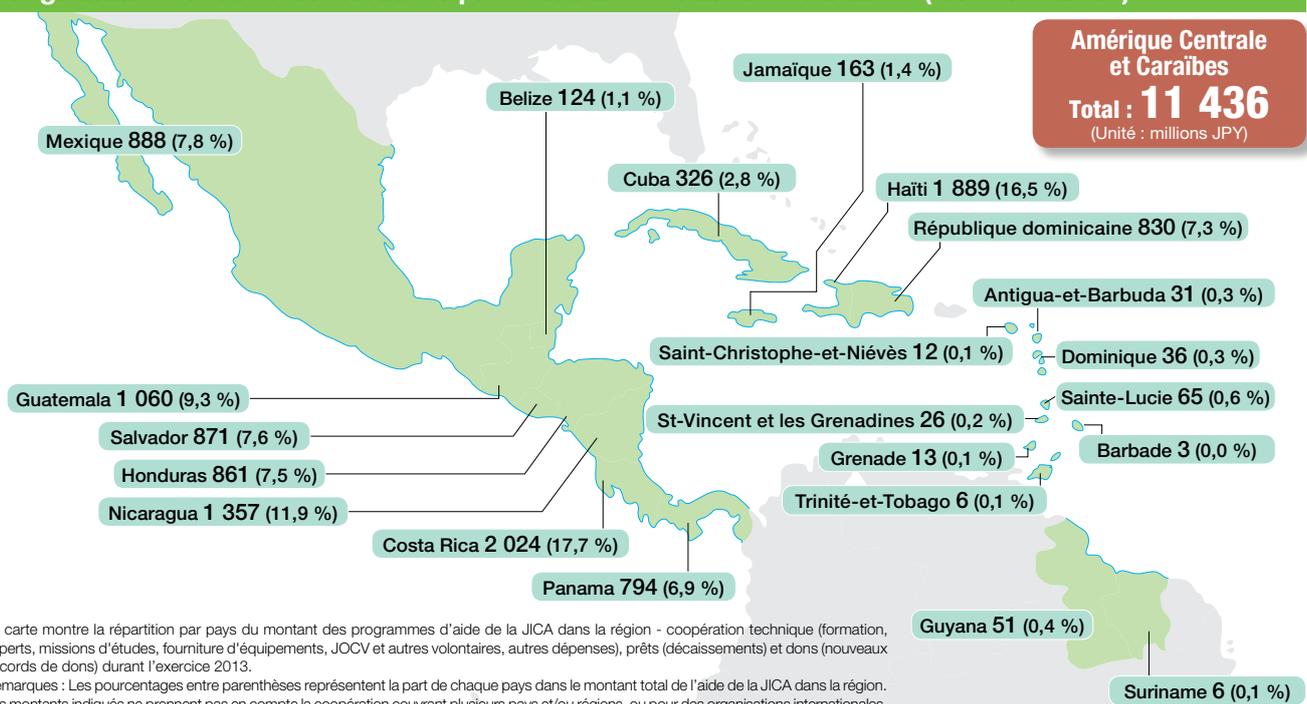
Cependant, de nombreux pays ont une structure économique vulnérable, fortement dépendante des exportations de produits de base et des transferts de fonds de l'étranger. Ces dernières années, certains pays ont dû faire face à une situation économique difficile à cause de la crise financière internationale et de l'instabilité du système d'aide de Petrocaribe, un accord de coopération énergétique mené par le Venezuela. Par ailleurs, l'Amérique Centrale et les Caraïbes font face

à de nombreux problèmes tels que les ouragans fréquents et d'autres catastrophes naturelles.

Afin de surmonter ces problèmes communs et de parvenir au développement régional, les initiatives de coopération régionale s'intensifient à travers des organisations comme le Système d'intégration de l'Amérique Centrale (SICA) et la Communauté caribéenne (CARICOM). Pour accompagner cette tendance à l'intégration régionale et à la coopération intrarégionale, la JICA travaille en partenariat avec des organisations internationales comme la Banque interaméricaine de développement (BID) et d'autres donateurs bilatéraux, afin de répondre efficacement aux problèmes de développement communs à la région, tout en s'efforçant de résoudre les problèmes régionaux et mondiaux.

1. Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Costa Rica, Cuba, Dominique, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, République dominicaine, Saint-Christophe-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Salvador, Suriname, Trinité-et-Tobago.
2. Situation dans laquelle un pays qui a surmonté la pauvreté et atteint un niveau de revenu intermédiaire perd sa compétitivité à cause, entre autres raisons, de la hausse des salaires.

Programmes de la JICA en Amérique Centrale et dans les Caraïbes (exercice 2013)



La carte montre la répartition par pays du montant des programmes d'aide de la JICA dans la région - coopération technique (formation, experts, missions d'études, fourniture d'équipements, JOCV et autres volontaires, autres dépenses), prêts (décaissements) et dons (nouveaux accords de dons) durant l'exercice 2013.
Remarques : Les pourcentages entre parenthèses représentent la part de chaque pays dans le montant total de l'aide de la JICA dans la région. Les montants indiqués ne prennent pas en compte la coopération couvrant plusieurs pays et/ou régions, ou pour des organisations internationales.

L'année 2014 marque le 20^e anniversaire du début de la consultation Japon-CARICOM et le 50^e anniversaire des relations diplomatiques du Japon avec la Jamaïque et Trinité-et-Tobago. Pour commémorer cet anniversaire, le gouvernement japonais a décrété que 2014 serait l'année de l'amitié entre le Japon et CARICOM. Les deux domaines prioritaires de la JICA étant « la gestion du risque de catastrophe et la protection de l'environnement » et « la pêche », l'Agence va promouvoir les études et les projets nécessaires pour faciliter les interactions entre le Japon et les pays des Caraïbes.

L'année 2013 a marqué le 10^e anniversaire du programme de partenariat Japon-Mexique (PPJM), qui apporte aux pays de la région l'aide conjointe des gouvernements du Mexique et du Japon. Pour célébrer cet événement, une cérémonie de commémoration et un symposium ont été organisés à Mexico en février 2014. De nombreux participants à la cérémonie venaient du Brésil et du Chili, où des programmes de partenariat similaires à ceux du Mexique ont été menés avec la JICA, ainsi que d'organisations internationales soutenant la coopération Sud-Sud. Les résultats et les enseignements tirés des projets de coopération triangulaire et Sud-Sud ont été partagés entre les participants. En collaboration avec les pays partenaires, la JICA continuera de soutenir une mise en œuvre efficace de la coopération triangulaire.

De plus, la JICA promeut une coopération triangulaire avec des pays émergents comme le Mexique, à travers le PPJM.

économiques, la JICA encourage la construction des infrastructures et le renforcement de la productivité. Cet effort prend également en considération la relation gagnant-gagnant entre l'économie japonaise et les pays partenaires à travers la création d'opportunités d'affaires.

Au Panama, la JICA contribue à la réduction des embouteillages et à l'élaboration de mesures de lutte contre le changement climatique centrées sur la pollution de l'air, tout en effectuant une étude de faisabilité sur la construction de ponts. En outre, un protocole d'accord sur une coopération technique pour le traitement des eaux usées a été signé entre la JICA et le gouvernement du Panama. Ce projet sera mis en œuvre avec la coopération de la ville de Yokohama, qui dispose d'excellentes technologies dans ce domaine. À travers l'introduction de technologies publiques et privées japonaises, le projet devrait jouer un rôle clé pour permettre au secteur privé japonais d'entrer sur le marché de l'eau au Panama.

Ces dernières années, il y a eu des besoins croissants en matière de technologies avancées à Cuba, où les investissements étrangers sont encouragés. Ainsi, la JICA encourage la coopération public-privé dans le secteur de la santé en fournissant du matériel médical équipé de technologies japonaises avancées. Parallèlement à la visite de responsables cubains au Japon, en novembre 2013, la JICA a organisé le séminaire sur les partenariats public-privé à Cuba pour les entreprises et organisations japonaises souhaitant s'implanter à Cuba afin de partager des informations sur le climat de l'investissement, la situation en matière de santé, et sur d'autres sujets. Les responsables cubains ont rencontré des acteurs du secteur des équipements médicaux au Japon et ont procédé à des échanges de vues. Cela leur a permis de mieux comprendre le système médical japonais et les stratégies de déploiement à l'étranger pour les technologies et les services, tout en se familiarisant avec les dernières technologies médicales.

Enjeux et actions prioritaires

● Amélioration de l'infrastructure économique pour sortir du piège du revenu moyen

Dans la région Amérique centrale, la croissance économique a été entravée par les guerres civiles, le faible développement des infrastructures socioéconomiques dû aux catastrophes naturelles, et par une réponse tardive à l'urbanisation rapide. Pour contribuer aux aspects matériels et immatériels du développement des infrastructures

Test d'émission de gaz dans la province de Guanacaste, au Costa Rica. La technologie japonaise dans le domaine de la géothermie devrait être mise à profit.



Étude de cas

Amérique Centrale et Caraïbes : Mécanisme de cofinancement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique (CORE)

Promotion des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique en coopération avec la Banque interaméricaine de développement

Non seulement la région de l'Amérique Centrale et des Caraïbes dépend fortement des carburants fossiles, mais les importations de combustibles pèsent fortement sur l'équilibre de la balance des paiements de nombreux pays. C'est pourquoi, en coopération avec la Banque interaméricaine de développement (BID), la JICA encourage les projets pour la promotion des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique dans ces régions.

Augmentation des montants et extension des zones cibles

En janvier 2011, un accord a été signé entre la JICA et la Banque interaméricaine de développement (BID) afin de renforcer la coopération globale, notamment pour la promotion du cofinancement et des recherches conjointes dans les domaines des énergies renouvelables et de la conservation énergétique. En mars 2012, les deux parties se sont accordées sur un cadre de mise en œuvre du cofinancement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique (CORE¹).

Pour le premier projet CORE, l'accord de prêt d'APD pour le programme national d'électrification durable et

de promotion des énergies renouvelables a été signé entre la JICA et le gouvernement du Nicaragua, en octobre 2013. Ce projet prévoit l'électrification rurale par des petites centrales hydroélectriques, ainsi que l'introduction de lampes à vapeur de sodium et de diode électroluminescente (DEL) pour l'éclairage public.

En novembre, l'accord de coopération pour le prêt au secteur géothermique de Guanacaste a été conclu entre la JICA, le gouvernement du Costa Rica et l'Institut costaricien d'électricité. Cet accord prévoit la construction de plusieurs centrales géothermiques.

En outre, le troisième programme de formation sur la conservation énergétique en coopération avec la BID a

été organisé en 2013. Parallèlement au développement des ressources humaines, la JICA promeut le partage d'informations sur les technologies japonaises de conservation énergétique avec le personnel impliqué dans l'élaboration des politiques et la gestion des projets.

En mars 2014, la JICA a signé un accord visant à porter le montant maximum des prêts accordés dans le cadre de CORE à 1 milliard USD. La zone cible a également été étendue pour inclure la Banque de développement des Caraïbes, les pays des Caraïbes orientales, ainsi que la plupart des pays à revenu intermédiaire. Parallèlement à l'utilisation du mécanisme CORE, la JICA poursuivra ses efforts en vue de résoudre les problèmes liés au changement climatique et à l'énergie en collaboration avec la BID.

1. CORE ou « CO-financing for Renewable energy and Energy efficiency ».

Répondre aux problèmes mondiaux

● Mesures de lutte contre le changement climatique : énergies renouvelables, protection et valorisation de l'environnement et prévention des catastrophes

À travers le dispositif de cofinancement JICA-BID, la JICA prend des mesures actives pour lutter contre le changement climatique. La JICA fournit une aide pour le développement des énergies renouvelables et l'introduction de méthodes de conservation énergétique [→ voir l'étude de cas page 44]. L'Agence soutient également les mesures d'adaptation au changement climatique, notamment pour le renforcement des capacités de prévention des catastrophes.

Au Salvador par exemple, la JICA va développer des infrastructures résistantes aux catastrophes naturelles en appliquant la méthode de diagnostic du risque de catastrophe pour les infrastructures publiques élaborée au cours d'assistances techniques passées. Ces efforts seront menés dans le cadre du prêt japonais d'APD en appui au projet de construction d'une route de contournement à San Miguel. La JICA contribue à l'amélioration des capacités de réponse aux catastrophes par le crédit stand-by d'urgence pour le rétablissement urgent (SECURE), un prêt d'APD apportant un soutien financier immédiat aux projets de reconstruction après une catastrophe.

Dans le domaine de la protection environnementale, le projet de coopération technique pour la promotion participative de la conservation de la biodiversité est mis en œuvre au Costa Rica. Ce projet est mené dans la même optique que le projet de coopération technique de gestion participative de la réserve nationale de la vie sauvage de Barra del Colorado. À travers ce projet, la JICA travaille sur la catégorisation et la vérification systématiques des résultats et des expériences afin de partager les efforts entrepris au Costa Rica avec d'autres pays d'Amérique Centrale.

● Aide pour l'atténuation des disparités socioéconomiques dans une perspective de sécurité humaine

Bien que l'Amérique Centrale et les Caraïbes soient parvenus à un certain degré de développement économique, de larges pans de

la population vivent encore dans la pauvreté et n'ont pas accès à l'enseignement de base, aux services médicaux et de santé et à une eau potable salubre. La JICA entend promouvoir un développement inclusif dans la région, où les inégalités posent de graves problèmes, par le renforcement des capacités des gouvernements, des communautés et des populations.

La JICA mène un projet de coopération technique pour la santé maternelle et infantile dans trois préfectures de l'ouest du Guatemala où les taux de pauvreté sont très élevés. Le projet a pour objectif de fournir des soins de haute qualité aux femmes et aux enfants dans les établissements de soins. La JICA participe également au renforcement du système d'aiguillage entre les centres de santé et les hôpitaux et elle organise des programmes de formation pour les aides-infirmiers. En outre, une base de données a été établie pour collecter et gérer les informations personnelles sur les mères et les enfants et sur les apports nutritionnels pendant et après la grossesse. La base de données facilite l'analyse des causes de la mortalité néonatale. Ainsi, la JICA va enrichir ses programmes de formation pour l'amélioration de la nutrition des femmes enceintes et des activités éducatives dans les communautés.

Quatre ans après le séisme en Haïti, le pays passe actuellement du stade du rétablissement après la catastrophe à celui du développement. La JICA soutient cette transition en apportant une aide pour l'amélioration des services sanitaires de base. Par exemple, la JICA contribue à la restauration du système d'approvisionnement en eau à Leogane et à la réhabilitation de l'hôpital de Jacmel, deux villes affectées par le séisme. La JICA travaille également en collaboration avec l'UNICEF pour renforcer la prévention du choléra et elle organise des programmes de formation pour les pays tiers au Maroc afin de développer les ressources humaines pour la santé maternelle et infantile. À travers ces projets, la JICA cherche à améliorer et renforcer les services de santé en Haïti dont les indicateurs de santé sont parmi les plus faibles de la région de l'Amérique Centrale et des Caraïbes.

Imagerie diagnostique



Étude de cas

République dominicaine : Coopération à long terme à travers le Centre de l'amitié nippo-dominicaine pour l'éducation médicale

Généralisation des résultats de l'aide pour l'éducation médicale à cinq pays d'Amérique Centrale

Durant de nombreuses années, la JICA a déployé une aide pour l'éducation médicale en République dominicaine. Les résultats de cette aide ont été étendus à cinq pays d'Amérique Centrale à travers le programme de formation pour les pays tiers de la JICA. Cet effort a contribué à l'amélioration des services de santé dans ces pays.

Des programmes de formation qui mettent l'accent sur la pratique clinique

En 1995, les indicateurs de santé de la République dominicaine affichaient un taux de mortalité infantile de 37 décès pour mille naissances ; un taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans de 45 décès pour mille naissances et un taux de mortalité maternelle de 110 décès pour 100 000 femmes. Ces taux sont parmi les plus bas d'Amérique Centrale et des Caraïbes et classent le pays en troisième position, juste derrière le Guatemala et le Nicaragua.

En 1999, le Centre de l'amitié nippo-dominicaine pour l'éducation médicale (CEMADOJA) a été construit

grâce à un don du Japon. Une coopération technique a par ailleurs été mise en œuvre dans le cadre du projet d'éducation et de formation médicale en République dominicaine, pour transférer des technologies dans les domaines de l'imagerie diagnostique et de la santé publique et renforcer les capacités de gestion du Centre. Des programmes de formation orientés sur les soins cliniques utilisant des équipements avancés d'imagerie diagnostique ont été organisés pour des internes en médecine et des techniciens en radiologie provenant de tout le pays. Grâce à ses efforts, le CEMADOJA est devenu une institution de formation très réputée.

Depuis 2005, le programme de formation pour les

pays tiers intitulé « formation pour l'amélioration des technologies d'imagerie diagnostique pour la région de l'Amérique Centrale et des Caraïbes » accueille des participants de cinq pays d'Amérique Centrale : le Honduras, Panama, le Salvador, le Guatemala et le Nicaragua. La formation est assurée par des médecins et des techniciens en radiologie du CEMADOJA qui enseignent notamment des techniques de diagnostic utilisant l'IRM et la tomodensitométrie.

Les stagiaires des cinq pays mettent à profit les compétences pratiques acquises en République dominicaine en appliquant les enseignements du programme dans leurs pays respectifs. Au Guatemala par exemple, le programme de formation des internes en médecine du CEMADOJA a été adopté dans le cursus de formation interne et de recherche. Le CEMADOJA contribue à l'amélioration de la qualité des services de santé dans la région de l'Amérique Centrale et des Caraïbes.

Amérique du Sud

Mettre en œuvre une coopération efficace avec divers partenaires

L'Amérique du Sud, dotée d'abondantes ressources naturelles et minérales et d'un sol fertile, a atteint une croissance économique stable stimulée par la hausse récente de la demande mondiale de ressources naturelles et alimentaires. De ce fait, les niveaux de revenu ont augmenté dans de nombreux pays de la région. Dans le même temps, les pays d'Amérique du Sud se caractérisent toujours par de fortes disparités de revenus, un grand nombre de personnes vivant dans la pauvreté à l'ombre de la croissance économique.

La JICA, en tant que partenaire de développement, contribue à la résolution des problèmes prioritaires fixés par chaque pays de la région, et elle travaille avec eux pour assurer une coopération triangulaire en Amérique du Sud et au-delà pour la promotion d'une croissance économique durable. La JICA concentre également ses efforts sur les problèmes internationaux, tels que la gestion du risque et la réponse rapide aux catastrophes ainsi que la protection des forêts dans le bassin amazonien, qui ont un impact significatif sur l'environnement mondial.

Pour aller plus loin, la JICA va axer la coopération sur le développement des infrastructures économiques, l'atténuation des inégalités et la réponse aux problèmes mondiaux, tout en renforçant les partenariats avec les gouvernements et les sociétés civiles de la région, notamment les descendants d'immigrants japonais, les entités privées et les universités, afin de répondre aux besoins de développement des pays d'Amérique latine et au-delà.

Stratégies clés de l'aide

Développer l'infrastructure économique, réduire les inégalités, et répondre aux problèmes mondiaux

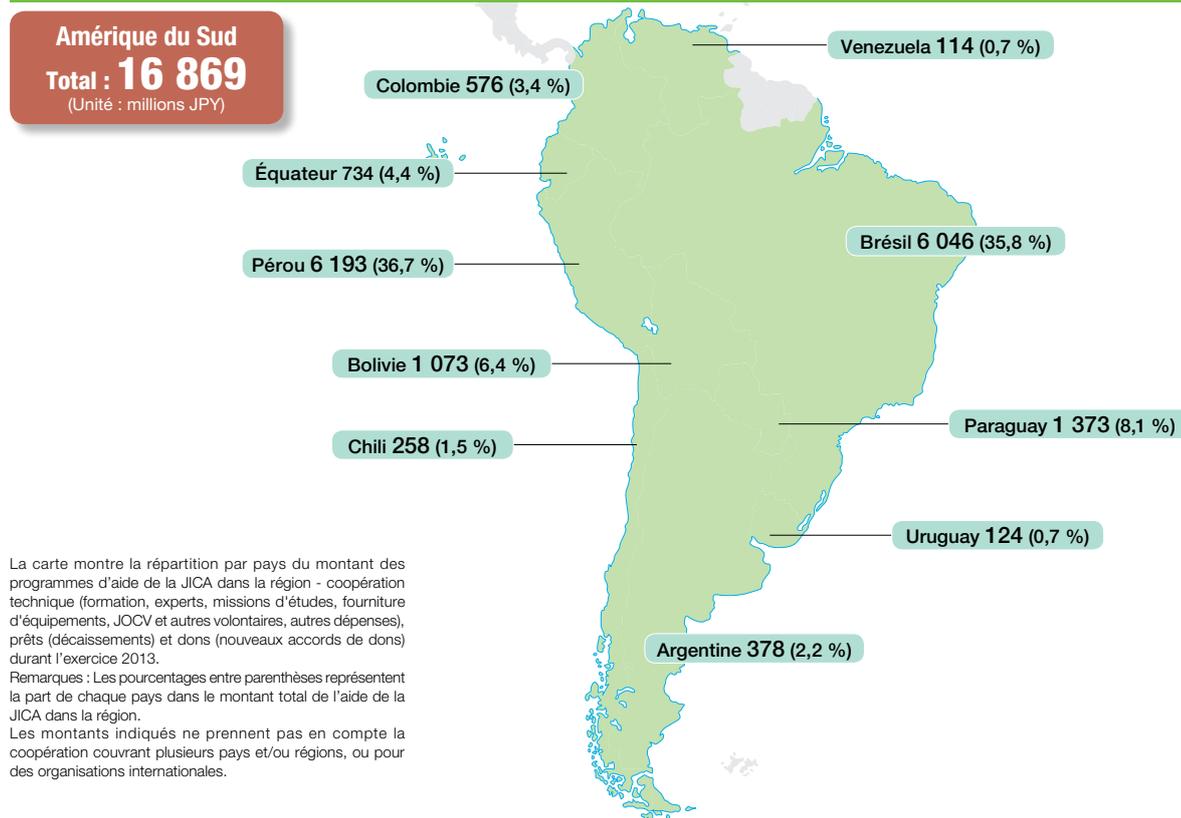
L'aide de la JICA à la région Amérique du Sud se concentre sur trois piliers : le développement de l'infrastructure économique, la réduction des inégalités et la réponse aux problèmes mondiaux.

(1) Développement de l'infrastructure économique

L'Amérique du Sud, avec une population de 400 millions d'habitants, représente un immense marché. De nombreuses économies de la région sont fortement tributaires de la production et de l'exportation de produits primaires, ce qui les rend extrêmement dépendantes de

l'économie mondiale et des fluctuations du marché. L'inadaptation des infrastructures, le manque de promotion industrielle et commerciale, et un climat peu propice aux investissements entravent également le développement durable. Il est essentiel de renforcer les capacités administratives des gouvernements et de maintenir une sécurité publique stable pour stimuler les activités économiques du secteur privé. Par ailleurs, il convient d'apporter une réponse urgente aux problèmes environnementaux urbains qui s'intensifient avec la croissance économique.

Programmes de la JICA en Amérique du Sud (exercice 2013)



(2) Réduction des inégalités

De nombreux pays de la région font face à des disparités profondes comparativement au reste du monde. En dépit de la croissance économique stable de ces dernières années, un malaise social considérable persiste, généré par les inégalités de revenu au niveau national et régional. Dans ce contexte, des efforts sont déployés pour atténuer les inégalités et stabiliser la société parallèlement aux mesures visant à stimuler la croissance économique.

(3) Réponse aux problèmes mondiaux

Il est important de faire face aux problèmes mondiaux tels que la réduction du risque de catastrophe et la lutte contre le changement climatique, car les pays d'Amérique du Sud influent considérablement sur la sécurité alimentaire, énergétique et des ressources du monde, et le Japon, comme d'autres pays, importe massivement de cette région.

Dans cette optique, et compte tenu de la présence de 1,6 million d'immigrants japonais dans la région, la relation entre le Japon et l'Amérique du Sud est appelée à se renforcer.

Enjeux et actions prioritaires

● Jeter les bases d'une croissance économique durable

Disposant d'abondantes ressources naturelles, l'Amérique du Sud a atteint une croissance économique stable ces dernières années, principalement soutenue par les investissements du secteur privé.

Au Pérou, dans la ville de Cusco, rendue célèbre par les ruines du Machu Picchu, l'usine de traitement des eaux usées de San Jeronimo a été terminée en 2013 dans le cadre du projet de développement régional de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement (prêt d'APD).

Ces dernières années, le volume des eaux usées de la ville a augmenté à cause de l'essor du tourisme et de l'accroissement de la population découlant de l'amélioration de la sécurité. La ville utilisait une vieille usine, construite il y a 30 ans, à un niveau plus de quatre fois supérieur à sa capacité de traitement. Ainsi, des eaux insuffisamment traitées étaient rejetées dans la rivière Watanay qui traverse Cusco. Depuis la construction de la nouvelle usine, les eaux usées correctement traitées répondent aux normes en vigueur. La nouvelle usine permet également la reprise des activités de pêche de loisir et l'utilisation de l'eau de la rivière pour l'irrigation.

Au Paraguay, plus de 80 % des routes ne sont pas asphaltées et elles sont généralement impraticables pendant la saison des pluies. Cela bloque les axes logistiques des principales industries, dont l'élevage, et perturbe l'activité économique. La JICA apporte une aide pour établir une croissance économique stable dans la région, notamment par l'octroi d'un prêt d'APD au Paraguay pour le projet d'amélioration du corridor d'exportation de la région est, qui améliorera les routes existantes pour assurer une liaison fluide entre la région d'élevage et les ports pour l'exportation.

Les progrès de l'intégration régionale et de la mondialisation économique ont accéléré les flux commerciaux dans la région et avec le reste du monde. Par ailleurs, il est nécessaire de renforcer la lutte contre le trafic de drogues et d'armes à feu ainsi que la violation des droits de propriété intellectuelle par le crime organisé. Le programme de formation pour les pays tiers de la JICA, « gestion des risques douaniers », mené avec l'Argentine, intègre des formations sur la lutte contre les produits de contrefaçon ainsi qu'un accord d'assistance



Usine de traitement des eaux usées à Cusco financée par un prêt d'APD (Pérou).

mutuelle entre les services de douane pour les officiers de 12 pays d'Amérique latine. La JICA partage également des informations sur les dernières technologies japonaises relatives aux appareils à rayons X grand format et aux dispositifs de détection des engins explosifs, entre autres.

● Réduction de la pauvreté et atténuation des inégalités

En dépit de la croissance économique rapide, les disparités augmentent, c'est pourquoi les pays d'Amérique du Sud se sont fixé comme politiques prioritaires de réduire la pauvreté et d'atténuer les inégalités. Située dans la région montagneuse de l'Équateur, la province de Chimborazo doit faire face à plusieurs problèmes graves de pauvreté. Dans cette région, les revenus agricoles sont faibles, il y a un manque d'infrastructures de base, notamment pour l'éducation et les services médicaux, et la déforestation ainsi que l'érosion des sols progressent. Dans le cadre du projet de coopération technique sur le renforcement des capacités pour la promotion d'un développement rural intégré et durable en vue de réduire la pauvreté dans la province de Chimborazo, la JICA sensibilise les habitants de 30 communautés situées dans quatre zones de la province, à l'importance du développement participatif. Elle participe également au renforcement de la structure de mise en œuvre du projet par la collaboration et la coordination entre les ministères, les gouvernements locaux et les organisations locales concernées. Le projet aide les groupes d'agriculteurs à s'organiser et intègre des programmes de formation sur l'éducation, l'agriculture et la santé, entre autres domaines, dans le cadre d'un développement rural global. Par ce biais, les initiatives et les efforts d'auto-assistance seront encouragés pour améliorer les moyens de subsistance et les revenus. La JICA a pour ambition d'améliorer les revenus et le cadre de vie de la population dans les zones cibles en facilitant la compréhension et le soutien des résidents au développement participatif promu par le gouvernement.

La Bolivie affiche des taux de mortalité maternelle et infantile bien plus élevés que les autres pays de la région. Dans le département de La Paz, où se trouve la capitale, l'accès aux établissements de santé est relativement aisé, mais dans les zones rurales, le taux d'utilisation des services de santé est faible. Dans ces conditions, la situation en matière de santé maternelle et infantile est pire que dans les autres départements. À travers le projet de coopération technique pour le renforcement du réseau de santé dans les régions rurales axé sur la santé maternelle et infantile, la JICA travaille sur l'augmentation du taux d'utilisation des services de santé et sur l'amélioration de la qualité des services de santé maternelle et infantile. Ce projet s'appuie sur le modèle FORSA, une méthode de mise en place d'activités participatives



Participation aux soins de santé dans le cadre d'un projet de la JICA (Bolivie).

dans le domaine de la santé, développée lors d'un précédent projet. Le modèle FORSA a été adopté en 2013 en tant que modèle recommandé pour la politique de santé familiale communautaire multiculturelle (SAFCI) promue par le gouvernement bolivien. Le modèle contribue au renforcement des politiques de santé dans la zone cible et dans le reste du pays.

En Colombie, la longue lutte entre le gouvernement et les groupes armés a été à l'origine du plus grand déplacement de population au niveau national, avec plus de 4,5 millions de déplacés internes en 2012. De l'exercice 2008 à 2013, la JICA a apporté une aide diverse pour le programme de soutien aux victimes du conflit armé et pour la coexistence et la réconciliation. À travers ce programme, la JICA encourage la réhabilitation sociale des déplacés internes et des victimes de mines terrestres, ainsi que la coexistence et la réconciliation des victimes, des bourreaux et des communautés hôtes. Certaines victimes ont perdu leur terre lors du conflit. Le gouvernement colombien travaille actuellement sur le développement d'un système d'information pour une restitution efficace des terres. Le système nécessitant une gestion élaborée de la sécurité de l'information, le gouvernement colombien a sollicité l'aide du Japon, qui dispose d'une solide expérience dans le domaine de la consolidation de la paix ainsi que des technologies de l'information les plus avancées au monde. Le projet de coopération technique de la JICA sur le développement des capacités de gestion de la sécurité du système d'information pour la promotion de la politique de restitution des terres devrait jouer un rôle pivot pour la gestion plus rigoureuse des informations personnelles et relatives aux propriétés dans le cadre des demandes de restitution, ainsi que pour assurer l'efficacité et la sécurité du processus de restitution mené par le gouvernement.

● Répondre aux problèmes mondiaux

La JICA coopère dans ce domaine avec de nombreux pays d'Amérique du Sud. Certains pays de la région ayant un niveau technologique suffisamment élevé, la JICA déploie une coopération pour la recherche en collaboration avec des universités et d'autres institutions de recherche japonaises afin de contribuer à la résolution de ces problèmes mondiaux.

Le Brésil doit à la fois prévenir la déforestation et réduire les émissions de carbone dans la forêt tropicale amazonienne, la plus grande zone forestière du monde. Pour faire face à ces problèmes, la JICA met en œuvre le projet de dynamique carbone dans la forêt amazonienne dans le cadre du partenariat pour la recherche scientifique et technologique pour le développement durable (SATREPS). Une

équipe de recherche conjointe constituée de membres de l'Institut de recherche sur la forêt et les produits forestiers du Japon, l'Université de Tokyo, l'Institut national de recherche de l'Amazonie et l'Institut national de la recherche spatiale du Brésil élabore une méthode pour calculer le volume de carbone accumulé dans la région amazonienne. Cette recherche mobilise des données sur le volume de carbone accumulé, calculé par types de forêts, ainsi que des données de télédétection, notamment des images satellites. L'établissement d'un mode de calcul extrêmement précis et efficace du volume de carbone accumulé dans les forêts a constitué un défi lors de la conception du système REDD-plus (réduction des émissions de gaz à effet de serre par des mesures de lutte contre la déforestation et la dégradation forestière ou par la protection des forêts dans les pays en développement). Ainsi, cette coopération scientifique conjointe utilisant des technologies d'exception devrait contribuer aux discussions internationales sur l'établissement du système REDD-plus [→ voir l'étude de cas page 83].

Tout comme le Japon, le Chili est fréquemment exposé aux séismes et aux tsunamis. Des séismes de magnitude 8,8 et 8,2 ont frappé le pays, respectivement en 2010 et en avril 2014. Les tsunamis qui se produisent au Chili peuvent avoir un impact notable sur le Japon, de l'autre côté de l'océan Pacifique. Le Japon a lui aussi souffert d'un terrible séisme en 2011, et les enseignements tirés de la situation actuelle et de la catastrophe devraient être partagés avec la communauté internationale pour renforcer la réduction du risque de tsunami. Ainsi, la JICA soutient le projet de recherche sur le renforcement de la technologie pour développer des communautés résilientes aux tsunamis (SATREPS), un projet de recherche conjoint avec le Chili. En se basant sur les expériences des deux pays, le projet développe des technologies pour estimer l'ampleur des tsunamis, des méthodes d'alerte et des méthodes pédagogiques pour la prévention des catastrophes. À travers ces efforts, la JICA a pour ambition de développer des connaissances et des technologies pour renforcer les capacités de résistance aux tsunamis des communautés et des habitants au Japon, au Chili et dans d'autres pays. Ce projet a également permis de renforcer les partenariats entre les divers acteurs impliqués dans la réduction du risque de catastrophe au Chili.

Le Pérou est lui aussi régulièrement touché par des séismes et des tsunamis. Le grand séisme de 2007 à Ica, au sud de Lima, a provoqué des pertes économiques représentant près de 3 milliards USD. Depuis que le duo El Niño/La Niña se produit fréquemment, la réponse aux catastrophes est devenue un problème urgent pour le gouvernement péruvien. La JICA apporte au Pérou une aide pour la réduction du risque de catastrophe depuis plus de 40 ans. Actuellement, la JICA met en œuvre le projet de renforcement de la technologie d'atténuation des séismes et des tsunamis (SATREPS) et le projet d'amélioration de l'équipement de gestion des risques de catastrophes naturelles (don) au Pérou. En réponse aux besoins urgents imposés par les catastrophes, un accord de crédit stand-by d'urgence pour le rétablissement urgent (prêt d'APD) a été conclu pour la première fois en Amérique latine afin de soutenir une reconstruction immédiate. En continuant d'utiliser plusieurs dispositifs, la JICA apportera une aide souple pour l'aide à la gestion du risque de catastrophe au Pérou.

● Renforcer les relations avec les secteurs public et privé japonais

Les fonds publics des gouvernements nationaux ou l'aide des pays étrangers ont une incidence moins importante sur l'ensemble de

l'économie dans des pays ayant un revenu plus élevé et où l'activité économique du secteur privé forme le principal moteur du développement.

En Amérique du Sud, les entreprises privées japonaises se sont engagées dans l'industrie minière et énergétique, entre autres, et leur nombre augmente chaque année. La progression des activités économiques du secteur privé permettra de promouvoir le développement économique tout en contribuant à renforcer les relations entre ces pays et le Japon.

La JICA a lancé la deuxième étude sur la promotion des partenariats en Amérique latine, au Brésil, au Pérou et au Paraguay. Plus de 20

entreprises et organisations du secteur privé ont participé à la mission d'étude et pris part à des réunions avec les gouvernements, les entreprises locales et les organisations de descendants d'immigrants japonais (*Nikkei*) de ces pays. Ainsi, certaines entreprises japonaises commencent à envisager l'utilisation de programmes de la JICA pour démarrer une activité dans ces pays et d'autres élaborent des plans d'activité concrets avec la communauté *Nikkei* locale.

Étude de cas **Effort pour développer le système du *Koban* au Brésil**

Développement du *Koban* au niveau national avec la confiance du public

Dans les années 1980, la police brésilienne avait une mauvaise image et elle n'inspirait pas confiance à la population. Cela était dû au comportement autoritaire et violent des policiers. En 1997, la police de l'État de Sao Paulo a décidé d'adopter le système japonais de police communautaire, afin de changer d'image et d'améliorer les relations avec le public.

Mettre l'accent sur la prévention des crimes en coopération avec les habitants

Ce système de police communautaire existe non seulement au Japon, mais aussi aux États-Unis, au Canada, et au Royaume-Uni. Cependant, la police de l'État de Sao Paulo a décidé d'adopter le modèle japonais, car des études avaient montré que le système des *Koban* (postes de police) vise la prévention des crimes en coopération avec les habitants, et met l'accent sur les patrouilles à pied ou à vélo et sur la communication avec le public.

Par l'intermédiaire du gouvernement brésilien, la police a demandé une coopération technique de la JICA. En réponse, la JICA a commencé en 2000 une coopération comprenant l'envoi d'experts à court terme et des programmes de formation sur des problèmes spécifiques, entre autres mesures. Dans ce programme de coopération, un officier de police brésilien s'est d'abord familiarisé avec le système japonais du *Koban* avant de rendre compte de son efficacité à des responsables de la police de l'État de Sao Paulo. Cela a abouti à la mise en œuvre d'une

coopération technique complète.

La phase 1 de ce projet de coopération technique, intitulée « police communautaire de sécurité publique » a été mise en œuvre à partir de 2005 et pendant trois ans. Des officiers de police japonais ont été envoyés au sein de la police de l'État de Sao Paulo en tant qu'experts, pour apporter des conseils en patrouillant dans la ville avec les officiers de police locaux. Dans le cadre de ce projet, les experts ont diffusé le modèle japonais de police communautaire à partir des *Koban* modèles établis sur 54 sites placés sous leur juridiction.

Simultanément, 73 officiers de police ont été formés en tant qu'instructeurs de police communautaire pour la police de l'État de Sao Paulo, et plus de 500 officiers de police ont participé aux programmes de formation organisés dans l'État. Ainsi, le projet a contribué à la réalisation du concept de police communautaire au sein de la police de l'État de Sao Paulo.

Familiariser les habitants avec les *Koban*

Lors de la phase 2, intitulée « projet de mise en



Un expert japonais forme un officier de police local dans un *Koban* de l'État de Sao Paulo. (Photo : Shinichi Kuno)

œuvre du système de police communautaire avec le système *Koban* », la JICA a assuré la diffusion et la mise en place du concept dans 12 États, notamment celui de Sao Paulo. Ce projet, commencé en 2008, s'est poursuivi pendant trois ans. En outre, des séminaires animés par des officiers de police japonais ont été organisés dans neuf États, et le programme de police communautaire a été introduit dans les écoles de police de plusieurs États. Certains *Koban* ont été équipés de bibliothèques et d'ordinateurs, ou ont proposé des cours de football en salle au public afin d'encourager les habitants à venir. Ces efforts ont permis de rapprocher la population et la police et d'établir des liens de confiance entre eux. Certaines postes de police sont simplement appelés *Koban* avec la prononciation japonaise.

Selon une étude menée en 2007 auprès de la population par la police de l'État de Sao Paulo, 55 % des personnes interrogées se sont déclarées « satisfaites » ou « très satisfaites » ; on peut donc dire que le système du *Koban* a obtenu la confiance du public. Une autre recherche montre également que le nombre de meurtres a été réduit de 600 cas en 1998 à seulement 3 cas en 2011 dans une certaine zone de la ville de Sao Paulo, dans l'État du même nom.

La mise en œuvre de la phase 3 a été approuvée en 2013

Le gouvernement brésilien et l'État de Sao Paulo ont demandé la réalisation de la phase 3 du projet, pour la diffusion et le déploiement de la police communautaire à l'échelle nationale. En réponse, la mise en œuvre du projet a été approuvée en mars 2014. Le système japonais du *Koban* devrait être appliqué dans l'ensemble du Brésil et contribuer ainsi à améliorer la sécurité nationale.



Des officiers de police locaux sont à l'écoute des habitantes (Photo : Shinichi Kuno)



Tanzanie : Un marché aux poissons de Dar es-Salaam construit grâce au programme de dons du Japon mené de 1999 à 2000. (Photo : Shinichi Kuno)

Message du directeur général

Regarder de l'avant sur un horizon de cinq ans pour réaliser les engagements de la TICAD V



Eiji Inui Directeur général Département de l'Afrique

La cinquième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD V), qui a eu lieu à Yokohama en 2013, a réuni les délégations de 51 pays d'Afrique. Le plan d'action de Yokohama 2013-2017, adopté lors de la conférence, comprend trois piliers — une économie durable et solide, une société inclusive et résiliente, et la paix et la stabilité — et six plans d'action, afin d'orienter le développement africain sur un horizon de cinq ans. Pour réaliser ces engagements, la JICA s'efforce de concrétiser des projets efficaces répondant aux besoins de développement spécifiques de chaque pays et région d'Afrique.

Le point fondamental du premier pilier de la TICAD V — une économie durable et solide — consiste à développer des corridors de croissance. De nombreux pays d'Afrique étant dépourvus de littoral, les coûts de transport sont relativement élevés. Afin de renforcer leur compétitivité sur le marché mondial, il est essentiel de promouvoir l'harmonisation des différents règlements régissant le commerce, ainsi que le développement des infrastructures au sein de la région. Pour répondre à de telles demandes, la JICA apporte une aide globale aux corridors de développement afin de créer un environnement favorable avec des transports et une logistique efficaces.

Dans le cadre de ces efforts, la JICA travaille sur l'élaboration des plans directeurs stratégiques pour le développement des infrastructures, des systèmes et des ressources humaines nécessaires pour attirer les investissements étrangers dans dix zones offrant un fort potentiel pour le développement du réseau de distribution le long des corridors. À cette fin, plusieurs projets concrets ont déjà commencé en Afrique australe et orientale. Dès le début de l'exercice 2014, la JICA ouvrira dix centres de développement des ressources humaines, une initiative fondamentale pour le renforcement des capacités de 30 000 personnes dans le domaine du commerce et de l'industrie. Dans le cadre de cette initiative, la JICA poursuivra également l'initiative ABE pour l'éducation commerciale des jeunes Africains, visant à développer les capacités de 1 000 personnes afin de renforcer les partenariats entre les entreprises africaines et japonaises.

Sur le continent africain, l'agriculture constitue une part importante

de l'économie et une base pour la fondation d'une société inclusive. Lors de la TICAD V, la JICA a réactivé un certain nombre d'initiatives pour le développement agricole avec l'intention de les renforcer au cours des cinq prochaines années : la Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique (CARD) dont l'objectif est de doubler la production de riz en Afrique sur dix ans ; et le projet d'autonomisation des petits exploitants horticoles (SHEP), qui a pour but d'augmenter les revenus des petits exploitants en promouvant une agriculture orientée vers le marché.

Dans le domaine de l'éducation, la JICA poursuivra ses efforts en se concentrant sur deux types de projets : l'approche « École pour tous » conçue pour améliorer l'environnement éducatif en encourageant la participation des communautés dans la gestion des écoles, et le projet de renforcement de l'enseignement des mathématiques et des sciences dans le secondaire (SMASE) dont l'objectif est d'apporter une éducation de qualité dans le domaine des sciences et des mathématiques dans les collèges et les lycées africains.

Le grand défi du développement africain consistera à maintenir la croissance économique au niveau élevé qu'elle connaît depuis la fin des années 2000. En outre, il sera important de parvenir à un développement économique et social plus équilibré en construisant une société inclusive, où une part plus importante des bénéfices tirés des industries d'extraction serait investie pour stimuler le développement social et la croissance économique.

Afrique

Main dans la main avec une Afrique plus dynamique¹

La cinquième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD V) a eu lieu à Yokohama, en juin 2013. Après avoir célébré en 2013 les 20 ans du processus de la TICAD, initié en 1993, l'année 2014 marque le 60^e anniversaire de l'APD japonaise. Au cours des 20 dernières années, l'Afrique a réussi à s'extirper de la pauvreté et des conflits pour devenir un continent porteur d'espoir, de croissance et de prospérité, affichant un taux de croissance économique de 5 % et plus. Le Japon manifeste un intérêt croissant pour le continent depuis la TICAD V, tout comme de nombreux pays développés ou émergents conscients du potentiel de croissance de l'Afrique. En collaboration avec ses partenaires japonais et internationaux, la JICA apporte une aide aux pays d'Afrique pour le maintien de la croissance et la réduction de la pauvreté.

Stratégies clés de l'aide **Soutenir la dynamique de croissance et le développement inclusif de l'Afrique par le renforcement des partenariats public-privé**

● L'indépendance des pays africains, 20 années de processus de la TICAD et la trajectoire de l'aide japonaise en Afrique

Après la seconde guerre mondiale, les pays africains s'engagent sur la voie de la décolonisation, à commencer par la Libye qui accède à l'indépendance en 1951. En 1960, baptisée « année de l'Afrique », 17 pays obtiennent leur indépendance. Dès 1966, au Kenya tout d'abord, le Japon envoie des volontaires japonais pour la coopération à l'étranger et déploie une coopération technique pour l'Afrique, afin de soutenir l'établissement de nouveaux États indépendants dans la région. Dans les années 1970, la JICA a mené plusieurs projets à forte portée symbolique en Afrique : le projet de l'Université Jomo Kenyatta d'agriculture et de technologie au Kenya (don et coopération technique),

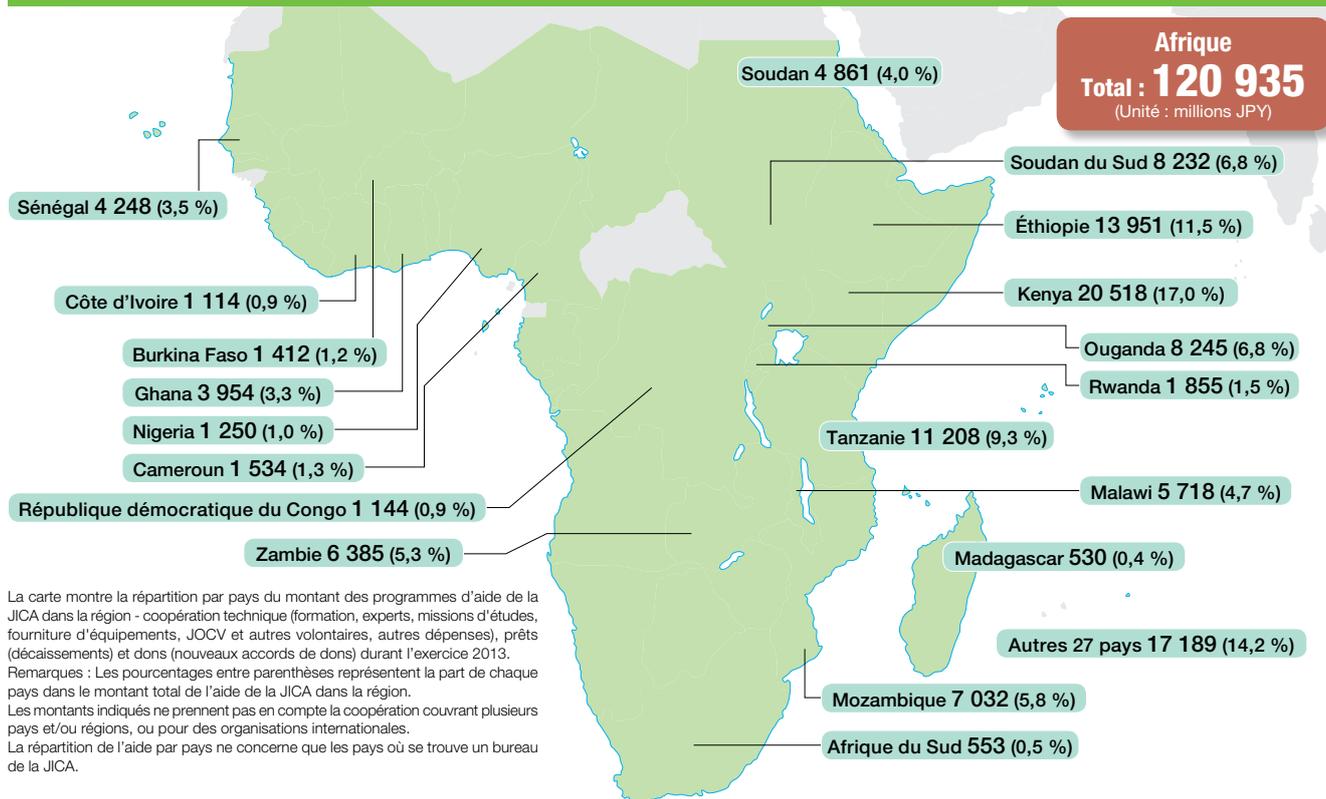
le projet de l'Institut Noguchi pour la recherche médicale au Ghana (don et coopération technique), la construction du pont Matadi en République démocratique du Congo (prêt d'APD), le projet de développement de la région du Kilimandjaro en Tanzanie (prêt d'APD et coopération technique), et l'extension du canal de Suez en Égypte (prêt d'APD).

Mais dans les années 1980, l'Afrique a connu une longue décennie de stagnation économique. Malgré les vagues de soutien à l'ajustement structurel et de mesures d'allègement de la dette des pays développés et des organisations internationales, l'économie n'a pu se redresser. Par conséquent, l'aide à l'Afrique s'est progressivement retrouvée dans une impasse. Après la fin de la guerre froide, en 1989, la communauté internationale s'est désintéressée du continent africain.

1. Le thème central de la TICAD V.

Initiatives concrètes
Activités et initiatives par région

Programmes de la JICA en Afrique (exercice 2013)





Le seul pont traversant le fleuve Congo a été construit grâce à un prêt d'APD en 1983. La JICA déploie actuellement une aide pour renforcer les capacités de maintenance du pont. (Photo : Shinichi Kuno)

C'est dans ce contexte que le gouvernement japonais et les Nations unies ont co-organisé la TICAD I en 1993, en vue de provoquer un regain d'intérêt de la communauté internationale pour l'Afrique. Les nombreuses réactions et attentes suscitées par cette initiative, de la part de l'Afrique comme de la communauté internationale, ont conduit à l'organisation quinquennale de la TICAD depuis 1993. Ainsi, la TICAD a créé un précédent qui a servi de modèle pour d'autres sommets similaires organisés par l'Union européenne, la Chine et les États-Unis.

La TICAD est un forum sur le développement de l'Afrique organisé par le Japon, les pays d'Afrique, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et la Banque mondiale. Ce forum, largement ouvert à la communauté internationale, au secteur privé et à la société civile, permet non seulement de diffuser les résultats des discussions sous forme de messages politiques, mais élabore également des plans d'action concrets et suit leur mise en œuvre.

L'aide de la JICA pour l'Afrique s'inscrit dans une volonté de concrétiser les accords de la TICAD et de réaliser les engagements pris par le gouvernement japonais. Dans les années 1990, en réponse aux conclusions des TICAD I et II, l'aide de la JICA s'est concentrée sur la satisfaction des besoins humains fondamentaux, le développement humain et la réduction de la pauvreté, avec une attention toute particulière aux domaines de l'éducation, de la santé et de l'approvisionnement en eau. Dans les années 2000, il y a eu des demandes de plus en plus nombreuses de la part des pays d'Afrique pour un soutien au développement économique et à la croissance dans un contexte de rétablissement économique. C'est dans cette optique que les TICAD III et IV ont mis l'accent sur les infrastructures régionales et le

développement agricole dans leurs plans d'action. Par ailleurs, avec la fin des conflits au Soudan, en République démocratique du Congo, au Liberia et en Sierra Leone, la JICA soutient les efforts de consolidation de la paix et de reconstruction dans ces pays depuis les années 2000.

● Les progrès accomplis une année après la TICAD V

Lors de la TICAD V, le gouvernement japonais a annoncé une aide publique et privée à hauteur de 3 200 milliards JPY, dont 1 400 milliards JPY d'APD, ainsi qu'une aide financière de 650 milliards JPY pour le développement des infrastructures sur un horizon de cinq ans. À l'occasion de la première conférence ministérielle de la TICAD V, qui a eu lieu au Cameroun en mai 2014, le ministre des Affaires étrangères Kishida a annoncé l'octroi de 342,5 milliards JPY d'APD en 2013, représentant 25 % des engagements (de 1 400 milliards JPY d'APD sur cinq ans) ; le calendrier est donc respecté.

La JICA met l'accent sur les efforts présentés ci-après pour s'attaquer aux problèmes prioritaires identifiés lors de la TICAD V : soutenir la dynamique de croissance actuelle de l'Afrique avec des partenariats public-privé plus solides.

Enjeux et actions prioritaires

● Développement des ressources humaines pour l'industrie : l'initiative ABE

Lors de la TICAD V, le premier ministre Shinzo Abe a prononcé un discours sur l'initiative ABE pour l'éducation commerciale des jeunes Africains (African Business Education Initiative for the Youth). Ce programme permettra d'inviter 1 000 jeunes africains au Japon durant les cinq prochaines années, pour étudier dans des universités et effectuer des stages dans des entreprises. La JICA sera dans une large mesure responsable de la réalisation de cette initiative. Après la sélection des universités et l'examen des candidatures, près de 150 étudiants africains ont été acceptés pour le premier semestre de 2014. La JICA ambitionne d'accueillir 900 étudiants d'ici la fin de l'exercice 2017.

L'objectif de l'initiative ABE est de recevoir des participants africains et de promouvoir les interactions entre eux et les entreprises japonaises afin de jeter les bases de partenariats d'entreprises entre le Japon et l'Afrique. Pour ce faire, la JICA organise des réunions d'information au Japon et à l'étranger pour les entreprises japonaises et enregistre les entreprises intéressées par le programme.

À travers leurs études de niveau master dans des écoles supérieures japonaises, et les stages et programmes d'échanges dans les entreprises japonaises, les participants devraient jouer un rôle central dans le commerce, l'investissement et les affaires entre le Japon et l'Afrique.

● Corridors de développement et plans directeurs stratégiques

Le développement des infrastructures régionales a été défini en 2008 par la TICAD IV comme un enjeu prioritaire, et la JICA a apporté un soutien financier de 400 milliards JPY en APD. Afin de faciliter le développement des infrastructures régionales par une aide publique de 650 milliards JPY prévue par la TICAD V, il a été décidé de mettre l'accent sur les corridors de développement en tant que plateforme de transport en Afrique, et d'élaborer des plans directeurs stratégiques pour la création de modèles spécifiques pour le développement des corridors.

Trois zones cibles ont été déterminées : le corridor septentrional de l'Afrique de l'Est reliant le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda et le Soudan du Sud [→ voir l'étude de cas ci-dessous] ; le corridor de Nacala en Afrique australe, reliant le nord du Mozambique, le Malawi et la Zambie ; et le cercle de croissance en Afrique occidentale reliant les pays du golfe de Guinée, notamment la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Togo, ainsi que des pays plus enclavés comme le Burkina Faso². La JICA mènera ces projets avec rapidité et efficacité en échangeant ses vues avec des entreprises japonaises sur la formulation de plans en amont pour la mise en œuvre de projets prioritaires.

● Passage de l'agriculture de subsistance à l'agriculture commerciale : l'approche SHEP

Bien que l'agriculture africaine dispose de gigantesques surfaces cultivables et d'un potentiel immense, l'agriculture de subsistance, faisant appel à des méthodes traditionnelles, reste majoritaire dans la région. C'est pourquoi plusieurs mesures ont été entreprises pour augmenter les revenus agricoles en passant d'une agriculture de subsistance à une agriculture orientée vers le marché.

Le projet d'autonomisation et de promotion des petits exploitants horticoles (SHEP), mené au Kenya par la JICA, apporte des conseils aux petits exploitants sur la sélection des cultures et les méthodes employées afin qu'ils puissent mieux vendre leurs produits. Ce projet a obtenu des résultats exceptionnels au Kenya ; les revenus des agriculteurs ayant bénéficié des conseils dans le cadre de SHEP ont doublé en deux ans. Lors de la TICAD V, le premier ministre Shinzo Abe a annoncé que l'approche SHEP allait être



Projet d'autonomisation et de promotion des petits exploitants horticoles (SHEP) au Kenya.

renforcée et diffusée dans dix pays.

En mai et novembre 2014, la JICA a invité des responsables africains chargés du développement agricole, à Kobe, pour suivre une formation intitulée « Promotion de l'agriculture orientée vers le marché pour les responsables africains ». Durant cette formation, ils se sont familiarisés avec des pratiques avancées telles que le système de circulation des cultures sur le marché, la promotion de l'agriculture et la gestion agricole au Japon. Par des discussions et en examinant les possibilités d'étendre cette approche à d'autres pays, la JICA identifie également d'autres pays cibles pour le SHEP.

2. À la fin du mois de mai 2014.

Étude de cas

Kenya : Aide à la promotion des investissements et à l'amélioration de la logistique

Aide au développement des principaux axes logistiques et points d'accès au marché de l'Afrique de l'Est

Le port de Mombasa, au Kenya, est le plus grand port commercial international d'Afrique de l'Est, il constitue à la fois le point d'accès et un poste de commerce important du corridor nord¹ menant aux États enclavés de la région tels que l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi. L'aide à long terme de la JICA a permis d'étendre les fonctions logistiques autour du port. Il existe par ailleurs un plan pour l'établissement d'une zone économique spéciale de libre-échange sur la rive sud du port.

Une contribution de 40 ans au développement des infrastructures

Depuis 40 ans, depuis le premier prêt d'APD accordé au Kenya, en 1973, pour le projet d'extension de l'aéroport de Mombasa en passant par la construction d'une centrale électrique au diesel, la JICA soutient le développement des infrastructures de cette ville portuaire du sud du pays.

En réponse à l'augmentation rapide du volume de fret, stimulée par la récente croissance économique, la JICA met en œuvre le projet de développement du port de Mombasa (prêt d'APD) depuis 2007. Un nouveau terminal de fret équipé d'installations pour manipuler les cargaisons, notamment de grues, sera terminé en février 2016. Le nouveau terminal sera également en mesure d'accueillir de grands porte-conteneurs.

À travers le projet de développement des routes dans la zone portuaire de Mombasa (prêt d'APD), commencé en 2012, la JICA participe à la construction

d'une route reliant le nouveau terminal au corridor nord, ainsi que d'une route de contournement vers la rive sud du port de Mombasa. Le développement de ces routes permet de faire avancer à grands pas le plan du gouvernement kenyan de création d'une zone économique spéciale (ZES) avec une zone franche portuaire sur la rive sud.

Améliorer la logistique pour attirer les investissements étrangers

Dans le cadre du projet d'élaboration d'un plan directeur pour le développement de Dongo Kundu, la ZES de Mombasa, une étude de développement menée depuis janvier 2014, la JICA élabore un concept de centre d'affaires en sélectionnant des industries et des fonctions adaptées, en rédigeant un plan de développement des infrastructures et en étudiant le système de gestion en vue de l'améliorer. La principale zone cible du projet correspond à la zone de Dongo Kundu, d'une superficie de 12 km² sur



Le corridor nord.



Vue aérienne du tout nouveau terminal de fret.

la rive sud du port. Une coopération technique sera assurée afin d'élaborer un plan de développement pour l'ensemble du port. La JICA envisage également de déployer une aide pour l'élaboration d'un plan de développement urbain pour la ville de Mombasa.

Le soutien stratégique au développement du port et de la ville de Mombasa et du corridor nord devrait attirer des investissements étrangers, notamment du Japon, et stimuler le développement économique de l'Afrique de l'Est.

1. Un corridor routier et ferroviaire reliant le port de Mombasa, au Kenya, et l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et le Soudan du Sud, via Nairobi.

● Programme d'échanges entre les femmes chefs d'entreprise du Japon et d'Afrique et coopération Japon-États-Unis

Dans la déclaration de Yokohama de 2013, adoptée lors de la TICAD V, l'autonomisation des femmes a été identifiée comme une approche transversale de première importance. Dans ce domaine, le gouvernement japonais a annoncé la mise en œuvre du programme d'échanges entre les femmes chefs d'entreprise du Japon et d'Afrique. En janvier 2014, la JICA a organisé le premier programme d'échanges en invitant 14 femmes entrepreneurs ainsi que des responsables administratifs de sept pays d'Afrique à Tokyo.

À l'occasion de cet événement, la JICA et la ville de Yokohama, qui accueillait la réunion, ont organisé un symposium public intitulé « Promouvoir une croissance impulsée par les femmes en Afrique ». Des discours liminaires ont été prononcés par la maire de Yokohama, Fumiko Hayashi, et Caroline Kennedy, l'ambassadrice américaine au Japon. Des



Les participantes du programme d'échanges entre les femmes chefs d'entreprise du Japon et d'Afrique. Les femmes africaines, revêtues des vêtements traditionnels de leur pays, rayonnent par leur charisme.

tables rondes ont également été organisées autour de femmes chefs d'entreprise d'Afrique, du Japon et des États-Unis.

Ce programme s'inscrit dans le cadre de la coopération globale et régionale États-Unis-Japon annoncée à l'occasion de la visite au Japon du président américain Barack Obama en avril 2014. Lors du programme pour l'entrepreneuriat féminin en Afrique, qui a eu lieu aux États-Unis, en août, la JICA a organisé un atelier sur la *kaizen*. D'autres activités sont prévues après 2015 pour autonomiser les femmes entrepreneurs d'Afrique, du Japon et des États-Unis.

● La paix et la stabilité

La paix et la stabilité sont les prémisses du développement et de la croissance sous tous leurs aspects. Guerres civiles et autres conflits ont fréquemment éclaté en Afrique pendant les années 1990. Depuis 2000, bon nombre de ces conflits ont été résolus.

En Afrique du Nord et dans la région du Sahel³, des conflits ont opposé des extrémistes islamistes et d'autres groupes terroristes aux forces de sécurité publique. La stabilisation est donc un problème urgent pour la région. Consciente de cette situation, en février et mars 2014, la JICA a invité 25 hauts responsables de la police, des tribunaux et des ministères publics de huit pays d'Afrique de l'Ouest à suivre un cours de formation sur la justice pénale pour les pays d'Afrique francophone. En coopération avec l'Institut des Nations unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Asie et en Extrême-Orient (UNAFEI)⁴, le programme couvre les réponses régionales à adopter

3. Région située approximativement entre les latitudes 20° à 12° Nord : la partie méridionale du Sahara, notamment l'Éthiopie, l'Érythrée, la Gambie, Djibouti, le Soudan, le Sénégal, le Tchad, le Nigeria, le Niger, le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie et d'autres pays.

Étude de cas

Efforts déployés pour l'égalité des sexes en Afrique

Construire une société où les femmes ont toute leur place

La JICA assure une coopération axée sur les questions de genre dans les pays africains

Autonomisation des femmes en milieu rural

En Afrique, les femmes jouent un rôle pivot dans les zones rurales. Cependant, il existe encore des obstacles à l'accès des femmes aux marchés ainsi qu'aux services et réseaux sociaux. Les difficultés à acquérir de nouvelles compétences ou pour obtenir un prêt les empêchent souvent d'augmenter leurs revenus agricoles. Par ailleurs, les moyens d'existence fondamentaux ne sont pas garantis à cause de plusieurs problèmes tels que de faibles taux de scolarisation ou des services de santé maternelle et infantile insuffisants.

Pour parvenir à une croissance économique durable, il est important d'assurer un environnement où les femmes peuvent tirer pleinement parti de leurs capacités et de promouvoir une participation égale des hommes et des femmes dans les activités économiques. C'est avec cette philosophie que la JICA travaille sur l'autonomisation des femmes dans les pays d'Afrique. Les projets liés aux questions de genre de la JICA comprennent l'introduction d'équipements agricoles, notamment des coupe-herbe facilement manipulables par les femmes ; la promotion de la participation des femmes au processus de prise

de décision ; et la possibilité d'acquérir de nouvelles compétences pour augmenter leurs revenus. La JICA déploie également une aide pour l'amélioration des taux de scolarisation des femmes, l'installation d'équipements d'approvisionnement en eau pour libérer les femmes de la corvée d'aller chercher de l'eau et le renforcement des systèmes de santé maternelle et infantile.

Autonomiser les femmes pauvres par l'optimisation des centres de développement pour les femmes au Nigeria

Depuis la fin des années 1980, 700 centres de développement pour les femmes (CDF) ont été établis au Nigeria en vue d'offrir des cours d'alphabétisation et des formations professionnelles aux femmes du pays. À travers le projet d'optimisation des centres de développement pour les femmes (CDF) pour améliorer les moyens de subsistance des femmes au Nigeria, la JICA a concentré ses efforts sur ces structures et elle a initié un projet pour créer un modèle de gestion dans l'État de Kano au nord, en 2007. Ce projet a permis d'améliorer la qualité des cours, notamment d'alphabétisation, de couture, de cuisine, de



Une femme portant son enfant dans le dos suit un cours de couture dans un centre de développement pour les femmes au Nigeria. Le centre permet de mettre en place un environnement où les femmes peuvent étudier tout en s'occupant de leur enfant.

teinture et de fabrication de savons.

Les femmes ayant acquis ces nouvelles compétences ont pu en retirer des bénéfices économiques. Ainsi, le projet encourage non seulement les hommes et les communautés à mieux accepter la participation des femmes dans les activités économiques, mais facilite aussi l'autonomisation des femmes, notamment par l'établissement de réseaux sociaux. La phase 2, qui a commencé en 2011, a pour ambition de diffuser les résultats de l'optimisation des CDF dans l'ensemble du pays.

pour lutter contre le crime organisé transnational, comme le terrorisme. Parallèlement aux réponses à court terme, la JICA apporte également une aide à moyen et long terme pour faire face aux problèmes de la faim et de la pauvreté qui font souvent le lit du terrorisme.

Au Mali, situé dans la région du Sahel, les nouveaux projets de coopération ont été interrompus suite au coup d'État militaire de mars 2012. Cependant, après l'élection présidentielle de juillet 2013, la JICA a repris ses programmes de formation en octobre 2013, au moment où la situation sécuritaire du territoire national se stabilisait. En mai 2014, la JICA redoublait d'efforts pour reprendre l'intégralité de sa coopération en invitant au Japon dix responsables maliens à un séminaire sur l'APD au Mali visant à identifier les problèmes prioritaires de la reconstruction et du développement et à renforcer le dialogue en vue d'une future coopération dans le pays.

En Somalie, longtemps plongée dans un état d'anarchie après la chute du régime en 1991, un mouvement d'unité nationale a été établi en novembre 2012, pour la première fois depuis 21 ans. La communauté internationale apporte aujourd'hui une aide pour reconstruire le pays. En avril 2013, le gouvernement japonais a décidé de reprendre l'aide bilatérale. La JICA reprendra également les programmes de formation au Japon en se concentrant sur les mesures de sécurité, l'amélioration des services sociaux de base et la dynamisation des industries nationales, tout en renforçant le programme de formation pour les pays tiers actuellement mis en œuvre au Kenya.

Par ailleurs, au Soudan du Sud, devenu indépendant depuis juillet 2011 après un demi-siècle de guerre civile, les conflits politiques entre les groupes pro-présidentiels et les groupes favorables à l'ancien vice-président se sont intensifiés en décembre 2013. Cette



Stagiaires des stations de télévision et de radio gérées par l'État au Soudan du Sud. Ils visitent le studio du système national de diffusion publique au cours du programme de formation pour les pays tiers au Kenya, dans le cadre du projet de développement des capacités institutionnelles de la TV et de la radio du Soudan du Sud.

situation a contraint les experts et le personnel de la JICA à quitter temporairement le pays⁵. Même dans cette situation difficile, la JICA renforce les capacités des médias, qui jouent un rôle important pour une reconstruction nationale pacifique, à travers des programmes de formation au Japon et dans les pays voisins comme le Kenya. La JICA entend poursuivre ses projets au Soudan du Sud et contribuer à la stabilisation et au développement du pays.

4. Centre de formation régional géré par les Nations unies et né d'un accord entre les Nations unies et le gouvernement japonais. Le centre assure le développement sain et la coopération mutuelle des systèmes de justice pénale dans chaque pays, notamment dans la région de l'Asie et du Pacifique, et il a assuré à ce jour des formations pour 4 900 personnes dans le domaine de la justice pénale.

5. Le bureau de la JICA au Soudan du Sud devrait rouvrir en novembre 2014.

Étude de cas

République démocratique du Congo : Formation sur la démocratisation pour la police nationale congolaise

Construire une nation garantissant à la population de vivre en toute sécurité

Avec le conflit qui agite le pays depuis les années 1990, le renforcement de la sécurité intérieure est devenu la première priorité de la République démocratique du Congo (RDC). La JICA et des organisations internationales ont organisé des formations pour près de 20 000 fonctionnaires de police.

Des mentions élogieuses d'autres organismes d'aide

La police nationale de la RDC a intégré plusieurs groupes armés rebelles. La police, dont le rôle est de protéger la vie de la population, compte dans ses rangs beaucoup d'anciens membres de milices anti-gouvernementales ; par ailleurs, la plupart n'ont pas été suffisamment formés au métier de policier. Dans ce contexte, il n'est pas surprenant de constater un manque de sensibilisation au respect des droits humains et civiques dans les rangs de la police.

La JICA a démarré un projet de coopération pour la police nationale en 2004 et elle assure des formations pour les policiers, depuis 2005, avec la Mission de l'Organisation des Nations unies en République démocratique du Congo (MONUC).

De 2011 à 2013, en partenariat avec la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO depuis 2010) et le Programme des Nations unies

pour le développement (PNUD), la JICA a organisé des programmes de formation de base de six mois pour près de 2 500 policiers composés de nouvelles recrues et d'anciens combattants rebelles. En outre, la JICA a également formé 86 responsables aux fonctions d'instructeur afin que la police congolaise puisse assurer par elle-même les formations à l'avenir. Les formations intégraient une initiation au droit, notamment sur le code constitutionnel et pénal, le respect des droits humains, les agressions sexuelles et la protection des enfants ainsi que des conseils sur la répression des émeutes et les techniques d'arrestation. Les enseignements complets délivrés par ces programmes de la JICA ont reçu des éloges du

gouvernement et de la communauté internationale. Ainsi, seuls les policiers ayant suivi le programme de la JICA avec succès peuvent participer aux formations proposées par d'autres donateurs.

Le renforcement des capacités de la police nationale pour assurer la sécurité intérieure contribue non seulement à la consolidation de la paix dans le pays, mais aussi dans la région des Grands Lacs et sur l'ensemble du continent africain.



Le personnel de la JICA vérifie le manuel créé en coopération avec la police des Nations unies (UNPOL). (Photo : Shinichi Kuno)



Jordanie : Une volontaire senior spécialisée dans l'éducation artistique enseigne la fabrication d'un boomerang dans une école gérée par l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) dans le camp de réfugiés de Baqaa. (Photo : Shinichi Kuno)

Message du directeur général



Thèmes clés : Apporter une réponse rapide aux questions internationales, utiliser les nouveaux systèmes d'aide et mettre à profit les technologies japonaises

Shinichi Yamanaka Directeur général Département du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord, et de l'Europe

Le département du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord, et de l'Europe couvre une trentaine de pays d'Europe centrale et de l'Est jusqu'au Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. La stabilisation de ces régions, constamment en proie à des changements politiques, est fondamentale pour le Japon au regard de l'approvisionnement énergétique et de la sécurité des routes commerciales. La JICA déploiera une aide flexible adaptée à la situation et aux besoins de développement spécifiques à chaque région et pays en s'appuyant sur trois thèmes : apporter une réponse rapide aux questions internationales, utiliser les nouveaux systèmes d'aide et mettre à profit les technologies japonaises.

Pour apporter une réponse rapide aux questions internationales, en coopération avec des institutions financières et des organismes de développement international, la JICA fournira une aide financière d'urgence pour les réformes économiques de l'Ukraine confrontée à des difficultés politiques et économiques. En outre, une aide sera déployée pour la rénovation d'usines de traitement des eaux usées dans la capitale, Kiev.

En Afrique du Nord, la JICA mène des activités d'aide afin d'atténuer les disparités régionales et de promouvoir l'emploi des jeunes, deux enjeux majeurs à l'origine du Printemps arabe. Pour venir en aide aux réfugiés syriens, la JICA agit dans le domaine de la santé, de l'éducation et de l'approvisionnement en eau pour les camps de réfugiés et les communautés des pays voisins qui accueillent les réfugiés syriens. Parallèlement à ces efforts, une aide financière a également été octroyée à la Jordanie voisine.

Sur l'utilisation des nouveaux systèmes d'aide, la JICA travaille en priorité avec l'Autorité palestinienne et les États du Golfe.

Lors de l'exercice 2013, la JICA a établi avec l'Autorité palestinienne et la Banque islamique de développement un fonds d'affectation spécial. Cet effort a contribué au développement d'un cadre permettant aux pays islamiques d'Asie de participer à l'aide à la Palestine. La JICA a l'intention d'étendre son aide au domaine de l'énergie en utilisant ce cadre.

Pour les pays de la région du Golfe affranchis de l'APD, la tâche importante pour l'exercice 2014 est la mise en œuvre rapide d'une coopération technique à coûts partagés annoncée par le premier ministre Shinzo Abe, lors de sa visite au Moyen-Orient, en 2013.

En Turquie, le tunnel sous le Bosphore financé par un prêt d'APD et construit en faisant appel aux technologies japonaises, a été inauguré en 2013. Ce système de métro contribue non seulement à la réduction des embouteillages et de la pollution atmosphérique mais il sert également de vitrine pour les hautes technologies japonaises. À cet égard, ce projet symbolise la coopération du Japon avec la Turquie.

Il y a encore une forte demande de développement des infrastructures en Afrique du Nord, notamment en Égypte, ainsi qu'en Irak et dans la région des Balkans occidentaux. La JICA envisage d'apporter une aide dans les secteurs du transport, de l'énergie, de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, dans la perspective d'introduire les technologies japonaises et de développer les opportunités économiques des entreprises nippones.

Lors de l'exercice 2014, nous continuerons à apporter une aide axée sur ces trois thèmes en mobilisant l'ensemble des forces de la JICA.

Moyen-Orient et Afrique du Nord

Vers la paix et la stabilité à travers un développement inclusif qui bénéficie à toute la population

Le Moyen-Orient est une région riche en ressources naturelles avec de forts besoins de développement suscités par une croissance économique rapide et une population en pleine expansion. Le Japon dépend de cette région en tant que fournisseur stable d'énergie pour la vie et les activités économiques de la population. De plus, pour les entreprises japonaises, le Moyen-Orient est la prochaine frontière des activités à l'étranger.

Par ailleurs, alors que le Moyen-Orient constitue un segment important des voies commerciales internationales, l'instabilité politique, sociale et économique croissante de la région menace l'équilibre d'un monde de plus en plus interdépendant. Le Japon devrait continuer de travailler avec la communauté internationale pour promouvoir la paix et la stabilité au Moyen-Orient.

En attendant, les pays d'Afrique du Nord, qui dans une acception plus large font aussi partie du Moyen-Orient, sont en bonne position pour mener le développement du continent africain. Le soutien japonais aux activités des pays d'Afrique du Nord en faveur de l'Afrique subsaharienne devrait améliorer également leurs propres capacités et contribuer au processus de la TICAD¹.

Stratégies clés de l'aide

- Promotion de la stabilité dans les pays en proie à des changements politiques
- Promotion de la sécurité humaine et de la consolidation de la paix
- Soutien à la progression des entreprises japonaises sur les marchés étrangers
- Contribution aux objectifs de la TICAD

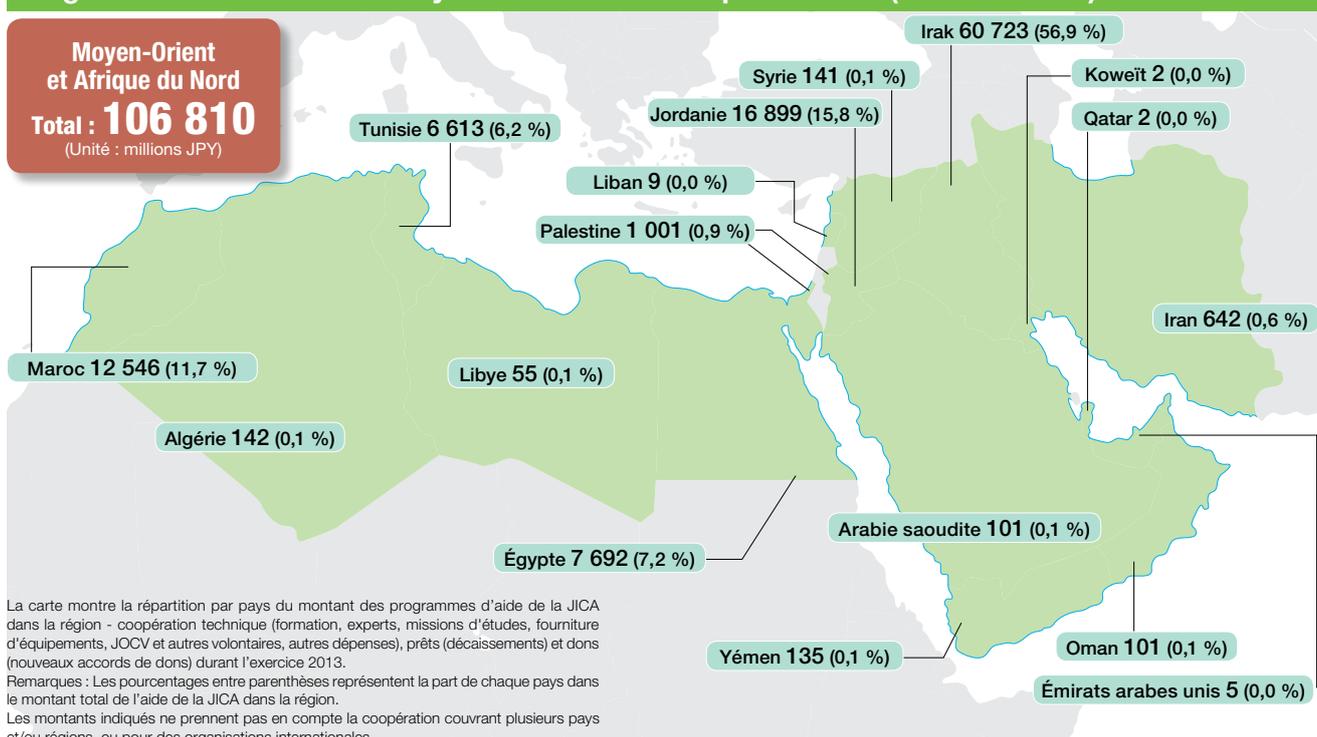
● Promotion de la stabilité dans les pays en proie à des changements politiques

Les disparités socioéconomiques entre les villes et les zones rurales ainsi que le chômage des jeunes forment les causes sous-jacentes des troubles politiques qui agitent le Moyen-Orient depuis 2011. La JICA apporte une aide dans la région en gardant à l'esprit ses principes de développement inclusif et dynamique — en d'autres mots, un développement actif qui bénéficie à tous. L'aide de la JICA met l'accent sur trois domaines prioritaires : (1) un processus politique et une administration justes, (2) la création d'emplois et le soutien aux industries et (3) le développement des ressources humaines.

En Égypte, suite à la révolution de février 2011, la JICA a fourni une aide pour établir le plan directeur de développement national qui constitue la base des politiques de construction de la nation. Le projet de coopération technique de trois ans a repris à l'été 2014 après un arrêt temporaire dû aux troubles politiques de juillet 2013. Par ailleurs, dans le domaine de la création d'emplois et du soutien aux industries, des experts en promotion des investissements seront envoyés au Maroc, et les exigences liées au développement du secteur privé seront

1. La TICAD, conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique, est organisée conjointement par le Japon et les Nations unies. Depuis son lancement en 1993, la TICAD a lieu tous les cinq ans et constitue un processus qui traduit l'engagement continu du Japon à soutenir les pays africains.

Programmes de la JICA au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (exercice 2013)



évaluées pour envisager la mise en œuvre d'une coopération technique s'appuyant sur l'expertise japonaise. La JICA soutient également le développement des ressources humaines dans le domaine des sciences et de la technologie, à travers l'établissement de l'Université Égypte-Japon des sciences et de la technologie (E-JUST) et du parc scientifique et technologique de Borj Cedria, en Tunisie.

Cependant, les troubles politiques de 2011 ne se sont pas limités à l'Égypte et à la Tunisie, dans de nombreux pays ils ont conduit à des guerres civiles et à la chute du pouvoir en place.

En 2012, la JICA a repris la coopération technique après avoir interrompu son aide au Yémen et à la Libye à cause des problèmes d'ordre public. Pour soutenir la construction de la nation au Yémen, des actions en faveur du développement des ressources humaines ont été menées, notamment des formations sur la gestion des élections. Pour la Libye, des formations sur le développement économique et industriel ont été organisées au Japon à partir de 2013, parallèlement au programme de formation sur la gestion des prothèses de bras et de jambes démarré en 2012 afin de venir en aide aux victimes handicapées de la guerre civile.

● Promotion de la sécurité humaine et de la consolidation de la paix

En Palestine, région clé du processus de paix au Moyen-Orient, la JICA participe au développement du parc agro-industriel de Jéricho

(JAIP), le projet central de l'initiative du corridor pour la paix et la prospérité proposé par le gouvernement japonais pour soutenir la construction du futur État palestinien. Par ailleurs, depuis 2011, le Japon joue le rôle de médiateur pour que les pays d'Asie du Sud-Est collaborent à une nouvelle initiative visant à appliquer les enseignements tirés des expériences de croissance des pays asiatiques au développement de la Palestine. Dans le cadre de ces efforts, en 2013, un fonds d'affectation a été créé avec la Banque islamique de développement afin de renforcer l'aide à la Palestine. La participation des pays d'Asie du Sud-Est a été facilitée par l'utilisation du fonds d'affectation et le renforcement des partenariats devrait se traduire par une amélioration qualitative et quantitative de l'aide à la Palestine. En Syrie, où la guerre civile se poursuit, le Japon déploie une aide pour les services de santé, l'éducation et l'approvisionnement en eau dans les communautés hôtes des pays voisins, la Jordanie et la Turquie, où les réfugiés continuent d'affluer. En outre, en mars 2014, des prêts d'APD en appui aux fonctions macroéconomiques de la Jordanie ont été accordés dans le cadre de l'aide aux réfugiés [➔ voir l'étude de cas page 70]. En Syrie, des opérations visant à répondre aux besoins humanitaires, notamment pour l'approvisionnement en eau, la santé et l'agriculture, ont été menées avec des agences d'aide étrangères.

Dix années après le début de la guerre en Irak, la population est toujours contrainte de vivre dans des conditions difficiles à cause du manque d'électricité et d'eau propre dû à la destruction des

Étude de cas Tunisie : Projet de renforcement des capacités pour la promotion du tourisme

Stimuler le développement du tourisme dans le sud du pays

La JICA participe au développement du tourisme dans deux préfectures du sud de la Tunisie où, en dépit de ressources touristiques attrayantes, le nombre de touristes est faible par rapport aux zones côtières méditerranéennes.

Le tourisme est l'un des secteurs clés de la Tunisie. Avant la révolution de janvier 2011, près de 7 millions de touristes visitaient la Tunisie chaque année. Après la révolution, le nombre de touristes a temporairement chuté, avant de revenir en 2013 à 90 % du niveau où il se trouvait avant la révolution.

En 2012, un projet ciblant plus particulièrement les préfectures de Tozeur et Kebili, au sud de la Tunisie, a commencé. Cette région abrite des ressources touristiques abondantes comme le désert du Sahara, les grands lacs salés d'Afrique du Nord et des oasis de montagne, mais le développement du tourisme accuse un retard par rapport aux stations balnéaires

de la Méditerranée, et les bénéfices économiques du secteur restent limités.

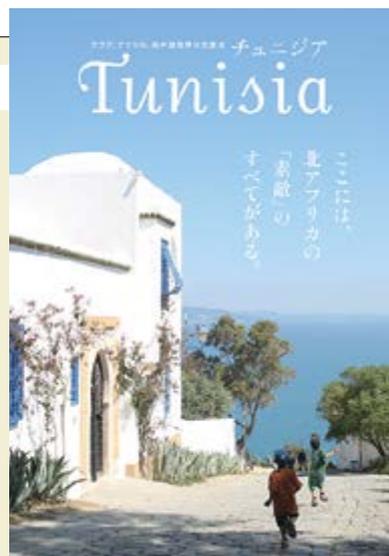
Ce projet a pour ambition d'améliorer les capacités de commercialisation et de promotion à travers la coopération d'organisations liées au tourisme, notamment d'agences gouvernementales. En outre, le projet vise à promouvoir le développement du tourisme dans ces régions en apportant une aide pour attirer les touristes japonais.

Cultiver l'esprit d'« omotenashi » : l'hospitalité japonaise

En septembre 2013, des responsables ont été invités au Japon dans le cadre d'un programme de formation. Le programme avait notamment pour objectifs de présenter l'industrie du voyage, des exposés aux agences de voyages japonaises, l'esprit d'« omotenashi », l'hospitalité japonaise, ainsi que l'importance du principe de « client-roi ». Les participants ont été très impressionnés par les différentes interventions destinées à les préparer à recevoir des touristes japonais, par



Une expérience directe de l'esprit d'« omotenashi » dans un restaurant japonais.



La couverture de la brochure invite à une « Immersion dans le bleu tunisien ».

la présentation des ressources touristiques et par les idées pour améliorer la satisfaction des touristes. Les idées et les plans qui seront mis en œuvre après le retour en Tunisie étaient au centre de toutes les discussions.

Après le retour du Japon, le matériel pédagogique fourni lors de la formation a été largement partagé avec d'autres responsables du secteur et cela a eu un impact important au niveau de la diffusion des résultats du projet. Par ailleurs, l'Office national du tourisme tunisien a créé en 2014 un site en japonais¹ sur lequel il est possible de télécharger des brochures. La Tunisie attend les nouveaux touristes à bras ouverts.

1. <http://gotunisia.jp/>

infrastructures socioéconomiques. Par ailleurs, l'Irak dispose de réserves pétrolières comptant parmi les plus importantes du monde et il existe une demande colossale d'infrastructures pour accompagner le fort taux de croissance économique. Afin de répondre à ces demandes, il convient également de créer un meilleur environnement des affaires pour les entreprises privées irakiennes et étrangères. Pour répondre à ces divers besoins de reconstruction, la JICA apporte une aide centrée sur (1) le renforcement des bases de la croissance économique, (2) la redynamisation du secteur privé, (3) l'amélioration de la qualité de vie et (4) le renforcement de la gouvernance. En 2012, la JICA a lancé quatre projets de prêt d'APD et mis en œuvre des programmes de formation pour le développement des ressources humaines au Japon, en Jordanie et dans d'autres pays voisins.

Lors de l'exercice 2013, parallèlement à la signature de l'accord de prêt d'APD pour le projet de réhabilitation du secteur portuaire (phase II), des programmes de formation pour le développement des ressources humaines ont été menés au Japon et dans des pays voisins, dont la Jordanie. En outre, en 2014, avec l'achèvement prévu des projets de réhabilitation du secteur portuaire, et de construction de la route et du pont de Samawah, des résultats concrets commencent à voir le jour, ce qui devrait stimuler le développement social et économique.

● Soutien au démarrage des activités des entreprises japonaises dans la région

Le Moyen-Orient est un marché attractif pour les entreprises du secteur des infrastructures ainsi qu'un partenaire important du Japon en tant que fournisseur de pétrole. Cependant, comparativement à l'Asie du Sud-Est, où le Japon a des attaches historiques anciennes et une solide expérience des affaires, les relations avec le Moyen-Orient sont plus complexes à cause des différences de culture et de coutumes, ainsi que des liens économiques de longue date de cette région avec l'Europe. Pour atténuer ce fossé, la JICA a commencé la phase 1 du projet de construction de la ligne n° 4 du métro du Grand Caire, en Égypte, en appliquant pour la première fois les conditions spéciales de partenariat

économique (STEP). Cela a permis une percée des entreprises japonaises sur le marché égyptien de la construction des voies ferrées souterraines sur lequel les entreprises européennes exerçaient un quasi-monopole. En Irak, la JICA a ouvert un bureau à Bagdad en 2011 et elle travaille en collaboration étroite avec le gouvernement irakien pour multiplier les opportunités d'affaires des entreprises japonaises. Simultanément, le développement du secteur privé étant l'un des problèmes de développement les plus importants en Irak, la JICA envisage de déployer une aide pour améliorer l'environnement des affaires afin d'encourager l'entrée sur le marché d'entreprises privées étrangères, et en particulier japonaises.

Dans le même temps, la coopération technique pour les pays du Golfe affranchis de l'APD a été renforcée. En 2013, une étude de la demande a été réalisée dans cinq pays du Golfe, et les préparatifs pour l'accueil de participants dans des formations et l'envoi d'experts dans le cadre d'une coopération technique à coûts partagés (dans laquelle les deux gouvernements partenaires partagent la majorité des frais) ont commencé.

● Contribution au processus de la TICAD

La JICA soutient la coopération Sud-Sud déployée par les pays d'Afrique du Nord, l'Égypte, la Tunisie, et le Maroc, dans les pays d'Afrique subsaharienne afin de mettre efficacement à profit les ressources humaines préalablement formées par la coopération technique japonaise. Un protocole d'accord a été signé, au Maroc, avec l'Agence marocaine de coopération internationale (AMCI) pour soutenir le développement des capacités de l'Agence. En 2013, près de 21 programmes de formation destinés aux pays africains ont été organisés en Égypte, en Tunisie et au Maroc. De plus, en décembre 2013, un accord de prêt d'APD a été signé avec le Maroc pour le projet de soutien à l'éducation de base. Les contributions à la réalisation des objectifs fixés lors de la conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD) se poursuivront dans le secteur de l'éducation avec une attention plus particulière apportée à la qualité, à l'accès et à la gouvernance.

Étude de cas **Palestine : Projet de suivi pour les participants aux formations de la JICA**

L'énergie solaire apporte la lumière à toute une population

En réponse à la proposition d'installation de générateurs solaires en Cisjordanie par d'anciens participants aux programmes de formation, la JICA a mis en œuvre un projet de suivi.

Capitaliser sur les connaissances acquises durant les programmes de formation au Japon

La JICA assure le suivi des activités d'anciens participants à ses programmes de formation [→ voir page 136]. M. Najjar Osama (sur la photo) est un ancien participant de Gaza. Le suivi comprend un soutien à sa proposition d'installation de générateurs solaires afin d'alimenter l'unité de soins intensifs d'un hôpital. Cela permet d'offrir une source d'énergie alternative en cas de coupure.

L'Autorité palestinienne doit faire face à plusieurs problèmes complexes, car des troubles politiques internes s'ajoutent au conflit qui l'oppose à Israël. M. Osama a passé son enfance dans un camp de réfugiés de Gaza géré par l'Autorité palestinienne. Au

sein de l'Autorité palestinienne pour l'énergie et les ressources naturelles, où il travaille, l'introduction des énergies renouvelables est sérieusement envisagée.

Gaza étant dépendante d'Israël pour une grande partie de son alimentation électrique, et compte tenu de la fréquence des coupures, l'établissement d'un système d'approvisionnement énergétique indépendant est urgent. Lors de sa participation au programme de formation sur la planification du soutien pour l'introduction de l'énergie solaire, M. Osama a réalisé que l'énergie solaire serait une méthode idéale pour fournir de l'électricité en cas de coupure à Gaza, étant donné l'ensoleillement de la ville. « Ma position est souvent [politiquement] mal comprise. Au Japon, je me suis familiarisé avec les technologies et les systèmes d'énergie solaire,



M. Osama travaille sur l'installation de générateurs solaires.

mais j'ai aussi appris à ne jamais abandonner. » Après son retour du Japon, il a partagé ses nouvelles connaissances avec ses collègues et il s'efforce depuis d'installer des systèmes d'alimentation solaire.

La JICA continuera de soutenir ses efforts pour améliorer la vie de la population de Gaza.

Europe

Pour l'amélioration des normes et un développement régional et économique plus stable

De nombreux pays européens appartiennent à l'Union européenne (UE) et la plupart des pays non membres poursuivent leur développement économique et social dans une perspective d'adhésion. La JICA concentre son aide sur trois secteurs où le Japon dispose d'un avantage comparatif, à savoir : (1) la protection de l'environnement, (2) la consolidation de la paix, et (3) le développement industriel. Au cours de la coopération, une attention particulière est apportée à la relation étroite avec l'UE, à la perspective d'un affranchissement de l'APD, ainsi qu'à l'aide pour la stabilisation des pays des Balkans occidentaux qui ont traversé des conflits ethniques.

Stratégies clés de l'aide

Protection de l'environnement, consolidation de la paix et développement industriel

● Protection de l'environnement

Les pays souhaitant rejoindre l'UE doivent établir des normes environnementales en conformité avec les normes européennes. Par exemple, ils doivent se conformer aux restrictions des émissions polluantes et utiliser des sources d'énergie renouvelables. L'aide de la JICA a pour ambition d'atteindre ces exigences.

Le projet de construction d'une installation de désulfuration des gaz de combustion pour la centrale thermique de Nikola Tesla a été financé par un prêt d'APD accordé à la Serbie. Grâce à l'installation de ces équipements qui réduiront les émissions de SO₂ et de poussières, le projet permettra d'améliorer l'environnement et de respecter les normes environnementales de l'UE.

Des prêts d'APD pour des améliorations environnementales de centrales thermiques ont également été accordés à la Bosnie-Herzégovine et à la Roumanie. La JICA a de nombreux autres projets environnementaux, notamment une coopération technique pour

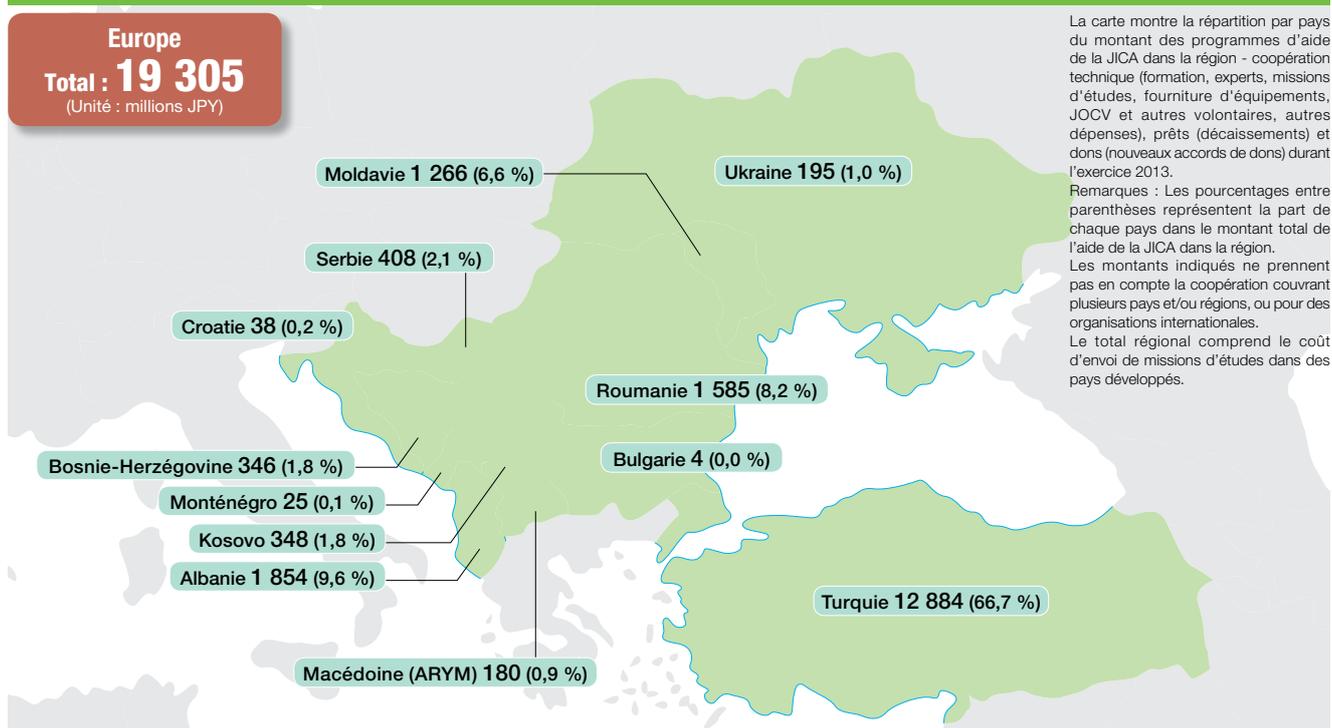
la gestion des déchets au Kosovo et en Albanie, ainsi que pour la protection des forêts en Macédoine. Dans l'ensemble, la protection de l'environnement est un élément majeur des activités de la JICA en Europe.

● Consolidation de la paix

Les pays des Balkans occidentaux se sont maintenant rétablis des conflits ethniques et des guerres civiles qui ont sévi dans les années 1990. Cependant, ces pays doivent faire face à de nombreux défis, notamment un fort taux de chômage et des tensions ethniques persistantes. Stabiliser les situations sociales pour permettre la coexistence de différentes ethnies est un problème majeur qui nécessite une aide internationale.

La JICA déploie une aide pour faciliter la collaboration entre les ethnies et la stabilisation sociale en Bosnie-Herzégovine. Dans le projet de coopération technique pour la modernisation des programmes

Programmes de la JICA en Europe (exercice 2013)



d'études en informatique (phase 2), un programme multiethnique pour l'enseignement de l'informatique est introduit dans les lycées du pays. En établissant un environnement où les élèves issus de différents groupes ethniques étudient ensemble et interagissent, le projet accompli des progrès réguliers vers l'établissement de liens de confiance [→ voir l'étude de cas page 75].

● Développement industriel

Les Balkans occidentaux, comme la Moldavie et l'Ukraine, deviennent un pôle d'exportation pour les pays de l'UE. En particulier, les Balkans occidentaux représentent un marché considérable avec un revenu national brut (RNB) par habitant relativement élevé et une population dépassant les 50 millions. De plus, il n'y a pas de taxes douanières en vertu de l'accord de libre-échange centre-européen (ALECE). Dans ce contexte, le JICA soutient la revitalisation de l'économie par la promotion du tourisme et des PME. Le projet de coopération technique pour l'établissement et la promotion de services d'accompagnement pour les petites et moyennes entreprises dans les Balkans occidentaux a pour objectif d'améliorer les services des organisations d'aide aux PME en Serbie, en Bosnie-Herzégovine et dans le Monténégro. La JICA apporte également une aide pour le renforcement des industries nationales et d'exportation, en Moldavie et en Ukraine, par la formation de participants étrangers.

Turquie — Renforcement des relations en tant que partenaire mondial

La Turquie joue un rôle fondamental de passerelle reliant l'Asie

et le Moyen-Orient à l'Europe. Le pays a enregistré une croissance remarquable ces dernières années. Ses relations diplomatiques harmonieuses avec les États-Unis, l'Europe, le Moyen-Orient, le Caucase et l'Asie centrale, permettent à la Turquie d'exercer une forte influence politique sur les régions environnantes. La JICA voit en la Turquie un partenaire mondial et elle renforce ce partenariat par les prêts d'APD et la coopération technique.

Concrètement, la JICA se concentre sur l'amélioration de l'environnement des affaires et des investissements pour soutenir un développement économique durable, ainsi que sur le renforcement des capacités de prévention et de gestion des catastrophes afin de minimiser le risque d'entrave au développement. Plus particulièrement dans le domaine de la prévention des catastrophes, la JICA privilégie trois domaines de coopération : la gestion du risque de catastrophe, l'atténuation des séismes et des tsunamis, et l'éducation à la prévention des catastrophes. La JICA a également lancé, en 2013, un cours de formation pour le développement des capacités du premier centre de formation sur les catastrophes en Turquie, établi dans la ville de Bursa.

En 2013, afin de renforcer leur partenariat de développement, la JICA et l'Agence turque de coopération et de coordination (TIKA) ont initié une coopération technique pour l'Afghanistan et d'autres pays d'Asie centrale, visant à transférer des techniques d'élevage du bétail.

En octobre 2013, le projet le plus emblématique de la coopération entre le Japon et la Turquie, le réseau de métro sous-marin traversant le Bosphore, est arrivé à son terme. Le projet bénéficiait de prêts japonais d'APD depuis 1999. Le partenariat devrait se renforcer encore à l'avenir [→ voir l'étude de cas ci-dessous].

Étude de cas Turquie : Projet de tunnel ferroviaire sous le Bosphore

Un métro sous-marin relie les deux rives d'Istanbul, le cœur de la Turquie

En plus des ponts et des ferries, un métro sous-marin financé par des prêts japonais d'APD a été inauguré, en octobre 2013, sous le détroit du Bosphore qui sépare l'Europe et l'Asie au cœur d'Istanbul. Le tunnel, de plus en plus utilisé par les Stambouliotes, devrait réduire les embouteillages.

Utilisation des dernières technologies japonaises

À Istanbul, dont la population s'élève à 13 millions d'habitants, la récente augmentation du nombre de véhicules provoque des embouteillages pour traverser le Bosphore qui relie l'Europe et l'Asie. Le trafic, sur les deux ponts qui enjambent le détroit, dépasse le volume prévu au cours de la conception des infrastructures. La pollution de l'air causée par les automobiles atteint par ailleurs un niveau critique.

Mais avec l'ouverture du tunnel sous-marin, le temps de la traversée est fortement réduit, à quatre minutes, pour 30 minutes avec le ferry. Le métro devrait rapidement assurer le transport de 1,5 million de voyageurs par jour.

Les toutes dernières technologies japonaises, notamment sur les structures parasismiques ou pour réduire la pollution occasionnée par les travaux, ont été mobilisées pour construire le tunnel immergé en son profond du monde¹.

Le premier ministre Shinzo Abe et le premier ministre de l'époque Recep Tayyip Erdogan discutent après avoir coupé le ruban lors de la cérémonie d'ouverture.



Les nouveaux trains qui traversent le tunnel.

En octobre 2013, une cérémonie d'inauguration a été organisée pour le 90^e anniversaire de la République. Le premier ministre Shinzo Abe a assisté à la cérémonie pour célébrer ce projet historique et, avec le premier ministre turc de l'époque et actuel président Erdogan, ils ont réaffirmé le partenariat puissant qui unit les deux pays.

L'amitié entre le Japon et la Turquie, qui remonte

au 19^e siècle, s'est renforcée au cours des dernières années. Le Japon devrait apporter une coopération au développement de plus en plus importante en s'appuyant sur sa technologie, notamment en matière de prévention des catastrophes.

1. Méthode de construction de tunnels sous-marins consistant à couler et connecter des blocs montés en avance sur la rive.

Objectifs du Millénaire pour le développement

Des problèmes de développement qui nécessitent une action conjointe de la communauté internationale

Progrès mondiaux vers la réalisation des OMD

La déclaration du Millénaire des Nations unies a été adoptée lors du sommet du Millénaire organisé en septembre 2000. Elle fixe plusieurs objectifs concrets à atteindre par la communauté internationale durant le XXI^e siècle, et elle précise l'orientation et le rôle des Nations unies sur les questions de paix et de sécurité, de développement et de pauvreté, d'environnement, des droits de l'homme et de protection des populations vulnérables. L'intégration dans un cadre commun de la déclaration du Millénaire et des objectifs de développement internationaux, définis dans les années 1990 lors d'autres grandes conférences et sommets internationaux des Nations unies, a conduit à l'établissement des OMD. Les OMD sont composés de huit objectifs clés à atteindre d'ici 2015.

Depuis l'établissement des OMD, des progrès sans précédent ont été accomplis dans de nombreux pays pour réduire la pauvreté et répondre aux besoins humains fondamentaux. Cependant, les niveaux de réussite diffèrent en fonction des objectifs, des pays et des régions. Le retard dans la réalisation des OMD est particulièrement manifeste dans les pays vulnérables ou affectés par un conflit, principalement situés en Afrique subsaharienne. Un certain nombre d'objectifs sont en passe d'être atteints : la réduction de moitié du taux de pauvreté ; l'élimination des inégalités entre les sexes dans l'éducation primaire et secondaire (égalité des sexes) ; et le renforcement de l'accès à une eau potable salubre. En revanche, d'autres objectifs semblent difficiles à atteindre pour le moment : la réduction de moitié de la population souffrant de la faim ; la réalisation de l'éducation primaire universelle ; et la réduction du taux de mortalité maternelle.

Contribution de la JICA à l'atteinte des OMD

À l'ère de la mondialisation et de l'interdépendance, soutenir la sécurité humaine et la stabilité de chaque individu devient essentiel, mais l'aide ne doit pas être uniquement bilatérale. Afin de parvenir à la sécurité humaine, la JICA contribue à la réalisation des OMD en travaillant à l'atteinte d'un développement dynamique qui bénéficie à tous.

● Soutien aux pauvres et à la réduction des inégalités

On estime qu'en 2015, le nombre de personnes vivant dans la pauvreté extrême dans les pays en développement sera de 1,6 milliard, principalement en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud. La plupart de ces personnes vivant en-dehors des villes et dépendant de l'agriculture pour leurs moyens d'existence, il est primordial de se concentrer sur le développement des zones rurales.

Afin d'apporter une aide inclusive aux populations pauvres, la JICA étudie depuis 2010 des méthodes de culture des fruits et légumes adaptées aux régions de haute altitude, et elle fournit des conseils techniques aux agriculteurs de six districts occidentaux du Bhoutan où les taux de pauvreté sont particulièrement élevés. Ces efforts permettent non seulement aux agriculteurs de gagner de l'argent liquide grâce à l'expédition et à la vente de leurs produits par des coopératives, mais aussi aux jeunes de quitter les zones urbaines où ils avaient migré pour revenir s'occuper des exploitations familiales. Dans sept régions du Myanmar, la JICA s'efforce d'améliorer la vie de la population locale et de réduire la pauvreté en construisant et en rénovant des infrastructures hautement prioritaires telles que des routes, des réseaux électriques et des systèmes d'approvisionnement en eau. En Éthiopie, suite aux dégâts importants causés par la sécheresse, la JICA a mis en place en 2012 un système d'assurance couvrant les dommages liés aux intempéries. Ce système garantit l'indemnisation des agriculteurs assurés lorsque le niveau des précipitations est en dessous d'un certain seuil. Le système doit renforcer la résilience des agriculteurs contre les risques liés aux conditions météorologiques difficiles ou instables.

● Éliminer l'écart entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire

Pour promouvoir l'égalité des genres, la JICA contribue à l'élimination de l'écart entre les sexes dans l'éducation. En Asie du Sud, par exemple, le taux d'alphabétisation des femmes adultes est assez faible, il est donc important d'élargir leurs opportunités d'apprentissage par des programmes d'alphabétisation ciblés. Au Pakistan, la JICA participe à l'amélioration des programmes d'alphabétisation par un soutien à l'enseignement non formel. En outre, pour faire face au problème du décrochage scolaire des filles dans

Progrès au niveau mondial vers la réalisation des OMD

Objectif/Cible	Afrique		Asie				Pacifique	Amérique latine/ Caraïbes	Asie centrale/ Caucase
	Nord	Subsaharienne	Est	Sud-Est	Sud	Ouest			
Objectif 1 : Éliminer l'extrême pauvreté et la faim									
Réduire de moitié la pauvreté extrême									
Réduire de moitié la faim extrême									
Objectif 2 : Assurer l'éducation primaire pour tous									
Achever la diffusion de l'enseignement primaire									
Objectif 3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes									
Taux de scolarisation des filles dans l'enseignement primaire									
Objectif 4 : Réduire la mortalité infantile									
Taux de mortalité des enfants âgés de moins de 5 ans : 2/3									
Objectif 5 : Améliorer la santé maternelle									
Mortalité maternelle : 3/4									
Objectif 6 : Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies									
Prévention de la propagation du VIH/sida									
Objectif 7 : Assurer la viabilité de l'environnement									
Réduire de moitié la population n'ayant pas accès à une eau salubre									
Réduire de moitié la population n'ayant pas accès à des installations sanitaires									

■ Objectifs dont la réalisation pour 2015 est probable ■ Objectifs dont la réalisation pour 2015 est peu probable pour le moment ■ Pas de progrès/dégradation ■ Données insuffisantes
Source : Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), *Rapport 2013 sur les objectifs du Millénaire pour le développement*

Les huit OMD

Logos créés par l'organisme à but non lucratif Hottokenai Sekai no Mazushisa (Ne vous résignez pas à la pauvreté dans le monde !)

**Éliminer l'extrême pauvreté et la faim****Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes****Améliorer la santé maternelle****Assurer la viabilité de l'environnement****Assurer l'éducation primaire pour tous****Réduire la mortalité infantile****Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies****Mettre en place un partenariat mondial pour le développement**

la primaire et le secondaire, la JICA élabore un programme pratique qui peut être considéré comme plus utile pour le quotidien.

● Assurer l'éducation primaire pour tous

La JICA travaille également sur l'amélioration de la qualité de l'éducation au Bangladesh, car le pays fait face à des obstacles significatifs pour parvenir à l'éducation primaire pour tous. En coopération avec neuf autres organismes d'aide, la JICA a déployé une aide financière pour le troisième programme de développement de l'éducation primaire établi par le gouvernement du Bangladesh. Depuis 2004, la JICA apporte également une aide pour le renforcement de l'enseignement des mathématiques et des sciences ; et les résultats obtenus sont très encourageants. Le taux de réussite dans les écoles cibles du programme dépasse d'ores et déjà la moyenne nationale.

● Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

L'amélioration de la santé et du bien-être des mères et de leurs enfants au cours des 15 dernières années a été limitée, voire insuffisante, pour les populations pauvres du monde entier. Afin de réduire la mortalité maternelle et périnatale au Burundi, la JICA a réexaminé et réorganisé les programmes de formation pour les professionnels de santé tout en renforçant la vérification des cas de décès maternel. En 2013, la JICA s'est concentrée sur l'amélioration des services de santé, en particulier pour les soins obstétricaux et néonataux. Aux Philippines, dont le niveau de santé maternelle et infantile est l'un des plus faibles de la région, la JICA s'efforce d'améliorer les services de santé maternelle et infantile dans deux provinces. Ces efforts se sont traduits par une amélioration notable de la santé et du bien-être des mères et par une hausse significative du nombre d'accouchements accompagnés par des médecins et des sages-femmes. À la lumière de ces résultats encourageants, la JICA apporte aujourd'hui une aide pour étendre cette approche à d'autres provinces. Parallèlement à ces mesures d'aide, la JICA promeut la couverture santé universelle, un concept affirmant le droit à un accès opportun et peu onéreux à des services de santé pour tous, notamment de promotion de la santé, ainsi que de prévention des maladies, de traitement et de rééducation.

● Accès à l'eau salubre et à l'assainissement

L'objectif relatif à l'amélioration de l'accès à l'eau salubre a été atteint dans la plupart des régions du monde en 2010. Cependant, la majorité des pays d'Afrique subsaharienne ont encore des difficultés à réaliser cet objectif. Concrètement, l'accès à des installations sanitaires de base est l'un des objectifs accusant le retard le plus important. Dans trois régions du Sénégal ayant un accès limité aux installations sanitaires, la JICA apporte une aide non seulement aux enseignants et aux responsables de l'éducation à la santé, mais aussi aux travailleurs qu'elle a formés au développement et à la construction de toilettes modèles. Avec la concentration des populations dans les zones urbaines, les pays asiatiques ayant atteint l'objectif connaissent encore des problèmes d'approvisionnement en eau. Dans ce contexte, la JICA a notamment contribué à l'introduction d'un dispositif de contrôle à distance dans la

zone urbaine de Cebu, aux Philippines, pour fournir une vision exacte de la situation. La JICA, en collaboration avec la ville de Yokohama, prévoit d'organiser une formation sur le fonctionnement du dispositif.

Contribution au programme de développement pour l'après-2015

L'échéance fixée pour la réalisation des OMD sera atteinte dans moins d'un an. La communauté internationale discute de manière approfondie du cadre de développement pour l'après-2015, autrement dit du programme de développement pour l'après-2015. Il ne fait pas de doute à ce stade qu'il sera nécessaire de poursuivre les efforts entrepris pour les cibles qui ne seront pas atteintes dans le cadre des OMD actuels. Afin d'apporter une attention particulière aux personnes qui n'ont pas bénéficié des OMD, il est fondamental d'avoir une vision inclusive des inégalités internes.

De plus, les pays ayant atteint un taux de croissance économique remarquable affichent parallèlement de bons résultats en matière de réalisation des OMD, ce qui confirme l'impact de la croissance économique sur la réduction de la pauvreté. Par ailleurs, certains problèmes mondiaux posent des risques majeurs susceptibles d'entraver la réalisation des OMD. On peut notamment citer les catastrophes naturelles, l'augmentation des prix alimentaires, les crises financières et les maladies infectieuses. Pour cette raison, il est important d'adopter une approche visant à intégrer la gestion de ces risques dans les futurs plans de développement. Simultanément, l'établissement de la résilience doit également être mis en avant, car la capacité à faire face à ces risques sera critique pour la formation d'un nouveau cadre de développement efficace. Une approche adaptée de la gestion du risque est particulièrement importante au regard de la préparation et de la prévention des catastrophes, dans la mesure où ce sont des facteurs clés de la planification du rétablissement et de la résilience des communautés. De fait, cette approche de la gestion du risque fait l'objet d'un intérêt croissant au niveau international en tant que mode de coopération mobilisant les connaissances et expériences acquises par le Japon dans le domaine de la préparation aux catastrophes et du rétablissement.

La croissance démographique de certains pays s'accompagne d'une augmentation de la demande alimentaire et de ressources, tandis que les émissions de gaz à effet de serre et la production de déchets résultant des activités économiques de populations toujours plus importantes sont une source d'inquiétude grandissante quant au fardeau que cela représente pour l'environnement naturel. Même si la durabilité environnementale figure parmi les OMD, le problème est appelé à prendre une place encore plus importante pour l'après-OMD.

Le programme de développement pour l'après-2015 devrait encourager les efforts visant à résoudre ou améliorer les problèmes qui n'ont pas été résolus par les OMD actuels, tout en fixant des objectifs et des cibles universels pour les problèmes nouveaux et émergents. Dans une perspective de sécurité humaine, la JICA poursuivra ses efforts pour l'établissement d'un nouveau cadre de développement en se basant et en s'inspirant de son aide passée, centrée sur une perspective de développement inclusif et résilient.



Philippines : Sur l'île de Mindanao, le terminal à conteneurs construit avec une aide japonaise contribue à la dynamisation logistique des zones environnantes, en augmentant le volume des cargaisons.

Message du directeur général

Vers une croissance durable, une résilience accrue et un développement inclusif



Akira Nakamura Directeur général Département des infrastructures et de la consolidation de la paix

Parallèlement au développement urbain et régional, au trafic et au transport, ainsi qu'au développement des infrastructures publiques pour les technologies de l'information et des communications, qui sont fondamentaux à tout pays, le département des infrastructures et de la consolidation de la paix de la JICA s'implique également fortement dans les questions transversales telles que la consolidation de la paix, l'égalité des sexes et la réduction de la pauvreté. Pour garantir une croissance durable, une résilience accrue et un développement inclusif — bénéficiant à tous — le département renforce son approche globale et son approche stratégique.

Pour contribuer à la croissance durable de chaque pays et région, la JICA assure une coopération dans des domaines tels que le développement urbain et régional, le trafic et le transport, et l'information et les communications, qui constituent les fondements de la croissance.

Le développement d'infrastructures régionales s'étendant sur plusieurs pays est plus important que jamais à l'heure de la mondialisation, comme l'a notamment montré la cinquième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD V). La JICA a mené une étude sur les stratégies de développement du corridor de Nacala, au Mozambique, en 2013, afin de soutenir le développement économique en Afrique australe. En Afrique de l'Ouest, une initiative de corridor de développement a été lancée pour renforcer le réseau régional de transport de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). En Afrique comme dans le reste du monde, la JICA privilégie toujours un soutien global conforme à la stratégie d'exportation des systèmes d'infrastructures du gouvernement japonais, où l'élaboration des plans directeurs, l'exploitation et la maintenance font partie d'un seul processus, tout en intégrant le développement des ressources humaines et les systèmes nécessaires.

Au Myanmar, la JICA participe à l'élaboration d'un projet dans le cadre du programme de développement urbain du Grand Rangoun à travers des partenariats avec des entreprises du secteur privé. Les résultats de ce projet ont été présentés dans

un séminaire conçu pour partager largement les expériences entre les différents acteurs, notamment privés.

Dans le domaine des transports, la JICA soutient l'établissement d'un plan directeur national pour les transports au Vietnam. La JICA s'efforce également d'optimiser les résultats de cette initiative grâce à la combinaison d'un prêt d'APD pour la construction d'un terminal de passagers et d'une coopération technique pour l'exploitation de l'aéroport international de Noi Bai.

Suite à la catastrophe causée par le typhon Haiyan aux Philippines, la JICA a déployé une aide selon le concept de « Mieux reconstruire » en envoyant une équipe de spécialistes de la reconstruction dès le stade de l'aide d'urgence afin d'assurer la continuité de l'aide vers la reconstruction.

Les initiatives de consolidation de la paix sont tout aussi importantes que l'aide en faveur d'une croissance durable. En 2013, l'accord de paix global sur le Bangsamoro a été signé à Mindanao, aux Philippines. La JICA soutient la consolidation de la paix depuis 2002 et continue de contribuer au bon déroulement de ce processus avec la nouvelle entité politique, le gouvernement autonome, en tirant parti de son réseau et de son expérience. La JICA veille à ce que les questions transversales telles que l'égalité des sexes et la réduction de la pauvreté soient intégrées à chaque fois que possible dans ses projets, en systématisant les connaissances issues de ses activités et le point de vue de la communauté internationale.

Égalité des sexes et développement

Mettre en évidence les problèmes de développement liés au genre, les besoins et les impacts



L'objectif du Millénaire pour le développement (OMD) concerné est représenté en couleur.

Le genre, qui s'inscrit dans un contexte socio-culturel donné, peut se rapporter aux rôles assignés aux hommes et aux femmes ainsi qu'à leurs relations réciproques. À l'échelle mondiale, la probabilité d'être en situation de désavantage sur le plan social, politique et économique est bien plus forte pour les femmes que pour les hommes. C'est pourquoi l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes occupent une place centrale parmi les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) définis par les Nations unies.

La JICA promeut la prise en compte de la dimension de genre, une approche globale qui permet d'intégrer une perspective sexospécifique à tous les stades (planification, élaboration, mise en œuvre, suivi et évaluation) des politiques, programmes et projets, afin de mettre en évidence les problèmes de développement liés au genre, les besoins et les impacts.

● Situation générale

L'intégration de la dimension de genre vise à réaliser l'« égalité des sexes et l'autonomisation des femmes »¹ dans tous les domaines de la société.

Dans une société où existent des inégalités entre les sexes, les politiques, les mesures ou les projets de développement en apparence « neutres » peuvent influencer de manière différente sur les hommes et les femmes. Il est donc nécessaire d'intégrer une perspective d'égalité des sexes à tous les stades (planification, mise en œuvre, suivi et évaluation) des politiques, programmes et projets de développement, en tenant compte des problèmes et des besoins résultant des rôles différents des hommes et des femmes dans la société ainsi que de leurs relations de pouvoir. Ce processus dit d'« intégration de la dimension de genre » a pour objectif de parvenir à l'autonomisation des femmes dans les communautés et à l'égalité des sexes.

Le plus souvent, les rôles et les responsabilités incombant aux hommes et aux femmes relèvent de représentations inconscientes liées aux valeurs, à la culture, aux traditions et aux coutumes d'une région. Ces représentations influent sur les politiques, les systèmes et les organisations. Par ailleurs, indépendamment du fait qu'un pays soit industrialisé ou en développement, il est probable que les idées reçues et le système social se calquent sur un point de vue masculin. Ainsi, la conception du genre, façonnée par une société et une culture dominées par les hommes, est porteuse d'inégalités de pouvoir entre les hommes et les femmes. Dans ce contexte, il est essentiel de soutenir les mécanismes nationaux tels que les agences nationales, les dispositifs et organisations nationales luttant pour l'égalité des sexes, dont le ministère des Affaires féminines, pour veiller à ce que les politiques et les systèmes des pays partenaires intègrent une perspective de genre.

Or, la plupart du temps, les statistiques, données et indicateurs ne sont pas ventilés par sexe. Ce problème entrave également la compréhension des différences de statut social des femmes et des hommes, et les problèmes et besoins spécifiques qui en découlent. Si l'on introduit la dimension de genre dans le processus d'élaboration des politiques ou de renforcement des institutions sans avoir une compréhension suffisante de la société de la région ciblée, on risque même d'obtenir le contraire de ce que l'on souhaite et d'accentuer les disparités entre les sexes. Il est donc essentiel de collecter et d'analyser en profondeur les données de base nécessaires à l'élaboration des plans et des projets en fonction de la région, du sexe, de l'âge, de l'appartenance ethnique et religieuse des bénéficiaires, et de former des ressources humaines qui partagent cette perspective et peuvent

en intégrer les résultats dans les politiques et les systèmes.

Il est important d'encourager l'autonomisation des femmes dans la mesure où elle facilite l'application d'une politique d'égalité entre les sexes. Simultanément, il est essentiel de déployer des efforts pour faire évoluer les consciences et les actions des hommes, des décideurs et de ceux qui disposent d'une influence au sein de la communauté (tels que les responsables administratifs, les enseignants, les hommes politiques et les chefs religieux).

● Actions de la JICA

Depuis plusieurs années, la JICA développe une stratégie de base pour mettre en œuvre des projets intégrant une perspective de genre et elle affirme avec force les enjeux prioritaires dans ce domaine. Elle a également mis en place un cadre organisationnel pour l'intégration de la dimension de genre.

Les efforts d'aide portent sur l'élaboration de politiques et de systèmes et sur le renforcement de la capacité organisationnelle favorisant l'égalité des sexes au Cambodge, au Nigeria [→ voir l'étude de cas page 54], et au Népal. Pour promouvoir l'autonomisation des femmes, la JICA est active dans de nombreux domaines, notamment l'éducation des femmes, l'amélioration de la santé maternelle et infantile et l'aide aux chefs d'entreprise féminins. Ces projets font en sorte que la prise en compte de la perspective de genre se traduise par des actions et des résultats concrets.

À travers le projet d'autonomisation des petits exploitants horticoles (SHEP) au Kenya, la JICA concentre son attention sur le rôle joué par les femmes dans les activités agricoles. Ce projet assure aux hommes et aux femmes une participation à parts égales aux divers travaux agricoles, et des activités éducatives destinées aux deux sexes sont organisées sur des questions sexospécifiques. Le projet cherche ainsi à faire évoluer les relations conjugales d'un rapport d'employeur à employé vers un rapport de partenaires égaux. À cet égard, le projet a déjà fait la preuve de sa capacité à augmenter les revenus agricoles. Pour les projets dans les zones affectées par un conflit comme l'Afghanistan, Mindanao et le Soudan, la JICA

1. Selon les « Lignes directrices du CAD pour l'égalité homme-femme et le renforcement du pouvoir des femmes dans le cadre de la coopération pour le développement » publiées par le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, « L'égalité homme-femme n'implique pas que les hommes et les femmes deviennent identiques, mais qu'ils aient des possibilités et des chances égales dans l'existence. L'importance accordée à l'égalité homme-femme et au renforcement du pouvoir des femmes ne présuppose pas un modèle particulier d'égalité homme-femme pour toutes les sociétés et cultures, mais traduit le souci de donner aux hommes et aux femmes des chances égales de choisir ce qu'il faut entendre par égalité homme-femme et de leur permettre d'y travailler de façon concertée. En raison des disparités existantes, l'égalité de traitement des hommes et des femmes ne constitue pas une stratégie suffisante pour garantir l'égalité homme-femme. »

redouble d'efforts pour améliorer les moyens de subsistance des femmes en pratiquant le recrutement préférentiel de femmes qui ont perdu leur mari au combat, et en organisant des formations professionnelles.

Ces dernières années, la nécessité de faire face à de nouveaux problèmes de développement liés au genre, tels que la traite des êtres humains et d'autres formes de violence sexiste, est de plus en plus reconnue. La traite des personnes est un crime grave et une violation majeure des droits humains ; elle inflige aux victimes, pour l'essentiel des

femmes et des enfants — mais parfois aussi des hommes — d'importantes souffrances physiques et émotionnelles. Il est donc impératif d'apporter une réponse rapide et adéquate à ce problème. En 2009, la JICA a démarré un projet, en Thaïlande, destiné à renforcer les capacités des organisations et du personnel luttant contre le trafic d'êtres humains. La JICA a également commencé deux nouveaux projets au Myanmar et au Vietnam, en 2012, pour renforcer les mesures régionales de lutte contre le trafic d'êtres humains dans la région du Mékong, en se basant sur les expériences en Thaïlande.

Étude de cas

Nicaragua : Projet de renforcement de services intégrés pour la prévention du risque social et l'attention aux familles et aux communautés

Protéger les femmes et les jeunes contre les risques sociaux

Au Nicaragua, les femmes et les jeunes doivent faire face à des problèmes sociaux de plus en plus graves, tels que les agressions sexuelles, la maltraitance ou le travail des enfants. La JICA soutient le renforcement des capacités administratives du pays à prévenir ces risques sociaux.



Des petites filles souriantes dans un centre communautaire géré par le ministère de la Famille.

Des services administratifs attentifs à l'égalité des sexes et à la protection des droits humains des femmes

Avec l'augmentation du nombre de crimes ces dernières années au Nicaragua, la détérioration de la sécurité publique est devenue un problème social. Parallèlement, le Nicaragua voit également une progression des risques sociaux, notamment les violences conjugales, les abus sexuels, la toxicomanie et le travail des enfants, ce qui menace gravement les moyens de subsistance de la population.

Les femmes et les enfants, particulièrement vulnérables à ces risques sociaux, sont souvent victimes de ces violences. Des recherches montrent

que près de 30 % des femmes du Nicaragua ont subi des violences physiques ou sexuelles. Pour les violences sexuelles, 80 % des victimes ont été agressées par des personnes de leur entourage, membres de la famille, proches ou voisins ; et 80 % sont âgées de moins de 18 ans. Cette recherche indique que le foyer, qui devrait être l'endroit le plus sûr, peut être le lieu le plus dangereux pour les femmes et les filles du Nicaragua.

Dans ce contexte, le ministère de la Famille, de l'adolescence et de l'enfance (ci-après ministère de la Famille), responsable de la protection des enfants et des jeunes ainsi que de la fourniture des services sociaux, a pour objectif de fournir des services

administratifs efficaces à la population en coopération avec les agences gouvernementales concernées, la société et les ressources humaines communautaires.

Par exemple, dans les cas d'abus ou de négligence considérés comme une violation des droits humains et de la dignité des enfants et des jeunes personnes, il est important de leur apporter une protection rapide et adaptée, mais aussi de mettre en place des programmes de formation et des conseils à leurs familles afin d'améliorer les relations familiales. Parallèlement aux mesures préventives, notamment les activités éducatives pour éviter les risques, la JICA promeut également les activités pour une meilleure prise de conscience des risques sociaux qui planent sur la communauté, par exemple les drogues, les mauvais traitements sur les enfants et les violences faites aux femmes.

En termes de sécurité humaine et de développement inclusif, la JICA soutient le renforcement des capacités administratives afin que le ministère de la Famille puisse fournir des services administratifs en prenant en considération l'égalité des sexes et les droits humains des femmes, les risques sociaux des filles et des femmes ainsi que les besoins difficiles à visualiser.

Il est important non seulement que les femmes et les filles victimes d'abus sexuels soient protégées contre les dommages secondaires tels que les comportements sexistes lors du suivi psychologique, mais également qu'elles puissent recevoir le soutien nécessaire. À cette fin, la JICA organise des programmes de formation pour les fonctionnaires des différentes antennes du ministère de la Famille, responsables de la gestion du suivi psychologique des victimes. Par ailleurs, la JICA travaille également sur des activités visant à renforcer les partenariats avec d'autres agences administratives et à améliorer la prise de conscience des droits humains parmi la population.

Réduction de la pauvreté

Appui au renforcement des capacités fondamentales des populations pauvres



L'objectif du Millénaire pour le développement (OMD) concerné est représenté en couleur.

Dans les pays en développement, la proportion de pauvres dans la population a reculé, passant de 47 % en 1990 à 20,6 % en 2010. Ce progrès s'explique en partie par le développement économique de l'Asie. Cependant, presque la moitié de la population d'Afrique subsaharienne continue de souffrir de la pauvreté. De plus, la hausse des prix alimentaires et la crise financière survenues récemment font craindre une augmentation du nombre de personnes risquant de basculer dans la pauvreté.

Afin de promouvoir sa vision d'un « développement inclusif et dynamique », la JICA a fait de « la réduction de la pauvreté par une croissance équitable » l'une de ses quatre stratégies. La JICA déploie une aide pour le développement des ressources humaines, le renforcement des capacités, l'amélioration des politiques et des institutions ainsi que pour l'établissement d'infrastructures économiques et sociales dans les pays en développement.

● Situation générale

La pauvreté est un problème qui ne peut être ignoré dans la perspective de la sécurité humaine, comme le souligne la Charte de l'APD du Japon. Selon les estimations, près de 1,2 milliard d'individus dans le monde vivent au-dessous du seuil de pauvreté de 1,25 USD par jour.

De plus, les catastrophes naturelles, la destruction de l'environnement et d'autres facteurs compromettent sérieusement le maintien des moyens d'existence traditionnels. Certaines populations sont donc extrêmement vulnérables face à la pauvreté. Des problèmes comme la maladie, le chômage, l'absence d'éducation et la discrimination sociale s'influencent mutuellement. La situation d'un individu happé par ce cercle vicieux est telle qu'il lui est difficile d'en sortir. Ce phénomène, parfois appelé « piège de la pauvreté » est l'un des enjeux urgents à prendre en compte dans les efforts de réduction de la pauvreté. Éluder les problèmes de pauvreté et de vulnérabilité risque de creuser l'écart entre les riches et les pauvres et

d'intensifier la compétition pour l'obtention des ressources, au détriment de la stabilité sociale.

Ces dernières années, il est devenu évident que l'état de pauvreté résulte d'un manque important de capacités dans les domaines suivants : capacité d'accès à des moyens d'existence stables et durables, ou (1) capacités économiques ; capacité d'être en bonne santé, de bénéficier d'une instruction de base et de vivre dans un environnement sain, ou (2) capacités humaines ; capacité d'affronter les différents facteurs qui menacent la vie humaine, ou (3) capacités défensives ; et capacité de prendre part à une vie sociale dans laquelle le respect – de sa personne, de sa culture et de ses coutumes – est assuré, ou (4) capacités politiques et (5) socio-culturelles.

● Actions de la JICA

Afin de contribuer à une croissance équitable et à une réduction durable de la pauvreté, la JICA entend permettre à chaque personne en situation



Étude sur les moyens de subsistance des ménages bénéficiant du transfert conditionnel de liquidités au Honduras.

de pauvreté de pouvoir en sortir, en renforçant ses capacités dans les cinq domaines précédemment cités. L'Agence veille également à la mise en place des environnements qui leur permettent d'exploiter ces capacités. Concrètement, l'action de la JICA porte à la fois sur : (1) la mise en œuvre de « mesures de lutte contre la pauvreté » pour venir en aide directement aux pauvres ; et (2) la « prise en compte de la pauvreté » par l'intégration dans les projets d'approches créatives destinées à améliorer la situation des pauvres, en leur permettant de bénéficier des résultats des projets réalisés dans divers domaines. À cette fin, la JICA rassemble des informations sur le type de population qui souffre de la pauvreté et sur sa localisation (le ciblage), et elle adopte des méthodes efficaces pour réduire la pauvreté. De plus, la JICA organise des projets et des programmes de formation

sur les méthodes innovantes qui font l'objet d'une attention accrue ces dernières années. L'objectif est de permettre aux pauvres qui vivent d'un revenu irrégulier de pouvoir chaque mois à leurs dépenses récurrentes de santé, d'éducation et d'alimentation. Ces approches couvrent des méthodes telles que : la « microfinance », qui fournit des services d'épargne et de prêts modiques ; le « transfert conditionnel de liquidités », par lequel le gouvernement vise à redistribuer des revenus, en versant directement de l'argent ou son équivalent à des individus ou des ménages, à condition qu'ils remplissent certaines obligations ; et les « techniques à haute intensité de main d'œuvre » qui peuvent générer des emplois à court terme pour les pauvres.

Étude de cas Étude sur les projets ayant une composante de microfinance

Pour une intégration efficace de la microfinance dans la coopération technique

Les projets qui intègrent la microfinance dans leurs activités — qui ont une composante microfinance — représentent la plus grande partie des projets de coopération technique liés à la microfinance de la JICA. La JICA a mené une étude de terrain afin de renforcer l'efficacité de la composante microfinance.

La composante microfinance

La JICA soutient la microfinance par une aide technique et financière qui contribue à la réduction de la pauvreté en améliorant l'accès aux services financiers. La composante microfinance est l'un de ces efforts.

Dans de nombreux projets d'amélioration des moyens de subsistance ou de production agricole dans les zones rurales et les bidonvilles urbains, la méthode des fonds renouvelables avec la participation des bénéficiaires a été adoptée pour parvenir aux objectifs des projets. Ce système de financement assure la collecte de fonds et octroie des prêts au sein d'un groupe de bénéficiaires, en utilisant des

gains du projet ou les contributions et l'épargne des bénéficiaires, en tant que ressources financières. Ces activités s'inscrivent dans le cadre des « activités d'aide mutuelle » que l'on retrouve souvent dans les communautés traditionnelles, et qui sont considérées comme une première étape décisive pour les pauvres, y compris ceux qui se trouvent dans les situations les plus difficiles, pour accéder aux services financiers afin de stabiliser et d'améliorer leurs moyens de subsistance et leurs revenus.

L'introduction de ces dispositifs de microfinance a été assurée par les gouvernements des pays en développement ou par les bailleurs de fonds.

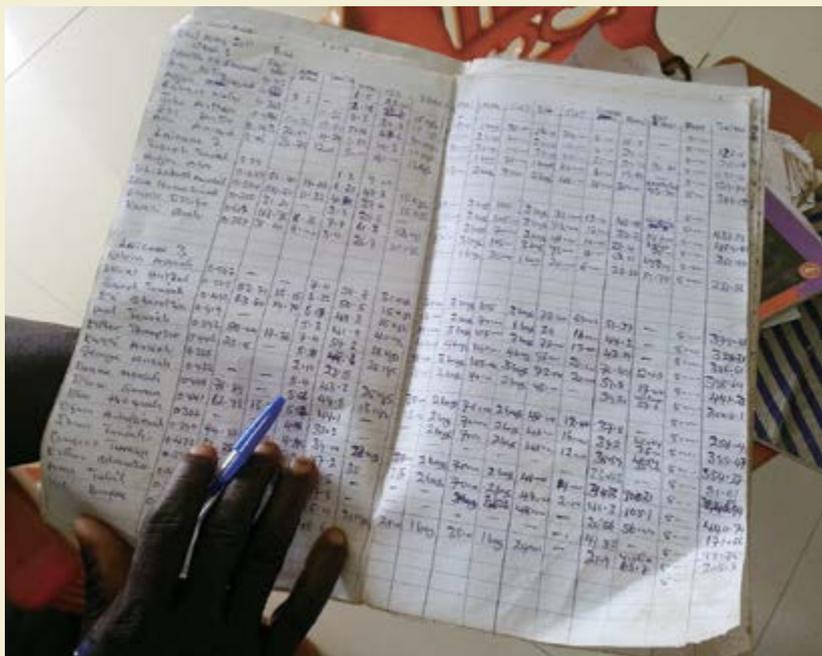
Cependant, seul un nombre limité d'entre eux ont produit des résultats concrets. Le manque de pérennité du système et les faibles taux de remboursement font partie des principaux problèmes identifiés. Par ailleurs, l'importance de la microfinance et de l'accès à des services financiers officiels a été réaffirmée dans les débats récents sur le développement au niveau international. Dans ce contexte, il existe un besoin croissant d'utilisation de la microfinance dans les projets de coopération technique.

Organisation des enseignements

En réponse, la JICA a mené un projet d'étude afin de prendre la mesure de la situation, des effets et des problèmes liés à la composante microfinance, puis d'intégrer les activités de microfinance dans les futurs projets de manière plus efficace. L'étude a sélectionné sept projets de coopération technique en Asie et en Afrique, portant notamment sur le développement agricole, la protection de l'environnement naturel, la reconstruction et le développement communautaire.

L'étude montre que l'octroi de prêts permet aux bénéficiaires de diversifier et d'étendre leurs sources de revenus en investissant dans des petites entreprises ; et que par ailleurs, l'épargne permet aux bénéficiaires de vivre avec des revenus instables ou de faire face à des dépenses imprévues. L'étude a montré que les activités de microfinance favorisent une réalisation plus efficace des objectifs des projets de coopération technique, notamment l'amélioration des moyens de subsistance des agriculteurs, la promotion de la protection de la forêt et la reconstruction des communautés.

Par ailleurs, certains problèmes relatifs à la durabilité et aux systèmes de gestion financière ont été identifiés. Ainsi, l'étude a mis en évidence les enseignements des projets passés, notamment la nécessité de collaborer avec les institutions de microfinance existantes et l'importance relative de l'épargne par rapport à l'emprunt. En tirant parti de ces enseignements, la JICA mettra en œuvre la composante microfinance de manière plus efficace.



Un registre consignait les activités de microfinance d'un groupe de bénéficiaires au Ghana.

Consolidation de la paix

Soutenir la consolidation de la paix pour prévenir la résurgence des conflits



L'objectif du Millénaire pour le développement (OMD) concerné est représenté en couleur.

La plupart des conflits sont des guerres civiles qui éclatent dans le monde en développement, et plus particulièrement dans les pays et les régions les plus pauvres. Dans ce type de conflit, les combattants, mais aussi les citoyens ordinaires et les enfants deviennent à la fois auteurs et victimes de violences. L'impact sur la vie des populations est donc considérable, même après la fin du conflit.

Dans le but de promouvoir la paix et de prévenir les conflits et leur résurgence, la JICA mène des actions concertées pour reconstruire le capital social et soutenir la reprise de l'économie, afin de contribuer à corriger les disparités – qui sont l'une des causes des conflits – et de favoriser l'égalité des chances. Elle s'emploie également à restaurer les systèmes et les fonctions des États et à renforcer la sécurité.

● Situation générale

Dans le monde d'aujourd'hui, la majorité des conflits sont des guerres civiles survenant, pour la plupart, dans des pays et régions en développement qui comptent parmi les plus vulnérables économiquement. Alors que les citoyens ordinaires sont de plus en plus nombreux à être victimes de conflits, la frontière entre combattants et civils se fait plus floue et les cas où les citoyens ordinaires, voire les enfants, deviennent auteurs

de violences sont de plus en plus fréquents.

Les conflits détruisent non seulement les infrastructures sociales et physiques essentielles aux moyens de subsistance de la population, mais ils défont les liens qui unissent la société et ils exacerbent la méfiance et la haine. Ils provoquent la destruction et laissent souvent un sentiment d'amertume lors de la reconstruction.

La consolidation de la paix nécessite une approche globale qui intègre

Étude de cas

Philippines : Accord de paix global à Mindanao – Aide à l'établissement d'un nouveau gouvernement autonome

Pour le renforcement des capacités administratives et un développement régional stable

Le conflit qui agite l'île de Mindanao depuis 40 ans s'est enfin terminé, en mars 2014, avec la conclusion d'un accord de paix global. En se basant sur les expériences accumulées depuis 2002, la JICA soutient l'établissement d'un nouveau gouvernement autonome.

Permettre à la population de profiter des bénéfices de la paix

Le 27 mars 2014, l'accord de paix global sur le Bangsamoro a été signé par les représentants des groupes de négociation du gouvernement philippin et du Front moro islamique de libération (FMIL) en présence du président des Philippines, Benigno Aquino III, et du président du FMIL, Ebrahim Murad. Cet accord de paix global sur Mindanao stipule l'établissement d'un nouveau gouvernement du Bangsamoro en 2016, et fixe le cadre de base du corps administratif.

Depuis 2002, le gouvernement japonais contribue activement aux négociations de paix. Avec le gouvernement, la JICA apporte également une aide aux zones affectées par le conflit à Mindanao en envoyant du personnel pour la composante développement socioéconomique de l'équipe de surveillance internationale. D'autres activités pour la restauration de la paix après un conflit comprennent le développement des ressources humaines en appui au développement, le développement communautaire et la promotion des opportunités d'échange d'opinions entre les



Cérémonie de signature de l'accord de paix global sur le Bangsamoro, au palais de Malacanang.

acteurs de l'accord de paix.

Suite aux conclusions de l'accord, un processus de transfert commencera pour l'établissement d'un nouveau gouvernement autonome. En mobilisant ses expériences passées et son réseau, la JICA participera à l'amélioration des revenus de la population et au développement régional à moyen et long terme. Cette aide sera mise en œuvre en prenant en compte la nouvelle situation politique de la population locale afin de développer la région du Bangsamoro et de stabiliser les moyens de subsistance de ses habitants.

Dans le projet de développement global

des capacités pour le Bangsamoro, en cours, la JICA soutient l'établissement d'un nouveau gouvernement. L'aide comprend le développement des ressources humaines qui joueront un rôle central au sein du gouvernement, la construction du système administratif et l'établissement de plans de développement régional. Afin de faciliter la transition entre les services administratifs existants et ceux du nouveau gouvernement, la JICA accélérera son aide afin que la population de Mindanao puisse profiter des bénéfices de la paix.

trois perspectives : militaire, politique et socioéconomique. Les moyens politiques et militaires, comme la diplomatie préventive, constituent des facteurs essentiels pour la prévention et la résolution des conflits ainsi que pour la consolidation de la paix. L'aide au développement joue également un rôle de plus en plus important, car elle atténue les disparités économiques ainsi que d'autres facteurs susceptibles de provoquer des conflits et favorise l'égalité des chances.

● Actions de la JICA

La JICA s'attache à promouvoir la paix et à prévenir le déclenchement ou la récurrence des conflits armés. L'Agence intervient durant les conflits et juste après pour aider la population à surmonter certaines difficultés et pour contribuer à créer des conditions favorisant un développement stable à moyen et long terme.

La JICA soutient plus particulièrement (1) la reconstruction du capital social, (2) la reprise économique, (3) la reconstruction du système de gouvernance, et (4) le renforcement de la sécurité.

Ces dernières années, immédiatement après les conflits, la JICA a concentré son aide sur la reconstruction rapide des services administratifs

pour établir une société où la population peut profiter des bénéfices de la paix, autrement dit des « dividendes de la paix ». Cet effort a pour ambition d'assurer le rétablissement rapide des fonctions administratives telles que l'éducation et les soins de santé, interrompues durant le conflit ; de répondre aux attentes de la population après la conclusion de l'accord de paix ; et de restaurer la confiance du public envers le gouvernement.

Dans les zones où les systèmes administratifs restent incomplets, des approches flexibles sont adoptées, notamment par un soutien direct aux communautés. La JICA a déjà obtenu des résultats très encourageants en Ouganda, en Côte d'Ivoire et au Soudan.

Les connaissances et expériences obtenues par ces projets sont présentées lors de conférences d'experts au niveau national ou international, et elles sont partagées avec d'autres organismes d'aide à travers des échanges de vues lors d'ateliers. Ce faisant, la JICA vise une mise en œuvre plus efficace des projets. De plus, la JICA entend renforcer ses initiatives dans le domaine de la consolidation de la paix, notamment par le développement des ressources humaines pour constituer les équipes d'experts qui participeront à ce processus.

Étude de cas **Jordanie : Aide aux réfugiés syriens et aux communautés hôtes**

Aide globale aux populations qui accueillent les réfugiés

Avec la guerre civile qui déchire la Syrie depuis 2011, la Jordanie voit de nombreux réfugiés affluer sur son territoire. La JICA utilise plusieurs dispositifs d'aide pour soutenir le gouvernement jordanien et les communautés accueillant les réfugiés syriens, qui représentent aujourd'hui 10 % de la population totale du pays.

La Jordanie avait une population de près de 6,3 millions de personnes en 2012. Le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) estimait à près de 590 000 le nombre de réfugiés syriens vivant en Jordanie en avril 2014, et en comptabilisant les personnes n'ayant pas demandé le statut de réfugié, le nombre réel de réfugiés syriens dépassait largement le million.

Des prêts d'APD pour la stabilité macroéconomique

Plus de 80 % des réfugiés syriens vivent dans des communautés ordinaires avec des Jordaniens.



Un expert de la JICA vérifie l'état d'une canalisation au cours d'une analyse de la situation des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans les communautés hôtes.

Avec l'augmentation rapide du nombre de réfugiés, les moyens de subsistance des Jordaniens, dont les infrastructures sociales sont vulnérables, sont menacés. On rapporte par ailleurs des tensions entre les réfugiés syriens et les Jordaniens à cause de la détérioration de l'approvisionnement en eau et d'une progression des dépôts illégaux d'ordures. Ainsi, le pays doit faire face au besoin urgent d'aide des communautés locales, appelées communautés hôtes, qui accueillent les réfugiés syriens.

Pour répondre à cette situation, la JICA apporte une aide directe aux réfugiés, notamment par la fourniture de matériel d'aide et par l'envoi de volontaires japonais pour la coopération à l'étranger dans les camps de réfugiés. En outre, la JICA s'efforce de minimiser les impacts du conflit en apportant une aide globale et à plusieurs niveaux à la Jordanie.

En 2012, la JICA a octroyé un prêt d'APD de près de 12,2 milliards JPY au pays pour participer à l'amélioration de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et des services de santé dans les régions défavorisées de la Jordanie. De plus, la JICA a accordé un autre prêt d'APD de 12 milliards JPY pour soutenir le gouvernement jordanien confronté à



Des enfants dans un camp de réfugiés.

une situation budgétaire difficile à cause de l'afflux massif de réfugiés syriens.

Pour la partie nord de la Jordanie, où vivent de nombreux réfugiés syriens, avec un approvisionnement en eau de plus en plus dégradé, la JICA a accordé un don de près de 2,5 milliards JPY en appui au développement des infrastructures. Enfin, la JICA a mené des projets qui bénéficient directement à la population en apportant un soutien technique, notamment pour la planification du développement de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement.

Développement urbain et régional / Transports / Technologies de l'information et des communications (TIC)

Des infrastructures à la hauteur des espoirs des populations



L'objectif du Millénaire pour le développement (OMD) concerné est représenté en couleur.

Les infrastructures contribuent à l'amélioration durable de la qualité de vie en soutenant la croissance économique d'un pays ou d'une région et en redistribuant les richesses. Dans l'ère de mondialisation actuelle, les pays en développement doivent aussi intégrer le réseau des infrastructures mondiales, notamment en construisant des routes, des ports et des aéroports, ainsi qu'en développant les réseaux d'information et de communication. Ils doivent en outre construire des infrastructures encore plus onéreuses du fait de l'urbanisation, de la modernisation, de l'industrialisation et d'autres formes de progrès. Cela se traduit par une demande massive de projets d'infrastructure.

La JICA fournit une aide pour des besoins d'infrastructures différents à chaque stade de la croissance économique. Elle le fait d'abord en préparant des plans de développement urbains et régionaux qui intègrent des études pour déterminer les systèmes sociaux et les cadres institutionnels les plus adaptés. Les infrastructures de transport, les réseaux d'information et de communication et d'autres projets sont ensuite mis en œuvre en se basant sur ces plans. La JICA assure également une coopération pour le renforcement des organisations et la formation du personnel nécessaire à la maintenance et à l'exploitation de ces systèmes d'infrastructures.

Développement urbain et régional

● Situation générale

La population mondiale est actuellement estimée à 7 milliards d'individus. Dans les pays en développement, la population urbaine a progressé de 680 millions en 1970 à 2,6 milliards en 2010. D'ici 2030, environ 80 % de la population urbaine mondiale devraient se concentrer dans les pays en développement. La croissance des zones urbaines est indispensable pour le développement économique d'un pays. Cependant, les grandes villes des pays en développement ne sont souvent pas en mesure de fournir assez de logements, d'infrastructures et d'agences pour l'emploi en proportion de l'afflux massif d'individus qui viennent chercher un travail. Par conséquent, de nombreuses personnes sont contraintes de vivre avec des revenus instables et dans des milieux de vie dégradés. En outre, la croissance des populations urbaines engendre de la pollution due aux embouteillages et au volume important de déchets ménagers, une dégradation de la sécurité publique, et de nombreux autres problèmes liés à l'urbanisation dont l'intensité et la complexité s'accroissent chaque année.

● Actions de la JICA

Dans les années d'après-guerre, le Japon a lui aussi connu, à un rythme sans précédent, une urbanisation qui a engendré plusieurs problèmes. Afin de les résoudre, le Japon a construit des infrastructures et des logements tout en établissant les normes nécessaires à un développement urbain sain. Le pays s'est également concentré sur le développement de nouvelles technologies afin de réduire la pollution et stimuler la productivité. En outre, le Japon a rapidement pris des mesures pour la gestion des catastrophes et le rétablissement afin de réduire les risques associés aux séismes, aux typhons et aux autres catastrophes naturelles. La JICA tire parti de l'expérience et des technologies japonaises en matière d'urbanisation afin de soutenir le développement urbain et régional des pays en développement dans les six secteurs suivants.



Réunion publique en vue de la formulation d'un plan directeur pour un développement urbain durable (Kenya).

1. Établir une infrastructure de base qui contribue aux activités économiques
2. Construire des logements de qualité
3. Construire des zones urbaines sobres en carbone
4. Construire des zones urbaines aptes à résister aux catastrophes naturelles
5. Établir des systèmes de gestion urbaine sains
6. Revitaliser les zones urbaines

Un développement urbain inclusif et dynamique

La JICA apporte une aide pour la création de villes pouvant générer un cycle vertueux de croissance économique et de réduction de la pauvreté. Ses activités sont basées sur des réponses rapides s'appuyant sur une perspective de moyen à long terme afin de résoudre les problèmes rencontrés par les zones urbaines dans l'ensemble des pays en développement. Guidée par la vision d'un développement urbain inclusif

et dynamique, la JICA place la priorité sur les projets de développement auxquels l'ensemble de la population peut participer.

Une aide globale allant de la création de concepts de développement à la formation des ressources humaines

La JICA s'engage à prendre en compte les divers besoins liés au développement urbain et régional des pays en développement. Répondre à ces besoins nécessite une aide à divers stades, notamment pour la préparation de plans de développement, la mise en œuvre de programmes de développement, ainsi que pour l'exploitation et la maintenance des installations construites. Pour réaliser ces processus de manière autonome, les capacités des organisations et des populations participant à la mise en œuvre des plans de développement urbains et régionaux doivent être renforcées, les systèmes juridiques nécessaires doivent être améliorés, et d'autres mesures doivent être prises.

À travers la coopération technique, la coopération financière, les programmes de formation au Japon et d'autres activités, la JICA apporte un soutien global au développement urbain et régional.

Transports

● Situation générale

Dans les pays en développement, le mauvais état de l'infrastructure de transport, notamment les routes, les voies ferrées, les ports et les aéroports, freine la croissance économique et la réduction de la pauvreté. Le développement des infrastructures de transport est indispensable pour assurer une croissance durable en facilitant la circulation des biens et des personnes.

La demande mondiale d'infrastructures de transport est très élevée et le besoin d'entretien, de réparation et de modernisation des structures vieillissantes augmente rapidement. Ces projets requièrent des financements massifs et la mobilisation de fonds constitue un défi majeur pour les gouvernements. Les fonds publics limités disponibles ne suffisent pas à développer toutes les infrastructures nécessaires. D'autres sources de financement, notamment privées, doivent être trouvées pour garantir l'optimisation des ressources financières et des services de transport viables.

Étude de cas

Mongolie : Soutien au développement urbain d'Oulan-Bator

Projet de développement urbain cohérent, de la planification urbaine au renforcement des capacités de mise en œuvre

La population de la capitale de la Mongolie, Oulan-Bator, progresse rapidement et divers problèmes, tels que l'étalement urbain et le manque d'infrastructures, apparaissent. La JICA apporte un soutien constant, de la planification urbaine à la mise en œuvre de projets de développement urbain, pour assurer une gestion urbaine durable.

Une croissance démographique rapide

Depuis l'effondrement du système socialiste en 1992, la capitale de la Mongolie, Oulan-Bator, a connu un enchaînement rapide de réformes suite à l'introduction d'une économie de marché, ce qui s'est traduit par des changements profonds de la structure urbaine. Avec le retour de la liberté de circulation dans le pays, depuis 1997, et l'afflux de nomades qui ont abandonné le pâturage après les dommages provoqués par la neige, en 1999 et 2003, la population de la ville a rapidement augmenté, de 650 000 en 1998, à plus de 1 300 000 en 2012. Actuellement, la population annuelle de la ville progresse à un taux de près de 3 %.

Une grande partie des nouveaux habitants proviennent des zones rurales, et avec le nombre croissant de nomades qui installent leur yourte (habitat traditionnel transportable), l'étalement urbain est de plus en plus prononcé. En partie à cause du manque de capacité de la Société mongole d'hypothèques, chargée d'attribuer des logements sociaux, à faire face à cette croissance démographique, il n'est pas possible de répondre à la demande de logements et 60 % de la population de la ville vit dans des zones de campement sans aucune infrastructure urbaine de base.

Dans ces zones, de nouveaux problèmes font leur apparition, notamment des problèmes environnementaux tels que la pollution causée par le charbon pour le chauffage et la pollution par les eaux usées.

Promouvoir un développement urbain durable

La JICA a mené une étude sur le plan d'urbanisme et le programme de développement urbain d'Oulan-Bator (2007-2009), et établi une première version

du plan d'urbanisme intégrant notamment un plan d'aménagement soucieux de la protection de l'environnement et un système juridique de planification urbaine. Le plan d'urbanisme a été adopté par le parlement national, en février 2013, à l'issue d'une série d'études conduite par le ministère de la Circulation routière, le ministère de la Construction et du développement urbain et le gouvernement municipal d'Oulan-Bator.

En outre, afin de soutenir la mise en œuvre de ce

plan d'urbanisme, la JICA a commencé le projet de développement des capacités pour le développement urbain en Mongolie (2000-2013), en coopération avec des collectivités locales japonaises. Avec ce projet, la JICA soutient l'établissement de systèmes de planification, notamment d'aménagement et de gestion urbaine, ainsi que le développement des ressources humaines pour la mise en œuvre des projets. Suite à ces efforts, une loi de redéveloppement urbain visant à améliorer les cadres de vie devrait être adoptée par le parlement en 2014.

La JICA continue de promouvoir un développement urbain durable par des projets cohérents, allant de l'établissement de plans d'urbanisme à la création des systèmes et organismes juridiques nécessaires à leur mise en œuvre.



La ville d'Oulan-Bator s'étend rapidement avec l'arrivée des nomades. Le redéveloppement de ces zones et la construction d'infrastructures de base sont nécessaires.

Étude de cas **Soutien aux exportations d'infrastructures à travers l'APD**

Aide de la JICA aux systèmes de transport intelligents (STI)

Les systèmes de transport intelligents (STI) sont largement reconnus comme un moyen efficace et efficient de réduire les embouteillages dans les grandes agglomérations en contrôlant la circulation pour une utilisation optimale des capacités routières existantes. La JICA soutient plusieurs projets de STI pour résoudre les problèmes d'embouteillage urbain dans les pays en développement qui souhaitent utiliser les technologies avancées des entreprises japonaises dans ce domaine.



Installation sur une autoroute de Hanoï, au Vietnam, d'un système de contrôle de la circulation financé par un don.

Une solution intelligente aux problèmes de circulation

Les STI utilisent les technologies de l'information et des communications (TIC) pour atténuer les embouteillages et prévenir les accidents en fournissant aux conducteurs des informations sur la circulation afin de changer leur comportement.

Les technologies de STI suscitent un vif intérêt, en particulier dans les pays de l'ANASE et d'Asie du Sud, pour gérer les réseaux autoroutiers à péage en pleine expansion avec la récente croissance économique. Les fabricants occidentaux et coréens sont très actifs dans ce secteur en Asie, où les systèmes de télépéage routier sont déjà en place. Les entreprises japonaises de STI sont également très bien positionnées. Elles ont notamment travaillé sur des projets de système de télépéage routier à Singapour et de feux de signalisation en Thaïlande.

Parallèlement aux projets de routes et de voies ferrées urbaines dans les pays partenaires, la JICA soutient le développement des ressources humaines et les transferts de technologies en envoyant des experts et en invitant des participants étrangers avec la coopération du ministère du Territoire, de l'infrastructure, du transport et du tourisme. La JICA fournit également une aide pour la conception des futurs systèmes de transport urbain à travers la préparation de plans directeurs. Dans le domaine des technologies japonaises liées aux STI, la JICA dispose d'une expérience sur des projets de contrôle des feux de signalisation, de gestion de la circulation et de services d'information.

Le système de feux de signalisation installé par une entreprise japonaise en Thaïlande, évoqué plus haut, a d'abord fait l'objet d'un projet pilote pour l'amélioration d'une intersection à Chiang Mai, conduit dans le cadre

d'une étude de la JICA sur la planification des transports urbains, avant d'être adopté dans tout le pays pour gérer les problèmes de circulation.

Soutien de la préparation des politiques à la mise en œuvre des projets

Le choix à courte vue d'une installation de STI bas de gamme sans une stratégie claire à long terme est susceptible de limiter l'extension du système et sa compatibilité avec d'autres systèmes de circulation. Pour éviter cela, au Vietnam, la JICA a commencé par assurer une coopération technique pour établir les standards techniques en matière de STI afin de permettre au gouvernement vietnamien d'introduire et d'exploiter les STI dans le cadre d'une politique technique appropriée. Puis l'Agence a mis en œuvre un projet de don visant à installer un système de contrôle de la circulation conforme aux normes internationales pour une autoroute de Hanoï. La population locale a rapidement compris l'intérêt du système, permettant ainsi sa diffusion à d'autres autoroutes.

Intégration de l'expertise de l'industrie, de la recherche et du gouvernement japonais

En 2011, la JICA a créé un groupe d'étude sur les STI au Japon constitué de membres d'entreprises privées, d'universités et de collectivités locales pour faciliter les échanges d'informations sur la manière dont les technologies japonaises de STI peuvent contribuer efficacement à surmonter les défis des pays en développement. Ce groupe s'est ensuite transformé en un comité de soutien pour apporter des conseils lors des études liées aux STI menées par la JICA.

En 2013, le congrès mondial sur les STI a eu lieu à Tokyo, et il a réuni de nombreux spécialistes. La JICA, en étroite coordination avec les industries, les universités et les collectivités liées aux STI, a profité de l'occasion pour lancer un programme de formation technique sur les STI ciblant les pays africains et asiatiques, afin de les aider à concevoir des systèmes de transports complets, et de les adapter aux conditions locales.

Comme nous l'avons mentionné ci-dessus, la JICA continue ses activités afin de fournir des solutions aux problèmes de transports urbains des pays partenaires, en consolidant l'expertise en matière de TSI dans divers secteurs, et en combinant la coopération technique, les prêts d'APD et les dons.



Présentation d'un rapport lors d'un programme de formation sur les STI. Les participants ont échangé leurs points de vue avec des participants issus d'entreprises privées.



Myanmar : Formation aux techniques de mesure de l'écartement des rails dans le cadre du projet d'amélioration des services et de la sécurité ferroviaires.

De plus, il convient de soutenir les pays partenaires pour répondre aux défis environnementaux tels que la réduction des émissions de gaz à effet de serre et l'amélioration de la qualité de l'air, en désengorgeant le trafic routier grâce à l'introduction de moyens de transport public, et en améliorant la logistique par des modes de transport alternatifs comme le rail.

● Actions de la JICA

La coopération de la JICA dans le secteur des transports vise essentiellement à améliorer le cadre de vie et à augmenter les revenus en stimulant l'activité socioéconomique par des services de transport rapides, bien organisés et sûrs, des personnes et des biens.

Pour développer les infrastructures de transport dans les pays en développement, il ne suffit pas de construire des routes et des ponts. Cela suppose aussi l'établissement d'un plan visant à mettre en place un système de transport efficace, le développement des ressources humaines et le renforcement des organisations qui assureront la planification et l'entretien des infrastructures. Par ailleurs, des dispositifs institutionnels doivent être créés pour aider les exploitants des réseaux de transport à gérer durablement les infrastructures. La JICA concentre son aide sur les usagers et les bénéficiaires des services, notamment les femmes et les enfants, les personnes handicapées, les groupes minoritaires et les résidents locaux, et elle promeut activement la participation communautaire et la collaboration avec les ONG en restant attentive à qui utilise le système et pourquoi.

En outre, la coopération dans le domaine des transports doit prendre en compte plusieurs éléments. Le transport international favorise le commerce et la circulation des personnes et renforce les économies régionales au-delà des frontières nationales. Le transport national assure l'accès équitable de la population aux transports et un développement national équilibré. Le transport urbain soutient un urbanisme durable en améliorant la mobilité urbaine. Le transport rural améliore le niveau de vie des zones rurales qui tendent à rester à la traîne par rapport aux zones urbaines. L'objectif de la JICA est de parvenir à un « développement inclusif et dynamique » pour que les bénéfices du développement puissent être partagés entre tous.

Introduction de technologies avancées pour répondre aux problèmes de transport dans les pays en développement

Pour répondre aux défis des transports dans les pays partenaires, la JICA contribue à l'amélioration des connaissances relatives à diverses technologies et renforce les capacités à choisir et à adopter les meilleures solutions en fonction des situations et des contraintes locales. Dans de nombreux cas, les technologies avancées concourent à résoudre des problèmes de circulation dans les pays en développement, particulièrement ceux qui font appel aux technologies de l'information et des communications (TIC). Dans ce domaine, l'association de l'expertise d'une entreprise privée et de connaissances universitaires est souvent la clé d'une intervention réussie. La JICA assure un rôle de coordination pour aider les pays partenaires à faire face aux défis dans le domaine des transports en facilitant la participation de divers secteurs [→ voir les études de cas des pages 61 et 73].

Technologies de l'information et des communications (TIC)

● Situation générale

Les technologies de l'information et des communications (TIC) ont progressé rapidement dans les pays développés. Utilisées dans les domaines administratif, social et économique, elles ont permis d'informatiser les activités du gouvernement central (gouvernance électronique), de dispenser l'enseignement via internet (apprentissage électronique) et de faciliter les échanges et le commerce par voie numérique (commerce électronique). Les TIC sont susceptibles d'apporter diverses améliorations qui peuvent influencer positivement sur la qualité de vie, et notamment d'accroître l'efficacité des systèmes économiques et sociaux, d'augmenter la productivité et de conserver l'énergie. Il n'est pas exagéré de dire que les TIC sont devenues indispensables au fonctionnement de nos sociétés modernes.

Dans de nombreux pays en développement, cependant, la progression des TIC a été limitée. Cela a provoqué une fracture numérique avec les pays

développés.

De plus, dans les pays en développement, il existe un fossé entre les zones où des infrastructures de communication existent et les zones où elles sont peu nombreuses ou inexistantes. Ce fossé se traduit directement par des disparités économiques structurelles qui ne font que s'accroître.

● Actions de la JICA

Dans sa politique d'APD à moyen terme, annoncée en février 2005, le gouvernement japonais, conscient du fait que les TIC sont l'un des moyens d'atteindre une croissance durable, a déclaré que l'amélioration dans le domaine des TIC, le développement des infrastructures et l'aide au développement des ressources humaines constituent ses approches majeures pour contribuer à une croissance durable et à la réduction de la pauvreté. La JICA estime également qu'il est important de refermer la fracture numérique dans tous les types de coopération et elle contribue à l'utilisation des TIC dans les pays en développement.

Politiques des TIC liées au développement économique et social

La JICA contribue à renforcer l'utilisation des TIC dans les pays en développement en s'appuyant sur cinq approches :

(1) Amélioration des capacités de planification des politiques relatives aux TIC : envoi de conseillers dans le cadre d'un soutien à l'élaboration

des politiques relatives aux TIC dans des domaines tels que les stratégies nationales sur la communication électronique, le développement des industries liées et la protection des usagers, notamment par des mesures de sécurité des informations.

(2) Développement des infrastructures des TIC : élaboration d'un plan pour la mise en place de l'infrastructure nécessaire aux réseaux dorsaux et aux infrastructures de communication rurales, et renforcement des capacités de maintenance et de gestion associées.

(3) Amélioration de l'efficacité et de l'efficience de l'aide par les TIC : augmentation de l'efficacité et de l'efficience des projets en intégrant les TIC dans les services administratifs gouvernementaux et en les utilisant pour des projets de coopération dans divers secteurs, notamment pour l'éducation, les soins de santé et le commerce.

(4) Formation de personnel qualifié dans le domaine des TIC : mise en place de projets de développement des ressources humaines afin d'améliorer les compétences des ingénieurs et responsables politiques en vue de diffuser l'utilisation des TIC. Cette approche concentre une part importante des efforts de la JICA en matière de TIC.

(5) Diffusion : assurer une coopération visant à étendre l'utilisation du modèle de diffusion numérique terrestre japonais qui résiste aux interférences et permet une réception stable, etc.

Étude de cas

Bosnie-Herzégovine : Projet de modernisation du programme scolaire d'informatique

Promouvoir la collaboration entre les ethnies par un enseignement standardisé de l'informatique

En Bosnie-Herzégovine, les plaies du conflit des années 1990 sont encore vives. La JICA soutient la standardisation de l'enseignement de l'informatique au lycée, comme première étape vers une éducation intégrée facteur de réconciliation.

Diffuser un programme modernisé dans tous les lycées du pays

En Bosnie-Herzégovine, les musulmans (Bosniaques), les Serbes et les Croates, impliqués dans le conflit qui a pris fin il y a 19 ans, continuent d'utiliser des programmes d'études et des manuels différents pour assurer l'éducation des élèves.

Dans le cadre du soutien à la Bosnie-Herzégovine, la communauté internationale a commencé à promouvoir l'intégration de l'éducation, en 2002,

sous l'égide de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), afin d'éviter que cette séparation au niveau de l'éducation ne devienne source de résurgence des conflits. Au cours de l'année suivante, en 2003, la loi-cadre sur l'éducation primaire et secondaire a été adoptée. La mise en œuvre d'un tronc commun d'études destiné à démarrer l'intégration de disciplines communes, peu susceptibles de faire l'objet d'une controverse entre les groupes ethniques, a également été convenue.

Cependant, les groupes ethniques étant réticents, peu de résultats ont été obtenus.

La JICA, pour qui la consolidation de la paix dans les Balkans est l'un des piliers de l'aide, a répondu à l'initiative de l'OSCE, en s'inspirant de manuels d'informatique japonais pour moderniser le programme et a organisé, à titre d'essai, un cours commun dans le lycée de Mostar où musulmans et Croates, qui suivaient auparavant des programmes d'études distincts, ont étudié ensemble de 2006 à 2007.

Durant les deux années qui ont suivi, de 2008 à 2010, les cours expérimentaux ont été diffusés à l'échelle nationale, dans 18 grands lycées d'enseignement général, dans le cadre du projet de modernisation de l'enseignement de l'informatique en Bosnie-Herzégovine. Lors de la phase 2, de 2010 à 2014, le programme a été adopté par l'ensemble des 54 lycées d'enseignement général. La JICA apporte également une aide aux autorités éducatives concernées pour une approbation officielle de ce programme modernisé.

Le projet a offert l'opportunité à des enseignants appartenant aux trois groupes ethniques de travailler ensemble pour la première fois et il les encourage à communiquer. De plus, l'extension du programme commun à des disciplines où les contenus diffèrent fortement en fonction des groupes ethniques, comme l'histoire et la géographie, est envisagée. Le projet commence à jouer un rôle de catalyseur et l'intégration totale de l'éducation dans un avenir proche semble possible.



Les élèves suivent un cours d'informatique du nouveau programme en utilisant des PC fournis par le projet.



Cambodge : De futurs enseignants suivent un cours d'éducation physique. (Photo : Shinichi Kuno)

Message du directeur général

Un développement dynamique pour la vie et la dignité des populations

Takao Toda Directeur général Département du développement humain



Lors de l'exercice 2013, le gouvernement japonais a annoncé plusieurs politiques concernant l'éducation, les services de santé et la protection sociale. Conformément au concept de sécurité humaine, la JICA s'efforce d'atteindre un « développement inclusif et dynamique », au sein duquel tous les participants jouent un rôle moteur et bénéficiant du développement. En outre, nous travaillons sur le développement rapide et dynamique des entreprises en accord avec ce nouveau cadre politique.

Dans le domaine de la santé, le gouvernement japonais a fait de la promotion de la couverture santé universelle (CSU) l'une des principales priorités de la stratégie du Japon pour une diplomatie de la santé mondiale, en mai 2013. La CSU est définie par sa capacité à proposer à tous des services de santé à un coût abordable. À travers une collaboration étroite avec les pays en développement, les organisations internationales et les universités, la JICA met en lumière l'importance de la CSU devant la communauté mondiale de la santé, et formule actuellement des projets pour sa réalisation. La coopération de la JICA a non seulement pour objectif d'améliorer les systèmes de santé actuels, mais aussi de contribuer à la réforme des systèmes de financement de la santé dans les pays en développement. Au Kenya, la JICA va commencer sous peu un programme combinant une assistance technique et financière. La JICA prépare également un programme pour la promotion de la CSU au Myanmar.

Parmi les actions entreprises dans le secteur de l'éducation, nous nous sommes rigoureusement préparés au lancement de l'initiative ABE (African Business Education Initiative for the Youth) pour l'éducation commerciale des jeunes africains. Annoncée en juin 2013 lors de la cinquième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD V), cette initiative participe à la stratégie de sécurité nationale de décembre 2013, qui met l'accent sur le développement des ressources humaines dans les pays en développement et le renforcement

des interactions internationales. De jeunes professionnels de toute l'Afrique viendront au Japon pour étudier dans des écoles supérieures et effectuer des stages dans des entreprises. Cela contribuera au développement de ressources humaines de haute qualité et au renforcement du réseau industrie-université. Cela stimulera également la croissance des pays africains en utilisant la vitalité du secteur privé japonais tout en redynamisant les communautés locales japonaises. Le premier groupe d'étudiants devrait arriver en septembre 2014. La JICA a pour ambition d'étendre ses activités partout dans le monde en apportant une aide qui mobilise les atouts japonais dans le domaine des sciences et de la technologie tout en se concentrant sur l'amélioration de la qualité de l'enseignement primaire et secondaire.

Dans le domaine de la sécurité sociale, nous avons initié plusieurs mesures pour faire face au vieillissement démographique. Le vieillissement est devenu un problème sérieux dans les pays de l'ANASE et dans d'autres pays en développement. En utilisant les expériences japonaises dans ce domaine et l'intégration des enseignements tirés, la JICA a offert au Japon et aux pays en développement des opportunités de discuter des défis et des leçons et d'apprendre les uns des autres. Par ailleurs, nous poursuivrons nos efforts de sensibilisation au handicap et de soutien à l'autonomisation des personnes handicapées afin d'intégrer leurs points de vue dans tous les aspects du processus de développement.

Éducation / Sécurité sociale / Santé

Fournir de nombreuses opportunités à un maximum de personnes



L'objectif du Millénaire pour le développement (OMD) concerné est représenté en couleur.

Élargir le champ des possibilités d'accès des populations à une vie créative, stable, libre et digne, est un enjeu crucial pour les pays en développement. L'objectif principal pour ces populations est notamment de recevoir une éducation, de vivre longtemps en bonne santé, et de bénéficier de conditions d'existence normales et dignes. En se fondant sur le concept de « sécurité humaine » qui vise à garantir la liberté et de nombreuses opportunités à tous les individus, la JICA se concentre sur la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) pour la prospérité future. Dans de nombreux pays en développement, la JICA apporte un soutien à l'éducation, aux soins de santé et à la sécurité sociale.

Éducation

● Situation générale

L'éducation est la pierre angulaire du développement. L'acquisition de connaissances et de compétences par l'éducation permet de s'ouvrir au monde et d'améliorer ses perspectives d'avenir. En outre, le renforcement des capacités des populations favorise la réduction de la pauvreté, la croissance économique ainsi que le développement scientifique et technologique. De plus, la promotion d'une compréhension mutuelle entre toutes les religions et les groupes ethniques est essentielle pour la stabilité et la paix dans le monde, et l'éducation joue aussi un rôle important à cet égard.

Même si le taux de scolarisation dans le primaire¹ s'est amélioré dans les pays en développement, un élève sur quatre² quitte l'école primaire avant d'avoir achevé sa scolarité. S'agissant de l'élimination des inégalités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire (OMD 3), seuls 60 % des pays ont atteint cet objectif dans le primaire, et 38 % dans le secondaire en 2011³. En ce qui concerne la qualité de l'enseignement, il faut souligner que plus de 250 millions d'enfants ne possèdent pas les compétences de base en lecture, en écriture et en mathématiques⁴. L'amélioration de la qualité de l'enseignement secondaire constitue donc un autre problème urgent.

La stratégie de sécurité nationale approuvée par le Cabinet, en décembre 2013, précise que le Japon va renforcer ses efforts dans l'éducation en vue de réaliser les OMD et de faire face à cette situation. En outre, la fourniture d'une aide pour l'éducation de base et post-primaire figure également dans le plan d'action de Yokohama, adopté lors de la cinquième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD V) qui a eu lieu à Yokohama, en juin 2013.

Avec l'accès généralisé à l'éducation primaire et secondaire, et dans la perspective de l'après-OMD, l'enseignement supérieur suscite un intérêt croissant ces dernières années dans les pays en développement. De nombreux espoirs sont placés dans les établissements d'enseignement supérieur, qui devraient jouer un rôle central pour répondre à la nécessité d'établir une société fondée sur le savoir dans chaque pays. Les pays en développement considèrent que les établissements d'enseignement supérieur peuvent aider à atteindre cet objectif en créant des connaissances et de l'innovation (recherche), en formant les ressources humaines qui stimulent le développement socioéconomique (éducation), en résolvant les problèmes de développement qui avec la mondialisation continue de l'économie et de la société sont d'une complexité croissante, et en retournant les bénéfices à l'industrie et à la

société (contribution sociale).

En tant que membre de la communauté asiatique, le renforcement de la collaboration entre les universités japonaises et asiatiques revêt pour le Japon une importance au-delà de l'internationalisation des établissements d'enseignement supérieur au Japon et dans la région. Cette collaboration jouera également un rôle clé pour stimuler la croissance économique dans la région en créant les ressources humaines hautement qualifiées nécessaires à l'industrie, ce qui peut également soutenir la vitalité sociale et économique du Japon. Récemment, les industries japonaises ont manifesté un intérêt croissant pour le continent africain, qui affiche une croissance économique stable. Ainsi, les institutions d'enseignement supérieur de la région devraient également jouer un rôle pivot dans le mouvement économique. Au Japon, des politiques spécifiques sur la formation des ressources humaines au niveau mondial ont été établies lors du 7^e conseil pour la compétitivité industrielle, en avril, et par la 3^e recommandation du conseil pour la refondation de l'éducation, en mai 2013. Compte tenu de l'évolution du modèle économique, il est nécessaire de soutenir l'enseignement supérieur. Par ailleurs, lors de l'Assemblée générale des Nations unies de septembre 2013, le premier ministre Shinzo Abe a souligné la nécessité de promouvoir le progrès social des femmes et une meilleure participation sociale des personnes vulnérables, notamment des personnes handicapées. Dans cette optique, il sera important d'étendre l'accès à l'éducation supérieure aux femmes et aux personnes socialement vulnérables.

● Actions de la JICA

1. Éducation de base

L'éducation de base fait référence aux connaissances et aptitudes essentielles pour vivre, comme la lecture, l'écriture et les notions de calcul. Cela comprend non seulement l'enseignement primaire et secondaire, mais aussi le développement de la petite enfance et l'éducation informelle (notamment l'alphabétisation des adultes). Les pays en développement doivent faire face à divers problèmes dans le secteur de l'éducation de base. Parmi ces problèmes, la JICA travaille sur l'amélioration de l'enseignement primaire et secondaire, d'un point de vue quantitatif et qualitatif.

Dans les pays d'Afrique subsaharienne, région prioritaire pour

1. Bien que dans les pays en développement, le taux net de scolarisation dans le primaire ait connu une amélioration de 82 % (en 1999) à 90 % (en 2011), plus de 5,5 millions d'enfants (en 2011) ne sont toujours pas en mesure d'aller à l'école. (Source : UNESCO (2014), *Rapport mondial de suivi sur l'EPT*).

2. Le taux de survie en dernière année du primaire dans les pays en développement affiche des progrès modestes de 71 % (en 1999) à 73 % (en 2011). (Source : UNESCO (2014)).

3. Taux pour les pays dont les données sont disponibles (Source : UNESCO (2014)).

4. Source : UNESCO (2014)

l'éducation de base, la JICA assure une coopération conforme au plan d'action de Yokohama annoncé lors de la quatrième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD IV), en mai 2008. La JICA déploie une coopération axée sur (i) la construction de plus de 500 écoles élémentaires et secondaires,⁵ (ii) la formation de 230 000 enseignants en mathématiques et en sciences [➔ voir l'étude de cas ci-dessous] et (iii) l'extension du modèle « École pour tous », un projet de soutien au développement de l'éducation par la participation communautaire, déployé dans 18 000 écoles. Le plan d'action de Yokohama, adopté lors de la TICAD V en juin 2013, comprend la contribution à un meilleur environnement éducatif pour 20 millions d'enfants. Des programmes de formation seront organisés pour des enseignants en mathématiques et en sciences. En outre, le système d'évaluation des résultats scolaires des pays cibles sera amélioré.

Au Myanmar, un nouveau type d'aide sera déployé pour soutenir la réforme globale des programmes, notamment par la révision des programmes et des manuels pour l'ensemble des disciplines dans le primaire, la formation des enseignants et l'évaluation académique. Parallèlement à cette nouvelle approche, la collaboration avec le secteur éducatif sera étendue.

En Asie du Sud-Ouest, où les opportunités d'éducation pour les femmes et les filles sont limitées, la JICA travaille sur le renforcement de l'éducation et des capacités des femmes et des filles par l'éducation informelle (au Pakistan) et des cours d'alphabétisation (en Afghanistan). Attentive à l'équité et à l'intégration, la JICA poursuivra ses efforts en faveur de la qualité de l'éducation dans la perspective de l'après-2015.

2. Enseignement supérieur

La JICA soutient l'enseignement supérieur dans les pays en développement, avec la coopération des universités japonaises. Avec une aide plus particulièrement axée sur les grandes universités qui

jouent un rôle central dans la promotion de l'enseignement supérieur à l'échelle nationale ou régionale, la JICA s'emploie à renforcer leurs capacités d'éducation et de recherche. Il s'agit notamment d'accroître les compétences du corps enseignant, de moderniser les campus, les équipements et les installations d'enseignement et de recherche, d'améliorer les systèmes de gouvernance universitaire, de promouvoir les liens entre l'université, l'industrie et la communauté et d'établir un réseau interuniversitaire. Par ailleurs, un nouveau type d'aide a été initié pour créer un système garantissant la qualité de l'éducation.

En Asie, tout en concentrant son aide sur le Réseau des universités des pays de l'ANASE/Réseau pour le développement de l'enseignement des sciences de l'ingénieur en Asie du Sud-Est (AUN/SEED-Net), la JICA assure une coopération auprès des grandes universités de chaque pays. De plus, par des prêts d'APD, la JICA organise des programmes d'envergure pour les étudiants étrangers, notamment malaisiens et indonésiens, invités à effectuer un cursus complet dans des universités japonaises. L'Agence a également commencé un programme similaire en Mongolie.

Au Moyen-Orient et en Afrique, la JICA se concentre sur la formation de ressources humaines hautement qualifiées nécessaires à l'industrie, à travers une aide à l'Université Égypte-Japon des sciences et de la technologie (E-JUST), une institution universitaire qui propose un enseignement de l'ingénierie inspiré du modèle japonais. En outre, 900 étudiants d'Afrique seront invités au cours des quatre prochaines années à effectuer des études de master dans des universités, et à effectuer des stages en entreprise au Japon. Ce programme a pour but de développer les ressources humaines dans les pays d'Afrique dans le cadre de l'initiative ABE pour l'éducation commerciale des jeunes africains annoncée lors de la TICAD V, en juin 2013. Le premier groupe arrivera en septembre 2014. La JICA soutiendra également l'Université

5. Le Japon s'est engagé à construire 1 000 écoles et 5 500 salles de classe.

Étude de cas

Zambie : Projet de renforcement des performances et des compétences des enseignants à travers un développement professionnel continu basé sur l'école (STEPS)

Amélioration des enseignements selon le modèle japonais de l'« étude de cours »

En Zambie, malgré un meilleur accès à l'éducation de base, la qualité de l'enseignement reste un problème majeur. La JICA encourage l'amélioration de la qualité de l'enseignement par des études de cours.

Des programmes d'aide globaux

En Zambie, le niveau de vie de la population s'est amélioré avec la croissance économique, et l'accès à l'éducation de base a connu des progrès notables. Cependant, la Zambie doit encore faire face à plusieurs défis tels que le manque de salles de



Des administrateurs de l'éducation se familiarisent avec l'étude de cours et la recherche de matériel pédagogique.

classe et de matériel d'apprentissage, une formation insuffisante des enseignants ou encore les résultats scolaires médiocres des élèves.

Dans ce contexte, le gouvernement zambien considère l'amélioration de la qualité de l'enseignement comme un problème prioritaire. C'est pourquoi il a demandé une coopération technique du Japon afin de mieux utiliser le système existant de formation des enseignants et d'organiser le développement professionnel continu (DPC).

En 2005, la JICA a commencé le projet DPC pour l'enseignement des mathématiques, des sciences et de la technologie (SMASTE) en intégrant des études de cours basées sur l'école. Suite aux résultats obtenus, les zones cibles ont été étendues à trois provinces en 2008 (phase 2). De plus, le projet de renforcement des performances et des compétences des enseignants à travers un développement professionnel continu basé

sur l'école (STEPS) a été mis en œuvre pour renforcer les capacités des enseignants par des études de cours dans dix provinces afin d'améliorer la qualité de l'éducation de manière constante.

Parallèlement au STEPS, la JICA réalise des programmes globaux dans le secteur de l'éducation afin d'améliorer la qualité de l'éducation en Zambie. Ces programmes comprennent des dons pour la stratégie de réduction de la pauvreté, ainsi que l'envoi de conseillers sur les politiques d'éducation et de volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV).

En utilisant la synergie de ces différents instruments de coopération, la JICA participe au développement continu des capacités des enseignants et à l'amélioration de leurs compétences. De plus, la JICA fera des recommandations aux décideurs politiques pour l'utilisation efficace des fonds dans le secteur de l'éducation et elle fournira une coopération technique pour la révision des programmes d'éducation de base en mathématiques et en sciences.

Pan africaine pour l'amélioration du niveau de l'enseignement supérieur dans l'Union africaine, à travers la collaboration avec l'Université Jomo Kenyatta d'agriculture et de technologie au Kenya, partenaire de longue date de la JICA.

Sécurité sociale

● Situation générale

Ces dernières années, l'affaiblissement des liens au sein des familles et des communautés locales, provoqué par l'industrialisation et l'urbanisation croissantes, a également touché les pays en développement. En outre, les populations de certains pays d'Asie du Sud-Est vieillissent rapidement. Alors que certains pays et régions connaissent une croissance économique remarquable, de larges pans de la population sont les oubliés du progrès. La distribution biaisée des richesses et l'élargissement des inégalités économiques deviennent la source de troubles sociaux. Afin de garantir la stabilité sociale tout en maintenant la croissance économique, il est essentiel de renforcer la sécurité des soins médicaux et des revenus. Il est tout aussi important de bâtir une société sûre et saine dont l'ensemble des membres sont préparés à divers risques.

Soutenir l'indépendance des populations socialement vulnérables, notamment des personnes handicapées, encourage leur participation à la communauté et aux activités économiques. Ces efforts permettront de former un pays dynamique jouissant d'une croissance durable et inclusive. L'élimination des barrières sociales, culturelles, économiques, politiques ou physiques qui entravent la participation sociale des personnes handicapées constitue donc un défi majeur. Au Japon, la loi sur l'élimination des discriminations envers les personnes handicapées a été adoptée en juin 2013. De plus, la convention relative aux droits des

personnes handicapées, ratifiée par le gouvernement japonais en janvier 2014, stipule que la participation des personnes handicapées dans les activités de coopération internationale doit être assurée.

Dans les pays en développement, les accidents industriels augmentent avec le développement économique. Cependant, l'établissement d'un cadre juridique dans le domaine de l'hygiène et de la sécurité au travail et les moyens mobilisés pour garantir son respect sont insuffisants. Par conséquent, de nombreux travailleurs victimes d'accidents du travail ne perçoivent pas d'indemnités et courent le risque de tomber dans la pauvreté. Comme l'a montré le Printemps arabe, le chômage, et plus particulièrement celui des jeunes, est un facteur d'instabilité sociale.

Dans ce contexte, la sécurité sociale est un problème de développement crucial.

● Actions de la JICA

La JICA mène des projets visant à améliorer les systèmes de sécurité sociale des pays en développement, en s'appuyant sur l'expérience et les connaissances du Japon dans ce domaine. Trois grands axes sont privilégiés : l'assurance et la protection sociales, les personnes handicapées et le développement, le travail et l'emploi.

1. Assurance et protection sociales

La JICA soutient le développement de systèmes d'assurance publics, couverture médicale et pensions de retraite notamment, et le renforcement des politiques de protection sociale et de services de soins de longue durée en faveur des personnes âgées. Il existe une forte demande de la part des pays pour apprendre des connaissances japonaises dans ces domaines afin de bâtir leur propre système de sécurité sociale. En réponse, la JICA invite du personnel clé des ministères gouvernementaux associés aux systèmes d'assurance sociale à se rendre au Japon, pour y recevoir des informations et échanger des points de

Étude de cas

Rwanda : Formation professionnelle et soutien à l'obtention d'emplois pour la participation sociale des anciens combattants et autres personnes handicapées

Travailler et vivre ensemble en harmonie

Au Rwanda, qui a connu une guerre civile au début des années 1990, la réhabilitation sociale des personnes handicapées a été, avec le désarmement des anciens combattants, l'un des défis majeurs. Depuis 2005, la JICA fournit des opportunités d'emploi à d'anciens combattants et à des personnes handicapées pour assurer leur participation sociale et la coexistence.

Plus de 2 500 personnes handicapées ont suivi la formation

Au cours du projet, la JICA a mis en place des formations techniques en couture, électricité et tuyauterie pour d'anciens combattants et autres personnes handicapées, en association avec la Commission rwandaise de démobilisation et de réintégration. En outre, la JICA a apporté des conseils en matière de savoir-faire sur l'établissement et la gestion d'une coopérative en vue de multiplier les opportunités d'emploi. Simultanément, la JICA a promu l'accessibilité de tous aux installations en construisant des rampes et en rénovant les toilettes afin que les personnes handicapées puissent participer facilement aux programmes de formation.

Suite à ces efforts, le nombre total de personnes

handicapées ayant terminé la formation lors des phases 1 et 2 est supérieur à 2 500. La plupart participent à des activités économiques en utilisant les connaissances et les compétences acquises lors de la formation. Certains anciens combattants ont créé une coopérative avec leurs ennemis d'hier. En d'autres mots, ces efforts encouragent la compréhension mutuelle entre des personnes ayant une histoire et une culture différentes. De plus, à l'issue de leur formation, les personnes handicapées peuvent partager leurs connaissances avec la population locale et contribuer à la communauté. Ainsi, la population locale a largement modifié sa perception des personnes handicapées.

Ce projet démontre que l'acquisition de compétences par des personnes handicapées

encourage non seulement leur participation sociale, mais change aussi le regard que la communauté porte sur elles. Il a également permis de confirmer que les activités communes de personnes ayant des profils différents constituaient un premier pas vers la réconciliation et la compréhension mutuelle dans le processus de reconstruction après un conflit. La JICA appliquera ces expériences à de futures activités d'aide dans d'autres pays et régions.



Neuf anciens participants, dont quatre personnes handicapées, ont créé un atelier de réparation électronique. Ils réparent des téléphones portables et autres appareils électroniques.

vue sur l'établissement des systèmes japonais de sécurité sociale. Ces dernières années, l'expérience japonaise pour faire face au vieillissement de la société a suscité un vif intérêt, surtout parmi les pays à revenu intermédiaire d'Asie du Sud-Est.

Lors de l'exercice 2013, la JICA a organisé des séminaires en Malaisie et au Vietnam pour partager les expériences japonaises et initié un projet de coopération technique en appui aux systèmes de sécurité sociale en Indonésie.

2. Personnes handicapées et développement

La JICA estime que les personnes handicapées sont des acteurs importants du développement. Son objectif final est d'instaurer une société garantissant une place à tous les individus, qu'ils soient ou non handicapés. L'Agence entend parvenir à « la pleine participation et l'égalité » des personnes handicapées dans les pays en développement, en mettant l'accent sur une aide leur permettant de jouer un rôle actif dans la société. Dans cette optique, la JICA déploie des efforts pour promouvoir l'intégration du handicap dans ses activités, en incluant des personnes handicapées en tant que bénéficiaires ou acteurs des projets. Elle s'emploie en outre à favoriser l'autonomisation des personnes handicapées via la formation aux fonctions d'encadrement et le renforcement des capacités des associations de personnes handicapées, ainsi que la mise en place d'environnements sans barrières [→ voir l'étude de cas page 111].

3. Travail et emploi

En améliorant la santé et la sécurité dans l'industrie et en renforçant les normes d'inspection du travail, la JICA contribue à créer un environnement où les personnes peuvent travailler sereinement. Parallèlement au renforcement des services publics pour l'emploi, la JICA s'efforce également de réduire le chômage des jeunes par l'amélioration de l'éducation professionnelle et technique. Certaines activités dans le domaine de la formation professionnelle soutiennent la reconstruction dans les pays en situation post-conflictuelle et améliorent les moyens de subsistance des populations vulnérables [→ voir l'étude de cas page 79].

Santé

● Situation générale

Dans les pays en développement, beaucoup d'individus meurent parce qu'ils n'ont pas accès aux soins de santé ou aux services médicaux. En dépit de l'aide technique et financière d'organisations internationales comme l'Organisation mondiale de la santé (OMS), des pays donateurs et des fondations privées, la réalisation des OMD pour 2015 semble difficile à atteindre.

Dans le cadre de la stratégie pour une diplomatie de la santé mondiale fixée par le gouvernement japonais, la JICA intensifie ses efforts d'aide aux pays en développement pour la réalisation des OMD en coopération avec les organisations internationales et les pays donateurs. De plus, afin de promouvoir la couverture santé universelle (CSU)⁶, la JICA travaille sur trois axes prioritaires : le renforcement des systèmes de santé, la santé maternelle et infantile et la lutte contre les maladies infectieuses.

● Actions de la JICA

1. Renforcement des systèmes de santé

Le terme « renforcement des systèmes de santé » fait référence

aux processus visant à améliorer les cadres de base nécessaires à la santé publique et à la fourniture des services médicaux. Cela couvre les changements de politique de santé et de structure administrative, l'amélioration des installations médicales, l'établissement d'une chaîne d'approvisionnement des fournitures médicales efficace et fiable, l'amélioration de la qualité, de la collecte et de l'utilisation des informations sur la santé et le renforcement de la gestion du financement de la santé, notamment de la collecte des recettes. Ces actions intègrent en outre le développement des ressources humaines nécessaires à la fourniture et à l'administration des services de santé. Le renforcement des systèmes de santé est essentiel pour parvenir à la couverture santé universelle (CSU), qui cherche non seulement à prévenir les difficultés financières occasionnées par les coûts médicaux, mais aussi à faire tomber les barrières géographiques, financières et socioculturelles qui entravent la fourniture des services de santé essentiels, en particulier pour la santé maternelle et infantile et la lutte contre les maladies infectieuses.

La JICA déploie une aide à plusieurs niveaux pour renforcer les systèmes de santé dans les pays cibles. Sur le continent africain, la JICA a participé au développement des capacités en appui aux administrations de santé locales, et elle a introduit les pratiques japonaises de gestion telles que le *kaizen*, pour une meilleure gestion des installations sanitaires. Au Sénégal, les modèles de formation et les outils de gestion efficaces mis au point lors des projets de la JICA ont été largement adoptés par d'autres bailleurs de fonds afin d'être utilisés dans l'ensemble du pays. En Tanzanie, l'introduction du *kaizen* a permis de réduire le temps d'attente des patients et les stocks excédentaires de fournitures médicales dans les hôpitaux. Au Kenya, la JICA a participé à l'extension des services de santé essentiels, notamment de vaccination et d'accouchement assisté par du personnel qualifié dans les zones cibles du projet. Dans la région de l'Amérique latine, la JICA contribue aux priorités nationales en matière de santé à travers l'établissement de modèles efficaces de prestation de services au niveau des soins de santé primaires en Bolivie, au Guatemala et au Honduras.

Dans certains pays cibles, la JICA formule des programmes d'aide en combinant la coopération financière et technique pour renforcer l'impact sur la santé. Par exemple, un expert en financement de la santé a été envoyé au ministère de la Santé du Kenya pour établir une CSU en collaboration avec d'autres organisations, dont la Banque mondiale. Au Myanmar, la JICA travaille sur le développement de services de santé régionaux et sur la formulation de politiques sanitaires. En outre, la JICA a commencé des consultations politiques pour le développement de dispositifs d'assurance santé dans les pays d'Asie du Sud-Est, notamment l'Indonésie et la Thaïlande.

2. Amélioration de la santé maternelle et infantile

Chaque année, près de 99 % des 280 000 femmes qui décèdent des suites d'une grossesse ou d'un accouchement et des 6,6 millions d'enfants qui n'atteignent pas leur cinquième anniversaire vivent dans des pays en développement. Cela témoigne du fait que la santé et le bien-être des femmes enceintes et des enfants en bas-âge est le problème le plus grave auquel les pays en développement sont confrontés.

Lors de l'exercice 2011, la JICA a préparé des lignes directrices thématiques pour la santé maternelle et infantile (SMI) et elle a assuré une coopération auprès de nombreux pays pour la diffusion et l'utilisation durable des systèmes de santé privilégiant un « continuum de soins

6. Selon l'OMS la CSU « consiste à veiller à ce que l'ensemble de la population ait accès aux services préventifs, curatifs, palliatifs, de réadaptation et de promotion de la santé dont elle a besoin et à ce que ces services soit de qualité suffisante pour être efficaces, sans que leur coût n'entraîne des difficultés financières pour les usagers ».

de SMI ». La JICA s'est concentrée sur le renforcement des cadres pour la fourniture de services de santé maternelle et infantile et le développement des capacités. Les mesures de la JICA comprennent : le renforcement des capacités administratives et de gestion des ministères de la Santé pour le développement des services de santé maternelle et infantile ; le renforcement des capacités des autorités sanitaires locales ; le renforcement des capacités des sages-femmes et des autres prestataires de services de santé ; l'autonomisation et la sensibilisation des communautés ; et le renforcement de la coordination entre les centres de santé, les installations de soins primaires et les centres de référence.

En 2013, la JICA a initié une coopération technique pour l'amélioration de la santé maternelle et infantile en République dominicaine, au Honduras, au Burundi, à Djibouti et en Sierra Leone afin de promouvoir des accouchements sans risque et des soins adaptés aux nouveau-nés. Au Cambodge, grâce à un don japonais, le Centre national de santé maternelle et infantile a été établi, en tant qu'hôpital central et base administrative pour le développement des ressources humaines impliquées dans la santé maternelle et infantile. Pour répondre à une situation où les soins obstétricaux et néonataux nécessitent de plus en plus des techniques médicales avancées, il a été décidé d'assurer le renforcement des fonctions des installations par un don.

Par ailleurs, la malnutrition des femmes enceintes et des enfants ayant un fort impact sur leur état de santé, la JICA participe au mouvement Scaling Up Nutrition (SUN) qui encourage la prise de mesures efficaces dans le cadre d'une coopération globale entre les secteurs public et privé. En outre, les mesures d'amélioration de la nutrition ont fait l'objet d'une attention particulière dans le domaine de la sécurité alimentaire. Au Zimbabwe et au Guatemala, de nouveaux programmes de coopération ont été lancés pour le renforcement de l'administration nutritionnelle et des ressources humaines. La JICA intègre les efforts liés à la nutrition dans ses programmes de santé maternelle et infantile.

3. Lutte contre les maladies infectieuses

Chaque année, les trois principales maladies infectieuses, le VIH/sida,

la tuberculose et le paludisme, tuent à elles seules plusieurs millions de personnes. Les maladies infectieuses constituent une menace directe pour les populations, et en particulier pour les pauvres. Elles entravent également le développement économique et social. La lutte contre les maladies infectieuses doit être engagée au niveau mondial, car ces maladies se propagent à travers le globe par les activités économiques et le développement des transports.

La JICA apporte une aide pour la lutte contre les maladies infectieuses à travers une approche horizontale, centrée sur le renforcement des systèmes de santé, et une approche verticale visant des maladies spécifiques. La JICA coopère avec le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, dont le gouvernement japonais est l'un des contributeurs, l'UNICEF et d'autres organismes internationaux pour répondre à ce problème par des projets de coopération technique et une aide financière. La coopération technique implique la formation d'une stratégie nationale ; la collecte et l'analyse d'informations sur la santé ; le renforcement des services de prévention, de diagnostic et de traitement ; et l'amélioration de l'accès à ces services. L'aide financière est mise en œuvre pour fournir des vaccins contre la poliomyélite, la rougeole et d'autres maladies, ainsi que pour divers types d'équipements.

En 2013, la JICA a mené des projets de coopération technique en Afghanistan, au Myanmar, au Ghana, en Zambie, dans les îles Salomon et au Vietnam, ainsi que des programmes de formation au Japon pour les responsables de divers pays afin de renforcer leurs capacités administratives et les techniques de diagnostic. Dans d'autres domaines, la JICA utilise les connaissances acquises grâce à la recherche sur les maladies infectieuses au Japon pour mener des recherches conjointes sur le sida, la tuberculose, la dengue et d'autres maladies infectieuses avec des instituts de recherche en Asie et en Afrique. La recherche conjointe est entreprise dans le cadre du partenariat pour la recherche scientifique et technologique pour le développement durable (SATREPS)

[→ voir l'étude de cas page 113].

Étude de cas

Jordanie : Projet d'intégration de la santé et d'autonomisation des femmes dans le sud du pays

Efforts de sensibilisation de la population à la santé reproductive

La JICA encourage la planification familiale à travers l'autonomisation des femmes afin que, dans les sociétés islamiques conservatrices, les femmes soient en mesure de décider avec leur mari du nombre d'enfants qu'elles auront.

Activités de sensibilisation à travers la participation des hommes et des chefs religieux

Le sud de la Jordanie, où les traditions sont aujourd'hui encore profondément enracinées dans la société, doit faire face à plusieurs problèmes concernant la santé reproductive des femmes, notamment à des taux de natalité élevés, au-dessus de la moyenne nationale, et à un faible taux d'utilisation des moyens contraceptifs.

La JICA s'est attelée à ces problèmes en 1997. Elle a mis en œuvre le projet d'intégration de la santé et d'autonomisation des femmes dans le sud du pays, en 2006, avant d'en étendre la zone cible à 76 villages situés dans quatre préfectures, en se concentrant sur

l'amélioration des services de santé reproductive et la promotion de la planification familiale. La JICA a également construit des cliniques locales, formé du personnel de santé et mis en œuvre des activités de sensibilisation en impliquant des hommes et des chefs religieux. En comptant les projets mis en œuvre avant 2006, le nombre cumulé de visites effectuées au domicile des femmes par les éducateurs de santé s'élève à 12 897.

Ainsi, le taux d'utilisation des moyens contraceptifs dans les quatre préfectures a significativement augmenté, de 44 % en 2007 à 50,4 % en 2011. Les résultats positifs du projet ont été intégrés dans les recommandations sur les politiques préparées par le projet pour le gouvernement jordanien. Devant le



Les éducateurs de santé apprennent comment vérifier la tension artérielle.

succès du projet, les éducateurs de santé, qui étaient volontaires au départ, ont été officiellement engagés par le gouvernement.

Le Dr Tokiko Sato, conseillère senior de la JICA, a joué un rôle crucial dès le début du projet. Lors de son discours à l'Assemblée générale des Nations unies en septembre 2013, le premier ministre Shinzo Abe a cité son action et les résultats du projet en tant que bonnes pratiques ayant eu un impact sur la vie des femmes.



Brésil : La forêt amazonienne est l'un des « poumons de la planète ». (Photo : Shinichi Kuno)

Message du directeur général



Efforts conformes aux nouveaux cadres de 2015 dans les domaines de la réduction du risque de catastrophe, du changement climatique et des ressources en eau

Masami Fuwa Directeur général Département de l'environnement mondial

L'année 2015 sera une étape essentielle pour la communauté internationale. Un nouveau cadre sera établi lors de la troisième conférence mondiale des Nations unies sur la réduction des risques de catastrophe qui aura lieu à Sendai, au Japon ; de nouveaux objectifs seront fixés lors de la conférence des Nations unies sur le changement climatique (COP21) ; et un nouveau programme de développement sera formulé pour la suite à donner aux objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). C'est pourquoi la JICA concentre ses efforts sur 2015.

Dans le domaine de la réduction du risque de catastrophe (RRC), la JICA a souligné l'importance des investissements de RRC pour les projets de développement lors de la plate-forme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe, en 2013. En particulier, la JICA a développé dans ce domaine le modèle DR2AD permettant d'évaluer l'impact quantitatif des investissements de RRC sur la croissance du PIB ; les résultats de validation de ce modèle ont été présentés dans le rapport d'évaluation mondiale des Nations unies intitulé « Réduction du risque de catastrophe : Bilan mondial 2013 ». En 2014, en collaboration avec la communauté internationale, la JICA utilisera ce modèle pour vérifier les effets des investissements de RRC.

En ce qui concerne le changement climatique, en réponse à l'accord de la COP19, qui a eu lieu en 2013, la JICA renforcera son soutien à une gestion globale du risque de catastrophe, notamment de prévention et d'atténuation, pour les pays vulnérables aux effets négatifs du changement climatique. Dans le cadre du renforcement de sa coopération avec l'Asie de l'Est¹, la JICA a initié une coopération pour le Centre technique de formation internationale sur le changement climatique en Thaïlande afin de développer les ressources humaines chargées de cette question dans la région de l'ANASE.

Dans le domaine de la gestion environnementale, la JICA a mené des études sur la promotion de la gestion des déchets dans les pays africains en tant qu'objectif prioritaire de la cinquième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD V). Sur la base de ces résultats, la JICA prévoit une coopération pour

l'amélioration de l'ensemble des capacités administratives de gestion des déchets au Nigeria.

Dans le domaine de la protection de la nature, en appui à REDD-plus pour l'atténuation du réchauffement climatique en réduisant les émissions de gaz à effet de serre par le reboisement, la JICA a soutenu l'établissement de systèmes d'information, notamment d'inventaires forestiers pour mesurer les volumes accumulés de carbone en utilisant les données satellites du Japon dans 11 pays. La JICA soutient également les organisations régionales en Afrique centrale et australe afin de faire face aux problèmes transfrontaliers tels que la gestion des zones naturelles protégées.

Dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, en 2013, la JICA a déployé une aide prioritaire pour l'accès à une eau salubre dans la perspective de réaliser les OMD à l'horizon 2015. En tant que donateur important dans ce domaine, la JICA a contribué à l'approvisionnement en eau de près de 50 millions de personnes durant les années 2000. Concrètement, on peut dire que l'approvisionnement en eau des grandes villes asiatiques est l'une des grandes réussites de 60 années de contributions d'APD du Japon. La JICA continuera de soutenir les activités à l'étranger des gouvernements locaux et du secteur privé, qui disposent d'une expérience, de technologies et d'un savoir-faire solides dans le domaine de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de la gestion des déchets.

1. Les pays ayant participé au sommet de l'Asie de l'Est sont les suivants : les dix pays de l'ANASE, l'Australie, la Chine, l'Inde, le Japon, la Corée du Sud, la Nouvelle-Zélande, la Russie et les États-Unis.

Protection de la nature / Gestion de l'environnement / Eau et assainissement / Réduction du risque de catastrophe / Mesures de lutte contre le changement climatique

Mettre fin au cercle vicieux de la pauvreté et de la destruction de l'environnement



L'objectif du Millénaire pour le développement (OMD) concerné est représenté en couleur.

Dans les pays en développement, un cercle vicieux se produit lorsque la destruction de l'environnement, qui est à la base de toute vie humaine, provoque une aggravation de la pauvreté. La destruction de l'environnement naturel, ce bien irremplaçable dont l'homme a besoin pour vivre, se poursuit sans relâche. Il est donc impératif d'instaurer une société durable en s'appuyant sur le concept d'harmonie avec l'environnement. Afin de protéger l'environnement mondial qui influe sur toute vie humaine, la JICA se concentre sur cinq axes : la protection de la nature, la gestion de l'environnement, l'eau et l'assainissement, la réduction du risque de catastrophe et les mesures de lutte contre le changement climatique.

Protection de la nature

● Situation générale

Au cours des dernières décennies, l'exploitation excessive et l'utilisation à grande échelle des terres ont entraîné la destruction rapide de l'environnement naturel mondial. Cela comprend la déforestation, la disparition des zones humides, la détérioration des écosystèmes côtiers, la dégradation des sols et l'extinction d'espèces sauvages provoquées par les coupes de bois, la construction d'infrastructures et d'autres opérations de développement à grande échelle ou la conversion en terres cultivables. La superficie forestière mondiale recule chaque année d'environ 13 millions d'hectares, ce qui équivaut à un tiers du territoire japonais. De même, on

estime que la surpêche, le développement du tourisme et d'autres facteurs sont responsables de la perte de 19 % des récifs coralliens du monde. De plus, 80 % des ressources halieutiques mondiales sont surexploitées.

L'environnement naturel fournit aux populations diverses ressources essentielles telles que les aliments, les vêtements et les plantes médicinales ; il offre également une protection naturelle contre les catastrophes et autres risques environnementaux. La dégradation des services rendus par les écosystèmes met en péril la base même de l'existence humaine.

En tant que membre de la communauté internationale, nous devons contribuer à la création d'une société qui protège l'environnement naturel, notamment les forêts et zones humides menacées de disparition, et qui maintient l'harmonie entre les écosystèmes et les activités humaines.

Étude de cas

Recherche internationale conjointe pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre

Contribuer à la compréhension des mécanismes d'émission des gaz à effet de serre issus des activités de foresterie

L'étude de la JICA sur les émissions de gaz à effet de serre des forêts tropicales contribue au renforcement des capacités de gestion de la foresterie dans les pays en développement et à la promotion du cadre REDD-plus pour l'atténuation de la déforestation et de la dégradation forestière au niveau mondial.

Renforcement des capacités de gestion de la foresterie

Les émissions de carbone sous forme de CO₂ dues à la déforestation et à la dégradation forestière représentent près des 20 % des émissions artificielles. Pour contribuer au cadre REDD-plus pour l'atténuation de la déforestation et de la dégradation forestière au niveau mondial, la JICA et l'Institut national de recherche de l'Amazonie du Brésil ont créé des parcelles d'étude sur 1 200 sites d'Amazonie centrale, qui n'avaient pas encore été étudiés, afin de comprendre la dynamique du carbone des forêts individuelles. Avec l'Institut national de la recherche spatiale et sa technologie avancée de télédétection,

la JICA développe une technologie d'évaluation des dynamiques carbone de la vaste forêt en utilisant les données satellites du projet de dynamique carbone dans la forêt amazonienne.

Ces efforts ont ainsi permis d'améliorer la précision des mesures de réduction des émissions de carbone obtenue grâce aux efforts de prévention de la déforestation et de la dégradation forestière.

Par ailleurs, les tourbières tropicales, fréquentes dans les zones marécageuses d'Indonésie, contiennent de grandes réserves de carbone qui leur ont valu le surnom de « bombes à retardement du réchauffement climatique ». Avec le développement de la région, les feux de tourbe pour la construction de



Étude sur les émissions de carbone de la forêt amazonienne brésilienne. Brazil.

canaux, le défrichement de terres et autres activités agricoles ont occasionné des émissions importantes de carbone dans l'atmosphère. En collaboration avec des représentants de l'Université d'Hokkaido pour la recherche, la JICA a établi un modèle de gestion des incendies et du carbone des tourbières et des forêts dans le cadre du projet de gestion des feux de végétation et du carbone dans les tourbières d'Indonésie. À travers ce projet, les émissions de carbone des tourbières tropicales vers l'atmosphère ont été rigoureusement mesurées, ce qui constitue une première mondiale et apporte un soutien scientifique aux efforts de limitation des émissions en contribuant à l'institutionnalisation de REDD-plus.

● Actions de la JICA

De 2000 à 2013, la JICA a mené des activités de protection de la nature sur une superficie de 17,81 millions d'hectares (12,12 millions pour la protection des forêts et 5,69 millions pour la protection des écosystèmes). Outre la mise en œuvre d'activités comme la collecte de données sur les forêts, l'élaboration de plans de gestion et l'amélioration des moyens de subsistance des résidents locaux, la JICA a mené des actions de reboisement pour la restauration des forêts sur 3,05 millions d'hectares dans de nombreux pays. Ces activités ont également contribué au renforcement des capacités de 600 000 fonctionnaires et résidents locaux.

Il n'en reste pas moins que l'utilisation des terres évolue avec le développement et que la pression accrue sur les ressources naturelles reste un problème majeur dans les pays en développement. C'est pourquoi, dans l'objectif de faciliter l'harmonie entre la préservation de l'environnement naturel et les activités humaines, la JICA déploie une coopération pour la protection de la nature dans les trois domaines suivants :

1. Mesures de lutte contre le changement climatique à travers la gestion durable des forêts

Les forêts n'ont pas pour unique fonction de constituer des ressources en bois ; elles captent et permettent un approvisionnement durable de l'eau, conservent les sols tout en absorbant et stockant les gaz à effet de serre, comme le CO₂, et atténuent les catastrophes naturelles comme les inondations et les glissements de terrain. La JICA reconnaît non seulement la nécessité de régénérer les forêts par le reboisement et d'autres méthodes, mais aussi de déployer des efforts pour maintenir et améliorer la qualité des forêts par une gestion appropriée. À travers l'aide pour l'amélioration des systèmes du dispositif REDD-plus (réduction des émissions de gaz à effet de serre par des mesures de lutte contre la déforestation et la dégradation forestière ou par la protection des forêts dans les pays en développement), la JICA soutient la gestion appropriée des forêts qui sont un réservoir de CO₂. La JICA apporte également une aide pour la réduction du risque de catastrophe et la gestion des bassins versants en utilisant les fonctions multilatérales des forêts dans les bassins versants stratégiques et les zones susceptibles d'être touchées par une catastrophe, etc. [→ voir l'étude de cas page 83].

2. Utilisation durable des ressources naturelles pour améliorer les moyens de subsistance des communautés vulnérables

Dans les pays en développement, la majorité des personnes dépendent des ressources naturelles locales pour leur vie quotidienne. Cependant, dans de nombreux cas, l'exploitation excessive de la base des moyens de subsistance locaux a détruit la capacité de régénération de la nature. De plus, l'utilisation et la gestion des ressources sont parfois des sources de tension entre les habitants et les autorités locales. Dans ces cas, il est important de prendre en considération les opinions des habitants locaux dans le processus de prise de décision. Bien que la collaboration avec les administrateurs publics soit nécessaire, il est indispensable de parvenir à une gestion des ressources naturelles dans laquelle les populations locales jouent un rôle majeur.

Pour parvenir à une protection adaptée des forêts et des sols dans les zones vulnérables, notamment les zones arides et semi-arides d'Afrique subsaharienne, la JICA contribue à une utilisation durable des ressources naturelles dans les communautés environnantes et à l'amélioration des moyens de subsistance. Si le système administratif du pays partenaire est fragile, la JICA recherche activement la coopération d'organisations

internationales et d'ONG.

3. Protection de la biodiversité par la gestion des zones protégées et des zones tampons environnantes

On estime que plus de 20 000 espèces sauvages sont menacées de disparition à cause de la destruction de l'habitat naturel, la chasse abusive des animaux sauvages, l'introduction d'espèces exotiques, le changement climatique et d'autres facteurs.

Dans les zones protégées importantes telles que les parcs nationaux et les zones tampons environnantes, la JICA déploie une aide diverse : développement de plans de gestion, mise en œuvre d'études et de suivi, renforcement des capacités des fonctionnaires administratifs et des chercheurs, introduction de l'écotourisme et développement de l'éducation environnementale.

La JICA soutient également les efforts des pays en développement vers la réalisation des objectifs mondiaux de protection de la biodiversité à travers des transferts de technologies, le développement des ressources humaines et d'autres types d'aide. L'action de la JICA prend en compte les « cibles d'Aichi », adoptées lors de la dixième réunion de la Conférence des parties de la convention sur la diversité biologique (COP 10).

Gestion de l'environnement

● Situation générale

Avec le développement économique, la croissance démographique et l'urbanisation, la pollution de l'eau et de l'air et l'élimination inadéquate des déchets ont pris une ampleur sans précédent dans de nombreux pays en développement. Ces problèmes représentent une menace pour la santé et la survie des êtres humains et, plus globalement, du monde vivant, et ils empêchent les activités économiques de se développer sainement. L'expérience du Japon montre qu'il convient de traiter ces problèmes en amont, sans attendre qu'ils aient des répercussions manifestes sur les écosystèmes et sur la santé des populations. La restauration d'un environnement endommagé nécessite des dépenses bien plus importantes. Par ailleurs, ces dernières années, les problèmes de pollution transfrontalière, notamment l'augmentation des gaz à effet de serre et des particules fines inférieures à 2,5 microns (PM2.5), ainsi que la pollution des cours d'eau internationaux, ont pris une importance prégnante. En juin 2012, lors de la conférence des Nations unies sur le développement durable (Rio + 20) qui s'est déroulée à Rio de Janeiro, au Brésil, l'adoption par la communauté internationale de mesures supplémentaires pour faire face aux problèmes environnementaux est apparue encore une fois indispensable. De plus, la conférence a reconnu que la promotion des économies vertes est essentielle à un développement en harmonie avec l'environnement et que les pays développés doivent renforcer leur aide aux pays en développement. En outre, la convention de Minamata sur le mercure a été conclue en octobre 2013 pour réduire les émissions de mercure et prévenir une contamination au mercure à l'échelle mondiale, notamment par la pollution transfrontalière.

Les questions environnementales mettent en jeu des processus complexes sur plusieurs niveaux et sur une vaste zone géographique. D'où la difficulté d'y apporter des solutions rapides. Par ailleurs, comparativement aux investissements directs, notamment dans les infrastructures, la réponse aux problèmes environnementaux est lente, dans bien des cas, dans la mesure où les résultats des efforts sont difficiles à détecter. Les budgets nationaux étant souvent limités, cette tendance est fréquente dans les pays en développement.

● Actions de la JICA

La JICA apporte une aide sous diverses formes en fonction du stade de développement du pays partenaire ou de la région concernée. Dans ce processus, la JICA accorde la priorité aux mesures préventives et met l'accent sur l'établissement de systèmes de gestion environnementale à travers le renforcement des capacités. La JICA reconnaît qu'il est essentiel de renforcer la capacité des organisations et des individus qui participent à la gestion environnementale. Voici les mesures spécifiques prises pour renforcer la gestion environnementale :

1. Pollution de l'eau

La JICA appuie la mise en place de politiques destinées à prévenir la pollution des cours d'eau, des zones humides et des océans. L'Agence contribue notamment à renforcer les capacités de surveillance de la qualité de l'eau, d'élaboration des plans de gestion, ainsi que de proposition et de mise en œuvre de politiques. Elle appuie également l'élaboration de plans, l'exploitation et la gestion des installations nécessaires au traitement des eaux usées d'origine domestique et industrielle ainsi que l'amélioration de l'hygiène dans l'environnement, notamment en modernisant le réseau d'assainissement.

2. Pollution de l'air

La JICA soutient les mesures de prévention de la pollution atmosphérique, notamment par le développement des capacités en matière de surveillance de la qualité de l'air et d'élaboration de plans de gestion et de proposition de politiques. La JICA appuie également le développement d'installations d'élimination des polluants atmosphériques et de nouvelles méthodes de mesure des contaminants tels que les particules inférieures à 2,5 microns.

3. Gestion des déchets

La JICA appuie les mesures d'amélioration de la gestion des déchets, notamment de renforcement des capacités administratives pour la collecte, le transport, le traitement intermédiaire et l'élimination finale des déchets,

ainsi que des capacités d'élaboration de plans de gestion et de proposition de politiques. Plus particulièrement ces dernières années, la JICA contribue à promouvoir le concept des 3R (réduction, réutilisation, recyclage), pour favoriser l'instauration d'une société fondée sur un cycle rationnel des matériaux. La JICA apporte également une aide pour la construction de systèmes de recyclage des déchets électroniques et électriques ou « e-déchets ».

4. Efforts sur les problèmes émergents

La JICA s'attaque également à des questions de gestion environnementale plus complexes et déploie d'autres efforts pour répondre aux nouveaux problèmes. Ces efforts portent sur diverses mesures, notamment la gestion du traitement des substances chimiques qui ont un fort impact sur l'environnement et qui sont dangereuses pour l'homme, la réalisation de la vision de l'éco-ville du futur à la lumière des mesures d'aménagement urbain et de protection environnementale, et une aide aux mesures de protection environnementale centrées sur la gestion environnementale régionale transfrontalière [➔ voir l'étude de cas ci-dessous].

Pour répondre à des problèmes aussi variés, la JICA utilise les connaissances, expériences et technologies japonaises. La JICA renforce la coopération avec des collectivités locales japonaises disposant d'un savoir-faire en matière d'administration environnementale, ainsi qu'avec des entreprises privées qui possèdent des techniques d'amélioration de la gestion environnementale, entre autres collaborations. En utilisant des méthodes d'évaluation basées sur des faits, la JICA renforce l'efficacité de ses activités.

Eau et assainissement

● Situation générale

L'eau est une ressource essentielle à la vie humaine. En plus d'être potable, l'eau soutient directement et indirectement l'existence humaine

Étude de cas

Malaisie : Projet scientifique et technologique pour le développement de scénarios de sociétés sobres en carbone en Asie

Soutien au développement de scénarios pour une société sobre en carbone à l'horizon 2025

La JICA mène une étude pour l'édification d'une société sobre en carbone d'après le modèle de la zone de développement de la région d'Iskandar à Johor, en Malaisie, où un développement industriel à grande échelle est en cours.

Près de 40 pour cent de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2025

Située à l'extrémité méridionale de la péninsule Malaise, la zone de développement d'Iskandar, dans l'État de Johor, est la deuxième région urbaine après Kuala Lumpur. En prenant exemple sur cette région, la JICA travaille sur des méthodes pour formuler des scénarios de sociétés sobres en carbone, déterminer les paramètres quantitatifs de cette vision et créer une feuille de route pour sa mise en œuvre concrète. Le projet de la JICA, commencé en 2011 pour cinq ans, a pour ambition de formuler des méthodes globales de planification environnementale afin de résoudre plusieurs problèmes simultanément,

notamment la pollution atmosphérique et la gestion des déchets solides dans les villes.

En mars 2014, le « plan directeur pour une société sobre en carbone à Iskandar, Malaisie, d'ici 2025 », a été officiellement approuvé par l'Autorité de développement régional d'Iskandar. Le plan a été élaboré par une équipe multidisciplinaire de chercheurs japonais et malaisiens issus d'universités et d'agences administratives. L'objectif de ce plan est de réduire de 40 % les émissions de gaz à effet de serre dans la région d'Iskandar d'ici 2025, par rapport au niveau anticipé si rien n'était effectué à la même période. Cela représente environ 10 % des réductions prévues pour l'ensemble du pays. Le scénario se divise en 12 chantiers majeurs comprenant



Dessin d'architecture de la région de développement d'Iskandar, en Malaisie.
©2014 Iskandar Regional Development Authority

l'établissement d'un système de transport écologique intégré, de normes de rénovation et de construction écologiques et d'un système énergétique écologique.

Ce plan d'action pratique d'une société sobre en carbone au niveau régional, équivalent au niveau préfectoral au Japon, est une première dans les pays de l'ANASE. Le projet devrait devenir une vitrine pour le développement de villes sobres en carbone pour les autres pays asiatiques qui font face à des problèmes similaires.

dans la mesure où elle est nécessaire à la production alimentaire et à diverses activités économiques importantes pour le maintien de la vie.

Cependant, les ressources hydriques disponibles ne sont pas illimitées. Bien que la Terre soit surnommée la « planète bleue », le volume d'eau disponible dans les cours d'eau et les lacs relativement accessibles représente à peine 0,01 % de toute l'eau de notre planète.

Il n'en reste pas moins que la demande en eau des pays en développement continue de progresser avec la croissance démographique. Ces pays doivent donc faire face au problème extrêmement épineux de l'allocation de ressources hydriques limitées à la survie de la population, au développement économique national et à la protection de l'environnement naturel.

Bien que la consommation d'eau potable salubre soit essentielle à la survie, près de 750 millions de personnes dans le monde n'y ont pas accès, et près de 760 000 enfants âgés de cinq ans et moins meurent de diarrhées chaque année (estimations de l'Organisation mondiale de la santé pour 2013). De plus, le temps consacré à aller chercher de l'eau empêche les femmes de travailler et les enfants de se rendre à l'école. Ainsi, un approvisionnement stable en eau potable apparaît comme la clé de nombreux problèmes sociaux liés à la santé, à l'éducation, au travail et à la pauvreté. L'assainissement est un problème étroitement lié à l'eau. Les diarrhées sont la plupart du temps dues à la consommation d'eau insalubre ou à des infections causées par des bactéries pathogènes excrétées par les fèces et dont la contamination se produit par voie orale à travers l'eau, les aliments et les mains souillés portés à la bouche. La construction d'installations sanitaires (toilettes) est donc extrêmement importante pour isoler les excréments humains du milieu de vie. De plus, les voies d'infection peuvent être interrompues par de bonnes pratiques d'hygiène telles que le lavage des mains après défécation et le maintien en état de propreté des zones situées autour des installations d'approvisionnement en eau. L'amélioration simultanée de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement constitue donc la clé pour réduire les maladies liées à l'eau.

Au cours de la période de croissance économique suivant la

guerre, le Japon a su développer de manière constante les systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement pour établir une société attentive aux questions sanitaires, tout en luttant contre les inondations et les sécheresses. Par ailleurs, le Japon est un grand consommateur d'eau et il importe de grandes quantités d'« eau virtuelle » d'autres pays. Le Japon doit donc prendre une part de responsabilité dans la résolution des problèmes liés à l'eau et à l'assainissement dans les pays en développement.

● Actions de la JICA

1. Gestion des ressources hydriques et utilisation efficace de l'eau

Dans un contexte de limitation des ressources et d'accroissement de la demande en eau, la gestion appropriée des ressources hydriques est essentielle. Cela passe par la répartition coordonnée de l'eau entre les différents secteurs tout en préservant l'environnement aquatique. Faute de coordination, l'utilisation chaotique de l'eau conduira à des destructions environnementales répétées, comme « la tragédie de la mer d'Aral ». Par ailleurs, des prévisions indiquent que les inondations et les sécheresses se feront plus fréquentes avec le changement climatique. Afin de promouvoir une gestion intégrée des ressources hydriques et l'évaluation de l'impact du changement climatique sur ces ressources, la JICA soutient activement les pays en développement, principalement pour l'élaboration de plans de gestion des ressources hydriques.

L'utilisation efficace de l'eau est un facteur décisif pour parvenir à une gestion adaptée de ressources hydriques limitées. Cela passe notamment par la promotion de mesures d'économie d'eau dans l'agriculture et de réutilisation des eaux usées traitées. La JICA apporte une aide proactive dans ce domaine, particulièrement pour la réduction de l'eau non comptabilisée due notamment aux fuites des canalisations, et où l'expérience et la technologie du Japon peuvent être mises à profit.

2. Amélioration de l'accès à l'eau potable salubre et aux installations sanitaires

L'accès à une eau potable salubre et à des installations sanitaires

Étude de cas

Éthiopie : Projet de centre des technologies de l'eau en Éthiopie

Promouvoir la formation des ressources humaines pour assurer un approvisionnement en eau salubre

En août 2013, la transformation du Centre éthiopien des technologies de l'eau (CETE) en Institut national des technologies de l'eau en Éthiopie (INTEE) a été officiellement approuvée ; lui conférant, sur le papier comme dans les faits, un rôle central pour la gestion de l'eau. Le Centre a bénéficié du soutien de la JICA depuis son établissement. Ce sont 15 années de coopération japonaise et d'efforts d'auto-assistance des ministères et organisations liés en Éthiopie qui portent leurs fruits.

Cours de formation pour les pays voisins

Le taux de couverture en eau salubre dans les zones rurales éthiopiennes est de 32 %, nettement inférieur à la moyenne, 60 %, enregistrée dans d'autres pays d'Afrique subsaharienne. Ainsi, le développement de puits profonds et la fourniture d'une eau salubre sont des enjeux fondamentaux.

En organisant dans un premier temps diverses formations sur l'exploitation des eaux souterraines, le CETE a permis aux ingénieurs d'acquérir des connaissances théoriques et pratiques.

L'élaboration et la mise en œuvre initiale des formations générales ont principalement été assurées par des experts japonais lors de la phase 1 (1998-2005). Puis dans la phase 2 (2005-2008), la mise en œuvre et la gestion des formations ont progressivement été prises en charge par les homologues. Enfin, dans la phase 3 (2009-2013), la majorité des formations ont été menées par des homologues éthiopiens, ces derniers ayant acquis les compétences nécessaires à l'évaluation et à l'amélioration des cours. Le projet a évolué de manière progressive



Travail sur le terrain lors d'un cours modèle sur les eaux souterraines. Les participants utilisent une carte hydrogéologique et observent le relief.

jusqu'à son terme.

Plus de 3 500 participants ont été formés en Éthiopie et, aujourd'hui, ils travaillent activement dans tout le pays. Le CETE a également contribué à la formation d'ingénieurs spécialisés dans le réseau des eaux souterraines en organisant des programmes de formation internationaux pour 18 pays d'Afrique voisins.

En tant que nouvelle institution, le CETE devrait continuer de jouer un rôle important dans le développement du secteur de l'eau en Éthiopie.

(toilettes) est l'un des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et l'un des défis majeurs de développement de la communauté internationale. L'accès à une eau salubre et à l'assainissement a été reconnu comme un « droit humain » par l'Assemblée générale des Nations unies qui s'est tenue en juillet 2010.

Cependant, en 2010, 768 millions de personnes dans le monde n'avaient toujours pas accès à une eau potable salubre et 2,5 milliards n'avaient pas accès à des installations sanitaires de base (statistiques de la Banque mondiale pour 2011).

En tant que membre de la communauté internationale, la JICA redouble d'efforts pour améliorer cette situation. Concrètement, la JICA promeut la construction d'installations d'approvisionnement en eau par une aide financière tout en renforçant l'exploitation et la maintenance des installations à travers une assistance technique dans les zones rurales et urbaines [→ voir l'étude de cas page 24]. Pour l'approvisionnement en eau des zones urbaines, la JICA contribue à améliorer la gestion des entreprises chargées de l'approvisionnement en eau et à mobiliser des financements du secteur privé pour répondre aux besoins colossaux de développement de ces installations.

Consciente du manque de progrès en matière d'accès aux installations sanitaires, la JICA intensifiera progressivement ses efforts pour mettre en place des d'installations sanitaires et une éducation à la santé, principalement en Afrique subsaharienne.

Réduction du risque de catastrophe

● Situation générale

La puissance destructrice des catastrophes a augmenté ces 30 dernières années, les cyclones suivis d'inondations, de tremblements de terre, d'éruptions volcaniques et d'autres catastrophes frappent régulièrement la planète. En raison d'infrastructures sociales à la traîne, d'une forte concentration urbaine des populations et des effets du changement climatique, les pays en développement sont particulièrement vulnérables

aux catastrophes naturelles. Non seulement les catastrophes naturelles provoquent des pertes en vies humaines, mais elles détruisent les moyens de subsistance, aggravent le cycle de la pauvreté et provoquent des dégâts économiques et sociaux.

● Actions de la JICA

1. Aide à l'élaboration de politiques

En se basant sur le cycle de gestion des catastrophes — préparation, intervention d'urgence, réhabilitation et rétablissement, et activités de prévention et d'atténuation — la JICA apporte une aide pour la mise en œuvre efficace des mesures de réduction du risque de catastrophe (RRC). Lors de la phase de réhabilitation et de rétablissement, la JICA vise à établir des sociétés résilientes selon le concept du « Mieux reconstruire », qui a pour ambition de rebâtir une société plus forte dans le sillage de la catastrophe. En simulant les dommages possibles par une évaluation des risques et en augmentant les investissements en matière de RRC, la JICA vise à atténuer les dommages physiques et sociaux directs et indirects et à réduire le coût des mesures d'urgence [→ voir les études de cas, pages 35, 40, 88, 119 et ci-dessous].

Objectif stratégique 1 : Établissement et renforcement des systèmes de gestion des catastrophes

Afin de bâtir un pays ou une région résiliente aux catastrophes, la JICA soutient le renforcement de trois piliers formant la base des mesures de RRC : 1) amélioration des lois fondamentales liées à la RRC et établissement des structures organisationnelles responsables de la RRC ; 2) renforcement des fonctions administratives de RRC des gouvernements centraux et locaux par la formulation de plans de RRC des pays et des régions et établissement de codes du bâtiment ; et 3) renforcement des organisations et des ressources humaines liées à la RRC et promotion des études pertinentes par un système de collaboration entre le secteur public et privé et la recherche parmi les organismes liés à la RRC.

Objectif stratégique 2 : Compréhension correcte du risque de catastrophe naturelle et promotion d'une compréhension commune

La bonne compréhension du risque de catastrophe est un prérequis

Étude de cas

Thaïlande : Projet de développement des capacités pour la gestion du risque de catastrophe

Renforcement des compétences administratives pour la gestion du risque de catastrophe et amélioration des capacités locales et communautaires à faire face aux catastrophes

En Thaïlande, la JICA a mis en œuvre une coopération technique pour améliorer les capacités de réduction du risque de catastrophe des agences administratives et des communautés, ainsi que pour promouvoir l'éducation aux catastrophes à l'école.

Établissement d'un système de coordination inter-institutionnelle

La JICA a mené plusieurs projets de coopération technique pour améliorer les capacités de réduction du risque de catastrophe (RRC) des gouvernements centraux et locaux et des communautés, ainsi que pour promouvoir l'éducation aux catastrophes à l'école. Ces projets ont été menés en collaboration avec deux organismes gouvernementaux : le département de la prévention et de l'atténuation des catastrophes du ministère de l'Intérieur (DPAC), chargé de l'administration de la gestion du risque de catastrophe, et le ministère de l'Éducation, chargé de l'aspect éducatif.

Lors de la phase 1, qui s'est terminée en 2008, la JICA a renforcé la capacité du DPAC ainsi que la collaboration entre les institutions concernées. En outre, l'Agence a soutenu la création de contenus pédagogiques numériques sur la gestion des catastrophes, mais aussi du premier « Livre blanc de la Thaïlande sur la prévention et l'atténuation des catastrophes ». Après avoir sélectionné trois provinces modèles, la JICA a soutenu le développement de cartes pour localiser les zones dangereuses au niveau provincial et communautaire, renforcé la gestion du risque de catastrophe basée sur la communauté et introduit des techniques d'éducation aux catastrophes à l'école.

Exercice d'évacuation dans le cadre d'un programme de gestion du risque de catastrophe basé sur la communauté.



Pour la phase 2, qui a commencé en 2010, parallèlement au développement de plans nationaux de prévention et d'atténuation des catastrophes et de plans d'action spécifiques, la JICA élabore également des programmes de développement des ressources humaines et conçoit des exercices de simulation basés sur ces programmes. De plus, la JICA soutient la création et la distribution de lignes directrices pour l'éducation aux catastrophes et de matériel pédagogique pour les écoles dans l'ensemble du pays.

Cinq groupes de travail assurent une coordination transsectorielle des organisations et départements impliqués dans ce projet. En prenant en compte les résultats du projet, les autorités thaïlandaises concernées s'emploieront à renforcer la collaboration entre les organisations et à promouvoir les résultats des provinces modèles en utilisant le cadre fourni par les groupes de travail.

fondamental pour l'élaboration de mesures de RRC. Dans cette optique, la JICA soutient l'évaluation et l'analyse des risques, la préparation de cartes indiquant les zones dangereuses, l'analyse économique des investissements en matière de RRC et l'évaluation des effets du changement climatique. Par ailleurs, la JICA encourage la compréhension commune des risques de catastrophe parmi l'ensemble des acteurs impliqués, à travers le renforcement des capacités de la communauté pour les activités de RRC, l'éducation aux catastrophes, et d'autres approches.

Objectif stratégique 3 : Mise en œuvre de mesures de réduction des risques pour un développement durable

Afin de protéger les vies humaines et d'atténuer les dommages sur les ressources sociales, économiques et environnementales occasionnés par les catastrophes naturelles, il est important de se préparer, par des mesures de prévention, durant les périodes calmes et ordinaires. La JICA soutient les mesures de RRC dans chaque secteur, ainsi que les mesures et les politiques intégrant les personnes vulnérables aux catastrophes, comme les populations pauvres, en associant des mesures structurelles et non structurelles. En outre, la JICA soutient des mesures équilibrées de réduction des risques, notamment les mesures de prévention des risques, par des projets de prévention des inondations, ainsi que les mesures d'évitement des risques telles que les règlements sur l'utilisation des terrains.

Objectif stratégique 4 : Préparation et réponse promptes et efficaces

Pour fournir une réponse efficace immédiatement avant et après les catastrophes naturelles, la JICA vient en aide aux agences techniques, aux gouvernements centraux et locaux, et au public afin que les mesures de précaution et d'évacuation puissent être menées rapidement en se basant sur les prévisions, les systèmes d'alerte précoce et d'autres informations. La JICA met également en œuvre des mesures appropriées pour apporter une aide d'urgence aux victimes et aux zones touchées.

Objectif stratégique 5 : Transition sans heurts vers le rétablissement et la reconstruction pour une société résiliente aux catastrophes

En intégrant la perspective de RRC aux phases de réhabilitation et de rétablissement après les catastrophes naturelles, la JICA a pour ambition de

créer des sociétés plus résilientes aux catastrophes à travers ses activités de rétablissement et de reconstruction. En outre, la JICA renforcera la valeur additionnelle de l'aide post-catastrophe en apportant une aide immédiatement après la catastrophe et en veillant à assurer une transition sans heurts avec les activités de rétablissement.

2. Intégration de la réduction du risque de catastrophe

L'intégration de la réduction du risque de catastrophe (RRC) signifie que : 1) les positions du gouvernement en matière de RRC figurent parmi les politiques prioritaires du pays ; 2) une perspective de RRC est adoptée dans l'ensemble des politiques et des plans de développement ; et 3) les investissements de RRC sont encouragés.

Dans d'autres secteurs du développement, la JICA a mis en œuvre des projets avec une perspective de RRC. Par ailleurs, la JICA élabore actuellement un système de prise en considération de la RRC dans tous les domaines du développement et à tous les stades de ses projets, dès la formulation.

Au Japon, les mesures de RRC ont non seulement contribué à la protection de vies humaines, mais aussi à l'atténuation des dommages économiques. Avec cette expérience, la JICA estime qu'il est nécessaire pour le développement économique et social d'effectuer des investissements préalables dans les mesures permettant d'éviter les dommages. La JICA a développé un modèle informatique qui vérifie la contribution des investissements préalables en faveur d'une croissance nationale et régionale stable. Les résultats de la simulation montrent que des investissements préalables ont un effet sur la croissance économique après les catastrophes.

Changement climatique

● Situation générale

Le changement climatique a un impact sur toute l'infrastructure de la vie humaine, notamment des écosystèmes, de la société et de l'économie. C'est

Étude de cas Philippines : Étude préparatoire du projet de gestion du risque d'inondation de la rivière Cagayan (FRIMP-CDOR)

Soutien au développement d'un plan de gestion des inondations par la mise en œuvre de projets

Aux Philippines, fréquemment touchées par des catastrophes liées aux tempêtes et aux typhons, la JICA cherche à atténuer et à gérer les dommages causés par les inondations en soutenant la planification de la gestion des inondations par la mise en œuvre cohérente de projets.

Évaluation des risques d'inondation pour l'établissement de frontières fluviales

En décembre 2011, la tempête tropicale Sendong a frappé le nord de Mindanao, aux Philippines, infligeant des dégâts colossaux et causant plus de 1 000 morts. La ville de Cagayan de Oro, peuplée par 600 000 personnes, est située en aval de la rivière Cagayan. La ville n'ayant pas pris suffisamment de mesures pour atténuer les inondations, le centre-ville, situé le long de la rivière, a subi des dégâts particulièrement importants.

La JICA a assuré une assistance technique pour l'étude préparatoire, afin de formuler un projet de prêt d'APD à travers l'examen et la révision du plan directeur et de l'étude de faisabilité précédents,

élaborés par le gouvernement des Philippines.

L'étude aérienne LIDAR a été menée pour obtenir des données topographiques détaillées pour l'analyse hydraulique et du risque d'inondation. En se basant sur les résultats des analyses, les niveaux de risque ont été évalués en fonction de critères précis, notamment la possibilité d'évacuation des habitants en cas d'inondation. Puis, selon le principe élémentaire d'« habitat interdit dans les zones dangereuses », la JICA a soutenu l'établissement de frontières fluviales, une première aux Philippines.

La prochaine étape prévoit la construction de digues et de murs anti-inondation, l'amélioration d'un pont et la surélévation d'une route pour l'évacuation. En outre, la JICA fournira une

coopération technique pour la mise en œuvre de mesures non structurelles telles que le développement de cartes des zones dangereuses et de plans d'évacuation, ainsi que de plans d'aménagement des terrains dans le bassin en se basant sur les frontières fluviales établies.



Dans la ville de Cagayan de Oro, de nombreuses propriétés sont situées le long de la rivière.

un problème mondial qui constitue une grave menace pour la croissance économique équitable et durable, la réduction de la pauvreté et la sécurité humaine. Aujourd'hui, des événements considérés comme imputables au changement climatique, comme la submersion des basses terres côtières due à la montée du niveau de la mer, et l'occurrence plus fréquente de conditions météorologiques extrêmes — telles que les sécheresses, les pluies torrentielles, les inondations — ainsi que le déclin de la production alimentaire et des ressources hydriques, ont été constatés dans diverses régions du monde. Il est fort probable que l'impact du changement climatique sur nos vies se fasse ressentir plus intensément et plus largement à l'avenir.

● Actions de la JICA

1. Soutenir les efforts de réduction des émissions de gaz à effet de serre

Ces dernières années, les émissions de gaz à effet de serre des pays en développement ont rapidement augmenté. Afin de minimiser les effets négatifs du changement climatique, il est essentiel que les pays en développement, à l'instar des pays développés, participent aux efforts de réduction des émissions de gaz à effet de serre ou « mesures d'atténuation ».

Pour ces pays en développement qui doivent déjà faire face à divers problèmes, comme la réduction de la pauvreté, il est fondamental d'adopter une approche qui permette à la fois de réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'avoir un effet positif notamment sur les moyens d'existence et le développement économique.

Les projets de développement de la JICA couvrent l'introduction des énergies renouvelables, la promotion des économies d'énergie, l'amélioration des systèmes de transport public urbain, la gestion des déchets solides, la gestion des forêts et le reboisement. La JICA appuie également l'élaboration de politiques et le développement des capacités, notamment pour l'établissement d'inventaires nationaux de gaz à effet de serre et de lois sur les économies d'énergie, ainsi que pour une planification du développement urbain sobre en carbone.

2. Protéger les populations des pays en développement de l'impact négatif du changement climatique

Les pays en développement, et plus particulièrement les populations pauvres, sont extrêmement vulnérables au changement climatique.

La JICA déploie des mesures d'adaptation en fonction des besoins de chaque pays. Cela comprend le développement des capacités de protection contre les tempêtes et les inondations, la protection des rivages et des berges, la construction d'installations d'approvisionnement en eau, la gestion appropriée des ressources hydriques, la protection des écosystèmes, la promotion de l'agriculture irriguée et la diffusion de cultures hautement résistantes à la sécheresse.

De plus, la JICA élabore et met en œuvre des mesures d'adaptation particulières pour chaque région ou pays basées sur des observations météorologiques, des prévisions sur le changement climatique et une évaluation de son impact. Cette coopération est appelée à se développer de manière importante à l'avenir.

3. Cibler simultanément le changement climatique et le développement durable

Les pays développés et les pays en développement avancent de concert vers l'établissement d'un nouveau cadre international de lutte contre le changement climatique. Le soutien adapté des pays développés devient de plus en plus important pour aider les pays en développement à atteindre un développement compatible avec le respect du climat.

En se basant sur les expériences et résultats obtenus dans le domaine du développement durable et sur les discussions au niveau international, la JICA apporte une aide complète pour les mesures de lutte contre le changement climatique dans les pays en développement tant au niveau politique et de l'exécution de projets que de la recherche et du développement des ressources humaines, etc., en collaboration avec les agences nationales et d'autres parties prenantes telles que des collectivités locales et des entreprises privées [→ voir l'étude de cas ci-dessous].

Étude de cas

Thaïlande : Efforts de lutte contre le changement climatique en Thaïlande

Plan directeur pour le changement climatique au niveau municipal et développement des ressources humaines dans la région de l'ANASE

À Bangkok, en Thaïlande, le niveau des émissions de gaz à effet de serre est plus élevé que dans la plupart des grandes villes d'autres pays. La promotion de l'adaptation au changement climatique, notamment par la lutte contre les inondations, est aussi un problème urgent. C'est dans ce contexte que la JICA déploie ses efforts de lutte contre le changement climatique.

Pour un développement urbain durable et la promotion de la coopération régionale

Depuis mars 2013, dans le cadre du projet de plan directeur sur le changement climatique à Bangkok 2013-2023, la JICA soutient l'administration métropolitaine de Bangkok (AMB) pour le développement d'un plan directeur sur le changement climatique ciblant cinq domaines : l'énergie, les transports urbains, la gestion des déchets et des eaux usées, le verdissement urbain et les initiatives d'adaptation.

En coopération avec les départements concernés de l'AMB, la JICA a pour ambition d'élaborer des plans d'action réalistes conformes aux politiques gouvernementales, et d'améliorer les dispositifs institutionnels de diverses

organisations pour une meilleure mise en œuvre du plan directeur. Avec la coopération de la ville de Yokohama, la JICA organise des programmes de formation au Japon et envoie des experts afin de partager les connaissances pratiques et l'expérience dans divers domaines pour un développement urbain durable.

De plus, en juin 2013, la JICA a commencé à coopérer avec l'Organisation thaïlandaise pour la gestion des émissions de gaz à effet de serre afin d'établir le Centre technique de formation internationale sur le changement climatique (CTFICC) dans le cadre du projet régional d'atténuation et d'adaptation au changement climatique en Asie du Sud-Est. L'institution a pour ambition de devenir un « centre technique polyvalent de formation sur



Des participants échangent leurs points de vue sur les programmes de formation lors d'un atelier du CTFICC et de l'ANASE.

le changement climatique dans la région », ciblant des participants d'horizons divers, issus des gouvernements centraux et locaux et d'entreprises privées des pays de l'ANASE.

Cette coopération est considérée comme un projet important de promotion d'une plateforme de connaissances pour une croissance sobre en carbone en Asie de l'Est, soutenue par le gouvernement japonais ; elle vise le développement des ressources humaines ainsi que l'établissement de réseaux entre divers acteurs.



Myanmar : Zone rurale autour du site du projet de développement du système participatif de multiplication et de distribution pour des semences de riz de qualité. (Photo : Shinichi Kuno)

Message du directeur général

Les projets menés en Afrique reçoivent de nombreux éloges lors de la TICAD V

Makoto Kitanaka Directeur général Département du développement rural



Le développement agricole et rural est un domaine sur lequel le Japon met l'accent depuis le début de sa coopération internationale, il y a 60 ans. Par le passé, la JICA a amélioré les installations d'irrigation et fourni des conseils sur les techniques de culture du riz, principalement dans les pays d'Asie du Sud-Est. Aujourd'hui, ses activités se sont développées et s'étendent de l'Asie à l'Afrique. Les expériences passées de la JICA ont donné vie à de nouveaux projets de dynamisation rurale. En 2013, la JICA s'est concentrée sur un travail coopératif sur la base de politiques d'aide adoptées lors de la cinquième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD V).

Les activités de la JICA en Afrique comprennent deux piliers. Le premier consiste à améliorer la productivité agricole des pays d'Afrique subsaharienne par une initiative clé, la Coalition pour le développement de la riziculture (CARD) impliquant des organisations internationales. La JICA a pour ambition de doubler la production de riz dans la région en dix ans, d'ici 2018. Le projet progresse correctement et a atteint les 20,7 millions de tonnes en 2012, marquant ainsi une augmentation de 48 %.

L'autre pilier est le projet d'autonomisation et de promotion des petits exploitants horticoles (SHEP), qui a pour objectif d'autonomiser les femmes dans l'agriculture. Le projet est conçu pour encourager la production planifiée de légumes, en portant une attention particulière aux tendances du marché, et augmenter les revenus des agriculteurs. Au Kenya, le projet a obtenu des résultats encourageants ; le montant des ventes a doublé depuis le début du projet en 2010. Ces efforts ont fait l'objet de louanges lors de la TICAD V, et la JICA a reçu des demandes d'extension de SHEP à d'autres pays d'Afrique. En réponse à ces demandes, la JICA procède aux préparatifs, notamment en invitant des participants à des programmes de formation technique au Japon.

Sur le front asiatique, où la JICA apporte une aide depuis de nombreuses années, l'Indonésie, la Thaïlande et la Malaisie sont parvenues à un développement économique stable. Les demandes dans l'agriculture sont passées du stade de la lutte contre la faim à celui du développement d'une alimentation de haute qualité, sûre et stable. En tirant parti du savoir-faire des entreprises privées japonaises, la JICA contribuera à l'établissement d'une chaîne de valeur permettant la livraison sûre et fiable de produits agricoles de haute qualité, du producteur au consommateur.

La population de la planète devrait dépasser les 9 milliards de personnes d'ici 2050 et nous devons produire deux fois plus de nourriture qu'aujourd'hui. La sécurité alimentaire est appelée à devenir un problème mondial de plus en plus prégnant. Ainsi, la JICA estime qu'il est important de se concentrer sur la pêche, notamment en redéfinissant l'aquaculture comme source de protéines pouvant répondre aux besoins de populations en pleine expansion. En étant attentif à la croissance démographique mondiale, le département du développement rural réfléchit à la coopération pour le développement futur du secteur agricole et rural.

Développement agricole et rural / Pêche

Lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire à l'échelle mondiale



L'objectif du Millénaire pour le développement (OMD) concerné est représenté en couleur.

Après une forte montée en 2008, les prix des denrées alimentaires ont atteint des sommets en 2011 et en 2012, et ils continuent d'augmenter. Cette envolée des prix alimentaires exerce une menace sur la sécurité alimentaire des pays en développement. Cela a un impact particulièrement fort sur les populations pauvres, urbaines mais aussi rurales, telles que les petits agriculteurs et pêcheurs dont la production ou les prises ne suffisent même pas à subvenir à leurs propres besoins alimentaires.

La JICA déploie une coopération pour répondre aux problèmes liés au développement agricole, rural et maritime. Le but est de contribuer à l'objectif du Millénaire pour le développement (OMD) consistant à « éradiquer la pauvreté extrême et la faim » en offrant une aide pour la production et l'approvisionnement alimentaires ainsi qu'en matière de nutrition aux habitants des zones rurales et urbaines.

Développement agricole et rural

● Situation générale

Le contexte du développement rural et agricole a largement évolué, notamment sous l'impulsion de la mondialisation rapide, du changement climatique, de l'explosion des prix alimentaires et pétroliers, de la demande croissante en biocarburants, des changements d'habitudes alimentaires qui accompagnent l'augmentation des revenus, de la participation accrue du secteur privé, de la compétition mondiale pour les terres cultivables et de la réhabilitation post-conflit. Dans de nombreux pays en développement, les agriculteurs représentent la majorité de la population et les trois quarts des pauvres vivent dans les zones rurales. C'est pourquoi les résidents ruraux des pays en développement sont profondément affectés par ces changements.

Approvisionnement alimentaire stable

Selon les estimations de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le nombre de personnes souffrant de malnutrition dans les pays en développement se situerait toujours à un niveau élevé, autour de 852 millions d'individus, entre 2010 et 2012. Par conséquent, la première cible de l'objectif 1 des OMD, qui vise à réduire de moitié la proportion de la population souffrant de la faim entre 1990 et 2015, risque d'être bien difficile à atteindre.

L'approvisionnement stable de la population en denrées alimentaires (sécurité alimentaire) est une condition essentielle à la stabilité socioéconomique et par conséquent un enjeu politique important. Or, pour diverses raisons telles que le manque de capacités des gouvernements à planifier et mettre en œuvre des plans nécessaires, l'inadéquation des infrastructures agricoles, le faible niveau des techniques de production et des systèmes de distribution insuffisants, les pays en développement sont très démunis face aux aléas climatiques et la sécurité alimentaire des habitants est fréquemment menacée.

Cette situation entraîne une détérioration de l'état de santé de la population, provoque la sortie de devises étrangères pour l'importation de denrées alimentaires et accélère la migration vers les villes ainsi que l'abandon de l'agriculture. Ces changements induisent eux-mêmes une aggravation de la pauvreté dans les zones urbaines, facteur d'instabilité sociale et économique.

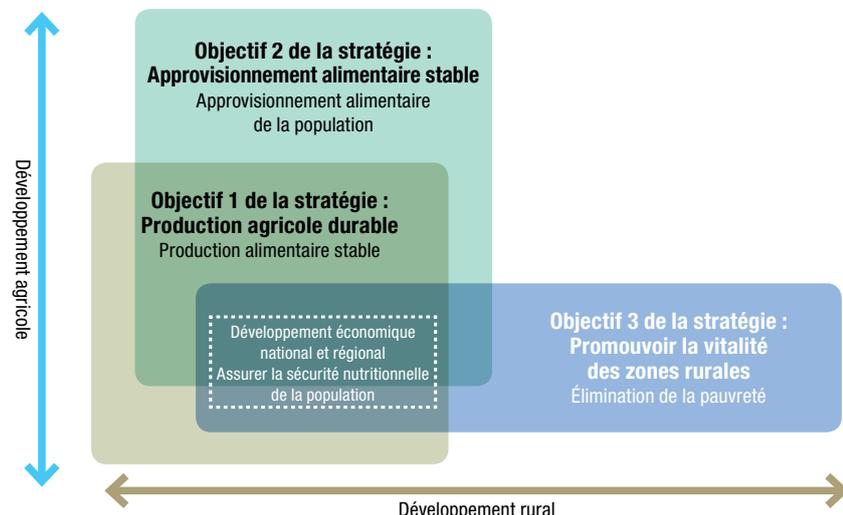
Réduction de la pauvreté rurale

Selon le rapport 2012 de la Banque mondiale, malgré une baisse de la proportion de personnes vivant dans une situation de pauvreté extrême (avec moins de 1,25 USD par jour), ce nombre devrait rester proche du milliard en 2015, contre 1,29 milliard en 2008. Géographiquement, les populations pauvres sont concentrées en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud. Par ailleurs, bien que les taux d'autosuffisance pour

les principales céréales se soient quelque peu améliorés et que la classe moyenne urbaine soit en pleine expansion en Amérique du Sud et en Asie du Sud, des inégalités subsistent entre les villes et les campagnes. Dans ces régions, il est nécessaire de trouver des moyens de réduire le fossé économique entre les zones urbaines et rurales.

Il a été établi que la croissance de l'agriculture contribue au moins deux fois plus à la réduction de la pauvreté que la croissance d'autres secteurs. En outre, dans les pays à faible revenu, notamment en Afrique subsaharienne, la part importante de l'agriculture dans le PIB traduit souvent les espoirs placés par la population dans le secteur agricole en tant que source de croissance économique.

Objectifs, philosophie et finalité de l'aide au développement agricole et rural



● Actions de la JICA

En matière de développement agricole et rural, la coopération de la JICA vise à garantir l'approvisionnement alimentaire stable des populations rurales et urbaines, à réduire la pauvreté dans les communautés rurales et, par ce biais, à stimuler la croissance économique aux niveaux national et régional. Toutes ces activités ont pour but de contribuer à la réalisation de l'OMD 1.

Dans ce contexte, la JICA a défini trois objectifs spécifiques de coopération :

1. Production agricole durable

Les risques liés à l'approvisionnement alimentaire forment une combinaison complexe de facteurs à court terme et à long terme. Les risques à court terme comprennent les mauvaises récoltes dues aux conditions climatiques et la hausse spéculative qui les accompagne. Les facteurs à long terme sont la forte croissance démographique des pays émergents, l'évolution de la structure de la demande dans ces pays, les restrictions d'accès aux ressources de production, comme l'eau et la terre, la vulnérabilité au changement climatique et enfin la concurrence entre la demande alimentaire et les besoins en biocarburants. Faire face à cette situation nécessite donc avant tout d'identifier la source de chaque problème pour apporter des réponses adaptées à chaque cause et aux circonstances spécifiques à chaque région. La JICA entend parvenir à une production agricole durable afin de répondre à ces divers problèmes.

Dans cette optique, la JICA fournit d'abord une aide pour l'élaboration de politiques agricoles qui intègrent les caractéristiques de l'ensemble du secteur du pays partenaire. En se basant sur ces politiques, la JICA assure une coopération couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur, de la production

à la vente en passant par la distribution. Ses initiatives comprennent la mise en place, la maintenance et la gestion des infrastructures de production agricole telles que les systèmes d'irrigation ; l'amélioration de la fourniture et de l'utilisation des semences, des engrais et d'autre matériel agricole ; et l'introduction et l'utilisation des technologies de production des céréales, du bétail et d'autres produits tout en soutenant le renforcement institutionnel des organisations associées [→ voir l'étude de cas page 93].

De plus, la JICA prend des mesures pour favoriser la résilience de l'agriculture au changement climatique. Cela comprend notamment des activités favorisant une utilisation durable de la terre, le développement de l'énergie de biomasse de deuxième génération qui n'entre pas en concurrence avec la production alimentaire ; l'établissement de systèmes de stockage ; l'utilisation de statistiques agricoles et l'introduction d'une assurance contre les intempéries ; et la promotion de l'entrée du secteur privé sur le marché [→ voir l'étude de cas ci-dessous]. Au Myanmar par exemple, des systèmes d'irrigation ont été maintenus par des prêts d'APD pour améliorer la productivité et la rentabilité des activités agricoles. Simultanément, la JICA prépare des projets de coopération complets comprenant le développement de politiques et de systèmes pour la promotion d'une agriculture irriguée, l'amélioration des technologies de production des principales cultures par l'irrigation, l'introduction et l'utilisation adaptées des machines et équipements agricoles, et la promotion de la coopération avec le secteur privé. Par ailleurs, avec l'augmentation des revenus, les habitants des pays en développement veulent consommer des produits agricoles et d'élevage à forte valeur ajoutée et ils sont plus attentifs aux problèmes liés à la sécurité et à la qualité de leur alimentation. Il convient de répondre également à ces problèmes.

Étude de cas

Éthiopie : Projet de renforcement de la résilience en milieu rural

Pour des moyens de subsistance stables dans des zones rurales résistantes aux sécheresses

En 2011, la sécheresse a frappé la Corne de l'Afrique et a eu de graves conséquences sur la population. Une aide humanitaire a été déployée pour faire face aux crises répétées occasionnées par les sécheresses de la région. Aujourd'hui, la JICA apporte une aide pour mettre fin à ces crises par l'autonomisation de la communauté.

Amélioration de la résilience des zones rurales

Pour sa première tentative, la JICA réalise un projet destiné à introduire un système d'assurance basée sur les indices météorologiques. À travers ce système, qui sert de compensation lors des sécheresses, l'assurance indemnise automatiquement les agriculteurs lorsque les totaux pluviométriques sur une période donnée sont inférieurs au seuil convenu.

Le nombre de ménages agricoles assurés à travers le projet était de près de 1 300 en 2013, soit un peu moins de 10 % du nombre total d'agriculteurs dans la zone cible. De par la couverture du risque lié aux précipitations irrégulières, le système d'assurance basée sur les indices météorologiques devrait encourager les agriculteurs à développer leurs activités agricoles pour, à terme, améliorer la production de l'ensemble de la zone.

Concernant l'aide aux éleveurs, deux marchés de bétail ont été construits dans la zone. Ils ont officiellement ouvert leurs portes en octobre 2013. La construction de ces marchés devrait permettre aux éleveurs de vendre leur bétail avant que les animaux ne souffrent du manque d'eau ou de nourriture causé par la sécheresse. Ces marchés permettent aux éleveurs de surmonter la sécheresse en obtenant de l'argent liquide et en achetant les céréales indispensables à la vie quotidienne. De plus, après la fin de la sécheresse, ils peuvent racheter de nouveaux animaux pour reconstituer leurs troupeaux. Ainsi, les populations améliorent leur résilience lors de la sécheresse tout en ayant la

possibilité de se rétablir rapidement.

Par ailleurs, l'amélioration des marchés de bétail attire également des acheteurs de la capitale et des villes voisines. Pour les éleveurs, le développement des opportunités d'affaires dissuadera les acheteurs de faire pression à la baisse sur les prix du bétail ; cela devrait donc permettre aux agriculteurs de vendre dans des conditions favorables et de gagner plus d'argent.



Des agriculteurs contractent une assurance climat.

2. Approvisionnement alimentaire stable

Une production durable est la condition d'un approvisionnement alimentaire stable de la population d'un pays. De plus, assurer un approvisionnement stable nécessite l'établissement de politiques d'offre et de demande alimentaires nationales qui intègrent la sécurité alimentaire au niveau international. La création d'un cadre pour les importations et l'utilisation appropriée de l'aide alimentaire sont également nécessaires.

L'Afrique est le continent affichant la plus forte proportion de population souffrant de malnutrition (35 % des Africains, chiffres de 2011). C'est donc celui où les efforts destinés à accroître la production alimentaire sont les plus nécessaires. La quantité de riz consommée en Afrique progresse rapidement et il est fort probable que la production rizicole connaisse une croissance durable. Cette denrée apparaît donc comme l'une des solutions au manque de sécurité alimentaire du continent.

En collaboration avec d'autres bailleurs de fonds, la JICA a lancé en mai 2008 une initiative baptisée « Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique » (CARD), qui vise à doubler la production de riz en une décennie, en passant de 14 à 28 millions de tonnes d'ici 2018, contribuant ainsi à la sécurité alimentaire. Pour atteindre cet objectif, la JICA soutient l'élaboration de stratégies nationales de développement rizicole dans les 23 pays producteurs de riz en Afrique, et apporte une aide pour stimuler la production



Récolte du riz dans un projet lié à la Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique (CARD) à Madagascar.

de riz selon la stratégie fixée dans chaque pays. Dans le premier groupe de 12 pays de la CARD, la production rizicole a augmenté de 48 %, de 14 millions de tonnes lors de l'année de référence, à 20,7 millions de tonnes en 2012.

3. Promouvoir des communautés rurales dynamiques

Afin que le développement rural soit un facteur de réduction de la pauvreté, il est important de procéder à des changements sociaux et de dynamiser les villages ruraux dans une perspective de développement

Étude de cas

Palestine : Projet d'amélioration de la vulgarisation pour une agriculture à valeur ajoutée dans la grande vallée du Rift

Une agriculture rentable pour la Palestine

Dans la grande vallée du Rift, en Palestine, la JICA apporte une aide aux petites et moyennes exploitations agricoles afin d'encourager une agriculture rentable répondant aux besoins du marché.

Introduction d'un ensemble de mesures de promotion de l'EVAP

En Palestine, dans la grande vallée du Rift, l'agriculture est un secteur clé. Cependant, la plupart des exploitations de taille modeste ou moyenne doivent faire face à plusieurs problèmes : un faible niveau technologique, un manque de ressources en eau et une quantité insuffisante d'engrais et de substances agrochimiques.

La JICA a mené des projets de coopération pour évaluer le potentiel de la région et résoudre les problèmes de manière cohérente. Sur la base de ces résultats, l'Agence a initié le projet d'amélioration de la vulgarisation pour une agriculture à valeur ajoutée dans la grande vallée du Rift (EVAP). La JICA se concentre sur l'amélioration des services liés à la diffusion des technologies permettant aux agriculteurs des petites et moyennes exploitations d'orienter leur production en fonction des besoins du marché et d'augmenter leur rentabilité.

À travers ce projet, une série de mesures menées par les vulgarisateurs à l'intention des agriculteurs a

été présentée dans le cadre de la promotion de l'EVAP. Concrètement, le projet a pour ambition de former un réseau basé sur la situation actuelle en fournissant des formations commerciales et en organisant des forums d'affaires pour les groupes d'agriculteurs, les vulgarisateurs et les entreprises du secteur. À l'issue de ces activités, les groupes d'agriculteurs élaborent leurs propres programmes.

De plus, la JICA a présenté aux agriculteurs de nouvelles technologies pour augmenter la valeur ajoutée de leurs produits et collecté des données empiriques pour promouvoir ces nouvelles technologies à travers des conférences et des rencontres quotidiennes entre agriculteurs.

Encourageant la participation des femmes aux activités et en incitant les agriculteurs à réfléchir sur la division du travail entre les sexes dans l'agriculture, la JICA encourage la réduction de la charge de travail ainsi que la participation des femmes au processus de prise de décision.

Les deux années de coopération ont permis d'obtenir des résultats encourageants. Par exemple,



Des agriculteurs locaux et des vulgarisateurs accompagnés d'experts de la JICA se réjouissent de la bonne récolte des pastèques produites en Palestine.

une variété de pastèque qui n'était plus produite à cause d'un virus provenant du sol est revenue sur les étals pour la première fois en vingt ans. L'efficacité vérifiée des techniques de greffe a contribué à la promotion de l'EVAP, et les autorités gouvernementales ont également aidé les agriculteurs à acheter des plants. En outre, les groupes d'agriculteurs attendent une augmentation des ventes de compost grâce à l'établissement de techniques de production pour un compostage organique de qualité.

Les responsables du ministère de l'Agriculture ont salué ces résultats et annoncé leur volonté de diffuser l'ensemble des mesures de promotion de l'EVAP dans toute la Palestine.

des économies agricoles et d'augmentation des moyens d'existence des populations. Pour parvenir à cet objectif, il convient d'aller au-delà de la simple hausse de productivité. Il convient par exemple d'améliorer la distribution et la vente des produits alimentaires, de dynamiser le secteur agroalimentaire, de renforcer les mesures de promotion des exportations et d'augmenter les revenus non agricoles par une amélioration de la gestion agricole.

Il faut également déployer une aide transversale recouvrant plusieurs domaines. Les fonctions administratives locales doivent être renforcées et des infrastructures rurales telles que les routes communautaires et les installations d'approvisionnement en eau potable doivent être construites. La JICA s'emploie également à améliorer le cadre de vie ainsi que le niveau de santé et d'éducation des résidents ruraux. L'aide vise en outre le développement participatif des zones rurales et la réduction des inégalités entre les hommes et les femmes.

Pour stimuler le développement rural, la JICA fournit une aide aux institutions administratives locales pour l'élaboration de plans de développement avec la participation des résidents ruraux. La JICA apporte aussi une aide pour l'établissement de systèmes de mise en œuvre permettant à la communauté d'augmenter ses revenus et ses moyens d'existence par l'amélioration de la transformation, de la distribution et de la vente de produits agricoles [→ voir l'étude de cas page 39]. De plus, dans les pays en situation post-conflictuelle, le développement agricole et rural étant souvent une composante clé de l'aide, la JICA accorde la priorité à ces activités.

Au Népal, par exemple, une route reliant Katmandou au sud du pays a été construite grâce à un projet de don ; ce système de transport permet aux personnes vivant le long de la route d'avoir un meilleur accès aux marchés situés dans les zones urbaines [→ voir l'étude de cas page 41]. Afin de créer un effet de synergie entre l'aide concrète apportée par le Japon et l'amélioration des revenus dans les zones rurales, la JICA contribue à l'introduction de systèmes de culture et de collecte des produits horticoles ainsi qu'au renforcement des liens entre les agriculteurs et les entreprises privées. La JICA s'efforce également de consolider le système administratif afin d'apporter une aide adaptée aux horticulteurs. Ces efforts devraient permettre aux agriculteurs de cultiver et vendre leurs produits en se basant sur des informations relatives aux marchés et, à terme, revitaliser les communautés agricoles.

Pêche

● Situation générale

Les produits de la pêche provenant des océans, des lacs et des cours d'eau constituent une ressource alimentaire importante pour les habitants des pays en développement. Selon la FAO, les produits halieutiques fournissent à ces populations 20 % de leurs apports en protéines animales et ils constituent souvent l'une des seules sources de protéines abordables. Les ressources halieutiques sont fondamentalement des « ressources libres d'accès » pouvant être capturées avec du matériel rudimentaire. Par ailleurs, le secteur de la pêche joue un rôle précieux, car il fournit un moyen de subsistance aux personnes vulnérables, comme les femmes chefs de famille ou les personnes ne disposant pas de moyens de production. La part des pays en développement dans les exportations mondiales de produits halieutiques est de 50 % ou plus en valeur, et de 60 % ou plus en volume (2010), ce qui montre le rôle crucial du secteur pour l'économie de ces pays.

La production halieutique et aquacole mondiale était de 148 millions de tonnes en 2010. Cependant, la production des pêches de capture marines a atteint un sommet dans les années 1990 et, depuis lors, ces ressources seraient sur le point d'être pleinement exploitées. Ces dernières années, face à la stagnation de la pêche de capture, la production aquacole n'a cessé d'augmenter et elle représente aujourd'hui près de 40 % de la production halieutique totale.

Même dans les pays en développement, le déclin des ressources halieutiques est manifeste, probablement à cause de la surpêche et de la destruction de l'environnement naturel et des écosystèmes. Cependant, les pratiques de bonne gestion des ressources halieutiques sont encore peu appliquées par les pêcheurs. Ces derniers sont souvent privés de moyens d'existence alternatifs et ils ont donc une forte tendance à favoriser le profit immédiat plutôt que les bénéfices durables à long terme. Ainsi, la gestion efficace des ressources halieutiques acceptable par une majorité de pêcheurs constitue un défi clé pour ces pays.

● Actions de la JICA

Comme cela a été mentionné précédemment, la mauvaise gestion des pêches et la détérioration de l'environnement, qui entraînent la perte de précieuses ressources halieutiques, sont des problèmes majeurs du secteur de la pêche. Les villages de pêcheurs, souvent situés dans des zones rurales marginalisées, doivent également faire face à un grand nombre de problèmes sociaux, notamment une pauvreté chronique. Il est donc fondamental de s'attaquer aux problèmes de la gestion de la pêche dans le cadre plus large du « développement des communautés (villages) de pêcheurs », qui intègre les autres aspects pertinents de la subsistance des pêcheurs.

La coopération de la JICA dans le secteur de la pêche vise trois grands objectifs : (1) assurer l'approvisionnement alimentaire stable des populations locales, (2) éliminer la malnutrition en garantissant des apports alimentaires appropriés, et (3) réduire la pauvreté en fournissant aux pauvres des moyens de subsistance. Une gestion adaptée des ressources halieutiques constitue une bonne base pour réaliser ces objectifs et elle est essentielle au développement des villages de pêcheurs. Les trois piliers de la coopération de la JICA sont les suivants :

1. Dynamisation des communautés de pêche locales

Pour réduire la pauvreté chronique et autonomiser les communautés de pêche, il convient d'adopter une approche globale. Les efforts pour promouvoir la gestion durable des ressources halieutiques seraient plus efficaces s'ils étaient complétés par des activités visant à stabiliser les moyens de subsistance des communautés. Cela comprend la promotion d'activités rémunératrices alternatives, comme l'agriculture, et la fourniture de services de santé et d'éducation, ainsi que d'autres programmes de développement social.

La JICA apporte une aide pour le développement des infrastructures de pêche, telles que la construction de ports de débarquement et de marchés de poisson, qui favorisent une commercialisation efficace du poisson ainsi que les actions collectives des membres des communautés. La JICA s'attache également à améliorer les capacités des organisations de pêcheurs ainsi que les activités des groupements féminins pour la transformation et la commercialisation du poisson.

2. Stabilité de l'approvisionnement alimentaire (utilisation efficace des ressources halieutiques)

Dans plusieurs pays en développement, les problèmes de sécurité

alimentaire s'aggravent, principalement à cause de la croissance démographique. Cette situation exerce inévitablement une pression supplémentaire sur les ressources halieutiques. Afin d'assurer un approvisionnement stable en poisson tout en évitant la surexploitation des ressources, le secteur de la pêche doit rapidement passer de la capture à l'aquaculture. En réponse à ces besoins, la JICA concentre ses efforts sur l'aquaculture. Pour promouvoir l'aquaculture dans les zones rurales, la JICA adopte une approche unique de « formation d'exploitant à exploitant ». De plus, la JICA soutient le développement des ressources humaines dans l'aquaculture en ciblant les chercheurs, les techniciens et les vulgarisateurs. Les poissons et les produits halieutiques sont hautement périssables. Dans les pays en développement, où les infrastructures de distribution sont insuffisamment développées, les pertes postérieures à la capture constituent un problème. La JICA s'emploie à améliorer les installations liées au débarquement, à la distribution et à la vente du poisson pour un meilleur contrôle de la qualité et de l'hygiène. Ces efforts sont complétés par une assistance technique pour la transformation et la conservation

du poisson [→ voir l'étude de cas ci-dessous].

3. Conservation et gestion adéquates des ressources halieutiques

Les ressources halieutiques ont la capacité de se reproduire si elles sont correctement gérées. Consciente que les approches descendantes adoptées par les gouvernements ne sont probablement pas en mesure de promouvoir la bonne gestion des ressources halieutiques, la JICA privilégie une approche de co-gestion qui intègre la sensibilisation et le renforcement des capacités des groupes de pêcheurs et qui encourage les mécanismes de collaboration parmi les acteurs clés.

La JICA met également l'accent sur le renforcement des capacités des administrations compétentes pour créer des cadres politiques adéquats et mettre en œuvre les mesures décidées. La collecte de données scientifiques en appui à la prise de décision et l'aide aux initiatives régionales vont dans le même sens. Avec la participation des pêcheurs locaux, la JICA s'attache à protéger et restaurer l'habitat essentiel des écosystèmes terrestres et marins tels que les herbiers marins.

Étude de cas **Sénégal : Programme de promotion d'une pêche durable**

Transition d'une pêche d'exploitation vers une pêche de protection : Gestion des ressources halieutiques utilisant les expériences japonaises

La JICA souhaite mettre en place une pêche durable soutenue par une gestion respectueuse des ressources halieutiques et le développement d'une chaîne de valeur basée sur les expériences japonaises.

Soutien de longue date à la pêche artisanale

Près de 600 000 personnes, soit 17 % de la population active du Sénégal travaillent dans le secteur de la pêche, et les produits marins représentent 70 % des protéines animales consommées par la population. En d'autres termes, le secteur de la pêche joue un rôle pivot pour l'économie et l'emploi, la nutrition et la sécurité alimentaire du pays. Cependant, près de 90 % du poisson étant fourni par la pêche artisanale, le secteur est extrêmement vulnérable.

Depuis 1976, soit presque quatre décennies, le Japon soutient le secteur, aussi bien du point de vue matériel qu'organisationnel. Ce soutien comprend le développement des infrastructures, ports de débarquement et marchés de poisson, l'exécution de projets de coopération technique et de programmes de formation, et l'envoi de volontaires japonais pour la coopération à l'étranger. Grâce à ces efforts, l'industrie de la pêche au Sénégal représente aujourd'hui 13 % (environ 40 milliards JPY) des exportations totales du pays. Les poulpes capturés sur les côtes d'Afrique occidentale sont exportés vers le Japon. Cependant, ces dernières années, les captures ont décliné avec la diminution de la taille des produits marins. Par ailleurs, le système de distribution doit faire face à plusieurs défis tels que des pertes après la pêche, mais aussi des problèmes d'hygiène alimentaire et de préservation de la fraîcheur.

Depuis la fin des années 1990, la JICA poursuit son aide par une coopération technique pour la gestion des ressources halieutiques. Au cours du projet de coopération technique sur le renforcement des capacités de l'Organisation de la pêche artisanale et des responsables des villages de pêcheurs (2009-2013), la JICA a contribué à une gestion des ressources axée

sur les pêcheurs en se basant sur l'approche japonaise traditionnelle de co-gestion. La prise de conscience de l'importance de la gestion des ressources par les pêcheurs a été améliorée avec succès en encourageant des pratiques de pêche respectueuses des ressources, qui évitent les captures excessives et les captures de poissons trop petits. En ce qui concerne les captures de poulpes et de thiof (genre de mérou), la JICA a fixé une saison de la pêche et fourni des équipements et des techniques spéciales de pêche.

Au cours du plan de promotion d'une gestion conjointe

des ressources halieutiques et du développement d'une chaîne de valeur, initié en 2014, des efforts seront entrepris pour maintenir les ports de débarquement et améliorer les conditions sanitaires et la fraîcheur des produits marins capturés par des pêcheurs impliqués dans la gestion des ressources halieutiques. La JICA travaille également sur la réduction des pertes après la pêche, l'amélioration des rendements et des prix de vente par une augmentation de la valeur ajoutée, ainsi que l'établissement de canaux commerciaux. À travers l'établissement d'une chaîne de valeur, la JICA fera avancer la gestion des ressources halieutiques par la promotion d'une pêche garantissant les gains des pêcheurs, même en cas de capture modeste.



Des femmes et un expert de la JICA transforment les produits de la pêche dans un port de débarquement construit grâce à une aide japonaise. (Photo : Kenshiro Imamura)



Jordanie : Le Centre de formation sur l'énergie électrique, construit avec la coopération du Japon, organise des formations pour les ingénieurs de Jordanie et de pays voisins dans le cadre des programmes pour les pays tiers. (Photo : Shinichi Kuno)

Message du directeur général



Soutenir un développement économique dynamique impulsé par le secteur privé

Takumi Ueshima Directeur général Département du développement industriel et des politiques publiques

La réalisation d'une croissance économique impulsée par un secteur privé dynamique constitue l'un des défis majeurs du processus de développement des pays en développement. Le département du développement industriel et des politiques publiques travaille sur la création d'un environnement des affaires plus attractif dans les pays en développement en associant efficacement les efforts entrepris dans trois domaines : développement des entreprises privées, énergie et mines, et gouvernance.

Dans le domaine de la gouvernance, le département du développement industriel et des politiques publiques contribue à la consolidation des institutions de base des pays en développement, notamment dans le domaine juridique, judiciaire, fiscal et douanier, ainsi qu'à l'amélioration des systèmes financiers et de règlement de titres, ce qui permettra à terme d'instaurer un meilleur environnement des affaires. Simultanément, dans le domaine de l'énergie et des mines, le département apporte également une aide pour l'approvisionnement en électricité, indispensable au fonctionnement des entreprises, ainsi que pour le développement des ressources minérales dans les pays en développement. En outre, nous soutenons la croissance et le développement d'entreprises privées individuelles en les aidant à améliorer leur accès aux services financiers, leur gestion et leur niveau technologique. Les trois groupes du département chargés de ces questions travaillent de concert pour créer des situations gagnant-gagnant, où l'aide permet aux pays en développement de parvenir à une croissance inclusive en favorisant les entreprises de toute taille et ainsi créer des marchés intéressants pour les entreprises japonaises.

L'Afrique et le Myanmar étaient les zones prioritaires de l'exercice 2013. La croissance rapide de l'Afrique a été soutenue par des ressources naturelles abondantes. Cependant, pour établir des fondations économiques solides ne reposant pas uniquement sur les ressources naturelles, nous soutenons non seulement les activités des entreprises privées en dehors des industries extractives, mais aussi la diversification de la structure industrielle par la campagne « Un village, un produit », entre autres initiatives. Au Myanmar, les systèmes de TIC n'ayant pas encore été introduits pour soutenir les institutions financières

indispensables au fonctionnement de l'économie réelle, les opérations commerciales sont encore enregistrées sur des supports papier. Premièrement, nous estimons qu'il est nécessaire de moderniser et de systématiser l'infrastructure financière pour attirer les investissements. Ainsi, le département s'est efforcé d'introduire le même système utilisé par la Banque du Japon dans la Banque centrale du Myanmar par un programme de dons, et nous avons assuré une assistance technique pour officialiser leurs opérations.

En outre, l'exercice 2013 a été marqué par le début du programme de développement des ressources humaines dans le secteur minier, visant un développement systématique des fonctionnaires administratifs et des chercheurs du secteur des ressources naturelles dans les pays en développement. Nous aiderons 200 étudiants de pays en développement, sur dix ans, à venir étudier dans des écoles supérieures japonaises et à y obtenir un diplôme. Ce programme devrait former des ressources humaines ayant une bonne connaissance du Japon et qui travailleront dans des pays en développement riches en ressources naturelles.

L'histoire de l'APD est passée de l'ère d'un développement économique soutenu par les gouvernements à celui d'une croissance économique impulsée par le secteur privé. En outre, si l'on prend en compte le volume des fonds qui entrent dans les pays en développement, les fonds privés sont bien plus importants que les fonds publics. Le département du développement industriel et des politiques publiques est appelé à jouer un rôle encore plus important pour la création d'un environnement qui permette au secteur privé de connaître une croissance saine.

Développement du secteur privé / Énergie et mines / Gouvernance

Bâtir une croissance durable et des sociétés démocratiques et justes dans les pays en développement



L'objectif du Millénaire pour le développement (OMD) concerné est représenté en couleur.

La JICA aide les pays en développement à se doter d'un secteur privé qui puisse servir de moteur à la croissance économique. L'Agence se concentre sur la promotion des échanges et des investissements, le développement des petites et moyennes entreprises (PME), la dynamisation des industries et des économies locales, et sur l'essor du tourisme. Elle apporte une aide de grande envergure au développement des infrastructures industrielles, notamment pour l'approvisionnement stable en électricité, l'exploitation minière, les énergies renouvelables et la conservation de l'énergie. La JICA déploie également de nombreux efforts pour établir une gouvernance solide en créant des cadres juridiques et judiciaires, en favorisant l'efficacité et la transparence des gouvernements, en améliorant les capacités administratives des autorités locales et en renforçant la gestion budgétaire et monétaire. À travers ces activités, la JICA promeut une croissance durable ainsi que l'émergence de sociétés démocratiques et justes dans les pays en développement.

Développement du secteur privé

Le secteur privé est un moteur de la croissance économique dans les pays en développement. Les entreprises privées de divers domaines, notamment les PME, permettent de parvenir à une croissance et à un développement dynamiques et de créer une valeur ajoutée plus importante afin d'atteindre une croissance économique globale et solide.

La déclaration de Yokohama de 2013, adoptée lors de la cinquième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD V) en 2013, se concentre sur « la promotion d'une croissance stimulée par le secteur privé ». Les mesures d'aide du gouvernement japonais comprennent également la stimulation de la croissance économique (secteur privé et commerce/investissement).

En réponse au rôle de plus en plus important joué par les pays en développement dans l'économie mondiale, les entreprises japonaises, en particulier du secteur manufacturier, ont activement développé leurs activités dans les pays en développement ces dernières années, en cherchant de nouveaux marchés et en ouvrant des unités de production dans ces zones. À travers une collaboration renforcée avec ces entreprises, la JICA vise à accroître l'efficacité de son aide au développement et à approfondir les relations économiques mutuellement bénéfiques entre le Japon et ces pays.

● Situation générale et activités de la JICA

La JICA apporte une aide pour l'amélioration de l'environnement des affaires, à travers l'établissement de politiques et de systèmes publics et par la formation de ressources humaines des pays en développement, afin de faciliter les activités des entreprises privées. Dans son acception la plus large, « environnement des affaires » englobe habituellement les infrastructures et l'éducation. La JICA y inclut quant à elle les domaines de développement du secteur privé qui ont un lien direct avec les activités des entreprises, c'est-à-dire la promotion du commerce et de l'investissement, la promotion des PME et le développement des ressources humaines industrielles, et la promotion des économies et des industries locales.

1. Promotion des échanges et des investissements

Le domaine des échanges et des investissements se concentre sur

les bénéfiques que l'on peut retirer de la mondialisation économique.

(1) Promotion des investissements

En 2012, 58,5 % des investissements directs étaient destinés aux pays émergents et en développement ; ainsi, les pays en développement deviennent encore plus attractifs en tant que destination des investissements des entreprises étrangères.

Les entreprises qui souhaitent investir à l'étranger comparent habituellement les conditions de chaque pays pour trouver la destination la plus favorable. Par ailleurs, les pays en développement souhaitent utiliser les investissements directs des entreprises de pays avancés comme force motrice de leur développement économique. Par conséquent, il est nécessaire pour les pays en développement de réaliser l'« amélioration de l'environnement des investissements », notamment en simplifiant les procédures et en faisant tomber les obstacles aux investissements. De plus, le renforcement des fonctions de promotion des investissements, notamment le partage d'informations sur les investissements, est indispensable. La JICA envoie des conseillers en promotion des investissements, principalement dans les pays asiatiques et africains, pour lier les investissements étrangers à la croissance des pays en développement. La JICA travaillera également activement sur l'exécution d'une coopération technique pour l'amélioration des systèmes juridiques liés. Parallèlement à ces efforts, la JICA participe à l'amélioration de l'environnement des investissements par son programme de prêts visant à réformer et améliorer les politiques et systèmes publics des pays en développement.

(2) Promotion des échanges

Les échanges des pays en développement représentent 40,6 % de la valeur des exportations mondiales et 38,8 % des importations mondiales en 2012. De toute évidence, le commerce joue un rôle important pour la promotion de la croissance économique des pays en développement. Pour stimuler les échanges, il est essentiel de simplifier et de faciliter les procédures liées au commerce, notamment douanières, et d'améliorer l'accès des entreprises des pays en développement aux marchés étrangers.

La JICA apporte une aide pour faciliter les procédures commerciales en

modernisant les douanes au Vietnam et au Myanmar. Concernant l'accès aux marchés étrangers, la JICA soutient actuellement l'amélioration des fonctions de la direction générale du développement des exportations nationales du ministère du Commerce indonésien.

(3) Créer un environnement favorable aux affaires

La JICA déploie une aide en appui aux politiques de promotion de l'industrie, notamment pour le commerce et les investissements, ainsi que pour les systèmes juridiques qui servent de base aux affaires. Les domaines de l'aide comprennent les systèmes de propriété intellectuelle et les systèmes d'évaluation des standards et des normes (normalisation, certification et normes de mesure) en tant que fondations intellectuelles. Dans le cadre de la coopération pour la gouvernance, la JICA a récemment apporté une aide pour le développement et le fonctionnement des systèmes juridiques qui ont un effet direct sur les activités économiques, notamment les lois sur les entreprises et sur la concurrence, et les systèmes fiscaux et de réglementation des activités financières. Parallèlement à ces efforts, la JICA fournit aussi une aide au développement de zones économiques spéciales/parcs industriels pour créer des environnements favorables aux affaires.

La politique de promotion industrielle est le principal pilier des plans de développement nationaux des pays en développement. Pour répondre aux situations diverses de chaque pays, la JICA aide les pays en développement à élaborer leurs politiques industrielles. En Éthiopie par exemple, la JICA soutient le développement des politiques industrielles en établissant des dialogues avec le premier ministre et d'autres décideurs.

Parallèlement à la dynamisation des affaires dans les pays en développement, il devient important pour ces derniers de sécuriser les droits de propriété intellectuelle, notamment les brevets et les marques de commerce. La JICA réalise actuellement divers projets pour garantir les droits de propriété intellectuelle en Indonésie, au Vietnam et au

Myanmar. En 2013, la JICA a également initié une coopération pour la Banque centrale du Myanmar, dont le système financier n'est pas suffisamment mature pour soutenir l'économie réelle, et au Vietnam, où des problèmes liés aux mauvaises créances font leur apparition.

Ces dernières années, le développement des zones économiques spéciales/parcs industriels attire une attention accrue. Ces projets visent à renforcer l'attractivité des pays en développement en tant que destination des investissements des entreprises étrangères en développant activement les infrastructures économiques et en offrant un traitement préférentiel et divers services aux entreprises qui investissent. En 2013, la JICA a déployé une APD pour le développement des infrastructures de la zone économique spéciale de Thilawa au Myanmar, tout en soutenant la conception du plan de la zone économique spéciale de Mombasa, au Kenya [→ voir les études de cas pages 53 et 104].

2. Promotion des petites et moyennes entreprises et développement des ressources humaines dans le secteur de l'industrie

Le soutien de la JICA aux PME cible principalement (1) l'établissement de politiques, de systèmes et de cadres pour promouvoir les PME et (2) l'amélioration de la compétitivité des entreprises.

(1) Établissement de politiques, de systèmes et de cadres

Étant donné le vaste éventail de politiques et de systèmes nécessaires à la promotion des PME dans les pays en développement, la mise en œuvre efficace des politiques est indissociable de certains principes de base et de la création de cadres pour les appliquer.

Lors de l'exercice 2013, la JICA a contribué à l'élaboration de politiques de promotion au Cambodge, ainsi qu'à l'organisation de programmes de formation des administrateurs publics chargés de la promotion des PME au Myanmar.

Étude de cas

Mexique : Projet de développement de la chaîne d'approvisionnement automobile

Former les entreprises mexicaines en coopération avec les constructeurs automobiles japonais

Le Mexique est devenu une région stratégique pour l'industrie automobile japonaise. La JICA promeut des activités *kaizen* pour parvenir à une relation gagnant-gagnant où l'industrie mexicaine peut poursuivre son développement et l'industrie automobile japonaise renforcer sa compétitivité.

Initiation au *kaizen* pour les fabricants de pièces automobiles

Le Mexique, base manufacturière concentrée sur les exportations vers l'Amérique du Nord, a fabriqué environ 3 millions de véhicules en 2013, devenant ainsi le huitième producteur mondial devant la Thaïlande. Le Mexique est une région stratégique pour l'industrie automobile japonaise. En 2015, la production automobile des constructeurs japonais au Mexique, dont Nissan, Honda, et Mazda, devrait dépasser les 1,5 million de véhicules, contre 800 000 en 2012. D'autres entreprises japonaises liées au secteur de l'automobile intensifient les unes après les autres leurs activités au Mexique.

Pour les constructeurs japonais, il est essentiel de

se procurer des pièces automobiles qui répondent à des critères rigoureux de qualité, de coût et de respect des délais. C'est pourquoi les fabricants mexicains de pièces automobiles doivent répondre à ces demandes. En 2012, la JICA et des fabricants japonais de pièces automobiles ont initié un projet visant à aider les fabricants mexicains. En mars 2014, le projet a aidé 15 entreprises à améliorer leur productivité. Les activités *kaizen* ont permis d'obtenir des résultats constants à cet égard.

La JICA poursuit ses activités *kaizen* pour parvenir à une relation gagnant-gagnant où l'industrie mexicaine peut poursuivre son développement et l'industrie automobile japonaise renforcer sa compétitivité.



Présentation d'activités *kaizen* à des fabricants mexicains de pièces automobiles. (Photo : Kenshiro Imamura)

(2) Renforcement de la compétitivité des entreprises

Pour renforcer la compétitivité des entreprises, l'aide s'articule autour de la gestion des ressources au sein des entreprises, c'est-à-dire la main-d'œuvre, la technologie, le capital et l'information. L'aide aux PME dans ces domaines étant généralement assurée par des organismes de soutien intermédiaires publics ou privés, une grande partie de l'aide de la JICA cible les fonctions de ces organismes.

Lors de l'exercice 2013, la JICA a déployé une coopération visant le renforcement et l'établissement solide des services de soutien aux zones rurales de Thaïlande.

(3) Développement des ressources humaines industrielles

Pour les ressources de gestion, en particulier le soutien à la main-d'œuvre, autrement dit la formation des ressources humaines du secteur de l'industrie, se concentre sur des mesures pour stimuler la compétitivité des entreprises en mettant à profit les connaissances japonaises dans ce domaine. La JICA coopère avec des institutions gouvernementales, des institutions d'enseignement et d'autres entités dans divers pays qui fournissent une aide au développement des ressources humaines. L'objectif de la coopération est de permettre aux entreprises d'acquérir et d'améliorer le savoir-faire nécessaire à leurs activités, notamment sur la gestion de la production et de la vente ou les technologies de fabrication.

Les résultats de ce type de coopération peuvent bénéficier à la fois aux pays en développement et au Japon. Ils contribuent au développement de l'industrie manufacturière dans les pays en développement et aux activités des entreprises japonaises sur place [➔ voir l'étude de cas page 98]. Par exemple, la JICA partage les techniques de fabrication japonaises avec l'Inde et contribue à la formation de leaders potentiels qui joueront un rôle central dans le développement durable de l'industrie manufacturière.

La JICA diffuse également l'utilisation des méthodes *kaizen* pour l'amélioration de la qualité et de la productivité, l'un des domaines où le Japon est le plus en pointe. Dans l'optique de la TICAD V, cet effort a été

particulièrement appuyé en Afrique. Après l'Éthiopie, le Ghana et le Kenya, la JICA assure depuis 2013 une coopération pour le développement du secteur privé en Tanzanie et en Zambie, et l'Agence entend poursuivre la collaboration dans ce domaine.

(4) Centres Japon pour le développement des ressources humaines

La JICA établit des Centres Japon pour le développement des ressources humaines (Centres Japon) comme points relais pour former les ressources humaines industrielles des pays en développement. En plus des huit Centres Japon créés au Vietnam, au Laos, au Kazakhstan, en Ouzbékistan, en Mongolie, au Kirghizstan, au Cambodge et en Ukraine, la JICA a établi un centre au Myanmar lors de l'exercice 2013.

Dans le cadre des programmes d'études commerciales, qui forment le cœur de leurs activités, les Centres Japon développent des ressources humaines formées aux méthodes japonaises de management et de gestion de la production dans les pays en développement. Ces dernières années, les réunions de participants ont permis de créer des réseaux de travailleurs locaux dans l'industrie. En tirant parti du savoir-faire et des réseaux établis au fil des nombreuses années d'existence de ces programmes, la JICA soutient également les entreprises japonaises présentes sur ces marchés. Récemment, avec l'intensification de leurs activités sur les marchés étrangers, les entreprises japonaises sont de plus en plus nombreuses à inscrire leurs employés dans les programmes d'études commerciales proposés par les Centres Japon.

3. Promotion des économies et des industries locales

Avec la croissance économique, l'aggravation des inégalités est devenue un problème majeur dans de nombreux pays en développement.

Afin de diffuser largement les bénéfices de la croissance économique aux résidents locaux, la JICA soutient un développement industriel bénéficiant aux territoires locaux en utilisant avec efficacité leurs caractéristiques et ressources spécifiques.

Étude de cas

Kirghizstan : Projet d'autonomisation des communautés via la promotion des petites entreprises par l'approche « Un village, un produit » (UVUP) dans la région d'Issyk-Koul

Promotion d'activités commerciales centrées sur les résidents par l'utilisation des ressources locales

La JICA soutient la promotion de l'économie et de l'industrie locales impulsée par les résidents à travers le développement, la fabrication et la vente de produits utilisant des ressources locales. Les produits sont exportés vers des pays étrangers et ils ont impulsé un changement de mode de vie et de mentalité, en particulier parmi les productrices.

Développement des marchés étrangers

Depuis 2006, au Kirghizstan, la JICA soutient l'autonomisation communautaire en se basant sur l'approche « Un village, un produit »¹ et la promotion des activités des petites entreprises. Aujourd'hui, ces efforts commencent à porter leurs fruits. Ces dernières années, producteurs et associations de producteurs travaillent de manière constante sur le développement, l'amélioration de la qualité et l'accroissement des ventes de produits utilisant des ressources locales (par exemple des produits d'artisanat en laine, des produits alimentaires à base de confiture et de miel ou des produits d'usage quotidien comme le savon).

En coopération avec Ryohin Keikaku Co., Ltd., qui gère la marque Muji, les produits en laine du Kirghizstan

ont été vendus partout dans le monde à l'occasion des fêtes de Noël, en 2011. Cette campagne a donné un vif élan à ces activités. Il existe parmi les producteurs une prise de conscience de plus en plus forte sur la nécessité de « créer des produits qui se vendront bien ». Bien que la plupart des producteurs soient des femmes qui n'ont jamais eu l'occasion de travailler en entreprise, elles gagnent maintenant de l'argent grâce à leurs activités. Les producteurs sont extrêmement motivés par la perspective de développer leurs activités en dehors de leur village, le plaisir de voir que leurs produits sont reconnus et par le rôle qu'ils jouent dans leur famille.

1. Efforts visant à créer des produits de classe internationale en utilisant des produits locaux spécifiques afin de permettre aux résidents de dynamiser leur région.



Des femmes fabriquant des produits en laine.



Produits à base de ressources locales.

Dans de nombreux pays comme le Kenya, le Malawi, le Kirghizstan et le Salvador, la JICA aide les ministères concernés et les administrateurs locaux à créer des systèmes aptes à fournir les technologies nécessaires, et elle soutient les petites entreprises et associations qui fabriquent des produits agricoles transformés ou d'artisanat. Ces projets offrent des conseils aux entreprises et associations locales pour divers problèmes, notamment sur les connaissances de base pour les affaires (comptabilité, etc.), l'exploration et l'utilisation de ressources locales, l'amélioration de la qualité et la productivité, l'hygiène alimentaire, l'emballage et la promotion commerciale. Ces efforts permettent de créer des produits attractifs [→ voir l'étude de cas page 99]. La coopération de la JICA dans le secteur du tourisme en Palestine et en Tunisie dépend de l'aide en faveur de la coordination et de la collaboration entre les secteurs public et privé. La JICA coopère sur des campagnes publicitaires ou promotionnelles ciblées et sur le développement de produits touristiques utilisant les caractéristiques spécifiques des ressources locales, bénéficiant ainsi à l'ensemble de la région [→ voir l'étude de cas page 58]. Pour la promotion du tourisme de certaines zones de Jordanie et d'Éthiopie, la JICA met l'accent sur la préservation, la mise en valeur et l'utilisation des ressources touristiques, notamment la nature, la culture et les modes de vie, de manière durable, unifiée et en coopération avec la population locale.

Énergie et mines

Les ressources naturelles et l'énergie représentent non seulement un risque, mais aussi une opportunité à exploiter pour les pays en développement. La clé de la sophistication de l'industrie dans les pays en développement est de garantir un approvisionnement stable en ressources naturelles et une énergie à bas coût. En d'autres termes, dans les pays en développement disposant de ressources naturelles, la manière de gérer et d'utiliser ces ressources influe considérablement sur la croissance et le développement. Pour la communauté internationale, notamment le Japon, l'approvisionnement adéquat en ressources naturelles et en énergie revêt une dimension importante pour la croissance économique, l'environnement mondial, et la sécurité énergétique et des ressources. La JICA travaille sur les questions énergétiques et minières afin de contribuer à la stabilité d'un approvisionnement en ressources naturelles et en énergie, respectueux de l'environnement et à faible coût.

● Situation générale et activités de la JICA

1. Énergie

La consommation énergétique des pays en développement devrait connaître une augmentation considérable. Simultanément, on prévoit qu'une large part de cette consommation se fera inévitablement sous forme d'énergies fossiles, ce qui pourrait aggraver le changement climatique. S'il est vrai que les faibles taux d'électrification restent un enjeu majeur dans les pays en développement, l'amélioration de l'approvisionnement en électricité nécessite des investissements colossaux. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) estime que les pays non membres de l'OCDE devront investir 10 000 milliards USD dans le secteur de l'électricité dans la période s'étendant jusqu'en 2035. Dans une telle situation, l'approvisionnement stable d'une énergie peu onéreuse et sobre en carbone est un sujet de développement majeur pour la réalisation d'une économie sociale stable et d'une croissance durable dans les pays en développement. Cependant, de nombreux pays font face à un manque de techniques, de savoir-faire et de financements,

voire de ressources humaines pour planifier et mettre en œuvre les politiques. Ainsi, il est essentiel pour les pays en développement d'obtenir les fonds suffisants et la coopération de pays plus avancés disposant des technologies, des expériences et des savoir-faire nécessaires. Pour répondre aux problèmes du secteur de l'énergie et de l'électricité dans les pays en développement, la JICA apporte une aide conforme au concept des « 3F » (faibles émissions de carbone, faibles coûts et faibles risques).

(1) Renforcement et extension du réseau national par la technologie japonaise

Par l'utilisation des technologies japonaises avancées, la JICA contribue depuis de nombreuses années à la promotion de projets qui renforcent et développent les réseaux nationaux des pays en développement. Ces dernières années, la JICA a fourni une aide pour l'établissement d'un plan directeur sur l'électricité au Myanmar, qui connaît depuis peu un mouvement de démocratisation et de croissance économique rapide et qui requiert une aide importante pour l'amélioration de ses infrastructures d'approvisionnement électrique. La JICA participe également à la réhabilitation des installations électriques vieillissantes, au renforcement des systèmes de transmission et à l'amélioration des réseaux de distribution ruraux. Les autres mesures d'aide de la JICA comprennent 1) la promotion d'une technologie du charbon propre en Indonésie, 2) une aide financière pour des centrales thermiques à haut rendement en Asie du Sud et centrale, 3) une coopération technique pour l'introduction de stations hydroélectriques de pompage-turbinage au Sri Lanka, en Turquie et dans d'autres pays, et 4) le renforcement de réseaux de transmission et de distribution dans les pays d'Afrique subsaharienne. À travers l'assistance technique et financière, la JICA continue de soutenir l'établissement de la structure de base pour les installations énergétiques dans de nombreux pays tout en passant en revue les sources d'énergie primaire disponibles dans chaque pays.

(2) Promotion de sources énergétiques sobres en carbone

Le Japon possède les technologies les plus avancées du monde pour la production d'énergie géothermique, une énergie renouvelable fournissant une charge de base stable. Pour tirer pleinement parti de ces technologies japonaises de pointe, la JICA apporte une aide variée, de l'évaluation du potentiel souterrain à la construction de centrales géothermiques en Indonésie, dans la vallée du Grand Rift africain, notamment au Kenya, et dans les pays d'Amérique latine [→ voir les études de cas pages 44 et 101]. La JICA va poursuivre et intensifier son aide globale sur les aspects techniques et infrastructurels de la production d'électricité géothermique dans une perspective de promotion des sources d'énergie sobres en carbone. La JICA va également introduire des sources d'énergie sobres en carbone dans les pays insulaires et d'autres régions limitées en sources d'énergie primaire. Les dons et la coopération technique sont les instruments d'aide privilégiés pour le développement des micros réseaux et l'utilisation des centrales solaires et des petites centrales hydroélectriques [→ voir l'étude de cas page 29].

(3) Parvenir à une utilisation efficace de l'énergie

La JICA participe depuis un certain temps à la promotion d'une utilisation efficace de l'énergie (conservation de l'énergie) du côté de la demande au Vietnam, au Bangladesh et dans d'autres pays. Une aide financière est également offerte pour le renforcement des systèmes de transmission et de distribution énergétiques ainsi qu'une coopération technique pour le renforcement des capacités d'exploitation et de

maintenance des systèmes dans les pays en développement où la JICA contribue à l'efficacité énergétique par la réduction des taux de perte.

2. Mines

Dans les pays en développement disposant d'abondantes ressources naturelles, le développement énergétique et minier peut apporter des résultats en un temps relativement court par rapport à d'autres secteurs. L'exploitation minière a également un impact majeur sur la société et l'économie à travers le développement des infrastructures et des régions. Pour le Japon et les autres pays importateurs de ressources minérales, il est également essentiel de garantir un approvisionnement stable et durable en ressources minérales à partir de sources diverses en encourageant le développement minier dans de nombreux pays.

Ces dernières années, la demande mondiale en ressources minérales a progressé avec la croissance économique de la Chine et d'autres pays émergents. Dans un contexte de compétition intense pour sécuriser les ressources naturelles et d'oligopolisation des marchés par les grandes entreprises, le prix des ressources naturelles a continué d'augmenter. Par conséquent, de nombreux pays disposant de grandes réserves de ressources naturelles sont fortement tentés de développer leur industrie minière. Passer du stade de la découverte des ressources minérales à celui de la production nécessite de grandes quantités de capitaux et une technologie avancée. Mais la plupart des pays en développement n'ont pas les ressources suffisantes et doivent inviter des entreprises étrangères sur leur marché.

Les gouvernements des pays en développement ont peu de connaissances en matière d'exploitation minière ou de gestion d'entreprise, ce qui pose des problèmes tels que le manque de cadres et de systèmes juridiques, de systèmes d'informations géologiques ou d'infrastructures. De plus, de nombreux problèmes doivent être résolus pour encourager l'entrée d'entreprises étrangères sur les marchés. Cela comprend les risques politiques et sociaux, les risques de sécurité et de

conflit et le « nationalisme des ressources » qui réglemente de plusieurs façons les exportations de minéraux et l'exploitation des mines. Par conséquent, la formation active des ressources humaines et la promotion de l'emploi sont indispensables dans les pays en développement.

En gardant à l'esprit les attentes des pays en développement vis-à-vis des problèmes mentionnés précédemment et la nécessité pour le Japon de garantir son approvisionnement en ressources naturelles, la JICA assure une coopération qui repose sur une relation gagnant-gagnant avec les pays en développement. Sous l'égide du ministère japonais de l'Économie, du commerce et de l'industrie, les institutions publiques japonaises concernées ont formé un système collaboratif coordonné et structuré (un organisme unique chargé de garantir l'approvisionnement en ressources minières de l'étranger) regroupant la JICA, l'Entreprise nationale japonaise de pétrole, gaz et métaux (JOGMEC) et d'autres organisations. Au sein de ce système, la JICA assure une coopération technique et des activités de développement des ressources humaines ciblant spécifiquement les gouvernements des pays en développement.

L'exploitation minière étant un domaine de coopération susceptible de produire rapidement des résultats, la JICA s'emploie à établir les systèmes et les infrastructures périphériques des pays en développement où il est nécessaire de solliciter les investissements du secteur privé pour les aspects matériels et institutionnels. De plus, à moyen et long terme, la JICA assure une aide pour le renforcement des capacités administratives des gouvernements et le développement des ressources humaines. Grâce à son réseau de contacts personnels au Japon, la JICA entend établir des relations mutuellement bénéfiques entre le Japon et les pays bénéficiaires.

Concrètement, voici les quatre domaines prioritaires de l'aide de la JICA dans le secteur minier.

(1) Développement des infrastructures périphériques régionales

La JICA apporte une aide pour le développement des infrastructures

Étude de cas Extension de l'aide au développement de la géothermie

Soutien au développement et au financement des ressources humaines

La géothermie est une énergie renouvelable présentant de solides avantages. Le développement de la géothermie nécessitant des dépenses conséquentes et des technologies avancées, la JICA étend son aide aux pays en développement dans ce domaine.

La géothermie est une énergie propre et renouvelable, dont on obtient de l'électricité en faisant passer la vapeur issue du sous-sol au travers d'une turbine à vapeur. Cette énergie présente de grands avantages, notamment un faible coût de production à long terme, un très faible niveau d'émission de CO₂ et peu de variations dues aux changements météorologiques ou d'ensoleillement. C'est pourquoi il existe des besoins en développement croissants dans les pays en développement qui possèdent des ressources géothermiques.

Cependant, alors que les travaux de développement des gisements nécessitent des dépenses conséquentes et des technologies avancées, le taux de réussite est faible —les forages d'essai n'aboutissent que dans la moitié des cas— ce qui pose un obstacle au développement de la géothermie. De nombreux pays en développement

ont donc laissé cette tâche au secteur privé. Cependant, le risque est trop élevé pour être géré par le secteur privé, et les plans de développement ont été suspendus dans de nombreux pays. Dans ce contexte, certains pays, comme le Kenya, ont initié leur propre plan, mais la formation et le financement des ressources humaines restent des problèmes majeurs.

Le Japon a commencé le développement de la géothermie en 1919, et ses technologies d'exploitation de l'énergie géothermique sont les plus avancées du monde. La JICA met l'accent sur la formation des ressources humaines et la mise à profit de la science et de la technologie japonaises pour contribuer à la réduction des risques au stade du développement. Ainsi, la JICA envoie des experts techniques japonais en Afrique, en Amérique latine et en Indonésie, et elle organise des programmes



Des ingénieurs kenyans et des membres de la mission d'étude de la JICA, lors du projet de renforcement des capacités pour le développement de la géothermie.

de formation pour les ingénieurs étrangers au Japon. Une aide financière, sous forme de prêts d'APD, est également fournie pour la construction des centrales.

En coopération avec les milieux industriels et universitaires, la JICA a l'intention d'étendre et de renforcer l'aide au développement de la géothermie dans les pays en développement.

périphériques essentielles à l'exploitation minière, telles que les routes, les voies ferrées, les ports, les installations d'approvisionnement en électricité et en eau, ainsi que pour le développement des services liés.

(2) Établissement des stratégies de développement des mines et des systèmes juridiques

L'aide comprend la planification et la formulation de politiques gouvernementales relatives aux systèmes juridiques, les systèmes de mise en œuvre et la compilation des informations de base nécessaires à l'exploitation des mines et à la gestion appropriée des ressources minérales.

(3) Gestion des ressources minérales

La JICA a pour objectif de renforcer les compétences administratives des gouvernements pour solliciter les investissements du secteur privé et assurer une exploitation et une gestion durables des ressources minières. Concrètement, la JICA apporte une aide liée à la fourniture d'informations de base relatives à l'exploration des ressources et à l'établissement de systèmes de gestion.

(4) Administration de la protection des mines et mesures environnementales

La JICA soutient l'administration de la protection et de l'environnement des mines dans le cadre des mesures environnementales dans la ceinture de cuivre, en Afrique australe, et dans les pays d'Amérique du Sud.

Gouvernance

Le terme « gouvernance » fait non seulement référence aux activités administratives, mais également à l'ensemble du système social qui implique les secteurs public et privé. La gouvernance devient la base de la croissance et du développement dans les pays en développement. La JICA déploie une coopération pour le renforcement des capacités dans divers domaines, notamment législatif, judiciaire, administratif et financier. Une telle coopération est menée dans la perspective de favoriser une croissance et un développement démocratique dans les pays en développement, en partageant des valeurs universelles telles que la liberté, l'économie de marché et l'État de droit.

● Situation générale et activités de la JICA

1. Cadres juridiques et judiciaires

Depuis 1996, la JICA déploie une aide pour l'établissement et l'amélioration du cadre juridique d'une économie de marché ou une aide pour la restauration des cadres juridiques et judiciaires et le développement des ressources humaines dans les pays en situation post-conflictuelle.

Au cours de l'exercice 2013, le projet de développement des capacités juridiques et judiciaires et des secteurs concernés au Myanmar a été initié en novembre. Pour effectuer la transition vers une économie de marché au Myanmar, la JICA a organisé des ateliers sur la loi commerciale sur l'arbitrage, la loi sur les droits de propriété intellectuelle, la loi sur l'insolvabilité et la loi sur les sociétés. Ces ateliers étaient destinés à des homologues du Myanmar, tels que le bureau du procureur général de l'Union et la Cour suprême de l'Union. La JICA a également organisé des ateliers sur le système japonais de formation des professions juridiques et la théorie de la sanction pénale, entre autres sujets. Ces ateliers

avaient pour objectif d'améliorer le système de formation des professions juridiques au Myanmar.

La coopération pour le développement des systèmes juridiques se concentre principalement sur la préparation des lois fondamentales. Cependant, en se basant sur les politiques du gouvernement japonais, la JICA a commencé à soutenir la préparation de systèmes juridiques directement liés au développement du secteur privé. En particulier, dans la perspective d'améliorer l'environnement des affaires, la JICA a demandé à des entreprises japonaises de mener des études sur les systèmes juridiques concernés au Myanmar, au Cambodge et au Bangladesh. Au cours de ce processus, la JICA a analysé les failles des systèmes juridiques liés aux affaires et examiné les plans d'amélioration possibles. L'Agence a également organisé des séminaires offrant des recommandations aux gouvernements pour la résolution des problèmes juridiques. Par ailleurs, des séminaires présentant les résultats de ces études et les systèmes juridiques ont été organisés à Tokyo pour les entreprises privées tentées d'investir ou de mener des activités au Myanmar.

En réponse à l'initiative de la TICAD V, la JICA a mené des études sur les informations de base sur la justice pénale dans les pays d'Afrique francophone où les violations des droits de l'homme et l'impunité dans les situations de conflit sont des problèmes majeurs. En outre, un programme de formation régional vient d'être lancé. Le premier programme a été proposé, en février 2014, à 25 personnes de huit pays d'Afrique francophone, notamment la Côte d'Ivoire.

La phase 2 du projet de renforcement du système de médiation a été mise en œuvre en Mongolie, en avril 2013. En s'appuyant sur les résultats de la phase précédente, la JICA a contribué à l'introduction d'un système de médiation, qui fonctionne depuis février 2014 dans les tribunaux de première instance. En septembre 2013, le projet de renforcement des capacités des tribunaux pour un règlement rapide et fiable des conflits a été initié au Népal. Dans ce projet, la JICA aide les tribunaux à améliorer la gestion des procès et introduit un système de médiation. Au Vietnam, la JICA fournit une aide pour les amendements législatifs et l'amélioration des procédures judiciaires à la lumière des amendements constitutionnels de novembre 2013. La JICA continue également d'aider le Cambodge et le Laos à élaborer et mettre en application des lois et règlements de manière structurée et cohérente.

2. Systèmes démocratiques

La JICA assure une aide comprenant diverses mesures pour renforcer les fondations d'un État de droit démocratique dans les pays en développement. L'aide couvre l'amélioration des capacités des comités électoraux afin d'assurer des élections justes, la consolidation des fonctions des parlements et le renforcement des capacités des médias, qui permettent de contrôler l'usage du pouvoir et de l'influence.

Au Vietnam, la JICA a initié le projet de renforcement des capacités du secrétariat de la Diète, en 2013, et organisé un séminaire en appui à l'application de la nouvelle constitution, en février 2014. Parallèlement à la communautarisation de la station de diffusion gérée par l'État, au Soudan du Sud, la JICA soutient également l'amélioration des capacités de création de contenus informatifs des médias locaux au Népal et en Tunisie. Une aide à l'amélioration des capacités de gestion des élections a également été déployée au Yémen et aux Maldives.

3. Sécurité publique

Dans le domaine de la sécurité publique, la JICA assure une aide aux

pays qui travaillent à la mise en place de forces de police, notamment de *koban* (postes de police) au service de la population, par le développement des ressources humaines (en Indonésie, au Timor-Est et au Brésil) [→ voir l'étude de cas page 49] et l'amélioration des techniques d'enquête scientifique, comme la prise d'empreintes digitales ou la médecine légale (aux Philippines). En décembre 2013, la JICA a mené des études sur la possibilité d'accorder un don (fourniture d'équipements) pour le renforcement des mesures antiterroristes dans les pays d'Afrique du Nord (Tunisie, Maroc et Algérie). En mars 2014, des responsables de la sécurité de Tunisie et du Maroc ont été invités au Japon pour se familiariser avec les mesures antiterroristes japonaises. En ciblant plusieurs pays, la JICA mène également des programmes de formation au Japon sur les grands problèmes de criminalité, notamment les mesures de lutte contre le terrorisme international, les enquêtes internationales et les crimes liés à la drogue.

4. Administration publique / Gestion des finances publiques / Finances

L'administration publique, la gestion des finances publiques et les finances sont des facteurs déterminants dans l'édification d'un pays. Ainsi, la planification de l'aide requiert non seulement de prendre en compte l'état de développement socioéconomique du pays, mais aussi d'avoir une compréhension approfondie du contexte politique et économique tout en envisageant les mesures de réforme dans une perspective de moyen à long terme. Il ne faut donc pas rechercher des résultats à court terme — les projets doivent être envisagés sur une base de moyen à long terme. L'aide de la JICA continue d'avancer progressivement vers cet objectif.

(1) Administration publique

Dans le domaine de l'administration publique, la JICA veille à l'amélioration des services du secteur public au Bangladesh et au Ghana, ainsi qu'au renforcement des capacités de planification des gouvernements locaux au Bhoutan, en Tanzanie, au Honduras, au Guatemala et en République dominicaine afin de fournir des services publics de qualité. Dans le cas du Bangladesh, la JICA travaille à l'amélioration des services publics basée sur l'approche GTQ (gestion totale de la qualité) qui a pris une ampleur nationale.

(2) Gestion des finances publiques

La gestion des finances publiques (GFP) comprend notamment la planification et la révision du budget, la planification des recettes,

la gestion de la trésorerie, la comptabilité et l'approvisionnement, le contrôle et la surveillance internes, l'information financière et les audits externes. En outre, la GFP recouvre les aspects nécessaires à la garantie des principes de responsabilité et de transparence des finances aux niveaux national et régional. En d'autres termes, la GFP est l'enjeu de développement clé pour la planification du développement et la gestion du secteur public d'un pays. En se basant sur son rapport de synthèse élaboré en 2012 en tant que lignes directrices sur la gestion des finances publiques, la JICA a publié plusieurs ouvrages en 2013 : *Manuel de GFP : Comment évaluer la gestion des finances publiques dans les pays en développement* ; *Manuel de GFP : Planification financière des projets pilotes de coopération technique* et *Principes clés de la JICA pour la mise en œuvre d'une assistance technique efficace pour la gestion des finances publiques*. Les efforts dans ce domaine sont en progrès [→ voir l'étude de cas ci-dessous].

La JICA apporte une aide continue aux administrations fiscales et douanières. Dans le domaine de l'administration fiscale, la JICA soutient l'introduction d'un système automatisé de dédouanement du fret au Vietnam, depuis avril 2014, et une aide similaire est déployée au Myanmar. En Afrique occidentale, orientale et australe, la JICA participe à l'établissement de postes frontières à guichet unique pour faciliter le passage des frontières. Par ailleurs, la JICA assure une aide dans les domaines suivants ; le développement des ressources humaines du ministère des Finances (Sri Lanka), l'établissement d'un budget basé sur la performance (en Indonésie), l'investissement public (au Laos, au Bangladesh et au Malawi), les audits internes (en Mongolie et en Tanzanie) et les partenariats public-privé (PPP) (en Mongolie).

(3) Finances

Le secteur financier est une pièce maîtresse des « infrastructures immatérielles » qui soutiennent le développement du secteur privé, c'est pourquoi le nombre de projets dans ce domaine a fortement progressé ces dernières années. En mettant à profit l'expérience japonaise au Vietnam, la JICA soutient l'élimination des prêts improductifs des banques et la réforme des entreprises d'État qui les ont contractés. Par ailleurs, la JICA apporte une aide à la Banque centrale pour la modernisation des systèmes de versement de fonds et de règlement des titres, ainsi que pour le développement du marché interbancaire et du marché boursier au Myanmar, qui poursuit ses efforts de démocratisation [→ voir l'étude de cas page 129]. La coopération pour le développement des marchés de capitaux en Mongolie commencera également en 2014.

Étude de cas

Efforts d'aide à la gestion des finances publiques

Publication de manuels décrivant les perspectives et les techniques de mise en œuvre des projets

En 2013, en se basant sur ses expériences passées dans le domaine de la gestion des finances publiques, la JICA a publié deux manuels : *Comment évaluer la gestion des finances publiques dans les pays en développement* et *Planification financière des projets pilotes de coopération technique*.

Le premier manuel présente de manière détaillée la signification de la gestion des finances publiques pour les pays en développement et pour la JICA. À la lumière d'expériences de projets passés, le manuel explique la gestion des finances publiques comme un tout et détaille les fonctions spécifiques de chacune de

ses composantes telles que la planification et la préparation du budget, la gestion du Trésor public, la comptabilité, l'approvisionnement, l'information financière et les audits. Ces informations permettent de mieux appréhender la gestion des finances publiques dans les pays en développement.

Le deuxième manuel, *Planification financière des projets pilotes de coopération technique*, envisage les enjeux de la durabilité financière dans les projets pilotes conduits dans le cadre d'une coopération technique. Le manuel présente les concepts de planification et de techniques financières dans la coopération technique.

Le concept de planification financière est introduit dans la deuxième phase des projets de coopération technique sur l'audit interne mis en œuvre par la Tanzanie et la Mongolie.

Partenariats public-privé

De nouveaux partenariats pour soutenir la croissance économique et sociale

Dans les pays en développement, il est difficile de répondre à la demande de capitaux pour le développement social et infrastructurel en s'appuyant uniquement sur les budgets gouvernementaux limités et l'APD des autres pays. En fait, les flux de capitaux privés à destination des pays en développement représentent une grande part des fonds provenant des pays développés. Le secteur privé intensifie ses activités commerciales et financières dans les pays en développement et se concentre sur de nouveaux domaines, notamment les partenariats public-privé (PPP) pour les projets d'infrastructures et les activités à la « base de la pyramide » (BoP), etc.

Ces efforts ont contribué à la création d'opportunités d'emploi, au développement des ressources humaines et à l'amélioration des technologies. De plus, la créativité et le niveau technologique exceptionnel des entreprises japonaises apportent une contribution précieuse à la résolution des problèmes socioéconomiques des pays en développement.

La JICA utilise des dispositifs variés pour apporter une aide efficace et efficiente permettant d'obtenir de meilleurs résultats de développement à travers une collaboration accrue avec le secteur privé.

● Financement des investissements du secteur privé

Aide au développement économique et social des pays en développement à travers des partenariats avec le secteur privé

En tant que composante de l'aide sous forme de prêts de la JICA, le financement des investissements du secteur privé (PSIF) est un dispositif de soutien aux projets de développement des entreprises privées japonaises et d'autres pays. Par une participation au capital et l'octroi de prêts, le PSIF soutient les activités ayant un impact positif sur le développement socioéconomique des pays en développement, notamment les projets d'infrastructure en PPP, les activités BoP et le développement des PME à l'étranger. De plus, en introduisant les technologies et le savoir-faire des entreprises privées et en assurant la coordination avec les gouvernements locaux, la JICA s'efforce de réduire les divers risques associés aux projets et d'augmenter les résultats en matière de développement à travers la

coordination avec d'autres mécanismes d'aide de la JICA, notamment la coopération technique.

Lors de l'exercice 2013, suite à la reprise intégrale du financement des investissements du secteur privé, la JICA a conclu un accord de prêt pour le projet de développement des ressources humaines nationales en Indonésie, le premier projet d'investissement étranger en Indonésie. En avril 2014, la JICA a également conclu un accord de coentreprise pour le projet de développement de la première zone économique spéciale du Myanmar [→ voir l'étude de cas ci-dessous].

● Études préparatoires sur les projets d'infrastructures en PPP

Des partenariats public-privé pour mener à bien les projets d'infrastructures dans les pays en développement

Ces dernières années, il existe une tendance de plus en plus marquée dans les pays en développement à s'appuyer sur l'expertise du secteur privé pour les projets d'infrastructures. En se basant sur une répartition rationnelle des responsabilités et des risques entre le secteur public et le secteur privé, les partenariats public-privé ont pour but d'accroître les bénéfices et l'efficacité des projets d'infrastructures. La JICA a également mis en place un dispositif d'étude pour la formulation de projets d'infrastructures en PPP qui doivent être menés dans le cadre du financement des investissements du secteur privé ou des prêts japonais d'APD.

Ce dispositif est conçu pour identifier et créer, en amont, des projets d'infrastructures adaptés aux PPP, en se basant sur la coopération entre les secteurs public et privé. La JICA confie la réalisation des études nécessaires aux entreprises privées qui ont soumis les meilleures propositions. Ce système est mis en œuvre conformément à la stratégie de redynamisation du Japon, la stratégie d'exportation des systèmes d'infrastructures et la stratégie pour une diplomatie de la santé mondiale, entre autres politiques.

Durant l'exercice 2013, deux appels publics à propositions ont été effectués et parmi les réponses reçues, 11 propositions ont été sélectionnées.

Étude de cas

Myanmar : Financement des investissements du secteur privé ; projet de développement de la zone économique spéciale de Thilawa (zone de classe A)

Soutien au développement de la première zone économique spéciale (ZES) du Myanmar

Le 23 avril 2014, la JICA a conclu un accord de co-entreprise sur le projet de développement de la première zone économique spéciale du Myanmar, le premier projet depuis la reprise du financement des investissements du secteur privé. Dans ce projet, la JICA financera également MJ Thilawa Development Ltd., et les fonds seront utilisés pour le développement du parc industriel et pour les activités de vente et d'exploitation. Ce projet couvre les près de 400 hectares de la première phase de développement de la ZES de Thilawa, près de Rangoun, au Myanmar.

Sous l'administration Thein Sein, le Myanmar effectue des progrès rapides vers la démocratisation et l'économie de marché. Soucieux d'attirer les investissements directs

étrangers, le gouvernement du Myanmar travaille activement sur l'amendement des lois liées à l'investissement, mais aussi sur le développement des ZES. En particulier sur celui de la ZES de Thilawa, située dans la zone métropolitaine de Rangoun, qui offre plusieurs avantages, notamment une main-d'œuvre abondante et un accès aisé aux marchés. C'est pourquoi le gouvernement a exprimé son intention de promouvoir en priorité le développement rapide de cette zone.

Les entreprises japonaises sont très intéressées par le Myanmar, et elles se livrent à une compétition acharnée avec les entreprises d'autres pays sur le marché birman. Mais en dépit de leur intérêt, l'amélioration de l'environnement

de l'investissement reste un problème majeur dans le pays, et de nombreuses entreprises étrangères s'inquiètent non seulement du manque d'infrastructures, notamment électriques, mais aussi de l'insuffisance du système juridique régissant les activités économiques.

Ce projet sera le premier à entreprendre le développement d'une ZES à grande échelle au Myanmar. Pour ce faire, les promoteurs du projet doivent recevoir diverses formes d'aide de la part du gouvernement du Myanmar sur les aspects matériels et institutionnels. Parallèlement à l'aide financière par injection de capitaux, la JICA devrait rejoindre le projet en tant qu'investisseur et jouer un rôle pour faciliter la coordination entre les promoteurs et le gouvernement du Myanmar.

Rendu de la zone économique spéciale de Thilawa.



Ces propositions comprennent des projets complets de construction d'infrastructures et d'installations énergétiques, l'utilisation de technologies intelligentes, un projet de production d'électricité éolienne pour lutter contre le changement climatique, des projets dans des domaines nouveaux tels que le développement d'un hôpital répondant aux besoins médicaux de la communauté et des projets d'amélioration de l'approvisionnement en eau en coopération avec des gouvernements locaux japonais. À travers ces projets, les technologies de pointe et l'excellence du savoir-faire en matière de fourniture de services des entreprises japonaises seront diffusées dans le monde entier.

Cependant, il existe de nombreux défis liés aux projets d'infrastructures en PPP dans les pays asiatiques. Ces défis comprennent les difficultés pour assurer la viabilité du projet, une reconnaissance insuffisante du partage des rôles et de la répartition des risques (le manque de soutien du gouvernement hôte) entre les secteurs public et privé, et les risques liés à la mise en service tels que les retards de construction des installations liées. Par conséquent, la JICA fournit non seulement une aide pour la réalisation et l'établissement de projets adaptés en amont, mais elle promeut également des actions globales pour consolider les projets en PPP en conseillant les homologues sur les systèmes de PPP, en soutenant l'introduction de politiques et d'institutions appropriées pour les PPP et en renforçant les capacités de mise en œuvre [→ voir l'étude de cas page 23].

● Études préparatoires pour la promotion des activités BoP Une nouvelle approche pour renforcer l'impact du développement en partenariat avec les entreprises privées

Les activités BoP/inclusives forment un modèle d'entreprise visant à trouver de nouvelles opportunités de marché en ciblant les segments les plus modestes d'une population (à la base de la pyramide) dont les revenus sont inférieurs à 3 000 USD par an à parité de pouvoir d'achat, en tant que consommateurs, employés ou partenaires en affaires. Les activités BoP suscitent également une attention croissante en tant que nouvelle approche pour résoudre les problèmes sociaux et de développement grâce aux initiatives des entreprises.

La JICA confie la réalisation d'études, pour établir des modèles d'activité, la planification de projets et la formulation d'idées de collaboration avec des projets de la JICA, à des entreprises privées ayant effectué les meilleures propositions d'activités BoP. Durant l'exercice 2013, deux appels publics à propositions ont été effectués et parmi les réponses reçues, 21 propositions ont été sélectionnées. Parmi les études terminées à ce jour, sept propositions ont été initiées à la fin de l'année 2013. Simultanément, certaines approches

collaboratives avec des projets de la JICA ont été réalisées sous diverses formes [→ voir l'étude de cas ci-dessous].

La JICA a également mené une étude ayant les trois objectifs suivants : (1) analyser les études sur les activités BoP de la JICA et identifier les facteurs clés de réussite de ces activités ; (2) introduire un cadre d'évaluation pour mesurer les effets sur le développement des activités BoP ; et (3) définir les mesures visant à faire face aux problèmes de financement des activités BoP. Des séminaires publics ont été organisés afin de partager les résultats de cette étude et de diffuser et améliorer l'aide de la JICA.

● Programme de collaboration avec le secteur privé pour la diffusion des technologies japonaises Stimuler la diffusion du « modèle japonais » en appui à la croissance des pays en développement

La diffusion du « modèle japonais », d'un haut niveau de compétitivité, est considérée comme un enjeu prioritaire de plusieurs politiques soutenues par le gouvernement japonais, notamment la stratégie de redynamisation du Japon et la stratégie d'exportation des systèmes d'infrastructures. Pour résoudre les problèmes technologiques des pays en développement et stimuler la diffusion du « modèle japonais », la JICA a initié un « programme de collaboration avec le secteur privé pour la diffusion de technologies japonaises au service du développement économique et social des pays en développement » lors de l'exercice 2013.

Ce programme vise à faciliter la compréhension des produits, technologies et systèmes d'excellence des entreprises japonaises tout en envisageant la possibilité de les appliquer dans les pays en développement. Dans ce programme, les sessions de formation au Japon ou dans les pays partenaires seront organisées en priorité pour les responsables gouvernementaux des pays en développement. En sollicitant des propositions de projets d'entreprises privées, la JICA assume les dépenses des projets sélectionnés à hauteur de 20 millions JPY. Ainsi, les entreprises prendront l'initiative d'organiser des programmes de formation et des séminaires.

En août 2013, 71 propositions ont été soumises lors du premier appel public et 14 ont été sélectionnées. Ces propositions comprennent non seulement des projets de diffusion internationale de produits ou de technologies individuelles, mais aussi de systèmes spécifiques au Japon, notamment ses services postaux ou de délivrance de licences pour les diététiciens. En outre, certains projets étaient liés au déploiement international de systèmes complexes tels que les systèmes de transport intelligent (STI) et les systèmes d'information pour la gestion des catastrophes.

Étude de cas

Ouganda : Promotion des activités BoP ; Saraya Co. Ltd., Création d'un modèle économique pour des désinfectants à base d'alcool

Du projet de promotion du lavage des mains à la production pour le marché local

Saraya, une entreprise basée à Osaka, a rejoint le projet de l'UNESCO pour la promotion du lavage des mains auprès d'un million de personnes en Ouganda, en 2010. En vendant ses désinfectants à base d'alcool, Saraya a mis en œuvre ce projet en Ouganda, où l'approvisionnement en eau est rare et où l'importance

du lavage des mains est à peine reconnue, même par les institutions médicales.

Depuis janvier 2012, lorsque les désinfectants ont été pleinement introduits, Saraya a participé à plusieurs initiatives dans les hôpitaux modèles du pays en utilisant le système d'étude préparatoire pour la promotion du marché BoP. Ces initiatives comprennent des activités éducatives dans les hôpitaux, des enquêtes sur l'acceptation du produit, l'établissement d'un modèle d'activité permettant de

gérer la collecte de matériaux à faible dangerosité par la production et la vente ainsi que le développement de la planification des activités.

Dans l'un des hôpitaux modèles, les volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) ont organisé des activités éducatives sur le lavage des mains autour de la méthode des 5S, *seiri* (trier), *seiton* (mettre de l'ordre), *seiso* (nettoyer), *seiketsu* (standardiser) et *shitsuke* (se discipliner), afin de promouvoir l'ordre et le passage au zéro déchet. Le projet pilote mené par Saraya a contribué aux activités éducatives et de promotion sur les mesures de lutte contre les infections en coopération avec les JOCV.



Une infirmière se désinfecte les mains avant d'examiner un patient en Ouganda.

Partenariats avec le secteur privé japonais

Soutien au développement international des petites et moyennes entreprises (PME) japonaises

● Une aide de la JICA utilisant les technologies du secteur privé

Ces dernières années, les PME japonaises ont activement développé leurs activités à l'étranger, et le gouvernement japonais a révisé, en mars 2012, son cadre de soutien à l'expansion internationale des PME en réservant une place à part entière à la JICA. Depuis, la JICA a initié des programmes en appui au développement international des PME et, à la fin de l'exercice 2013, elle soutenait plus de 100 entreprises dans le cadre de ces projets.

Lors de l'exercice 2013, le ministère des Affaires étrangères a poursuivi un certain nombre d'études réalisées avec la JICA dès l'exercice 2012 (étude des besoins et étude de faisabilité avec le secteur privé sur l'utilisation des technologies japonaises dans les projets d'APD). En utilisant le budget supplémentaire de l'exercice 2012 et le budget initial de l'exercice 2013, la JICA a également initié un nouveau programme visant à renforcer l'efficacité des technologies des PME avec des pays partenaires à travers des activités de vérification. Ce programme vise les PME qui ont déjà confirmé l'utilisation possible de leurs produits et technologies dans les pays partenaires.

Lors de l'exercice 2013, parallèlement aux programmes d'étude, la JICA a organisé dans tout le Japon près de 90 séminaires pour les PME japonaises réunissant plus de 5 000 participants afin d'atteindre de nouvelles entreprises. En outre, en janvier 2014, la JICA a consolidé ses programmes pour les PME au sein du département de la stratégie nationale et des partenariats afin d'offrir une structure organisationnelle simple d'utilisation aux PME. Ce changement organisationnel a facilité la coopération des études avec d'autres programmes de la JICA, tels que les programmes de formation au Japon pour les responsables gouvernementaux des pays en développement et les programmes de

partenariat en collaboration avec des collectivités locales, des ONG et des universités japonaises. La JICA continuera de renforcer le rôle de ses antennes nationales afin d'établir un système apte à répondre aux besoins des PME au Japon.

● Étude des besoins et étude de faisabilité avec le secteur privé sur l'utilisation des technologies japonaises dans les projets d'APD avec la commission gouvernementale sur les projets de coopération économique à l'étranger via l'APD

Envisager l'utilisation des technologies du secteur privé dans l'APD

Lors de l'exercice 2013, deux études des besoins parmi 11 propositions ont été sélectionnées et menées (taux de compétitivité de 5,5) ; et 49 études de faisabilité sur l'utilisation des technologies japonaises dans les projets d'APD ont été sélectionnées parmi 234 propositions (taux de compétitivité de 4,8). Les entreprises sélectionnées ont la charge d'établir les réseaux et de collecter l'information nécessaire pour mener les programmes de développement à l'étranger afin d'analyser l'utilisation potentielle de ces produits et technologies dans les projets d'APD du Japon.

Parallèlement aux études sur les projets commandés, certaines entreprises ont déjà obtenu des résultats tangibles après les études. Un an après les études, près de 30 % des entreprises ont créé de nouveaux emplois, et 20 % ont contribué au développement des ressources humaines de leurs pays partenaires. Ces résultats montrent l'impact sur le développement des pays partenaires. Par ailleurs, certaines entreprises sont parvenues à développer leurs activités dans ces pays. Un an après les études, 30 % des entreprises ont démarré de nouvelles

Étude de cas

Vietnam : Étude de faisabilité sur l'amélioration des soins de santé néonataux à travers l'introduction d'équipements de diagnostic de la jaunisse néonatale

Vers une détection précoce de la jaunisse néonatale et une diminution du taux de mortalité

Saitama, une PME basée à Kawaguchi qui fabrique des équipements pour le diagnostic de la jaunisse néonatale, a mené une étude dans la province de Hòa Binh, au Vietnam.

Lancement de tests de production en vue de l'implantation d'unités de fabrication

La jaunisse est un symptôme traduisant l'excès de bilirubine dans le sang, ce qui peut causer des lésions nerveuses ou avoir des effets sur le cerveau si le patient n'est pas traité ; dans les cas les plus graves, la maladie est mortelle.

Le produit proposé par le Japon à travers cette étude est un outil peu onéreux permettant de mesurer le taux global de bilirubine, l'élément responsable de la jaunisse, dans le sang. Ce produit a été développé par APEL Co. Ltd. à Kawaguchi. Au Vietnam, les inégalités de santé entre les zones urbaines et rurales constituent un problème majeur,

et le diagnostic de la jaunisse ne fait pas exception. La détection précoce de la jaunisse deviendra possible par l'introduction de ce produit dans les zones rurales où les appareils pour diagnostiquer cette maladie sont difficiles à trouver ; cette approche devrait en outre contribuer à réduire le taux de mortalité néonatale.

En s'appuyant sur les relations de coopération de longue date établies par la JICA avec le gouvernement vietnamien, cette étude a tissé des liens avec le ministère de la Santé et les

hôpitaux locaux tout en faisant un état des lieux du traitement de la jaunisse néonatale au Vietnam. APEL a présenté le produit dans plusieurs institutions médicales via le ministère de la Santé. L'entreprise a également eu l'opportunité de présenter son appareil aux médecins et infirmiers locaux.

Aujourd'hui, APEL franchit une étape supplémentaire vers le développement de ses activités à l'étranger, en démarrant des tests de production destinés à l'implantation autofinancée d'unités de fabrication dans la région.



Un instrument de mesure pour le diagnostic de la jaunisse néonatale (Photo : APEL Co. Ltd.)



Un séminaire de formation pour présenter le produit aux médecins et infirmiers des hôpitaux locaux.

transactions commerciales, 20 % ont ouvert une filiale étrangère, et 10 % ont commencé à produire à l'étranger [→ voir la figure page 107].

On peut notamment citer les tests de production réalisés par une entreprise ayant mené des études au Vietnam en vue d'implanter une unité de fabrication [→ voir l'étude de cas page 106], ou encore la vente d'appareils permettant la pétrolification du plastique fabriqués dans les centres de recyclage de Koror, dans les îles Palaos, contribuant ainsi à pallier le manque de combustible et à résoudre les problèmes d'élimination des déchets dans les pays insulaires.

● **Étude de vérification avec le secteur privé pour la diffusion des technologies japonaises**

Les études, basées sur des propositions de PME japonaises, visent à examiner des méthodes de diffusion (projets d'APD et développement des entreprises) des produits et technologies des PME. Ces études sont menées à travers des activités de vérification qui renforcent leur compatibilité avec des pays partenaires afin que les produits et technologies soient utilisés pour résoudre les problèmes socioéconomiques des pays en développement. La JICA a initié ces études avec le budget supplémentaire de l'exercice 2012 et, en avril 2014, 37 études ont été mises en œuvre.

Par exemple, à travers ces études, des systèmes de purification de l'eau fabriqués par une PME japonaise ont été introduits dans des régions où l'accès à une eau potable salubre constitue un problème majeur. Ces efforts ont ainsi permis la fourniture d'une eau potable salubre aux habitants de la communauté. Ces études ont ainsi contribué à la résolution des problèmes dans les pays en développement.

Certaines études aboutissent par ailleurs au développement des entreprises. Ces études ayant permis aux entreprises de clarifier leurs plans d'activité, certaines ont autofinancé leur implantation à l'étranger tandis que d'autres sont devenus des partenaires commerciaux d'entrepreneurs qui gèrent les projets de travaux publics commandés par les gouvernements des pays partenaires.

Développement des affaires après la mise en œuvre de projets de la JICA

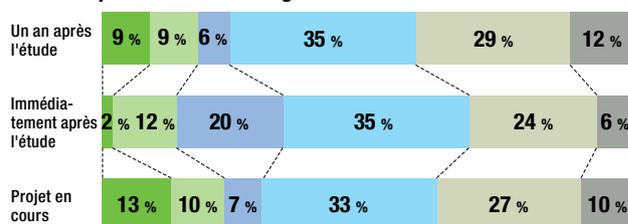
Établissement de nouveaux partenariats d'affaires à l'étranger



Établissement de bureaux à l'étranger et de bureaux de représentation



Début de production à l'étranger



Accomplissement du plan du projet | Plan du projet devant être accompli dans un délai de deux ans | Plan du projet devant être accompli dans un délai d'un an | Plan du projet devant être accompli dans un délai d'au moins deux ans | Pas de réponse | Aucune possibilité d'accomplir le plan du projet

Remarque : Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.
Source : Résultats du questionnaire de la JICA sur l'impact des projets d'APD sur l'expansion des PME à l'étranger.

Initiatives concrètes
Autres activités et initiatives

Étude de cas

Inde : Étude de vérification avec le secteur privé pour la diffusion de technologies japonaises de visualisation du four industriel d'une usine d'acier et de la chaudière d'une centrale thermique au charbon pour améliorer l'efficacité de la combustion par un système de caméras résistantes à la chaleur

Une PME soutient la réduction des coupures de courant et les économies d'énergie

À travers le dispositif d'étude de vérification de la JICA, une co-entreprise de PME basée dans l'arrondissement de Koto, à Tokyo, a pour ambition d'améliorer l'efficacité énergétique des fours industriels en Inde en utilisant des caméras résistantes à une chaleur dépassant les 1 200 degrés Celsius.

Les entreprises de l'électricité et de l'acier, des secteurs clés en Inde, sont très énergivores et émettent une grande quantité de gaz à effet de serre (GEF). Ces industries doivent réduire leurs émissions de GEF en améliorant leur efficacité énergétique. Par ailleurs, le secteur de l'électricité doit fournir un approvisionnement électrique stable en améliorant l'efficacité de sa production.

Au cours de cette étude, des caméras résistantes à la chaleur ont été installées dans le four d'une usine d'acier et dans la chaudière d'une centrale thermique au charbon. Ces caméras permettent de vérifier visuellement l'intérieur du four ou de la chaudière sans interrompre la combustion, ce qui permet un bon entretien des installations. Cela devrait se

traduire à terme par une amélioration de l'efficacité et de la production énergétiques, contribuant ainsi à un approvisionnement électrique stable et à une réduction des émissions de GES.

La conception, la production et l'installation des caméras résistantes à la chaleur ont été assurées par un groupe de PME constitué de Security Japan Co. Ltd. et Ogawa Seiki Co. Ltd. La co-entreprise a pris en charge les conseils techniques sur l'utilisation des caméras et examiné l'impact sur l'amélioration de l'efficacité énergétique.

L'Inde, qui a connu un développement économique rapide au cours des dernières années, doit faire face à un manque chronique d'électricité et à des coupures fréquentes. La diffusion de ce produit



Installation d'une caméra résistante à la chaleur dans une chaudière (crédit photo : Security Japan Co. Ltd.)

devrait contribuer à résoudre ce problème.

Les caméras peuvent être installées dans d'autres fours industriels ou centrales thermiques en Inde, et cette étude devrait promouvoir efficacement leur adoption dans l'ensemble du pays.

Programmes des volontaires japonais

« Agir pour changer le monde et se changer soi-même » Une coopération internationale impulsée par les citoyens

Les programmes des volontaires de la JICA encouragent la participation des citoyens au développement économique et social ainsi qu'à la reconstruction des pays en développement. Largement reconnus comme emblématiques de la coopération internationale du Japon, les programmes des volontaires sont grandement appréciés par les pays partenaires. Par ailleurs, à leur retour au Japon, les volontaires ont acquis une vision globale et ils représentent un atout pour la société japonaise.

● Volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV)

Les JOCV sont en principe affectés pour deux ans dans les pays en développement. Comme le résume la devise « main dans la main avec la communauté locale », les JOCV vivent et travaillent avec les communautés de leur pays d'affectation, parlent la langue locale et s'appliquent durant leur mission à encourager les efforts d'auto-assistance tout en améliorant la compréhension mutuelle.

Le programme des JOCV cible un public âgé de 20 à 39 ans et touche des domaines répartis en neuf secteurs et un large éventail de sous-secteurs, environ 200, dont la planification et l'administration, le commerce et le tourisme, les services publics et les activités à but non lucratif, les ressources humaines, l'agriculture, les forêts et la pêche, la santé et les soins médicaux, la production industrielle, les services sociaux et l'énergie. Durant l'exercice 2013, 1 081 volontaires ont été détachés à l'étranger et, à ce jour, 38 980 volontaires ont été



Une JOCV (formatrice) donne un cours d'informatique dans une école secondaire en Ouganda. Une vive curiosité se lit sur le visage des élèves.

envoyés dans 88 pays depuis le lancement du programme en 1965.

● Volontaires seniors

Ce programme cible un public âgé de 40 à 69 ans. Ces dernières années, le nombre de candidats désireux de se rendre utiles dans leur « seconde vie » après la retraite est en hausse. Ces volontaires ont un vif désir de participer à des activités de coopération dans des pays en développement en utilisant leur grande

Étude de cas

Utilisation du programme de volontariat à l'étranger en collaboration avec le secteur privé

Contribution des ressources humaines des entreprises à la redynamisation locale en Thaïlande et au Vietnam à travers le secteur de la restauration

Une entreprise de restauration, basée à Nagoya, a envoyé deux employés en Thaïlande et au Vietnam pour travailler un an dans le cadre du « programme de volontariat à l'étranger en collaboration avec le secteur privé » destiné à former des ressources humaines spécialisées dans le développement à l'étranger. Les deux volontaires ont fait la preuve de leurs compétences et apporté une aide au secteur de la restauration, notamment en matière de gestion.

M. Honma, envoyé en Thaïlande par Sagami Chain Co. Ltd., avait pour mission d'aider le marché historique de Theppharat à devenir un

centre touristique. Il a activement contribué au développement du tourisme dans la ville, notamment en traduisant des brochures et en introduisant des aliments japonais. Ses efforts ont surtout permis d'attirer un grand nombre de touristes japonais en rédigeant des fascicules en japonais et en enseignant le japonais aux employés locaux.

En outre, M. Honma a montré avec enthousiasme comment préparer les plats japonais tout en se familiarisant avec les usages culinaires thaïs. « Mon expérience de

volontaire m'a fait comprendre que seule une volonté fermement ancrée dans l'action pouvait avoir une influence bénéfique sur la population. J'ai également appris l'importance de se montrer flexible et de s'adapter aux situations particulières » confie M. Honma.

M. Honma travaille maintenant en tant que responsable d'un magasin ouvert par Sagami en Thaïlande. À l'avenir, il aimerait « encourager le développement des entreprises dans une perspective globale, afin de contribuer à la création d'emplois, au développement économique et à la réduction de la pauvreté au Japon et dans les pays en développement ». Ainsi, le programme de volontariat à l'étranger en collaboration avec le secteur privé a effectué des contributions internationales aux pays en développement, tout en étant reconnu comme un programme d'excellence pour la formation de ressources humaines ayant une perspective mondiale. Créé en 2012, ce programme a permis d'envoyer 14 volontaires et de passer des accords avec 47 entreprises à la fin de l'exercice 2013.



M. Honma enseigne le japonais à des enfants.

expérience, notamment dans des domaines et technologies spécialisées, acquise durant de nombreuses années.

Les domaines de coopération couvrent neuf secteurs, dont l'agriculture, les forêts et la pêche, l'énergie, la santé et les soins médicaux, et les ressources humaines (éducation, culture, sports, etc.). Durant l'exercice 2013, 268 volontaires seniors ont été détachés à l'étranger et, à ce jour, 5 406 personnes ont été envoyées dans 71 pays.

Des volontaires, notamment seniors, sont également affectés auprès des communautés japonaises à l'étranger pour contribuer au développement des communautés de descendants japonais (*Nikkei*) en Amérique latine, et des volontaires à court terme sont détachés pour des périodes inférieures à un an.



Un volontaire senior sur le campus de Pohnpei, une école supérieure de Micronésie (transformation des produits agricoles et d'élevage) enseigne des méthodes hygiéniques de transformation et de conservation des produits agricoles à la population (Photo : Miki Tokairin).

● Soutien aux volontaires rentrés au Japon

Les volontaires rentrés au Japon suscitent de fortes attentes. Ils constituent en effet des ressources humaines ouvertes à d'autres cultures et sociétés, et capables de travailler dans des environnements divers, notamment auprès des communautés, du gouvernement, dans l'éducation ou les entreprises. Selon des informations confirmées en 2013, 58 administrations publiques locales et conseils de l'éducation avaient un quota de postes ou des traitements préférentiels réservés aux anciens volontaires.

C'est pourquoi la JICA soutient les systèmes existants qui permettent aux volontaires rentrés au Japon d'utiliser l'expérience acquise dans leur pays d'affectation. Par ailleurs, de plus en plus de volontaires de la JICA contribuent à résoudre divers problèmes auxquels la société japonaise est aujourd'hui confrontée, notamment en soutenant l'éducation des enfants et en redynamisant des communautés japonaises. La JICA entend faire connaître son programme de volontaires non seulement comme une contribution à l'aide au développement, mais comme un moyen d'insuffler du « dynamisme dans la société japonaise ».

Étude de cas

Coopération entre l'Agence pour la reconstruction, la JICA et la JOCA, en soutien à la reconstruction après le grand séisme de l'est du Japon.

Les expériences des JOCV ont fortement contribué à la reconstruction après le séisme

En mars 2011, un terrible séisme a ravagé l'est du Japon. D'anciens JOCV ont commencé à travailler en tant que volontaires dans les zones dévastées immédiatement après le séisme, et ils ont permis de faire face au manque de ressources humaines pour la reconstruction. En coopération avec l'Agence pour la reconstruction, la JICA et l'Association japonaise pour la coopération à l'étranger (JOCA), les anciens JOCV travaillent en tant que « personnel municipal de soutien de l'Agence pour la reconstruction » dans les zones dévastées. Ils participent à la reconstruction en apportant leur expertise, notamment en matière d'ingénierie civile, de construction et d'éducation.

Des capacités de communication et de coordination

Les anciens JOCV ont l'habitude de vivre sous le même toit et de travailler en étroite collaboration avec la population locale d'autres pays malgré la barrière de la langue ou de la culture. Leurs capacités de communication et de coordination basées sur l'expérience ont fortement contribué à la reconstruction. C'est pourquoi les JOCV ont fait l'objet d'une attente importante pour faire face au manque de ressources humaines.

Pour répondre à cette attente, un accord de coopération a été conclu, le 31 janvier 2013, entre l'Agence pour la reconstruction, la JICA, et la JOCA gérée par d'anciens JOCV. À travers cet accord, des responsables de la coordination

ont été affectés aux bureaux pour la reconstruction, dans les préfectures, afin d'évaluer les besoins des zones dévastées. Simultanément, l'Agence pour la reconstruction a embauché d'anciens JOCV pour une durée limitée en tant que « personnel municipal de soutien ».

Le 17 janvier 2013, un ancien JOCV était le premier responsable de la coordination nommé au bureau pour la reconstruction de la préfecture de Miyagi. À compter du 1^{er} mars 2013,

trois autres anciens JOCV ont été affectés à Onagawa et Kesenuma, dans la préfecture de Miyagi.

Au 31 mars 2014, les bureaux pour la reconstruction comptaient deux responsables de la coordination par préfecture. Au total, 80 anciens JOCV sont répartis dans les préfectures touchées par la catastrophe, 15 à Fukushima, 25 à Miyagi, 34 à Iwate et des responsables de la coordination sont présents dans chaque préfecture.



Une volontaire examine l'état de santé d'une mère et de son enfant en s'appuyant sur son expérience de sage-femme au Laos.

Partenariats avec les ONG et autres organisations

Collaboration avec divers acteurs de la coopération internationale

Alors que les problèmes de développement deviennent de plus en plus complexes, la coopération japonaise à l'étranger doit s'efforcer de mobiliser individus, connaissances et expertise en se basant sur le concept de sécurité humaine, afin d'agir dans divers domaines, notamment les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Afin de susciter l'intérêt du plus grand nombre pour la coopération internationale et de leur offrir des opportunités de s'engager sur les grands défis du développement, la JICA promeut « la participation de la société civile » en déployant aide et coopération, et en établissant un dialogue avec les organisations non gouvernementales (ONG), les gouvernements locaux, les universités et les acteurs privés.

● Programme de partenariat de la JICA (PPJ)

Mise en œuvre conjointe de projets de développement à l'étranger

La JICA réalise ces projets conjointement avec les organisations japonaises — ONG, collectivités locales, universités et entreprises privées — qui ont la ferme volonté de mettre en œuvre des programmes de développement. Le PPJ s'appuie sur les propositions de ces organisations expérimentées, dont l'aide bénéficie à la population locale des pays en développement. Les projets PPJ sont uniques, car ils contribuent directement à l'amélioration des modes de vie et des moyens de subsistance de la population en menant des activités spécifiques au niveau local. Au cours de l'exercice 2013, la JICA a mis en œuvre 250 projets PPJ dans plus de 45 pays.

Le PPJ s'appuie sur trois dispositifs : les partenariats, par lesquels les organisations disposant d'un certain niveau d'expérience dans les pays en développement réalisent les projets ; les soutiens, via lesquels les projets sont mis en œuvre par des organisations disposant de moins d'expérience dans les pays en développement ; les propositions des communautés locales, par lesquelles les administrations publiques locales jouent un rôle central et utilisent le savoir-faire accumulé dans leur localité.

Lors de l'exercice 2013, la JICA a développé un système pour la catégorie spéciale de redynamisation de l'économie locale pour les gouvernements locaux et elle a assuré le bon déroulement des projets mis en œuvre avec le budget supplémentaire de l'exercice 2012 en s'appuyant sur les politiques pertinentes du gouvernement japonais (notamment la stratégie de redynamisation du Japon, les mesures économiques pour la réalisation de cercles vertueux, etc.).

● Guichets Japon JICA-ONG

Soutien aux activités des ONG japonaises

Les guichets Japon JICA-ONG apportent un soutien aux ONG japonaises dans 20 pays en développement. Ils fournissent divers services de conseil et d'information, notamment sur les lois et les systèmes locaux, la situation sociale, et l'action des ONG locales, qui sont utiles pour les ONG mettant en œuvre des projets PPJ.

● Appui au renforcement des capacités

Renforcement des ressources humaines et de l'organisation pour une meilleure coopération internationale

La JICA propose un large éventail de programmes pour soutenir les activités de coopération internationale des ONG : la formation à la méthode de gestion du cycle de projet (GCP) ; la formation au renforcement organisationnel



Champ-école paysan au Vietnam, organisé dans le cadre du programme de partenariat de la JICA intitulé « projet d'amélioration des capacités de production et de vente pour une agriculture durable, l'autonomisation des agriculteurs, l'amélioration du riz et un environnement plus propre » mené par le laboratoire d'ingénierie agro-environnementale du département d'études internationales de l'École supérieure des sciences avancées de l'Université de Tokyo.

par le développement des ressources humaines ; le détachement de conseillers disposant d'une expertise particulière ; et la formation pour une réponse rapide aux problèmes régionaux spécifiques des ONG. Durant l'exercice 2013, les programmes suivants ont été mis en œuvre.

- Séminaire sur les fondamentaux de la gestion de projet par la méthode GCP pour les responsables de projets de coopération internationale ; 376 participants.
- Formation pour le renforcement organisationnel par le développement des ressources humaines pour les ONG ; 6 participants.
- Envoi de conseillers nationaux pour le renforcement organisationnel des ONG ; pour 10 organisations.
- Envoi de conseillers étrangers pour le renforcement organisationnel des ONG ; pour 3 organisations.
- Formation des ressources humaines des ONG et propositions de formation par les ONG régionales ; trois sessions de formation.

● Réunions de dialogue JICA-ONG

Promotion de partenariats fondés sur l'égalité

La JICA met l'accent sur le dialogue avec les ONG, afin de favoriser la compréhension mutuelle et de promouvoir une excellente collaboration. Par le biais de son siège, de ses bureaux au Japon et à l'étranger, l'Agence et les ONG échangent des avis et des informations sur les problèmes régionaux et sectoriels. La JICA organise également une réunion de dialogue trimestrielle avec les ONG, afin de discuter de l'efficacité de la coopération et de la promotion des partenariats fondés sur l'égalité.

● Fonds de la JICA pour les peuples du monde

Coopération internationale par les donations

Le Fonds de la JICA pour les peuples du monde encourage les citoyens, les entreprises et les groupes à participer à la coopération internationale. Les donations servent à soutenir les activités d'associations de la société civile japonaise destinées à réduire la pauvreté, améliorer les soins de santé, l'éducation et l'environnement dans les pays en développement. Au cours de l'exercice 2013, huit projets ont bénéficié du soutien du Fonds.

Étude de cas Programme de partenariat de la JICA

Des villes du monde entier bénéficient des leçons de la reconstruction post-sismique et de la prévention des catastrophes par les résidents locaux

Indonésie : Programme d'accélération de la reconstruction mutuelle basée sur la communauté par l'utilisation des ressources locales à Banda Aceh et Higashimatsushima

La JICA soutient la reconstruction d'Aceh, en Indonésie, qui a été fortement touchée par le tsunami de l'océan Indien déclenché par un séisme de grande ampleur, au large des côtes de Sumatra, en 2004. Banda Aceh, la capitale de la province d'Aceh, bénéficie d'une aide pour la reconstruction apportée par l'Organisation d'Higashimatsushima pour le progrès, l'économie, l'éducation et l'énergie (HOPE) en coopération avec Higashimatsushima, une ville de la préfecture de Miyagi affectée par le grand séisme de l'est du Japon. La JICA fournit non seulement une aide à Banda Aceh, mais aussi un soutien pour la reconstruction de la ville d'Higashimatsushima.

Pour soutenir la reconstruction de Banda Aceh, Higashimatsushima a accueilli deux participants d'Aceh, pour un séjour d'un an à partir de mars 2013, afin de renforcer les relations d'amitié tissées depuis le grand séisme de l'est du Japon. Ce programme de formation a permis à Aceh d'identifier de nouveaux problèmes de reconstruction. Par ailleurs, Higashimatsushima entre dans sa quatrième année de reconstruction. Dans le cadre du programme de partenariat de la JICA, les deux villes ont initié leur coopération en décembre 2013 pour répondre ensemble aux problèmes communs et promouvoir le rétablissement après un tsunami.

À travers l'échange de ressources humaines et d'idées, ces villes créent un espace urbain respectueux de l'environnement apte à résister aux catastrophes naturelles. Simultanément, elles élaborent un modèle complet pour les

entreprises et les fonctions administratives locales. Ces plans devraient être largement diffusés auprès du public. En 2014, Banda Aceh utilisera les refuges anti-tsunami construits dans les villages côtiers, comme des espaces publics pour organiser des activités de prévention des catastrophes par les résidents locaux au niveau régional et développer les communautés.

En étendant les leçons de ce projet en tant que modèle pour la reconstruction mutuelle et la prévention des catastrophes au niveau communautaire, les deux villes souhaitent élargir leur coopération à d'autres villes du monde.

Témoignage d'un responsable municipal

M. Takafumi Kawaguchi,
bureau de la ville d'Higashimatsushima

La ville d'Higashimatsushima travaille sur diverses activités à travers une coopération civile active. L'aide mutuelle entre les résidents



Discussion sur les infrastructures locales publiques et sur la planification urbaine pour la prévention des catastrophes lors de la visite d'une écloserie pour poissons-chats proche d'un refuge anti-tsunami.

locaux a également très bien fonctionné après le grand séisme de l'est du Japon. Nous espérons que ce modèle de coopération civile aidera à résoudre les divers problèmes auxquels est confrontée Banda Aceh. Ce serait formidable si cette opportunité d'interaction pouvait nous aider à identifier nos problèmes et à nous entraider afin d'atteindre ensemble un développement sain.

Témoignage d'un responsable municipal

M. Parmakope,
bureau de la ville de Banda Aceh

L'objectif principal de ce projet est d'établir des relations de coopération entre Higashimatsushima et Banda Aceh, en dépassant les différences de culture et de contexte. Nous souhaitons découvrir des approches efficaces pour parvenir à un développement durable en apprenant mutuellement de nos connaissances et expériences.

Une organisation à but non lucratif (OBNL) de la ville de Nishinomiya partage les expériences du Japon avec un Centre de promotion de l'autonomie des personnes handicapées, au Costa Rica, par un transfert de technologies

Costa Rica : Promouvoir une vie autonome au Costa Rica

Au Costa Rica, l'absence d'assistants de vie auprès des personnes handicapées entrave l'accès à l'autonomie d'un grand nombre d'entre elles. Pour répondre à ce problème, la JICA fournit des services d'assistance de vie aux personnes handicapées de Pérez Zeledón afin de leur permettre de vivre de manière autonome.

Bien que la loi sur l'égalité des chances pour les personnes handicapées ait été adoptée au Costa Rica en 1996, les personnes handicapées sont encore loin d'être autonomes. C'est pourquoi la JICA a facilité la participation sociale des personnes handicapées à travers un projet complet de réhabilitation basée sur la communauté, d'une durée de cinq ans. En 2011, le premier Centre de promotion de l'autonomie des personnes handicapées a été créé au Costa Rica.

Dans le cadre du programme de partenariat de la JICA, initié en avril 2012, la Mainstream Association,

une OBNL de Nishinomiya, une ville de la préfecture de Hyogo, a partagé ses expériences avec le Centre dans le cadre d'un transfert de technologies. Ils ont participé au développement d'un système permettant aux personnes handicapées de bénéficier des services d'assistants de vie pour vivre de manière autonome dans la communauté.

Témoignage d'un membre d'une OBNL

M. Takeshi Inoue, chef de projet

Face à la difficulté de fournir au Costa Rica des services d'assistant de vie inspirés du modèle japonais auprès des personnes handicapées, nous avons parfois l'impression que tout ne se passait pas comme prévu. Cependant, deux ans après le début du projet, le Centre de promotion de l'autonomie, le seul existant non seulement au Costa Rica, mais dans toute l'Amérique latine, a trouvé son ancrage dans la communauté et a joué un rôle de médiateur et de centre multiservices

pour les personnes handicapées dans la région. Nous leur apportons une aide pour diverses activités telles que la fourniture de services de consultation et de conseil, pour vérifier l'accessibilité des institutions administratives et des magasins, et sur l'organisation de programmes de formation des chauffeurs de bus pour l'accueil des personnes handicapées.

Témoignage d'un membre d'une OBNL

M. Luis Hernán, responsable du Centre de promotion de l'autonomie de Pérez Zeledón

En février 2014, nous avons organisé un rassemblement national de trois jours pour les personnes handicapées dans la capitale du Costa Rica. Cela a été la première initiative de ce type dans notre pays, et de nombreuses personnes handicapées recherchant de l'aide sont venues de tout le pays. L'événement a rassemblé 70 personnes, dont les membres du personnel ; certains n'étaient pas sortis de chez eux depuis de nombreuses années, et certains prenaient le bus pour la première fois. Malgré les nouvelles difficultés qu'ils ont dû surmonter, l'expression de satisfaction que nous avons pu lire sur leurs visages nous a remplis de joie. L'organisation de cet événement nous a également fourni une opportunité de développement.



Défilé organisé en ville après le rassemblement national de trois jours. Les participants ont tenté de rallier les passants à leur cause.

Coopération scientifique et technologique sur les questions mondiales

Une coopération internationale pour la création conjointe de « connaissances »

Les problèmes de portée mondiale — notamment le réchauffement climatique, la sécurité alimentaire, les catastrophes naturelles et les maladies infectieuses — deviennent de plus en plus complexes. Dans ce contexte, l'incidence notamment sur les pays en développement ayant des infrastructures socioéconomiques vulnérables est considérable. La communauté internationale doit maintenant travailler de concert pour résoudre ces problèmes auxquels une nation ou une région seule ne peut faire face. Parallèlement aux systèmes de coopération traditionnels, l'innovation scientifique et technologique doit également jouer un rôle important dans la réponse à ces problèmes toujours plus complexes et répandus.

C'est pourquoi la JICA a initié en 2008 une coopération¹ centrée sur l'utilisation des sciences et de la technologie. En se basant sur la science et la technologie japonaise, la JICA souhaite créer de nouvelles connaissances par des recherches internationales conjointes entre le Japon et les pays en développement, et résoudre les problèmes mondiaux en utilisant les résultats de ces recherches dans le monde réel.

● Partenariat pour la recherche scientifique et technologique pour le développement durable (SATREPS)

1. Aperçu

Ce programme est conçu pour promouvoir, dans le cadre des projets de coopération technique de la JICA, une recherche internationale conjointe permettant aux instituts de recherche du Japon et des pays en développement de travailler de concert, en se basant sur les besoins sociaux des pays en développement. L'objectif est d'acquérir de nouvelles connaissances et d'utiliser les résultats de la recherche au profit de la société afin de résoudre des problèmes mondiaux en matière d'environnement et d'énergie, de ressources biologiques, de prévention des catastrophes et de maladies infectieuses.

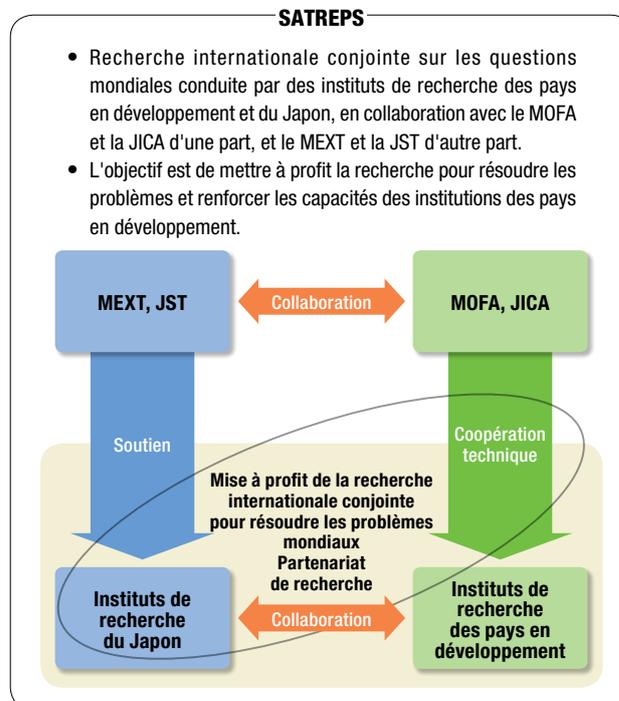
2. Objectifs

- 1) Acquérir de nouvelles connaissances permettant de répondre aux problèmes mondiaux et de faire progresser la science et la technologie.
- 2) Élaborer un cadre pour mener des activités pérennes contribuant à résoudre les problèmes mondiaux.
- 3) Améliorer le développement des ressources humaines et la capacité de recherche autonome des pays en développement.

3. Système d'exécution

Le SATREPS est mis en œuvre conjointement par le ministère japonais des Affaires étrangères (MOFA), la JICA, le ministère de l'Éducation, de la science et de la culture (MEXT) et l'Agence japonaise pour les sciences et la technologie (JST). À travers ce dispositif, les propositions de recherche soumises par des instituts de recherche japonais à la JST sont examinées, afin de vérifier si elles correspondent aux demandes des pays en développement (système de correspondance), dans une perspective associant la science et la technologie à l'APD. Puis, les propositions adoptées sont mises en pratique par des instituts de recherche au Japon et dans les pays en développement dans le cadre des projets de coopération

Système d'exécution du SATREPS



- Recherche internationale conjointe sur les questions mondiales conduite par des instituts de recherche des pays en développement et du Japon, en collaboration avec le MOFA et la JICA d'une part, et le MEXT et la JST d'autre part.
- L'objectif est de mettre à profit la recherche pour résoudre les problèmes et renforcer les capacités des institutions des pays en développement.

technique de la JICA.

La JICA apporte un soutien financier aux pays en développement partenaires (envoi de chercheurs japonais, accueil des chercheurs homologues au Japon, fourniture d'équipements, et dépenses liées aux activités locales), tandis que la JST prend en charge les dépenses de recherche au Japon et dans les pays tiers.

4. Domaines de recherche admissibles

La recherche porte sur quatre domaines : l'environnement et l'énergie, les ressources biologiques, la prévention des catastrophes, et les maladies infectieuses. Des domaines de recherche spécifiques sont revus chaque année.

● Efforts de 2013

1. Sélection des projets de recherche

De septembre à novembre 2012, la JICA a invité les instituts de recherche japonais à soumettre leurs propositions de recherche pour le SATREPS 2013, tout en conduisant une étude sur les demandes de recherche des pays en développement. Ainsi, 91 correspondances ont pu être effectuées parmi 98 propositions et 109 demandes, et 10 propositions de recherche ont finalement été sélectionnées.

Quatre propositions de recherche portent sur l'environnement et l'énergie (trois sur l'environnement et une sur la réduction des émissions

1. Au départ, la coopération scientifique et technologique disposait de deux outils : le partenariat pour la recherche scientifique et technologique pour le développement durable (SATREPS), un projet modèle d'assistance technique, et le programme d'envoi de chercheurs en sciences et technologie, un dispositif d'envoi d'experts individuels. Cependant, le programme d'envoi de chercheurs a pris fin en 2012.

2. Une des trois propositions sur les maladies infectieuses a également été adoptée en tant que proposition multisectorielle.

de carbone), une sur les ressources biologiques, deux sur la prévention des catastrophes et trois sur les maladies infectieuses. Géographiquement, sept propositions concernent l'Asie (quatre en Asie du Sud-Est, une en Asie de l'Est et deux en Asie du Sud), deux l'Amérique centrale et du Sud, et une l'Afrique.

2. Statut de la mise en œuvre

Avec ces 10 propositions supplémentaires, ce sont 77 projets de recherche qui ont été adoptés depuis le lancement du programme en 2008, en coopération avec 39 pays incluant ceux qui sont en préparation et trois nouveaux entrants.

Les propositions de recherche portent sur l'environnement et

l'énergie pour 32 d'entre elles, 17 portent sur les ressources biologiques, 14 sur la prévention des catastrophes et 14 sur les maladies infectieuses. Géographiquement, 42 des propositions concernent l'Asie (32 en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique, 1 en Asie de l'Est et 9 en Asie du Sud), contre 13 pour l'Amérique Centrale et du Sud, 17 pour l'Afrique et 5 pour le Moyen-Orient et l'Europe. En pourcentage, l'Asie représente la plus grande part avec 54,5 %, suivie par l'Afrique avec 22 %.

Par ailleurs, avec 11 projets de recherche collaborative qui ont pris fin en 2013, le SATREPS a produit de nombreux résultats dans le domaine de l'environnement et de l'énergie, des ressources biologiques et des maladies infectieuses. Ces résultats ont été réinjectés dans le monde réel.

Étude de cas

Zambie : Développement de méthodes de diagnostic de la tuberculose et la trypanosomiase et de nouveaux médicaments contre la trypanosomiase

Mise au point d'un kit de diagnostic rapide et peu onéreux pour la tuberculose et la trypanosomiase

L'Université d'Hokkaido et l'Université de Zambie ont développé avec succès des méthodes de diagnostic précoce de la tuberculose et la trypanosomiase, dans le cadre d'un projet de recherche conjointe du SATREPS, d'une durée de quatre ans.

Conception d'un kit de diagnostic rapide et peu onéreux

Ces dernières années, les maladies infectieuses émergentes et réémergentes telles que la tuberculose, la nouvelle souche du virus de la grippe aviaire et la fièvre hémorragique Ebola ont posé des menaces considérables sur la santé publique. On estime notamment qu'un tiers de la population mondiale est infectée par la tuberculose. Chaque année, 1,4 million de personnes meurent de cette maladie, principalement dans les pays asiatiques et africains. En Zambie, la tuberculose est l'une des maladies infectieuses les plus graves.

Par ailleurs, la trypanosomiase, fréquente

en Afrique subsaharienne, fait plus de 50 000 morts chaque année. Mais cette maladie est souvent confondue avec le paludisme et les erreurs de diagnostic sont fatales, il est donc essentiel d'effectuer des diagnostics précoces et des traitements adaptés.

Le Centre de recherche pour la lutte contre les zoonoses de l'Université d'Hokkaido mène des activités de recherche en Zambie depuis de nombreuses années. Le Centre effectue ces recherches en collaboration avec l'hôpital universitaire et l'École de médecine vétérinaire de l'Université de Zambie.

Après quatre années de recherches basées sur les techniques japonaises de diagnostic, l'équipe a réussi à mettre au point un kit de diagnostic rapide pour la tuberculose et la

trypanosomiase. Ce kit permet de réduire les coûts d'examen à 100 JPY par test (soit un dixième de la méthode traditionnelle), et de réduire la durée du test d'un mois à une heure.

Les réactifs étant sous forme de poudre séchée, le kit de diagnostic peut être utilisé dans des cliniques locales ne disposant pas de la chaîne du froid.

Les diagnostics précoces permettront d'apporter des traitements rapides et adaptés et de prévenir la propagation des maladies. Cela devrait se traduire à terme par une réduction du nombre de patients qui meurent ou qui souffrent de la tuberculose et la trypanosomiase dans les pays et régions affectés.

Cette recherche a permis en outre d'obtenir des résultats significatifs sur le renforcement des ressources humaines et du système de recherche en Zambie.



Un chercheur japonais travaille sur la conception du kit de diagnostic rapide.



Des chercheurs japonais et zambiens dans le laboratoire d'examen de la tuberculose.

Secours d'urgence en cas de catastrophe

Soulager la souffrance des populations affectées

● Système d'aide d'urgence de la JICA en cas de catastrophe

La JICA est chargée de gérer les opérations de secours du Japon en réponse aux demandes des gouvernements des pays affectés ou des organisations internationales, qui font suite aux catastrophes de grande ampleur. La JICA dispose de deux types d'aide : l'envoi d'équipes du Secours d'urgence du Japon (JDR) et la fourniture de matériel de secours.

Le JDR est composé de quatre unités : les équipes de sauvetage, les équipes médicales, les équipes d'experts et les Forces d'autodéfense. La décision d'envoyer des équipes du JDR relève de la compétence du ministre des Affaires étrangères ; l'envoi des Forces d'autodéfense nécessite une concertation entre le ministre des Affaires étrangères et le ministre de la Défense. La JICA est responsable des opérations du JDR sur le terrain. En vertu de la loi sur l'agence administrative indépendante-Agence japonaise de coopération internationale, la JICA est chargée de prendre les décisions relatives à la fourniture du matériel de secours d'urgence.

● Opérations et défis du Secrétariat des équipes du Secours d'urgence du Japon

Le Secrétariat du JDR, établi au sein de la JICA, se charge des ressources humaines et du matériel destiné aux zones affectées à l'étranger. Lorsque le gouvernement japonais décide d'envoyer une équipe du JDR, elle est mise en place par le Secrétariat du JDR. Le Secrétariat organise le transport aérien des équipes et des marchandises, et il envoie une équipe de personnel de la JICA assurer un soutien logistique et diverses aides en vue de faciliter le travail des équipes du JDR sur le terrain.

Afin de permettre aux équipes d'utiliser pleinement leurs capacités dans les régions frappées par une catastrophe, il est essentiel de les tenir prêtes à tout moment en organisant diverses formations et des exercices. Tout au long de l'année, qu'il y ait ou non des catastrophes naturelles, les membres des équipes de sauvetage et des équipes médicales suivent un

entraînement complet et des formations complémentaires pour être en mesure d'agir dans des environnements inconnus à l'étranger.

De plus, le stockage du matériel de secours, le renforcement de la coordination entre les donateurs et le réexamen de la structure des équipes et des équipements sont assurés sur une base régulière. Afin de fournir aux zones affectées une grande quantité de matériel de secours de manière rapide et sûre, il est important d'approvisionner et de stocker le matériel le plus près possible des zones en question. Bien que le matériel soit stocké dans des entrepôts partout dans le monde pour des raisons logistiques, la JICA doit parfois assurer l'approvisionnement local de matériel dans le pays affecté ou les pays voisins à cause de la nature de la catastrophe ou de moyens de transport limités. Le Secrétariat du JDR mène alors ses opérations au cas par cas.

En ce qui concerne la coordination des donateurs, le Secrétariat du JDR renforce les relations avec d'autres organisations internationales, notamment le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (UNOCHA). Ces dernières années, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a créé un groupe de travail chargé d'examiner la constitution des équipes médicales étrangères, à travers notamment des discussions auxquelles participe le Secrétariat du JDR. Il existe plusieurs types d'équipes médicales, gouvernementales ou privées, dans le monde. La JICA travaille sur cette question en collectant des informations sur les tendances internationales et en coopérant avec les partenaires étrangers. Ce faisant, la JICA a pour ambition d'établir un système efficace régissant les activités d'équipes médicales capables de répondre aux besoins des zones affectées et de déterminer le concept de base présidant aux activités médicales du JDR.

En ce qui concerne l'examen de la structure des équipes et des équipements, le Secrétariat du JDR a progressivement développé un système permettant aux équipes médicales d'assurer de nouveaux services lors de la phase d'extrême urgence, immédiatement après la catastrophe, cela comprend des installations et des équipements pour pratiquer des opérations chirurgicales, des salles pour accueillir les patients ou encore

la mise en place de dialyses.

Toutes les activités menées en temps ordinaire contribuent au développement d'un système permettant aux équipes de prendre rapidement les mesures nécessaires immédiatement avant et après les catastrophes de grande ampleur.

Étant donnée la fréquence accrue des catastrophes naturelles partout dans le monde ces dernières années, le JDR, légataire de l'expérience considérable du Japon dans ce domaine, joue un rôle de plus en plus important. Les activités de la JICA ne se limitent pas à la réponse aux catastrophes. Parallèlement à l'envoi d'équipes du JDR, la JICA s'engage à fournir une aide continue, notamment en réalisant des études des besoins d'aide à la reconstruction et en menant des projets adaptés.

Secours international du Japon en cas de catastrophe



Fourniture de secours d'urgence suite aux catastrophes de l'exercice 2013 (avril 2013 - mars 2014) : 22 cas

N°	Date de la catastrophe	Pays/Région	Type de catastrophe	Type d'aide	Valeur de l'aide matérielle/ Nombre de personnes	Matériel fourni
1	Mai 2013	Kenya	Inondations	Fourniture de matériel	Env. 16 millions JPY	Pastilles de purification de l'eau, boîtes à outils, médicaments, équipements médicaux
2	Mai 2013	Îles Marshall	Sécheresse	Fourniture de matériel	Env. 8 millions JPY	Eau, nourriture
3	Mai 2013	Zimbabwe	Pluies torrentielles	Fourniture de matériel	Env. 12 millions JPY	Tentes, couvertures
4	août 2013	Myanmar	Inondations	Fourniture de matériel	Env. 13 millions JPY	Couvertures, matelas
5	août 2013	Soudan	Inondations	Fourniture de matériel	Env. 16 millions JPY	Matelas, tentes, purificateurs d'eau, citernes à eau, générateurs
6	Septembre 2013	Niger	Inondations	Fourniture de matériel	Env. 16 millions JPY	Couvertures, jerricans, moustiquaires
7	Octobre 2013	Cambodge	Inondations	Fourniture de matériel	Env. 32 millions JPY	Jerricans, purificateurs d'eau, citernes à eau, générateurs
8	Octobre 2013	Cameroun	Inondations	Fourniture de matériel	Env. 10 millions JPY	Tentes
9	Octobre 2013	Philippines	Séisme	Fourniture de matériel	Env. 38 millions JPY	Tentes, bâches en plastique
10	Novembre 2013	Philippines	Typhon	Équipe médicale	81 personnes	
11	Novembre 2013	Philippines	Typhon	Membres de l'UNDAC	2 personnes	
12	Novembre 2013	Philippines	Typhon	Fourniture de matériel	Env. 60 millions JPY	Tentes, bâches en plastique, matelas, purificateurs d'eau, générateurs
13	Novembre 2013	Philippines	Typhon	Équipe d'experts	17 personnes	
14	Novembre 2013	Philippines	Typhon	Équipe d'experts	5 personnes	
15	Novembre 2013	Philippines	Typhon	Équipe des Forces japonaises d'autodéfense	1 119 personnes	
16	Novembre 2013	Palaos	Typhon	Fourniture de matériel	Env. 2 millions JPY	Bâches en plastique, matelas
17	Novembre 2013	Soudan du Sud	Inondations	Fourniture de matériel	Env. 18 millions JPY	Tentes, moustiquaires, couvertures, jerricans, pastilles de purification de l'eau
18	Janvier 2014	Tonga	Cyclone	Fourniture de matériel	Env. 13 millions JPY	Jerricans, citernes à eau
19	Février 2014	Bolivie	Inondations	Fourniture de matériel	Env. 19 millions JPY	Tentes
20	Février 2014	Burundi	Inondations	Fourniture de matériel	Env. 12 millions JPY	Couvertures, bâches en plastique
21	Février 2014	Zimbabwe	Dommages causés par les eaux	Fourniture de matériel	Env. 13 millions JPY	Couvertures, bâches en plastique, tentes
22	Mars 2014	Malaisie	Disparition d'un avion	Équipe de secours	20 personnes	

Étude de cas Opérations de secours d'urgence aux Philippines après le passage du typhon**Fourniture d'une aide continue immédiatement avant et après la catastrophe jusqu'à la reconstruction**

Le typhon Haiyan (nommée Yolanda aux Philippines) a frappé les Philippines le 8 novembre 2013, infligeant des dommages considérables au pays. En janvier 2014, on estimait que plus de 16 millions de personnes avaient été affectées par la catastrophe. En réponse à cette catastrophe de grande ampleur, le JDR a fourni une aide variée au pays, notamment par l'envoi d'équipes médicales et d'experts.

Au stade initial, juste avant le passage du typhon, en réponse à une demande du Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (UNOCHA), la JICA, qui prend contact avec les membres des équipes, a envoyé un membre de l'équipe des Nations unies pour l'évaluation et la coordination en cas de catastrophe (UNDAC) aux Philippines. Une fois sur place, le membre de l'UNDAC a effectué une évaluation initiale des dommages, coordonné l'aide internationale et soutenu les efforts du gouvernement national. Simultanément, un autre membre de l'UNDAC a été envoyé du Japon vers la zone affectée. C'est la première fois que plusieurs membres japonais de l'UNDAC travaillent dans une zone touchée à l'étranger.

Puis la JICA a envoyé successivement trois équipes médicales. En réponse à une demande du gouvernement philippin, la JICA a envoyé la première équipe médicale du JDR, le 11 novembre. Basée à Tacloban, sur l'île de Leyte, la ville la plus durement touchée, les équipes ont apporté une aide médicale dans la région pendant presque un mois.

En tirant parti des enseignements du grand séisme de l'est du Japon de 2011, les équipes médicales se sont beaucoup déplacées, non seulement dans la ville, mais aussi dans les villages

environnants où l'aide médicale était insuffisante. Ils ont également soutenu les hôpitaux d'autres régions. L'équipe japonaise a aussi répondu aux demandes d'équipes médicales d'autres pays qui souhaitent utiliser les machines à rayons X et d'autres équipements médicaux du JDR. À travers ces diverses initiatives, les équipes du JDR ont largement contribué aux activités médicales sur le terrain.

L'aide médicale, bien que fondamentale, ne suffisait pas à répondre à l'ensemble des besoins. Les zones touchées disposaient notamment de très peu de matériel à cause des dommages engendrés par le typhon et le tsunami. En réponse à la demande du gouvernement philippin, la JICA a fourni une grande partie du matériel de secours nécessaire, notamment des tentes, des bâches en plastique, des matelas, des générateurs, des purificateurs d'eau et de l'eau, pour une valeur totale de 60 millions JPY. La JICA a livré le matériel dans les zones affectées et veillé à leur bonne utilisation.

En outre, sur l'île de Panay, le typhon a provoqué l'échouement d'une barge, occasionnant un déversement de pétrole. En réponse, une équipe d'experts composée de membres de la JICA et de gardes-côtes japonais a été envoyée sur le



Un médecin examine des patients philippins.



Une tente médicale.

site de l'accident pour fournir des conseils au gouvernement des Philippines sur l'enquête et le nettoyage des côtes. En vue d'un rétablissement rapide, la JICA a également envoyé une équipe d'experts constituée de représentants du ministère du Territoire, de l'infrastructure, du transport et du tourisme, de l'Agence japonaise de l'eau et de la JICA. L'équipe a mené une étude de terrain dans une perspective de prévention des catastrophes et de planification urbaine et transmis les résultats et les conseils au gouvernement philippin.

Afin d'apporter une aide continue vers la reconstruction, la JICA a déployé une aide d'urgence diverse et continuera de travailler pour le rétablissement et le renforcement des capacités de prévention des catastrophes aux Philippines.

Recherche

L'Institut de recherche de la JICA associe la recherche à la pratique dans le travail de développement et contribue aux programmes de développement mondiaux

L'Institut de recherche de la JICA (JICA-RI) mène des activités de recherche axées sur deux objectifs principaux. Le premier objectif consiste à analyser les problèmes qui se posent dans les pays en développement et à contribuer aux stratégies opérationnelles de la JICA. Le second objectif est de contribuer à une discussion constructive sur les programmes de développement en partageant largement des données de recherche et en jouant un rôle moteur dans le dialogue sur les politiques internationales. Avec ces deux objectifs, le JICA-RI mène des études qui mettent à profit l'expérience de terrain et le savoir-faire accumulés par la JICA en tant qu'organisme d'aide au développement.

Les résultats des activités de recherche sont publiés sous la forme de documents de travail, de synthèses politiques et d'ouvrages. Ils sont largement diffusés sur internet et par d'autres médias, et partagés lors de conférences et séminaires internationaux.

● Politiques de base pour les activités de recherche

1. Adoption d'une perspective globale

Dans ses activités de recherche interdisciplinaire et d'analyse des problèmes de développement, le JICA-RI adoptera une perspective globale intégrant les individus, la société, l'État et le marché.

2. Intégration des données passées aux actions futures

Le JICA-RI réalisera des études en s'appuyant sur les expériences et les résultats analytiques des organisations d'aide au développement du monde entier, la JICA comprise, et les publiera afin qu'elles puissent être utilisées au profit de futures actions d'aide.

3. Partage des expériences japonaises et sud-asiatiques

Le JICA-RI analysera les expériences du Japon et de ses voisins d'Asie de l'Est en matière de croissance et étudiera si, et dans quelle mesure, elles sont applicables à d'autres régions.

4. Partage d'informations avec la communauté internationale du développement

Le JICA-RI se veut un établissement ouvert aux partenaires japonais et internationaux, notamment les chercheurs, les organisations d'exécution de l'aide, les organismes gouvernementaux, les entreprises du secteur privé et les ONG.

● Principaux domaines de recherche

1. Paix et développement

Le JICA-RI procède à des analyses comparatives d'expériences passées pour trouver des moyens de prévenir et de gérer efficacement les conflits armés, ainsi que de promouvoir la consolidation de la paix après un conflit.

2. Croissance économique et réduction de la pauvreté

Le Japon et ses voisins d'Asie de l'Est sont considérés comme des modèles réussis de développement économique, parce qu'ils sont parvenus à la croissance et ont réduit la pauvreté. Le JICA-RI étudie ces cas sous des angles très divers (individus, État, marché et société), et effectue des analyses comparatives avec le développement économique des pays africains.

3. Environnement et développement/Changement climatique

La dégradation de l'environnement à l'échelle régionale et mondiale représente une menace grave pour la sécurité humaine dans les pays en développement. Le JICA-RI mène des recherches pour élaborer des politiques visant à évaluer les dommages environnementaux et à trouver des moyens efficaces de gérer les ressources naturelles et d'atténuer ou de s'adapter au changement climatique.

4. Stratégies d'aide

Le JICA-RI effectue des analyses scientifiques rigoureuses de l'efficacité des diverses approches de l'aide au développement internationale en s'appuyant sur les expériences et connaissances japonaises. Ces recherches sont fondées sur des approches telles que le « développement des capacités » qui vise à renforcer les compétences des individus, des organisations et de la société, ainsi que sur les concepts de « sécurité humaine » et de « développement dynamique qui bénéficie à tous ».

● Résultats des activités de recherche

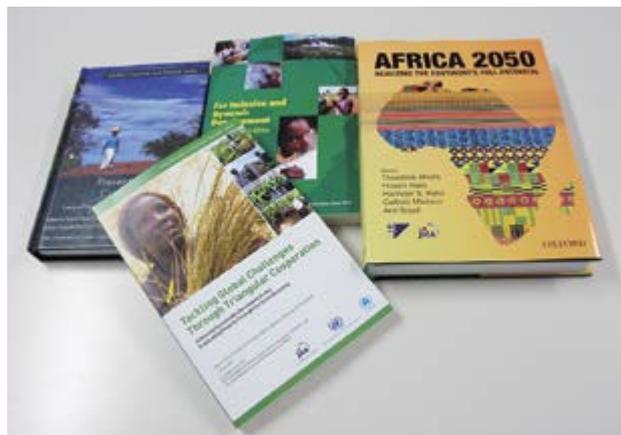
En se basant sur les politiques et les domaines de recherche, la JICA a mené 19 projets de recherche en 2013 et elle en a publié les résultats.

1. Publications des résultats de recherche

Durant l'exercice 2013, le JICA-RI a publié 16 documents de travail pour présenter les résultats de ses projets de recherche. Les résultats de recherche sont également compilés dans des ouvrages publiés par le JICA-RI. Le JICA-RI a publié six ouvrages en anglais et quatre en japonais en 2013.

Certains ouvrages ont été publiés avec le concours d'éditeurs professionnels, notamment *AFRICA 2050 – Realizing the Continent's Full Potential* – (Oxford University Press) qui aborde l'avenir du développement de l'Afrique et *Preventing Violent Conflict in Africa : Inequalities, Perceptions and Institutions* (Palgrave Macmillan), qui synthétise les résultats de recherche en analysant les facteurs des conflits violents dans la région à travers les notions de « structure » et de « processus ».

Le JICA-RI a également publié *For Inclusive and Dynamic Development in Sub-Saharan Africa* et *Tackling Global Challenges through Triangular Cooperation : Achieving Sustainable Development and Eradicating Poverty through the Green Economy*. Les deux ouvrages ont été respectivement



Ouvrages publiés par le JICA-RI sur l'avenir du développement africain et sur la coopération Sud-Sud à partir des résultats de recherche de l'Institut.

présentés lors de la cinquième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD V) qui a eu lieu à Yokohama, en juin, et lors de l'Expo mondiale sur le développement Sud-Sud organisée par les Nations unies au Kenya, en octobre.

En outre, quatre livres ont été publiés en japonais, notamment *Pour la reconstruction du Soudan, un pays africain ravagé par les conflits*, et *La polio a disparu de mon village – Une approche scientifique pratique de la coopération internationale dans la province du Shandong, en Chine*. Ces ouvrages ont été publiés dans la collection « Histoires de projets » qui a pour ambition d'analyser la contribution du Japon aux pays en développement dans une perspective de long terme.

Enfin, la plupart des résultats des projets de recherche sont largement partagés auprès des spécialistes sous forme d'articles scientifiques, de livres et d'interventions lors de conférences.

2. Collaboration avec les organisations internationales et les instituts de recherche

Pour ces activités de recherche, le JICA-RI promeut des recherches conjointes avec d'autres organismes d'aide et de recherche au Japon et

dans le monde pour établir des partenariats et construire des réseaux.

On peut citer la collaboration avec l'Initiative for policy dialogue (IPD) dirigée par Joseph Stiglitz, professeur à l'Université Columbia. Les résultats de cette collaboration ont été présentés lors d'un événement parallèle à la TICAD V et ils ont donné lieu à des discussions sur les défis de l'évolution structurelle de l'économie africaine [→ voir l'étude de cas]. La troisième phase de la recherche collaborative avec l'IPD a été lancée sur le thème de la politique industrielle.

Le JICA-RI poursuit sa collaboration avec de nombreuses autres institutions, dont la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement, l'Institut allemand du développement (DIE), l'Agence coréenne de coopération internationale (KOICA), l'Institut des études sur le développement de l'Université du Sussex, au Royaume-Uni, et la Brookings Institution aux États-Unis.

* Site web (en anglais) de l'Institut de recherche de la JICA : <http://jica-ri.jica.go.jp/>

Étude de cas

Événement parallèle à la cinquième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD V)

Présentation des résultats de la recherche collaborative avec l'IPD dirigée par le professeur Stiglitz

Le 2 juin 2013, le JICA-RI a organisé un événement en marge de la TICAD V, à Yokohama, sur le thème de l'« Évolution structurelle de l'économie africaine » en collaboration avec l'Initiative en faveur d'un dialogue politique (IDP) de l'Université Columbia. Cet événement avait pour objectif de discuter des enjeux des politiques de développement avec les décideurs africains en se basant sur les résultats de recherche.

Lors de l'événement parallèle, le professeur Joseph Stiglitz, directeur exécutif de l'IPD à l'Université Columbia, a prononcé un discours liminaire, suivi d'une allocution d'ouverture du président de la JICA Akihiko Tanaka.

L'évènement avait pour thème : « Comment les politiques industrielles peuvent aider l'Afrique à affronter les défis du 21^e siècle ». Le professeur Stiglitz a déclaré : « L'Afrique a connu une croissance économique de plus de 5 % par an au cours des premières années du 21^e siècle. Il est temps aujourd'hui de se préoccuper de la qualité de cette croissance pour aider l'Afrique à prendre la voie d'une croissance durable et inclusive, non seulement sur le plan économique, mais aussi politique, social et environnemental. »

Pour un développement durable en Afrique

Lors de la table ronde qui a suivi le discours de M. Stiglitz, le débat animé par Hiroshi Kato (directeur du JICA-RI) a réuni Akbar Noman (membre de l'IPD et



Professeur Joseph Stiglitz.



Hiroshi Kato, directeur du JICA-RI.

professeur à l'Université Columbia), Sakiko Fukuda-Parr (professeur à la New School for Public Engagement), Yau Ansu (économiste en chef du Centre africain pour la transformation économique), et Akio Hosono (conseiller en recherche senior au JICA-RI).

Au cours du dialogue, le professeur Noman a indiqué que l'Afrique devait accorder la priorité aux politiques industrielles et technologiques dans tous les secteurs en dehors de l'industrie manufacturière pour parvenir à un développement durable. Il a également souligné que la réforme du consensus de Washington ne prenait pas en compte les succès de l'Asie de l'Est, notamment du Japon.

En s'appuyant sur divers exemples de trans-

formations économiques réussies, notamment celui de l'industrie du vêtement au Bangladesh, qui est parvenu à s'industrialiser rapidement, et celui de l'industrie automobile en Thaïlande, qui a atteint un haut niveau de compétences et de technologies, M. Hosono a souligné l'importance d'une approche globale à travers l'accumulation des capacités et des connaissances.

Le JICA-RI a également organisé un événement parallèle pour présenter les résultats intermédiaires du rapport sur les perspectives et les défis de l'Afrique à l'horizon 2050.

Le JICA-RI poursuivra les efforts déployés pour associer la recherche à la pratique dans le développement.

Renforcement des partenariats de développement

Améliorer les résultats du développement en coordination avec les organismes de coopération internationale

● Situation récente

Ces dernières années, le Japon et les autres pays donateurs ainsi que les agences internationales (ci-après « donateurs ») ont intensifié leurs efforts pour lutter contre la pauvreté et atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Un consensus international a été atteint lors de la conférence de Monterrey sur le financement du développement, au Mexique en 2002, et lors de la conférence internationale de suivi de Doha sur le financement du développement, au Qatar en 2008, pour garantir les fonds nécessaires à la réalisation des OMD. Cependant, il y a également des demandes en faveur d'une amélioration de la qualité de l'aide, comme l'ont montré les débats suscités par la déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide (déclaration de Paris) de 2005. Après le programme d'action d'Accra de 2008, au Ghana, les donateurs ont fait la synthèse des résultats d'initiatives visant à renforcer l'efficacité de l'aide lors du quatrième forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide qui a eu lieu à Busan, en Corée du Sud, en 2011.

Ces dernières années, les problèmes de développement sont devenus plus diversifiés et s'inscrivent dans une perspective mondiale. Ils intègrent une croissance équitable et inclusive, l'aide aux pays fragiles et affectés par un conflit, le changement climatique, la sécurité alimentaire, la création d'emplois, en particulier pour les jeunes — surtout depuis le Printemps arabe — et la gestion des risques de catastrophe. Depuis la faillite de la banque Lehman, le montant de l'APD fournie par les 28 membres du CAD de l'OCDE a peu progressé. Bien qu'en 2013, l'APD des pays du CAD ait atteint un montant record de 134,8 milliards USD, il est encore loin de pouvoir répondre aux besoins mondiaux en matière de développement. La nécessité de faire face à la diversité des problèmes de développement avec des fonds limités impose aux donateurs d'être plus responsables et de mettre davantage l'accent sur une mise en œuvre axée sur les objectifs et sur les résultats du développement.

Depuis quelques années, les entreprises du secteur privé, les fondations, les ONG et les pays émergents prennent une place croissante dans la coopération au développement international. Les flux financiers de ces acteurs vers les pays en développement dépassent ceux de l'APD des donateurs traditionnels et ils jouent aujourd'hui un rôle central dans le domaine du développement à l'échelle mondiale. De fait, la diversification des acteurs de la coopération au développement et le débat sur leur rôle sont devenus des sujets récurrents du G20 et d'autres forums internationaux. Il est essentiel pour un organisme de développement de surveiller constamment l'évolution des problèmes de développement dans le monde, et de renforcer sa capacité à rassembler des informations pertinentes et à élaborer des programmes de développement adaptés aux situations actuelles lors des forums internationaux. De plus, des efforts supplémentaires doivent être entrepris pour promouvoir les projets en collaboration avec d'autres bailleurs de fonds et les organismes de coopération au développement. Toutes ces activités sont vitales pour la mise en œuvre efficace et rationnelle de la coopération au développement.

● Coordination des donateurs sur les problèmes de développement

La JICA a établi de nombreux partenariats, notamment avec les pays européens, les États-Unis, et des organisations internationales. La JICA travaille avec ces partenaires dans les régions bénéficiant d'une aide au

développement pour fournir des fonds, de la coopération technique et d'autres formes d'aide. Pour apporter une aide plus efficace et plus rationnelle sur les projets de développement à grande échelle, les donateurs se concentrent généralement sur les domaines ou les technologies pour lesquels ils disposent d'une solide expertise et, dans certains cas, travaillent en collaboration lorsqu'une organisation ne peut fournir seule l'aide nécessaire. La JICA examine constamment les tendances de la coopération au développement en prenant part aux discussions dans ce domaine et en analysant les retours. Ce processus est essentiel pour appréhender les besoins de développement sur le terrain, ce qui permet de déterminer la politique de coopération pour le développement de la JICA. Au Japon et à l'étranger, la JICA participe activement aux réunions annuelles et rencontre les responsables de la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement (BASD), la Banque interaméricaine de développement (BID), la Banque Africaine de développement (BAfD) la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), et ces dernières années, la Banque islamique de développement (BID). Ces dialogues permettent de partager une approche stratégique des problèmes mondiaux de développement ainsi que des stratégies d'aide pour des régions ou pays spécifiques.

Des hauts responsables de la JICA ont participé à la réunion annuelle de la BASD en mai dernier [→ voir l'étude de cas page 119], ainsi qu'à la réunion de printemps du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale en octobre 2013. Ils ont prononcé des discours et participé aux débats lors de nombreux séminaires sur des problèmes de développement récents, où ils ont pu expliquer les positions, les activités et les politiques de la JICA. En outre, le président de la JICA, Akihiko Tanaka, continue d'entretenir des relations mutuellement bénéfiques avec plusieurs think tanks américains et européens, ainsi qu'avec les Nations unies, et il organise des séminaires sur divers thèmes tels que la TICAD (conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique), les objectifs de développement pour l'après-2015 (programme de développement pour l'après-2015), la croissance inclusive et la sécurité humaine. Toutes ces activités ont pour ambition de promouvoir une meilleure compréhension des principes de développement de la JICA parmi les pays et les organisations donateurs et partenaires.

La JICA s'implique également activement dans la rédaction du *Rapport sur le développement dans le monde (RDM)* publié chaque année par la Banque mondiale. Le RDM 2013, intitulé *Emplois*, intègre des études de cas de l'Institut de recherche de la JICA. La JICA a aussi partagé ses idées avec la Banque mondiale sur le RDM 2014, *Gérer le risque pour le développement*, dès le premier stade de préparation. La JICA a fourni de nombreux documents d'information et contribué à la tenue d'un dialogue substantiel.

Le président Tanaka a été nommé membre du comité consultatif du Bureau du Rapport sur le développement humain (RDH) publié chaque année par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). C'est l'un des documents les plus influents dans le domaine du développement international. Le comité est constitué de chercheurs, de responsables politiques, de spécialistes du développement et d'autres acteurs du domaine, notamment des lauréats du prix Nobel. Le président Tanaka contribue à la préparation du RDH de l'année à venir.

Les Nations unies organisent chaque année depuis 2008 l'Expo mondiale sur le développement Sud-Sud. Parallèlement à cet événement, la JICA co-organise chaque année des réunions au niveau des directeurs généraux

de la coopération au développement avec le Bureau des Nations unies pour la coopération Sud-Sud. Les pays donateurs, les pays émergents et les pays en développement partagent leurs vues et expériences sur la coopération Sud-Sud et triangulaire. Cette réunion illustre les efforts de la JICA pour encourager ces types de coopération auprès de la communauté internationale. À l'Expo 2012, la JICA a reçu le prix de la coopération Sud-Sud pour récompenser quatre décennies d'activités pour la coopération Sud-Sud et le partage des connaissances, des bonnes pratiques et des enseignements dans ce domaine.

La JICA participe régulièrement à des dialogues stratégiques avec certains partenaires de développement, notamment avec des organisations internationales (régionales) telles que la Banque mondiale, la BASD, le PNUD, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et l'UE, ainsi que des donateurs bilatéraux d'autres pays développés, notamment l'Agence française de développement (AFD) pour l'aide à l'Asie, à l'Afrique et au Moyen-Orient, ainsi que sur le changement climatique et le développement urbain durable. La JICA travaille également avec l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ) sur le secteur de l'eau en Afrique, la Banque allemande de développement (KfW) sur plusieurs programmes environnementaux, et l'Agence australienne pour le développement (AusAID) pour l'aide aux pays du Pacifique et d'Afrique. La JICA renforce sa collaboration avec divers donateurs, notamment la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FISCR), la Fondation pour l'Asie, la Fondation Aga Khan et le Groupe de coordination arabe. En s'appuyant sur une coopération complémentaire dans des domaines où la JICA partage des intérêts communs avec ses partenaires, l'Agence entend améliorer sans cesse la qualité de son aide.

● Partenariats avec les pays émergents

Ces dernières années, la Chine, la Corée du Sud, la Thaïlande, l'Indonésie, le Brésil, la Turquie et d'autres pays émergents sont devenus des prestataires d'aide au développement. Les discussions sur la coopération au développement doivent intégrer le rôle majeur de ces pays. La JICA partage avec les pays émergents plusieurs approches et problèmes de développement qui reflètent les expériences du Japon, en tant qu'unique pays donateur de l'Asie durant de nombreuses années, ainsi que les connaissances acquises lors de sa propre croissance économique. De fait, la JICA dirige chaque année le Forum asiatique sur le développement afin de faire connaître les expériences de l'Asie en matière de développement et de se faire le porte-parole du continent. Lors de ce forum, les pays asiatiques, notamment les pays émergents, et les organisations internationales partagent leurs points de vue sur divers sujets tels que la croissance verte, la croissance inclusive, l'intégration de la réduction du risque de catastrophe, le programme de développement pour l'après-2015, ainsi que des approches pour résoudre les défis du développement en Asie.

Par ailleurs, la JICA renforce également ses partenariats avec le ministère du Commerce de la Chine et la Banque d'import-export de Chine, ainsi qu'avec l'Agence coréenne de coopération internationale (KOICA) et le Fonds de coopération et de développement économiques de la Corée (EDCF). En outre, un séminaire conjoint se tient chaque année entre les organisations de financement du développement en Asie, notamment la JICA, la Banque d'import-export de Chine, l'EDCF et l'Agence de coopération au développement économique des pays riverains (NEDA) de la Thaïlande.

Étude de cas

Diffusion internationale suite à la réunion annuelle de la Banque asiatique de développement

Mener la discussion sur la réduction du risque de catastrophe en Asie et dans le Pacifique

La 46^e réunion annuelle de la Banque asiatique de développement (BASD) a eu lieu à Delhi, en Inde, du 2 au 5 mai 2013. Le vice-président de la JICA, Kiyoshi Kodera, a participé en tant qu'intervenant à un séminaire intitulé « Vers le développement et la mise en œuvre d'une gestion intégrée du risque de catastrophe en Asie et dans le Pacifique » et il a mené un dialogue actif avec les autres participants.

« Quarante pour cent des catastrophes qui se produisent dans le monde ont lieu dans les régions Asie et Pacifique. Soixante-trois pour cent des décès, 90 % des zones affectées et 48 % des pertes économiques sont concentrées en Asie » a déclaré le vice-président de la BASD, Stephan Groff, dans son allocution d'ouverture, « l'échelle et la fréquence des catastrophes naturelles n'ont cessé de croître au cours des 40 dernières années, et les pertes économiques dépassent la croissance du PIB », a-t-il ajouté. Il a également souligné l'aggravation du risque de catastrophe naturelle en Asie.

Au sujet des récentes catastrophes, M. Groff a précisé : « Le grand séisme de l'est du Japon de 2011 et les inondations massives en Thaïlande sont deux catastrophes naturelles complexes qui ont eu un impact mondial de grande ampleur à travers la chaîne d'approvisionnement. Pour faire face à ce problème, parallèlement aux fonds publics, les financements privés sont fondamentaux pour la préparation et le rétablissement après une catastrophe ». Il a aussi mis en avant le rôle des ONG et des organisations de la société civile.

Tirer les enseignements du grand séisme de l'est du Japon et des inondations massives en Thaïlande

En s'appuyant sur l'exemple des inondations massives en Thaïlande, en 2011, et sur les réflexions et les idées tirées de l'expérience du Japon dans les années 1960 et 1970, M. Kodera a évoqué la difficulté et l'importance fondamentale d'accorder la priorité aux investissements pour la réduction du risque de catastrophe. Il a insisté sur le fait qu'au lendemain du séisme et des inondations, trois éléments sont apparus comme cruciaux pour améliorer les mesures de préparation et de prévention : (1) la connaissance du risque par la population générale ; (2) le réexamen continu et régulier des plans d'adaptation et de réponse aux changements environnementaux ; et (3) la multiplication de mesures de sécurité redondantes et sur plusieurs niveaux intégrées aux structures des routes, des ponts et des autres infrastructures bâties, notamment au niveau des fonctions de prévention des catastrophes.

M. Kodera s'est également concentré sur le concept



(De gauche à droite) M. Kodera (vice-président de la JICA), M. Groff (vice-président de la BASD), M. Kawai (Doyen de l'Institut de la BASD/modérateur), M. Reddy (vice-président de l'Autorité nationale de gestion des catastrophes de l'Inde), M. Watanabe (directeur exécutif et directeur opérationnel de l'ancienne JBIC) et M. Davis (Professeur à l'Université d'Oxford). *Fonctions assurées au moment de la photo (crédit photo : BASD)

de « Reconstruire mieux » afin de prévenir la répétition de catastrophes similaires en réduisant les vulnérabilités. Ce concept a également été introduit dans l'évaluation des besoins après une catastrophe menée conjointement par la Banque mondiale, la BASD et la JICA après les catastrophes de grande ampleur.

« Certaines études montrent qu'un dollar d'investissement dans la prévention équivaut à quatre à sept dollars d'investissement après la catastrophe. Il est fondamental de généraliser la prévention des catastrophes sous l'impulsion des gouvernements. La JICA fournira une aide à travers un nouveau dispositif, le crédit stand-by d'urgence pour le rétablissement urgent (SECURE) et par le développement d'une matrice politique visant à renforcer les capacités de prévention des catastrophes », a annoncé M. Kodera.

Réponse au grand séisme de l'est du Japon au cours des trois années depuis mars 2011

La JICA poursuit depuis trois ans les activités de soutien démarrées aussitôt après le séisme du 11 mars 2011. Au début, les principales activités comprenaient une aide directe, notamment la fourniture d'un abri aux personnes évacuées, l'envoi de personnel et d'anciens volontaires de la JICA, la coordination avec les organisations internationales étrangères, et la coopération avec les ONG, qui ont joué un rôle central dans l'aide aux populations des zones sinistrées. Aujourd'hui, la JICA s'emploie à partager et diffuser les informations, à compiler les enseignements tirés des efforts de reconstruction, et à soutenir les conférences internationales.

Concernant les dommages provoqués par le typhon Haiyan

(appelé Yolanda aux Philippines), qui a frappé le centre des Philippines les 8 et 9 novembre 2013, la JICA a fourni des informations sur l'étude des procédures de reconstruction après une catastrophe de grande ampleur, et des responsables de la ville d'Higashimatsushima, dans la préfecture de Miyagi, ont visité les zones touchées et donné des conseils en se basant sur les expériences du grand séisme de l'est du Japon.

La JICA utilise les expériences du Japon en matière de rétablissement et de reconstruction après une catastrophe de grande ampleur, notamment celles du grand séisme de l'est du Japon, pour la coopération internationale dans les pays en développement.

1.

Aide à la reconstruction après le séisme de Tohoku

- (1) Logement des personnes dans l'incapacité de retourner chez elles, abri pour les personnes évacuées, fourniture de matériel de prévention des catastrophes et d'espaces de stockage, et distribution des fonds collectés
- (2) Envoi de personnel de la JICA auprès d'ONG, de municipalités et d'universités, attribution d'espaces de bureaux aux ONG, et envoi d'assistants dans les écoles des zones touchées pour soutenir les opérations
- (3) Coordination de l'aide internationale de l'étranger, notamment du Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (UNOCHA), de l'équipe des Nations unies pour l'évaluation et la coordination en cas de catastrophe (UNDAC) et de l'équipe médicale d'Israël
- (4) Affectation des promoteurs pour la reconstruction d'Higashimatsushima
- (5) Envoi d'anciens volontaires de la JICA dans les zones touchées, en coopération avec l'Agence pour la reconstruction et l'Association japonaise pour la coopération à l'étranger (JOCA) [→ voir l'étude de cas page 109]
- (6) Coopération avec l'Organisation d'Higashimatsushima pour le progrès, l'économie, l'éducation et l'énergie (HOPE) pour l'accueil de responsables de la ville de Banda Aceh, en Indonésie
- (7) Transmission des messages de soutien du Japon et de l'étranger
- (8) Soutien aux visites d'enseignants japonais dans des zones touchées par une catastrophe à l'étranger
- (9) Envoi de responsables de la ville d'Higashimatsushima dans les zones affectées par le typhon Haiyan aux Philippines
- (10) Mise en œuvre, dans le cadre du programme de partenariat de la JICA en Indonésie, aux Philippines et au Cambodge, de projets proposés par les villes d'Higashimatsushima, de Kesenuma et de Tagajo, touchées par la catastrophe [→ voir l'étude de cas page 113]

2.

Partage et diffusion de l'information

- (1) Organisation de formations sur les procédures de reconstruction après le grand séisme de l'est du Japon
- (2) Organisation d'une exposition sur les bâtiments résistants aux catastrophes, au Japon, et aide à la prévention des catastrophes et à la reconstruction
- (3) Organisation d'une exposition photo pour présenter les anciens volontaires de la JICA qui ont soutenu le processus de reconstruction à Fukushima
- (4) Briefing des volontaires candidats de la JICA sur la situation actuelle et les progrès de la reconstruction à Fukushima
- (5) Introduction de l'aide à la reconstruction de l'étranger et des actions de la JICA dans les salles de classe

3.

Compilation des enseignements tirés des efforts de reconstruction

- (1) Mise en œuvre de l'étude sur les procédures de reconstruction après une catastrophe de grande ampleur et de l'étude sur l'intégration de la prévention
- (2) Mise en œuvre de l'étude sur l'approche de l'aide à la reconstruction
- (3) Traduction vers l'anglais des lignes directrices de base pour la réponse initiale aux catastrophes, préparées par le Bureau régional de Tohoku du ministère du Territoire, de l'infrastructure, du transport et du tourisme

4.

Soutien aux conférences internationales

- (1) Co-organisation avec le gouvernement de la conférence ministérielle mondiale sur la réduction des catastrophes de Tohoku
- (2) Soutien au dialogue de Sendai — événement spécial sur la gestion du risque de catastrophe du programme des réunions annuelles du Fonds monétaire international et du Groupe Banque mondiale de 2012
- (3) Co-organisation avec la Banque mondiale du séminaire intitulé « Partager les enseignements du grand séisme de l'est du Japon avec le reste du monde »
- (4) Préparation de la conférence mondiale des Nations unies sur la prévention du risque de catastrophe



Cambodge : Des enfants dans une école primaire au Cambodge. L'eau salubre est fournie par des installations développées avec l'aide de la JICA.

Modalités de la coopération/Opérations, gestion et évaluation

Modalités de la coopération

Coopération technique	122
Programmes de formation et de dialogue de la JICA	124
Prêts d'APD et financement des investissements du secteur privé.....	126
Dons	128
Suivi	130

Opérations, gestion et évaluation

Évaluation des opérations	131
Lignes directrices pour les considérations environnementales et sociales	132
Gestion du risque financier et d'investissement	135
Gestion de la sécurité et de la sûreté ...	136
Diffusion de l'information	137

Coopération technique

Renforcer les capacités des pays en développement par une aide à plusieurs niveaux

● Répondre aux besoins diversifiés

La coopération technique est une coopération d'individu à individu qui soutient le renforcement de l'ensemble des capacités des pays en développement à relever par eux-mêmes les défis du développement. Les besoins des pays en développement sont de plus en plus diversifiés et ne concernent plus seulement le développement de l'agriculture, des infrastructures de transport, des industries, des services de santé et d'éducation. Ces dernières années, ces besoins se sont étendus à d'autres domaines tels que le développement de systèmes juridiques, le passage à l'économie de marché, la consolidation de la paix, l'aide à la reconstruction et les mesures de protection de l'environnement et de lutte contre le changement climatique.

La formulation de plans de coopération sur mesure avec les pays en développement permet à la JICA d'intervenir à plusieurs niveaux en soutenant le développement des ressources humaines, le renforcement organisationnel et institutionnel ainsi que l'élaboration de politiques en utilisant l'expérience et les technologies du Japon et des pays en développement.

● Une combinaison efficace d'outils de coopération

1. Envoi d'experts

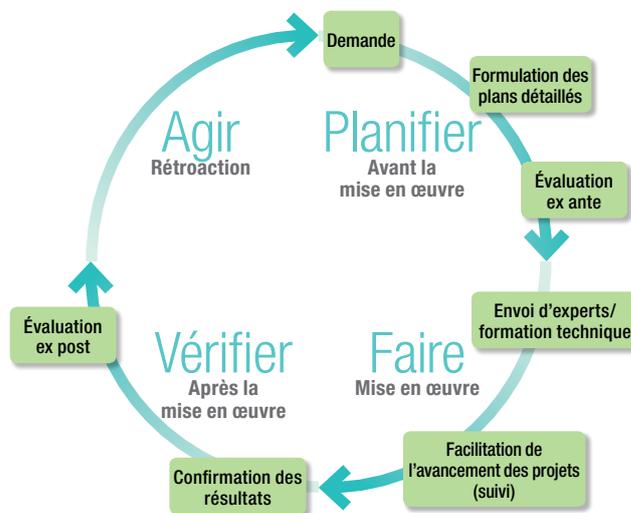
Les experts japonais sont détachés dans les pays en développement pour transférer les technologies et les connaissances requises aux représentants du gouvernement et aux ingénieurs locaux (homologues du pays partenaire). Parallèlement, ils travaillent avec ces homologues à développer et à diffuser des technologies et des systèmes adaptés au pays partenaire. Selon les spécificités linguistiques et régionales du pays partenaire, et en tenant compte de son histoire, la JICA peut aussi envoyer des experts de pays tiers (autres que le Japon ou le pays partenaire) afin d'offrir des services plus efficaces.

2. Formation technique

La JICA invite du personnel compétent de pays en développement, responsables des questions de développement économique et social, à participer à des formations au Japon. Ils participent à des programmes (notamment les programmes de formation en groupe par région ou les programmes de formation des jeunes dirigeants) en vue d'acquérir les connaissances et les technologies dont leur pays a besoin. La JICA



Projet d'extension de l'aquaculture continentale (Bénin) : Un expert examine les tilapias et les poissons-chats d'une ferme piscicole afin de promouvoir l'aquaculture continentale.
(Photo : Masataka Otsuka)



organise également des programmes de formation dans les pays tiers.

3. Fourniture d'équipements

Les équipements dont les experts ont besoin pour mettre en œuvre une coopération efficace sont fournis aux pays partenaires.

4. Projets de coopération technique

Combinant de manière optimale l'« envoi d'experts », la « formation technique » et/ou la « fourniture d'équipements », ces projets sont la clé de voûte de la coopération technique de la JICA. Leurs résultats sont le fruit d'une collaboration avec les homologues et les organisations associées du pays partenaire, à la planification, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation de projets [→ voir la figure].

Processus de mise en œuvre

1) Identification et élaboration des projets

La JICA identifie et élabore les projets à travers des discussions avec le gouvernement du pays partenaire, la collecte d'informations par les bureaux à l'étranger, des études préparatoires et d'autres activités.

2) Demande et approbation

La demande formulée par le pays partenaire sert de base au ministère des Affaires étrangères (MOFA) japonais, aux ministères et organismes concernés et à la JICA, pour décider de l'approbation d'un projet. Le gouvernement japonais envoie une notification d'approbation au pays partenaire suivie d'un échange de notes verbales par voie diplomatique.

3) Planification/Évaluation ex ante

Afin de clarifier les détails et les résultats escomptés du projet, mais aussi de vérifier le bien-fondé de sa mise en œuvre, une étude de planification détaillée est réalisée. Cinq critères : pertinence, efficacité, efficacité, impact et durabilité sont évalués dans le cadre de l'évaluation ex ante.



Projet d'amélioration des moyens d'existence des petits exploitants agricoles à Cajamarca (Pérou) : Un expert vérifie l'absence de maladie dans un champ de maïs violet et donne des conseils à ses homologues afin d'améliorer les moyens de subsistance des petits agriculteurs. (Photo : Kosuke Okahara)

4) Mise en œuvre/Suivi de l'avancement des projets

La JICA et l'organisation gouvernementale du pays partenaire signent le procès-verbal des discussions (PVD) relatif à la mise en œuvre du projet, au détail des activités et aux mesures requises.

Durant la mise en œuvre, la JICA et les organisations partenaires contrôlent régulièrement l'avancement du projet, en se basant sur les plans formulés au stade de la planification. Puis, les résultats sont évalués à la fin du projet.

5) Suivi/Évaluation ex post

Après l'achèvement du projet, une aide complémentaire peut être apportée si nécessaire. L'évaluation ex post est effectuée plusieurs années après l'achèvement du projet et les résultats de cette évaluation sont ensuite partagés en tant qu'enseignements, et servent de références pour l'élaboration et la mise en œuvre de projets similaires.

5. Coopération technique pour la planification du développement

Dans le cadre de son soutien à l'élaboration des politiques et des plans directeurs des pays en développement, la JICA fournit des technologies, en matière notamment de méthodes d'enquête, d'analyse et de planification, aux homologues du pays partenaire.

Une fois la coopération achevée, les pays partenaires s'appuient sur les résultats obtenus pour :

- 1) Élaborer des plans de développement sectoriel/régional ou de remise en état/reconstruction inspirés des recommandations ;
- 2) Mettre en œuvre des programmes (projets) grâce aux fonds obtenus auprès des organisations internationales et d'autres bailleurs ; et/ou
- 3) Exécuter les réformes organisationnelles/institutionnelles préconisées.

6. Coopération scientifique et technologique sur les questions mondiales

Le « partenariat pour la recherche scientifique et technologique pour le développement durable (SATREPS) » est un programme de coopération technique de la JICA qui vise à développer et appliquer de nouvelles technologies et à acquérir de nouvelles connaissances scientifiques par le biais d'activités de recherche conjointe. Le SATREPS a pour ambition de relever des défis mondiaux (en matière d'environnement, d'énergie, de catastrophes naturelles (prévention), de maladies infectieuses, d'approvisionnement alimentaire et autres problèmes qui nécessitent une coopération mondiale) via des partenariats entre les universités et les instituts de recherche du Japon et des pays en développement.

C'est un projet conjoint de l'Agence japonaise pour la science et la technologie, la Société japonaise pour la promotion de la science et la JICA [→ voir page 112 pour plus de détails].



Projet de soutien à l'administration des services sociaux – Promotion de la participation sociale de la communauté des sourds – Phase 2 (Myanmar) : Un cours d'amélioration des compétences est fourni aux formateurs en langue des signes. (Photo : Shinichi Kuno)

Programmes de formation et de dialogue de la JICA

Améliorer l'efficacité et l'efficacité des programmes de formation

● Vers une amélioration constante

Afin d'aider les pays en développement à résoudre leurs problèmes de développement, le département de la stratégie nationale et des partenariats de la JICA et les bureaux de la JICA au Japon gèrent et mettent en œuvre les programmes de formation et de dialogue, les programmes de coopération avec la participation des citoyens, et les partenariats avec les universités locales, en travaillant en étroite collaboration avec les bureaux de la JICA à l'étranger, les départements régionaux et les départements thématiques¹ chargés des activités de coopération dans les pays en développement.

Les programmes de formation et de dialogue de la JICA constituent l'une des activités principales de l'Agence au Japon. Des représentants des gouvernements et des divers domaines des pays en développement viennent au Japon pour participer à ces programmes organisés en coopération avec des organisations et communautés japonaises partenaires. Ces activités permettent aux participants d'acquérir les technologies et connaissances nécessaires pour s'attaquer aux problèmes de développement dans leurs pays.

Pour les programmes de formation et de dialogue, des vérifications permettent de garantir l'adéquation des formations avec les questions de développement prioritaires des pays participants et de se concentrer exclusivement sur des programmes de coopération associés à ces questions de développement. En outre, la JICA améliore constamment l'efficacité et l'efficacité des programmes de formation en étudiant les sujets à traiter dans chaque domaine concerné tel que l'éducation ou l'agriculture, tout en suivant l'évolution d'autres dispositifs de coopération.

Cela passe par l'examen individuel de chaque programme afin de déterminer s'il doit être mené au Japon. C'est pourquoi la JICA a également commencé une sélection des formations en se basant sur les connaissances et les savoir-faire de ses bureaux au Japon qui examinent et maîtrisent les caractéristiques de chaque région japonaise.

Pour une efficacité accrue des programmes de formation, il convient de maintenir des relations entre les participants étrangers après leur retour et de faire bon usage des opportunités d'échange d'informations, notamment en partageant les récits de succès et les bonnes pratiques. Plusieurs initiatives ont été prises à cet égard, notamment la création d'une page Facebook pour ces participants.

● Les bénéfices multiples des programmes de formation

Les programmes de formation et de dialogue de la JICA ont pour objectif principal de contribuer à la résolution des problèmes de développement des pays partenaires, mais ils présentent bien d'autres avantages.

À ce jour, plus de 310 000 personnes ont participé aux programmes de formation et de dialogue de la JICA. Les participants rencontrent de nombreux Japonais durant leur séjour et ils rentrent dans leur pays avec une compréhension et une connaissance approfondies du Japon et de la culture japonaise.

Simultanément, les visites de sites et certaines activités de formation conçues dans le cadre de ces programmes bénéficient aussi à la société japonaise. Par exemple, les entreprises peuvent obtenir des informations sur les pays en développement et commencer une relation qui peut aboutir au démarrage d'activités à l'étranger. Par ailleurs, les étudiants des universités qui organisent des programmes de formation peuvent enrichir leur vision du monde en échangeant avec les participants étrangers. Ainsi, les programmes de formation produisent des bénéfices supplémentaires en dynamisant les régions japonaises et en contribuant à la formation de personnes ayant des compétences et des connaissances mondiales.

Les programmes de formation et de dialogue de la JICA contribuent à

1. Le siège de la JICA compte cinq départements thématiques : le département des infrastructures et de la consolidation de la paix, le département du développement humain, le département de l'environnement mondial, le département du développement rural et le département du développement industriel et des politiques publiques.



Des participants du Myanmar suivent un cours sur le système de soins médicaux en zones isolées, organisé par la clinique Ohara dans la préfecture d'Okinawa (programme de formation en groupe par région : renforcement des systèmes de santé communautaires pour la lutte contre les maladies infectieuses (A))



Des participants de Banda Aceh, en Indonésie, lèvent un filet fixe pour attraper du saumon avec des pêcheurs locaux de la ville d'Higashimatsushima, dans la préfecture de Miyagi (programme de formation en groupe par région : nouveaux défis du développement régional au cours du processus de reconstruction)

la résolution des problèmes des pays en développement. Ils permettent en outre de former des experts et des spécialistes du Japon, de revitaliser des régions et de former des ressources humaines ayant une perspective mondiale. C'est pourquoi la JICA met en œuvre ses programmes de formation en identifiant ces bénéfices significatifs.

● Des programmes de formation uniques dans le monde

Les modes de mise en œuvre de la coopération technique peuvent être divisés en deux catégories ; la coopération à l'étranger par l'envoi d'experts des différents secteurs du développement et l'envoi de volontaires dans les pays partenaires ; et la coopération au Japon par l'invitation de participants de pays en développement. Les programmes de formation et de dialogue de la JICA, qui regroupent un ensemble varié de formations, correspondent à la deuxième catégorie.

Les programmes de formation au Japon ne permettent pas tant de partager les technologies et les compétences avancées japonaises que d'exploiter l'expérience et le savoir-faire du pays en matière de développement. Pour appréhender et comprendre les connaissances, les compétences et les expériences capitalisées par le Japon, il est souvent nécessaire d'expérimenter directement son savoir-faire institutionnel ainsi que le contexte et les mécanismes propres à son système social.

Les programmes de formation et de dialogue de la JICA donnent en outre aux participants de pays en développement la possibilité de prendre conscience et d'observer les expériences et la réalité de leur propre pays par le prisme du Japon. Ils peuvent ainsi analyser les problèmes de développement de leur pays sous un angle différent.

Le programme de formation en groupe par région est l'un des programmes de formation et de dialogue organisés par la JICA. Les formations sont dispensées à des participants de différents pays partenaires qui ont ainsi l'opportunité d'examiner les problèmes sous des angles différents, celui du Japon et de leur propre pays, mais aussi à l'aune de différents points de vue, dans le cadre d'échanges d'opinions et d'informations avec d'autres stagiaires. La formation permet par conséquent d'acquérir une vision pertinente des problèmes et d'ouvrir

les horizons des participants.

Les programmes de formation et de dialogue sont donc un outil essentiel de la coopération technique pour promouvoir le renforcement des ressources humaines et résoudre les problèmes des pays en développement en exploitant les connaissances, compétences et l'expérience du Japon.

La JICA accueille environ 11 000 participants chaque année, pour l'essentiel dans dix bureaux et trois centres internationaux répartis à travers le Japon. La majorité des participants sont affiliés aux gouvernements partenaires. Cependant, l'augmentation du nombre de participants issus d'ONG et du secteur privé ces dernières années reflète la diversification des besoins des pays en développement et la plus grande portée des programmes de coopération du Japon.

Les programmes de formation sont entrepris en partenariat avec le gouvernement central, des administrations locales, des universités, des entreprises du secteur privé, des organismes d'intérêt public, des ONG et d'autres organisations. La participation de divers organismes nationaux permet d'aborder des problèmes de développement à la fois complexes et vastes.

Par leur ampleur et la diversité des domaines représentés, les programmes de formation et de dialogue de la JICA restent inégalés dans le monde et constituent une caractéristique essentielle et exceptionnelle de la coopération internationale japonaise.



En mars 2013, une page Facebook a été créée pour les participants aux programmes afin de maintenir et d'approfondir les liens entre les participants étrangers et les organisations concernées et de renforcer la coopération.

Prêts d'APD et financement des investissements du secteur privé

Apports d'aide concessionnelle pour soutenir le développement et l'appropriation des régions en développement

Contribuer au développement durable des régions en développement

Dans bien des pays en développement, l'infrastructure économique et sociale est insuffisante, notamment les services de l'électricité, du gaz, des transports, ainsi que les systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Ces dernières années, des enjeux mondiaux tels que le VIH/sida et d'autres maladies transmissibles, la pollution de l'air et de l'eau, le changement climatique, les conflits et le terrorisme, ainsi que les crises financières sont venus s'ajouter aux problèmes de pauvreté. Pour répondre à ces enjeux, la communauté internationale a fixé des objectifs communs, les OMD (objectifs du Millénaire pour le développement), tandis que chaque pays formulait une série de mesures.

Les prêts d'APD constituent des apports de fonds relativement importants, accordés à des conditions concessionnelles aux pays et régions en développement, afin de soutenir leurs efforts de croissance et leurs initiatives de développement.

Prêts d'APD

● Soutenir et stimuler l'appropriation des pays en développement

L'appropriation est essentielle pour la croissance économique et la réduction de la pauvreté des pays en développement. Étant assortis d'un remboursement, les prêts d'APD favorisent une utilisation efficiente des fonds empruntés et une supervision adaptée des projets qu'ils financent, facilitant ainsi l'appropriation des pays en développement. Les prêts d'APD exercent par ailleurs une pression budgétaire relativement faible pour l'État japonais et constituent par conséquent un instrument pérenne de l'APD.

● Déroulement des prêts d'APD : Cycle du projet

Les prêts d'APD comportent six étapes. Les enseignements tirés de l'évaluation ex post, qui constitue la dernière étape du cycle du

Cycle d'un projet de prêt d'APD



projet, sont réinjectés dans la préparation des nouveaux projets. Cet enchaînement de phases est appelé le « cycle du projet ».

● Types de prêts d'APD

1. Prêts pour les projets

1) Prêts-projets

La grande majorité des prêts d'APD sont des prêts-projets. Ce type de financement permet la fourniture d'installations, d'équipements et de services, et/ou la réalisation de travaux de génie civil et d'autres travaux associés, notamment des routes, des centrales électriques ou des installations d'irrigation, d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

2) Prêts pour les services d'ingénierie (SI)

Les prêts de ce type sont utilisés pour les services d'ingénierie (SI) nécessaires aux stades de l'étude et de la planification des projets. Ces services comprennent des études de faisabilité, des études approfondies du projet sur site, des avant-projets détaillés et la préparation des documents d'appel d'offres. Comme pour le prêt-projet, l'obtention de ce type de prêt est subordonnée à l'exécution préalable d'une étude de faisabilité ou similaire, et à la confirmation de la nécessité et de la pertinence du projet.

3) Prêts aux intermédiaires financiers

Ces prêts sont octroyés aux institutions financières du pays bénéficiaire en s'appuyant sur le système financier du pays concerné. Ils financent la mise en œuvre des politiques définies, notamment la promotion des PME dans les secteurs de la production manufacturière, de l'agriculture et des autres industries spécifiées, ainsi que la construction d'installations destinées à améliorer le niveau de vie des personnes ayant de faibles revenus. Ces prêts sont dits « en deux temps », car les fonds transitent par au moins deux institutions financières avant de parvenir aux bénéficiaires finaux. Ce type de prêt permet de proposer des fonds à un grand nombre de bénéficiaires finaux dans le secteur privé. Étant accordés par des institutions financières locales, ils permettent également de renforcer les capacités opérationnelles de ces institutions et de développer le secteur financier des pays bénéficiaires.

4) Prêts sectoriels

Les prêts sectoriels servent à la fourniture de matériel et d'équipements, de services et de conseils requis pour la mise en œuvre des plans d'aménagement d'un secteur particulier comprenant plusieurs sous-projets. D'autre part, ils contribuent à l'amélioration des politiques et des systèmes du secteur concerné.

2. Prêts hors projets

1) Prêts-programmes

Les prêts de ce type soutiennent la mise en œuvre de stratégies nationales et de stratégies de réduction de la pauvreté des pays en développement qui souhaitent améliorer leurs politiques et opérer des réformes globales de leurs systèmes. Depuis quelques années,

le type de prêt le plus courant consiste à intégrer directement l'apport de ressources dans le budget du pays ciblé. Après confirmation de la mise en œuvre des premiers éléments de réforme, les consultations se poursuivent dans le cadre d'un soutien aux réformes à long terme. Dans de nombreux cas, les prêts de ce type prennent la forme d'un cofinancement avec la Banque mondiale ou d'autres banques multilatérales de développement (BMD).

2) Prêts de soutien à la balance des paiements

Ces prêts sont accordés aux pays en développement confrontés à des difficultés économiques et exposés à des taux de change toujours plus défavorables. Ils permettent de financer les importations urgentes et essentielles de matériel, et de stabiliser l'économie. Ces prêts sont souvent utilisés pour importer des marchandises dont les gouvernements du Japon et du pays bénéficiaire auront convenu au préalable : machinerie industrielle et matières premières, engrais et pesticides, machines agricoles ou d'autres types.

3) Prêts-programmes sectoriels

Ces sont des prêts de soutien à la balance des paiements qui servent également à soutenir les politiques de développement dans les secteurs prioritaires des pays partenaires. Les fonds en devises locales (fonds de contrepartie), d'un montant correspondant à celui qui a été versé à l'importateur en devises étrangères, sont utilisés pour des investissements destinés au développement d'un secteur spécifique.

Financement des investissements du secteur privé

● Soutien aux projets de développement du secteur privé dans les pays en développement

Ces dernières années, avec la forte progression de l'aide des organisations internationales et des donateurs européens et américains

au secteur privé, ce dernier joue un rôle de plus en plus important dans le développement économique et social des pays en développement. Le financement des investissements du secteur privé vise à stimuler l'activité économique et à améliorer le niveau de vie des populations des pays en développement par des prêts et des participations au capital pour des projets entrepris par le secteur privé dans les pays en développement. La reprise intégrale du financement des investissements du secteur privé est devenue effective en 2012 à l'issue de la phase pilote commencée en 2011.

● Étendue de l'aide

Le financement des investissements du secteur privé étant réservé à des projets ayant un haut niveau d'efficacité, le programme cible les trois domaines suivants : (1) les infrastructures et l'accélération de la croissance ; (2) les OMD et la réduction de la pauvreté ; et (3) le changement climatique.

● Structure organisationnelle de l'évaluation et du contrôle du risque

Le financement des investissements du secteur privé a repris avec une structure organisationnelle adaptée pour l'évaluation et le contrôle du risque. Parallèlement aux vérifications et contrôles mutuels entre les départements concernés, la JICA assure une gestion de portefeuille pour l'ensemble du programme par un compte indépendant¹, et elle renforce sa capacité à mettre en œuvre des projets, et à évaluer et gérer les risques.

1. Au 31 mars 2014, sur le compte indépendant réservé au financement des investissements du secteur privé, les prêts représentent 1,3 milliard JPY et les actions des sociétés liées 67,3 milliards JPY. À la même date, les revenus ordinaires représentent 24,5 milliards JPY (dont 24,4 milliards JPY de dividendes sur les placements) et le revenu net est de 20,2 milliards JPY pour l'exercice 2014. Le compte indépendant a reçu des actifs suite aux opérations de financement des investissements du secteur privé le 1^{er} octobre 2008, lorsque la JICA a adopté sa structure actuelle. Les revenus ordinaires sont divisés en dividendes sur les placements, en intérêts sur les prêts et autres revenus liés au financement des investissements du secteur privé. Les dépenses ordinaires sont constituées des pertes de valeur des actions des sociétés liées, des pertes sur les titres de placement, des intérêts sur les emprunts, des provisions en prévision de pertes liées aux prêts, des dépenses d'externalisation et d'autres dépenses liées au financement des investissements du secteur privé. Les revenus et dépenses qui ne sont pas directement liés au financement des investissements du secteur privé (dépenses d'amortissement, dépenses immobilières, dépenses liées au personnel, etc.) n'apparaissent pas sur le compte indépendant.

Étude de cas

Philippines : Crédit stand-by d'urgence pour le rétablissement urgent

Préparation aux futures catastrophes

La JICA a signé un accord de prêt d'APD avec le gouvernement des Philippines pour contribuer au rétablissement d'urgence en cas de catastrophe de grande ampleur et pour renforcer les capacités du pays à réduire et contrôler les risques de catastrophes.

Premier crédit stand-by d'urgence pour le rétablissement urgent

En mars 2014, la JICA a signé un accord de prêt d'APD avec le gouvernement des Philippines pour la fourniture d'un prêt d'APD de 50 milliards JPY dans le cadre du « crédit stand-by post-catastrophe ». C'est la première utilisation du dispositif de la JICA dit de « crédit stand-by d'urgence pour le rétablissement urgent » (SECURE) qui vise à répondre rapidement aux besoins financiers liés aux activités de rétablissement après une catastrophe.

Les Philippines sont considérées comme l'un des pays les plus exposés aux catastrophes. Des catastrophes naturelles affectent le pays

chaque année, causant des pertes économiques et humaines colossales tout en endommageant l'infrastructure sociale. Ces dommages affectent les activités économiques du pays sur le long terme. Très récemment, en novembre 2013, le typhon Yolanda a frappé le pays de plein fouet, notamment les îles de Leyte, Samar, Cebu, Panay, Bohol et Negros, en faisant plus de 6 000 morts et des dégâts colossaux.

Avec le changement climatique, qui se manifeste par une montée du niveau de la mer et de l'intensité des tempêtes, les catastrophes deviennent de plus en plus préoccupantes. Ainsi, la réponse au risque de catastrophe est devenue une priorité urgente

pour le gouvernement philippin.

Afin d'agir dans ce contexte difficile, le gouvernement des Philippines s'efforce d'améliorer ses capacités de réduction et de gestion du risque de catastrophe par l'établissement de plusieurs politiques : (1) formulation du plan national de réduction et de gestion du risque de catastrophe et renforcement des gouvernements locaux (2) introduction d'une gestion intégrée des ressources hydriques ; et (3) gestion de l'information pour la réduction et la gestion du risque de catastrophe.

Cet accord de prêt a pour ambition de renforcer les capacités du pays en matière de réduction et de gestion du risque de catastrophe en aidant le gouvernement des Philippines à mettre en œuvre ses politiques tout en répondant aux besoins financiers temporaires lors de catastrophes de grande ampleur.

Dons

Une coopération financière destinée à construire l'infrastructure sociale des pays en développement

● Construire les fondations pour l'avenir des pays

Un don est une aide financière sans obligation de remboursement de la part du pays en développement bénéficiaire (pays partenaire). Ciblent principalement les pays à faible revenu, ce type d'aide couvre un large éventail d'activités, comme le développement de l'infrastructure économique et sociale, l'éducation, le VIH/sida, la santé infantile ou l'environnement, destinées à jeter les bases du développement futur de ces pays.

Hormis les dons gérés directement par le ministère japonais des Affaires étrangères dans le cadre de la politique diplomatique, la JICA assure la gestion de l'ensemble des dons et des activités associées telles que les études préparatoires, les conseils et recommandations aux pays partenaires pour la mise en œuvre des projets, ainsi que la gestion après-projet.

● Procédure d'exécution des projets de dons

1) Identification et formulation

Sur la base des discussions avec le gouvernement du pays partenaire, la JICA conduit diverses études, notamment préparatoires, examinant ainsi sous divers angles la situation du pays, les objectifs du projet, l'étendue de la coopération, les structures d'exécution et de gestion et les résultats attendus du projet. Les fonds requis sont calculés sur la base de ces informations.

2) Examen et approbation des projets

La JICA communique au gouvernement japonais toutes les informations relatives au processus de mise en œuvre et aux résultats des études préparatoires, elle vérifie le bien-fondé du projet et examine le contenu de la coopération.

En s'appuyant sur les résultats des études, le gouvernement

japonais procède aux vérifications nécessaires et assure la mise à disposition des fonds, avant de soumettre ses propositions à l'approbation finale du Cabinet.

3) Échange de notes et accord de don

Après l'approbation du Cabinet, le gouvernement du pays partenaire et le gouvernement du Japon signent les documents de l'échange de notes récapitulant les objectifs et le contenu de la coopération pour le projet concerné.

La JICA signe alors avec le gouvernement du pays partenaire un « accord de don » qui définit les conditions de l'aide.

4) Mise en œuvre des projets

À cette étape qui fait suite à la signature de l'échange de notes et de l'accord de don, la JICA fournit des conseils et des recommandations sur la mise en œuvre du projet, au pays partenaire et aux consultants. Ces avis techniques et recommandations garantissent le respect des délais et des procédures de construction d'installations et de fourniture de matériel et d'équipements, à compter de la date de la signature de l'accord de don jusqu'à la fin des travaux de construction, en passant par la remise du matériel et des équipements.

5) Gestion de l'après-projet

Au terme de la coopération, le gouvernement du pays partenaire prend en charge la maintenance et le fonctionnement. Des problèmes inattendus, comme les pannes d'équipement, peuvent cependant survenir. La JICA assure alors un suivi post-projet [→ voir page 130 pour plus de détails] sous la forme de fourniture de matériel et d'équipements, d'envoi d'équipes de réparation, et de travaux de réparation d'urgence, destinée à pérenniser l'efficacité de l'aide.

Types de dons (mis en œuvre par la JICA)

Intitulé du programme	Résumé
Dons pour les projets généraux	Soutien aux projets mis en œuvre pour répondre aux besoins essentiels de l'être humain tels que l'éducation ainsi que la construction d'hôpitaux, d'écoles et de routes, l'achat de matériel et d'équipements pour les véhicules de transport en commun, etc.
Dons pour l'autonomisation communautaire	Soutien au développement intégré de compétences dans les communautés dont l'existence ou les conditions de vie sont menacées.
Dons pour la prévention des conflits et la consolidation de la paix	Soutien au développement des infrastructures économiques et sociales nécessaires dans les pays en situation post-confliktuelle.
Dons pour la prévention des catastrophes et la reconstruction	Soutien en matière de prévention et de reconstruction après des catastrophes.
Dons pour l'environnement et la lutte contre le changement climatique	Soutien à l'adoption de politiques et à la planification de mesures pour lutter contre le changement climatique, etc., et aux projets associés.
Dons pour les stratégies de réduction de la pauvreté	Soutien budgétaire aux pays mettant en œuvre des stratégies de réduction de la pauvreté.
Dons pour le développement des ressources humaines (bourses d'études)	Soutien à la formation de jeunes fonctionnaires.
Dons pour la pêche	Soutien aux projets de promotion de l'industrie de la pêche.
Dons pour la culture	Soutien à l'acquisition d'équipements et au développement d'installations nécessaires pour promouvoir la culture, etc.
Dons pour la coopération antiterroriste et le renforcement de la sécurité	Soutien au renforcement de mesures de lutte contre la piraterie et d'autres actions de sécurité publique.

● Nouveaux efforts

1. Mise en œuvre du programme de dons

(promotion de la restauration, reconstruction et autres activités)

Pour la restauration ou le rétablissement après un conflit ou une catastrophe, il est nécessaire d'apporter une réponse rapide et adaptée à un ensemble de besoins divers et en constante mutation. En se basant sur les enseignements tirés des activités passées, notamment des projets de dons pour le séisme de Sumatra et le tsunami dans l'océan Indien, la JICA et le ministère des Affaires étrangères ont lancé un programme de dons visant à utiliser de manière flexible plusieurs types d'approvisionnements dans le cadre d'un seul échange de notes et d'un seul accord.

Lors de l'exercice 2013, la JICA a signé un accord de don pour le projet d'amélioration urgente du système d'approvisionnement en eau pour les communautés accueillant les réfugiés syriens dans les gouvernorats du nord (Jordanie) et elle a formulé un programme de restauration et de reconstruction après le passage du typhon Haiyan (Yolanda) aux Philippines. [→ voir l'étude de cas]

2. Dons supplémentaires

La JICA et le ministère des Affaires étrangères ont amélioré la procédure permettant de modifier les projets de dons pour faire face rapidement et de manière adaptée aux changements brusques des taux de change, entre autres phénomènes. Cette nouvelle procédure a été appliquée en 2013 à un total de neuf projets, notamment au projet de restauration du pont Democracia au Honduras.

Avec le fonds de réserve, introduit à titre d'essai, la procédure de modification a été améliorée pour faire face avec flexibilité aux risques inattendus dans les pays en développement, notamment aux augmentations soudaines du coût du matériel, aux écarts entre les conditions prévues et réelles de construction, à la détérioration de l'ordre public et à l'instabilité politique, ainsi qu'aux catastrophes naturelles, afin de soutenir les contractants japonais dans la mise en œuvre des projets.

Étude de cas

Aide sous forme de don pour améliorer l'environnement des affaires

Renforcement de l'exportation des systèmes d'infrastructures

Améliorer le fonctionnement de la Banque centrale du Myanmar

La demande d'infrastructures au niveau mondial est immense, notamment dans les pays en développement et principalement dans les pays émergents. En outre, le développement des infrastructures est indispensable pour assurer la croissance durable et le développement social de ces pays.

Afin de renforcer le développement des infrastructures et d'améliorer l'environnement des affaires dans les pays en développement, le Japon utilise l'APD pour promouvoir ses technologies, son savoir-faire et ses autres atouts afin d'en faire des normes internationales en intensifiant les exportations d'infrastructures par des entreprises japonaises.

Conformément aux politiques gouvernementales

japonaises, la JICA poursuit son aide au Myanmar, qui a reçu le plus grand volume de dons lors des exercices 2012 et 2013, par la modernisation des infrastructures opérationnelles de la Banque centrale.

Un accord de don pour la mise en place de systèmes de technologies de l'information et des communications (TIC) a été signé en octobre 2013, afin de maintenir et d'améliorer la crédibilité du secteur financier et de rectifier les problèmes de fonctionnement de la Banque centrale.

Ce projet devrait améliorer l'efficacité des opérations de la Banque centrale et moderniser le



Espace de bureaux de la Banque centrale du Myanmar : De nombreuses opérations, comme les versements de fonds et les règlements de titres, sont effectuées à la main sur des feuilles de registre.

secteur financier du Myanmar par des technologies et des savoir-faire de haut niveau dans les systèmes de TIC fournis par les entreprises japonaises et les entités liées.

Étude de cas

Philippines : Création d'un programme de dons en appui à la restauration et à la reconstruction après le passage du typhon Yolanda

Mieux reconstruire : Rebâtir en mieux les zones sinistrées

Édifier une société résiliente aux catastrophes

Le typhon Haiyan, baptisé Yolanda aux Philippines, a touché les Visayas et les zones environnantes du centre des Philippines en novembre 2013, tuant plus de 6 000 personnes, détruisant plus d'un million de logements et forçant près de quatre millions d'habitants à évacuer.

La JICA a réagi immédiatement, notamment en envoyant une équipe médicale du Secours d'urgence du Japon et du matériel de secours, mais aussi en étudiant les besoins à moyen et long terme pour la restauration et la reconstruction, et en réfléchissant aux moyens d'optimiser

l'efficacité des dons. Au cours de ce processus, la JICA a partagé avec le gouvernement des Philippines le concept « Reconstruire mieux », visant non seulement à aider une zone touchée à se rétablir, mais aussi à la reconstruire en mieux, conformément aux intentions formulées dans les politiques de planification des dons de l'Agence.

Avec les dons, la JICA vise une restauration et une reconstruction rapides des infrastructures sociales telles que les installations médicales, les écoles et les bâtiments gouvernementaux ; des infrastructures économiques telles que les aéroports et les systèmes électriques ; et des infrastructures pour la prévention des catastrophes telles

que les radars météorologiques, pour participer à l'édification d'une société résiliente aux catastrophes dans les zones touchées par Yolanda.

La JICA a déjà commencé la mise en œuvre de ces mesures, avec des conseils techniques basés sur ses expériences passées, notamment en matière de reconstruction après le grand séisme de l'est du Japon et, parallèlement au projet de réhabilitation et de rétablissement après le typhon Yolanda, une étude d'aide d'urgence pour soutenir des activités telles que la création de plans de restauration de moyen à long terme pour établir une zone résistante aux catastrophes.

Suivi

Le suivi ajoute de la valeur aux projets

● Soutien post-projet

Les projets de coopération conduits par la JICA se terminent à l'issue d'une période prédéterminée. La JICA met en place des activités de suivi des projets achevés afin d'évaluer les efforts d'auto-assistance du pays partenaire destinés à maintenir et renforcer les résultats du projet. La JICA déploie également une aide supplémentaire lorsque cela est nécessaire. Ces activités relèvent du « suivi post-projet » qui se divise en deux catégories principales.

1. Suivi en vue de résoudre des problèmes liés aux installations et équipements

Ce type de coopération consiste à travailler avec les pays partenaires pour résoudre les problèmes liés aux installations construites ou aux équipements fournis dans le cadre de projets de coopération de la JICA. Plusieurs facteurs peuvent être à l'origine de ces problèmes, notamment des dégâts causés par des catastrophes naturelles, un manque de ressources financières des pays partenaires dû à une dégradation de la situation économique, ou des difficultés liées à la maintenance des installations et des équipements.

Par exemple, le Japon déploie une aide pour l'industrie de la télévision en Afghanistan depuis les années 1970. Pour développer cette industrie, la JICA a fourni un don au pays pour le projet d'installation d'équipements de diffusion et d'autre matériel en 2002 et 2003. Cette contribution a permis une diffusion ininterrompue des programmes dans plusieurs langues.

Cependant, dix ans après la fin du projet, la détérioration due au vieillissement des équipements a posé des problèmes aux installations de diffusion. Les efforts d'auto-assistance n'étant pas assez efficaces pour résoudre ces problèmes, la JICA a assumé le renouvellement et la réparation des équipements dans le cadre du suivi post-projet.

Au cours de cette rénovation technique, des équipements pour la production de programmes numériques ont été installés et la JICA a invité au Japon des ingénieurs spécialisés dans les médias pour suivre des formations sur l'utilisation des équipements. Ce suivi post-projet a permis une diffusion stable des programmes télévisés ; contribuant ainsi à l'amélioration de la vie des Afghans.

2. Suivi en vue d'étendre les bénéfices du projet

L'autre type de suivi consiste à apporter une aide supplémentaire aux pays partenaires pour ajouter une valeur à des projets ou des programmes de formation achevés, et ce conformément aux objectifs initiaux des projets, encourageant ainsi la pérennité et l'élargissement de leurs bénéfices. En 2012, par exemple, des participants du Kazakhstan ont reçu une formation au Japon sur le renforcement de l'administration pour la gestion des catastrophes. Ces derniers ont été vivement impressionnés par les technologies japonaises de construction parasismique et par les efforts de gestion des catastrophes basés sur les communautés. Cette expérience les a incités à organiser un séminaire dans leur pays pour populariser ces techniques et technologies.

En août 2013, le séminaire a été organisé avec succès grâce au soutien du suivi post-formation. Le séminaire a eu lieu à Almaty, la ville la plus peuplée du Kazakhstan. Cette ville étant principalement



Un ingénieur afghan écoute les explications sur le fonctionnement d'une caméra de télévision.
(crédit photo : Sony Corporation)

constituée de bâtiments vieillissants construits durant l'ère soviétique, un séisme important ne manquerait pas d'y provoquer des dommages colossaux. Almaty devait rénover de toute urgence ses bâtiments pour qu'ils puissent résister aux séismes et sensibiliser ses habitants à la gestion des catastrophes. Pendant le séminaire, des présentations ont été effectuées par des responsables nationaux et locaux du ministère des Situations d'urgence, où travaillent les anciens participants du programme de formation de la JICA, ainsi que par des membres du Bureau d'Almaty pour la prévention des catastrophes et d'instituts de recherche. De plus, des participants issus du Centre asiatique de réduction des catastrophes ont présenté les efforts du Japon à d'autres participants au séminaire et partagé les résultats du programme de formation au Japon.

● Soutien aux associations d'anciens participants aux programmes de formation

Depuis la création des programmes de formation, la JICA a accueilli au Japon plus de 310 000 participants issus de pays en développement. Ces participants sont appelés à jouer un rôle clé dans le futur développement de leurs pays respectifs et ils deviennent à la fois des « atouts humains importants » et des intermédiaires entre le Japon et de nombreux pays du monde entier. Afin d'entretenir et d'approfondir les liens d'amitié avec ces participants, qui ont une compréhension positive du Japon, et de renforcer les compétences et les connaissances acquises, la JICA soutient, dans le cadre du suivi post-formation, l'établissement et le fonctionnement des associations d'anciens participants dans les pays d'origine. En 2013, il existait 130 associations de ce type dans le monde.

Par exemple, dans les pays de l'ANASE, les participants au « programme de formation des jeunes dirigeants » (ancien programme d'invitation de la jeunesse) ont créé des associations d'anciens participants dans leurs pays. Leurs activités portant sur l'ensemble de la région de l'ANASE, l'Association pour l'amitié ANASE-Japon au 21^e siècle (AJAFA-21) a été établie en 1988. Cette organisation joue un rôle clé pour stimuler les interactions entre anciens participants des pays de l'ANASE, en organisant chaque année des forums d'échange et des réunions.

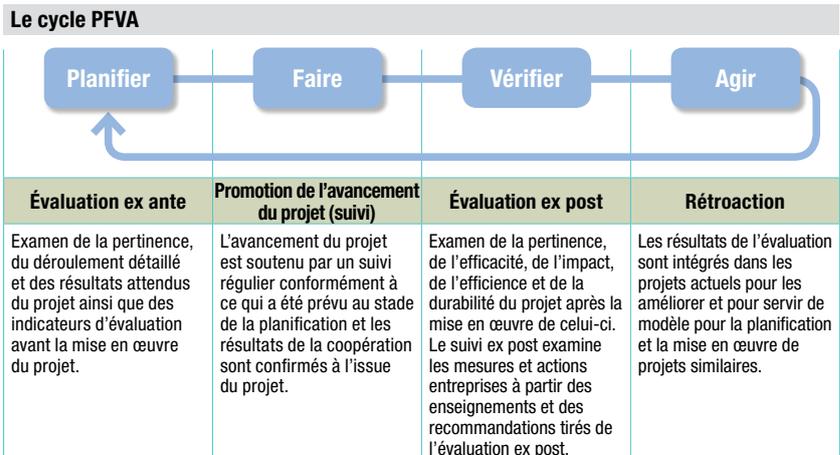
En février 2014, l'Association des anciens participants d'Indonésie a organisé une conférence internationale, à Jakarta, intitulée « Développement urbain durable dans les pays de l'ANASE et formation de la communauté de l'ANASE pour 2015 ». La conférence a été un succès grâce aux réseaux d'anciens participants et en suscitant la coopération d'institutions japonaises et de banques locales, etc.

En outre, la conférence a accueilli des participants de nombreuses institutions, notamment du Secrétariat de l'ANASE, de la délégation japonaise de l'ANASE, de l'Office national du tourisme japonais, de la Fondation du Japon et des gouvernements locaux. Soixante-dix participants issus de neuf pays, notamment des représentants de l'ensemble des pays de l'ANASE, ont confirmé l'importance de partenariats accrus entre le Japon et l'ANASE dans divers domaines, notamment pour la gestion des catastrophes. Autrement dit, cet événement a symbolisé les liens solides qui unissent le Japon et l'ANASE.

Évaluation des opérations

La JICA utilise le cycle Planifier-Faire-Vérifier-Agir (PFVA) pour procéder à l'évaluation de tous les projets et programmes, notamment de coopération technique, de prêts ou de dons. La JICA se sert d'un cadre d'évaluation et de suivi commun qui couvre les stades précédant et suivant l'exécution, l'exécution et la rétroaction, tout en intégrant les caractéristiques de chaque instrument d'aide, telles que la durée de l'aide et le délai prévu pour obtenir les résultats escomptés.

En conduisant une évaluation tout au long du cycle PFVA, la JICA entend améliorer les résultats de développement de ses opérations.



● Caractéristiques des évaluations de la JICA

1. Les différentes étapes de l'évaluation du cycle PFVA

[→ voir la figure ci-dessus]

2. Des méthodologies et des critères cohérents pour les trois instruments d'aide

La JICA s'efforce de réaliser des évaluations et d'utiliser les résultats en se basant sur un cadre cohérent et une méthode d'évaluation standard, tout en prenant en considération les caractéristiques de chaque instrument d'aide.

Par exemple, la JICA conduit le suivi et l'évaluation selon le cycle PFVA, conformément aux critères du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), en tant que critères internationaux d'évaluation de l'APD. Les résultats des évaluations sont publiés selon un système de notation établi par la JICA.

Perspectives d'évaluation utilisant les critères du CAD pour l'évaluation de l'aide au développement

Pertinence	Mesure dans laquelle l'activité d'aide correspond aux priorités et aux politiques du groupe cible, du bénéficiaire et du bailleur de fonds. Est-ce que l'objectif des activités d'aide correspond aux besoins des bénéficiaires ? Est-ce que les activités et les extrants du programme correspondent à l'objectif global et ont-ils participé à la réalisation des objectifs spécifiques ?
Efficacité	Mesure dans laquelle les objectifs du programme ou projet ont été atteints.
Impact	Effets positifs et négatifs du projet. Cela comprend les effets directs et indirects ainsi que les effets intentionnels ou non intentionnels.
Efficience	Mesure les extrants en fonction des intrants pour déterminer si les ressources sont converties en résultats de façon économe.
Durabilité	Mesure si les avantages du projet sont susceptibles de se poursuivre après son achèvement.

3. Analyse globale et intersectorielle à travers l'évaluation thématique

La JICA conduit des évaluations thématiques en sélectionnant certains critères tels que la région, le secteur et les modalités de l'aide. Les évaluations des projets relevant de la même catégorie sont ensuite analysées et examinées de manière exhaustive.

Le processus comprend l'identification de certaines tendances ou de certains problèmes, regroupés sous un même thème, ainsi qu'une analyse complète où plusieurs projets sont comparés pour faire apparaître les caractéristiques et les bonnes pratiques pour le thème en question. Les évaluations thématiques ont pour objectif de fournir des recommandations et des enseignements liés à chaque thème. Elles sont également conduites dans une perspective de développement des méthodes d'évaluation, notamment de nouveaux modes d'évaluation des programmes de coopération.

4. Garantir l'objectivité et la transparence

La JICA réalise des évaluations externes dans le cadre des évaluations ex post qui nécessitent une vérification objective des résultats de l'exécution des projets. Une tierce partie assure l'évaluation lorsque les projets dépassent une certaine taille. Par ailleurs, les résultats des évaluations ex post sont mis en ligne sur le site internet de la JICA afin de garantir leur transparence.

Enfin, afin d'intégrer les points de vue de tierces parties dans les évaluations, des conseils sur le cadre, la structure et les méthodes de l'évaluation sont fournis par le Comité consultatif sur les évaluations, constitué d'experts extérieurs à la JICA.

5. Utilisation des résultats d'évaluation, maintien et amélioration de la qualité

L'objectif des évaluations de projets de la JICA comprend l'amélioration de la qualité des phases « Planifier » et « Faire » du cycle PFVA en utilisant les résultats d'évaluation de la phase « Agir », ce que l'on appelle aussi « rétroaction ». Pour y parvenir, la JICA travaille constamment à maintenir et améliorer la qualité de ses évaluations.

La JICA utilise les recommandations, les enseignements, ainsi que les analyses et les évaluations globales des évaluations thématiques pour établir ses stratégies de coopération, notamment pour les programmes de coopération et les lignes directrices thématiques de la JICA.

La JICA transmet les résultats des évaluations au gouvernement partenaire afin de permettre leur intégration dans les projets, les programmes et les politiques en amont telles que les politiques de développement de ces gouvernements.

Lignes directrices pour les considérations environnementales et sociales

● Lignes directrices de la JICA pour les considérations environnementales et sociales

Un projet, même s'il vise le développement social et économique, n'en comporte pas moins un risque d'impact négatif sur l'environnement, notamment sur l'air, l'eau, le sol et/ou les écosystèmes, ou sur la société, par une réinstallation involontaire ou le non-respect des droits des populations autochtones.

Afin de parvenir à un développement durable, les impacts des projets sur l'environnement et la société doivent être évalués, et les coûts pour les éviter, les minimiser ou les compenser doivent être intégrés aux projets.

Les considérations environnementales et sociales (CES) ont pour but de procéder à l'internalisation de ces coûts aux coûts de développement. Les lignes directrices de la JICA pour les considérations environnementales et sociales (lignes directrices CES) établissent les prérequis exigés du pays partenaire et des acteurs du projet ainsi que les responsabilités et procédures mises en œuvre par la JICA pour assurer la prise en compte des CES.

Les lignes directrices CES (2010) sont applicables aux projets proposés à partir de juillet 2010¹. Les lignes directrices CES en anglais, chinois, français et espagnol, ainsi que les documents liés tels que les questions fréquemment posées sont disponibles sur le site de la JICA :

[→ http://www.jica.go.jp/english/our_work/social_environmental/guideline/index.html]

● Application des lignes directrices CES

Les partenaires de la JICA, notamment les pays hôtes, les emprunteurs et les acteurs du projet (ci-après « acteurs du projet ») sont les premiers responsables de la prise en compte des CES. Le rôle de la JICA est d'examiner les CES des acteurs du projet et de fournir l'aide nécessaire pour garantir qu'elles sont mises en pratique et que les impacts négatifs sont évités ou minimisés à un niveau acceptable. Les procédures prévues par la JICA comprennent :

1. Confirmation des CES

La JICA examine et confirme que les CES sont mises en pratique par les acteurs du projet à divers stades, notamment lors de la formulation, de l'examen, de la mise en œuvre et de l'évaluation de fin de projet. Cette procédure comprend trois étapes : la présélection permet de classer les projets par catégorie selon leur impact potentiel sur l'environnement ; l'étude environnementale permet de vérifier et d'évaluer les CES lors de l'examen de la proposition de projet ; et le suivi permet de contrôler les activités CES sur une certaine période après la fin du projet.

Durant l'étape de la présélection, la JICA classe le projet dans l'une des quatre catégories, selon le degré d'impact sur l'environnement, en se basant sur les informations fournies notamment par les acteurs. Ces catégories se répartissent comme suit : A (risque d'impact négatif important), B (impact potentiel moins négatif que pour A), C (impact négatif minimal ou faible), et FI (la JICA verse les fonds à un intermédiaire financier lorsque la sélection des sous-projets n'a

Catégories environnementales

Catégorie	Description
A	Projet susceptible d'avoir un impact négatif important sur l'environnement et la société. Par exemple, un projet à grande échelle dans un secteur exigeant une attention spécifique, notamment pour le développement de l'énergie ou des infrastructures, ou un projet dans une zone sensible telle qu'une réserve naturelle ou le milieu de vie d'une population autochtone.
B	Projet dont l'impact sur l'environnement et la société est moins négatif que celui d'un projet de catégorie A.
C	Projet susceptible d'avoir un impact négatif minimal ou faible sur l'environnement et la société.
FI	Projet pour lequel les financements de la JICA sont versés à un intermédiaire financier ou une agence d'exécution qui sélectionne les sous-projets après l'approbation du financement par la JICA et pour lesquelles l'Agence ne peut donc pas évaluer les CES. Ces projets sont classés FI si les sous-projets sont susceptibles d'avoir un fort impact sur l'environnement et la société.

pu être réalisée avant approbation du financement par la JICA). Puis la JICA suit les procédures fixées par les lignes directrices CES en fonction de la catégorie du projet.

À l'étape de l'étude environnementale, la JICA confirme les impacts environnementaux et sociaux possibles ainsi que les mesures prises par les acteurs du projet, en se basant sur les documents fournis par ces derniers, notamment le rapport d'évaluation de l'impact environnemental (EIE) et la liste de vérification environnementale.

Pour les projets de catégorie A, la JICA mène une discussion avec les acteurs du projet pour confirmer les impacts positifs et négatifs du projet en se basant sur l'EIE et d'autres documents liés aux CES. Puis la JICA évalue les mesures proposées pour éviter, minimiser, atténuer ou compenser les impacts négatifs, ainsi que les mesures visant à renforcer les impacts positifs sur l'environnement et la société.

La JICA assure la transparence de l'étude environnementale en diffusant les documents liés, notamment l'EIE, sur son site internet avant la procédure.

Dernière étape de la procédure, le suivi des mesures CES est réalisé par les acteurs du projet. Pour les projets de catégorie A, B et FI, la JICA confirme le résultat du suivi sur une certaine période pour les éléments ayant un impact environnemental important. Si une amélioration nécessaire est identifiée durant le suivi, la JICA engage les acteurs du projet à prendre les mesures appropriées et elle fournit l'aide nécessaire.

2. Renforcement des CES

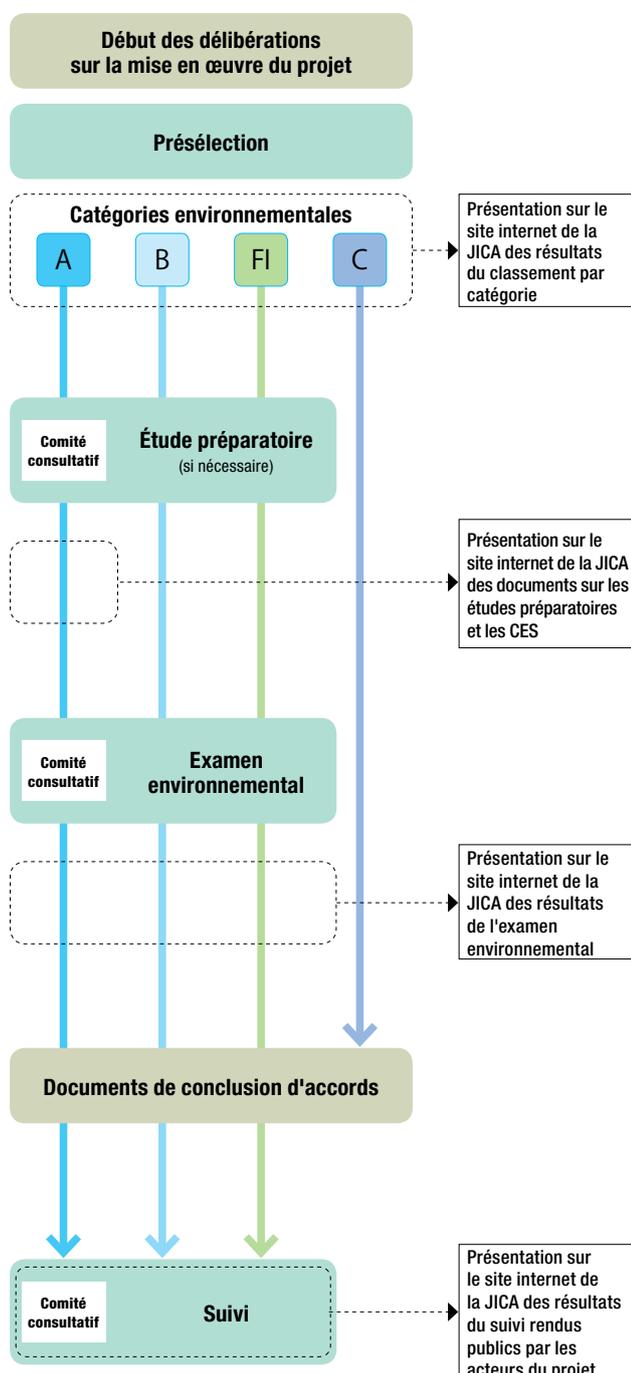
La JICA apporte une aide variée aux acteurs du projet pour assurer la prise en compte appropriée des CES. Par exemple, au

1. Pour les projets qui ont fait l'objet d'une demande avant juillet 2010, ce sont les anciennes lignes directrices CES de la JICA (avril 2004) ou les lignes directrices pour la confirmation des considérations environnementales et sociales de la JBIC (avril 2002) qui s'appliquent en fonction du type d'aide.

stade de la planification du projet, la JICA peut contribuer à l'examen et à d'autres procédures liées aux CES lors de l'étude préparatoire ou de l'avant-projet détaillé. La JICA renforce également la capacité des acteurs du projet à prendre en compte les CES à travers des projets de formation et de coopération technique.

Pour renforcer le système d'aide du Japon, la JICA organise des programmes de renforcement des capacités pour les consultants et collecte des informations sur les CES dans les pays en développement. De plus, la JICA participe aux dialogues et au partage des informations sur les CES avec ses partenaires de développement, notamment la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement.

Déroulement de la procédure de prise en compte des CES



3. Comité consultatif sur les considérations environnementales et sociales

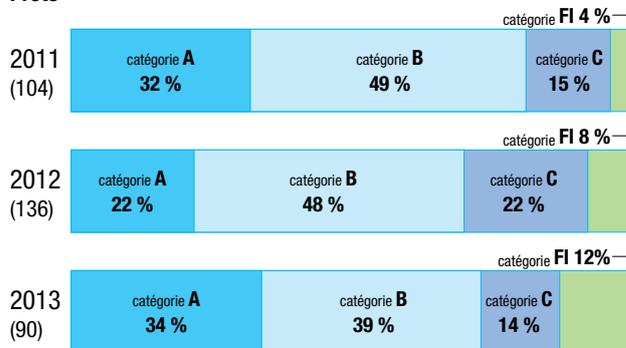
La JICA a établi le Comité consultatif sur les considérations environnementales et sociales, un comité indépendant qui conseille la JICA lors de l'examen et du soutien portés aux CES. Ce comité est constitué d'experts extérieurs issus de spécialités diverses, sélectionnés de manière impartiale suite à une annonce publique. Des membres provisoires sont nommés en fonction des besoins.

Au cours de l'exercice 2013, 11 sessions plénières et 25 réunions du groupe de travail ont été organisées. Les membres du groupe de travail sont désignés en session plénière pour enquêter sur un projet spécifique.

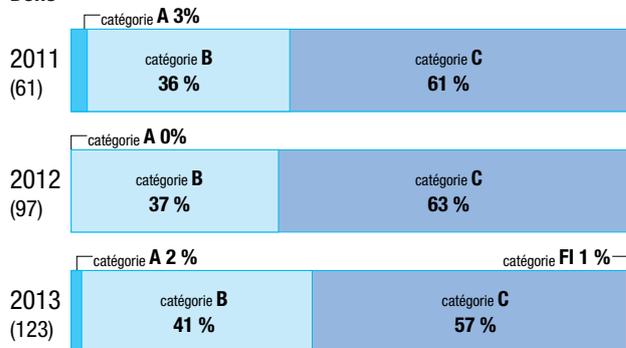
La liste des membres du comité et les minutes des sessions plénières

Évolution de la ventilation par catégorie

Prêts

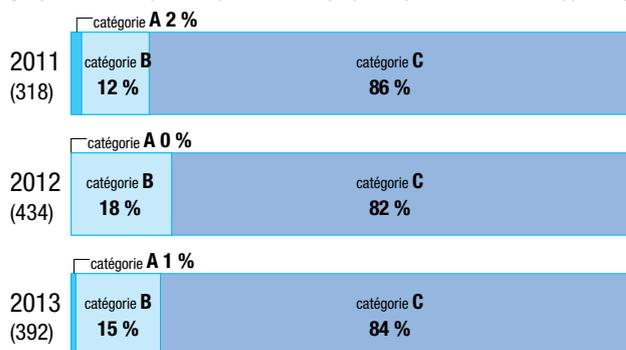


Dons



Projets de coopération technique

(coopération technique et coopération technique pour la planification du développement)



* Les chiffres sont basés sur le nombre de projets examinés ou passés en revue par le département de l'analyse du risque de crédit et de l'examen environnemental de la JICA, ils ne correspondent donc pas nécessairement au nombre de projets pour lesquels un accord a été conclu. Les chiffres étant arrondis, les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des composants.

(en japonais) sont disponibles sur le site internet de la JICA : [→ <http://www.jica.go.jp/environment/advice/index.html>]

4. Procédures d'opposition

En plus des mesures mentionnées ci-dessus, la JICA a établi une procédure d'opposition pour garantir le respect des lignes directrices CES. En suivant cette procédure, les résidents, ou leur représentant, d'un pays partenaire qui a souffert ou qui est susceptible de souffrir de dommages résultant de la non-application des lignes directrices CES peuvent soumettre une objection auprès de la JICA.

Le contenu de la plainte sera étudié par des examinateurs indépendants du département opérationnel de la JICA. Ces examinateurs enquêtent sur les faits liés au respect ou au non-respect des lignes CES et rendent compte des résultats au président de la JICA. En cas de problème ou de conflit résultant du non-respect des lignes directrices CES par la JICA, l'examineur encourage le dialogue entre le demandeur (le plaignant) et les acteurs du projet.

Des documents présentant les grandes lignes des procédures d'opposition sont disponibles sur la page « Procédures d'opposition » du site internet de la JICA. [→ http://www.jica.go.jp/english/our_work/social_environmental/objection/index.html]

Aucune objection n'a été reçue au cours de l'exercice 2013.

5. Diffusion de l'information

Afin de garantir les principes de responsabilité et de transparence, la JICA diffuse activement les informations sur les CES. Les acteurs du projet sont les premiers responsables de la diffusion de l'information sur les CES, mais la JICA soutient également cette procédure en diffusant des informations clés au moment approprié du stade de la planification des projets conformément aux lignes directrices CES. Par exemple, la JICA rend publics sur son site internet tous les rapports EIE des projets de catégorie A.

La JICA diffuse également les plans de réinstallation des projets impliquant des réinstallations involontaires à grande échelle. Par ailleurs, les minutes du Comité consultatif sur les considérations environnementales et sociales ainsi que des informations sur les procédures d'objection sont disponibles (en anglais) sur la page « Considérations environnementales et sociales » du site internet de la JICA. [→ http://www.jica.go.jp/english/our_work/social_environmental/index.html]

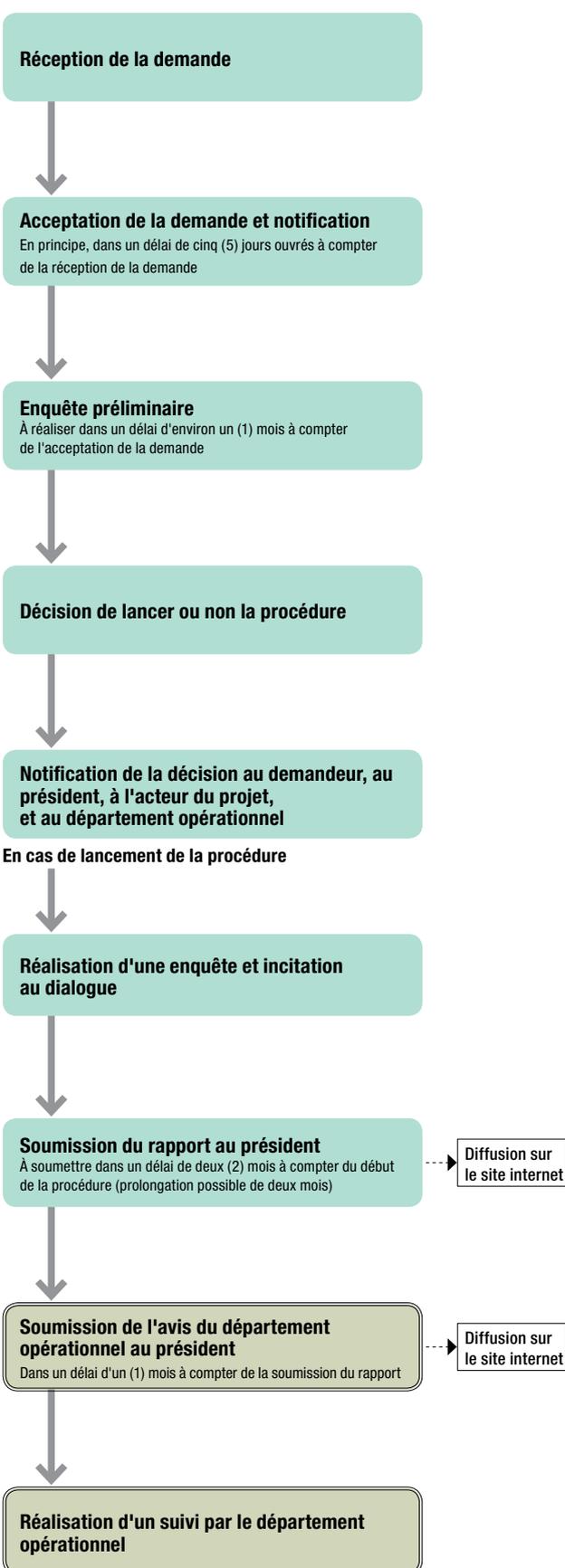
6. Harmonisation avec les autres partenaires de développement

Les lignes directrices CES stipulent que les projets de la JICA ne doivent pas dévier significativement des politiques de sauvegarde de la Banque mondiale, et que la JICA doit se référer aux normes et aux bonnes pratiques reconnues au niveau international, notamment celles des organisations financières internationales, lorsque cela est approprié.

Dans cette optique, la JICA cherche à harmoniser ses procédures CES avec celles de ses partenaires de développement, notamment la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement, en maintenant une coordination étroite et en participant à des missions conjointes sur les CES pour les projets cofinancés avec d'autres partenaires de développement. La JICA participe également à des conférences internationales et à d'autres événements sur les CES afin d'être en phase avec les tendances mondiales dans ce domaine et de partager ses expériences, contribuant ainsi à l'amélioration des CES au niveau international.

Déroulement de la procédure d'opposition

Examineur (carré vert) Département opérationnel (carré gris)



Gestion du risque financier et d'investissement

Les opérations du compte financier et d'investissement de la JICA comportent certains risques, notamment le risque de crédit, le risque de marché, le risque de liquidité et le risque opérationnel. Ces activités ne sont pas soumises aux mêmes risques, en termes de nature, d'étendue ou de moyens d'y faire face, que les institutions financières privées. Néanmoins, il est essentiel que la JICA dispose, en tant qu'institution financière, d'outils appropriés de gestion du risque. Conformément aux tendances internationales qui placent la gestion du risque au cœur du fonctionnement des institutions financières et de réglementation, la JICA améliore constamment son système de gestion interne du risque financier et d'investissement.

Concrètement, la gestion du risque financier et d'investissement est considérée comme un problème de gestion qui doit être envisagé de façon systématique par l'organisation dans son ensemble. La JICA a donc adopté une politique de gestion du risque lui permettant d'identifier, de mesurer et de contrôler les divers risques auxquels ses opérations sont exposées. Cette politique consiste à mener des opérations saines et efficaces et à viser un rendement adapté à la prise de risque. La JICA a établi le Comité de gestion du risque financier et d'investissement pour examiner les problèmes liés à la gestion intégrée du risque.

Les principales activités de gestion du risque de la JICA sont exposées ci-dessous.

● Risque de crédit

Le risque de crédit se réfère aux pertes potentielles liées aux difficultés ou à l'impossibilité de recouvrer une créance résultant de la mauvaise situation financière de l'emprunteur. L'activité principale des opérations de financement et d'investissements consiste à octroyer des prêts. Par conséquent, la gestion du risque de crédit constitue une part importante de la gestion du risque de la JICA. Le risque souverain représente une part considérable du risque de crédit qui pèse sur les opérations de prêt d'APD. La JICA, en tant que bailleur de fonds, évalue le risque souverain en exploitant pleinement les informations acquises auprès des gouvernements et des autorités concernées du pays bénéficiaire, des institutions multilatérales comme le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, d'autres organismes donateurs régionaux et bilatéraux, et des institutions financières privées dans les pays développés. Pour le financement des investissements du secteur privé (PSIF), la JICA évalue le risque associé à l'entité privée ainsi que le risque pays et le risque de change.

1) Système de notation du crédit

La JICA a établi, dans le cadre de ses procédures opérationnelles, un système de notation du crédit pour l'ensemble des emprunteurs potentiels. La notation du crédit, en

tant que pierre angulaire de la gestion du risque de crédit, est utilisée pour évaluer les crédits individuels et pour quantifier le risque financier.

La notation du crédit se divise en deux catégories : les emprunteurs souverains et les emprunteurs non souverains. Un système de notation différent est utilisé pour chacune de ces catégories. Les notations sont révisées dès que nécessaire.

2) Auto-évaluation du portefeuille d'actifs

Pour gérer le risque de crédit, il est important pour la JICA de mener des évaluations de son portefeuille de prêts et d'effectuer de manière adéquate et opportune les provisions en cas d'annulation ou de pertes sur prêts. En se basant sur le manuel d'inspection financière préparé par l'Agence japonaise des services financiers, la JICA a établi des règles internes d'évaluation. Pour assurer une évaluation fiable, le processus comprend deux étapes, la première est menée par le département concerné chargé des prêts et des investissements, tandis que la deuxième étape est prise en charge par le département de l'analyse du risque de crédit. Une bonne compréhension de la qualité des actifs est essentielle pour maintenir la solidité financière et garantir la transparence de la JICA.

3) Quantifier le risque de crédit

Parallèlement à la gestion du risque de crédit individuel, la JICA s'efforce de quantifier les risques de crédit dans une perspective d'évaluation globale du risque de son portefeuille de prêts. Pour cela, il est important de prendre en compte les caractéristiques du portefeuille de la JICA, qui contient une part significative de prêts à long terme et de prêts souverains à des pays en développement ou émergents. Par ailleurs, la JICA prend en compte les mécanismes de garantie des actifs, notamment ceux du Club de Paris, un cadre unique de gestion de la dette par les pays créanciers. En intégrant ces facteurs dans le modèle de quantification du risque de crédit, la JICA mesure le risque de crédit et utilise les résultats pour le contrôle interne de l'Agence.

● Risque de marché

Le risque de marché fait référence aux pertes potentielles provoquées par une évolution de la valeur des actifs et des dettes dues aux fluctuations des taux de change et/ou des taux d'intérêt.

La JICA assume un risque inhérent à la nature de ses activités financières qui sont conduites sur de longues durées et à des taux d'intérêt fixes. À cet égard, la JICA renforce ses capacités d'absorption du risque de taux d'intérêt par injection de capitaux du budget général du gouvernement japonais.

De plus les contrats d'échange de taux d'intérêt sont exclusivement mis en œuvre dans le but de couvrir le risque de taux d'intérêt. Afin

de contrôler le risque de contrepartie lors des échanges de taux d'intérêt, la valeur de marché des transactions et la solvabilité de chaque contrepartie sont constamment évaluées, et le prêt est couvert par un collatéral si nécessaire.

La JICA n'accorde pas de prêts libellés dans une devise étrangère, mais avec l'introduction au cours de l'exercice 2012 de l'option de conversion monétaire pour les prêts japonais d'APD, à la demande de l'emprunteur, la JICA supporte un risque de change lors de la conversion des prêts libellés en yens en prêts libellés en devises étrangères. Ce risque est couvert par des swaps de devises.

De plus, lorsque des investissements en devises étrangères sont effectués dans le cadre du programme de financement des investissements du secteur privé, le montant des investissements est exposé au risque de change. La JICA gère ce risque à travers la surveillance régulière et constante des fluctuations du taux de change de la devise du pays dans lequel se trouve la contrepartie.

● Risque de liquidité

Le risque de liquidité fait référence au risque de difficultés de mobilisation de fonds lié à la détérioration du crédit de la JICA ou à une augmentation importante et imprévue des dépenses ou une diminution importante et imprévue des recettes.

La JICA prend de nombreuses mesures pour éviter le risque de liquidité dans la gestion de son flux de trésorerie. Cela comprend des efforts de diversification des sources de financement tels que les obligations émises par l'Agence et les emprunts contractés via le programme budgétaire d'investissements et de prêts.

● Risque opérationnel

Le risque opérationnel fait référence aux pertes potentielles dues à une défaillance des systèmes ou des procédures de travail, à des activités du personnel ou à d'autres événements externes. Pour la JICA, cela recouvre plus précisément le risque lié à ses opérations, aux systèmes ou aux fautes commises en interne ou en externe. La JICA gère le risque opérationnel dans le cadre de ses efforts visant à renforcer le respect du règlement.

Gestion de la sécurité et de la sûreté

Les pays en développement sont souvent confrontés à des problèmes de pauvreté et à une capacité insuffisante de contrôle de la sécurité qui provoquent une augmentation de la criminalité. Certains pays sont sous la menace d'un coup d'État causé par l'instabilité politique ou accablés par des guerres civiles interminables. Dans certains cas, il est nécessaire de mener des activités de consolidation de la paix dans les pays en situation de post-conflit pour faire face à l'instabilité politique et aux nombreux problèmes de sécurité publique. En outre, le terrorisme exerce une menace dans plusieurs régions du monde. Par ailleurs, il y a un risque important d'accidents de circulation dû à l'inexpérience des conducteurs locaux et à des infrastructures de transport sous-développées dans les pays dont les habitudes de transport diffèrent de celles des pays développés.

C'est pourquoi la JICA accorde la priorité aux mesures de sécurité et de sûreté et à la gestion du risque afin de garantir la sécurité du personnel de la JICA à l'étranger. Les crimes et les délits impliquant du personnel de la JICA ont reculé durant les cinq dernières années. Lors de l'exercice 2013, 418 crimes et délits ont été rapportés ; soit 45 de moins que pour l'exercice précédent. Cette tendance est largement imputable aux efforts constants déployés pour sensibiliser à la prévention des crimes et des délits par des programmes de formation et de conseil pour les bureaux et le personnel à l'étranger, la mise en place de matériel, d'installations et d'instruments de communication pour la sécurité, et par l'envoi de missions de conseil sur la sécurité du siège de la JICA.

● Formations sur les mesures de sécurité et de sûreté pour le personnel concerné

Le siège de la JICA organise des formations sur la sécurité et la sûreté avant l'envoi de coopérants, notamment les membres de la JICA, les experts, les volontaires et leur famille. Les formations se concentrent sur la prévention et les mesures d'urgence face aux crimes spécifiques à une région, le choix du logement, les relations avec les résidents locaux, la protection des objets de valeur ainsi que la réponse face aux vols à main armée, aux vols de voitures avec violence ou aux crimes commis avec une arme à feu.

Des réunions sur la sécurité et la sûreté sont organisées par les bureaux de la JICA à l'étranger pour les membres de la JICA, les experts et les volontaires nouvellement affectés. Les sujets abordés couvrent les conditions de sécurité et de sûreté publiques et les mesures de prévention des crimes prises par la JICA. Les bureaux de la JICA à l'étranger organisent des réunions sur la sécurité et la sûreté une à quatre fois par an pour partager les expériences et les enseignements de chacun et fournir des informations sur les conditions locales de sécurité et sûreté. Lors de ces réunions, le personnel de la JICA qui vit et travaille dans le même environnement partage les dernières informations disponibles sur la sécurité, l'expérience et les conseils pratiques pour éviter le danger, et l'expertise sur la sécurité accumulée dans la vie quotidienne.

● Conseillers en sécurité pour les bureaux de la JICA à l'étranger

Afin de renforcer les mesures de sécurité et de sûreté au niveau local, la JICA fait appel à des spécialistes en matière de sécurité publique : les conseillers en sécurité. Ils sont 86 à travers le monde, chargés de collecter et diffuser les informations sur la sécurité publique au niveau

national et régional, et de gérer des cas extrêmement variés tels que des crimes résidentiels, des accidents de la circulation et des actes de terrorisme. Ces conseillers exploitent leurs connaissances étendues des modèles de criminalité locale et des modes de comportement des Japonais pour fournir des conseils appropriés en matière de sécurité et de sûreté aux représentants résidents de la JICA.

Dans les pays où la JICA ne dispose pas de bureaux de représentation, l'Agence peut faire appel à du personnel chargé de collecter les informations locales sur la sûreté et la sécurité.

● Établissement de systèmes de communication d'urgence pour les bureaux à l'étranger et le siège

La JICA a établi des dispositifs de communication en cas d'urgence intégrant l'ensemble du personnel concerné. Ces dispositifs utilisent les téléphones portables, les téléphones satellites et les équipements radio. L'échange et la confirmation des informations étant fondamentaux dans les situations d'urgence, la JICA place les réseaux de communication d'urgence au cœur de ses mesures de sécurité. Il existe 760 téléphones satellites installés dans 87 pays.

La JICA a mis en place un système d'alerte où des responsables se relaient 24 heures sur 24 tous les jours de l'année afin d'apporter une réponse rapide lorsque les bureaux à l'étranger essayent de contacter le siège.

● Envoi de missions d'étude sur la sécurité

Pour les pays présentant des problèmes ou des défis particuliers en matière de sécurité, la JICA prévoit des missions d'étude sur la sécurité pour évaluer les conditions locales et examiner les mesures spécifiques à prendre. Pour répondre aux besoins en matière d'aide, la JICA analyse, région par région, les conditions de sécurité publique des pays, puis prend les décisions appropriées sur l'étendue des activités menées par le personnel de la JICA. Lors de l'exercice 2013, des missions d'étude sur la sécurité ont été envoyées dans 15 pays.

Dans les pays ayant un fort taux de criminalité, la JICA envoie une mission de conseil sur la sécurité pour fournir directement au personnel concerné des recommandations couvrant des sujets tels que la prévention du crime résidentiel et les comportements à adopter pour faire face au crime armé. Lors de l'exercice 2013, des missions de conseil sur la sécurité ont été envoyées dans 12 pays.

Pour les mesures de sécurité routière, la JICA prépare plusieurs manuels d'instruction et les distribue au personnel concerné. Par ailleurs, la JICA publie régulièrement des informations sur les accidents de la circulation dans divers pays et s'attache à sensibiliser son personnel à cette question. En réponse aux demandes locales, la JICA envoie des missions pour examiner les conditions locales et fournir des instructions en matière de sécurité routière. Lors de l'exercice 2013, des missions de ce type ont été envoyées dans quatre pays.

● Mesures de sécurité pour les résidences du personnel

Les bureaux de la JICA à l'étranger procèdent à la

vérification des résidences de leurs experts et volontaires afin d'assurer leur sécurité. La JICA assume les dépenses liées aux systèmes et aux équipements nécessaires à la prévention du crime. La JICA peut par exemple prendre en charge les coûts relatifs à l'emploi d'agents de sécurité, à l'installation de systèmes d'alarme, de barres d'acier, au renforcement des cadres des portes et des fenêtres, au remplacement des mécanismes de verrouillage, et à l'installation de serrures additionnelles, lorsque nécessaire.

● Partage des informations de gestion de la sécurité avec des entités privées

En partageant des informations relatives à la gestion de la sécurité avec des entités privées dans les pays étrangers, la JICA a créé une synthèse sur la gestion de la sécurité. Cela permet également de discuter et d'échanger sur la mise en œuvre des projets et sur les conditions et les problèmes liés aux mesures de sécurité, entre autres sujets. Les programmes de formation pour les experts et les volontaires sont également ouverts au personnel de sécurité d'organisations externes.

● Sensibilisation au risque de terrorisme

L'augmentation régulière du nombre de pays ou de régions victimes du terrorisme est une source de préoccupation. Ces dernières années en particulier, il y a eu un nombre croissant d'attaques de grande ampleur perpétrées par des groupes terroristes internationaux. C'est pourquoi la JICA s'efforce de sensibiliser son personnel situé dans les régions à haut risque pour lui permettre de faire face aux dangers potentiels auxquels il est confronté. Ces efforts comprennent l'élaboration de précautions spécifiques, transmises lors des formations précédant le départ et lors de l'accompagnement à l'arrivée, sur la manière de réduire l'exposition aux incidents terroristes.

● Mesures de sécurité pour les activités d'aide à la consolidation de la paix et à la reconstruction

Pour l'aide à la consolidation de la paix et à la reconstruction, la JICA conduit des programmes dans des pays en situation post-conflictuelle ou connaissant un conflit comme l'Afghanistan, l'Irak, la partie orientale de la République démocratique du Congo, le Soudan du Sud et le Pakistan. En se basant sur les activités des agences de l'ONU et d'autres agences actives dans les régions concernées, la JICA évalue régulièrement le climat politique et sécuritaire, surveille attentivement les régions à risque et fournit les équipements de sécurité nécessaires tels que des radios et des voitures blindées, lors de la mise en œuvre de ses projets, afin de réduire les risques potentiels.

Étant donné le danger toujours présent et l'imprévisibilité d'événements tels que les enlèvements, les coups d'État, les émeutes et les actes de terrorisme, il est essentiel de disposer du savoir-faire pratique pour faire face aux situations de crise. À cette fin, la JICA organise un nombre croissant de formations sur la gestion du risque de sécurité et de programmes de formation en ligne en coopération avec le eCentre du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), depuis 2003.

Diffusion de l'information

En plus des informations détaillées ci-dessous, la JICA diffuse d'autres données sur son site internet et par d'autres moyens, conformément à l'article 22 concernant l'accès aux informations détenues par les agences administratives indépendantes (article n° 140 de la loi du 5 décembre 2001).

● Informations relatives à l'organisation

Objectifs, vue d'ensemble des opérations, relations avec les programmes du gouvernement japonais ; vue d'ensemble de l'organisation ; lois et règlements ; normes applicables au paiement des salaires et aux pensions de retraite des agents ; normes applicables au paiement des salaires et des pensions de retraite des employés ; plan de continuité des activités ; etc.

● Informations relatives aux activités opérationnelles

Rapports opérationnels ; rapports de performance des projets ; objectifs à moyen terme ; plans à moyen terme, plans annuels ; etc.

● Informations relatives à la situation financière

États financiers ; etc.

● Informations relatives aux évaluations et aux audits de l'organisation, résultats opérationnels et situation financière

Documents relatifs à l'évaluation de la performance ; rapports d'audit, opinions des auditeurs ; audits internes ; évaluations administratives et rapports de contrôle ; rapports d'audit sur la comptabilité ; etc.

● Informations relatives aux marchés publics et aux accords

Informations relatives aux contrats non concurrentiels négociés ; liste des statuts pour les appels d'offres ; etc.

● Informations sur les entités liées

Bénéficiaires des activités de financement ; statut des entreprises d'intérêt public liées ; etc.

● Informations supplémentaires

Pour plus d'informations, consulter le site internet de l'Agence japonaise de coopération internationale.

Informations relatives à la diffusion

→ Page d'accueil du site internet de l'Agence japonaise de coopération internationale

→ Diffusion de l'information

<http://www.jica.go.jp/disc/index.html> (en japonais)

Informations relatives à la protection des données personnelles

→ Page d'accueil du site internet de l'Agence japonaise de coopération internationale

→ Dispositions légales

<http://www.jica.go.jp/english/policy/index.html> (en anglais)

Demande de divulgation

Type ou support de la demande	(Référence)					Total	
	Exercice 2009	Exercice 2010	Exercice 2011	Exercice 2012	Exercice 2013		
Courrier postal	8	20	4	17	10	59	
Points de contact	Siège	24	13	13	7	1	58
	Bureaux au Japon	0	0	0	0	0	0
Transmise par d'autres organisations	0	0	0	0	0	0	
Total	32	33	17	24	11	117	

Décision de divulguer l'information

Catégorie	(Référence)					Total		
	Exercice 2009	Exercice 2010	Exercice 2011	Exercice 2012	Exercice 2013			
Traitée	Mesures de divulgation entreprises	Divulgation complète	5	3	1	0	4	13
		Divulgation partielle	24	20	14	22	3	85
	Information non divulguée	2	9	1	1	2	15	
	Retirée	1	1	1	1	0	4	
	Intégralement transmise à d'autres organisations		0	0	0	0	0	
Total	32	33	17	24	9	117		

Remarques : 1. Ce tableau indique comment les demandes de divulgation de l'information, notamment celles transmises par d'autres organisations, ont fait l'objet d'un traitement au cas par cas.
2. La ligne « Intégralement transmise à d'autres organisations » indique le nombre de demandes de diffusion de l'information transmises dans leur intégralité à d'autres organisations, en accord avec les articles 12 et 13 de la loi en application. Les cas où les demandes ont été divisées et transmises à plusieurs organismes administratifs ont été comptabilisés comme une seule demande. Les cas où les demandes de diffusion de l'information ont été partiellement transmises à d'autres organisations ne sont pas comptabilisés dans la catégorie « Intégralement transmise à d'autres organisations » ; la partie qui n'a pas été transmise est comptabilisée dans la catégorie « Mesures de divulgation entreprises » ou « Retirée ».
3. La ligne « Retirée » représente le nombre de demandes de divulgation de l'information retirées par le demandeur après réception par la JICA. La demande est donc considérée comme traitée bien qu'aucune décision n'ait été prise quant à la divulgation de l'information. Cela ne comprend pas les demandes qui n'ont pas été entièrement enregistrées telles que les demandes de divulgation de l'information retirées par le demandeur suite à la fourniture d'informations durant le processus d'enregistrement de la demande.

Histoire de la JICA

1954

Ancienne Agence japonaise de coopération internationale

Janvier 1954	Création de la Fédération des associations japonaises à l'étranger	Janvier 1991	Publication des <i>Lignes directrices sur l'évaluation</i>
Avril 1954	Création de l'Organisation de coopération économique en Asie	Septembre 1992	Publication des <i>Lignes directrices relatives aux considérations environnementales dans les projets d'infrastructure</i>
Septembre 1955	Création de la Japan Emigration Promotion, Co., Ltd.	Décembre 1992	Publication du <i>Guide pour l'intégration des considérations de genre dans le développement</i>
Juin 1962	Création de l'Agence de coopération technique à l'étranger (OTCA)	Mai 1994	Le nombre cumulé de participants aux programmes de formation de la JICA dépasse les 100 000 personnes.
Juillet 1963	Création du Service d'émigration japonais (JEMIS)	Août 1995	Publication du <i>Rapport annuel d'évaluation</i>
Avril 1965	Création par l'OTCA du Bureau des volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV)	Juin 2000	Le nombre cumulé de JOCV dépasse les 20 000 personnes.
Mai 1974	Promulgation de la loi portant création de l'Agence japonaise de coopération internationale	Décembre 2001	Le plan de réorganisation et de rationalisation des institutions publiques spéciales est annoncé par le gouvernement japonais. Dans ce plan de réforme figure une mesure relative au changement de statuts de la JICA appelée à devenir une institution administrative indépendante.
Août 1974	Création de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA)	Juin 2002	Création du Comité consultatif sur l'évaluation
Décembre 1974	Mise en œuvre de la déclaration relative aux procédures opérationnelles	Octobre 2002	Mise en œuvre de la loi sur l'accès à l'information détenue par les institutions administratives indépendantes
Avril 1978	Révision de la loi portant création de la JICA (la promotion de l'aide sous forme de dons est incluse dans la loi)	Décembre 2002	Promulgation de la loi concernant l'institution administrative indépendante JICA
Octobre 1983	Création de l'Institut de coopération internationale		
Avril 1986	Création des équipes du Secours d'urgence du Japon (JDR)		
Juillet 1990	25 ^e anniversaire des JOCV. Le nombre de participants cumulé dépasse les 10 000 personnes.		

Ancien Fonds de coopération économique à l'étranger et ancienne Banque japonaise pour la coopération internationale

Décembre 1960	Promulgation de la loi sur le Fonds de coopération économique à l'étranger (OECF)	Mars 1995	Décision du Cabinet de fusionner la JEXIM et l'OECF
Mars 1961	Création de l'OECF qui reprend la gestion du Fonds de coopération pour le développement de l'Asie du Sud-Est anciennement assurée par la Banque d'export-import du Japon (JEXIM). Le gouvernement octroie des capitaux d'environ 5 444 millions JPY pour la création de l'OECF.	Avril 1996	Lancement de l'Assistance spéciale pour la politique de développement et les projets (SADEP)
Mars 1961	L'adoption de la déclaration relative aux procédures opérationnelles marque le début des opérations.	Avril 1999	Promulgation de la loi sur la Banque japonaise pour la coopération internationale
Mars 1966	Premier prêt d'APD accordé (à la Corée du Sud) par l'OECF	Septembre 1999	Promulgation du décret du Cabinet lié à l'exécution de la loi sur la Banque japonaise pour la coopération internationale Publication officielle de l'ordonnance ministérielle concernant l'application de la loi sur la Banque japonaise pour la coopération internationale
Mai 1968	Révision de la loi sur l'OECF (le mécanisme de prêts de soutien à la balance des paiements est inclus dans la loi.)	Octobre 1999	Création de la Banque japonaise pour la coopération internationale (JBIC)
Mars 1980	Émission de la première obligation de l'OECF garantie par le gouvernement	Décembre 1999	Lancement de la stratégie à moyen terme relative aux opérations de coopération économique à l'étranger (1 ^{er} octobre 1999 – 31 mars 2002)
Avril 1987	Lancement de l'Assistance spéciale pour la durabilité des projets (SAPS)	Avril 2001	Lancement de l'évaluation de projets ex ante pour les opérations de prêts d'APD
Avril 1988	Lancement de l'Assistance spéciale pour l'élaboration des projets (SAPROF)	Septembre 2001	Les états financiers et la déclaration des calculs des frais administratifs japonais établis sur la base des PCGR (Principes comptables généralement reconnus) sont rendus publics.
Novembre 1989	Publication des <i>Lignes directrices de l'OECF sur l'environnement</i>	Octobre 2001	Émission des premières obligations d'organismes gouvernementaux dans le cadre du programme budgétaire d'investissements et de prêts (PBIP)
Mai 1991	Publication de la <i>Politique de l'OECF pour la prise en compte des femmes dans le développement</i>		
Avril 1992	Lancement de l'Assistance spéciale pour la mise en œuvre des projets (SAPI)		

→ 2014

Septembre 2003	La JICA est dissoute en tant qu'organisme public spécial.
Octobre 2003	La JICA devient une institution administrative indépendante. Les premiers objectifs à moyen terme (1 ^{er} octobre 2003 – 31 mars 2007) sont rendus publics.
Avril 2004	Publication des <i>Lignes directrices pour les considérations environnementales et sociales</i>
Novembre 2004	La JICA obtient la certification ISO 14001. (En octobre 2013, JICA adopte son propre système de gestion de l'environnement après expiration du certificat ISO 14001.)
Avril 2006	Ouverture de la JICA Global Plaza à Tokyo
Avril 2007	Les deuxièmes objectifs à moyen terme (1 ^{er} avril 2007 – 31 mars 2012) sont rendus publics.
Avril 2007	Lancement du mécanisme public d'octroi de dons « Fonds de la JICA pour les peuples du monde »
Juin 2007	Le nombre total cumulé de JOCV dépasse les 30 000 personnes.

Décembre 2001	Décision du Cabinet de mettre en œuvre le plan de réorganisation et de rationalisation des institutions publiques spéciales
Avril 2002	Publication des <i>Lignes directrices de la JBIC relatives à la vérification de la prise en compte des considérations environnementales et sociales</i> Application de la mesure des performances pour une gestion stratégique Publication de la <i>Stratégie à moyen terme pour les opérations de coopération économique à l'étranger (1^{er} avril 2002 – 31 mars 2005)</i>
Octobre 2002	Mise en œuvre de la loi sur l'accès à l'information détenue par les institutions administratives indépendantes
Mars 2005	Publication de la <i>Stratégie opérationnelle à moyen terme fondée sur la mesure des performances pour une gestion stratégique (applicable à compter du 1^{er} avril 2005)</i>
Avril 2005	Publication de la <i>Nouvelle stratégie à moyen terme pour les opérations de coopération économique à l'étranger (1^{er} avril 2005 – 31 mars 2008)</i>
Juin 2006	Promulgation de la loi sur la promotion de la réforme administrative pour l'instauration d'une administration restreinte et efficace
Mai 2007	Le nombre cumulé de pays bénéficiant de l'APD est de 100.
Mars 2008	La période de mise en œuvre de la politique de stratégie à moyen terme pour la coopération économique à l'étranger (1 ^{er} avril 2005 – 31 mars 2008) est étendue de six mois.

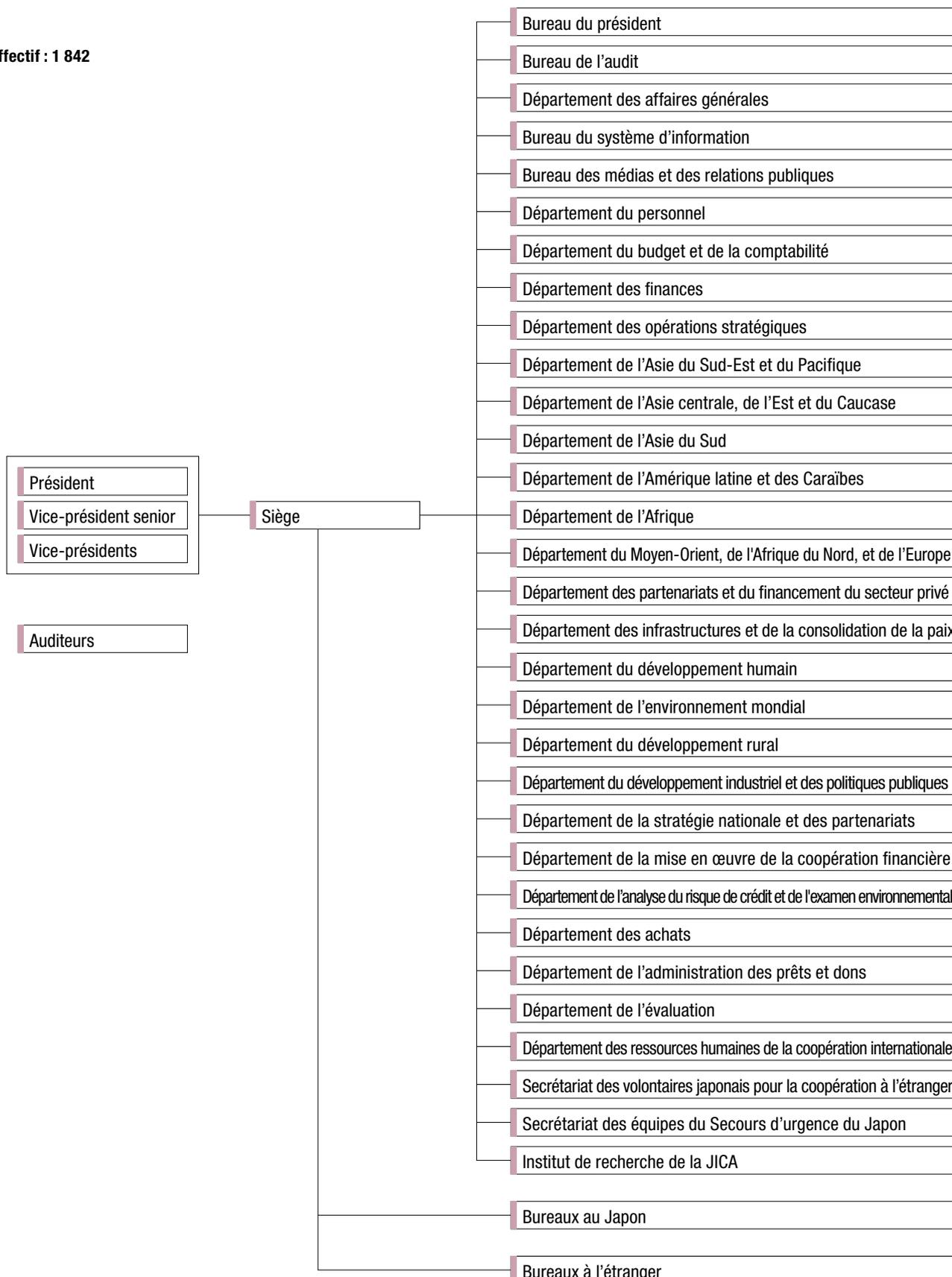
La nouvelle JICA

Novembre 2006	Promulgation d'une révision partielle de la loi concernant l'institution administrative indépendante JICA
Octobre 2008	Les opérations de prêts d'APD précédemment gérées par l'ancienne JBIC (opérations économiques à l'étranger) et une partie de la gestion des dons assurée par le ministère japonais des Affaires étrangères (MOFA) sont reprises par la JICA. Le MOFA reste toutefois chargé de l'octroi des dons liés à sa politique diplomatique.
Octobre 2008	Modification des deuxièmes objectifs à moyen terme
Avril 2010	Publication des <i>Nouvelles lignes directrices pour les considérations environnementales et sociales</i>
Avril 2012	Les troisièmes objectifs à moyen terme (1 ^{er} avril 2012 – 31 mars 2017) sont rendus publics.
Octobre 2012	Reprise intégrale du programme de financement des investissements du secteur privé
Octobre 2013	Le nombre cumulé de visiteurs à la JICA Global Plaza dépasse le million.
Mars 2014	Modification du troisième plan à moyen terme.

Organigramme

Organigramme (au 1^{er} septembre 2014)

Effectif : 1 842



[→ Pour une mise à jour de ces informations, consultez le site internet de la JICA (en anglais).]

Voir page 142, la liste des bureaux au Japon et à l'étranger.

Budget

1 Compte de gestion de la totalité des opérations budgétaires en recettes et en dépenses (exercices 2013 et 2014)

(Millions JPY)

Poste	Exercice 2013	Exercice 2014
Recettes : plan budgétaire pour l'exercice	155 386	151 614
Recettes des subventions de fonctionnement (budget initial)	146 919	150 274
Recettes des subventions de fonctionnement (budget supplémentaire)	6 055	—
Recettes des subventions des installations, etc.	188	—
Recettes des programmes contractés	1 472	990
Revenus d'intérêts et autres recettes	348	340
Recettes des donations	120	9
Recettes résultant de la reprise des fonds de réserve de la période couverte par le plan à moyen terme précédent	284	—
Fonds alloués en vertu de l'article 35 de la loi concernant l'institution administrative indépendante *1 Agence japonaise de coopération internationale (fonds pour les projets de dons)	0	0
Dépenses : plan budgétaire pour l'exercice	155 386	151 614
Frais généraux administratifs	10 038	10 570
Hors postes spéciaux	10 038	10 570
Dépenses de fonctionnement	143 567	140 045
Dépenses pour les projets de coopération technique	71 117	67 493
Dépenses pour les programmes de dons (soutien opérationnel)	203	200
Dépenses pour la coopération avec la participation du public	15 951	14 780
Dépenses pour le programme d'émigration	328	359
Dépenses pour les activités de secours en cas de catastrophe	880	880
Dépenses pour le recrutement et la formation du personnel	191	213
Dépenses pour la promotion de l'aide	17 867	16 449
Dépenses liées au fonctionnement	6 493	7 651
Dépenses pour le soutien opérationnel	30 537	32 019
Dépenses pour l'entretien des installations	188	—
Dépenses pour les programmes contractés	1 472	990
Dépenses pour les projets de donation	120	9
Dépenses pour accélérer l'exécution des projets de dons*1	0	0

*1 Le plan budgétaire relatif aux projets de dons étant déterminé par le Cabinet, le montant affecté est de zéro.

2 Plan financier relatif au compte Finance et investissements (exercices 2013 et 2014)

(100 millions JPY)

		Exercice 2013	Exercice 2014
Investissements et prêts	Prêts d'APD	8 915	9 646
	Financement des investissements du secteur privé	235	239
	Total	9 150	9 885
Sources de financement	Apport de capital du compte général du gouvernement japonais	506	485
	Emprunts du programme budgétaire d'investissements et de prêts (PBIP)	3 844	4 820
	Fonds internes, etc.	4 800	4 580
	- Émissions obligataires d'organismes gouvernementaux relatives au PBIP	800	800
	Total	9 150	9 885

Bureaux au Japon et à l'étranger

Bureaux au Japon (au 1^{er} septembre 2014)

JICA Hokkaido (Sapporo)

TÉL. : +81-11-866-8333
4-25, Minami, Hondori 16-chome, Shiroishi-ku, Sapporo City,
Hokkaido 003-0026

(Obihiro)

TÉL. : +81-155-35-1210
1-2, Nishi 20-jo Minami 6-chome, Obihiro City,
Hokkaido 080-2470

JICA Tohoku

TÉL. : +81-22-223-5151
15th Floor, Sendai Daiichi Seimei Tower Bldg., 6-1,
Ichiban-cho 4-chome, Aoba-ku, Sendai City,
Miyagi 980-0811

JICA Nihonmatsu

TÉL. : +81-243-24-3200
4-2, Aza Nagasaka, Nagata, Nihonmatsu City,
Fukushima 964-8558

JICA Tsukuba

TÉL. : +81-29-838-1111
3-6, Koyadai, Tsukuba City, Ibaraki 305-0074

JICA Tokyo

TÉL. : +81-3-3485-7051
49-5, Nishihara 2-chome, Shibuya-ku, Tokyo 151-0066

JICA Global Plaza

TÉL. : +81-3-3269-2911
10-5 Ichigaya Honmuracho, Shinjuku-ku, Tokyo 162-8433
<http://www.jica.go.jp/hiroba/english>

JICA Yokohama

TÉL. : +81-45-663-3251
3-1, Shinko 2-chome, Naka-ku, Yokohama City,
Kanagawa 231-0001

JICA Komagane

TÉL. : +81-265-82-6151
15, Akaho, Komagane City, Nagano 399-4117

JICA Hokuriku

TÉL. : +81-76-233-5931
4th Floor, Rifare (Office Tower), 5-2, Honmachi 1-chome,
Kanazawa City, Ishikawa 920-0853



JICA Chubu/Nagoya Global Plaza

TÉL. : +81-52-533-0220
60-7, Hiraike-cho 4-chome, Nakamura-ku, Nagoya City,
Aichi 453-0872

JICA Kansai

TÉL. : +81-78-261-0341
5-2, Wakinohama Kaigandori 1-chome, Chuo-ku, Kobe City,
Hyogo 651-0073

JICA Chugoku

TÉL. : +81-82-421-6300
3-1, Kagamiyama 3-chome, Higashi Hiroshima City,
Hiroshima 739-0046

JICA Shikoku

TÉL. : +81-87-821-8824
7th Floor, Nissei Takamatsu Bldg., 1-5, Ban-cho 1-chome,
Takamatsu City, Kagawa 760-0017

JICA Kyushu

TÉL. : +81-93-671-6311
2-1, Hirano 2-chome, Yahata Higashi-ku, Kitakyushu City,
Fukuoka 805-8505

JICA Okinawa

TÉL. : +81-98-876-6000
1143-1, Aza Maeda, Urasoe City, Okinawa 901-2552

Bureaux à l'étranger (ordre alphabétique) (au 1^{er} septembre 2014)



Asie

- Afghanistan Office
- Bangladesh Office
- Bhutan Office
- Cambodia Office
- China Office
- India Office
- Indonesia Office
- Kyrgyz Republic Office
- Laos Office
- Malaysia Office
- Maldives Office
- Mongolia Office
- Myanmar Office
- Nepal Office
- Pakistan Office
- Philippines Office
- Sri Lanka Office
- Tajikistan Office
- Thailand Office
- Timor-Leste Office
- Uzbekistan Office
- Viet Nam Office

Pacifique

- Fiji Office
- Marshall Islands Office
- Micronesia Office
- Palau Office
- Papua New Guinea Office
- Samoa Office
- Solomon Islands Office
- Tonga Office
- Vanuatu Office

Amérique du Nord et Amérique latine

- Argentine Office
- Belize Office
- Bolivia Office
- Brazil Office
- Chile Office
- Colombia Office
- Costa Rica Office
- Dominican Republic Office
- Ecuador Office
- El Salvador Office
- Guatemala Office
- Honduras Office
- Jamaica Office
- Mexico Office
- Nicaragua Office
- Panama Office
- Paraguay Office
- Peru Office
- Saint Lucia Office
- Uruguay Office
- USA Office
- Venezuela Office

Afrique

- Bureau au Bénin
- Botswana Office
- Bureau au Burkina Faso
- Bureau au Cameroun
- Bureau en Côte d'Ivoire
- Bureau en République démocratique du Congo
- Bureau à Djibouti
- Ethiopia Office
- Bureau au Gabon

- Ghana Office
- Kenya Office
- Bureau à Madagascar
- Malawi Office
- Mozambique Office
- Namibia Office
- Bureau au Niger
- Nigeria Office
- Bureau au Rwanda
- Bureau au Sénégal
- South Africa Office
- South Sudan Office
- Sudan Office
- Tanzania Office
- Uganda Office
- Zambia Office
- Zimbabwe Office

Moyen-Orient et Afrique du Nord

- Egypt Office
- Office in Gaza
- Iran Office
- Iraq Office
- Jordan Office
- Bureau au Maroc
- Syria Office
- Bureau en Tunisie
- Yemen Office

Europe

- Balkan Office
- Bureau en France
- Turkey Office

[→ Pour connaître les coordonnées des bureaux à l'étranger, consultez le site internet de la JICA (en anglais).]

Home → Contact Us → Overseas Offices <http://www.jica.go.jp/english/about/organization/overseas/>

Glossaire

B Banque asiatique de développement (BASD)

Institution financière internationale dont l'objectif est de promouvoir le développement socioéconomique des pays asiatiques. La BASD propose des prêts sur une base semi-commerciale.

Banque mondiale

La Banque mondiale est la plus grande agence d'aide au développement du monde. Elle accorde des prêts aux gouvernements centraux et aux agences des pays membres. Ces prêts sont couverts par les garanties d'emprunt des gouvernements.

Base de la pyramide (BoP)

Populations pauvres disposant de revenus annuels inférieurs à 3 000 USD. Environ 4 milliards de personnes dans le monde représentent la base de la pyramide. Les « activités BoP » font référence aux activités ayant le potentiel de répondre à divers problèmes auxquels sont confrontées les populations pauvres et les exclus de la société et du processus de développement.

C Comité d'aide au développement (CAD)

Le CAD est l'un des trois principaux comités de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Pour les pays donateurs qui le composent, il constitue un lieu de discussion international sur les questions liées à l'aide, au développement et à la réduction de la pauvreté dans les pays en développement. Le Japon est devenu membre du CAD en 1964 lorsqu'il a adhéré à l'OCDE.

Conditions spéciales de partenariat économique (STEP)

Dispositif mis en place en 2002 afin d'augmenter la visibilité des prêts d'APD du Japon par des transferts techniques aux pays en développement, en utilisant la technologie avancée et le savoir-faire du Japon. Ces prêts ont un niveau de concessionnalité plus élevé que l'aide liée et d'autres prêts.

Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD)

Forum international sur le développement de l'Afrique, la TICAD est organisée tous les cinq ans, depuis 1993, par le gouvernement japonais, conjointement avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), la Banque mondiale et d'autres agences. La TICAD V a eu lieu à Yokohama, en juin 2013.

Coopération Sud-Sud

Mise en œuvre de programmes de coopération en faveur des pays les moins avancés accusant un retard de développement, par des pays à revenu intermédiaire et relativement plus développés qui utilisent leur expérience en matière de développement et leurs ressources humaines.

Coopération triangulaire

Mise en œuvre de programmes de coopération par des pays donateurs ou des organisations d'aide internationale, conjointement avec d'autres pays en développement, pour promouvoir le développement d'autres pays en développement.

Couverture santé universelle (CSU)

Le concept fait référence à « la possibilité pour tous de recevoir des services appropriés en matière de promotion de la santé, de prévention, de traitements médicaux et de récupération fonctionnelle à un prix abordable. » La CSU a été reconnue comme nouvel objectif commun par la communauté internationale lors de l'assemblée générale des Nations unies en décembre 2012. En mai 2013, le gouvernement japonais a annoncé sa stratégie pour une diplomatie de la santé mondiale à travers laquelle il entend promouvoir la couverture santé universelle. Lors de la cinquième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD V), en juin 2013, le gouvernement a annoncé l'engagement du Japon à fournir une aide pour la promotion de la CSU en Afrique.

D Développement inclusif

Approche du développement qui profite à tous. Depuis de nombreuses années, la JICA est guidée par la vision d'un « développement inclusif et dynamique ». L'objectif est d'encourager un développement inclusif afin de réduire la pauvreté par une croissance durable. À cette fin, la JICA s'efforce de permettre au plus grand nombre de participer largement et équitablement au « processus de croissance » afin d'en récolter les fruits.

F Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF)

Agence des Nations unies qui a pour vocation d'apporter une aide aux enfants, particulièrement en matière de santé dans les pays en développement, par des actions destinées à améliorer la nutrition, l'approvisionnement en eau potable, la protection sociale de la mère et de l'enfant, et l'éducation, entre autres approches.

Fonds monétaire international (FMI)

Agence spécialisée des Nations unies dont la mission est de fournir, à relativement court terme à ses pays membres, les moyens de financement nécessaires pour assurer les échanges et les paiements et garantir les autres flux financiers courants.

G Gouvernance

La gouvernance fait référence à l'établissement et à la gestion de l'ensemble du cadre institutionnel d'un pays, destiné à faciliter la stabilité et le développement. Une bonne gouvernance doit permettre de mobiliser, d'affecter et de gérer efficacement les ressources du pays tout en prenant en compte la volonté de ses citoyens. La gouvernance fait également référence aux

systèmes gouvernementaux de coopération entre agences gouvernementales, société civile et secteur privé, ainsi qu'aux mécanismes de prise de décisions. La gouvernance englobe trois grandes dimensions – le système politique national, la capacité du gouvernement à élaborer et mettre en œuvre des politiques, et enfin, les systèmes relatifs aux interactions entre gouvernement, société civile et secteur privé.

H Homologues

Représentants officiels de gouvernements et techniciens de pays partenaires bénéficiant de conseils stratégiques et de transferts de technologie dans le cadre de projets de coopération internationale.

I Infrastructure de transport transfrontalière

Infrastructure nécessaire au transport et traversant plusieurs frontières. Cela inclut des infrastructures matérielles telles que des ports, des voies ferrées, des autoroutes, des installations de transbordement de conteneurs, des installations frontalières nationales et des tabliers peseurs (balances de camions), ainsi que des infrastructures immatérielles telles que des lois sur le transport transfrontalier, des lois sur le passage des frontières (dédouanement et quarantaine, entre autres), et des systèmes organisationnels, des lois et des règlements pour l'exploitation et la maintenance efficaces des infrastructures matérielles mentionnées ci-dessus.

O Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)

Servant d'objectifs à la communauté internationale pour le 21^e siècle, les OMD s'inspirent de la déclaration du Millénaire des Nations unies et de précédents objectifs de développement international définis lors de sommets internationaux dans les années 1990 et formant un cadre commun. Les OMD, que la communauté internationale s'est engagée à réaliser d'ici 2015, sont au nombre de huit.

Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Agence spécialisée des Nations unies, dont le mandat est libellé en ces termes : « Atteindre la sécurité alimentaire pour tous est au cœur des efforts de la FAO – veiller à ce que les êtres humains aient un accès régulier à une nourriture de bonne qualité qui leur permette de mener une vie saine et active ».

Organisation mondiale de la santé (OMS)

Agence spécialisée des Nations unies dont le mandat est de lutter contre la maladie à l'échelle mondiale et d'améliorer la situation en matière de santé et de malnutrition grâce à la coopération internationale.

Organisation mondiale du commerce (OMC)

Organisation internationale créée en 1995 visant

à promouvoir la libéralisation des échanges internationaux sur une base non-discriminatoire.

P Partenariat public-privé (PPP)

Utilisation du secteur privé pour la fourniture de services publics, le PPP est une méthode de mise en œuvre des programmes par la coordination du secteur public et du secteur privé. Cela comprend une grande variété de dispositifs adaptés au niveau de participation des entreprises privées, allant du simple projet aux services CET (construction-exploitation-transfert) ou à la privatisation complète. Les « projets d'infrastructure en PPP » font référence aux projets d'infrastructure mis en œuvre dans le cadre d'un partenariat public-privé.

Pays affranchis de l'aide

Pays retirés de la liste des pays bénéficiaires de l'APD établie par le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, en raison notamment de l'accroissement de leurs revenus. Cette liste est révisée tous les trois ans. Les pays dont le RNB a dépassé le seuil des pays à revenu élevé pendant trois années consécutives ou qui ont rempli d'autres conditions sont rayés de la liste.

Pays émergents

Pays en développement ayant atteint une croissance économique rapide ces dernières années, notamment en Amérique du Sud, en Amérique Centrale, en Asie du Sud-Est et en Europe de l'Est.

Pays en développement

Pays dont le niveau de développement économique est faible comparé à celui des pays industrialisés. Cette appellation est généralement utilisée par la JICA pour désigner les pays et régions de la liste des bénéficiaires de l'APD établie par le CAD.

Pays les moins avancés (PMA)

Pays qui selon l'Assemblée générale des Nations unies accusent un fort retard de développement au regard des critères établis par le Comité des politiques de développement (CDP) de l'ONU. Avec un RNB par habitant inférieur à 992 USD, ces pays sont à la traîne dans le domaine de la valorisation des ressources humaines et leurs économies sont extrêmement fragiles. La liste des PMA est réexaminée tous les trois ans. On dénombre actuellement 49 PMA.

Pays moyennement développés

Pays dont le RNB par habitant se situe entre 4 086 et 7 115 USD en 2012 (selon le classement des Nations unies et de la Banque mondiale).

Plan directeur

Plan de base pour mettre en œuvre de nombreux types de projets de développement à long terme.

Poste frontière à guichet unique (PFGU)

Le PFGU est une méthode d'exécution

des opérations douanières visant à unifier et rationaliser l'ensemble des procédures. L'accomplissement des procédures d'importation et d'exportation à un seul point de contrôle frontalier entre deux pays réduit la durée d'immobilisation des marchandises, et contribue ainsi à la circulation fluide des biens. La JICA réalise des projets destinés à mettre en place des systèmes de PFGU en Afrique de l'Est et dans d'autres régions.

Programme alimentaire mondial (PAM)

Agence d'aide alimentaire des Nations unies dont la mission est d'éradiquer la faim et la malnutrition.

R REDD-plus

REDD-plus est un mécanisme permettant aux pays développés d'apporter un soutien économique, notamment financier, aux pays en développement qui réduisent leurs émissions de gaz à effet de serre et/ou préservent et renforcent leurs stocks de carbone forestier, par la lutte contre la déforestation et la dégradation forestière et par la gestion durable des forêts. En retour, les pays développés donateurs de cette aide reçoivent des crédits pour les émissions de gaz à effet de serre qui ont été réduites et/ou le stock de carbone forestier préservé ou augmenté, et ils peuvent intégrer ces crédits à leurs propres efforts de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Renforcement des capacités

Processus par lequel un pays en développement renforce ses propres capacités à résoudre ses problèmes de développement. Contrairement au processus de « création de capacités » (capacity building), impulsé de l'extérieur et supposant l'absence de capacités préexistantes, le « renforcement des capacités » (capacity development) fait référence au processus endogène de renforcement des capacités — des individus, des institutions, des systèmes et de la société dans son ensemble — par le pays lui-même. Le rôle de la coopération de la JICA est de soutenir le renforcement des capacités des pays en développement en facilitant leurs efforts dans ce sens.

Revenu national brut (RNB)

Le RNB représente la valeur globale des biens et services produits dans un pays et à l'étranger par les citoyens durant une période donnée.

S Société fondée sur un cycle rationnel des matériaux

Société qui réduit sa consommation de ressources naturelles et le fardeau sur l'environnement. Le gouvernement japonais a établi l'Acte de base pour une société fondée sur un cycle rationnel des matériaux, en 2000, pour contribuer au changement d'une société axée sur les concepts traditionnels de production, de consommation et de destruction de masse. Les lignes directrices

pour parvenir à cette société appellent à la pratique des 3R : réduction (du volume des déchets), réutilisation (des ressources) et recyclage (des déchets en ressources).

Stratégie d'exportation des systèmes d'infrastructures

Le gouvernement japonais a tenu sa première réunion ministérielle sur la stratégie d'exportation des infrastructures et de coopération économique en mars 2013. Les participants ont discuté de leurs activités à l'étranger liées aux systèmes d'infrastructures, leur approvisionnement en ressources minérales et leurs intérêts dans le secteur minier à l'étranger. Des sujets importants, comme la coopération économique, ont également été abordés. La réunion a marqué le début d'un dialogue visant à déterminer les moyens de fournir cette aide de manière stratégique et efficace. En mai 2013, l'exportation des systèmes d'infrastructures est devenue le troisième pilier de la stratégie de croissance du Japon. Parallèlement à cette décision, le ministère de l'Aménagement du territoire, des infrastructures, des transports et du tourisme, le ministère de l'Économie, du commerce et de l'industrie et d'autres ministères et agences japonaises prennent des mesures en faveur de la stratégie d'exportation des systèmes d'infrastructures et de la coopération économique stratégique.

U Union africaine (UA)

La plus grande organisation régionale du monde, constituée de 54 pays membres. Son siège est situé à Addis-Abeba, la capitale de l'Éthiopie. Elle a remplacé l'Organisation de l'unité africaine (OUA) en juillet 2002 à l'issue d'une réorganisation et d'un renforcement de ses structures. En janvier 2010, le nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) a été intégré à l'UA. L'organisation joue depuis un rôle accru dans les activités de développement.

Index des études de cas

Afrique	
Efforts déployés pour l'égalité des sexes en Afrique	P. 54
Événement parallèle à la cinquième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD V)	P. 117
Amérique Centrale et Caraïbes	
Mécanisme de cofinancement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique (CORE)	P. 44
Arménie	
Projet d'évaluation et de planification de la gestion du risque sismique	P. 35
Bosnie-Herzégovine	
Projet de modernisation du programme scolaire d'informatique	P. 75
Brésil	
Effort pour développer le système du <i>Koban</i> au Brésil	P. 49
Cambodge	
Projet de renforcement des capacités des systèmes urbains d'approvisionnement en eau (phase 3)	P. 24
Costa Rica	
Promouvoir une vie autonome au Costa Rica	P. 111
Éthiopie	
Projet de centre des technologies de l'eau en Éthiopie	P. 86
Projet de renforcement de la résilience en milieu rural	P. 92
Inde	
Programme de promotion des investissements dans l'État du Tamil Nadu	P. 38
Étude de vérification avec le secteur privé pour la diffusion de technologies japonaises de visualisation du four industriel d'une usine d'acier et de la chaudière d'une centrale thermique au charbon pour améliorer l'efficacité de la combustion par un système de caméras résistantes à la chaleur	P. 107
Indonésie	
Projet de renforcement du réseau PPP	P. 23
Programme d'accélération de la reconstruction mutuelle basée sur la communauté par l'utilisation des ressources locales à Banda Aceh et Higashimatsushima	P. 111
Jordanie	
Aide aux réfugiés syriens et aux communautés hôtes	P. 70
Projet d'intégration de la santé et d'autonomisation des femmes dans le sud du pays	P. 81
Kenya	
Aide à la promotion des investissements et à l'amélioration de la logistique	P. 53
Kirghizstan	
Projet d'autonomisation des communautés via la promotion des petites entreprises par l'approche « Un village, un produit » (UVUP) dans la région d'Issyk-Koul	P. 99
Laos	
Projet d'extension du terminal de l'aéroport international de Vientiane	P. 25
Malaisie	
Projet scientifique et technologique pour le développement de scénarios de sociétés sobres en carbone en Asie	P. 85
Mexique	
Projet de développement de la chaîne d'approvisionnement automobile	P. 98
Mongolie	
Projet de développement des capacités pour lutter contre la pollution de l'air à Oulan-Bator	P. 32
Soutien au développement urbain d'Oulan-Bator	P. 72
Myanmar	
Financement des investissements du secteur privé ; projet de développement de la zone économique spéciale de Thilawa (zone de classe A)	P. 104
Aide sous forme de don pour améliorer l'environnement des affaires	P. 129
Népal	
Projet de construction de la route de Sindhuli	P. 41
Nicaragua	
Projet de renforcement de services intégrés pour la prévention du risque social et l'attention aux familles et aux communautés	P. 66
Ouganda	
Promotion des activités BoP ; Saraya Co. Ltd., Création d'un modèle économique pour des désinfectants à base d'alcool	P. 105
Pakistan	
Projet de promotion d'une production de fruits à valeur ajoutée à Gilgit-Baltistan	P. 39
Palestine	
Projet de suivi pour les participants aux formations de la JICA	P. 59
Projet d'amélioration de la vulgarisation pour une agriculture à valeur ajoutée dans la grande vallée du Rift	P. 93
Philippines	
Accord de paix global à Mindanao – Aide à l'établissement d'un nouveau gouvernement autonome	P. 69
Étude préparatoire du projet de gestion du risque d'inondation de la rivière Cagayan (FRIMP-CDOR)	P. 88
Opérations de secours d'urgence aux Philippines après le passage du typhon	P. 115
Crédit stand-by d'urgence pour le rétablissement urgent	P. 127
Création d'un programme de dons en appui à la restauration et à la reconstruction après le passage du typhon Yolanda	P. 129
Région Pacifique	
Efforts d'introduction d'énergies renouvelables dans les pays insulaires	P. 29
République démocratique du Congo	
Formation sur la démocratisation pour la police nationale congolaise	P. 55
République dominicaine	
Coopération à long terme à travers le Centre de l'amitié nippo-dominicaine pour l'éducation médicale	P. 45
Rwanda	
Formation professionnelle et soutien à l'obtention d'emplois pour la participation sociale des anciens combattants et autres personnes handicapées	P. 79
Sénégal	
Programme de promotion d'une pêche durable	P. 95
Sri Lanka	
Programme de gestion du changement climatique et des catastrophes	P. 40
Tadjikistan	
Étude pour la culture durable des plantes médicinales, étude préparatoire pour les activités BoP sur la culture de la réglisse	P. 34
Thaïlande	
Projet de développement des capacités pour la gestion du risque de catastrophe	P. 87
Efforts de lutte contre le changement climatique en Thaïlande	P. 89
Tunisie	
Projet de renforcement des capacités pour la promotion du tourisme	P. 58
Turquie	
Projet de tunnel ferroviaire sous le Bosphore	P. 61
Vietnam	
Étude de faisabilité sur l'amélioration des soins de santé néonataux à travers l'introduction d'équipements de diagnostic de la jaunisse néonatale	P. 106
Zambie	
Projet de renforcement des performances et des compétences des enseignants à travers un développement professionnel continu basé sur l'école (STEPS)	P. 78
Développement de méthodes de diagnostic de la tuberculose et la trypanosomiase et de nouveaux médicaments contre la trypanosomiase	P. 113
Autres	
Étude sur les projets ayant une composante de microfinance	P. 68
Soutien aux exportations d'infrastructures à travers l'APD	P. 73
Recherche internationale conjointe pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre	P. 83
Extension de l'aide au développement de la géothermie	P. 101
Efforts d'aide à la gestion des finances publiques	P. 103
Utilisation du programme de volontariat à l'étranger en collaboration avec le secteur privé	P. 108
Coopération entre l'Agence pour la reconstruction, la JICA et la JOCA, en soutien à la reconstruction après le grand séisme de l'est du Japon	P. 109
Diffusion internationale suite à la réunion annuelle de la Banque asiatique de développement	P. 119

Données chiffrées

Résumé financier	148
1. Compte général.....	148
2. Compte financier et d'investissement.....	149
Statistiques sur les résultats des programmes	150
Interprétation des statistiques	150
Répartition des pays et régions	150
Activités de la JICA	
1. Synthèse des activités de la JICA	151
2. Répartition géographique des activités de la JICA.....	151
3. Répartition régionale de la coopération technique	161
4. Répartition sectorielle des projets de coopération technique	163
5. Répartition sectorielle des projets de dons	163
6. Synthèse des prêts (données des cinq derniers exercices).....	164
Informations détaillées sur les prêts japonais d'APD	
7. Répartition sectorielle des prêts	164
8. Répartition géographique des prêts japonais d'APD (exercice 2013)	165
9-1. Rééchelonnement de la dette basé sur les accords du Club de Paris (exercice 2013)	166
9-2. Annulation de la dette (exercice 2013).....	166
10-1. Principaux contractants des projets de prêts japonais d'APD (exercice 2013/biens et services/montant du contrat : plus de 1 milliard JPY).....	167
10-2. Principaux contractants des projets de prêts japonais d'APD (exercice 2013/services de consultants/montant du contrat : plus de 100 millions JPY)	169
11-1. Modalités et conditions des prêts japonais d'APD (en vigueur depuis le 1 ^{er} avril 2014)	170
11-2. Degré de libéralité (sur la base des engagements)	173
11-3. Nationalité des contractants (dont marchés en monnaie locale)	173
11-4. Nationalité des contractants (monnaie étrangère uniquement).....	173
11-5. Nationalité des contractants (dont marchés en monnaie locale et prêts de soutien à la balance des paiements).....	173
11-6. Nationalité des contractants (monnaie étrangère uniquement, hors prêts de soutien à la balance des paiements).....	173
Listes des projets	
12-1. Projets de coopération technique (procès-verbaux des discussions signés durant l'exercice 2013).....	174
12-2. Projets de partenariat pour la recherche scientifique et technologique pour le développement durable (SATREPS) (procès-verbaux des discussions signés durant l'exercice 2013)	176
12-3. Liste des principaux engagements de prêts japonais d'APD (accords de prêts nouveaux et approuvés durant l'exercice 2013)	176
12-4. Principaux projets d'investissement en actions (au 31 mars 2014)	177
12-5. Dons (projets de l'exercice 2013)	178

Résumé financier

1 Compte général

Bilan		(Unité : Millions JPY)	
	Au 31 mars 2013	Au 31 mars 2014	
Actifs			
Actifs à court terme			
Liquidités et dépôts bancaires	48 350	54 695	
Titres négociables	80 000	100 000	
Autres	15 981	19 272	
Total des actifs à court terme	144 331	173 967	
Actifs immobilisés			
Immobilisations corporelles	46 297	46 077	
Immobilisations incorporelles	5	5	
Placements et autres actifs	3 197	2 876	
Total des actifs immobilisés	49 499	48 958	
Total des actifs	193 830	222 925	
Passifs			
Passifs à court terme			
Passifs liés aux subventions de fonctionnement	22 624	31 732	
Fonds pour les projets de dons	95 993	115 082	
Autres	15 665	18 993	
Total des passifs à court terme	134 282	165 807	
Passifs immobilisés			
Comptes de contrepartie d'actifs	2 250	2 099	
Autres	574	641	
Total des passifs immobilisés	2 825	2 740	
Total des passifs	137 106	168 547	
Actifs nets			
Capital			
Investissements du gouvernement	67 279	66 701	
Total des capitaux	67 279	66 701	
Gain en capital			
Gain en capital	-16 687	-16 507	
Total des gains en capital	-16 687	-16 507	
Bénéfices non distribués			
Bénéfices non distribués	6 131	4 185	
Total des bénéfices non distribués	6 131	4 185	
Total des actifs nets	56 723	54 378	
Total des actifs et des passifs nets	193 830	222 925	

(Actifs)

Pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2014, le montant total des actifs s'élève à 222 925 millions JPY, soit une hausse de 29 095 millions JPY par rapport à l'exercice précédent. Cette progression est essentiellement imputable à une augmentation de 6 345 millions JPY, ou 13,1 %, des liquidités et dépôts bancaires et à une hausse de 20 000 millions JPY, ou 25,0 %, des titres.

(Passifs)

Pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2014, le montant total des passifs s'élève à 168 547 millions JPY, soit une hausse de 31 440 millions JPY, ou 22,9 %, par rapport à l'exercice précédent. Cette progression s'explique principalement par une augmentation de 9 108 millions JPY, ou 40,3 %, des passifs liés aux subventions de fonctionnement, et par une hausse de 19 089 millions JPY, ou 19,9 %, des fonds pour les projets de dons.

Compte de résultat

Compte de résultat		(Unité : Millions JPY)	
	1 ^{er} avril 2012– 31 mars 2013	1 ^{er} avril 2013– 31 mars 2014	
Dépenses ordinaires			
Dépenses de fonctionnement			
Dépenses pour les projets de coopération technique	72 017	75 659	
Dépenses pour la coopération avec la participation du public	14 738	14 683	
Dépenses pour la promotion de l'aide	13 333	13 804	
Dépenses pour le soutien opérationnel	28 242	27 743	
Dépenses pour les programmes de dons	96 618	85 423	
Autres	8 579	8 311	
Frais généraux administratifs	8 451	8 676	
Charges financières	36	27	
Autres	233	11	
Total des dépenses ordinaires	242 247	234 337	
Recettes ordinaires			
Recettes des subventions de fonctionnement	126 465	143 523	
Recettes des programmes de dons	96 618	85 423	
Autres	3 463	3 466	
Total des recettes ordinaires	226 546	232 411	
Bénéfices ordinaires (Pertes ordinaires)	-15 701	-1 926	
Pertes extraordinaires	2 022	32	
Bénéfices extraordinaires	8	7	
Réaffectation des fonds de réserve reportés des objectifs à moyen terme précédents	17 454	3 894	
Total des bénéfices (pertes) pour l'exercice en cours	-261	1 943	

(Dépenses ordinaires)

Pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2014, le montant total des dépenses ordinaires s'élève à 234 337 millions JPY, soit une diminution de 7 910 millions JPY, ou 3,3 %, par rapport à l'exercice précédent. Ce recul s'explique principalement par une baisse de 11 195 millions JPY, ou 11,6 %, des dépenses pour les programmes de dons par rapport à l'exercice précédent.

(Recettes ordinaires)

Pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2014, le montant des recettes ordinaires s'élève à 232 411 millions JPY, soit une augmentation de 5 865 millions JPY, ou 2,6 %, par rapport à l'exercice précédent. Cette progression est principalement due à une hausse de 17 058 millions JPY, ou 13,5 %, des recettes des subventions de fonctionnement.

(Total des bénéfices et pertes pour l'exercice en cours)

En plus des pertes ordinaires notées ci-dessus, les éléments suivants ont été enregistrés au cours de l'exercice considéré. Il s'est produit une perte extraordinaire de 32 millions JPY, liée notamment à la cession d'actifs immobilisés. Les bénéfices extraordinaires ont atteint 7 millions JPY grâce à la cession d'actifs immobilisés. En outre, les fonds de réserve reportés des précédents exercices à moyen terme ont été réaffectés à hauteur de 3 894 millions JPY. Par conséquent, le total des bénéfices pour l'exercice en cours s'élève à 1 943 millions JPY, soit une augmentation de 2 204 millions JPY, ou 843,9 %, par rapport à l'exercice précédent.

État des flux de trésorerie

(Unité : Millions JPY)

	1 ^{er} avril 2012– 31 mars 2013	1 ^{er} avril 2013– 31 mars 2014
I. Flux de trésorerie des activités de fonctionnement		
Paiement des dépenses de fonctionnement	-132 224	-132 534
Paiement des projets de dons	-98 052	-85 366
Paiement des frais de personnel	-14 662	-14 874
Produit des subventions de fonctionnement	149 663	152 973
Produit des programmes de dons	102 413	104 512
Autres	-3 093	1 978
II. Flux de trésorerie des activités d'investissement	-3 515	-34 818
III. Flux de trésorerie des activités de financement	-9 095	-517
IV. Effet des fluctuations des taux de change sur les fonds	-100	-9
V. Diminution nette des fonds	-8 666	-8 655
VI. Fonds au début de l'exercice	52 016	43 350
VII. Fonds à la fin de l'exercice	43 350	34 695

(Flux de trésorerie des activités de fonctionnement)

Pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2014, les flux de trésorerie des activités de fonctionnement se sont soldés à 26 690 millions JPY, soit une augmentation de 22 646 millions JPY, ou 560,0 %, par rapport à l'exercice précédent. Cette progression est principalement due à une diminution de 12 686 millions JPY, ou 12,9 %, des paiements pour les programmes de dons et à l'enregistrement de paiements au Trésor de 5 670 millions JPY de fonds de réserve durant les précédents exercices à moyen terme (pas de résultats pour cet exercice).

(Flux de trésorerie des activités d'investissement)

Pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2014, les flux de trésorerie des activités d'investissement se sont soldés par une sortie de fonds de 34 818 millions JPY, soit une baisse de 31 303 millions JPY, ou 890,5 %, par rapport à l'exercice précédent. Ce recul est principalement imputable à une augmentation de 224 000 millions JPY, ou 39,9 %, des paiements pour l'achat de certificats de dépôt négociables.

(Flux de trésorerie des activités de financement)

Pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2014, les flux de trésorerie des activités de financement se sont soldés par une sortie de fonds de 517 millions JPY, soit une augmentation de 8 578 millions JPY, ou 94,3 %, par rapport à l'exercice précédent. Cette baisse s'explique principalement par l'enregistrement de 5 126 millions JPY de recouvrement de dettes durant la période cible du second plan à moyen terme en tant que programme de prêts (pas de résultats l'exercice précédent).

2 Compte financier et d'investissement

Bilan		(Unité : Millions JPY)	
	Au 31 mars 2013	Au 31 mars 2014	
Actifs			
Actifs à court terme			
Prêts	11 020 269	11 068 669	
Provisions pour les pertes liées aux prêts	-140 847	-142 613	
Autres	131 651	128 745	
Total des actifs à court terme	11 011 073	11 054 800	
Actifs immobilisés			
Immobilisations corporelles	9 035	8 902	
Immobilisations incorporelles	0	0	
Placements et autres actifs			
Réclamations en cas de faillite, réhabilitation et autres	72 617	68 575	
Provisions pour les pertes liées aux prêts	-40 577	-46 566	
Autres	77 352	68 137	
Total des actifs immobilisés	118 426	99 048	
Total des actifs	11 129 499	11 153 848	
Passifs			
Passifs à court terme			
Emprunts au fonds gouvernemental pour le programme budgétaire d'investissements et de prêts	317 109	275 876	
Autres	69 698	46 345	
Total des passifs à court terme	386 807	322 221	
Passifs immobilisés			
Obligations	260 000	320 000	
Emprunts au fonds gouvernemental pour le programme budgétaire d'investissements et de prêts	1 662 561	1 506 086	
Autres	8 252	8 089	
Total des passifs immobilisés	1 930 813	1 834 175	
Total des passifs	2 317 620	2 156 396	
Actifs nets			
Capital			
Investissements du gouvernement	7 714 798	7 765 398	
Total des capitaux	7 714 798	7 765 398	
Bénéfices non distribués			
Fonds de réserve	1 036 291	1 129 789	
Autres	93 497	125 569	
Total des bénéfices non distribués	1 129 789	1 255 358	
Évaluation et écarts de conversion	-32 708	-23 303	
Total des actifs nets	8 811 879	8 997 452	
Total des actifs et des passifs nets	11 129 499	11 153 848	

(Actifs)

Pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2014, le montant total des actifs s'élève à 11 153 848 millions JPY, soit une augmentation de 24 349 millions JPY, ou 0,2 %, par rapport à l'exercice précédent. Cette progression s'explique principalement par une hausse de 48 400 millions JPY, ou 0,4 %, des prêts.

(Passifs)

Pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2014, le montant total des passifs s'élève à 2 156 396 millions JPY, soit une baisse de 161 224 millions JPY, ou 7,0 %, par rapport à l'exercice précédent. Ce recul s'explique principalement par une diminution de 197 709 millions JPY, ou 10,0 %, des emprunts au fonds gouvernemental pour le programme budgétaire d'investissements et de prêts.

Compte de résultat		(Unité : Millions JPY)	
	1 ^{er} avril 2012– 31 mars 2013	1 ^{er} avril 2013– 31 mars 2014	
Dépenses ordinaires			
Dépenses liées aux activités de coopération en matière de financement et d'investissement			
Intérêts sur les obligations et les effets	4 334	4 950	
Intérêts sur les emprunts	31 348	27 388	
Intérêts sur les swaps de taux d'intérêt	8 297	10 147	
Dépenses pour les opérations de consignation	21 031	21 278	
Dépenses administratives et de fonctionnement	12 795	12 669	
Provisions pour les pertes liées aux prêts	25 278	7 755	
Provisions pour les pertes éventuelles	20 196	—	
Autres	5 424	8 090	
Total des dépenses ordinaires	128 703	92 278	
Recettes ordinaires			
Recettes des activités de coopération en matière de financement et d'investissement			
Intérêts sur les prêts	184 958	178 962	
Dividendes sur les placements	27 520	24 430	
Reprise de provisions pour les pertes éventuelles	—	10 877	
Autres	9 071	3 150	
Autres	653	428	
Total des recettes ordinaires	222 202	217 847	
Bénéfices ordinaires	93 499	125 570	
Pertes extraordinaires	2	1	
Bénéfices extraordinaires	0	0	
Total des bénéfices pour l'exercice en cours	93 497	125 569	

(Dépenses ordinaires)

Pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2014, le montant total des dépenses ordinaires s'élève à 92 278 millions JPY, soit une baisse de 36 425 millions JPY, ou 28,3 %, par rapport à l'exercice précédent. Ce recul s'explique principalement par l'absence de provisions pour les pertes éventuelles qui étaient de 20 196 millions JPY durant l'exercice précédent.

(Recettes ordinaires)

Pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2014, le montant total des recettes ordinaires s'élève à 217 847 millions JPY, soit une baisse de 4 355 millions JPY ou 2,0 %. Ce recul est principalement dû à une diminution de 5 996 millions JPY, ou 3,2 %, des intérêts sur les prêts.

(Total des bénéfices et pertes pour l'exercice en cours)

En plus des bénéfices ordinaires notés ci-dessus, il s'est produit une perte extraordinaire de 1 million JPY sur la cession d'actifs immobilisés. Par conséquent, le montant total des bénéfices de l'exercice en cours s'élève à 125 569 millions JPY, soit une augmentation de 32 071 millions JPY, ou 34,3 %, par rapport à l'exercice précédent.

État des flux de trésorerie (Unité : Millions JPY)

	1 ^{er} avril 2012– 31 mars 2013	1 ^{er} avril 2013– 31 mars 2014
I. Flux de trésorerie des activités de fonctionnement	-98 452	-48 098
Paiement des prêts	-665 481	-742 635
Remboursement des emprunts au fonds gouvernemental pour le programme budgétaire d'investissements et de prêts	-323 204	-317 109
Produits du recouvrement des prêts	629 557	705 353
Produits des emprunts au fonds gouvernemental pour le programme budgétaire d'investissements et de prêts	82 900	119 400
Produits de l'émission d'obligations	59 646	59 693
Recettes d'intérêts sur les prêts	189 588	174 240
Autres	-71 458	-47 040
II. Flux de trésorerie des activités d'investissement	32 144	5 134
III. Flux de trésorerie des activités de financement	50 248	50 520
IV. Augmentation/diminution nette des fonds	-16 060	7 556
V. Fonds au début de l'exercice	74 880	58 820
VI. Fonds à la fin de l'exercice	58 820	66 376

(Flux de trésorerie des activités de fonctionnement)

Pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2014, les flux de trésorerie des activités de fonctionnement se sont soldés par une sortie de fonds de 48 098 millions JPY, soit une hausse de 50 354 millions JPY, ou 51,1 %, par rapport à l'exercice précédent. Cette progression est essentiellement imputable à une augmentation de 36 500 millions JPY, ou 44,0 %, du produit des emprunts au fonds gouvernemental pour le programme budgétaire d'investissements et de prêts.

(Flux de trésorerie des activités d'investissement)

Pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2014, les flux de trésorerie des activités d'investissement s'élèvent à 5 134 millions JPY, soit une diminution de 27 010 millions JPY, ou 84,0 %, par rapport à l'exercice précédent. Ce recul est principalement dû à une baisse de 16 098 millions JPY, ou 75,3 %, du produit de la vente et de l'acquisition d'actions de sociétés liées.

(Flux de trésorerie des activités de financement)

Pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2014, les flux de trésorerie des activités de financement s'élèvent à 50 520 millions JPY, soit une hausse de 272 millions JPY, ou 0,5 %, par rapport à l'exercice précédent. Cette progression est essentiellement imputable à une augmentation de 258 millions JPY, ou 0,5 %, du produit des investissements gouvernementaux.

Statistiques sur les résultats des programmes

Interprétation des statistiques

Cette partie présente les statistiques liées aux activités de la JICA pour l'exercice 2013. Les méthodes de calcul et la couverture des données sont comme suit :

- La répartition régionale de la coopération bilatérale couvre six zones géographiques.
 - Asie (Asie centrale et Caucase, hors Moyen-Orient) ;
 - Pacifique ;
 - Amérique du Nord et Amérique latine ;
 - Moyen-Orient et Afrique du Nord (ouest de l'Iran et nord du Sahara, hors Soudan) ;
 - Afrique (hors Moyen-Orient et Afrique du Nord) ;
 - Europe (Turquie incluse)
- Les participants aux programmes sont répartis en cinq catégories :
 - Participants à des formations ;
 - Experts ; (3) Membres de missions d'étude ; (4) Volontaires JOCV ; et (5) Autres volontaires
- La coopération technique couvre 10 secteurs :
 - Planification/administration ; (2) Travaux/services publics ; (3) Agriculture/forêts/pêche ; (4) Mines/industrie ; (5) Énergie ; (6) Commerce/tourisme ; (7) Ressources humaines ; (8) Santé/soins médicaux ; (9) Protection sociale ; et (10) Autres
- Toutes les autres données relatives aux activités et aux résultats de la JICA ainsi que les révisions et mises à jour ne figurant pas dans ce rapport seront diffusées en temps voulu et de manière appropriée sur le site internet de la JICA.

Répartition des pays et régions

Asie	Asie du Sud-Est	Brunei, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Myanmar, Philippines, Singapour, Thaïlande, Timor-Est, Vietnam
	Asie de l'Est	Chine, Corée du Sud, Hong Kong, Macao, Mongolie
	Asie du Sud	Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Inde, Maldives, Népal, Pakistan, Sri Lanka
	Asie centrale et Caucase	Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan
Pacifique	Pacifique	Australie, Guam, îles Cook, îles Fidji, îles Mariannes du Nord, îles Marshall, îles Salomon, Kiribati, Micronésie, Nauru, Niue, Nouvelle-Calédonie, Nouvelle-Zélande, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu
Amérique du Nord et Amérique latine	Amérique centrale et Caraïbes	Antigua-et-Barbuda, Antilles néerlandaises (Curaçao), Bahamas, Barbade, Belize, Costa Rica, Cuba, Dominique, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Montserrat, Nicaragua, Panama, Porto Rico, République dominicaine, Saint-Christophe-et-Niévès, Saint-Vincent et les Grenadines, Sainte-Lucie, Salvador, Suriname, Trinité-et-Tobago
	Amérique du Sud	Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Paraguay, Pérou, Uruguay, Venezuela
	Amérique du Nord	Canada, États-Unis d'Amérique
Moyen-Orient et Afrique du Nord	Moyen-Orient et Afrique du Nord	Algérie, Arabie saoudite, Autorité palestinienne, Bahreïn, Égypte, Émirats arabes unis, Irak, Iran, Israël, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Oman, Qatar, Syrie, Tunisie, Yémen, Yémen du Sud
Afrique	Afrique	Afrique du Sud, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Kenya, Lesotho, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Nigeria, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Togo, Zambie, Zimbabwe
Europe	Europe	Albanie, Allemagne, Autriche, Belgique, Biélorussie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Kosovo, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Macédoine (ARYM), Malte, Moldavie, Monaco, Monténégro, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Russie, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Turquie, Ukraine, Union soviétique
Autres	Organisations internationales, etc.	
	Monde	Coopération multirégionale

Note : Pour les prêts d'APD ventilés par région antérieurs à l'exercice 2007, l'Algérie, l'Égypte, la Libye, le Maroc et la Tunisie sont inclus dans les chiffres pour l'Afrique du Nord, tandis que la Turquie est incluse dans le Moyen-Orient. Pour l'assistance technique et les dons antérieurs à l'exercice 2007, l'Afghanistan, le Soudan et la Turquie sont comptabilisés dans le Moyen-Orient. Les pays sont classés par région puis par ordre géographique.

1 Synthèse des activités de la JICA

Contenu de la coopération	Exercice 2013	Exercice 2012 (référence)
1. Pays/régions en développement bénéficiaires de l'aide*	152 pays/régions	147 pays/régions
2. Total de l'APD japonaise (année civile, Europe de l'Est et nations émancipées de l'aide incluses, etc.)	2 221,5 milliards JPY	1 484,7 milliards JPY
3. Dépenses de coopération technique de la JICA (hors coûts administratifs)	177,3 milliards JPY	167,8 milliards JPY
4. Projets de prêts de la JICA (nouveaux engagements de prêts)	985,8 milliards JPY	1 226,7 milliards JPY
5. Projets de dons de la JICA (projets en cours)**	115,8 milliards JPY	141,6 milliards JPY
6. Participants à des formations (nouveaux)	22 240 (personnes)	26 081 (personnes)
7. Experts (nouveaux)	10 359 (personnes)	9 325 (personnes)
8. Membres de missions d'étude (nouveaux)	8 615 (personnes)	9 021 (personnes)
9. JOCV (nouveaux)	1 081 (personnes)	948 (personnes)
10. Autres volontaires (nouveaux)	337 (personnes)	329 (personnes)
11. Projets de coopération technique (en cours)	552 (89 pays/régions)	600 (95 pays/régions)
12. Partenariat pour la recherche scientifique et technologique pour le développement durable (SATREPS) (en cours)	74 (39 pays/régions)	66 (35 pays/régions)
13. Projets de prêts (nouveaux)***	54 (21 pays/1 organisation)	56 (19 pays)
14. Projets de dons (projets en cours de la JICA)	166 (58 pays/régions)	192 (60 pays/régions)
15. Projets de coopération technique au niveau local (nouveaux /en cours)	250 (47 pays)	206 (45 pays)
16. Envoi d'équipes du JDR, fourniture de matériel de secours en cas de catastrophe	24 (15 pays/régions)	17 (16 pays/régions)
Taux de conversion du CAD : 1 USD =	97,6 JPY	79,8 JPY

Note : Ces chiffres n'incluent pas les projets couvrant plusieurs pays et régions dans le monde.

* Nombre de pays où se sont déroulés des projets de la JICA durant l'exercice 2013, à l'exclusion des pays membres du Comité d'aide au développement (CAD).

** Montant des accords de dons conclus. Pour les projets couvrant plusieurs exercices, le montant maximal autorisé par année fiscale est comptabilisé pour chaque exercice. L'augmentation du montant maximal engagée selon l'accord de don révisé est comptabilisée à la date de révision.

*** Le montant total des engagements de prêts n'inclut pas l'engagement de prêts supplémentaires à la Turquie.

2 Répartition géographique des activités de la JICA

Note : Les montants d'APD (année civile 2013) du Japon sont fournis à titre provisoire en se basant sur les données du ministère japonais des Affaires étrangères.

Le total cumulé des personnes comptabilisées les « Nouveaux » des exercices précédents et de 2013.

Les chiffres n'incluent pas les projets couvrant plusieurs pays et régions dans le monde.

* Y compris les dépenses d'assistance technique gérées dans le cadre du compte finance et investissements.

** Montant des accords de dons conclus. Pour les projets couvrant plusieurs exercices, le montant maximal autorisé par année fiscale est comptabilisé pour chaque exercice. L'augmentation du montant maximal engagée selon l'accord de don révisé est comptabilisée à la date de révision.

Pays	APD du Japon (2013)			Coopération technique de la JICA (exercice 2013)										Prêts d'APD de la JICA (exercice 2013) (milliards JPY)	Dons de la JICA (exercice 2013) (milliards JPY)			
	Dons (millions USD)	Coopération technique (millions USD)	Prêts (millions USD)	Dépenses de coopération technique (milliards JPY)*	Type (milliards JPY)													
					Participants à des formations*		Experts*		Membres de missions d'étude*		Fourniture d'équipements*	Autres dépenses*	JOVC			Autres volontaires		
					Nouveaux	En cours	Nouveaux	En cours	Nouveaux	En cours			Nouveaux	En cours	Nouveaux	En cours		

2-1 Asie
Asie du Sud-Est

Pays	Dons (millions USD)	Coopération technique (millions USD)	Prêts (millions USD)	2013	Total cumulé	Personnes		Experts*		Membres de missions d'étude*		Fourniture d'équipements*	Autres dépenses*	JOVC		Autres volontaires		Prêts d'APD de la JICA (exercice 2013) (milliards JPY)	Dons de la JICA (exercice 2013) (milliards JPY)	
						Personnes	Dépenses	Nouveaux	En cours	Nouveaux	En cours			Nouveaux	En cours	Nouveaux	En cours			Nouveaux
Brunei	0,02			2013	0,000	Personnes														
				Total cumulé	3,945	Dépenses	1 235	114	237											
Cambodge	74,29	46,28	20,99	2013	3,940	Personnes	457	29	370	52	269	3		32	16	10	23	2,458	5,770	
				Total cumulé	71,308	Dépenses	458 301	2 001 291	942 362	92 096	195 569	119 990	130 523							
Indonésie	11,31	86,75	-918,09	2013	6,006	Personnes	11 935	3 902	4 528										66,227	3,561
				Total cumulé	333,511	Dépenses	9 343 608	25 167 948	18 191 432	4 846 728	7 475 978	3 991 403	2 291 002							
Laos	40,36	37,72	-2,48	2013	3,055	Personnes	589	47	798	78	332	5		8	19	4	12			
				Total cumulé	63,776	Dépenses	561 218	3 638 777	1 160 997	78 705	416 058	76 274	73 472							
Malaisie	0,70	14,53	-171,35	2013	0,704	Personnes	41 872	15 379	23 624											
				Total cumulé	113,476	Dépenses	47 380 321	121 037 474	96 008 437	39 717 492	18 823 464	7 176 116	3 367 798							
Myanmar	3 238,35	49,10	-758,78	2013	6,159	Personnes	384	43	398	54	96	5		17	43	2	14			
				Total cumulé	53,182	Dépenses	389 787	1 881 217	444 116	24 663	116 701	139 031	59 401							
Philippines	63,03	60,52	-524,41	2013	5,175	Personnes	8 532	3 534	3 873											
				Total cumulé	213,481	Dépenses	9 242 633	21 591 140	15 215 925	4 711 365	5 354 630	5 719 698	1 940 125							
Singapour	0,27			2013	0,021	Personnes	287	16	182	12	10			4	11	6	13			
				Total cumulé	21,796	Dépenses	218 805	296 971	17 712	31 961	19 116	42 367	76 847							
Thaïlande	23,60	48,72	-265,03	2013	2,769	Personnes	16 554	3 454	6 633											
				Total cumulé	222,498	Dépenses	29 571 719	25 308 220	29 423 772	13 655 481	2 245 996	10 856 475	2 414 338							
Timor-Est	8,72	11,70	1,71	2013	6,159	Personnes	510	45	308	31	1 266	22								
				Total cumulé	9,390	Dépenses	734 725	1 513 705	3 669 896	119 334	92 897	28 633								
Vietnam	23,98	107,12	1 177,61	2013	8,271	Personnes	6 534	2 374	4 978											
				Total cumulé	124,130	Dépenses	10 216 053	14 438 287	15 925 694	8 145 203	4 426 453	30 718								

Pays	APD du Japon (2013)			Coopération technique de la JICA (exercice 2013)										Prêts d'APD de la JICA	Dons de la JICA (exercice 2013) (milliards JPY)*			
	Dons (millions USD)	Coopération technique (millions USD)	Prêts (millions USD)	Dépenses de coopération technique (milliards JPY)*	Type (milliers JPY)											Versements (exercice 2013) (milliards JPY)		
					Participants à des formations*		Experts*		Membres de missions d'étude*		Fourniture d'équipements*	Autres dépenses*	JOCV				Autres volontaires	
Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours			Nouveaux		En cours			
2-1 Asie (suite)																		
Asie de l'Est																		
Chine	5,24	24,42	-822,20	2013	2,018	Personnes	1 329	8	283	37	48				7	26	1	2
				Dépenses	409 721	1 321 664	176 377	18 258	13 521	72 903	5 402							
Total cumulé	181,756	Personnes	35 774	9 027	13 592													
				Dépenses	37 529 272	46 574 725	53 454 568	28 621 472	6 690 730	8 580 833	304 808							
Corée du Sud				2013	0,005	Personnes					5 195							
				Dépenses														
Total cumulé	24,459	Personnes	6 178	1 635	1 074													
				Dépenses	9 545 471	3 802 838	1 827 803	9 002 856	279 636									
Hong Kong		0,01		2013		Personnes												
				Dépenses														
Total cumulé	1,906	Personnes	653	37	39													
				Dépenses	1 157 472	313 236	46 636	386 594	1 725									
Macao				2013		Personnes												
				Dépenses														
Total cumulé	0,001	Personnes	1															
				Dépenses	971													
Mongolie	30,73	25,84	109,04	2013	1,821	Personnes	231	7	184	10	210				33	36		10
				Dépenses	202 233	652 572	633 418	15 635	89 565	193 866	34 084							
Total cumulé	38,403	Personnes	3 826	1 991	3 297													
				Dépenses	5 562 523	8 047 171	14 547 472	2 785 619	1 851 341	4 267 609	1 341 081							
Asie du Sud																		
Afghanistan	751,07	80,13		2013	6,884	Personnes	602	106	168	17	60	2						
				Dépenses	1 100 011	4 864 912	219 629	125 244	574 129									
Total cumulé	46,624	Personnes	3 607	1 675	1 854													
				Dépenses	4 976 575	19 278 448	9 875 116	1 984 483	10 509 205									
Bangladesh	17,55	46,58	263,75	2013	4,238	Personnes	1 014	7	238	35	361	6			39	71	2	3
				Dépenses	279 845	1 995 857	1 608 373	11 560	36 243	286 510	19 200							
Total cumulé	68,525	Personnes	12 350	1 675	4 770													
				Dépenses	12 300 773	15 993 375	18 453 325	5 528 768	4 892 207	11 211 315	145 709							
Bhoutan	6,41	8,87	3,40	2013	0,907	Personnes	76	1	87	13	51	1			9	28	13	12
				Dépenses	70 028	454 523	126 682	53 936	38 881	97 966	64 876							
Total cumulé	16,463	Personnes	1 656	404	831													
				Dépenses	2 552 256	3 380 079	3 009 353	1 343 853	699 536	4 188 870	1 288 559							
Inde	1,87	40,69	619,99	2013	3,482	Personnes	227	7	309	21	329				4	10		
				Dépenses	231 955	1 715 767	1 288 429	41 580	179 277	24 559								
Total cumulé	39,686	Personnes	6 845	1 991	3 552													
				Dépenses	8 827 797	10 818 473	13 143 196	3 578 703	2 510 801	807 428								
Maldives	0,12	1,16		2013	0,114	Personnes	32	1		1	3				6	12		1
				Dépenses	43 952	10 203	11 990											
Total cumulé	6,720	Personnes	918	78	359													
				Dépenses	1 495 768	171 754	1 378 668	216 670	249 552	3 150 794	56 344							
Népal	24,36	25,12	-8,07	2013	1,905	Personnes	173	8	175	20	114	3			22	31	13	16
				Dépenses	200 413	1 066 079	380 563	3 209	65 665	124 395	65 016							
Total cumulé	65,573	Personnes	5 347	2 400	3 637													
				Dépenses	9 128 833	18 968 159	15 591 852	7 145 995	2 632 488	10 418 966	1 686 739							
Pakistan	35,62	19,45	117,81	2013	1,453	Personnes	214	4	77	10	129							
				Dépenses	194 294	548 947	540 457	136 968	32 541									
Total cumulé	49,689	Personnes	5 792	1 625	4 140													
				Dépenses	10 529 271	12 096 751	16 718 120	4 202 830	3 820 096	1 750 358	572 017							
Sri Lanka	29,09	23,46	52,83	2013	1,338	Personnes	209	8	78	20	217	1			33	35	4	3
				Dépenses	228 414	447 646	455 693	19 412	29 996	143 066	13 580							
Total cumulé	73,178	Personnes	12 432	2 262	4 949													
				Dépenses	15 501 184	16 002 822	20 657 201	7 195 198	5 284 133	8 055 567	482 278							
Asie centrale et Caucase																		
Arménie	0,44	2,10	-1,24	2013	0,161	Personnes	35	2	10		5							
				Dépenses	51 968	73 670	27 647	4 905	2 750									
Total cumulé	3,084	Personnes	530	71	378													
				Dépenses	868 621	308 006	1 661 513	39 897	206 385									
Azerbaïdjan	1,76	1,56	39,52	2013	0,198	Personnes	23				22							
				Dépenses	39 964				142 061		15 960							
Total cumulé	3,262	Personnes	489	9	365													
				Dépenses	691 694	146 606	2 242 009	1 160	180 965									
Géorgie	1,45	0,48	43,15	2013	0,042	Personnes	21											
				Dépenses	37 137				1 203		3 803							
Total cumulé	1,931	Personnes	392	27	178													
				Dépenses	569 954	190 611	917 969	99 554	152 540									
Kazakhstan	0,70	2,29	-9,43	2013	0,138	Personnes	66		2	1	9							
				Dépenses	79 438	27 537	30 890											
Total cumulé	12,829	Personnes	1 345	316	1 152													
				Dépenses	2 006 009	2 313 424	7 371 798	593 056	545 145									
Kirghizstan	6,64	11,31	-0,39	2013	1,052	Personnes	96		51	7	76				20	14		3
				Dépenses	115 969	425 118	312 880	88 001	11 942	93 683	4 702							
Total cumulé	13,905	Personnes	1 591	383	914													
				Dépenses	2 516 435	2 637 886	4 848 412	892 787	1 602 660	1 232 385	173 944							
Ouzbékistan	3,88	9,91	16,45	2013	0,575	Personnes	116	1	38	11	36				13	23	2	8
				Dépenses	120 020	236 742	82 454	18 628	13 127	75 647	28 699							
Total cumulé	15,025	Personnes	1 993	916	1 094													
				Dépenses	2 642 373	3 342 449	4 531 109	1 020 500	1 440 917	1 454 153	593 431							
Tadjikistan	19,01	7,52		2013	0,703	Personnes	73		33	3	11	4						
				Dépenses	86 479	327 648	128 020	161 154										
Total cumulé	5,591	Personnes	1 827	102	332													
				Dépenses	2 408 884	970 367	1 272 192	627 270	304 348									
Turkménistan		0,56	-2,24	2013	0,024	Personnes	20	1										
				Dépenses	22 636				929									
Total cumulé	0,857	Personnes	455		38													
				Dépenses	651 704	62	91 783											

Pays	APD du Japon (2013)			Coopération technique de la JICA (exercice 2013)										Prêts d'APD de la JICA	Dons de la JICA (exercice 2013) (milliards JPY)*						
	Dons (millions USD)	Coopération technique (millions USD)	Prêts (millions USD)	Dépenses de coopération technique (milliards JPY)*	Type (milliers JPY)											Versements (exercice 2013) (milliards JPY)					
					Participants à des formations*		Experts*		Membres de missions d'étude*		Fourniture d'équipements*	Autres dépenses*	JOCV				Autres volontaires				
Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours			Nouveaux		En cours						
Australie				2013	Personnes																
				Dépenses																	
				Total cumulé	0,245	Personnes	1	19	44												
Guam				2013	Personnes																
				Dépenses																	
				Total cumulé		Personnes			1												
Îles Cook	0,20	0,11		2013	Personnes	12															
				Dépenses																	
				Total cumulé	0,823	Personnes	198	22	43												
Îles Fidji	0,94	7,15	-1,24	2013	Personnes	72	1	53	9	20				12	13	7	8				
				Dépenses																	
				Total cumulé	26,177	Personnes	99 105	290 625	67 986	24 415	8 927	63 631	58 509								
Îles Mariannes du Nord				2013	Personnes																
				Dépenses																	
				Total cumulé	0,002	Personnes	1														
Îles Marshall	9,86	1,38		2013	Personnes	17	1	1	10				6	15	3	4					
				Dépenses																	
				Total cumulé	4,432	Personnes	356	13	230	2 965	2 965	57 367	20 986								
Îles Salomon	17,88	4,49		2013	Personnes	44	1	30	8	25	4		10	19	3	4					
				Dépenses																	
				Total cumulé	10,278	Personnes	63 736	213 026	118 168	667	667	84 601	26 600								
Kiribati	12,14	0,85		2013	Personnes	18		1	1				2	8							
				Dépenses																	
				Total cumulé	4,144	Personnes	476	28	253	2 965	2 965	33 757	33								
Micronésie	1,24	2,70	18,44	2013	Personnes	18	2	2	4	2			3	13	7	15					
				Dépenses																	
				Total cumulé	8,063	Personnes	37 785	35 978	20 523	20 523	66 227	85 294									
Nauru	0,40	0,04		2013	Personnes	6															
				Dépenses																	
				Total cumulé	0,219	Personnes	2 624		7 789												
Niue		0,06		2013	Personnes	4															
				Dépenses																	
				Total cumulé	0,162	Personnes	144	2	11												
Nouvelle-Calédonie		0,01		2013	Personnes																
				Dépenses																	
				Total cumulé	0,002	Personnes				1 582											
Nouvelle-Zélande				2013	Personnes																
				Dépenses																	
				Total cumulé	0,274	Personnes	6	138	6												
Palaos	13,80	2,40		2013	Personnes	21		28	2				6	6	4	8					
				Dépenses																	
				Total cumulé	6,023	Personnes	29 447	119 504	15 999	6 110	6 110	18 636	40 718								
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,99	10,38	-18,51	2013	Personnes	94	3	66	13	23	2		12	25	1	6					
				Dépenses																	
				Total cumulé	29,443	Personnes	129 705	671 591	92 439	5 555	31 429	130 470	75 145								
Samoa	0,89	2,96	3,54	2013	Personnes	39	3	5	6	17			9	9	5	2					
				Dépenses																	
				Total cumulé	12,914	Personnes	61 976	60 111	105 609	35 545	54 109	20 989									
Tonga	1,22	3,23		2013	Personnes	36	2	14	3				4	21		6					
				Dépenses																	
				Total cumulé	10,323	Personnes	64 213	53 665	3 336												
Tuvalu	5,57	2,13		2013	Personnes	11	2	19	3	2											
				Dépenses																	
				Total cumulé	2,247	Personnes	26 257	43 152	22 590	1 005 698	207 842	4 130 006	719 532								
Vanuatu	9,37	3,46	0,69	2013	Personnes	26	1	20	2				8	17	3	5					
				Dépenses																	
				Total cumulé	7,196	Personnes	42 251	115 715	7 298	325 874	247 773	2 687 609	650 690								

2-3 Amérique du Nord et Amérique latine

Amérique Centrale et Caraïbes

Antigua-et-Barbuda		0,34		2013	Personnes	7	1	1												
				Dépenses																
				Total cumulé	0,788	Personnes	12 837	17 136	1 175											
Antilles néerlandaises (Curaçao)				2013	Personnes															
				Dépenses																
				Total cumulé	0,006	Personnes	85	11	56											

Pays	APD du Japon (2013)			Coopération technique de la JICA (exercice 2013)										Prêts d'APD de la JICA	Dons de la JICA (exercice 2013) (milliards JPY)*						
	Dons (millions USD)	Coopération technique (millions USD)	Prêts (millions USD)	Dépenses de coopération technique (milliards JPY)*	Type (milliers JPY)											Versements (exercice 2013) (milliards JPY)					
					Participants à des formations*		Experts*		Membres de missions d'étude*		Fourniture d'équipements*	Autres dépenses*	JOCV				Autres volontaires				
Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours			Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours		
2-3 Amérique du Nord et Amérique latine _ Amérique Centrale et Caraïbes (suite)																					
Bahamas				2013	Personnes																
				Dépenses																	
				Total cumulé	0,063	Personnes	22														
Barbade		0,04		2013	Personnes	2															
				Dépenses	2 932																
				Total cumulé	1,273	Personnes	103	72	11												
Belize	0,10	1,12		2013	Personnes	18	1	1					8	13	4	2					
				Dépenses	20 884	14 031									73 955	15 329					
				Total cumulé	1,897	Personnes	256	7								134	9				
Costa Rica	0,47	3,89	-12,75	2013	Personnes	71	1	16	3	8											
				Dépenses	72 618	136 278	143 306	11 114	4 358					46 608	46 004						
				Total cumulé	21,607	Personnes	1 926	520	884						520	82					
Cuba	1,47	4,19		2013	Personnes	33	4	38	4												
				Dépenses	41 173	235 897	4 498	44 258													
				Total cumulé	5,163	Personnes	791	210	274												
Dominique	0,21	0,51		2013	Personnes	6	1	1	1					3	3						
				Dépenses	13 047	3 997								18 818							
				Total cumulé	1,542	Personnes	131	8	89					40							
Grenade		0,15		2013	Personnes	7	1														
				Dépenses	13 225																
				Total cumulé	1,137	Personnes	122	5	95												
Guatemala	2,28	6,32	-0,75	2013	Personnes	99		22	10	11				25	22	2	1				
				Dépenses	91 406	296 424	47 612	16 425	884				109 355	8 283							
				Total cumulé	28,820	Personnes	1 987	658	1 736					615	27						
Guyana	0,34	0,66		2013	Personnes	9	1	1													
				Dépenses	10 215	24 836	7 305	585					7 816								
				Total cumulé	1,492	Personnes	170	21	102					23							
Haïti	10,83	2,46		2013	Personnes	57	1	11	4	28	3										
				Dépenses	47 598	90 249	129 298	276	1 292												
				Total cumulé	2,698	Personnes	456	66	259												
Honduras	5,40	8,54		2013	Personnes	88	3	31	7	14				18	34	15					
				Dépenses	96 005	297 019	73 536	69 114	19 579				153 761	20 154							
				Total cumulé	41,148	Personnes	2 752	976	1 743					1 149	155						
Jamaïque	0,38	1,80	-20,31	2013	Personnes	17		1						17	9	4	9				
				Dépenses	25 471	11 740	1 093						56 302	68 045							
				Total cumulé	8,796	Personnes	533	134	217					311	40						
Mexique	0,40	13,13	-52,27	2013	Personnes	146	39	67	6	30						4	5	21			
				Dépenses	304 135	388 197	36 045	3 025	6 125				16 479	134 293							
				Total cumulé	72,701	Personnes	6 579	2 268	2 612					234	176						
Montserrat				2013	Personnes																
				Dépenses																	
				Total cumulé	0,007	Personnes	1														
Nicaragua	11,63	7,42		2013	Personnes	119	2	16	9	47	1			17	26	2	2				
				Dépenses	153 638	240 569	268 721	17 980	2 978				147 458	15 257							
				Total cumulé	22,108	Personnes	1 659	478	1 161					539	39						
Panama	0,81	3,80	-4,41	2013	Personnes	53	1	28	3	52				9	14	1	3				
				Dépenses	50 780	47 646	351 376	16 488					76 929	11 380							
				Total cumulé	28,859	Personnes	1 749	601	1 237					386	112						
Porto Rico				2013	Personnes																
				Dépenses																	
				Total cumulé	0,002	Personnes	1	1													
République dominicaine	2,59	7,60	-9,15	2013	Personnes	57	2	41	8	3				16	30	9	25				
				Dépenses	70 782	417 989	38 983	23 534	24 675				129 855	124 302							
				Total cumulé	31,818	Personnes	1 763	637	1 222					577	271						
Saint-Christophe-et-Niévès		0,15		2013	Personnes	7	1														
				Dépenses	11 732																
				Total cumulé	0,389	Personnes	64	2	44					758							
Saint-Vincent et les Grenadines		0,32		2013	Personnes	7	1	1	2												
				Dépenses	13 661	11 867							758								
				Total cumulé	1,659	Personnes	136	14	78					47							
Sainte-Lucie	0,06	1,10		2013	Personnes	13	1	1	1					4	7	1	2				
				Dépenses	20 077	9 560	2 271						26 439	6 803							
				Total cumulé	2,781	Personnes	174	18	98					130	12						
Salvador	14,16	8,76	-18,57	2013	Personnes	107	3	36	8	39				25	26	4	10				
				Dépenses	123 459	436 072	107 542	6 697	14 493				118 574	63 839							
				Total cumulé	22,084	Personnes	1 810	628	1 151					495	25						
Dépenses	2 842 479	5 323 318	5 588 904	1 676 161	1 702 985				4 733 404	217 114											

Pays	APD du Japon (2013)			Coopération technique de la JICA (exercice 2013)										Prêts d'APD de la JICA	Dons de la JICA (exercice 2013) (milliards JPY)*		
	Dons (millions USD)	Coopération technique (millions USD)	Prêts (millions USD)	Dépenses de coopération technique (milliards JPY)*	Type (milliers JPY)											Versements (exercice 2013) (milliards JPY)	
					Participants à des formations*		Experts*		Membres de missions d'étude*		Fourniture d'équipements*	Autres dépenses*	JOCV				Autres volontaires
Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours			Nouveaux		En cours		

2-3 Amérique du Nord et Amérique latine _ Amérique Centrale et Caraïbes (suite)

Suriname	0,07			2013	0,006	Personnes	5	1													
				Dépenses		6 063															
				Total cumulé	0,716	Personnes	92	8	66												
Trinité-et-Tobago	0,06			2013	0,006	Personnes	3	1													
				Dépenses		6 016															
				Total cumulé	3,281	Personnes	163	70	142												
				Dépenses		388 821	1 829 002	636 542	413 255	12 937											

Amérique du Sud

Argentine	0,37	7,42	-6,56	2013	0,378	Personnes	58	2	37	1											
				Dépenses		99 468	79 382	3 296	49 241	3 681				14	20						
				Total cumulé	47,409	Personnes	3 622	1 260	1 687					21	265						
Bolivie	2,69	11,78	-0,51	2013	1,073	Personnes	82	8	45	14	22					16	19	10	14		
				Dépenses		131 776	501 880	170 979	26 852	45 140				121 397	74 912						
				Total cumulé	69,695	Personnes	5 750	1 325	2 612					873	162						
Brésil	1,40	27,44	-42,76	2013	2,016	Personnes	240	6	145	6	46										
				Dépenses		398 797	825 713	279 503	84 097	99 812					328 356						
				Total cumulé	110,433	Personnes	10 394	2 890	3 903					49	534						4,030
Chili	1,02	3,65	-1,03	2013	0,258	Personnes	67	3	34	4	4				1	1	10	9			
				Dépenses		78 072	92 101	14 799	359					6 276	66 447						
				Total cumulé	42,222	Personnes	3 242	1 271	1 852					188	84						
Colombie	2,45	7,95		2013	0,576	Personnes	123	4	34	2	23				6	13	7	16			
				Dépenses		133 861	147 485	122 750					684	60 053	110 772						
				Total cumulé	30,545	Personnes	4 553	518	1 638					240	85						
Équateur	0,56	7,62	-17,49	2013	0,698	Personnes	69	2	33	7	11				25	27	12	16			
				Dépenses		70 405	325 587	62 517	4 466	1 785				136 754	96 014						
				Total cumulé	23,104	Personnes	1 809	390	1 241					512	75						0,037
Paraguay	11,07	10,74	-33,31	2013	1,008	Personnes	108	7	51	8	13				18	24	10	19			
				Dépenses		159 095	428 946	124 344	49 644	25 734				121 214	99 003						
				Total cumulé	84,296	Personnes	3 858	1 820	2 566					1 102	320						0,365
Pérou	0,98	11,75	-53,03	2013	0,986	Personnes	123	4	102	6	22				28	11	7	11			
				Dépenses		147 067	541 654	98 707	6 915	43 627				77 827	70 226						
				Total cumulé	52,492	Personnes	6 800	1 288	2 568					280	36						4,294
Uruguay	1,08	1,42	-1,98	2013	0,124	Personnes	26	3		2	1						6	7			
				Dépenses		30 778	29 512	5 212							58 895						
				Total cumulé	14,908	Personnes	1 414	449	586					3	128						
Venezuela	0,13	1,53		2013	0,114	Personnes	42	3	1	1					9	10					
				Dépenses		54 416	16 263							43 753							
				Total cumulé	10,515	Personnes	1 521	263	578					102							
				Dépenses		2 726 000	2 638 791	3 361 868	764 240	115 444	905 570										

Amérique du Nord

Canada				2013	0,008	Personnes	4													
				Dépenses		2 337			4 380				1 203							
				Total cumulé	0,551	Personnes	122	13	25											
États-Unis				2013	0,130	Personnes			2	5										
				Dépenses				52 091	63 471				14 193							
				Total cumulé	1,292	Personnes	11	67	166											
				Dépenses		1 295	361 682	345 166	136 945	446 877										

2-4 Moyen-Orient et Afrique du Nord

Algérie	0,06	2,33	-0,82	2013	0,142	Personnes	31	3	15	2	1									
				Dépenses		62 521	78 013	1 827												
				Total cumulé	7,141	Personnes	730	378	397											
Arabie saoudite		0,56	-53,99	2013	0,101	Personnes	24	2		1	7									
				Dépenses		11 116	37 628	51 880												
				Total cumulé	21,026	Personnes	2 096	814	1 125											
Autorité palestinienne	38,06	12,03		2013	1,001	Personnes	346	2	84	5	31									
				Dépenses		172 618	740 778	48 735	31 343	7 367										
				Total cumulé	10,823	Personnes	4 719	357	520											
Bahreïn		0,03		2013		Personnes														
				Dépenses																
				Total cumulé	1,364	Personnes	241	30	5											
Égypte	0,25	20,43	-113,08	2013	2,799	Personnes	113	5	87	23	151	4			1	28		1		
				Dépenses		150 818	1 084 149	1 252 317	189 025	33 489			85 677	3 738						
				Total cumulé	71,715	Personnes	10 347	2 608	4 942					222	34					
Émirats arabes unis		0,09		2013	0,005	Personnes														
				Dépenses					4 993											
				Total cumulé	3,741	Personnes	197	145	246											
Irak	8,76	15,69	676,01	2013	2,048	Personnes	580	12	11	7	85									
				Dépenses		426 567	380 019	588 034					653 309							
				Total cumulé	14,561	Personnes	6 994	144	581											
				Dépenses		6 382 894	1 537 652	3 336 809	1 080 749	2 223 384										

Pays	APD du Japon (2013)			Coopération technique de la JICA (exercice 2013)										Prêts d'APD de la JICA	Dons de la JICA (exercice 2013) (milliards JPY)*				
	Dons (millions USD)	Coopération technique (millions USD)	Prêts (millions USD)	Dépenses de coopération technique (milliards JPY)*	Type (milliers JPY)											Versements (exercice 2013) (milliards JPY)			
					Participants à des formations*		Experts*		Membres de missions d'étude*		Fourniture d'équipements*	Autres dépenses*	JOCV				Autres volontaires		
Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours			Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours
2-4 Moyen-Orient et Afrique du Nord (suite)																			
Iran	7,47	7,24	-10,64	2013	Personnes	87	4	50	8	31									
				Dépenses	90 703		371 159		167 347		13 204								
Israël				2013	Personnes														
				Dépenses	3 166		989		1 739										
Jordanie	35,18	9,11	-101,38	2013	Personnes	106		48	10	53					36	31	5	9	
				Dépenses	82 641		319 038		367 531		64 438		14 173		194 077		45 282		
Koweït		0,03		2013	Personnes														
				Dépenses	2 390		781		1 632						516		197		
Liban	13,92	0,31	-7,14	2013	Personnes														
				Dépenses	3 504 967		7 489 598		7 606 877		4 246 657		2 049 213		5 100 629		2 434 328		
Libye	4,76	0,76		2013	Personnes	4													
				Dépenses	205		35		1										
Maroc	6,92	9,30	60,75	2013	Personnes	63		30	13	38				20	34	11	16		
				Dépenses	1 437		480		1 866		22 521		14 922		130 937		98 299		
Oman		2,47		2013	Personnes	13		13											
				Dépenses	11 306		85 422		3 812										
Qatar		0,20		2013	Personnes														
				Dépenses	116		37		33										
Syrie	25,15	1,06	-41,41	2013	Personnes					1									
				Dépenses	126 531		1 089		13 290										
Tunisie	2,89	11,85	-51,03	2013	Personnes	39	9	89	13	73					17	4	7		
				Dépenses	64 267		478 576		430 517		3 435		4 767		55 302		48 530		
Yémen	42,06	1,23	-1,76	2013	Personnes	223													
				Dépenses	133 425		1 000		817										
Yémen du Sud				2013	Personnes														
				Dépenses	29		12		56										
2-5 Afrique																			
Afrique du Sud	1,58	9,40	-0,96	2013	Personnes	59	1	28	10	6				3	7	3	1		
				Dépenses	78 084		334 425		20 982				81 958		25 333		11 852		
Angola	10,50	4,69		2013	Personnes														
				Dépenses	1 365		436		730						80		5		
Bénin	28,45	5,06		2013	Personnes	56	1	39	4	1									
				Dépenses	70 313		393 556		12 004		14 629		7 656						
Botswana	0,36	4,12	-1,73	2013	Personnes	63	3	17	6	24				9	13	3	2		
				Dépenses	92 546		133 597		135 564		23 532				58 930		16 196		
Burkina Faso	15,31	10,74		2013	Personnes	92		28	18	66				23	8				
				Dépenses	108 196		437 372		475 382		8 242		27 610		95 913		366		
Burundi	25,08	5,63		2013	Personnes														
				Dépenses	45 752		77 877		430 266		12 393		18 319						
Cameroun	26,67	7,01	7,66	2013	Personnes	86	8	40	10	6				7	18		1		
				Dépenses	110 253		347 255		40 271		15 911		1 485		87 613		2 333		
Cap-Vert	0,90	0,29	14,30	2013	Personnes														
				Dépenses	20 150				1 193										

Pays	APD du Japon (2013)			Coopération technique de la JICA (exercice 2013)										Prêts d'APD de la JICA	Dons de la JICA (exercice 2013) (milliards JPY)*					
	Dons (millions USD)	Coopération technique (millions USD)	Prêts (millions USD)	Dépenses de coopération technique (milliards JPY)*	Type (milliers JPY)											Versements (exercice 2013) (milliards JPY)				
					Participants à des formations*		Experts*		Membres de missions d'étude*		Fourniture d'équipements*	Autres dépenses*	JOCV				Autres volontaires			
Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours			Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours	
2-5 Afrique (suite)																				
Comores	0,30	1,37		2013	Personnes	31		4	2											
				Dépenses	23 962		76 099		4 188											
Total cumulé				Personnes	170		40		41											
Total cumulé				Dépenses	299 679		519 677		207 981		88 892		69 733							
Congo	4,23	1,90		2013	Personnes	23		1		32										
				Dépenses	25 718				160 713											
Total cumulé				Personnes	147		3		77											
Total cumulé				Dépenses	221 344		1 577		357 988		60 176		10 055							
Côte d'Ivoire	233,52	9,54	-207,37	2013	Personnes	221		56	2	89										
				Dépenses	107 027		489 360		282 844		51 785									
Total cumulé				Personnes	1 255		189		631				173							
Total cumulé				Dépenses	2 473 306		2 548 357		3 797 252		869 484		121 546		2 280 540					
Djibouti	3,19	3,05		2013	Personnes	29		30	3	61		2								
				Dépenses	37 873		141 670		280 200		4 200		1 969		35 651					
Total cumulé				Personnes	380		70		409				116							
Total cumulé				Dépenses	742 816		380 091		1 740 441		132 944		397 781		1 050 117					
Érythrée		1,13		2013	Personnes	7		7	1	1										
				Dépenses	33 200		26 937		1 202		72 770									
Total cumulé				Personnes	267		40		172											
Total cumulé				Dépenses	461 246		433 590		820 574		286 623		287 476							
Éthiopie	111,51	38,44		2013	Personnes	150	14	196	37	155	7		20	39	3	6				
				Dépenses	206 989		1 528 240		1 362 203		72 256		155 333		153 281		32 171			
Total cumulé				Personnes	2 404		1 164		1 544				594		33					
Total cumulé				Dépenses	4 559 423		11 985 358		8 839 279		3 201 655		3 007 046		5 299 212		219 345			
Gabon	0,29	4,24	-0,84	2013	Personnes	45		13	6	23			7	26						
				Dépenses	50 289		152 900		153 604		5 806				90 936					
Total cumulé				Personnes	480		84		128				109							
Total cumulé				Dépenses	773 675		755 137		913 991		216 469		155 301		1 030 242					
Gambie	6,87	0,17		2013	Personnes	23		1												
				Dépenses	21 540															
Total cumulé				Personnes	278		7		229											
Total cumulé				Dépenses	532 432		358 543		1 217 644		488 164		226 246							
Ghana	42,81	23,12		2013	Personnes	173	26	175	18	87			28	55	1	4				
				Dépenses	234 247		1 194 763		303 785		27 761		198 281		196 965		15 028			
Total cumulé				Personnes	3 289		1 375		1 714				1 208		25					
Total cumulé				Dépenses	8 112 082		13 535 774		8 425 839		4 601 772		3 673 407		12 184 129		251 907			
Guinée	120,33	1,69	-52,10	2013	Personnes	31		1		17		1								
				Dépenses	33 133				65 513		12 854		18 965							
Total cumulé				Personnes	662		30		652											
Total cumulé				Dépenses	1 307 143		929 037		3 937 228		454 406		80 186							
Guinée-Bissao	5,64	0,01		2013	Personnes															
				Dépenses																
Total cumulé				Personnes	148		4		81											
Total cumulé				Dépenses	268 602		150 318		369 766		29 330		26 000							
Guinée équatoriale		0,06		2013	Personnes															
				Dépenses																
Total cumulé				Personnes	83		1													
Total cumulé				Dépenses	231 363		54 983		2 252		29 240		1 657							
Kenya	72,56	40,91	157,04	2013	Personnes	685	5	211	47	175			43	50	4	2				
				Dépenses	289 543		1 731 008		993 495		71 145		57 136		230 769		16 889			
Total cumulé				Personnes	11 292		2 821		4 000				1 537		35					
Total cumulé				Dépenses	15 075 433		39 091 700		22 563 657		11 706 961		4 891 767		14 583 834		191 883			
Lesotho	2,15	0,43		2013	Personnes	72		1												
				Dépenses	36 721				491											
Total cumulé				Personnes	648				72											
Total cumulé				Dépenses	629 429		307		265 141		182 324		59 524		13 082		8 049			
Liberia	20,94	1,81		2013	Personnes	35		1		2										
				Dépenses	40 370		21 152				14 672									
Total cumulé				Personnes	458				214				170							
Total cumulé				Dépenses	1 018 468		607 682		1 521 789		365 247		144 318		1 663 981					
Madagascar	184,41	6,37	-140,14	2013	Personnes	7	6	47	10	2	1									
				Dépenses	14 504		431 282		34 523		3 154		47 032							
Total cumulé				Personnes	907		404		1 141				125							
Total cumulé				Dépenses	1 906 098		5 779 644		6 062 906		1 667 051		1 248 633		1 321 566					
Malawi	18,27	16,06		2013	Personnes	151	2	112	17	83	2		19	82	1	1				
				Dépenses	177 858		870 427		512 244		27 929		49 217		291 663		2 826			
Total cumulé				Personnes	2 616		618		1 314				1 616		36					
Total cumulé				Dépenses	4 468 076		8 195 351		7 244 904		2 509 350		1 799 429		15 163 889		364 799			
Mali	53,16	0,40	-3,49	2013	Personnes	31		2												
				Dépenses	21 654		16 569		21 443						149					
Total cumulé				Personnes	617		45		813				11							
Total cumulé				Dépenses	1 107 811		504 389		7 309 145		148 052		295 561		120 676		837			
Maurice	0,52	1,95	-3,12	2013	Personnes	32		1		27										
				Dépenses	31 746		210 999		85 770		262									
Total cumulé				Personnes	468		63		447											
Total cumulé				Dépenses	752 618		2 007 334		2 398 606		363 406		125 749							
Mauritanie	22,41	1,20		2013	Personnes	43		2		1										
				Dépenses	42 248		19 866				597									
Total cumulé				Personnes	596		41		633											
Total cumulé				Dépenses	917 458		888 529		4 179 506		240 245		19 252							
Mozambique	93,92	35,45	-30,92	2013	Personnes	294	2	257	16	145			12	27	3	2				
				Dépenses	264 410		1 513 413		691 953		87 912		31 760		133 018		21 402			
Total cumulé				Personnes	15 642		679		1 355				201		8					
Total cumulé				Dépenses	1 551 361		4 908 989		7 219 653		725 561		1 834 907		1 779 127		61 892			
Namibie	1,78																			

Pays	APD du Japon (2013)			Coopération technique de la JICA (exercice 2013)										Prêts d'APD de la JICA	Dons de la JICA (exercice 2013) (milliards JPY)*						
	Dons (millions USD)	Coopération technique (millions USD)	Prêts (millions USD)	Dépenses de coopération technique (milliards JPY)*	Type (milliers JPY)											Versements (exercice 2013) (milliards JPY)					
					Participants à des formations*		Experts*		Membres de missions d'étude*		Fourniture d'équipements*	Autres dépenses*	JOCV				Autres volontaires				
Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours			Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours		
2-5 Afrique (suite)																					
Niger	29,29	5,17		2013	Personnes	55	1	18	8	2											
				Dépenses	70 252		351 562		23 099		7 226		2 028								
				Total cumulé	893		164		814		694										
Nigeria	28,12	12,18		2013	Personnes	1 422	9	55	7	57											
				Dépenses	283 417		615 118		316 081		21 789		13 807								
				Total cumulé	5 442		460		899		3 614 349		4 749 020		5 793 174		1 668 956		742 698		
Ouganda	22,69	18,71	16,30	2013	Personnes	125	10	93	25	50	8				33	58	2	2			
				Dépenses	167 977		1 048 887		343 441		108 070		22 970		201 555		9 750		16		
				Total cumulé	2 770		509		1 171		3 653 990		6 747 441		7 119 235		1 600 879		1 947 172		3 623 946
République centrafricaine	5,50	0,03		2013	Personnes																
				Dépenses	249		9		223												
				Total cumulé	561 215		369 622		1 400 958		451 204		13 254								
République démocratique du Congo	95,10	8,73		2013	Personnes	638		22	4	32	1										
				Dépenses	344 743		309 575		280 786		208 023		758								
				Total cumulé	24 162		266		625		3 080 311		4 490 257		3 690 566		1 026 475		773 837		
Rwanda	38,56	11,30		2013	Personnes	86	17	48	13	66					12	36					
				Dépenses	172 992		576 171		236 536		4 424		87 254		130 864						
				Total cumulé	964		397		453		1 599 150		2 879 957		2 263 437		420 736		1 540 089		1 713 035
Sao Tomé-et-Principe	2,68	0,04		2013	Personnes	27															
				Dépenses	16 562				6		48										
				Total cumulé	277 547		150 474		242 081		72 816		4 896								
Sénégal	18,97	22,99		2013	Personnes	156	4	76	24	75					48	50	1	1			
				Dépenses	187 251		1 286 612		462 090		29 582		62 625		285 544		2 298				
				Total cumulé	3 906		737		1 868		4 210 079		10 338 887		10 779 458		2 906 471		3 489 486		10 018 557
Seychelles		0,56		2013	Personnes	6				8											
				Dépenses	7 166				49 764												
				Total cumulé	332		14		108		810 930		257 752		495 329		56 767		77 312		
Sierra Leone	109,59	7,58	-74,23	2013	Personnes	43	6	68	11	5											
				Dépenses	79 312		608 010		23 478		27 917		27 482								
				Total cumulé	449		331		172		923 674		2 279 535		1 320 003		147 990		1 032 389		
Somalie	148,21	0,14		2013	Personnes	1															
				Dépenses	643				13 978												
				Total cumulé	96		21		45		242 004		323 910		199 467		106 032		14 479		
Soudan	58,11	18,25		2013	Personnes	711	2	158	11	45					9	8					
				Dépenses	165 002		984 743		108 766		24 415		91 592		48 689						
				Total cumulé	2 881		863		852		2 861 315		5 374 328		4 093 681		2 353 705		3 201 317		206 477
Soudan du Sud	57,64	22,71		2013	Personnes	81		113	11	113	21										
				Dépenses	65 359		933 788		1 235 556		62 354		20 573								
				Total cumulé	245		352		278		195 865		2 935 705		2 643 914		187 815		25 876		
Swaziland	1,06	0,68	-2,07	2013	Personnes	41	1														
				Dépenses	42 801																
				Total cumulé	883		55		239		1 028 609		832 424		1 820 958		251 587		258 388		
Tanzanie	253,24	30,40	-86,66	2013	Personnes	522	8	166	32	63	5				41	55	2	2			
				Dépenses	255 174		1 913 567		332 291		129 698		64 920		242 239		7 216				
				Total cumulé	13 391		1 619		3 165		11 621 407		23 494 821		18 683 715		6 861 923		4 513 054		13 850 862
Tchad	6,38	0,27		2013	Personnes	22															
				Dépenses	28 550																
				Total cumulé	237		5		43		417 246		136 736		224 845		58 402		41 712		
Togo	21,07	2,68		2013	Personnes	29		1		21	1										
				Dépenses	27 233		16 606		278 321												
				Total cumulé	427		8		183		588 747		87 388		1 368 962		27 603		55 733		1 465
Zambie	35,52	20,28	10,93	2013	Personnes	245	6	98	24	34					22	61	3	3			
				Dépenses	239 047		1 123 817		165 849		47 009		46 721		244 522		14 426				
				Total cumulé	3 290		1 037		1 887		6 751 299		17 475 856		10 171 900		5 712 104		2 753 576		13 206 252
Zimbabwe	7,47	5,01		2013	Personnes	87		7	2	5					6	14					
				Dépenses	116 230		63 677		12 803		38 632		47 152		57 630						
				Total cumulé	1 517		90		793		2 801 124		1 933 441		4 927 567		1 021 132		392 206		6 343 944
2-6 Europe																					
Albanie	0,06	1,68	-2,21	2013	Personnes	31	2	4	1												
				Dépenses	48 481		47 864				3 932		3 886								
				Total cumulé	390		15		227		853 950		162 141		1 200 681		126 144		145 575		
Allemagne				2013	Personnes																
				Dépenses					8 126												
				Total cumulé	1		2		28												

Pays	APD du Japon (2013)			Coopération technique de la JICA (exercice 2013)										Prêts d'APD de la JICA	Dons de la JICA (exercice 2013) (milliards JPY)*				
	Dons (millions USD)	Coopération technique (millions USD)	Prêts (millions USD)	Dépenses de coopération technique (milliards JPY)*	Type (milliers JPY)											Versements (exercice 2013) (milliards JPY)			
					Participants à des formations*		Experts*		Membres de missions d'étude*		Fourniture d'équipements*	Autres dépenses*	JOCV				Autres volontaires		
Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours		Nouveaux		En cours			Nouveaux		En cours				
Autriche				2013	Personnes														
				Dépenses					694										
Belgique				2013	Personnes														
				Dépenses				12		4									
Bielorussie	0,43	0,54		2013	Personnes														
				Dépenses															
Bosnie-Herzégovine	3,95	2,92	-0,40	2013	Personnes	28	4	2	15										
				Dépenses															
Bulgarie		0,09	-17,72	2013	Personnes														
				Dépenses				2 686				1 331							
Chypre				2013	Personnes														
				Dépenses															
Croatie		0,85		2013	Personnes	3	38	1											
				Dépenses				3 696		30 378		4 261							
Danemark				2013	Personnes														
				Dépenses															
Espagne				2013	Personnes														
				Dépenses															
Estonie				2013	Personnes														
				Dépenses															
Finlande				2013	Personnes														
				Dépenses															
France				2013	Personnes														
				Dépenses															
Grèce				2013	Personnes														
				Dépenses															
Hongrie		0,41		2013	Personnes														
				Dépenses															
Irlande				2013	Personnes														
				Dépenses															
Islande				2013	Personnes														
				Dépenses															
Italie				2013	Personnes														
				Dépenses															
Kosovo	0,31	3,52		2013	Personnes	55	1	17	1	10									
				Dépenses															
Lettonie				2013	Personnes														
				Dépenses															
Lituanie				2013	Personnes														
				Dépenses															
Luxembourg				2013	Personnes														
				Dépenses															
Macédoine (ARYM)	0,26	2,34	-3,15	2013	Personnes	29	3	5	2	9									
				Dépenses															
				Total cumulé	Personnes														
				Dépenses															

Pays	APD du Japon (2013)			Coopération technique de la JICA (exercice 2013)										Prêts d'APD de la JICA	Dons de la JICA (exercice 2013) (milliards JPY)*			
	Dons (millions USD)	Coopération technique (millions USD)	Prêts (millions USD)	Dépenses de coopération technique (milliards JPY)*	Type (milliers JPY)											Versements (exercice 2013) (milliards JPY)		
					Participants à des formations*		Experts*		Membres de missions d'étude*		Fourniture d'équipements*	Autres dépenses*	JOCV				Autres volontaires	
					Nouveaux	En cours	Nouveaux	En cours	Nouveaux	En cours					Nouveaux	En cours	Nouveaux	En cours
2-6 Europe (suite)																		
Malte				2013	Personnes													
				Total cumulé	Dépenses	77	18	16										
Moldavie	0,55	3,89		2013	Personnes	18		11										
				Total cumulé	Dépenses	252 433	94 536	44 178	5 082	2 614								
Monaco				2013	Personnes													
				Total cumulé	Dépenses					2								
Monténégro	0,40	0,21		2013	Personnes	12												
				Total cumulé	Dépenses	24 588	63	3	33									
Norvège				2013	Personnes													
				Total cumulé	Dépenses			54	6 500				3 105					
Pays-Bas				2013	Personnes													
				Total cumulé	Dépenses	7				10								
Pologne				2013	Personnes													
				Total cumulé	Dépenses	830	287	593					16 771					
Portugal				2013	Personnes													
				Total cumulé	Dépenses	1 672 727	1 909 527	2 956 031	952 167	58 409	1 427 106	15 346						
République tchèque				2013	Personnes													
				Total cumulé	Dépenses	32 561		175 716										
Roumanie		0,10	5,81	2013	Personnes													
				Total cumulé	Dépenses	5 331	178	363										
Royaume-Uni				2013	Personnes													
				Total cumulé	Dépenses	2	5	67										
Russie				2013	Personnes													
				Total cumulé	Dépenses	157 483	59 759	4 383	134 548									
Serbie	1,09	3,11	2,21	2013	Personnes	27	29	4	1									
				Total cumulé	Dépenses	43 085	77 664	64 497	398	21 051								
Slovaquie				2013	Personnes													
				Total cumulé	Dépenses	349	23	110										
Slovénie				2013	Personnes													
				Total cumulé	Dépenses	92	7	40										
Suède				2013	Personnes													
				Total cumulé	Dépenses		2	7										
Suisse				2013	Personnes		1	1										
				Total cumulé	Dépenses		12 890	11 477										
Tchécoslovaquie				2013	Personnes													
				Total cumulé	Dépenses	139	3	33										
Turquie	9,84	9,97	-29,86	2013	Personnes	70	103	6	52									
				Total cumulé	Dépenses	73 985	457 326	82 023	9 380	6 293	26 749							
Ukraine	0,64	2,11		2013	Personnes	24	30	3	1									
				Total cumulé	Dépenses	4 929	1 440	2 208										
Union soviétique				2013	Personnes													
				Total cumulé	Dépenses		34											

3 Répartition régionale de la coopération technique

Type de coopération	Nouveaux/en cours	Nombre total de personnes	Planification/administration		Travaux/services publics				Agriculture/forêts/pêche				Mines/industrie		Énergie	Commerce/tourisme		Ressources humaines		Santé/soins médicaux	Protection sociale	Autres
			Planification/développement	Administration	Services publics	Transport/trafic	Infrastructure sociale	Communications/diffusion	Agriculture	Industrie animale	Forêts	Pêche	Mines	Industrie		Commerce/échanges	Tourisme	Ressources humaines	Sciences/culture			

3-1 Asie

Participants à des formations	Nouveaux	11 023	192	4 671	219	638	249	79	1 148	72	666	45	19	200	376	350	63	882	10	667	252	225
	En cours	464	1	56	5	19	15		39	15	3	4			2			292	3	8		2
	Total	11 487	193	4 727	224	657	264	79	1 187	87	669	49	19	200	378	350	63	1 174	13	675	252	227
Experts	Nouveaux	6 362	196	1 245	517	752	393	15	534	14	287	62		121	367	223	48	491	55	566	271	205
	En cours	609	45	100	25	65	29	2	78	3	34	7	1	2	11	29	1	41	1	58	19	58
	Total	6 971	241	1 345	542	817	422	17	612	17	321	69	1	123	378	252	49	532	56	624	290	263
Membres de missions d'étude	Nouveaux	5 229	528	432	328	1 437	478	54	214	10	41	13	10	98	518	130	7	494	42	156	31	208
	En cours	82	5	11	3	25	5		15					6	6		6					
	Total	5 311	533	443	331	1 462	483	54	229	10	41	13	10	98	524	136	7	500	42	156	31	208
Volontaires JOCV	Nouveaux	327	33	9			2	2	22	4				7		4	7	167	7	49	14	
	En cours	487	9	41	2		8	2	67	3	2	1		10			6	176	14	118	20	8
	Total	814	42	50	2		10	4	89	7	2	1		17		4	13	343	21	167	34	8
Autres volontaires	Nouveaux	85	1	12	3	1	4	2	8			1		13		6		17	7	6	4	
	En cours	142		14	7		11	6	6	1		2	1	16	3	20	4	30	3	5	9	4
	Total	227	1	26	10	1	15	8	14	1		3	1	29	3	26	4	47	10	11	13	4

3-2 Pacifique

Participants à des formations	Nouveaux	418	21	126	39	23	14	6	9	2	7	12	2	1	24	6	13	54		43	5	11
	En cours	15		5		2			3	1		1						3				
	Total	433	21	131	39	25	14	6	12	3	7	13	2	1	24	6	13	57		43	5	11
Experts	Nouveaux	268	2	49	48	16	10		6		18	27	3		2	5		20		46		16
	En cours	52	8	4	3	1	1		1		2	1			1			4		7		19
	Total	320	10	53	51	17	11		7		20	28	3		3	5		24		53		35
Membres de missions d'étude	Nouveaux	104		3	21	33	4	3	1		2	4			22			8		3		
	En cours	6				6																
	Total	110		3	21	39	4	3	1		2	4			22			8		3		
Volontaires JOCV	Nouveaux	72	4	8			1	1	3	1				2				36		14	2	
	En cours	146		15			1		17	1	2	3		3			2	63	5	28	3	3
	Total	218	4	23			2	1	20	2	2	3		5			2	99	5	42	5	3
Autres volontaires	Nouveaux	33		4	2	1		1	2	2		1		2	1		1	7	2	5	2	
	En cours	58		7	6	2	5	2	5			5		5		1	1	7	2	9	1	
	Total	91		11	8	3	5	3	7	2		6		7	1	1	2	14	4	14	3	

3-3 Amérique du Nord et Amérique latine

Participants à des formations	Nouveaux	1 873	37	420	118	29	98	35	172	36	26	48	4	60	93	86	50	149	51	117	71	173
	En cours	106		4		6	8		1	3		6			5			22	35	4	11	1
	Total	1 979	37	424	118	35	106	35	173	39	26	54	4	60	98	86	50	171	86	121	82	174
Experts	Nouveaux	796	26	82	69	11	133	20	96	15	50	40		46	31	5	32	22		49	42	27
	En cours	125	24	8	1	2	4	4	11			5		3	1	1		3		10	2	46
	Total	921	50	90	70	13	137	24	107	15	50	45		49	32	6	32	25		59	44	73
Membres de missions d'étude	Nouveaux	456	6	32	27	152	26		9			21	3	28	66	4	2	4		37	1	38
	En cours	10				1														9		
	Total	466	6	32	27	153	26		9			21	3	28	66	4	2	4		46	1	38
Volontaires JOCV	Nouveaux	250	23	18	1		1		15	4				5			2	124	9	41	7	
	En cours	304	4	46	1		2		34	5				7			3	89	23	71	13	6
	Total	554	27	64	2		3		49	9				12			5	213	32	112	20	6
Autres volontaires	Nouveaux	149	2	5	7	1	2		7	1	1			10	3	11	2	48	29	11	7	2
	En cours	270		20	8	2	9	8	20	2	2	2		19	1	31	2	78	14	16	22	14
	Total	419	2	25	15	3	11	8	27	3	3	2		29	4	42	4	126	43	27	29	16

Type de coopération	Nouveaux/en cours	Nombre total de personnes	Planification/administration		Travaux/services publics				Agriculture/forêts/pêche				Mines/industrie		Énergie	Commerce/tourisme		Ressources humaines		Santé/soins médicaux	Protection sociale	Autres
			Planification du développement	Administration	Services publics	Transport/trafic	Infrastructure sociale	Communications/diffusion	Agriculture	Industrie animale	Forêts	Pêche	Mines	Industrie		Commerce/échanges	Tourisme	Ressources humaines	Sciences/culture			
3-4 Moyen-Orient et Afrique du Nord																						
Participants à des formations	Nouveaux	1 660	37	345	66	27	74	12	287	2	12	18		37	309	38	35	184	26	65	49	37
	En cours	43		14		1	3		7	1		2		2				4	9			
	Total	1 703	37	359	66	28	77	12	294	3	12	20		37	311	38	35	188	35	65	49	37
Experts	Nouveaux	427	2	41	83	16	2	2	113		25	18		12	16	47	21	13	7	2	7	
	En cours	82	11	5	3	1			18			7		1		3	10	4		1	18	
	Total	509	13	46	86	17	2	2	131		25	25		13	16	50	31	17	7	3	25	
Membres de missions d'étude	Nouveaux	471	23	32	73	141	4		35			6		1	66	9	16	24	15	1		25
	En cours	4							1						3							
	Total	475	23	32	73	141	4		36			6		1	66	12	16	24	15	1		25
Volontaires JOCV	Nouveaux	57	2	2			1											32	8	8	4	
	En cours	110		7	2				8					3				41	15	16	17	1
	Total	167	2	9	2		1		8					3				73	23	24	21	1
Autres volontaires	Nouveaux	20											4		2		7	5		1	1	
	En cours	33		2	1			2					3		4		12	6	1	2		
	Total	53		2	1			2					7		6		19	11	1	3	1	

3-5 Afrique

Participants à des formations	Nouveaux	6 969	248	1 364	131	212	1 393	34	515	23	113	86	27	20	154	137	84	1 675		663	25	65
	En cours	150	1	22		1	6		48	5		14			2	12		39				
	Total	7 119	249	1 386	131	213	1 399	34	563	28	113	100	27	20	156	149	84	1 714		663	25	65
Experts	Nouveaux	2 243	23	275	119	108	161	25	481	17	47	45	1	41	175	30	43	234		359	16	43
	En cours	394	19	27	6	15	11	1	96	4	8	5		3	11	7	1	55		48	4	73
	Total	2 637	42	302	125	123	172	26	577	21	55	50	1	44	186	37	44	289		407	20	116
Membres de missions d'étude	Nouveaux	1 720	292	39	49	144	261	2	265	20	98	63	14	21	168	66	2	109		89	2	16
	En cours	53	4	4		5	2		26		1				9	2						
	Total	1 773	296	43	49	149	263	2	291	20	99	63	14	21	177	68	2	109		89	2	16
Volontaires JOCV	Nouveaux	375	48	22	2		2	2	43	5	6			11		5	5	142	19	58	5	
	En cours	658		47	6		11	5	156	13	2	5		16		6	5	240	24	97	20	5
	Total	1 033	48	69	8		13	7	199	18	8	5		27		11	10	382	43	155	25	5
Autres volontaires	Nouveaux	28		6						1				4		4		11		1	1	
	En cours	28		6	4		1	2	2					2		2		7	1	1		
	Total	56		12	4		1	2	2	1				6		6		18	1	2	1	

3-6 Europe

Participants à des formations	Nouveaux	297	14	92	24	18	6	6	18	1	4		10	1	26	28	18	17		9		5
	En cours	12		5		1	3		3													
	Total	309	14	97	24	19	9	6	21	1	4		10	1	26	28	18	17		9		5
Experts	Nouveaux	263	2	11	17	54	48		4		5		3		18	28	1	30			7	35
	En cours	22	5	4		2	2		1		2						1					5
	Total	285	7	15	17	56	50		5		7		3		18	28	2	30			7	40
Membres de missions d'étude	Nouveaux	99	35	3	19	3	10				1		1		13	1		1		11		1
	En cours																					
	Total	99	35	3	19	3	10				1		1		13	1		1		11		1
Autres volontaires	Nouveaux	9							3					1		1	2	2				
	En cours	9							1					2			1	2	2		1	
	Total	18							4					3		1	3	4	2		1	

3-7 Monde

Membres de missions d'étude	Nouveaux	536	5	7	25	10	6		11		15				19	10		11		7	19	391
	En cours	12																2				10
	Total	548	5	7	25	10	6		11		15				19	10		13		7	19	401

3-8 Organisations internationales

Autres volontaires	Nouveaux	13		1																1		11
	En cours	16	1	5														3		1		6
	Total	29	1	6														3		2		17

4 Répartition sectorielle des projets de coopération technique

(Unité : 100 millions JPY, %)

Secteur	Type de coopération	Nouveaux			En cours			Total		
		Nombre	Montant	Taux	Nombre	Montant	Taux	Nombre	Montant	Taux
Planification/ administration	Planification du développement	3	1,68	5,1	11	43,76	10,8	14	45,44	10,4
	Administration	18	7,81	23,7	71	47,60	11,8	89	55,40	12,7
	Sous-total	21	9,48	28,8	82	91,36	22,6	103	100,84	23,1
Travaux/ services publics	Services publics	3	0,73	2,2	22	19,09	4,7	25	19,82	4,5
	Transport/trafic	11	4,60	13,9	33	25,75	6,4	44	30,35	6,9
	Infrastructure sociale	6	2,99	9,1	26	21,73	5,4	32	24,72	5,7
	Communications/diffusion	3	1,08	3,3	5	2,68	0,7	8	3,76	0,9
	Sous-total	23	9,40	28,5	86	69,25	17,1	109	78,64	18,0
Agriculture/ forêts/ pêche	Agriculture	10	1,29	3,9	76	70,39	17,4	86	71,69	16,4
	Forêts	4	1,26	3,8	22	16,65	4,1	26	17,91	4,1
	Industrie animale	2	0,75	2,3	2	1,36	0,3	4	2,11	0,5
	Pêche	2	0,73	2,2	11	9,12	2,3	13	9,86	2,3
	Sous-total	18	4,04	12,2	111	97,52	24,1	129	101,56	23,2
Mines/ industrie	Mines				1	0,13	0,0	1	0,13	0,0
	Industrie	2	0,29	0,9	8	5,29	1,3	10	5,58	1,3
	Sous-total	2	0,29	0,9	9	5,42	1,3	11	5,70	1,3
Énergie		3	0,91	2,8	9	8,77	2,2	12	9,68	2,2
Commerce/ tourisme	Commerce/échanges	3	0,76	2,3	23	12,81	3,2	26	13,57	3,1
	Tourisme				6	6,19	1,5	6	6,19	1,4
	Sous-total	3	0,76	2,3	29	18,99	4,7	32	19,75	4,5
Ressources humaines		13	4,60	14,0	55	57,17	14,2	68	61,77	14,1
Santé/soins médicaux		3	2,84	8,6	67	48,44	12,0	70	51,28	11,7
Protection sociale		1	0,00	0,0	12	6,01	1,5	13	6,01	1,4
Autres		3	0,66	2,0	2	1,05	0,3	5	1,71	0,4
Total général		90	32,97	100,0	462	403,98	100,0	552	436,96	100,0

Notes : « Nouveaux » s'applique aux projets dont les procès-verbaux des discussions (PVD) ont été signés durant l'exercice 2013 et « En cours » aux projets dont les PVD ont été signés durant ou avant l'exercice 2012 et dont le décaissement a été réalisé durant l'exercice 2013.

Projets de coopération technique uniquement (hors partenariat pour la recherche scientifique et technologique pour le développement durable (SATREPS) et coopération technique pour la planification du développement).

Montant : Montants décaissés durant l'exercice 2013 (budget de l'exercice en cours et montants reportés).

Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.

5 Répartition sectorielle des projets de dons

(Unité : 100 millions JPY, %)

Secteur	Secteur	Exercice 2013		
		Nombre	Total *	Taux
Planification/ administration	Administration générale	2	8,77	0,8
	Banque/finance	1	51,00	4,4
	Environnement	3	40,72	3,5
	Sous-total	6	100,49	8,7
Travaux/ services publics	Travaux et services publics généraux	2	9,78	0,8
	Approvisionnement en eau	13	124,49	10,7
	Transports généraux	5	25,63	2,2
	Routes	21	247,83	21,4
	Transports terrestres	2	12,94	1,1
	Voies ferrées	1	40,00	3,5
	Trafic maritime et navires	2	26,54	2,3
	Ports	4	27,65	2,4
	Aviation et aéroports	3	44,54	3,8
	Transports urbains	1	2,22	0,2
	Météorologie et séismes	5	41,65	3,6
	Lutte contre l'érosion fluviale et côtière	3	9,31	0,8
	Développement des ressources en eau	5	35,43	3,1
	Sous-total	67	648,01	56,0
	Agriculture/ forêts/ pêche	Agriculture générale	3	30,37
Ingénierie agricole		3	8,28	0,7
Machines agricoles		1	2,30	0,2
Aide à l'augmentation de la production alimentaire		2	7,60	0,7
Protection des forêts		2	2,77	0,2
Pêche		3	30,56	2,6
Sous-total	14	81,88	7,1	
Énergie	Énergie électrique	7	56,15	4,8
	Sous-total	7	56,15	4,8
Ressources humaines	Ressources humaines générales	1	13,27	1,1
	Éducation	46	75,87	6,6
	Éducation secondaire	3	36,33	3,1
	Éducation supérieure	1	1,15	0,1
	Culture	4	8,65	0,7
	Sous-total	55	135,27	11,7
Santé/soins médicaux	Santé et soins médicaux	13	118,04	10,2
	Santé de base	2	5,21	0,4
	Sous-total	15	123,25	10,6
Protection sociale	Aide alimentaire	1	10,00	0,9
	Autre protection sociale	1	3,00	0,3
	Sous-total	2	13,00	1,1
Total général		166	1 158,05	100,0

Note : Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.

* Montant des accords de dons conclus. Pour les projets couvrant plusieurs exercices, le montant maximal autorisé par année fiscale est comptabilisé pour chaque exercice. L'augmentation du montant maximal engagée selon l'accord de don révisé est comptabilisée à la date de révision.

6 Synthèse des prêts (données des cinq derniers exercices)

(Unité : 100 millions JPY, %)

		Exercice 2009			Exercice 2010			Exercice 2011			Exercice 2012			Exercice 2013		
		Nombre	Total	Taux	Nombre	Total	Taux	Nombre	Total	Taux	Nombre	Total	Taux	Nombre	Total	Taux
Prêts d'APD	Engagements															
	Asie	43	6 472	66,9	26	4 087	75,8	48	7 691	81,0	38	10 332	84,5	38	7 846	79,6
	Pacifique	1	83	0,9							1	49	0,4	1	83	0,8
	Amérique du Nord et Amérique latine	3	293	3,0	3	302	5,6	3	412	4,3	6	475	3,9	2	115	1,2
	Moyen-Orient et Afrique du Nord	7	1 552	16,0				5	773	8,1	6	901	7,4	4	709	7,2
	Afrique	5	463	4,8	7	579	10,7	2	77	0,8	4	472	3,9	6	519	5,3
	Europe	3	813	8,4		421	7,8	3	453	4,8				1	489	5,0
	Organisations internationales, etc.							1	84	0,9				1	95	1,0
	Autres															
	Total	62	9 676	100,0	36	5 389	100,0	62	9 490	100,0	55	12 229	100,0	53	9 857	100,0
	Versements		7 450			6 777		6 097			8 644			7 495		
	Remboursements		6 417			6 803		6 287			7 891			7 050		
	Montants non remboursés		114 809			114 792		113 686			113 423			113 490		
Financement des investissements du secteur privé	Engagements (prêts)						1	2		1	38		1	1		
	(financements)						1	2								
	Versements		1					0			3			3		
	Montants recouverts		327			6		111			330			58		
	Montants non remboursés		1 279			1 272		1 159			727			666		

Notes : Les engagements de prêts supplémentaires ne figurent pas dans le nombre total d'engagements de prêts pour les exercices 2010 et 2013, ils sont cependant comptabilisés dans le montant total et s'élèvent respectivement à 42 100 millions JPY et 43 000 millions JPY.

Les remboursements avancés (les montants supplémentaires et non prévus remboursés durant l'exercice pour alléger les remboursements du ou des exercices suivants) pour chaque année correspondent aux montants suivants : exercice 2009 : 3 600 millions JPY ; exercice 2010 : 71 500 millions JPY ; exercice 2011 : 13 300 millions JPY ; exercice 2012 : 11 200 millions JPY, exercice 2013 : 56 000 millions JPY.

7 Répartition sectorielle des prêts

(Unité : 100 millions JPY, %)

Secteur	Exercice 2013									Accumulés								
	Prêts d'APD			Financement des investissements du secteur privé			Total			Prêts d'APD			Financement des investissements du secteur privé			Total		
	Nombre	Total	Taux	Nombre	Total	Taux	Nombre	Total	Taux	Nombre	Total	Taux	Nombre	Total	Taux	Nombre	Total	Taux
Électricité et gaz	9	1 201	12,2				9	1 201	12,2	645	64 832	21,5	20	191	3,6	665	65 024	21,2
Barrages polyvalents										61	2 738	0,9	3	8	0,2	64	2 746	0,9
Centrales électriques	4	639	6,5				4	639	6,5	384	44 295	14,7	12	74	1,4	396	44 368	14,4
Lignes de transmission et systèmes de distribution	2	351	3,6				2	351	3,6	165	13 832	4,6	2	15	0,3	167	13 846	4,5
Gaz										16	2 648	0,9	3	95	1,8	19	2 743	0,9
Autres	3	211	2,1				3	211	2,1	19	1 320	0,4				19	1 320	0,4
Transport	18	5 669	57,5				18	5 669	57,5	897	96 087	31,8	32	229	4,4	929	96 316	31,3
Routes	7	1 138	11,5				7	1 138	11,5	300	27 999	9,3	10	104	2,0	310	28 103	9,1
Ponts	2	519	5,3				2	519	5,3	77	6 529	2,2				77	6 529	2,1
Voies ferrées	4	2 872	29,1				4	2 872	29,1	235	37 179	12,3	8	34	0,7	243	37 214	12,1
Aéroports	2	351	3,6				2	351	3,6	76	9 775	3,2	1	0	0,0	77	9 776	3,2
Ports	2	602	6,1				2	602	6,1	142	10 688	3,5	5	66	1,3	147	10 754	3,5
Transport maritime	1	187	1,9				1	187	1,9	48	2 398	0,8	5	18	0,3	53	2 416	0,8
Autres										19	1 518	0,5	3	7	0,1	22	1 525	0,5
Télécommunications										201	10 236	3,4	11	73	1,4	212	10 309	3,4
Télécommunications										176	9 208	3,0	11	73	1,4	187	9 282	3,0
Diffusion										24	1 009	0,3				24	1 009	0,3
Autres										1	19	0,0				1	19	0,0
Irrigation et lutte contre les inondations	3	135	1,4				3	135	1,4	247	14 587	4,8	4	24	0,5	251	14 611	4,8
Agriculture, forêts et pêche										155	10 263	3,4	259	1 396	26,6	414	11 659	3,8
Agriculture										94	6 251	2,1	123	682	13,0	217	6 933	2,3
Forêts										42	3 557	1,2	75	552	10,5	117	4 109	1,3
Pêche										19	454	0,2	60	160	3,0	79	614	0,2
Exploitations agricoles													1	3	0,1	1	3	0,0
Mines et industrie manufacturière	1	200	2,0				1	200	2,0	238	19 297	6,4	407	2 462	46,9	645	21 759	7,1
Mines										57	2 372	0,8	158	563	10,7	215	2 936	1,0
Industrie manufacturière	1	200	2,0				1	200	2,0	178	16 856	5,6	248	1 865	35,5	426	18 721	6,1
Autres										3	70	0,0	1	33	0,6	4	103	0,0
Services sociaux	12	1 239	12,6	1	1	100,0	13	1 240	12,6	535	45 059	14,9	35	435	8,3	570	45 493	14,8
Approvisionnement en eau, égouts et assainissement	4	444	4,5				4	444	4,5	281	27 941	9,2	8	105	2,0	289	28 046	9,1
Éducation	4	395	4,0	1	1	100,0	5	395	4,0	82	5 217	1,7	4	8	0,1	86	5 225	1,7
Santé publique et médecine	1	59	0,6				1	59	0,6	35	1 566	0,5	1	0	0,0	36	1 566	0,5
Tourisme										18	1 244	0,4	7	155	3,0	25	1 399	0,5
Infrastructures communautaires rurales/urbaines	2	270	2,7				2	270	2,7	52	4 554	1,5	14	155	2,9	66	4 708	1,5
Renforcement de la gestion administrative	1	71	0,7				1	71	0,7	17	731	0,2				17	731	0,2
Protection environnementale multisecteurs										44	2 882	1,0	1	12	0,2	45	2 894	0,9
Autres										6	924	0,3				6	924	0,3
Prêts de soutien à la balance des paiements	9	1 318	13,4				9	1 318	13,4	290	40 268	13,3				290	40 268	12,9
Autres	1	95	1,0				1	95	1,0	17	1 462	0,5	40	439	8,4	57	1 901	0,8
Total	53	9 857	100,0	1	1	100,0	54	9 858	100,0	3 225	302 089	100,0	808	5 250	100,0	4 033	307 339	100,0
Rééchelonnement										208	21 101					208	21 101	

Note : Les engagements de prêts supplémentaires ne figurent pas dans le nombre total d'engagements de prêts pour l'exercice 2013, ils sont cependant comptabilisés dans le montant total et s'élèvent à 43 000 millions JPY.

8 Répartition géographique des prêts japonais d'APD (exercice 2013)

(Unité : 1 milliard JPY)

Région/Pays			Engagements		Versements	Remboursements	Montants non remboursés	Accumulés	
			Nombre	Total	Total	Total	Total	Nombre	Total
Asie	Asie du Sud-Est	Cambodge	1	8,9	2,5	0,2	18,7	14	51,3
		Indonésie	8	82,2	66,2	148,9	1 963,4	680	4 656,5
		Laos	3	15,1	0,6	0,4	12,4	12	38,2
		Malaisie			11,4	29,0	253,9	75	923,8
		Myanmar	3	51,1	0,7		199,5	71	659,9
		Philippines	2	68,7	27,4	64,0	828,1	286	2 398,0
		Singapour						2	1,2
		Thaïlande			43,0	75,4	437,0	242	2 164,4
		Timor-Est			0,2		0,2	1	5,3
		Vietnam	9	165,6	162,1	37,2	1 158,8	183	2 203,3
	Sous-total	26	391,5	314,1	355,1	4 872,0	1 566	13 101,9	
	Asie de l'Est	Chine			21,5	108,5	1 541,1	369	3 359,7
		Corée du Sud				0,9	0,9	92	596,2
		Mongolie	2	11,7	14,0	1,7	47,9	15	89,1
		Autres						5	12,5
		Sous-total	2	11,7	35,5	111,1	1 589,9	481	4 057,6
	Asie du Sud	Afghanistan						1	0,7
		Bangladesh			38,4	10,4	216,4	95	940,4
		Bhoutan			0,3		4,3	2	5,8
		Inde	8	311,5	145,4	74,6	1 553,6	244	4 092,6
		Maldives					2,6	1	2,7
		Népal			0,4	0,9	11,5	10	78,7
		Pakistan			15,0	3,8	597,1	83	798,5
		Sri Lanka	1	35,0	27,2	20,8	376,4	126	924,0
		Sous-total	9	346,6	226,7	110,5	2 761,9	562	6 843,4
		Asie centrale et Caucase	Arménie			0,1	0,3	30,4	2
	Azerbaïdjan				4,3	1,3	61,2	4	101,2
	Géorgie				3,9	0,3	12,3	2	23,1
	Kazakhstan				3,1	4,2	71,7	6	95,1
	Kirghizstan					0,0	27,7	6	25,7
Ouzbékistan	1		34,9	1,9	2,6	58,5	11	177,9	
Turkménistan					0,2	3,1	1	4,5	
Sous-total	1	34,9	13,4	8,9	264,8	32	459,3		
Total	38	784,6	589,6	585,6	9 488,7	2 641	24 462,2		
Pacifique	Fidji				0,1	1,1	1	2,3	
	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1	8,3	0,0	1,8	15,4	16	78,8	
	Samoa			0,4		2,9	1	4,6	
	Vanuatu			0,2		0,2	1	4,9	
	Total	1	8,3	0,6	1,9	19,5	19	90,6	
Amérique du Nord et Amérique latine	Amérique Centrale et Caraïbes	Costa Rica			1,6	2,6	14,2	5	59,4
		Guatemala			0,5	0,9	16,9	6	36,8
		Honduras						6	34,8
		Jamaïque				2,0	8,5	9	53,4
		Mexique				5,1	21,4	9	205,4
		Nicaragua	1	1,5				4	22,6
		Panama			0,2	0,7	21,3	2	32,3
		République dominicaine				0,9	6,1	4	31,6
		Salvador				1,8	20,8	5	39,2
	Sous-total	1	1,5	2,3	14,0	109,2	50	515,4	
	Amérique du Sud	Argentine					4,7	1	8,2
		Bolivie						7	47,0
		Brésil			4,0	10,4	93,4	20	331,3
		Chili						3	24,4
		Colombie						4	46,6
		Équateur				1,7	8,5	7	63,8
		Paraguay			0,4	2,9	27,2	16	136,9
		Pérou	1	10,0	4,3	8,9	112,6	46	412,2
		Uruguay				0,2	0,2	1	7,2
		Sous-total	1	10,0	8,7	24,1	246,6	105	1 077,5
Total		2	11,5	11,0	38,1	355,8	155	1 592,9	
Moyen-Orient et Afrique du Nord	Algérie				0,1	1,3	8	13,9	
	Égypte			4,9	17,8	264,3	50	534,3	
	Irak	1	39,1	58,7		147,1	20	470,8	
	Iran				1,2	17,7	2	46,1	
	Jordanie	1	12,0	12,1	10,0	106,0	19	214,8	
	Liban				0,7	5,6	1	13,0	
	Maroc	1	8,9	11,6	5,5	124,9	35	289,9	
	Syrie				4,0	44,0	4	138,6	
	Tunisie	1	10,9	5,5	7,6	73,8	39	256,0	
	Yémen				0,2	23,6	5	49,3	
	Total	4	70,9	92,8	47,1	808,3	183	2 026,8	

Région/Pays	Engagements		Versements	Remboursements	Montants non remboursés	Accumulés	
	Nombre	Total	Total	Total	Total	Nombre	Total
Afrique				0,1	0,7	3	14,1
Afrique du Sud							
Bénin						1	3,8
Botswana			0,1	0,5	2,9	5	22,0
Burundi						2	3,3
Cameroun			0,6		2,2	4	17,1
Cap-Vert	1	15,3	1,9		5,2	3	25,9
Côte d'Ivoire						2	12,2
Éthiopie						2	3,7
Ghana						17	125,1
Guinée						4	16,0
Kenya			17,0	7,4	113,5	36	293,8
Liberia						1	4,0
Madagascar						5	10,7
Malawi						8	33,1
Mali						2	8,7
Maurice			0,0	0,3	2,7	4	16,1
Mauritanie						3	11,1
Mozambique	2	24,0	2,2		5,0	5	41,2
Namibie			0,0	0,9	7,0	1	10,1
Niger						1	3,2
Nigeria						3	55,1
Ouganda			2,3		5,5	5	27,7
République centrafricaine						1	0,6
République démocratique du Congo						2	35,6
Rwanda						3	4,6
Sénégal					0,9	4	15,5
Sierra Leone						1	2,0
Somalie					6,5	2	6,5
Soudan					7,8	4	10,5
Swaziland				0,2	3,7	1	4,4
Tanzanie	3	12,6	5,2		20,3	19	60,7
Togo						3	9,3
Zambie			1,0		1,6	8	46,5
Zimbabwe					19,8	6	38,1
Total	6	51,9	30,3	9,4	205,4	171	992,4
Europe							
Albanie			1,7	0,3	6,3	4	18,1
Bosnie-Herzégovine			0,1	0,1	3,6	2	16,7
Bulgarie				1,6	25,0	6	77,0
Hongrie						1	4,9
Macédoine (ARYM)				0,5	7,9	1	9,7
Moldavie	1	5,9				1	5,9
Pologne				1,2	1,2	1	21,4
Roumanie			1,6	2,1	60,1	5	118,2
Serbie			0,2		0,3	1	28,3
Slovaquie				0,6	6,1	1	11,1
Turquie		43,0	12,2	16,5	280,3	28	652,2
Ukraine					19,1	1	19,1
Total	1	48,9	15,8	22,9	409,9	52	982,6
Organisations internationales, etc. Total	1	9,5	9,4		61,4	4	61,5
Total général		985,7	749,5	705,0	11 349,0	3 225	30 208,9

Notes : Les engagements de prêts supplémentaires ne figurent pas dans le nombre total d'engagements de prêts pour l'exercice 2013, ils sont cependant comptabilisés dans le montant total et s'élèvent à 43 000 millions JPY.

Les montants non remboursés se réfèrent aux emprunts gérés par la JICA selon les normes comptables des organismes administratifs indépendants.

Les nombres et totaux ne prennent pas en compte l'allègement de la dette.

9-1 Rééchelonnement de la dette basé sur les accords du Club de Paris (exercice 2013)

(Unité : 1 million JPY)

Pays	Date de l'accord du Club de Paris	Date de signature par la JICA de l'accord de rééchelonnement	Montant rééchelonné
Non applicable			

9-2 Annulation de la dette (exercice 2013)

(Unité : 1 million JPY)

Pays	Montant annulé
Côte d'Ivoire	20 541
Myanmar	188 649
Guinée	5 530
Total	214 720

10-1 Principaux contractants des projets de prêts japonais d'APD (exercice 2013/biens et services/montant du contrat : plus de 1 milliard JPY)

Pays	Nom du projet	Date de l'accord de prêt	Montant du contrat (millions de JPY)	Contractant
Cambodge	PROJET DE RÉSEAU DORSAL DE TÉLÉCOMMUNICATION DANS LE GRAND MÉKONG	25/03/2005	2 414	ALCATEL-LUCENT SHANGHAI BELL CO., LTD. (CHINE) / MARUBENI CORPORATION (JAPON)
Indonésie	PROJET DE CONSTRUCTION DE LA VOIE D'ACCÈS DE TANJUNG PRIOK (II)	29/03/2006	2 469	TOBISHIMA CORPORATION (JAPON) / PT. WIJAYA KARYA (INDONÉSIE)
Indonésie	PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE CENTRALE HYDROÉLECTRIQUE À PEUSANGAN	29/03/2007	5 265	ANDRITZ HYDRO GMBH (AUTRICHE)
Indonésie	PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE LIGNE DE TRANSMISSION POUR RACCORDER LE NORD ET L'OUEST DE SUMATRA	29/03/2007	3 730	PT. SIEMENS INDONESIA (INDONÉSIE)
Indonésie	PROJET DE RECONSTRUCTION D'ACEH	29/03/2007	1 572	PT. WASKITA KARYA (INDONÉSIE) / PT. ANDESMONT SAKTI (INDONÉSIE)
Indonésie	PROJET DE RÉHABILITATION DE L'IRRIGATION PARTICIPATIVE ET D'AMÉLIORATION DE LA GESTION	28/03/2008	1 664	PT. WASKITA KARYA (INDONÉSIE) / PT. BRANTAS ABIPRAYA (INDONÉSIE)
Indonésie	DÉVELOPPEMENT D'UNE UNIVERSITÉ DE RANG MONDIAL À L'UNIVERSITÉ D'INDONÉSIE	28/03/2008	5 279	PT. WIJAYA KARYA (INDONÉSIE)
Indonésie	AMÉLIORATION DU SYSTÈME DE LUTTE CONTRE LES INONDATIONS DANS CERTAINES VILLES	31/03/2009	1 249	PT. BRANTAS ABIPRAYA (INDONÉSIE)
Indonésie	DÉVELOPPEMENT DE L'INSTITUT DE TECHNOLOGIE DE BANDUNG (III)	31/03/2009	2 144	PT. WIJAYA KARYA (INDONÉSIE) / PT. MULTI STRUCTURE (INDONÉSIE)
Indonésie	PROJET DE CONSTRUCTION D'UN SYSTÈME DE TRANSPORT EN COMMUN RAPIDE À JAKARTA (I)	31/03/2009	10 142	TOKYU CONSTRUCTION CO., LTD. (JAPON) / PT. WIJAYA KARYA (INDONÉSIE)
Indonésie	PROJET DE CONSTRUCTION D'UN SYSTÈME DE TRANSPORT EN COMMUN RAPIDE À JAKARTA (I)	31/03/2009	10 164	SHIMIZU CORPORATION (JAPON) / OBAYASHI CORPORATION (JAPON) / PT. WIJAYA KARYA (INDONÉSIE) / PT. JAYA KONSTRUKSIMANGGALA PRATAMA (INDONÉSIE)
Indonésie	PROJET DE CONSTRUCTION D'UN SYSTÈME DE TRANSPORT EN COMMUN RAPIDE À JAKARTA (I)	31/03/2009	10 242	OBAYASHI CORPORATION (JAPON) / SHIMIZU CORPORATION (JAPON) / PT. JAYA KONSTRUKSI MANGGALA PRATAMA (INDONÉSIE)
Indonésie	PROJET DE CONSTRUCTION D'UN SYSTÈME DE TRANSPORT EN COMMUN RAPIDE À JAKARTA (I)	31/03/2009	10 852	SHIMIZU CORPORATION (JAPON) / OBAYASHI CORPORATION (JAPON) / PT. WIJAYA KARYA (INDONÉSIE) / PT. JAYA KONSTRUKSIMANGGALA PRATAMA (INDONÉSIE)
Indonésie	PROJET DE CONSTRUCTION D'UN SYSTÈME DE TRANSPORT EN COMMUN RAPIDE À JAKARTA (I)	31/03/2009	14 902	TOKYU CONSTRUCTION CO., LTD. (JAPON) / PT. WIJAYA KARYA (INDONÉSIE)
Indonésie	PROJET DE CONSTRUCTION D'UN SYSTÈME DE TRANSPORT EN COMMUN RAPIDE À JAKARTA (I)	31/03/2009	17 134	SUMITOMO MITSUI CONSTRUCTION CO., LTD. (JAPON) / PT. HUTAMA KARYA (INDONÉSIE)
Philippines	PROJET DE CONSERVATION ET DE MODERNISATION DE LA ROUTE	31/03/2009	1 048	CHINA GEO-ENGINEERING CORPORATION INTERNATIONAL LTD. (CHINE)
Vietnam	PROJET D'AMÉLIORATION DU CLIMAT DE L'INVESTISSEMENT DANS LA PROVINCE DE VINH PHUC	30/03/2007	3 972	HANSHIN ENGINEERING & CONSTRUCTION CO., LTD. (CORÉE DU SUD) / SWING CORPORATION (JAPON)
Vietnam	PROJET D'AMÉLIORATION ENVIRONNEMENTALE À HAI PHONG (II)	31/03/2009	2 693	KUMHO INDUSTRIAL CO., LTD. (CORÉE DU SUD)
Vietnam	PROJET DE CONSTRUCTION DE LIGNES DE TRANSMISSION ET D'UNE CENTRALE THERMIQUE À THAI BINH (I)	10/11/2009	103 563	MARUBENI CORPORATION (JAPON)
Vietnam	PROJET DE CONSTRUCTION DE LA ROUTE NORD-SUD (SECTION DA NANG-QUANG NGAI) (I)	15/06/2011	6 649	VIETNAM CONSTRUCTION AND IMPORT-EXPORT JOINT STOCK CORPORATION (VIETNAM) / THANH AN CORPORATION (VIETNAM) / VINACONEX ENGINEERING CONSTRUCTION AND INVESTMENT JOINT STOCK COMPANY (VIETNAM)
Vietnam	PROJET DE CONSTRUCTION DE LA ROUTE NORD-SUD (SECTION DA NANG-QUANG NGAI) (I)	15/06/2011	6 656	CIVIL ENGINEERING CONSTRUCTION CORPORATION NO. 4 (VIETNAM) / THANG LONG CONSTRUCTION CORPORATION (VIETNAM)
Vietnam	PROJET DE CONSTRUCTION DE LA ROUTE NORD-SUD (SECTION DA NANG-QUANG NGAI) (I)	15/06/2011	6 912	CIVIL ENGINEERING CONSTRUCTION CORPORATION NO. 6 (VIETNAM) / TRANSPORT CONSTRUCTION AND INVESTMENT TRADING JOINT STOCK COMPANY NO. 1 (VIETNAM)
Vietnam	PROJET DE CONSTRUCTION DE LA ROUTE NORD-SUD (SECTION DA NANG-QUANG NGAI) (I)	15/06/2011	8 074	OBRASCON HUARTE LAIN, SA (ESPAGNE) / CIVIL ENGINEERING CONSTRUCTION CORPORATION NO. 1 (VIETNAM) / DONG ME KONG CONSTRUCTION MANUFACTURE TRADING SERVICE CO., LTD (VIETNAM)
Vietnam	PROJET DE CONSTRUCTION DE LA ROUTE NORD-SUD (SECTION DA NANG-QUANG NGAI) (I)	15/06/2011	10 667	CIVIL ENGINEERING CONSTRUCTION CORPORATION NO. 5 (VIETNAM) / CIVIL ENGINEERING CONSTRUCTION CORPORATION NO. 1 (VIETNAM)
Vietnam	PROJET DE CONSTRUCTION DE LA ROUTE NORD-SUD (SECTION DA NANG-QUANG NGAI) (I)	15/06/2011	12 158	TRUONG SON CONSTRUCTION CORPORATION (VIETNAM) / VAN CUONG CONSTRUCTION UNITED CO., LTD (VIETNAM) / CIVIL ENGINEERING CONSTRUCTION CORPORATION NO. 6 (VIETNAM) / 703 CONSTRUCTION AND INVESTMENT JOINT STOCK COMPANY (VIETNAM)
Vietnam	PROJET DE CONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES PORTUAIRES DE LACH HUYEN (PORT) (I)	02/11/2011	14 551	PENTA OCEAN CONSTRUCTION CO., LTD. (JAPON) / TOA CORPORATION (JAPON)
Vietnam	PROJET DE CONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES PORTUAIRES DE LACH HUYEN (ROUTE ET PONT) (I)	02/11/2011	49 739	SUMITOMO MITSUI CONSTRUCTION CO., LTD. (JAPON) / TRUONG SON CONSTRUCTION CORPORATION (VIETNAM) / CIVIL ENGINEERING CONSTRUCTION CORPORATION NO. 4 (VIETNAM)
Vietnam	PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE CENTRALE THERMIQUE À NGHI SON (III)	02/11/2011	3 366	VIETNAM NATIONAL COAL-MINERAL INDUSTRIES HOLDING CORPORATION LIMITED (VIETNAM)
Vietnam	PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE VOIE FERRÉE URBAINE À HO CHI MINH VILLE (SECTION BEN THANH-SUOI TIEN (LIGNE 1))(II)	30/03/2012	51 549	HITACHI, LTD. (JAPON)
Vietnam	PROJET D'AMÉLIORATION DE LA SÉCURITÉ DES PONTS DE LA VOIE FERRÉE HANOI-HO CHI MINH VILLE (III)	22/03/2013	2 334	NISSAN RINKAI CONSTRUCTION CO., LTD. (JAPON) / RAILWAY CONSTRUCTION CORPORATION JOINT STOCK COMPANY (VIETNAM)
Vietnam	PROJET D'AMÉLIORATION DE LA SÉCURITÉ DES PONTS DE LA VOIE FERRÉE HANOI-HO CHI MINH VILLE (III)	22/03/2013	2 656	TEKKEN CORPORATION (JAPON) / MITSUI ENGINEERING & SHIPBUILDING CO., LTD. (JAPON) / THANG LONG CONSTRUCTION CORPORATION (VIETNAM)
Vietnam	PROJET D'AMÉLIORATION DE LA SÉCURITÉ DES PONTS DE LA VOIE FERRÉE HANOI-HO CHI MINH VILLE (III)	22/03/2013	2 744	TAISEI CORPORATION (JAPON) / MITSUI ENGINEERING & SHIPBUILDING CO., LTD. (JAPON) / CIVIL ENGINEERING CONSTRUCTION CORPORATION NO. 1 (VIETNAM)
Mongolie	PROJET DE CONSTRUCTION DU NOUVEL AÉROPORT INTERNATIONAL D'OULAN-BATOR	01/05/2008	49 500	MITSUBISHI CORPORATION (JAPON) / CHIYODA CORPORATION (JAPON)
Bangladesh	PROJET DE DÉVELOPPEMENT DU RÉSEAU DE TÉLÉCOMMUNICATION	29/06/2009	4 829	MARUBENI CORPORATION (JAPON) / KT CORPORATION (CORÉE DU SUD)
Bangladesh	PROJET D'AMÉLIORATION D'UN PONT À L'EST DU BANGLADESH	01/03/2009	3 680	MONICO LIMITED (BANGLADESH) / CONCORD PRAGATEE CONSORTIUM LIMITED (BANGLADESH)
Bangladesh	PROJET DE MODERNISATION DE L'ÉLECTRIFICATION RURALE	24/03/2010	1 333	ENERGYPAC ENGINEERING LTD. (BANGLADESH) / ENERGYPAC POWER GENERATION LTD (BANGLADESH)
Bangladesh	PROJET DE MODERNISATION DE L'ÉLECTRIFICATION RURALE	24/03/2010	1 388	SIEMENS LTD. (INDE)
Bangladesh	PROJET DE DÉVELOPPEMENT D'UNE CENTRALE ÉLECTRIQUE À CYCLE COMBINÉ À BHERAMARA	20/02/2013	31 295	MARUBENI CORPORATION (JAPON)
Inde	PROJET D'ASSAINISSEMENT ET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU À BANGALORE (II-2)	31/03/2006	1 595	DEGREMONT SA (FRANCE) / DEGREMONT LTD. (INDE)
Inde	PROJET D'ASSAINISSEMENT ET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU À BANGALORE (II-2)	31/03/2006	2 607	WATERLEAU GROUP (BELGIQUE) / KEC INTERNATIONAL LTD. (INDE)
Inde	PROJET D'ASSAINISSEMENT ET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU À BANGALORE (II-2)	31/03/2006	3 056	SUEZ ENVIRONNEMENT (FRANCE) / SPML INFRA LTD (INDE)
Inde	PROJET D'ASSAINISSEMENT ET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU À BANGALORE (II-2)	31/03/2006	4 133	VA TECH WABAG GMBH (AUTRICHE) / VA TECH WABAG LTD. (INDE)
Inde	PROJET D'ASSAINISSEMENT ET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU À BANGALORE (II-2)	31/03/2006	4 567	S.N. GHARPURE (INDE) / ENVIRO CONTROL ASSOCIATES INDIA PRIVATE LIMITED (INDE)

Pays	Nom du projet	Date de l'accord de prêt	Montant du contrat (millions de JPY)	Contractant
Inde	PROJET D'ASSAINISSEMENT ET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU À BANGALORE (II-2)	31/03/2006	4 966	LARSEN & TOUBRO LTD. (INDE)
Inde	PROJET DE MODERNISATION DU SYSTÈME DE TRANSMISSION À HYDERABAD	30/03/2007	1 088	LARSEN & TOUBRO LTD. (INDE)
Inde	PROJET D'EXTENSION DU PORT DE VISAKHAPATNAM	30/03/2007	1 995	INTERNATIONAL SEAPORT DREDGING (INDE)
Inde	PROJET INTÉGRÉ D'AMÉLIORATION DE L'ASSAINISSEMENT À ORISSA	30/03/2007	5 165	IVRCL LTD. (INDE)
Inde	PROJET INTÉGRÉ D'AMÉLIORATION DE L'ASSAINISSEMENT À ORISSA	30/03/2007	5 383	VA TECH WABAG LTD. (INDE)
Inde	PROJET DE COULOIR DÉDIÉ AU FRET (PHASE 1) (II)	31/03/2007	107 557	LARSEN & TOUBRO LTD. (INDE) / SOJITZ CORPORATION (JAPON)
Inde	PROJET DE MODERNISATION DU SYSTÈME DE TRANSMISSION DANS LE MADHYA PRADESH	16/06/2011	1 003	B.S. LTD. (INDE) / MIRADOR COMMERCIAL PRIVATE LIMITED (INDE)
Inde	PROJET DE SYSTÈME DE TRANSPORT EN COMMUN RAPIDE À DELHI PHASE 3	29/03/2012	1 028	VOESTALPINE SCHIENEN GMBH (AUTRICHE)
Inde	PROJET DE SYSTÈME DE TRANSPORT EN COMMUN RAPIDE À DELHI (PHASE 3)	29/03/2012	1 032	ALSTOM TRANSPORT SA (FRANCE) / ALSTOM INDIA LTD. (INDE)
Inde	PROJET DE SYSTÈME DE TRANSPORT EN COMMUN RAPIDE À DELHI (PHASE 3)	29/03/2012	1 174	VOSSLOH COGIFER (FRANCE)
Inde	PROJET DE SYSTÈME DE TRANSPORT EN COMMUN RAPIDE À DELHI (PHASE 3)	29/03/2012	1 464	HONEYWELL AUTOMATION INDIA LIMITED (INDE)
Inde	PROJET DE SYSTÈME DE TRANSPORT EN COMMUN RAPIDE À DELHI (PHASE 3)	29/03/2012	2 404	BLUE STAR LTD. (INDE)
Inde	PROJET DE SYSTÈME DE TRANSPORT EN COMMUN RAPIDE À DELHI (PHASE 3)	29/03/2012	2 690	GUANGZHOU OTIS ELEVATOR COMPANY LIMITED (CHINE) / OTIS ELEVATOR COMPANY LIMITED (INDE)
Inde	PROJET DE SYSTÈME DE TRANSPORT EN COMMUN RAPIDE À DELHI (PHASE 3)	29/03/2012	3 026	SIEMENS AG (ALLEMAGNE) / SIEMENS LTD. (INDE)
Inde	PROJET DE SYSTÈME DE TRANSPORT EN COMMUN RAPIDE À DELHI (PHASE 3)	29/03/2012	3 278	SUDHIR POWER PROJECTS PVT. LTD. (INDE) / COBRA INSTALACIONES Y SERVICIOS S.A. (ESPAGNE)
Inde	PROJET DE SYSTÈME DE TRANSPORT EN COMMUN RAPIDE À DELHI (PHASE 3)	29/03/2012	3 379	STERLING AND WILSON POWERGEN PVT. LTD. (INDE) / ISOLUX INGENIERIA S.A. (ESPAGNE)
Inde	PROJET DE SYSTÈME DE TRANSPORT EN COMMUN RAPIDE À DELHI (PHASE 3)	29/03/2012	3 605	CANNY ELEVATOR COMPANY LIMITED (CHINE) / AUTOMETERS ALLIANCE LIMITED (INDE)
Inde	PROJET DE SYSTÈME DE TRANSPORT EN COMMUN RAPIDE À DELHI (PHASE 3)	29/03/2012	3 748	THE NIPPON SIGNAL CO. LTD. (JAPON)
Inde	PROJET DE SYSTÈME DE TRANSPORT EN COMMUN RAPIDE À DELHI (PHASE 3)	29/03/2012	3 770	LARSEN & TOUBRO LTD. (INDE)
Inde	PROJET DE SYSTÈME DE TRANSPORT EN COMMUN RAPIDE À DELHI (PHASE 3)	29/03/2012	3 932	BOMBARDIER TRANSPORTATION INDIA LTD. (INDE) / BOMBARDIER TRANSPORTATION SWEDEN AB (SUÈDE)
Inde	PROJET DE SYSTÈME DE TRANSPORT EN COMMUN RAPIDE À DELHI (PHASE 3)	29/03/2012	3 946	ETA ENGINEERING PVT. LTD. (INDE) / EMIRATES TRADING AGENCY L.L.C. (ÉMIRATS ARABES UNIS)
Inde	PROJET DE SYSTÈME DE TRANSPORT EN COMMUN RAPIDE À DELHI (PHASE 3)	29/03/2012	4 141	LARSEN & TOUBRO LTD. (INDE) / FURRER + FREY AG LTD. (SUISSE)
Inde	PROJET DE SYSTÈME DE TRANSPORT EN COMMUN RAPIDE À DELHI (PHASE 3)	29/03/2012	4 253	SIEMENS AKTIENGESELLSCHAFT (ALLEMAGNE) / SIEMENS LTD. (INDE)
Inde	PROJET DE SYSTÈME DE TRANSPORT EN COMMUN RAPIDE À DELHI (PHASE 3)	29/03/2012	4 411	VOLTAS LIMITED (INDE)
Inde	PROJET DE SYSTÈME DE TRANSPORT EN COMMUN RAPIDE À DELHI (PHASE 3)	29/03/2012	5 034	ETA ENGINEERING PVT. LTD. (INDE) / EMIRATES TRADING AGENCY L.L.C. (ÉMIRATS ARABES UNIS)
Inde	PROJET DE SYSTÈME DE TRANSPORT EN COMMUN RAPIDE À DELHI (PHASE 3)	29/03/2012	5 702	LARSEN & TOUBRO LTD. (INDE)
Inde	PROJET DE SYSTÈME DE TRANSPORT EN COMMUN RAPIDE À DELHI (PHASE 3)	29/03/2012	6 190	SAMSUNG C&T INDIA PVT. LTD. (INDE) / SAMSUNG C&T CORPORATION (CORÉE DU SUD)
Inde	PROJET DE SYSTÈME DE TRANSPORT EN COMMUN RAPIDE À DELHI (PHASE 3)	29/03/2012	6 287	BOMBARDIER TRANSPORTATION INDIA LTD. (INDE) / BOMBARDIER TRANSPORTATION SIGNAL (THAÏLANDE) LTD (THAÏLANDE) / BOMBARDIER TRANSPORTATION USA INC (ÉTATS-UNIS)
Inde	PROJET DE SYSTÈME DE TRANSPORT EN COMMUN RAPIDE À DELHI (PHASE 3)	29/03/2012	12 377	BEML LTD. (INDE) / HYUNDAI ROTEM COMPANY (CORÉE DU SUD)
Inde	PROJET DE SYSTÈME DE TRANSPORT EN COMMUN RAPIDE À DELHI (PHASE 3)	29/03/2012	14 585	HINDUSTAN CONSTRUCTION COMPANY LTD. (INDE) / SAMSUNG C & T CORPORATION (CORÉE DU SUD)
Inde	PROJET DE SYSTÈME DE TRANSPORT EN COMMUN RAPIDE À DELHI (PHASE 3)	29/03/2012	71 518	HYUNDAI ROTEM COMPANY (CORÉE DU SUD)
Inde	PROJET D'AMÉLIORATION DU SYSTÈME DE TRANSMISSION DU TAMIL NADU	28/09/2012	1 031	LARSEN & TOUBRO LTD. (INDE)
Népal	PROJET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU À MELAMCHI	30/03/2001	4 377	VA TECH WABAG LTD. (INDE) / PRATIBHA INDUSTRIES LTD. (INDE)
Sri Lanka	PROJET DE GESTION DES EAUX USÉES À KANDY	26/03/2010	6 435	KOLON GLOBAL CORPORATION (CORÉE DU SUD)
Ouzbékistan	PROJET D'ÉLECTRIFICATION DE LA VOIE FERRÉE KARSHI-TERMEZ	27/02/2012	2 137	CHINA NATIONAL ELECTRIC IMPORT & EXPORT CORPORATION (CHINE)
Ouzbékistan	PROJET D'ÉLECTRIFICATION DE LA VOIE FERRÉE KARSHI-TERMEZ	27/02/2012	2 154	CHINA NATIONAL TECHNICAL IMPORT & EXPORT CORPORATION (CHINE)
Brésil	PROJET D'AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT DANS LE BASSIN DU LAC BILLINGS	14/10/2010	2 179	ARAGUAIA ENGENHARIA LTDA. (BRÉSIL) / CORSAN CORVIAM CONSTRUCCION S/A (ESPAGNE)
Brésil	PROJET D'AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT DANS LE BASSIN DU LAC BILLINGS	14/10/2010	2 661	CONSTRUTORA PASSARELLI LTDA. (BRÉSIL) / ENGEFORM CONSTRUCCOES E COMERCIO LTDA (BRÉSIL)
Égypte	PROJET DE MODERNISATION DU SYSTÈME DE CONTRÔLE DE L'ÉNERGIE EN HAUTE ÉGYPTÉ	24/12/2008	3 474	SIEMENS AG (ALLEMAGNE) / SIEMENS TECHNOLOGY S.A.E (ÉGYPTE) / SUMITOMO CORPORATION (JAPON)
Irak	PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE CENTRALE HYDROÉLECTRIQUE À DERALOK	31/03/2010	2 291	ZOZIK GROUP (IRAK)
Maroc	PROJET DE DÉVELOPPEMENT DU SYSTÈME D'ASSAINISSEMENT (II)	30/03/2007	1 125	VIALES Y OBRAS PUBLICAS S.A. (ESPAGNE)
Maroc	PROJET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU DES VILLES PROVINCIALES	19/03/2010	1 475	SOCIÉTÉ NOUVELLE TRAVAUX MAROC (MAROC)
Maroc	PROJET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU DES VILLES PROVINCIALES	19/03/2010	1 734	OMNIUM MAGHRÉBIN DES CONDUITES D'EAU (MAROC) / SOGETRAMA GLS (MAROC)
Maroc	PROJET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU DES RÉGIONS DE FEZ ET DE MEKNES	29/07/2011	1 038	OMNIUM MAGHRÉBIN DES CONDUITES D'EAU (MAROC) / SOGETRAMA GLS (MAROC)
Maroc	PROJET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU DES RÉGIONS DE FEZ ET DE MEKNES	29/07/2011	1 258	SOCIÉTÉ NOUVELLE TRAVAUX MAROC (MAROC) / SOCIÉTÉ NOUVELLE DES CONDUITES D'EAU (MAROC)
Cameroun	PROJET DE RENFORCEMENT ET D'EXTENSION DU RÉSEAU DE TRANSMISSION ET DE DISTRIBUTION ÉLECTRIQUE	04/03/2011	1 411	ANGELIQUE INTERNATIONAL LTD. (INDE)
Cap-Vert	PROJET DE DÉVELOPPEMENT DU RÉSEAU DE TRANSMISSION ET DE DISTRIBUTION ÉLECTRIQUE	30/03/2012	5 105	MTCV INSTALACOES TECNICAS, S.A. (CAP-VERT) / CME-CONSTRUCAO E MANUTENCAO ELECTROMECHANICA SA (PORTUGAL)
Kenya	PROJET DE DÉVELOPPEMENT DU PORT DE MOMBASA	20/11/2007	2 907	TOYOTA TSUSHO CORPORATION (JAPON)
Tanzanie	PROJET D'INVESTISSEMENT DE TRANSMISSION CENTRALE IRINGA-SHINYANGA	13/12/2010	6 469	JYOTI STRUCTURES LTD. (INDE)
Tanzanie	PROJET DE SOUTIEN AU SECTEUR ROUTIER II	08/04/2013	3 838	SICHUAN ROAD AND BRIDGE (GROUP) CO., LTD. (CHINE)
Tanzanie	PROJET DE SOUTIEN AU SECTEUR ROUTIER II	08/04/2013	5 367	CHINA RAILWAY SEVENTH GROUP CO., LTD. (CHINE)
Tanzanie	PROJET DE SOUTIEN AU SECTEUR ROUTIER II	08/04/2013	6 452	CHINA HENAN INTERNATIONAL COOPERATION GROUP CO., LTD. (CHINE)
Ouganda	PROJET DE CONSTRUCTION D'UN NOUVEAU PONT SUR LE NIL À JINJA	01/11/2010	13 154	ZENITAKA CORPORATION (JAPON) / HYUNDAI ENGINEERING & CONSTRUCTION CO., LTD. (CORÉE DU SUD)
Albanie	PROJET D'AMÉLIORATION DU SYSTÈME D'ASSAINISSEMENT DU GRAND TRANA	30/06/2008	8 169	COSTRUZIONI DONDI S.P.A. (ITALIE) / KUBOTA CORPORATION (JAPON)

10-2 Principaux contractants des projets de prêts japonais d'APD (exercice 2013/services de consultants/montant du contrat : plus de 100 millions JPY)

Pays	Nom du projet	Date de l'accord de prêt	Montant du contrat (millions de JPY)	Contractant
Indonésie	PROJET DE CONSTRUCTION D'UN SYSTÈME DE TRANSPORT EN COMMUN RAPIDE À JAKARTA (I)	31/03/2009	161	NIPPON KOEI CO., LTD. (JAPON) / JAPAN TRANSPORTATION CONSULTANTS, INC. (JAPON) / THE JAPAN ELECTRICAL CONSULTING CO., LTD. (JAPON) / PT. JAYA CM (INDONÉSIE) / PT. DARDELA YASA GUNA (INDONÉSIE) / PT. WIRATMAN (INDONÉSIE) / PT. RAYAKONSULT (INDONÉSIE) / PT. LAPI ITB (INDONÉSIE) / PT. INTI DAYA KREASICITRA (INDONÉSIE)
Indonésie	PROJET DE CONSTRUCTION D'UN SYSTÈME DE TRANSPORT EN COMMUN RAPIDE À JAKARTA (I)	31/03/2009	2 344	ORIENTAL CONSULTANTS CO., LTD. (JAPON) / JAPAN INTERNATIONAL CONSULTANTS FOR TRANSPORTATION CO., LTD. (JAPON) / PACIFIC CONSULTANTS CO., LTD. (JAPON) / PADECO CO., LTD. (JAPON) / PT. INTI ERA CIPTA (INDONÉSIE) / PT. IREC REKA YASA (INDONÉSIE) / PT. KUTAMI MANAJEMEN TEKNOLOGI (INDONÉSIE) / PT. PAMINTORI CIPTA (INDONÉSIE) / PT. INDOTEK ENGINEERING JAYA (INDONÉSIE) / PT. PERENTJANA DJAJA (INDONÉSIE)
Indonésie	PROGRAMME D'ACCELERATION DU DEVELOPPEMENT GEOTHERMIQUE (PROJET DE DEVELOPPEMENT DE LA CENTRALE GEOTHERMIQUE DE TULEHU (ETUDE D'INGENIERIE))	28/03/2013	748	WEST JAPAN ENGINEERING CONSULTANTS, INC. (JAPON) / PT. CONNUSA ENERGINDO (INDONÉSIE)
Philippines	PROJET D'AUTOROUTE DANS LA PARTIE CENTRALE DE LUZON	30/03/2012	325	ORIENTAL CONSULTANTS CO., LTD. (JAPON) / CTI ENGINEERING INTERNATIONAL CO., LTD. (JAPON) / RENARDET S.A. (SUISSE)
Philippines	PROJET DE GESTION DU RISQUE D'INONDATION PAR LES RIVIERES CAGAYAN, TAGOLOAN ET IMUS	30/03/2012	367	CTI ENGINEERING INTERNATIONAL CO., LTD. (JAPON) / NIPPON KOEI CO., LTD. (JAPON)
Philippines	PROJET D'AMÉLIORATION ET DE RÉHABILITATION DU SECTEUR NATIONAL DE L'IRRIGATION	30/03/2012	689	NIPPON KOEI CO., LTD. (JAPON) / SANYU CONSULTANTS INC. (JAPON)
Philippines	PROJET D'AMÉLIORATION DU CHENAL FLUVIAL PASIG-MARIKINA (PHASE II)	30/03/2012	966	CTI ENGINEERING INTERNATIONAL CO., LTD. (JAPON) / WOODFIELDS CONSULTANTS, INC. (PHILIPPINES) / BASIC TECHNOLOGY AND MANAGEMENT CORPORATION (PHILIPPINES) / SCIENCE AND VISION FOR TECHNOLOGY, INC. (PHILIPPINES)
Thaïlande	PROJET DE SYSTÈME DE TRANSPORT EN COMMUN À BANGKOK (LIGNE ROUGE) (I)	30/03/2009	4 477	TRANSURB TECHNIRAIL(BELGIQUE) / TONICHI ENGINEERING CONSULTANTS, INC. (JAPON) / TEAM CONSULTING ENGINEERING AND MANAGEMENT CO., LTD. (THAÏLANDE) / ASDECON CORPORATION CO., LTD. (THAÏLANDE) / DAOREUK COMMUNICATIONS CO., LTD. (THAÏLANDE) / DESIGN CONCEPT CO., LTD. (THAÏLANDE) / NORCIV ENGINEERING CO., LTD. (THAÏLANDE)
Vietnam	PROJET DE CONSTRUCTION DE LA ROUTE NORD-SUD (SECTION DA NANG-QUANG NGAI) (I)	15/06/2011	2 384	ORIENTAL CONSULTANTS CO., LTD. (JAPON) / KATAHIRA & ENGINEERS INTERNATIONAL (JAPON) / SMEC INTERNATIONAL PTY LTD. (AUSTRALIE)
Vietnam	PROJET DE CONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES PORTUAIRES DE LACH HUYEN (PORT) (I)	02/11/2011	1 452	NIPPON KOEI CO., LTD. (JAPON) / JAPAN PORT CONSULTANTS, LTD. (JAPON) / PORTCOAST CONSULTANT CORPORATION (VIETNAM) / NIPPON KOEI VIETNAM INTERNATIONAL LLC CO., LTD. (VIETNAM)
Vietnam	PROJET DE CONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES PORTUAIRES DE LACH HUYEN (ROUTE ET PONT) (I)	02/11/2011	1 647	ORIENTAL CONSULTANTS CO., LTD. (JAPON) / JAPAN BRIDGE & STRUCTURE INSTITUTE, INC. (JAPON) / NIPPON KOEI CO., LTD. (JAPON)
Vietnam	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES HOPITAUX REGIONAUX ET PROVINCIAUX (II)	30/03/2012	224	INTERNATIONAL TOTAL ENGINEERING CORPORATION (JAPON) / MEDICONSULT VIETNAM JOINT VENTURE COMPANY LTD. (VIETNAM)
Vietnam	PROJET DE PROTECTION ET DE GESTION DURABLE DES FORÊTS	30/03/2012	825	NIPPON KOEI CO., LTD. (JAPON) / NIPPON KOEI VIETNAM INTERNATIONAL LLC CO., LTD. (VIETNAM)
Vietnam	PROJET D'AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT HYDRIQUE DANS LA PROVINCE DU SUD DE BINH DUONG (PHASE II)	30/03/2012	1 225	NHON SUIDO CONSULTANTS CO., LTD. (JAPON) / WATER SUPPLY, SEWERAGE AND ENVIRONMENT CONSULTANCY JOINT STOCK COMPANY (VIETNAM) / NDOCHINA CONSTRUCTION CONSULTANTS CO., LTD. (VIETNAM)
Vietnam	DEUXIÈME PRÊT AU SECTEUR DES TRANSPORTS POUR L'AMÉLIORATION DU RÉSEAU ROUTIER NATIONAL	22/03/2013	3 179	KATAHIRA & ENGINEERS INTERNATIONAL (JAPON) / ORIENTAL CONSULTANTS CO., LTD. (JAPON) / TRANSPORT ENGINEERING DESIGN INC. (VIETNAM)
Bangladesh	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HYDRIQUES À PETITE ÉCHELLE	11/12/2007	217	NORTHWEST HYDRAULIC CONSULTANTS (CANADA) / NIPPON KOEI CO., LTD. (JAPON) / RESOURCE PLANNING AND MANAGEMENT CONSULTANTS (PVT) LTD. (BANGLADESH)
Bangladesh	PROJET DE DEVELOPPEMENT DE LA CENTRALE ÉLECTRIQUE DE NEW HARIPIUR (II)	01/03/2009	474	ERNST & YOUNG LLP (INDE) / TRACTEBEL CONSULTING ENGINEERING PVT. LTD. (INDE) / IRG DEVELOPMENT SERVICES LTD (BANGLADESH)
Bangladesh	PROJET DE DEVELOPPEMENT DU RÉSEAU NATIONAL DE TRANSMISSION	20/02/2013	548	NIPPON KOEI CO., LTD. (JAPON) / TOKYO ELECTRIC POWER SERVICES CO., LTD. (JAPON) / DEVELOPMENT DESIGN CONSULTANTS LIMITED (BANGLADESH)
Bangladesh	PROJET DE DEVELOPPEMENT D'UN SYSTÈME DE TRANSPORT EN COMMUN À DHAKA (I)	20/02/2013	12 031	NIPPON KOEI CO., LTD. (JAPON) / NIPPON KOEI INDIA PVT. LTD. (INDE) / DELHI METRO RAIL CORPORATION LTD. (INDE) / MOTT MACDONALD LTD. (ROYAUME-UNI) / MOTT MACDONALD PVT. LTD. (INDE) / DEVELOPMENT DESIGN CONSULTANTS LIMITED (BANGLADESH)
Bangladesh	PROJET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU À KARNAPHULI (PHASE 2)	10/03/2013	2 674	NJS CONSULTANTS CO., LTD. (JAPON)
Bangladesh	PROJET DE PONTS À KANCHPUR, MEGHNA ET GUMTI (I)	10/03/2013	4 591	ORIENTAL CONSULTANTS CO., LTD. (JAPON) / JAPAN BRIDGE AND STRUCTURE INSTITUTE, INC. (JAPON) / KATAHIRA & ENGINEERS INTERNATIONAL (JAPON) / NIPPON ENGINEERING CONSULTANTS CO., LTD. (JAPON) / SMEC INTERNATIONAL PVT. LTD. (AUSTRALIE)
Inde	PROJET DE ROUTE PÉRIPHÉRIQUE EXTÉRIÈRE À HYDERABAD (PHASE 2)	21/11/2008	152	EGIS INDIA CONSULTING ENGINEERS PVT. LTD. (INDE)
Inde	PROJET DE SYSTÈME DE DISTRIBUTION HAUTE TENSION DANS LA ZONE RURALE DE L'ANDHRA PRADESH	16/06/2011	137	VOYANTS SOLUTIONS PVT. LTD. (INDE)
Inde	PROJET DE PROTECTION DE LA FORÊT ET DE LA BIODIVERSITÉ AU BENGAL-OCIDENTAL	29/03/2012	253	NIPPON KOEI INDIA PVT. LTD. (INDE) / NIPPON KOEI CO., LTD. (JAPON)
Inde	PROJET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU EN MILIEU RURAL ET D'ATTÉNUATION DE LA FLUOROSE (NAGAU)	28/09/2012	893	AECOM ASIA COMPANY LTD. (HONG KONG) / SHAH TECHNICAL CONSULTANTS PVT. LTD. (INDE) / NIPPON KOEI INDIA PVT. LTD. (INDE)
Inde	PROJET D'AMÉLIORATION DE L'APPROVISIONNEMENT EN EAU À DELHI	29/10/2012	1 266	EGIS EAU (FRANCE) / TATA CONSULTANCY SERVICE (INDE) / STUP CONSULTANTS PVT. LTD. (INDE) / EGIS INDIA CONSULTING ENGINEERS PVT. LTD. (INDE) / TOKYO ENGINEERING CONSULTANTS CO., LTD. (JAPON)
Sri Lanka	PROJET D'AMÉLIORATION DES SERVICES SOCIAUX DE BASE VISANT LES RÉGIONS ÉMERGENTES	28/03/2012	239	SYSTEM SCIENCE CONSULTANTS INCORPORATED (JAPON)
Sri Lanka	PROJET DE DEVELOPPEMENT DE L'AÉROPORT INTERNATIONAL DE BANDARANAÏKE (PHASE 2)	28/03/2012	1 910	NIPPON KOEI CO., LTD. (JAPON) / JAPAN AIRPORT CONSULTANTS, INC. (JAPON)
Sri Lanka	PROJET DE RÉDUCTION DES PERTES DE TRANSMISSION ET DE DISTRIBUTION DANS LE GRAND COLOMBO	14/03/2013	875	TOKYO ELECTRIC POWER SERVICES CO., LTD. (JAPON) / ELECTRIC POWER DEVELOPMENT CO., LTD. (JAPON) / NIPPON KOEI CO., LTD. (JAPON)
Sri Lanka	PROJET DE CONSTRUCTION DES PRINCIPAUX PONTS SUR LE RÉSEAU ROUTIER NATIONAL	14/03/2013	998	ORIENTAL CONSULTANTS CO., LTD. (JAPON) / CONSULTING ENGINEERS AND ARCHITECTS ASSOCIATED PVT. LTD. (SRI LANKA)
Ouzbékistan	PROJET DE MODERNISATION DE LA CENTRALE ÉLECTRIQUE DE NAVOI	22/08/2013	1 885	TOKYO ELECTRIC POWER SERVICES CO., LTD. (JAPON) / FICHTNER GMBH & CO. KG (ALLEMAGNE)
Vanuatu	PROJET DE DEVELOPPEMENT DU QUAI POLYVALENT INTERNATIONAL DE VILA LAPETASI	13/06/2012	538	ECOH CORPORATION (JAPON) / JAPAN PORT CONSULTANTS, LTD. (JAPON) / ORIENTAL CONSULTANTS CO., LTD. (JAPON)
Brésil	PROJET DE RÉDUCTION DE L'EAU NON COMPTABILISÉE DANS L'ÉTAT DE SAO PAULO	23/02/2012	3 884	ARCADIS LOGOS S/A (BRÉSIL) / CHUO KAIHATSU CORPORATION (JAPON)
Brésil	PROJET DE BUS INTERURBAINS DANS LA ZONE MÉTROPOLITAINE DE BELÉM	04/09/2012	1 064	VETEC ENGENHARIA LTDA. (BRÉSIL) / CONCREMAT ENG. E TECNOLOGIA S.A. (BRÉSIL) / YACHIYO ENGINEERING CO., LTD. (JAPON) / CHODAI CO., LTD. (JAPON)
Paraguay	PROJET D'AMÉLIORATION DES ROUTES RURALES	09/09/2010	835	NIPPON KOEI LATIN AMERICA-CARIBBEAN CO., LTD. (JAPON) / NIPPON KOEI CO., LTD. (JAPON)
Pérou	PROJET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT EN AMAZONIE RURALE	30/03/2012	170	TECAMB S.A.C. (PÉROU)
Pérou	PROJET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT EN AMAZONIE RURALE	30/03/2012	242	ARTELIA VILLE & TRANSPORT (FRANCE) / ECOPROJET S.A.C (PÉROU)

Pays	Nom du projet	Date de l'accord de prêt	Montant du contrat (millions de JPY)	Contractant
Pérou	PROJET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT EN AMAZONIE RURALE	30/03/2012	363	CONHYDRA S.A.E.S.P. SUCURSAL DEL PERU (COLOMBIE)
Pérou	PROJET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT EN AMAZONIE RURALE	30/03/2012	544	NIPPON KOEI LATIN AMERICA-CARIBBEAN CO., LTD. (JAPON) / NIPPON KOEI CO., LTD. (JAPON) / ADERCONSULT S.R.L. (PÉROU)
Pérou	PROJET DE GESTION DES DÉCHETS SOLIDES	12/10/2012	891	ARTELIA VILLE & TRANSPORT (FRANCE) / INNOVACION CIVIL ESPANOLA S.L. (ESPAGNE)
Irak	PROJET DE DÉVELOPPEMENT DU RÉSEAU DE COMMUNICATION DES PRINCIPALES VILLES	14/10/2012	1 446	NIPPON KOEI CO., LTD. (JAPON)
Irak	PROJET DE RECONSTRUCTION DU SECTEUR DE LA SANTÉ	14/10/2012	1 980	YAMASHITA SEKKEI INC. (JAPON) / INTERNATIONAL TOTAL ENGINEERING CORPORATION (JAPON)
Maroc	PROJET DE DÉVELOPPEMENT DU SYSTÈME D'ASSAINISSEMENT	30/11/2005	225	NIPPON KOEI CO., LTD. (JAPON) / TEAM MAROC, S.A. (MAROC) / NOVEC (MAROC)
Cap-Vert	PROJET DE DÉVELOPPEMENT DU RÉSEAU DE TRANSMISSION ET DE DISTRIBUTION ÉLECTRIQUE	30/03/2012	288	SOFRECO (FRANCE)
Maurice	PROJET DE SYSTÈME D'ÉGOUTS À GRAND BAIE	08/07/2010	388	GIBB (MAURICE) LTD (MAURICE) / NIHON SUIDO CONSULTANTS CO., LTD. (JAPON) / JACOBS ENGINEERING UK LTD (ROYAUME-UNI)
Tanzanie	PROJET DE DÉVELOPPEMENT DE L'IRRIGATION À PETITE ÉCHELLE	30/05/2013	222	NIPPON KOEI CO., LTD. (JAPON)
Ouganda	PROJET DE MODERNISATION DE LA ROUTE ATIAK-NIMULE	26/03/2010	136	LEA ASSOCIATES SOUTH ASIA PVT LTD. (INDE)
Ouganda	PROJET DE CONSTRUCTION D'UN NOUVEAU PONT SUR LE NIL À JINJA	01/11/2010	1 440	ORIENTAL CONSULTANTS CO., LTD. (JAPON) / EIGHT JAPAN ENGINEERING CONSULTANTS INC. (JAPON) / PYUNGHWA ENGINEERING CONSULTANTS LTD. (CORÉE DU SUD)
Moldavie	PROJET D'AMÉLIORATION DES SERVICES DE SOINS MÉDICAUX	27/06/2013	134	FUJITA PLANNING CO., LTD. (JAPON)

11-1 Modalités et conditions des prêts japonais d'APD (en vigueur depuis le 1^{er} avril 2014)

Catégorie	RNB par habitant (2012)	Conditions	Fixes/variables	Standard/option	Taux d'intérêt (%)	Période de remboursement (années)	Période de grâce (années)	Conditions de passation des marchés				
	Pays à faible revenu *				0,01	40	10					
Pays les moins avancés (PMA)		Conditions générales	Fixes	Standard	0,70	30	10	Non lié				
				Option 1	0,65	25	7					
				Option 2	0,60	20	6					
		Option 3		0,55	15	5						
		Conditions concessionnelles **		Standard	0,01	40	10					
				Option 1	0,01	30	10					
Option 2	0,01		20	6								
Pays à faible revenu	Inférieur à 1 035 USD	Conditions générales	Fixes	Standard	1,20	30	10	Non lié				
				Option 1	0,90	25	7					
				Option 2	0,75	20	6					
		Option 3		0,65	15	5						
		Conditions concessionnelles **		Standard	0,25	40	10					
				Option 1	0,20	30	10					
				Option 2	0,15	20	6					
					Option 3	0,10	15		5			
					STEP***	Fixes	Standard		0,10	40	10	Lié
		Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure		Entre 1 036 USD et 1 965 USD	Conditions générales	Fixes	Standard		1,40	30	10	Non lié
Option 1	0,80		20				6					
Option 2	0,70		15				5					
Variables****	Standard		JPY LIBOR -10bp			30	10					
	Option 1		JPY LIBOR -30bp			20	6					
	Option 2		JPY LIBOR -12bp			15	5					
Conditions concessionnelles **	Fixes		Standard		0,30	40	10					
			Option 1		0,25	30	10					
			Option 2		0,20	20	6					
	Variables****		Option 3		0,15	15	5					
			Standard		JPY LIBOR -133bp	40	10					
			Option 1		JPY LIBOR -123bp	30	10					
			Option 2		JPY LIBOR -89bp	20	6					
			Option 3		JPY LIBOR -66bp	15	5					
		STEP***	Fixes	Standard	0,10	40	10	Lié				
Pays à revenu intermédiaire	Entre 1 966 USD et 4 085 USD	Conditions générales	Fixes	Standard	1,40	25	7	Non lié				
				Option 1	0,95	20	6					
				Option 2	0,80	15	5					
			Variables****	Standard	JPY LIBOR +9bp	25	7					
				Option 1	JPY LIBOR -15bp	20	6					
				Option 2	JPY LIBOR -2bp	15	5					
		Conditions concessionnelles **	Fixes	Standard	0,30	40	10					
				Option 1	0,25	30	10					
				Option 2	0,20	20	6					
			Variables****	Option 3	0,15	15	5					
				Standard	JPY LIBOR -133bp	40	10					
				Option 1	JPY LIBOR -123bp	30	10					
				Option 2	JPY LIBOR -89bp	20	6					
				Option 3	JPY LIBOR -66bp	15	5					
		STEP***	Fixes	Standard	0,10	40	10	Lié				

Catégorie	RNB par habitant (2012)	Conditions	Fixes/variables	Standard/option	Taux d'intérêt (%)	Période de remboursement (années)	Période de grâce (années)	Conditions de passage des marchés			
Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	Entre 4 086 USD et 7 115 USD	Conditions générales	Variables****	Standard	JPY LIBOR +38bp	25	7	Non lié			
				Option 1	JPY LIBOR +49bp	20	6				
				Option 2	JPY LIBOR +67bp	15	5				
			Fixes	Standard	1,70	25	7				
				Option 1	1,60	20	6				
				Option 2	1,50	15	5				
		Conditions concessionnelles **	Variables****	Standard	JPY LIBOR -103bp	40	10				
				Option 1	JPY LIBOR -98bp	30	10				
				Option 2	JPY LIBOR -69bp	20	6				
			Fixes	Standard	0,60	40	10				
				Option 1	0,50	30	10				
				Option 2	0,40	20	6				
Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure la plus élevée	Entre 7 116 USD et 12 615 USD	Conditions générales	Variables****	Standard	JPY LIBOR +48bp	25	7	Non lié			
				Option 1	JPY LIBOR +54bp	20	6				
				Option 2	JPY LIBOR +72bp	15	5				
			Conditions concessionnelles **	Standard	JPY LIBOR -89bp	30	10				
				Option 1	JPY LIBOR -65bp	20	6				
				Option 2	JPY LIBOR -47bp	15	5				
		Services de consultants		Pour les services de consultants, le taux d'intérêt est minime (0,01 %) et les périodes de remboursement et de grâce ainsi que les conditions de passage des marchés sont identiques à celles appliquées pour les composants principaux.							
		Options pour les prêts-programmes d'APD japonaise		En cas de cofinancement, il est possible d'appliquer les mêmes conditions de remboursement que l'autre organisme prêteur tout en conservant la concessionnalité des prêts d'APD japonaise.							

- * Pour les PMA à faible revenu, les modalités et conditions de 0,01 % de taux d'intérêt et de période de remboursement de 40 ans, dont une période de grâce de 10 ans, s'appliquent quels que soient les secteurs et les domaines.
- ** Des conditions concessionnelles s'appliquent aux secteurs et domaines suivants : (i) Problèmes et questions liés à l'environnement mondial et au changement climatique (ii) Santé et services médicaux (iii) Prévention et réduction des catastrophes. (iv) Développement des ressources humaines
- *** Les conditions spéciales de partenariat économique (STEP) s'appliquent aux projets pour lesquels les technologies et le savoir-faire japonais sont largement mobilisés, en se basant sur la demande du pays bénéficiaire de transférer et d'utiliser les technologies d'exception japonaises.
- **** Bien que le taux de base des prêts variables soit équivalent au taux d'intérêt LIBOR en yens à six mois, l'écart reste fixe. La valeur réelle du taux d'intérêt sera plafonnée afin que la composante don sur la durée du prêt soit d'au moins 25 %, et si la valeur réelle du taux d'intérêt est inférieure à 0,1 %, l'intérêt sera de 0,1 %.
- ***** Quelle que soit la catégorie du pays, les modalités et conditions de 0,01 % de taux d'intérêt et de période de remboursement de 40 ans, dont une période de grâce de 10 ans, s'appliquent aux projets d'aide au rétablissement après des catastrophes, notamment le crédit stand-by d'urgence pour le rétablissement (SECURE). Pour le crédit stand-by d'urgence pour le rétablissement (SECURE), les modalités et conditions de remboursement sur 20 ans dont une période de grâce de 6 ans, ou une période de remboursement de 15 ans et une période de grâce de 5 ans, sont disponibles afin d'appliquer l'option de conversion monétaire.

Notes :

- Le niveau de concessionnalité des conditions optionnelles n'excède pas celui des conditions standards.
- Dans le cadre de l'initiative EPSA, les prêts des projets co-financés par la BAfD sont accordés à des « conditions concessionnelles », déterminées en fonction de la catégorie de revenu ; dans le cas des PMA à faible revenu, les modalités et conditions de 0,01 % de taux d'intérêt et une période de remboursement de 40 ans, dont une période de grâce de 10 ans, s'appliquent.
- Un prêt en deux temps (ou prêt aux intermédiaires financiers) octroyé à la BAfD et couvrant les prêts secondaires aux entreprises privées dans le cadre d'EPSA utilise les modalités et conditions d'un taux d'intérêt de 0,55 % et une période de remboursement de 40 ans, dont une période de grâce de 10 ans.
- Pour les pays participant à un programme du FMI ou recevant des dons de l'AfD, il est possible de modifier les modalités et conditions des prêts d'APD pour se conformer aux critères de concessionnalité du FMI.
- Pour les pays dont le RNB par habitant est supérieur à celui des pays à revenu intermédiaire supérieur, seuls les conditions basées sur le taux LIBOR s'appliquent. Pour les pays à revenu intermédiaire supérieur, les conditions basées sur le taux LIBOR s'appliquent en principe, mais les conditions générales ou préférentielles sont également disponibles. Pour les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire, les conditions générales, préférentielles ou STEP s'appliquent en principe, mais les conditions basées sur les taux LIBOR sont également disponibles.*

[Référence] Classement par catégorie de revenu des principales économies (classement du CAD et de la Banque mondiale)

Catégorie de revenu	RNB par habitant (2012)	
	Pays à faible revenu	Afghanistan, Bangladesh, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Comores, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissao, Haïti, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Mozambique, Myanmar, Népal, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sierra Leone, Somalie, Soudan du Sud, Tanzanie, Tchad, Togo
	Pays les moins avancés (PMA)	Angola, Bhoutan, Djibouti, Guinée équatoriale, îles Salomon, Kiribati, Laos, Lesotho, Mauritanie, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Soudan, Timor-Est, Tuvalu, Vanuatu, Yémen, Zambie
Pays à faible revenu	Inférieur à 1 035 USD	Kenya, Kirghizistan, Tadjikistan, Zimbabwe
Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	Entre 1 036 USD et 1 965 USD	Cameroun, Côte d'Ivoire, Ghana, Inde, Nicaragua, Nigeria, Ouzbékistan, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Vietnam
Pays à revenu intermédiaire	Entre 1 966 USD et 4 085 USD	Albanie, Arménie, Belize, Bolivie, Cap-Vert, Congo, Égypte, Géorgie, Guatemala, Guyana, Honduras, Indonésie, Irak, Kosovo, Maroc, Micronésie, Moldavie, Mongolie, Paraguay, Philippines, Salvador, Sri Lanka, Syrie, Swaziland, Ukraine
Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	Entre 4 086 USD et 7 115 USD	Algérie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chine, Colombie, Dominique, Équateur, Grenade, îles Fidji, îles Marshall, Iran, Jamaïque, Jordanie, Libye, Macédoine (ARYM), Maldives, Monténégro, Namibie, Pérou, République dominicaine, Saint-Vincent et les Grenadines, Sainte-Lucie, Serbie, Thaïlande, Tonga, Tunisie, Turkménistan
Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure la plus élevée	Entre 7 116 USD et 12 615 USD	Afrique du Sud, Argentine, Botswana, Brésil, Costa Rica, Gabon, Kazakhstan, Liban, Malaisie, Maurice, Mexique, Palaos, Panama, Roumanie, Seychelles, Suriname, Turquie, Venezuela

Note : L'Afghanistan, la Somalie, le Myanmar, le Rwanda, le Yémen, Djibouti, l'Irak, la Syrie, Belize, l'Algérie, l'Iran, la Libye et l'Argentine et l'Afrique du Sud, sont classés selon la classification opérationnelle par pays établie par la Banque mondiale en 2011, les données du RNB par habitant n'étant pas disponibles dans la dernière édition.

1 Secteurs et domaines éligibles aux conditions concessionnelles

- Problèmes et questions liées à l'environnement mondial et au changement climatique
- Santé et services médicaux
- Prévention et réduction des catastrophes
- Développement des ressources humaines

[Note] 1. Afin de promouvoir une utilisation stratégique des prêts d'APD sur les questions prioritaires, où l'aide met à profit la technologie et le savoir-faire exceptionnels du Japon, la JICA a examiné les secteurs pour lesquels des conditions préférentielles s'appliquent, conformément à l'annonce sur l'amélioration des politiques visant à encourager l'utilisation stratégique des prêts d'APD par le ministère des Affaires étrangères, le 15 avril 2013.

2. Dans les cas où seule une partie du projet est éligible aux conditions concessionnelles, celles-ci peuvent s'appliquer à cette partie.

2 Utilisation renforcée de l'aide pour les pays à revenu intermédiaire des tranches supérieures

La JICA encourage l'utilisation des prêts d'APD pour les pays à revenu intermédiaire des tranches supérieures, principalement dans les domaines où les connaissances et la technologie du Japon peuvent être mises à contribution.

Pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure la moins élevée, la JICA ajoute l'infrastructure régionale et l'agriculture aux quatre domaines actuels (environnement, développement des ressources humaines, mesures de réduction des inégalités, et mesures de prévention et de rétablissement en cas de catastrophe). De plus, la JICA accordera des prêts d'APD dans d'autres domaines ayant une importance stratégique pour le Japon, notamment ceux faisant une utilisation optimale des connaissances et de la technologie japonaise.

Les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure la plus élevée seront éligibles aux prêts d'APD si les projets sont considérés comme ayant une importance stratégique pour le Japon jusqu'à ce qu'ils s'affranchissent de l'aide de la Banque mondiale (normalement au bout de cinq ans).

3 Conditions spéciales de partenariat économique (STEP)

Aperçu

Le gouvernement japonais a décidé d'introduire un nouveau dispositif de prêts d'APD à partir de juillet 2002, nommé « Conditions spéciales de partenariat économique » (STEP), afin de renforcer la visibilité de l'APD parmi les citoyens des pays bénéficiaires et du Japon. Ces dispositifs utilisent et assurent le transfert des hautes technologies et du savoir-faire des entreprises japonaises.

Pays bénéficiaires du programme STEP

Pays à faible revenu, pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et pays à revenu intermédiaire à qui une aide liée peut être apportée selon les règles de l'OCDE (à l'exception des pays les moins avancés parmi les moins développés et les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure la moins élevée).

Projets éligibles au programme STEP

(1) Les projets éligibles seront limités aux secteurs et domaines mentionnés ci-dessous (2) et devront faire largement appel aux technologies et aux équipements japonais.

Secteurs et domaines

- Ponts et tunnels
- Ports
- Aéroports
- Systèmes de transports en commun urbains
- Installations de stockage et de transport du pétrole/gaz
- Projets de lutte contre les inondations en milieu urbain
- Systèmes de communications/diffusion/d'information publique
- Centrales électriques/lignes de distribution et de transmission électriques
- Axes routiers/barrages (limités aux projets qui font largement appel aux techniques japonaises antisismiques, de traitement des sols et de construction rapide)
- Les projets environnementaux (limités aux projets qui font largement appel aux techniques japonaises de prévention de la pollution atmosphérique, de prévention de la pollution de l'eau, de recyclage et de traitement des déchets et les techniques d'utilisation et de recyclage de la chaleur résiduelle)
- Équipements médicaux
- Équipements/systèmes de prévention des catastrophes

Taux d'intérêt et période de remboursement

Les taux d'intérêt et périodes de remboursement sont établis conformément aux règles de l'OCDE pour permettre l'apport d'une aide liée et sont révisés annuellement le 15 janvier.

Conditions de passation des marchés

Les principaux contrats sont liés à des entreprises japonaises tandis que les sous-contrats sont généralement non liés. Les co-entreprises avec les pays bénéficiaires sont acceptées pour les principaux contrats, sous réserve que l'entreprise japonaise soit le partenaire principal.

Taux de couverture

Les prêts STEP peuvent être utilisés pour financer jusqu'à 100 % du coût d'un projet.

Règle du pays d'origine

(i) Les biens provenant du Japon et les services fournis par des entreprises japonaises, ou (ii) les biens fournis par le Japon, selon la nature du projet, ne doivent pas représenter moins de 30 % du montant total du contrat (à l'exception des services de consultants) financé par un prêt STEP. Voir le tableau ci-dessous.

Catégorie	Exemples
(a) Dans le cas de projets pour lesquels des technologies avancées et/ou des savoir-faire d'entreprises japonaises peuvent être identifiés dans les services (par exemple pour des méthodes de construction), les services, et non seulement les biens, doivent être inclus dans le ratio indiqué ci-dessus [(i) s'applique].	Tunnels, ports, ponts en béton, axes routiers, barrages, systèmes d'assainissement, tunnels d'aménage souterrains urbains, systèmes d'information publique, hydroélectricité et électricité géothermique, etc.
(b) Dans le cas de projets qui consistent principalement à installer des biens ou des usines et leurs technologies principales qui peuvent être identifiés comme biens ou comme usines doivent être inclus dans le ratio indiqué ci-dessus [(ii) s'applique].	Installations de communications/diffusion, électricité éolienne/solaire/thermique, installations de stockage et de transport du pétrole/gaz, sites de traitement des déchets, usines d'incinération des déchets, ponts en acier, système de transports en commun urbains, projets de lutte contre les inondations urbaines, lignes de transmission et de distribution électrique, etc.

Audits des procédures de passation des marchés

Les conditions de passation des marchés font l'objet, après appel d'offres, d'un audit par une tierce partie afin d'assurer l'équité. Cet audit est financé par le prêt ou par le budget recherche et études de la JICA.

Note : Voir page 171 le classement des principaux pays par niveau de revenu.

11-2 Degré de libéralité (sur la base des engagements)

(Unité : %)

	Exercice 2009	Exercice 2010	Exercice 2011**	Exercice 2012***	Exercice 2013**
Non lié	87,3	75,1	79,4	70,7	78,9
Partiellement délié*	0,0	13,4****	0,0	0,0	3,7****
Bilatéral lié	0,0	0,6	0,0	0,0	1,1
Lié	12,7	10,8	20,6	29,3	16,3

Non lié : Les conditions de passation des marchés stipulent que la quasi-totalité des pays sont agréés comme fournisseurs des biens et des services associés.

Partiellement délié : Les conditions de passation des marchés stipulent que le Japon et tous les pays de la liste des bénéficiaires d'aide établie par le CAD sont des sources éligibles.

Bilatéral lié : Les conditions de passation des marchés stipulent que seuls le Japon et les pays emprunteurs sont des pays sources éligibles.

Lié : Les conditions de passation des marchés stipulent que seul le Japon est un pays source éligible.

Note :

* Appels d'offres internationaux par les pays participants et les pays membres, comme stipulé dans l'accord d'établissement du Fonds africain de développement (FAD), et par les pays membres, comme stipulé dans l'accord d'établissement de la Banque asiatique de développement (BASD).

** Le prêt d'aide au secteur privé de la BAfD dans le cadre de l'initiative conjointe (BAfD-Japon) d'assistance renforcée au secteur privé en Afrique (EPSA III) ne comprend pas l'attribution de marchés et est par conséquent exclu.

*** Le prêt de soutien au développement économique et social du Myanmar ne comprend pas l'attribution de marchés et est par conséquent exclu.

**** Comprend la composante partiellement déliée du projet pour laquelle le montant de l'accord de prêt a été augmenté (projet comportant plusieurs composantes).

11-3 Nationalité des contractants (dont marchés en monnaie locale)

(Unité : %)

	Exercice 2009	Exercice 2010	Exercice 2011	Exercice 2012	Exercice 2013
Japon	11,6	23,2	19,7	10,5	20,6
Pays développés	14,0	7,7	17,3	19,0	13,2
Pays en développement, etc.	31,3	29,0	24,1	23,3	21,2
Pays en développement, etc. (monnaie locale)	43,1	40,2	39,0	47,2	45,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Note 1 : Pays développés : Pays membres de l'OCDE à l'exclusion du Japon.

Pays en développement, etc. : Pays de la liste des bénéficiaires de l'APD établie par le CAD, et pays non membres de l'OCDE retirés de la liste du CAD.

Note 2 : Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.

11-4 Nationalité des contractants (monnaie étrangère uniquement)

(Unité : %)

	Exercice 2009	Exercice 2010	Exercice 2011	Exercice 2012	Exercice 2013
Japon	20,5	38,7	32,3	19,9	37,5
Pays développés	24,5	12,8	28,3	35,9	24,0
Pays en développement, etc.	55,0	48,4	39,4	44,2	38,5
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Note 1 : Pays développés : Pays membres de l'OCDE à l'exclusion du Japon.

Pays en développement, etc. : Pays de la liste des bénéficiaires de l'APD établie par le CAD, et pays non membres de l'OCDE retirés de la liste du CAD.

Note 2 : Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.

11-5 Nationalité des contractants (dont marchés en monnaie locale et prêts de soutien à la balance des paiements)

(Unité : %)

	Exercice 2009	Exercice 2010	Exercice 2011	Exercice 2012	Exercice 2013
Japon	13,5	24,5	20,0	11,0	21,2
Pays développés	7,7	6,0	16,0	14,8	10,7
Pays en développement (monnaie étrangère)	27,2	26,9	24,4	24,5	21,7
Pays en développement (monnaie locale)	51,6	42,6	39,6	49,6	46,3
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Note 1 : Pays développés : Pays membres de l'OCDE à l'exclusion du Japon.

Pays en développement, etc. : Pays de la liste des bénéficiaires de l'APD établie par le CAD, et pays non membres de l'OCDE retirés de la liste du CAD.

Note 2 : Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.

11-6 Nationalité des contractants (monnaie étrangère uniquement, hors prêts de soutien à la balance des paiements)

(Unité : %)

	Exercice 2009	Exercice 2010	Exercice 2011	Exercice 2012	Exercice 2013
Japon	27,9	42,8	33,1	21,9	39,5
Pays développés	15,9	10,4	26,4	29,4	20,0
Pays en développement (monnaie étrangère)	56,2	46,9	40,4	48,7	40,4
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Note 1 : Pays développés : Pays membres de l'OCDE à l'exclusion du Japon.

Pays en développement, etc. : Pays de la liste des bénéficiaires de l'APD établie par le CAD, et pays non membres de l'OCDE retirés de la liste du CAD.

Note 2 : Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.

12-1 Projets de coopération technique (procès-verbaux des discussions signés durant l'exercice 2013)

Pays	Nom du projet	Date de signature du procès-verbal des discussions
Asie		
Cambodge	Projet de renforcement des capacités institutionnelles du CJCC pour un Centre de développement et de réseau pour les ressources humaines commerciales	19/12/2013
	Projet pour l'établissement d'un modèle de coopérative agricole orientée vers le commerce	23/12/2013
Indonésie	Projet de développement des capacités des gouvernements central et locaux pour les 3R et le système de gestion des déchets solides domestiques	25/06/2013
	Projet de développement des capacités pour la coopération Sud-Sud et triangulaire	26/04/2013
	Projet de renforcement des capacités pour la sécurité de l'information	04/12/2013
	Projet de renforcement des capacités de traitement des métaux en appui aux industries d'engins de construction	28/11/2013
	Projet de renforcement du système de sécurité sociale	27/12/2013
Laos	Projet de gestion du développement urbain	12/07/2013
	Projet de promotion d'une agriculture biologique au Laos	27/06/2013
	Projet de développement des capacités pour l'établissement d'un système d'information national sur les forêts pour la gestion durable des forêts et REDD+	20/05/2013
Malaisie	Projet de développement durable pour la protection de la biodiversité et des écosystèmes à Sabah	14/06/2013
	Projet de renforcement des capacités pratiques pour la sûreté et la sécurité maritime et d'amélioration de l'éducation et du programme de formation	10/07/2013
Myanmar	Projet d'éradication de la culture du pavot à opium et de développement rural dans le nord de l'État Shan	13/09/2013
	Projet d'extension de l'aquaculture à petite échelle pour la promotion des moyens de subsistance des communautés rurales dans la zone centrale sèche	14/10/2013
	Projet d'amélioration des services et de la sécurité des voies ferrées	31/05/2013
	Projet de développement des capacités juridiques et judiciaires et des secteurs concernés au Myanmar	22/08/2013
	Projet de modernisation des systèmes de versement de fonds et de règlement des titres au Myanmar	04/02/2014
	Projet de renforcement de l'enseignement supérieur des sciences de l'ingénieur au Myanmar	04/10/2013
	Projet de développement des capacités sur les nouveaux systèmes CNS/ATM	15/10/2013
	Projet de réforme des programmes au niveau primaire de l'éducation de base	31/01/2014
Philippines	Projet de renforcement des capacités d'observation, de prévision et d'alerte météorologiques	24/01/2014
	Projet de développement global des capacités pour le Bangsamoro	25/07/2013
Timor-Est	Projet de développement d'une police communautaire	28/08/2013
Vietnam	Projet de développement des capacités pour la gestion intégrée des déchets solides municipaux	17/06/2013
	Projet de renforcement des capacités pour la production d'un vaccin combiné rougeole/rubéole	17/04/2013
	Projet de développement des ressources humaines dans le secteur de la chimie lourde à l'Université industrielle d'Ho Chi Minh-Ville	27/03/2013
	Projet de développement des capacités du bureau de l'Assemblée nationale	09/01/2014
Chine	Projet de développement juridique pour l'amélioration de l'économie de marché et du bien-être de la population	14/03/2014
Mongolie	Projet de renforcement des capacités pour le développement des ressources humaines dans le secteur des soins vétérinaires et de l'élevage	23/12/2013
	Projet de renforcement des opérations de recouvrement des impôts et de fiscalité internationale de l'administration fiscale mongole	17/09/2013
	Projet de renforcement des capacités pour la maintenance et la gestion des ponts	01/05/2013
	Projet de développement des capacités pour lutter contre la pollution de l'air à Oulan-Bator (phase 2)	24/09/2013
	Projet de renforcement des capacités des partenariats public-privé en Mongolie	29/01/2014
Bangladesh	Projet de renforcement du système de gestion des investissements publics	03/11/2013
	Projet de renforcement des capacités en matière de cartographie avancée de SOB pour la construction d'un Bangladesh numérique	18/07/2013
Bhoutan	Projet de développement des capacités pour la prévision et l'alerte précoce en cas d'inondation liée à une débâcle glacière ou à des pluies torrentielles au Royaume du Bhoutan	14/05/2013
	Projet de coopération technique sur les techniques de fibre optique en ingénierie des télécommunications	31/10/2013
Népal	Projet de renforcement des capacités des tribunaux pour un règlement rapide et fiable des conflits	14/05/2013
	Projet de développement d'un centre de gestion des pièces de rechange et des services de contrôle radar en route	04/10/2013
Pakistan	Projet de développement durable de l'élevage dans les zones rurales du Sindh	20/08/2013
	Projet de formation sur place et de fourniture d'équipements pour l'Université d'ingénierie des technologies de l'information et des sciences de la gestion du Baluchistan (BUTEMS)	12/09/2013
	Développement des capacités des centres techniques et professionnels dans la province du Khyber Pakhtunkhwa	30/10/2013
Arménie	Projet de gestion des glissements de terrain	18/02/2014
Tadjikistan	Projet d'amélioration de la maintenance des routes	03/06/2013
Pacifique		
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Projet de renforcement des capacités pour la maintenance des routes	01/08/2013
	Projet de développement des capacités du département des transports pour la politique et l'administration portuaire	24/09/2013
	Projet de développement des capacités pour l'opérationnalisation du système de gestion de l'information sur les ressources forestières nationales de la PNG afin de faire face au changement climatique	20/03/2014
Samoa	Projet de renforcement des capacités des autorités chargées de la gestion de l'eau aux Samoa en coopération avec Okinawa	24/02/2014

Pays	Nom du projet	Date de signature du procès-verbal des discussions
------	---------------	--

Amérique du Nord et Amérique latine

Nicaragua	Projet d'amélioration de la formation professionnelle dans le secteur de l'agriculture et de l'élevage	21/04/2013
République dominicaine	Projet de développement des capacités institutionnelles pour la gestion des déchets solides à l'échelle nationale	09/08/2013
Salvador	Projet d'amélioration de la rentabilité pour les exploitants horticoles dans la région orientale de la République du Salvador	04/02/2014
Bolivie	Projet d'adaptation du matériel pédagogique pour la formation des enseignants	10/05/2013
Brésil	Projet de renforcement de la stratégie nationale pour la gestion intégrée du risque de catastrophe naturelle	10/06/2013
Colombie	Projet de développement des capacités pour la gestion de la sécurité du système d'information pour la promotion de la politique de restitution des terres	19/04/2013
Équateur	Projet de renforcement des capacités de surveillance des séismes tsunamigènes	22/11/2013
Paraguay	Projet de renforcement de la gestion scolaire et des programmes locaux	25/04/2013
	Projet de renforcement de la gestion intégrée du bassin versant du lac d'Yguazu	15/04/2013
	Projet d'adoption de mesures technologiques pour les cultures produites sur de petites exploitations agricoles	14/03/2014
Amérique du Nord et Amérique latine	Projet de cogestion de la pêche dans les Caraïbes	10/04/2013

Moyen-Orient et Afrique du Nord

Autorité palestinienne	Projet de renforcement des services de développement des affaires pour les MPME	10/06/2013
	Projet de renforcement des services d'incitation et des capacités de gestion du parc agro-industriel de Jéricho	18/12/2013
Égypte	Projet d'amélioration d'une agriculture orientée vers le marché pour les petits exploitants	25/12/2013
	Projet de partage des connaissances sur le développement et la mise en œuvre des plans d'exécution	15/04/2013
	Projet pour l'Université Égypte-Japon des sciences et de la technologie (E-JUST)	18/12/2013
Iran	Projet de mise en œuvre d'un projet pilote d'introduction d'une ESCO dans les bâtiments du gouvernement	01/06/2013
	Projet de gestion écologique des zones humides d'Anzali (phase 2)	15/12/2013
Maroc	Projet de renforcement des capacités de développement rural dans la province d'Errachidia	20/11/2013
	Projet de promotion d'une éducation équitable et de qualité	05/03/2014

Afrique

Burkina Faso	Projet de renforcement de la production du sésame	19/12/2013
	Projet de soutien au comité de gestion scolaire (phase 2)	10/02/2014
Côte d'Ivoire	Projet de développement des ressources humaines pour le renforcement de l'administration locale au centre et au nord de la Côte d'Ivoire	29/08/2013
	Projet de promotion du riz local	14/10/2013
Éthiopie	Projet de production et de promotion du café de forêt certifié	18/02/2014
Ghana	Projet de soutien à l'institutionnalisation de la politique de gestion et de développement professionnel des enseignants du pré-tertiaire	13/01/2014
Kenya	Projet de renforcement des capacités pour le développement de la géothermie au Kenya	28/06/2013
	Projet de développement des capacités pour la facilitation du commerce international dans la région de l'Afrique de l'Est	17/12/2013
	Projet de renforcement des services de vulgarisation attentifs aux questions de genre au Kenya	29/11/2013
	Projet de renforcement des capacités de gestion de la maintenance des routes sous contrat	02/08/2013
	Projet AFRICA-ai- JAPAN : Union africaine - innovation africaine - projet de réseau JKJAT ET PAUSTI	25/03/2014
Malawi	Projet de développement des capacités pour les services de navigation aérienne	13/01/2014
	Projet de renforcement de l'enseignement des mathématiques et des sciences dans le secondaire au Malawi	05/06/2013
Maurice	Projet de renforcement des capacités pour les mesures de lutte contre le changement climatique	27/03/2014
Nigeria	Projet de renforcement des soins de santé primaire	26/02/2014
Ouganda	Projet d'enseignants en sciences et en mathématiques (phase 3)	08/05/2013
République démocratique du Congo	Projet de développement des ressources humaines dans le secteur de la santé en RDC (phase 2)	13/11/2013
Soudan	Projet de renforcement de la gestion des déchets solides dans l'État de Khartoum au Soudan	27/01/2014
Tanzanie	Projet de développement des capacités pour les audits internes (phase 2)	29/08/2013

Europe

Bosnie-Herzégovine	Projet de renforcement de la confiance par le développement rural	09/12/2013
Serbie	Projet d'aide au renforcement du système de gestion de l'énergie dans les secteurs énergivores en République de Serbie	29/11/2013

Total : 90 projets (50 pays et régions)

12-2 Projets de partenariat pour la recherche scientifique et technologique pour le développement durable (SATREPS) (procès-verbaux des discussions signés durant l'exercice 2013)

Pays	Nom du projet	Date de signature du procès-verbal des discussions
Indonésie	Projet d'étude intégrée sur l'atténuation des catastrophes multiples causées par l'éjection de produits volcaniques	11/12/2013
	Projet de développement d'un système modèle de craquage catalytique en lit fluidisé des déchets de biomasse et de suivi de la production de carburant liquide en Indonésie	25/02/2014
Laos	Projet de développement de techniques de recherche innovantes en épidémiologie génétique pour le paludisme et d'autres maladies parasitaires au Laos pour contenir l'endémicité croissante	19/03/2014
Thaïlande	Projet de coopération technique pour le développement d'une utilisation propre et efficace du charbon de qualité inférieure et de la biomasse par un traitement au solvant	30/10/2013
Mongolie	Projet d'étude épidémiologique sur les maladies protozoaires animales en Mongolie et de développement de mesures de diagnostic efficaces	07/01/2014
Bangladesh	Projet de recherche sur les mesures de prévention et d'atténuation des catastrophes contre les inondations et les ondes de tempête	18/03/2014
Népal	Projet d'approche hydro-microbiologique pour la sécurité hydrique dans la vallée de Katmandou au Népal	28/03/2014

Amérique du Nord et Amérique latine

Brésil	Projet de protection de la biodiversité en Amazonie basé sur le nouveau concept de musée de terrain	27/03/2014
Colombie	Projet de développement et d'adoption d'un système de production rizicole à faible quantité d'intrants en Amérique latine à travers des améliorations génétiques et des technologies de gestion avancées	11/02/2014

Afrique

Zambie	Projet de surveillance des zoonoses virales en Afrique	15/05/2013
--------	--	------------

Total : 10 projets (9 pays)

12-3 Liste des principaux engagements de prêts japonais d'APD (accords de prêts nouveaux et approuvés durant l'exercice 2013) (Unité : 1 million JPY)

Pays	Nom du projet	Date de la signature/modification du prêt	Montant du prêt/supplément du prêt modifié
Asie			
Cambodge	Projet d'amélioration de la route nationale n° 5 (section Battambang-Sri Sophorn)	16/05/2013	8 852
Indonésie	Prêt en appui à la politique de développement de la connectivité	02/12/2013	19 848
	Projet de double voie sur la ligne Java Sud (IV) (Kroya-Kutoarjo phase 2)	24/02/2014	16 875
	Projet de renforcement de la capacité ferroviaire de Jabodetabek (I)	24/02/2014	16 322
	Développement des infrastructures rurales et de la zone stratégique de Kabupaten (RISE) (II)	24/02/2014	10 029
	Programme d'investissement dans la gestion de l'assainissement au niveau métropolitain : services d'ingénierie pour le développement d'un système d'assainissement à DKI Jakarta	24/02/2014	1 968
	Projet urgent de réduction des catastrophes pour les zones du mont Merapi et du cours inférieur du fleuve Progo II	24/02/2014	5 111
	Mesures de lutte contre la sédimentation au barrage polyvalent de Wonogiri (I)	24/02/2014	4 954
	Développement des ressources humaines professionnelles (IV)	24/02/2014	7 075
Laos	Projet d'extension de la centrale hydroélectrique Nam Ngum 1	21/06/2013	5 545
	Neuvième crédit de soutien à la réduction de la pauvreté	10/01/2014	500
	Projet d'extension de l'aéroport international de Vientiane	10/01/2014	9 017
Myanmar	Projet de développement régional pour la réduction de la pauvreté (phase 1)	07/06/2013	17 000
	Projet de réhabilitation et de modernisation d'urgence (phase 1)	07/06/2013	14 052
	Projet de développement des infrastructures dans la région de Thilawa (phase 1)	07/06/2013	20 000
Philippines	Projet d'amélioration des capacités de sécurité maritime pour les gardes-côtes philippins	14/12/2013	18 732
	Crédit stand-by post-catastrophe	19/03/2014	50 000
Vietnam	Projet de construction de la route périphérique n° 3 à Hanoi (section Mai Dich-South Thang Long)	24/12/2013	20 591
	Projet de construction du terminal 2 de l'aéroport international de Noi Bai (III)	24/12/2013	26 062
	Projet d'extension de la centrale hydroélectrique de Da Nhim	28/02/2014	7 515
	Programme d'aide en réponse au changement climatique (IV)	06/03/2014	10 000
	Crédit pour la compétitivité et la gestion économique (II)	06/03/2014	15 000
	Projet de construction de la route nord-sud (DN-QG) (II)	18/03/2014	30 008
	Projet de construction de la route nord-sud (HLDE) (III)	18/03/2014	18 459
	Projet de construction des infrastructures portuaires de Lach Huyen (port) (II)	18/03/2014	21 051
Projet de construction des infrastructures portuaires de Lach Huyen (route et pont) (II)	18/03/2014	16 907	
Mongolie	Projet d'optimisation de la centrale thermique n° 4 d'Oulan-Bator	15/11/2013	4 201
	Projet de développement de l'enseignement supérieur des sciences de l'ingénierie	12/03/2014	7 535
Inde	Projet de ligne 3 du métro de Mumbai	17/09/2013	71 000
	Projet de promotion des investissements dans le Tamil Nadu	12/11/2013	13 000
	Projet de développement du campus de l'Institut de technologie d'Hyderabad	28/01/2014	5 332
	Projet de développement du campus de l'Institut de technologie d'Hyderabad (phase 2)	28/01/2014	17 703
	Projet d'amélioration de la route nationale de Bihar (phase 2)	30/01/2014	21 426
	Projet de système de transports en commun rapides à Delhi (phase 3) (III)	31/03/2014	140 000
	Projet d'approvisionnement en eau à Agra (II)	31/03/2014	16 279
Projet de modernisation du système de distribution d'Haryana	31/03/2014	26 800	
Sri Lanka	Projet de construction d'un nouveau pont sur la rivière Kelani	28/03/2014	35 020
Ouzbékistan	Projet de modernisation de la centrale électrique de Navoi	22/08/2013	34 877

Pays	Nom du projet	Date de la signature / modification du prêt	Montant du prêt / supplément du prêt modifié
Pacifique			
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Projet de renforcement du système de transmission de Ramu	22/08/2013	8 340
Amérique du Nord et Amérique latine			
Nicaragua	Projet national d'électrification durable et d'énergies renouvelables	08/10/2013	1 496
Pérou	Crédit stand-by d'urgence pour le rétablissement urgent	31/03/2014	10 000
Moyen-Orient et Afrique du Nord			
Irak	Projet de réhabilitation du secteur portuaire (phase II)	16/02/2014	39 118
Jordanie	Prêt en appui à la politique de développement pour la consolidation budgétaire	17/03/2014	12 000
Maroc	Projet de soutien à l'éducation de base	06/12/2013	8 899
Tunisie	Projet d'amélioration de l'environnement hydrique des villes locales	21/06/2013	10 871
Afrique			
Cap-Vert	Projet de développement du système d'approvisionnement en eau sur l'île de Santiago	20/12/2013	15 292
Mozambique	Projet de modernisation de la route Mandimba-Lichinga	29/11/2013	6 773
	Projet de développement d'une centrale électrique à cycle combiné à Maputo	13/01/2014	17 269
Tanzanie	Projet de soutien au secteur routier II	08/04/2013	7 659
	Projet de développement de l'irrigation à petite échelle	30/05/2013	3 443
	Dixième crédit de soutien à la réduction de la pauvreté	18/06/2013	1 500
Europe			
Moldavie	Projet d'amélioration des services de soins médicaux	27/06/2013	5 926
Turquie	Projet de tunnel ferroviaire sous le Bosphore (II) (prêts d'APD supplémentaires)*	17/01/2014	42 979
Organisations internationales, etc.			
Banque africaine de développement	Prêt d'aide au secteur privé dans le cadre du programme conjoint EPSA pour l'Afrique (IV)	16/12/2013	9 480
Total : 53 projets (21 pays et 1 organisation)			985 691

* Les engagements de prêts supplémentaires à la Turquie ne figurent pas dans le nombre total d'engagements de prêts pour l'exercice 2013, ils sont cependant comptabilisés dans le montant total.

12-4 Principaux projets d'investissement en actions (au 31 mars 2014)

Nom du projet	Société d'investissement	Résumé du projet	Date de l'investissement initial	Capital social (unité monétaire)	Parts détenues par la JICA (%)	Pays
Projet d'hydroélectricité et de production d'aluminium sur le fleuve Asahan	Nippon Asahan Aluminum Co., Ltd.	Les actions de la co-entreprise locale ont déjà été cédées à l'expiration, en octobre 2013, de l'accord de co-entreprise sur les activités de fonderie d'aluminium dans le nord de Sumatra.	12/1975	50 049 (1 million JPY)	50,0	Indonésie
Projet de production d'aluminium en Amazonie	Nippon Amazon Aluminum Co., Ltd.	Production d'alumine (environ 6,3 millions de tonnes par an) et fusion d'aluminium (environ 450 000 tonnes par an) dans la région amazonienne	08/1978	57 350 (1 million JPY)	44,9	Brésil
Projet de production de méthanol en Arabie saoudite	Japan Saudi Arabia Methanol Co., Inc.	Production de méthanol (environ 4,7 millions de tonnes par an) dans la zone industrielle d'Al Jubail	12/1979	2 310 (1 million JPY)	30,0	Arabie saoudite
Projet de production pétrochimique en Arabie saoudite	SPDC Ltd.	Production d'éthylène glycol (environ 1,35 million de tonnes par an) et de polyéthylène (environ 750 000 tonnes par an) dans la zone industrielle d'Al Jubail	06/1981	14 200 (1 million JPY)	37,1	Arabie saoudite
Projet d'engrais KAFCO au Bangladesh	KAFCO Japan Investment Co., Ltd.	Production d'urée (environ 700 000 tonnes par an) et d'ammoniaque (environ 500 000 tonnes par an) à Chittagong	07/1990	5 024 (1 million JPY)	46,4	Bangladesh
Projet de production de pâte à papier Musi	Sumatra Pulp Co., Ltd.	Production de pâte à papier (environ 450 000 tonnes par an) dans la région de Bilimbing au sud de Sumatra	04/1995	13 351 (1 million JPY)	42,7	Indonésie
Projet de microfinance au Pakistan	The First Microfinance Bank Ltd.	Fourniture de prêts pour la réduction de la pauvreté au Pakistan à travers la microfinance (cofinancé par le FMI et une ONG locale)	04/2012	1 351 501 (1 milliard PKR)	17,8	Pakistan

Note : Les principaux projets de participation au capital ont un ratio d'investissement d'au moins 20 % ou impliquent l'affectation de personnel d'encadrement.

12-5 Dons (projets de l'exercice 2013)

Pays	Nom du projet	Date de signature de l'accord de don	Montant*
Cambodge	Projet de construction du pont Neak Loeung	23/06/2010	29,39
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	14/06/2011	0,61
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	26/06/2012	0,90
	Projet d'amélioration de l'hôpital de référence de la province de Sihanouk	28/03/2013	2,33
	Projet d'extension des systèmes d'approvisionnement en eau à Kampong Cham et Battambang	20/06/2013	10,37
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	20/06/2013	1,05
	Projet d'amélioration de la route nationale n° 1	15/01/2014	0,17
	Projet d'amélioration des équipements pour la restauration de la chaussée ouest d'Angkor Wat	27/12/2013	0,95
	Projet d'extension du centre national pour la santé maternelle et infantile	26/03/2014	11,93
Indonésie	Projet de reconstruction urgente de la station de pompage Est de Pluit à Jakarta	30/09/2011	8,88
	Projet de construction de ponts dans la province de Nusa Tenggara Barat (phase 3)	25/03/2014	9,61
	Projet d'amélioration des équipements de gestion du risque de catastrophe	29/11/2013	15
	Projet de renforcement du laboratoire national de lutte contre l'influenza aviaire hautement pathogène et d'autres maladies émergentes ou réémergentes	12/12/2013	2,12
Laos	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	20/06/2011	0,61
	Projet d'amélioration de la route nationale n° 9 en tant que corridor est-ouest de la région du Mékong	03/08/2011	11,43
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	05/06/2012	0,83
	Projet de développement de l'approvisionnement en eau à Thakhek	04/06/2013	1,44
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	04/06/2013	1,15
	Projet de construction du pont de Sekong sur la RN 16B au sud du Laos (avant-projet détaillé)	13/01/2014	0,84
	Projet d'amélioration de la gestion des déchets solides dans des villes environnementalement durables	11/03/2014	13,84
	Projet d'amélioration des équipements et des installations pour les services météorologiques et hydrologiques	11/03/2014	5,84
	Projet d'amélioration de l'environnement des écoles secondaires dans les provinces du sud	11/03/2014	10,69
Myanmar	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	03/09/2010	0,55
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	28/09/2011	0,74
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	03/08/2012	0,97
	Projet de sécurité alimentaire pour les agriculteurs défavorisés	20/05/2013	2,30
	Projet de renforcement des institutions de formation agricole	20/05/2013	10,08
	Projet d'amélioration urgente du système d'approvisionnement en eau à Rangoun	28/09/2013	19
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	14/08/2013	0,39
	Projet de développement d'un système de TIC pour la banque centrale	25/10/2013	51
	Projet d'établissement d'un système de surveillance des phénomènes météorologiques extrêmes (phase 2)	11/11/2013	2,31
	Projet d'amélioration des programmes de télévision et des équipements de diffusion et de montage de la radio et de la télévision du Myanmar (MRTV)	11/11/2013	0,82
	Projet d'amélioration des équipements de construction et de maintenance des routes dans l'État de Rakhine	20/02/2014	7,38
	Projet d'amélioration des équipements médicaux de l'hôpital général de Rangoun	28/02/2014	9,78
	Projet d'installation d'un système pour le centre de contrôle des opérations et d'équipements de sécurité	24/03/2014	40
	Programme d'aide d'urgence aux enfants déplacés de Kachin et Rakhine	24/03/2014	3
	Programme d'aide aux personnes déplacées au sud-est du Myanmar, dans les États de Kachin et Rakhine, et au nord dans les États Shan	24/03/2014	3
Programme d'aide alimentaire d'urgence aux personnes déplacées dans les États de Kachin et Rakhine, et au nord dans les États Shan	24/03/2014	10	
Philippines	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	04/07/2011	0,54
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	02/08/2012	0,86
	Projet de développement de mini-centrales hydroélectriques dans la province d'Isabela	30/04/2013	1,47
	Projet de développement de mini-centrales hydroélectriques dans la province d'Ifigao	30/04/2013	8,93
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	26/07/2013	1,23
Timor-Est	Projet de travaux de correction du fleuve pour la protection du pont de Mola	15/08/2013	0,62
	Projet de réhabilitation de l'amélioration du dispositif d'irrigation de Buluto	06/12/2013	0,29
Vietnam	Projet de reboisement des zones côtières et sableuses au centre-sud du Vietnam	06/07/2009	0,94
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	20/07/2011	0,8
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	25/07/2012	1,12
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	18/07/2013	1,28

Pays	Nom du projet	Date de signature de l'accord de don	Montant*
Asie (suite)			
Chine	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	25/08/2010	0,73
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	12/08/2011	1,19
Mongolie	Programme de développement de l'approvisionnement en eau d'Oulan Bator à Gachuurt	21/06/2011	15,8
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	21/06/2011	0,55
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	30/05/2012	0,75
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	28/06/2013	1,09
	Projet d'amélioration des programmes TV de la société nationale de radiodiffusion de Mongolie	12/03/2014	0,72
Afghanistan	Projet de renforcement de la sécurité de l'aéroport international de Kaboul	04/02/2014	1,06
	Projet de prévention des maladies infectieuses pour les enfants dans la République islamique d'Afghanistan	09/02/2014	11,86
Bangladesh	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	03/07/2011	0,42
	Amélioration de la capacité de stockage de l'aide alimentaire publique en République populaire du Bangladesh	17/06/2012	9
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	17/06/2012	0,64
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	27/06/2013	0,71
	Don en appui à la réduction de la pauvreté	28/11/2013	5
	Projet d'amélioration des systèmes de sûreté et de sécurité aéroportuaires	31/03/2014	24,02
Bhoutan	Projet de réhabilitation du système d'irrigation de Taklai dans le district de Sarpang	28/06/2013	2,33
Inde	Projet d'amélioration de l'Institut de santé infantile et de l'hôpital pour enfants de Chennai	07/02/2014	14,95
Népal	Projet de construction de la route de Sindhuli (section III)	10/07/2012	18,48
	Projet d'élaboration des mesures de lutte contre les glissements de terrain sur la route de Sindhuli (section II)	10/07/2012	4,16
Pakistan	Projet d'amélioration de la sécurité des aéroports	31/10/2013	19,46
	Projet de modernisation des écoles primaires de filles en écoles élémentaires dans les zones rurales du sud de la région de Sindh	11/02/2014	8,08
	Projet de lutte et d'éradication de la poliomyélite en République islamique du Pakistan	07/03/2014	3,89
Sri Lanka	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	29/06/2011	0,40
	Projet de construction du pont de Manmunai	13/09/2011	3,34
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	25/05/2012	0,71
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	05/06/2013	0,79
Azerbaïdjan	Projet de mise à niveau de l'équipement pour l'amélioration et l'irrigation (phase 2)	17/04/2013	7,77
Kirghizstan	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	24/06/2011	0,47
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	15/06/2012	0,70
	Projet de remplacement du pont du fleuve Kok-Art sur la route Bishkek-Osh	31/07/2013	2,37
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	11/07/2013	0,97
Ouzbékistan	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	25/07/2011	0,47
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	03/05/2012	0,72
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	26/07/2013	0,96
Tadjikistan	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	20/06/2011	0,19
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	11/06/2012	0,29
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	31/05/2013	0,54
	Projet de réhabilitation des systèmes d'approvisionnement en eau potable dans le district de Pyanj, dans la région de Khatlon (avant-projet détaillé)	28/01/2014	0,42
Asie	Projet d'établissement de bureaux frontaliers de liaison en Asie centrale	22/10/2013	1,41
	Projet d'amélioration des moyens de subsistance dans les zones transfrontalières entre le Tadjikistan et l'Afghanistan	19/03/2014	11,29
Pacifique			
Îles Salomon	Projet d'amélioration des installations portuaires de Honiara (avant-projet détaillé)	17/01/2014	0,52
Kiribati	Projet d'extension du port de Betio	29/06/2011	9,31
Micronésie	Projet d'amélioration des services nationaux de transport	27/08/2013	11,10
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Projet de réhabilitation du marché municipal de Madang	29/10/2013	10,04
Samoa	Projet d'amélioration des dispositifs d'approvisionnement en eau non traitée des zones rurales	24/02/2014	18,31
Tuvalu	Projet de construction d'un navire de passagers et de marchandises	17/09/2013	15,44
Vanuatu	Projet de redéveloppement de l'hôpital de Vila Central	13/06/2012	12,67

Pays	Nom du projet	Date de signature de l'accord de don	Montant*
Amérique du Nord et Amérique latine			
Haïti	Projet d'aménagement de l'hôpital de Jacmel dans le département du Sud-Est	04/10/2012	6,94
	Projet de renforcement de la prévention du choléra dans le plateau central de la République d'Haïti	11/03/2014	2,57
	Projet de rétablissement du système d'approvisionnement en eau potable pour la reconstruction de la ville de Léogâne	06/03/2014	6,69
Honduras	Projet de prévention des glissements de terrain dans la zone métropolitaine de Tegucigalpa	16/06/2011	0,90
	Projet de restauration du pont Democracia	18/03/2013	0,42
Nicaragua	Projet de construction du pont de Santa Fe au Nicaragua	26/05/2010	4,34
	Projet de reconstruction des ponts sur la route Managua – El Rama	20/06/2011	0,76
Équateur	Projet d'amélioration des programmes de télévision et de radio d'Ecuador E.P. RTVECUADOR	10/04/2013	0,37
Pérou	Projet de construction du nouveau pont international de Macará	19/04/2010	1,63
	Projet d'amélioration des équipements de gestion du risque de catastrophe	25/02/2014	7
	Projet d'amélioration des équipements d'exposition et de conservation du musée régional d'Ica "Adolfo Bermúdez Jenkins"	27/02/2014	0,50
Moyen-Orient et Afrique du Nord			
Jordanie	Projet de réhabilitation et d'amélioration des installations d'eau dans le gouvernorat de Tafilah	14/06/2011	5,10
	Projet de construction du musée de Petra	01/03/2014	6,86
	Programme d'amélioration urgente du secteur de l'eau pour les communautés accueillant les réfugiés syriens dans les gouvernorats du nord	13/03/2014	25,10
Afrique			
Botswana	Projet d'amélioration des programmes TV de la télévision du Botswana	29/07/2013	0,44
Burkina Faso	Projet d'approvisionnement en eau potable dans le plateau central et le centre sud (phase 2)	13/11/2013	2,25
	Projet d'amélioration des programmes télévisés de la radiodiffusion télévision du Burkina	05/09/2013	0,35
Cameroun	Projet d'amélioration de l'approvisionnement en eau et de l'hygiène dans les subdivisions de Diamare et Mayo dans la région du grand nord	31/03/2014	3,74
Côte d'Ivoire	Projet de réhabilitation et de restauration des forêts avec la participation des communautés locales	14/05/2013	1,83
Djibouti	Projet d'amélioration des équipements de lutte contre les incendies et de secours de la ville de Djibouti	02/04/2013	7,36
Éthiopie	Projet de remplacement du pont Awash sur la route nationale A1	09/06/2011	3,41
	Projet de réhabilitation des routes nationales (phase 4)	09/06/2011	19,46
	Projet de réhabilitation des routes nationales (phase 4) (II / II)	10/06/2013	75,21
	Projet d'approvisionnement en eau pour les petites villes de la partie méridionale de la région d'Amhara	10/06/2013	6,33
Ghana	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	17/05/2012	0,34
	Projet d'amélioration du système de distribution électrique	06/05/2013	16,86
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	12/07/2013	0,63
Guinée	Projet d'aménagement d'un pont sur la route nationale n° 1	12/06/2013	12,54
Kenya	Projet d'approvisionnement en eau des zones rurales du district de Baringo	10/07/2013	0,15
	Projet d'augmentation du système d'approvisionnement en eau de Narok	10/07/2013	0,93
Liberia	Projet de reconstruction de la route Somalia Drive à Monrovia	10/06/2013	10,88
Malawi	Projet de construction d'une école de formation des enseignants du secondaire à Lilongwe	02/06/2013	13,27
	Projet d'amélioration des routes de la ville de Blantyre (phase 3)	13/12/2013	6,02
	Projet d'extension de la centrale hydroélectrique de Tedzani (avant-projet détaillé)	17/03/2014	1,01
	Projet de reconstruction et d'agrandissement d'écoles secondaires communautaires sélectionnées et d'écoles secondaires conventionnelles (phase 3)	17/03/2014	17,56
Maurice	Projet d'amélioration du système de radar météorologique	10/06/2013	11,50
Mauritanie	Projet d'extension du port de pêche de Nouadhibou	26/05/2013	11,17
Mozambique	Projet de réhabilitation d'urgence du port de Nacala	10/12/2012	5,34
	Projet de construction de l'institut de formation des enseignants du primaire de Monapo dans la province de Nampula	26/04/2013	10,24
	Projet de construction de ponts sur la route reliant Ile et Cuamba	14/06/2013	4,58
	Projet de construction d'un institut des sciences de la santé à Maputo (avant-projet détaillé)	16/01/2014	0,84
Niger	Projet de construction des établissements d'enseignement secondaire au Niger	19/11/2013	12,23
	Projet de sécurité alimentaire pour les agriculteurs défavorisés	19/11/2013	3,80
Ouganda	Projet de fourniture de sources d'eau salubre pour les déplacés internes réinstallés dans la sous-région d'Acholi	04/07/2013	9,73
	Projet d'électrification rurale (phase 3)	04/07/2013	12,04
	Projet de réhabilitation des hôpitaux et de fourniture d'équipements médicaux dans la région occidentale de l'Ouganda	28/11/2013	18,17

Pays	Nom du projet	Date de signature de l'accord de don	Montant*
Afrique (suite)			
Rwanda	Projet de construction du pont international de Rusumo et d'installations d'un poste frontière à guichet unique	06/09/2011	6,47
Sénégal	Projet de construction de salles de classe pour l'enseignement moyen dans la banlieue de Dakar	25/03/2014	12,90
	Projet de construction et d'équipement d'un centre régional de formation du personnel de l'éducation (CRFPE) à Fatick	25/03/2014	6,42
Sierra Leone	Projet d'amélioration d'urgence du système de distribution électrique de Freetown	22/05/2013	15,52
Soudan	Projet d'amélioration du système d'approvisionnement en eau à Kassala	07/10/2012	13,38
	Projet de modernisation des infrastructures de production alimentaire	07/10/2012	5,66
	Projet d'amélioration de la gestion des déchets solides dans l'État de Khartoum	20/02/2014	15,34
Soudan du Sud	Projet d'amélioration du système d'approvisionnement en eau à Djouba, au Soudan du Sud	28/06/2012	20,48
	Projet d'amélioration du port fluvial de Djouba	17/01/2013	12,48
	Projet de construction d'un pont sur le Nil	17/01/2013	26,18
Swaziland	Projet de renforcement des systèmes national et communautaires pour une gestion efficace des catastrophes	17/05/2013	0,92
Tanzanie	Projet d'élargissement de la route de New Bagamoyo	31/05/2010	2,22
	Projet de construction du pont international de Rusumo et d'installations d'un poste frontière à guichet unique	29/08/2011	6,47
	Projet d'amélioration des capacités de transport à Dar es Salaam	25/01/2013	5,37
	Projet d'amélioration de l'intersection de Tazara	18/06/2013	1,44
	Projet d'amélioration des capacités de transport à Dar es Salaam (phase 2)	11/11/2013	1,04
	Projet d'approvisionnement en eau des zones rurales de la région de Tabora	11/11/2013	0,70
	Projet de renforcement de la distribution électrique à Dar es Salaam (avant-projet détaillé)	17/01/2014	0,32
	Projet de développement des installations de débarquement et de vente des poissons de Malindi à Zanzibar	11/03/2014	9,35
	Projet de sécurité alimentaire pour les agriculteurs défavorisés	31/03/2014	3,80
Zambie	Projet d'amélioration du cadre de vie dans la zone sud de Lusaka	29/06/2013	13,01
	Projet de modernisation des centres de santé de Lusaka en hôpitaux de district	17/07/2013	19,99
	Projet d'extension de la chaîne du froid en République de Zambie	19/07/2013	2,21
Europe			
Moldavie	Projet d'utilisation efficace des combustibles de biomasse	26/06/2013	11,54
Total : 166 projets (58 pays et régions)			1 158,05

* Montant des accords de dons conclus. Pour les projets couvrant plusieurs exercices, le montant maximal autorisé par année fiscale est comptabilisé pour chaque exercice. L'augmentation du montant maximal engagée selon l'accord de don révisé est comptabilisée à la date de révision.

Agence japonaise de coopération internationale Rapport annuel 2014

Japan International Cooperation Agency (JICA)
Nibancho Center Building, 5-25, Niban-cho, Chiyoda-ku, Tokyo 102-8012, Japan
Tél. : +81-3-5226-9781
<http://www.jica.go.jp/english/>

Imprimé en mai 2015
Par PRALON GRAPHIC / A.W.A.P. - 216, rue de Rosny, 93100 Montreuil

Sous la direction du Bureau de la JICA en France
6, rue de Berri, 75008 Paris
Tél. : +33 1 40 20 04 21
<http://www.jica.go.jp/french/index.html>





From
the People of Japan

